



HAL
open science

Variation terminologique et néologie dans le domaine du changement climatique.

Pauline Bureau

► **To cite this version:**

Pauline Bureau. Variation terminologique et néologie dans le domaine du changement climatique.. Linguistique. Université Grenoble Alpes [2020-..], 2023. Français. NNT: 2023GRALL010. tel-04353683

HAL Id: tel-04353683

<https://theses.hal.science/tel-04353683v1>

Submitted on 19 Dec 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THÈSE

Pour obtenir le grade de

DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ GRENOBLE ALPES

École doctorale : LLSH- Langues, Littératures et Sciences Humaines

Spécialité : Etudes anglophones

Unité de recherche : Institut des Langues et des Cultures d'Europe, d'Amérique, d'Afrique, d'Asie et d'Australie

Variation terminologique et néologie dans le domaine du changement climatique.

Terminological variation and neology in the field of climate change.

Présentée par :

Pauline BUREAU

Direction de thèse :

Caroline ROSSI

PROFESSEURE DES UNIVERSITES, Université Grenoble Alpes

Directrice de thèse

Camille BIROS

MAITRESSE DE CONFERENCES, Université Grenoble Alpes

Co-encadrante de thèse

Rapporteurs :

Patrick DROUIN

PROFESSEUR, Université du Québec à Montréal

Pascaline DURY

PROFESSEURE DES UNIVERSITES, Université Lyon 2 A et L. Lumière

Thèse soutenue publiquement le **29 novembre 2023**, devant le jury composé de :

Caroline ROSSI

PROFESSEURE DES UNIVERSITES, Université Grenoble Alpes

Directrice de thèse

Patrick DROUIN

PROFESSEUR, Université du Québec à Montréal

Rapporteur

Pascaline DURY

PROFESSEURE DES UNIVERSITES, Université Lyon 2 A et L. Lumière

Rapporteuse

Aurélie PICTON

ASSOCIATE PROFESSOR, Université de Genève

Examinatrice

Laure GARDELLE

PROFESSEURE DES UNIVERSITES, Université Grenoble Alpes

Présidente

Olivier KRAIF

PROFESSEUR DES UNIVERSITES, Université Grenoble Alpes

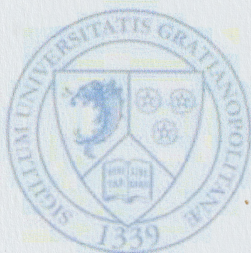
Examineur

Invités :

Camille Biros

MAITRESSE DE CONFERENCES, Université Grenoble Alpes





Charte anti-plagiat

Art 1 : Définition du plagiat

Le plagiat consiste à reproduire un texte, une partie d'un texte, une illustration ou des idées originales d'un auteur, sans lui en reconnaître la paternité par un référencement bibliographique ou iconographique adéquat (Cf. art. 3).

Art 2 : Objet des travaux universitaires

Sont considérés comme travaux universitaires tous les documents réalisés par les étudiants et les enseignants, les chercheurs et les enseignants-chercheurs dans le cadre des activités de formation et de recherche. Ces travaux universitaires doivent toujours avoir pour ambition de produire un savoir inédit et d'offrir une lecture critique, nouvelle et personnelle du sujet.

Art 3 : Méthodologie de référencement bibliographique

La méthodologie d'un travail universitaire implique que les emprunts (par exemple par copier/coller) soient clairement identifiés et que le nom de l'auteur et la source de l'extrait soient mentionnés.

Les citations textuelles y compris dans une traduction personnelle, doivent obligatoirement être placées entre guillemets et être accompagnées d'une référence bibliographique à la suite de la citation, ou en note de bas de page.

Les emprunts non textuels (tableaux, graphiques, photos, formules scientifiques, etc.) doivent également être accompagnés d'une référence bibliographique à leur suite ou en note de bas de page.

En complément, toutes les références des documents cités, empruntés ou adaptés, doivent figurer en bibliographie.

Art 4 : Détection du plagiat

L'Université Grenoble Alpes est dotée d'un outil permettant de contrôler systématiquement les travaux universitaires et de détecter les similitudes, dans le but de rechercher le plagiat.

Art 5 : Sanctions disciplinaires pour plagiat

Les auteurs présumés de plagiat seront traduits devant la section disciplinaire compétente qui pourra prendre des sanctions pouvant aller jusqu'à l'exclusion définitive de tout établissement d'enseignement supérieur. La procédure disciplinaire n'exclut pas d'éventuelles poursuites judiciaires.

Art. 6 : Engagement

Les étudiants et les personnels s'engagent à ne pas commettre de plagiat dans leurs travaux universitaires. À cette fin, ils reconnaissent avoir pris connaissance des obligations décrites dans les articles 2 et 3 de la présente charte et s'engagent à s'y conformer.

Je certifie, Bureau Pauline (indiquer nom prénom)
avoir pris connaissance de la charte anti-plagiat et à la respecter.

Date et signature : 13/04/2023

« P. Bureau – Do linguists have a role to play in regard to the climate crisis ?

ChatGPT – Yes, linguists can play a crucial role in addressing the climate crisis. While the climate crisis is often associated with scientific, environmental, and policy-related challenges, language also plays a significant role in how we perceive, understand, and respond to this global issue. Here are some ways in which linguists can contribute:

(...)

In conclusion, linguists have a vital role to play in the climate crisis by helping to bridge the gap between scientific knowledge, policy development, public understanding, and effective communication. By leveraging their expertise in language and communication, they can contribute to building a more sustainable and climate-conscious world. »

(OpenAI. 2023. « ChatGPT ». Version 3.5 [Logiciel].)

« Language is a central foundation of a new story that proclaims our deep interflow with the wild earth and allows a sense of wonder and kinship beyond mere utility, even as we feed, clothe, and house ourselves with the stuff of the natural world. The tendrils of the words we use now will reach far – into the psyche of the mind and the future of the earth. They need to be right. »

(Lynn Haupt, Lyanda. 2021. *Rooted: Life at the Crossroads of Science, Nature, and Spirit*. Little, Brown Spark, 154.)

Résumés de la thèse

Résumé en français

L'objectif de la thèse est de proposer une caractérisation de la variation terminologique et de la néologie autour du changement climatique d'origine anthropique (CCA) en tenant compte du rôle et des implications de ces deux phénomènes linguistiques vis-à-vis des objectifs climatiques. L'enjeu de ce projet est une meilleure compréhension du rôle que peuvent jouer les termes d'une part et la terminologie en tant que discipline d'autre part vis-à-vis de la problématique climatique. Objet d'étude transdisciplinaire et sujet de débat entre différents groupes sociaux, le changement climatique ne constitue pas une thématique de recherche prototypique en terminologie. Nous consacrons ainsi une première partie à définir un *domaine spécialisé du changement climatique* et à démontrer l'intérêt d'étudier ce dernier selon une perspective variationniste et en considérant la néologie comme une forme de variation. Dans la deuxième partie, nous mobilisons des outils issus de la Terminologie textuelle et de l'Analyse du discours pour identifier une *terminologie spécialisée du CCA*, montrer comment celle-ci se renouvelle dans le temps et comment elle tend à varier au sein de l'expertise climatique, en l'occurrence entre les organisations inter-gouvernementales (OIG) et les organisations non gouvernementales (ONG). Dans la dernière partie, nous étudions la variation entre ces deux communautés expertes et la presse et interrogeons l'existence d'une terminologie climatique spécifique à cette dernière instance, en phase avec le caractère transdisciplinaire du domaine du CCA. Pour chaque forme de variation observée, nous présentons ses implications potentielles vis-à-vis de la finalité de ce domaine, définie comme s'articulant autour de trois grands objectifs : la réduction des lacunes dans les connaissances autour du changement climatique, la diffusion de ces connaissances et l'action climatique.

Mots clés : variation diachronique – variation diastratique – changement climatique – néologie – terminologie textuelle – analyse du discours

Résumé en anglais

The aim of this thesis is to offer a characterization of terminological variation and neology around the topic of Anthropogenic Climate Change (ACC), taking into account the role and implications of these two linguistic phenomena in relation to climate objectives. What is at stake is a better understanding of the role that terms, on the one hand, and terminology as a discipline, on the other hand, can play in addressing the climate issue. Climate change, as a transdisciplinary subject of study and a topic of debate among different social groups, does not constitute a prototypical research theme in terminology. The first part of this thesis is thus dedicated to defining a *specialized domain of climate change* and demonstrating the benefits of studying the latter from a variationist perspective, considering neology as a form of variation. In the second part, we combine tools from Textual Terminology and Discourse Analysis to identify a *specialized terminology of ACC* and demonstrate how it evolves over time and how it tends to vary among climate experts, specifically between intergovernmental organizations (IGOs) and non-governmental organizations (NGOs). In a final section, we examine variation between these two expert communities and the press, and question the existence of a climate terminology specific to the latter, in line with the transdisciplinary

nature of the ACC domain. For each form of variation under study, we present its potential implications in relation to the purpose of this domain, defined as revolving around three major objectives: reducing gaps in climate change knowledge, disseminating this knowledge, and taking climate action.

Key words: diachronic variation – diastratic variation – climate change – neology – textual terminology – discourse analysis

Remerciements

Je souhaite tout d'abord exprimer ma profonde gratitude et mon admiration à mes deux directrices de thèse, Caroline Rossi et Camille Biros, sans qui la présente thèse n'aurait pas vu le jour. Je les remercie pour tous les conseils avisés, les multiples lectures et relectures, le temps consacré à répondre à toutes mes interrogations, leur écoute bienveillante, me permettant de me sentir libre de formuler toute forme d'inquiétude et de partager les aspirations motivant mon travail. Elles ont fait plus que m'accorder leur temps précieux, incarnant un modèle de rigueur des plus inspirants, m'offrant un cadre de recherche suffisamment solide pour que je puisse avancer en confiance et suffisamment flexible pour que je puisse explorer des intérêts qui m'étaient propres, me permettant ainsi de m'amuser dans mon travail, de jouer les exploratrices, l'apprentie chercheuse. Quel fabuleux terrain pour de nouvelles idées !

Je suis également redevable à Patrick Drouin, qui a accepté de superviser une partie de mon travail dans le cadre d'un stage de trois mois effectué à l'Observatoire de linguistique Sens-Texte (OLST) de l'Université de Montréal. Il m'a fait bénéficier de son temps et de son expertise avec une générosité remarquable, ce qui m'a permis d'apprendre de nouvelles compétences en Traitement automatique du langage dont la maîtrise a été décisive pour la réalisation de toute une partie de la présente thèse. Je remercie par ailleurs l'ensemble des membres de l'OLST de m'avoir si naturellement accueillie et offert leur amitié.

Je voudrais ensuite dire ma reconnaissance aux membres du bureau de La Fabrique Écologique pour m'avoir donné la chance d'intégrer ce laboratoire d'idées, au sein duquel j'ai pu en apprendre davantage sur les enjeux climatiques et confronter ma réflexion doctorale à la réalité d'une organisation directement impliquée dans le processus de transition écologique.

Mes remerciements s'adressent également à Aurélie Picton, Laure Gardelle, Olivier Kraif, Patrick Drouin et Pascaline Dury, qui me font l'honneur de participer au jury de ma thèse.

Au département d'anglais de l'ENS Paris-Saclay, où j'ai fait mes premiers pas dans l'enseignement guidée par une équipe aidante et bienveillante, ce qui m'a permis d'avancer sur ma thèse en parallèle et de terminer cette dernière selon le délai que je m'étais fixé.

À mes amis Emma, Clara et Romain, qui se sont enquis de l'avancée de mon travail et de mon bien-être avec assiduité et qui m'ont encouragée, par leurs mots et leur enthousiasme.

Je tiens enfin à remercier du fond du cœur mes parents, Franck et Béatrice, ma sœur, Candice, mon compagnon, Adam, et l'ensemble de ma famille pour leur soutien inconditionnel et pour tout l'amour partagé sans retenue, le plus beau des baumes pour apaiser l'esprit ankylosé et les petits maux du doctorant, *and keep going*.

Table des matières

Résumés de la thèse	v
Remerciements	vii
Table des matières.....	viii
Liste des tableaux et des figures	xviii
Liste des principaux sigles et acronymes.....	xviii
Introduction	1
Première Partie – Caractéristiques du domaine et de l'expertise climatique : quelle(s) implications pour la terminologie du changement climatique ?	7
CHAPITRE 1 – ORIGINE ET ÉVOLUTION DE LA QUESTION CLIMATIQUE	8
1. <i>le changement climatique d'origine anthropique : un objet d'étude scientifique</i>	<i>9</i>
1.1. Le CCA en tant que phénomène physique : objet d'étude en sciences de la Terre.....	9
1.2. Le CCA en tant que phénomène sociétal : objet d'étude en économie et en sciences humaines et sociales (SHS).....	12
1.2.1. Implication des économistes	12
1.2.2. Le rôle des sciences humaines et sociales (SHS)	13
2. <i>Institutionnalisation et médiatisation de la question climatique.....</i>	<i>15</i>
2.1. Une question de gouvernance internationale	16
2.2. ...devenue sujet médiatique et de débat public	19
3. <i>Synthèse chapitre 1</i>	<i>23</i>
CHAPITRE 2 – DÉFINITION ET ORGANISATION DU DOMAINE DU CCA : NIVEAU DE SPÉCIALISATION, TERMINOLOGIE ET EXPERTISE CLIMATIQUE	25
1. <i>Existe-t-il un domaine spécialisé du changement climatique ?</i>	<i>26</i>
1.1. Le domaine du CCA est-il un domaine spécialisé ? Éléments de définition	26
1.2. Pour une approche dynamique du domaine spécialisé : application au domaine du CCA.....	29
1.2.1. Un domaine aux limites floues.....	30
1.2.2. Le domaine comme un continuum	32
1.3. Implications pour l'étude de la langue et de la terminologie du CCA.....	33
Tableau 1 : Termes les plus spécifiques aux glossaires du WGII et WGIII (rapport AR4).....	37
2. <i>Définition des communautés spécialisées du domaine du changement climatique</i>	<i>39</i>
2.1. Communautés spécialisées et expertise : éléments de définition	41
2.1.1. Expert prototypique et degrés d'expertise	41
2.1.2. L'expert : référent privilégié pour étudier la terminologie dans un domaine transdisciplinaire.....	44
2.2. Le GIEC, expert officiel du changement climatique	44
2.3. Implication d'autres communautés : complexification et remise en cause du modèle « science first » de l'expertise climatique	47

2.3.1. Preneurs de décision, think tanks et ONG : une expertise politique et militante	47
2.3.2. L'expertise climatique est « co-produite »	49
2.4. L'expertise climatique est scientifique : bilan et implications pour le travail terminologique.....	52
3. <i>Synthèse chapitre 2</i>	54
CHAPITRE 3 – CHANGEMENT CLIMATIQUE, VARIATION LINGUISTIQUE ? PLACE ET IMPLICATIONS DE LA VARIATION TERMINOLOGIQUE DANS LE DOMAINE DU CCA.....	56
1. <i>Place et implications de la variation en terminologie</i>	56
1.1. La variation est incontournable en terminologie.....	56
1.1.1. Du terme biunivoque au(x) nécessaire(s) variant(s)	57
1.1.2. Différents types de variation	57
1.1.3. La néologie, une forme de variation	59
1.2. La variation est le produit des dynamiques extra-linguistiques à l'oeuvre dans le domaine	60
1.2.1. Facteurs socioculturels, communicationnels, et cognitifs.....	60
1.2.2. L'exemple de la variation diastratique	61
2. <i>Comment se manifeste la variation terminologique dans le domaine du CCA ? État de l'art</i>	62
2.1. Perspective synchronique	63
2.1.1. Variation diastratique entre spécialistes du domaine	64
2.1.2. Variation diastratique entre communautés spécialisées et profanes	65
2.1.3. Variation diatopique.....	66
2.2. Perspective diachronique.....	66
2.3. Bilan et limites de la littérature	68
3. <i>Étudier la variation terminologique dans le domaine du changement climatique : enjeux et questions de recherche</i>	70
3.1. Évolution dans les connaissances, lacunes et variation	71
3.1.1. Le domaine du changement climatique : lacunes dans les connaissances et consensus	71
3.1.2. Les néonymes : indices et facteurs de connaissances nouvelles dans le domaine.....	72
3.2. Diffusion des connaissances, déni climatique et variation	74
3.2.1. Impératif de diffusion des connaissances pour accroître la prise de conscience climatique et la collaboration transdisciplinaire	74
3.2.2. Étudier la variation diastratique et diachronique pour rendre compte de la diffusion des connaissances.....	75
3.3. De la connaissance à l'action, en passant par la néologie	77
3.3.1. Le domaine du changement climatique : passer de la connaissance à l'action climatique	77
3.3.2. Le néologisme comme stratégie pour influencer sur le réel.....	78
4. <i>Synthèse chapitre 3 : pour une étude de la variation adaptée au domaine du CCA et qui s'inscrit dans sa finalité</i>	80
Deuxième Partie – Formes, motivations et implications de la variation terminologique et de la néologie au niveau de l'expertise climatique	83

CHAPITRE 4 – ÉLÉMENTS THÉORIQUES ET MÉTHODOLOGIQUES POUR UNE ÉTUDE DE LA TERMINOLOGIE EXPERTE.....84

1. <i>Pour une approche variationniste de la terminologie experte : cadre théorique.....</i>	84
1.1. Approches théoriques pertinentes pour notre étude	84
1.1.1. Socioterminologie	85
1.1.2. Théorie communicative de la terminologie (TCT).....	86
1.1.3. Théorie(s) de la néologie terminologique	87
1.1.4. Terminologie textuelle	89
1.2. Synthèse et implications pour notre étude de la variation terminologique et de la néologie au niveau de l'expertise climatique	90
1.2.1. Résumé des principes théoriques mobilisés	90
1.2.2. Application à l'étude des termes au niveau de l'expertise climatique	91
1.2.3. Le choix d'étudier la catégorie nominale	93
2. <i>Constitution et évaluation du corpus d'étude</i>	93
2.1. Principes et critères pour la constitution du corpus : représentativité, spécialisation, diachronie et diastratie	94
2.1.1. Représentativité et spécialisation : deux macro-critères	94
2.1.2. Constituer un corpus permettant d'étudier la néonymie et la variation diastratique : principes et critères	96
2.2. Déterminer l'organisation du corpus	97
2.2.1. Définir l'organisation temporelle du corpus	97
2.2.2. Représenter la variation diastratique au niveau de l'expertise climatique : choix des locuteurs.....	100
2.2.3. Le choix du genre : le rapport, interface entre spécialistes et non-spécialistes	102
2.3. Constitution et description du corpus d'étude	104
2.3.1. Collecte et nettoyage des rapports.....	104
2.3.2. Description et évaluation du corpus résultant	105
Tableau 2 : Description du corpus « Expert » selon une perspective diachronique et diastratique.....	106
3. <i>Principes méthodologiques et outils mobilisés pour une étude de la variation au niveau de l'expertise climatique</i>	109
3.1. Identification des termes : corpus, spécificité et critères de validation	109
3.1.1. Des textes aux corpus, des corpus aux termes	109
3.1.2. Extraction (semi-)automatique des mots clés.....	110
3.1.3. Des mots clés aux termes : seuil et critères de sélection.....	111
3.2. Identification et caractérisation des néonymes : indices de fréquence, filtres, et entretiens auprès d'experts.....	112
3.2.1. Indices statistiques	112
3.2.2. Validation de la néonymie : filtres et collaboration avec les experts	113
Figure 1 : Capture d'écran de la courbe de fréquence de solastalgia sur Google Book Ngram Viewer	116
3.3. Observation de la variation diastratique : outils statistiques, plongements de mots et analyse du discours.....	118
3.3.1. Outils statistiques pour la comparaison des dénominations et de la substance terminologique.....	119

3.3.2. Étude de la variation sémantique : sémantique distributionnelle et discursive et plongements de mots	120
4. Synthèse chapitre 4	125
CHAPITRE 5 – TERMINOLOGIE EXPERTE ET NÉONYMIE : QUELLES SONT LES CONNAISSANCES MOBILISÉES DANS LES DISCOURS D’EXPERTISE CLIMATIQUE ?	127
1. <i>Extraction et identification de la terminologie experte en diachronie</i>	128
1.1. Extraction des termes par période	128
1.1.1. Procédure	128
1.1.2. Nettoyage des listes	130
1.2. Validation du statut terminologique	131
1.2.1. Difficultés pour l’identification des termes dans un domaine transdisciplinaire	131
1.2.2. Identifier les termes en fonction de leur <i>couche terminologique</i>	132
Tableau 3 : Couches terminologiques dans le domaine du CCA	134
1.3. Bilan	137
Tableau 4 : Nombre d’unités validées pour chaque sous-corpus et selon la couche terminologique dont elles relèvent	138
2. <i>Catégorisation « pragmasémantique » des termes pour un parallèle entre termes, connaissances et enjeux du domaine</i>	138
2.1. Catégorisation « pragmasémantique » des termes pour une représentation des connaissances sur le changement climatique	139
2.2. Terminologie climatique et connaissances fondamentales : quels sont les concepts définissant le domaine du CCA ?	142
2.2.1. Décrire le phénomène	142
2.2.2. Répondre au phénomène	146
3. <i>Variation diachronique et néonymie : la terminologie des experts se renouvelle-t-elle et, si oui, comment ?</i>	152
3.1. Identification et validation des néonymes	152
3.1.1. Indice de fréquence	152
3.1.2. Validation par filtres	153
Tableau 5 : Résultats quantitatifs de l’étape de validation des néologismes par filtres	153
3.1.3. Validation par les experts	154
Tableau 6 : Résultats quantitatifs de l’étape de validation des néologismes par les experts du domaine	155
3.2. Analyse des néonymes : renouvellement terminologique et connaissances nouvelles	156
3.2.1. Nouveaux points de vue sur des concepts déjà existants (néologismes conceptuels)	157
3.2.2. Néologismes désignant de nouveaux outils	158
3.2.3. Contexte sociétal et néologie	162
4. <i>Synthèse et implications pour la finalité du domaine</i>	163
CHAPITRE 6 – VARIATION DIASTRATIQUE ET DIFFUSION DES CONNAISSANCES : LES DEUX TYPES D’EXPERTS PARTAGENT-ILS LA MÊME TERMINOLOGIE ?	166

1. Variation de la substance terminologique et des dénominations : les deux types d'experts mobilisent-ils les mêmes termes ?.....	167
1.1. Procédure d'extraction des termes partagés par les deux communautés et spécifiques à chacune.....	167
1.1.1. Extraction de la Terminologie générale du changement climatique (TGCC)	167
Tableau 7 : Nombre de candidats-termes par corpus et en fonction des étapes d'extraction et de validation.....	169
1.1.2. Identification des termes spécifiques à chaque communauté.....	169
Tableau 8 : Nombre de termes partagés par et spécifiques à chaque communauté experte en fonction de la couche terminologique dont ils relèvent	170
1.2. Analyse des termes partagés par les deux communautés et spécifiques à chacune.....	170
1.2.1. Représentation de la variation diastratique à travers un arbre conceptuel.....	170
1.2.2. Terminologie commune et spécialisation à l'échelle des communautés : variation de la substance terminologique	171
1.2.3. Analyse de la variation dénomminative	173
Tableau 9 : Présence (V)/ absence (X) de définition pour les dénominations carbon capture and storage, carbon sink, carbon storage et carbon sequestration dans les glossaires du domaine et sur Termium +	176
Tableau 10 : Quinze cooccurrents les plus spécifiques aux dénominations climate-related risk et climate risk.....	186
1.3. Synthèse et implications pour la finalité du domaine	189
1.3.1. Entre terminologie commune et spécialisations	189
1.3.2. Entre variation dénomminative, motivation sémantique et instabilité terminologique	189
2. Variation à l'échelle du terme : les deux types d'experts donnent-ils le même sens aux termes qu'ils partagent ?.....	190
2.1. Identifier les termes du domaine qui varient le plus/ moins	191
2.1.1. Construction de modèles vectoriels avec Word2vec.....	191
2.1.2. Comparaison des vecteurs des termes communs aux deux communautés	193
2.2. Rendre compte de la variation sémantique à l'échelle du terme : quel(s) sens chaque communauté donne-t-elle aux termes ?.....	195
2.2.1. Analyse du discours et des cooccurrents pour un zoom progressif sur le sens des termes	195
2.2.2. Étude de cas n°1 : <i>decarbonization</i>	196
Tableau 11 : Quinze cooccurrents de decarboni[z s]ation les plus spécifiques dans les corpus OIG et ONG	200
2.2.3. Étude de cas n°2 : <i>natural system</i>	203
Tableau 12 : Quinze cooccurrents de natural system les plus spécifiques dans les corpus OIG et ONG.....	205
2.3. Synthèse et implications pour la finalité du domaine	208
3. Synthèse	6
<i>chapitre</i>	
.....	210
Troisième Partie – Formes, motivations et implications de la variation terminologique et de la néologie au niveau de la sphère médiatique	212

CHAPITRE 7 – ÉLÉMENTS THÉORIQUES ET MÉTHODOLOGIQUES POUR UNE ÉTUDE DE LA VARIATION TERMINOLOGIQUE ET DE SES IMPLICATIONS AU NIVEAU DE LA SPHÈRE MÉDIATIQUE.....213

1. La sphère médiatique : instance au carrefour de la connaissance, de l'opinion, et de l'action.....	213
1.1. Diffuser les connaissances et influencer l'opinion publique.....	213
1.2. Finalité pragmatique de la sphère médiatique : les connaissances mises à l'épreuve.....	214
1.3. Le rôle ambigu de la presse vis-à-vis de la finalité du domaine du CCA.....	215
1.3.1. Discours journalistiques et diffusion des connaissances autour du changement climatique.....	216
1.3.2. Discours journalistiques et action climatique.....	218
2. Étudier la diffusion des connaissances à partir des empreintes de variation diachronique et diastratique.....	219
2.1. Éléments théoriques.....	220
2.1.1. Circulation des termes et diffusion des connaissances.....	220
2.1.2. La circulation des termes : un phénomène articulant variation diastratique et diachronique.....	221
2.2. Éléments méthodologiques.....	222
2.2.1. Indices de spécificité et corpus diachroniques et diastratiques.....	222
2.2.2. Représenter les discours de presse autour du changement climatique : constitution du corpus.....	223
Tableau 13 : Description du corpus de presse généraliste anglophone.....	227
3. Déterminologisation, néologie militante et dépassement des connaissances.....	227
3.1. Déterminologisation, variation conceptuelle et mise à l'épreuve des connaissances.....	228
3.1.1. Éléments théoriques.....	228
3.1.2. Éléments méthodologiques.....	230
3.2. Hypostatisation, néologie militante, et action climatique.....	231
3.2.1. Éléments théoriques.....	232
3.2.2. Éléments méthodologiques.....	235
4. Synthèse chapitre 7.....	237

CHAPITRE 8 – VARIATION DIASTRATIQUE ET DIACHRONIQUE : LES MÉDIAS S'APPROPRIENT-ILS LES CONNAISSANCES EXPERTES ET SOUS QUELLE FORME ?.....239

1. Identification des termes et concepts repris par les médias et procédure d'analyse.....	240
1.1. Extraction en diachronie.....	240
Tableau 14 : Nombre d'unités extraites et validées (complexes et simples confondues) dans chacun des trois sous-corpus de presse.....	241
1.2. Identification des termes repris.....	242
Tableau 15 : Nombre observé (et relatif) de termes experts (couches 1 et 2) également présents dans chacun des trois sous-corpus journalistiques.....	242
1.3. Procédure pour une analyse des termes et du processus de diffusion des connaissances.....	243
1.3.1. Rendre compte du traitement médiatique du CCA grâce aux arbres conceptuels.....	243
1.3.2. Définition d'un seuil de significativité : le χ^2	244

1.3.3. Interpréter les empreintes de fréquence	245
1.3.4. Tenir compte de la variation diachronique et diastratique des unités relevant de la couche n°3.....	247
2. Typologie des termes présents vs. absents dans les discours des médias	247
2.1. ... autour de la COP 15.....	248
2.1.1. Liens entre le changement climatique et d'autres domaines (couche terminologique n°3)	248
2.1.2. Arbre conceptuel : termes et familles de termes les plus représentés	249
2.2. ... autour de la COP 21	254
2.2.1. Liens entre le changement climatique et d'autres domaines (couche terminologique n°3)	254
2.2.2. Arbre conceptuel : termes et familles de termes les plus représentés	255
2.3. ... autour des COP 25/ 26.....	260
2.3.1. Liens entre le changement climatique et d'autres domaines (couche terminologique n°3)	260
2.3.2. Arbre conceptuel : termes et familles de termes les plus représentés	260
3. Documenter la diffusion des termes et des connaissances : études de cas.....	263
3.1. Étude de cas n°1 : le concept de capture et de stockage du carbone.....	264
Figures 2 et 3 : Évolution de la fréquence relative de carbon capture, carbon sequestration, carbon sink et carbon storage dans les corpus OIG, ONG et « Médias » entre les périodes entourant les COP 15, 21 et 25/ 26	266
3.2. Étude de cas n°2 : le concept de changement climatique d'origine anthropique	268
Figures 4, 5 et 6 : Évolution de la fréquence relative de climate crisis, global heating et climate emergency dans les corpus experts et journalistiques entre la période entourant les COP 15 et 25/ 26.....	269
4. Synthèse et implications pour la finalité du domaine.....	271
CHAPITRE 9 – DÉTERMINOLOGISATION, VARIATION CONCEPTUELLE ET NÉOLOGIE MILITANTE : DÉPASSER LES CONNAISSANCES POUR ORIENTER L'ACTION CLIMATIQUE	274
1. Déterminologisation, variation conceptuelle et représentations sociales : les connaissances à l'épreuve de l'opinion publique	275
1.1. Étude de cas n°1 : le concept de capture et de stockage du carbone.....	276
1.1.1. Établir une référence : définition terminographique et discours des experts	276
1.1.2. Comparaison experts-presse : collocations et analyse du discours.....	277
Tableau 16 : Quinze cooccurrents de carbon capture les plus spécifiques dans les corpus OIG, ONG et « Médias »	278
1.2. Étude de cas n°2 : le concept de risque climatique	286
1.2.1. Établir une référence : définition terminographique et discours des experts	286
1.2.2. Comparaison experts-presse : collocations et analyse du discours	287
Tableau 17 : Quinze cooccurrents de risk les plus spécifiques dans les corpus OIG, ONG et « Médias »	288
1.3. Synthèse et implications pour la finalité du domaine	293
2. Néologie militante et langage-action : les termes au service de l'action climatique.....	294
2.1. Extraction des néologismes du corpus journalistique	295

2.1.1. Identification des candidats-néologismes.....	295
2.1.2. Résultats quantitatifs	296
Tableau 18 : Résultats quantitatifs de la procédure de validation par filtres des candidats-néologismes journalistiques	296
2.2. Caractérisation morpho-sémantique des néologismes validés.....	297
2.2.1. Caractéristiques morphologiques	297
2.2.2. Caractéristiques sémantiques	299
2.2.3. Bilan.....	307
2.3. Le néologisme comme stratégie pour influencer la façon de répondre au CCA et inciter à l'action : étude de cas.....	308
2.3.1. Désigner le changement climatique autrement	308
2.3.2. Distinguer les néologismes « alarmistes » et « alarmants »	309
2.3.3. Analyser le sens et la fonction des néologismes en discours : l'exemple de <i>climate emergency</i> dans le Guardian	310
2.3.4. Une stratégie qui n'est pas propre à la presse	313
2.3.5. Néologie connotée et imitation de la terminologie experte : peut-on parler de termes ?.....	315
Tableau 19 : Niveau de lexicalisation des variants négatifs de climate change	317
2.4. Synthèse et implications pour la finalité du domaine	320
3. <i>Synthèse chapitre 9</i>	321
Conclusion générale	323
1. <i>Résumé</i>	323
2. <i>Contributions</i>	326
2.1. Apports théoriques et méthodologiques	326
2.2. Apports par rapport à la finalité du domaine étudié.	327
3. <i>Limites et perspectives</i>	328
Bibliographie	333
Index des notions	364
Index des termes analysés	367
Index des auteurs	369
ANNEXES	373
ANNEXE 1 – EXTRAIT DU TABLEAU REPRÉSENTANT LES UNITÉS COMPLEXES (UC) VALIDÉES ET LEUR FRÉQUENCE (FR) DANS CHAQUE SOUS-CORPUS	374
ANNEXE 2 – CANDIDATS-NÉOLOGISMES VALIDÉS	375
ANNEXE 3 – EXTRAIT DU GLOSSAIRE DU GIEC DE 2018 (IPCC 2018 : 544), ILLUSTRANT UNE INFLATION TERMINOLOGIQUE AUTOUR DU DOUBLE CONCEPT DE CAPTURE ET DE STOCKAGE DU CARBONE	377
ANNEXE 4 – NÉOLOGISMES EXTRAITS DU CORPUS DE PRESSE ET VALIDÉS PAR FILTRES	378
ANNEXE 5 – EXTRAITS DE L'ARBRE CONCEPTUEL REPRÉSENTANT LES PRINCIPAUX TERMES ET CONNAISSANCES MOBILISÉS PAR L'EXPERTISE CLIMATIQUE	379
ANNEXE 6 – EXTRAITS DE L'ARBRE CONCEPTUEL REPRÉSENTANT LES PRINCIPAUX TERMES ET CONNAISSANCES MOBILISÉS PAR LES ONG ET OIG (PERSPECTIVE DIASTRATIQUE)	380

ANNEXE 7 – EXTRAITS DE L'ARBRE CONCEPTUEL REPRÉSENTANT LES PRINCIPAUX TERMES ET CONNAISSANCES MOBILISÉS PAR LA PRESSE AUTOUR DE LA COP 15	381
ANNEXE 8 – EXTRAITS DE L'ARBRE CONCEPTUEL REPRÉSENTANT LES PRINCIPAUX TERMES ET CONNAISSANCES MOBILISÉS PAR LA PRESSE AUTOUR DE LA COP 21	382
ANNEXE 9 – EXTRAITS DE L'ARBRE CONCEPTUEL REPRÉSENTANT LES PRINCIPAUX TERMES ET CONNAISSANCES MOBILISÉS PAR LA PRESSE AUTOUR DES COP 25 ET 26	383

Liste des tableaux et des figures

Tableau 1 : Termes les plus spécifiques aux glossaires du WGII et WGIII (rapport AR4)....	37
Tableau 2 : Description du corpus « Expert » selon une perspective diachronique et diastratique	106
Tableau 3 : Couches terminologiques dans le domaine du CCA	134
Tableau 4 : Nombre d'unités validées pour chaque sous-corpus et selon la couche terminologique dont elles relèvent	138
Tableau 5 : Résultats quantitatifs de l'étape de validation des néologismes par filtres	153
Tableau 6 : Résultats quantitatifs de l'étape de validation des néologismes par les experts du domaine	155
Tableau 7 : Nombre de candidats-termes par corpus et en fonction des étapes d'extraction et de validation.....	169
Tableau 8 : Nombre de termes partagés par et spécifiques à chaque communauté experte en fonction de la couche terminologique dont ils relèvent	170
Tableau 9 : Présence (V)/ absence (X) de définition pour les dénominations carbon capture and storage, carbon sink, carbon storage et carbon sequestration dans les glossaires du domaine et sur Termium +	176
Tableau 10 : Quinze cooccurrents les plus spécifiques aux dénominations climate-related risk et climate risk	186
Tableau 11 : Quinze cooccurrents de decarboni[z]s]ation les plus spécifiques dans les corpus OIG et ONG	200
Tableau 12 : Quinze cooccurrents de natural system les plus spécifiques dans les corpus OIG et ONG	205
Tableau 13 : Description du corpus de presse généraliste anglophone	227
Tableau 14 : Nombre d'unités extraites et validées (complexes et simples confondues) dans chacun des trois sous-corpus de presse	241
Tableau 15 : Nombre observé (et relatif) de termes experts (couches 1 et 2) également présents dans chacun des trois sous-corpus journalistiques	242
Tableau 16 : Quinze cooccurrents de carbon capture les plus spécifiques dans les corpus OIG, ONG et « Médias ».....	278
Tableau 17 : Quinze cooccurrents de risk les plus spécifiques dans les corpus OIG, ONG et « Médias »	288
Tableau 18 : Résultats quantitatifs de la procédure de validation par filtres des candidats-néologismes journalistiques.....	296
Tableau 19 : Niveau de lexicalisation des variants négatifs de climate change	317
Figure 1 : Capture d'écran de la courbe de fréquence de solastalgia sur Google Book Ngram Viewer	116
Figures 2 et 3 : Évolution de la fréquence relative de carbon capture, carbon sequestration, carbon sink et carbon storage dans les corpus OIG, ONG et « Médias » entre les périodes entourant les COP 15, 21 et 25/ 26	266
Figures 4, 5 et 6 : Évolution de la fréquence relative de climate crisis, global heating et climate emergency dans les corpus experts et journalistiques entre la période entourant les COP 15 et 25/ 26	269

Liste des principaux sigles et acronymes

AD : Analyse du discours
BM : Banque mondiale
CCA : changement climatique d'origine anthropique
CCNUCC : Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques
CCS : *Carbon capture and storage*
CG : *The Climate Group*
CI : *The Climate Institute*
COCA : *Corpus of Contemporary American English*
COP : Conférence des Parties
CT : candidat-terme
EDF : Electricité de France
EDF : *Environmental Defense Fund*
EJF : *Environmental Justice Foundation*
ELF : *English as a Lingua Franca*
FENU : Fond d'équipement des Nations unies
FoE : *Friends of the Earth*
FR : Fréquence relative
GIEC : Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
GP : Greenpeace
GREMUTS : Groupe de recherche multilingue en traduction spécialisée
HS : *human system*
IDF : *Inverse Document Frequency* (en français : Fréquence inverse de document)
IDFxspé : Produit de la Fréquence inverse de document et du score de spécificité, exprimés en pourcentage
IUCN : *International Union for Conservation of Nature*
NDCs : *Nationally Determined Contributions* (en français : Contributions déterminées au niveau national)
NRDC : *Natural Resources Defense Council*
NS : *natural system*
OIG : Organisation intergouvernementale
OMM : Organisation météorologique mondiale
ONG : Organisation non gouvernementale
ONU : Organisation des Nations unies

ONU-REDD : Programme des Nations unies pour la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement

OX : Oxfam

PNUD : Programme des Nations unies pour le développement

PNUE : Programme des Nations unies pour l'environnement

SET : savoirs écologiques traditionnels

SPM : *Summary for Policymakers* (en français : Résumés à l'intention des décideurs)

TAL : Traitement automatique des langues

TGCC : Terminologie générale du changement climatique

UICN : Union internationale pour la conservation de la nature

UN : *United Nations*

UNEP : *United Nations Environment Programme*

UNFCCC : *United Nations Framework Convention on Climate Change*

WG : Working group

WMO : *World Meteorological Organization*

WWF : *World Wildlife Fund*

Introduction

Bien que les scientifiques et les militants nous alertent sur le changement climatique et sur ses risques potentiels depuis les années 1960¹, l'action climatique visant à atténuer ce phénomène est largement considérée comme étant insuffisante pour ne pas dépasser 1.5°C d'augmentation des températures mondiales, seuil préconisé par l'Accord de Paris (2015). Pourtant, il semble exister un certain nombre de stratégies concrètes pour répondre aux risques climatiques, en témoignent en français les concepts d'énergie renouvelable, de sobriété, de capture du carbone, ou de taxe carbone. Face à ce paradoxe, il convient de s'interroger sur ce qui peut constituer un obstacle à l'action climatique et empêcher que celle-ci soit à la hauteur des risques décrits par la communauté scientifique.

Cette interrogation est en fait au fondement d'un intérêt croissant pour le sujet du changement climatique en sciences humaines et sociales, qui se manifeste à travers des travaux et initiatives visant à mieux comprendre le rapport de différents groupes sociaux au phénomène du changement climatique et aux mesures nécessaires pour y répondre. Elle est également la motivation sous-jacente à notre étude, puisqu'elle nous conduit à nous intéresser au rôle que peut jouer l'anglais de spécialité pour y répondre. En l'occurrence, plusieurs travaux relevant de ce champ disciplinaire traitent du changement climatique, lesquels abordent cette thématique selon différentes approches et perspectives : ils portent sur les traductions des rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) (Biros *et al.* 2020), sur la variation du concept de justice climatique (*climate justice*) entre différentes communautés de discours (Biros *et al.* 2018), sur la métaphore des points de bascule (*tipping points*) dans les rapports du GIEC (Fries 2019), sur les différentes « voix » qui co-existent dans les discours climatiques (Fløttum 2019, 2014) ou encore sur le traitement médiatique du changement climatique (Peynaud 2018). Néanmoins, force est de constater que les études consacrées au sujet du changement climatique en anglais de spécialité restent rares : la requête « changement climatique » sur la version numérique du magazine *ASp* ne retourne ainsi que cinq articles, lesquels ont tous été publiés après 2010. Plusieurs caractéristiques de cette thématique peuvent expliquer le faible nombre de travaux lui étant dédiés en anglais de spécialité. Tout d'abord, il s'agit d'un sujet relativement récent, puisque ce n'est qu'à partir des années 1960 que le changement climatique commence à

¹ On peut en fait situer le début de la médiatisation des enjeux climatiques dans un contexte plus large de prise de conscience environnementale, généralement considérée comme ayant été déclenchée par la publication, en 1962, de l'ouvrage *Silent Spring* (traduction française : *Printemps silencieux*) par Rachel Carson (Hulme 2009 : 62), qui dénonçait les effets néfastes des pesticides sur les populations d'oiseaux.

être conceptualisé comme un enjeu de sécurité internationale (Hulme 2009 : 62). De plus, en tant que discipline, l'anglais de spécialité est largement concerné par les domaines spécialisés et par des formes d'anglais qui sont l'objet d'enseignements dans le secteur LANSAD. Or, à ce stade, l'existence d'un anglais du changement climatique et d'un domaine spécialisé sur cette thématique reste hypothétique, dans la mesure où ces deux manifestations possibles du spécialisé dans l'extra-linguistique n'ont pas encore été décrites et définies. En outre, le changement climatique constitue un phénomène complexe et transdisciplinaire, mobilisant une multitude d'échelles, d'acteurs et de disciplines, ce qui tend à constituer un obstacle à sa conceptualisation en tant que domaine spécialisé.

Pourtant, malgré ces difficultés spécifiques à l'anglais de spécialité, il nous semble que notre discipline a un rôle à jouer au sein de ce mouvement des sciences humaines et sociales qui vise à mieux comprendre l'objet *changement climatique* et les paramètres socioculturels qui influencent et déterminent la façon dont les sociétés répondent à ce phénomène. Ainsi, les travaux mentionnés *supra* ont pour objet de recherche des phénomènes qui peuvent avoir une influence directe sur la propension des individus et des groupes sociaux à prendre pleinement conscience des enjeux climatiques et à s'engager dans l'action. La traduction des rapports du GIEC (Biros *et al.* 2018) peut par exemple influencer sur la compréhension de la dimension physique du changement climatique, appréhendée dans les rapports en question, tandis que la métaphore des points de bascule (Fries 2019) peut constituer une stratégie discursive et conceptuelle pour « sonner l'alarme », en mettant en exergue les conséquences les plus préoccupantes de l'activité humaine sur le système climatique. À travers cette thèse, nous souhaitons nous inscrire dans la lignée de ces travaux et continuer de définir et préciser le rôle que peut jouer l'anglais de spécialité vis-à-vis de la problématique climatique. Pour ce faire, nous proposons d'étudier plus spécifiquement les termes et les néologismes mobilisés dans les discours sur le changement climatique, en adoptant une méthodologie qui combine la linguistique de corpus et l'analyse du discours. Nous pensons en effet qu'étudier les termes et les néologismes en nous appuyant sur ces deux approches peut nous permettre d'appréhender l'objet *changement climatique* en tenant compte de son caractère transdisciplinaire, tout en rendant compte des spécificités propres à chaque communauté participant de cette transdisciplinarité. En outre, parce qu'il s'agit d'unités linguistiques relativement courtes en comparaison avec la phrase ou le texte par exemple, les termes et les néologismes se prêtent particulièrement bien aux analyses quantitatives qui définissent la linguistique de corpus et permettent de traiter une quantité importante de données. Insérés en discours, ils constituent également des « portes d'entrée » (Resche 2013, Née & Veniard 2012) dans ces derniers, des repères à partir desquels analyser le discours de telle ou telle communauté. Au-delà de ces considérations méthodologiques, l'intérêt d'étudier les termes et les

néologismes réside également dans le fait qu'ils peuvent avoir des implications vis-à-vis de l'action climatique : nous présentons ces possibles implications ainsi que les paramètres sur lesquels elles reposent dans les prochains paragraphes.

Parce qu'ils indexent les connaissances spécialisées (Cabré 1998 : 43-44), les termes sont la pierre angulaire du processus de diffusion des connaissances autour de ce phénomène et constituent dès lors un outil non négligeable pour la conscientisation aux enjeux climatiques et la prise de décisions visant à répondre à ces enjeux. Ils sont un moyen de se représenter le changement climatique, qui n'est pas nécessairement observable en tant que tel dans la mesure où il tend à se manifester sur le long terme et à une échelle qui dépasse celle de l'individu, et où il ne touche pas toutes les régions du monde de la même façon. En même temps, les connaissances sur le changement climatique étant produites par une constellation d'acteurs appartenant à des communautés et à des localités diverses (Aykut & Dahan 2015), les termes et le sens qui leur est associé peuvent varier d'un discours à un autre, impactant ainsi potentiellement la transmission des connaissances entre spécialistes, et des experts aux non-spécialistes. Plusieurs travaux en terminologie, en traduction et en communication ont illustré cette variation autour de concepts clés, tels que la justice climatique (Biros *et al.* 2018), les prédictions climatiques (Bray & Von Storch 2009) ou encore la vulnérabilité et la résilience (Biros *et al.* 2020). Néanmoins, la plupart des travaux sur la terminologie du changement climatique tendent à se concentrer sur un ou deux termes ou sur une famille de termes choisis *a priori*. Or, il est possible que de nombreux autres termes du domaine soient concernés par la variation, ce qui peut avoir des conséquences pour la diffusion des connaissances et la capacité à s'engager dans l'action climatique.

Par ailleurs, le changement climatique constitue un phénomène relativement inédit du fait de son amplitude, de son origine anthropique, du degré de risques qu'il implique, et de la diversité d'acteurs et de secteurs qu'il mobilise. La relative nouveauté de ce phénomène et de ses manifestations peut alors nécessiter de recourir à de nouveaux concepts et à de nouvelles dénominations, à l'image de *mega-drought*, *eco-anxiety*, *solastalgia*², ou encore *climate chaos*, dont on peut interroger la propension à effectivement décrire le réel et à permettre aux individus de conscientiser les enjeux impliqués par leur référent. De même, parce que le changement climatique mobilise des acteurs relevant de communautés et de disciplines diverses, on peut imaginer que la terminologie utilisée pour l'appréhender comporte des termes issus de domaines divers, ce qui peut compliquer le processus de diffusion des connaissances dans la mesure où ces unités ne sont par

² La *solastalgie* (en anglais : *solastalgia*) désigne une forme de détresse ou d'anxiété liée au fait de réaliser que le lieu où l'on réside ou que l'on chérit est altéré (Albrecht 2005 : 48).

définition connues que par un nombre limité d'acteurs. De plus, dans le cas des néologismes, la nouveauté de ces derniers peut se traduire par une certaine instabilité au niveau du concept et/ ou de la dénomination, ce qui peut générer certaines dissonances entre les différents discours dans lesquels ces unités sont mobilisées.

En parallèle, la réception et la validation des termes et des connaissances expertes par les non-spécialistes peut également être mise à l'épreuve, notamment en raison de la diversité des représentations et des idéologies qui coexistent au sein d'une société donnée, et qui peuvent influencer l'acceptabilité, l'interprétation et la façon d'agir en réponse à ces connaissances. Ainsi, si la réalité du changement climatique et de son origine anthropique fait désormais consensus au niveau de la communauté scientifique (Bertoldo *et al.* 2019 : 5-6), à l'échelle sociétale, cette thèse tend à être remise en question par certains groupes sociaux et de nombreux désaccords existent quant aux mesures à prendre pour y répondre. Dès lors, la réalité scientifique du changement climatique coexiste avec une diversité de représentations de ce phénomène potentiellement contradictoires, que les termes, parce qu'ils sont amenés à circuler entre différents types de discours et à évoluer en conséquence, peuvent être amenés à indexer. De plus, la néologie peut participer à l'émergence de nouvelles représentations du changement climatique dans la mesure où elle introduit de nouveaux concepts ou de nouvelles dénominations dans la langue, lesquels peuvent alors donner une existence symbolique à des référents nouveaux ou négligés ou influencer sur le rapport des locuteurs à des référents déjà existants.

Ainsi, parce que les termes et les néologismes peuvent à la fois permettre et impacter le processus de diffusion des connaissances autour du changement climatique, il nous semble important de mieux comprendre leur fonctionnement dans des discours portant sur cette thématique. Il s'agit en fait de l'objectif de cette thèse, que nous proposons de poursuivre en adoptant une perspective variationniste : ce cadre théorique et méthodologique doit nous permettre de tenir compte de la relative « plasticité » du terme et de la terminologie, qui tendent à varier entre les locuteurs et dans le temps. Plus spécifiquement, nous souhaitons proposer une caractérisation de la variation terminologique et de la néologie autour du changement climatique d'origine anthropique (CCA) en tenant compte du rôle et des implications de ces deux phénomènes linguistiques vis-à-vis des objectifs climatiques.

Néanmoins, étudier une terminologie implique de définir un domaine spécialisé à partir duquel identifier les termes la constituant (L'Homme 2004), catégorie qui ne va pas de soi dans le cas du changement climatique. Ce phénomène est-il le nom d'un domaine spécialisé ? Observe-t-on des formes de spécialisation autour de cette thématique ? Peut-on identifier des *experts* et un *anglais* du changement climatique ? Ces questions,

incontournables si l'on souhaite mobiliser les concepts de *termes* et de *terminologie* pour cette thèse, nous amènent à consacrer une première partie de notre travail à définir notre objet d'étude selon les catégories typiques de l'anglais de spécialité et de la terminologie, tout en rendant compte des caractéristiques qui font qu'il tend à échapper à une telle catégorisation.

Ainsi, dans le premier chapitre, nous proposons une description historique de l'objet *changement climatique* afin d'identifier diverses formes de spécialisation autour de ce dernier. Dans le deuxième chapitre, nous introduisons une définition du *domaine du changement climatique* adaptée aux caractéristiques mises en avant dans le premier. Cette section est également l'occasion de définir l'*expertise climatique* et d'esquisser les contours de ce que serait un *anglais du changement climatique*. Dans le troisième chapitre, nous montrons le caractère incontournable de la variation en terminologie et proposons un état de l'art des phénomènes de variation et de néologie dans le domaine ainsi défini. Nous concluons cette première partie en décrivant plus avant les enjeux de l'étude de ces deux phénomènes et notamment de la variation diachronique et diastratique dans le domaine, en montrant que ces deux types de variation peuvent jouer un rôle vis-à-vis de l'actualisation de la finalité du domaine du CCA. Les chapitres suivants sont répartis au sein de deux grandes parties : une première, consacrée à la variation et à la néologie au niveau de l'expertise climatique, et une seconde, portant sur la sphère médiatique, instance qui doit nous permettre d'appréhender l'enjeu de diffusion des connaissances spécialisées du fait de sa fonction de popularisation de la science (Peynaud 2018, Charaudeau 2010, Moirand 1997). Tout en partageant le fait d'être largement ancrées dans la terminologie textuelle, ces deux grandes parties mobilisent chacune des éléments méthodologiques et théoriques qui leur sont propres, que nous présentons dès lors dans le premier chapitre de chacune d'elles (chapitres 4 et 7).

Dans le chapitre 5, nous identifions et décrivons la terminologie experte, qui constitue la « matière première » de cette thèse. Nous identifions également en son sein les termes qui correspondent à des néologismes, et caractérisons le type de nouveauté qu'ils tendent à introduire dans cette terminologie et dans le système conceptuel du domaine. Au chapitre 6, nous adoptons une perspective diastratique sur cette terminologie en comparant la variation entre deux communautés ayant acquis le statut d'expert dans ce domaine : les organisations intergouvernementales (OIG) et les organisations non gouvernementales (ONG). Il s'agit de voir si ces deux communautés partagent une même terminologie et d'identifier d'éventuels phénomènes d'instabilité à l'échelle de l'expertise climatique, telle qu'elles la représentent.

Après avoir introduit les fondements théoriques et méthodologiques permettant et justifiant d'étudier la variation terminologique et la néologie au niveau de la sphère

médiatique (chapitre 7), nous étudions la diffusion des termes et des connaissances à cette communauté, représentée à travers un corpus composé d'articles de la presse états-unienne et britannique sur le changement climatique (chapitre 8). Dans le dernier chapitre, nous nous appuyons sur une étude de la variation conceptuelle entre les experts et la presse et des néologismes spécifiques à cette dernière instance pour interroger le potentiel des termes à constituer des stratégies mobilisées pour influencer sur la façon de répondre aux enjeux climatiques et inciter à l'action climatique.

En résumé, les objectifs de notre étude sont de trois. Tout d'abord, elle vise à combler certaines limites de la littérature sur la variation terminologique et la néologie dans le domaine du CCA, telles que l'absence de travaux s'intéressant à l'échelle de l'ensemble de la terminologie associée au changement climatique ou tenant compte de la variation diastatique et/ ou du rôle de la néologie dans l'appréhension de la question climatique.

Ensuite, nous souhaitons participer à la proposition d'une perspective alternative sur le changement climatique en tant qu'objet d'étude et de discours, qui, nous le démontrons dans notre premier chapitre, a largement été défini comme un phénomène physico-chimique et dès lors comme étant l'apanage des sciences de la terre et de l'atmosphère.

Enfin, en interrogeant les implications potentielles de la variation terminologique et de la néologie vis-à-vis de la finalité du domaine du CCA, nous souhaitons démontrer que la terminologie en tant que discipline peut elle-même s'inscrire dans ce domaine transdisciplinaire et participer à sa finalité dans sa dimension la plus universelle, en identifiant notamment d'éventuels obstacles à son actualisation au niveau du langage.

Première Partie

Caractéristiques du domaine et de l'expertise climatique : quelle(s) implications pour la terminologie du changement climatique ?

L'objectif de cette partie est de définir notre objet d'étude, ce qui implique trois niveaux de définition. Le premier porte sur la partie de notre objet d'étude qui relève de l'extra-linguistique, à savoir le changement climatique : nous définissons ce phénomène dans le premier chapitre. Le deuxième porte sur le domaine qui appréhende cet objet de l'extra-linguistique, à savoir le *domaine spécialisé du changement climatique*. Ce référent se situe entre les dimensions de l'extra-linguistique et du linguistique, dans la mesure où il correspond à la fois aux communautés et aux institutions qui s'intéressent à l'objet *changement climatique*, et aux manifestations de cette spécialisation dans la langue. Nous caractérisons le domaine en question dans le deuxième chapitre. Le troisième niveau de définition implique de décrire les problématiques qui marquent ce domaine et de les transcrire en termes linguistiques, de façon à pouvoir les appréhender à partir des outils conceptuels, théoriques, et méthodologiques propres à notre champ disciplinaire, l'anglais de spécialité. Ce travail de problématisation correspond au troisième chapitre de cette partie.

CHAPITRE 1 – ORIGINE ET ÉVOLUTION DE LA QUESTION CLIMATIQUE

À travers ce premier chapitre, nous montrons que l'appréhension du changement climatique a donné lieu à l'émergence d'un domaine spécialisé en commençant par revenir aux origines de la question climatique et en décrivant l'évolution. Cette perspective historique sur le domaine est par ailleurs un moyen d'identifier les caractéristiques qui se sont cristallisées au fil de son évolution et, par là, le définissent.

Si le changement climatique d'origine anthropique (CCA) est un sujet d'études scientifiques depuis la première moitié du 20^{ème} siècle, ce n'est qu'à partir des années 1980 qu'il devient une question d'intérêt public (Hulme 2009 : 63, Von Storch & Stehr 2006). Il s'agit ainsi d'un phénomène contemporain, dont l'importance dans la conscience collective n'a eu de cesse d'évoluer. Bertoldo *et al.* (2019 : 5-6) expliquent en effet que le nombre d'individus se sentant concerné par cette problématique a fortement augmenté dans les années 1990, tandis qu'à partir de 2015 environ, c'est le nombre de personnes se disant sceptiques vis-à-vis du consensus scientifique qui a connu une forte augmentation, notamment aux États-Unis, en Australie et en Europe. Comment dès lors considérer un phénomène dont la réalité même a été objet de débat comme pouvant être au fondement d'un domaine spécialisé ? Afin de répondre à cette interrogation, nous proposons de distinguer l'étude du changement climatique en tant que sujet scientifique d'une part, et son appréhension comme sujet politique et médiatique d'autre part. En effet, si la dimension controversée du changement climatique s'illustre de façon relativement évidente dans l'opinion publique, la réalité du phénomène et de son origine anthropique n'est plus véritablement discutée dans la sphère scientifique, plusieurs études ayant mis en avant l'existence d'un consensus quasi-total sur ces deux points parmi les scientifiques (entre 97 et 100%) (Catellani 2021 : 2). Il convient donc d'analyser l'évolution de la question climatique selon ces deux dimensions, afin de retracer l'émergence éventuelle d'un domaine du changement climatique, d'en identifier les caractéristiques, et de mettre en avant le contexte socio-historique, politique et culturel à partir duquel les termes apparaissent.

1. LE CHANGEMENT CLIMATIQUE D'ORIGINE ANTHROPIQUE : UN OBJET D'ÉTUDE SCIENTIFIQUE

1.1. Le CCA en tant que phénomène physique : objet d'étude en sciences de la Terre

Avant d'être au fondement d'un potentiel domaine spécialisé, le changement climatique est un sujet d'étude scientifique, dont il convient d'analyser la constitution en tant que tel et de proposer une définition. La Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) le définit comme « un changement du climat directement ou indirectement attribué à l'activité humaine qui altère la composition de l'atmosphère globale et qui s'additionne au phénomène de variabilité naturelle du climat observé sur des périodes comparables » (Nations Unies 1992a : 7). Cependant, cette définition diverge légèrement de celle proposée par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) qui, sous l'entrée au singulier « changement climatique », mobilise le pluriel de ce composé et introduit ainsi l'idée de modifications du climat d'origine naturelle :

« Variation de l'état du climat, qu'on peut déceler (au moyen de tests statistiques, etc.) par des modifications de la moyenne et/ou de la variabilité de ses propriétés et qui persiste pendant une longue période, généralement pendant des décennies ou plus. Les changements climatiques peuvent être dus à des processus internes naturels ou à des forçages externes, notamment les modulations des cycles solaires, les éruptions volcaniques ou des changements anthropiques persistants dans la composition de l'atmosphère ou dans l'utilisation des terres. » (GIEC 2018 : 76)

Cette dernière approche permet en effet d'inclure dans la définition les processus naturels internes qui peuvent participer à la modification du climat en s'additionnant aux forces anthropogéniques, qui les renforcent. Néanmoins, elle ne permet pas de distinguer le changement climatique contemporain des changements climatiques antérieurs, distinction qui réside avant tout dans la cause principale de ces modifications du climat. Les changements climatiques ayant marqué l'histoire de la Terre étaient en effet jusqu'à présent avant tout le produit de forces naturelles, les différentes phases de glaciation-déglaciation en étant un exemple (Maslin 2014 : 2-4, Hulme 2009 : 37-40). De plus, si Hulme (*ibidem*) cite quelques exemples de changements climatiques ayant été attribués à l'activité humaine au cours de l'Histoire, ceux-ci affectaient avant tout des localités et n'étaient pas liés à la

production de gaz à effet de serre.³ Afin de ne pas réitérer cette ambiguïté définitoire dans ce travail de recherche, nous utilisons l'expression « changement climatique d'origine anthropique » (CCA) pour désigner notre objet d'étude. Nous définissons ce dernier comme un changement dans le climat lié à la production de gaz à effet de serre par l'activité humaine, ce qui permet de distinguer le changement climatique contemporain, objet de cette étude, des changements climatiques antérieurs (Islam & Khan 2019).

Si les premières analyses de la concentration de différents gaz à effet de serre datent de la seconde moitié du 19^{ème} siècle, c'est en 1938 que le lien entre l'activité humaine, l'évolution de la concentration de ces gaz, et le CCA est établi, par l'ingénieur Guy Stewart Callendar (Hulme 2009 : 48-49, Treut *et al.* 2007 : 105). À partir de la deuxième moitié du 20^e siècle, plusieurs travaux se succédèrent pour évaluer cette corrélation, en préciser les paramètres, et pour mesurer et anticiper l'évolution du changement climatique (Hulme 2009 : 35-71). Climatologues et physiciens ont notamment pu bénéficier du développement de l'outil informatique et de la modélisation pour représenter numériquement la circulation de l'atmosphère puis, à partir des années 1970, pour étudier le climat (Aykut & Dahan 2015 : 20). La climatologie s'appuie dès lors à la fois sur les sciences informatiques et sur les sciences de l'atmosphère (ex. : Syukuro Manabe et les modèles climatiques, Charles David Keeling et le cycle du carbone), mais également sur les sciences de la Terre, telles que la géochronologie, la géophysique, la sismologie, la géochimie ou l'océanographie (Hulme 2009 : 35-71). Ces sciences permettent en effet aux climatologues de collecter des « indices » afin d'étudier l'évolution du climat et l'impact des êtres humains sur celui-ci, tels que les moyennes de température selon différentes échelles temporelles et spatiales, ou encore l'évolution de la concentration de CO₂ dans l'atmosphère (Treut *et al.* 2007). Dans un chapitre consacré à l'histoire scientifique du changement climatique, les auteurs du quatrième rapport du GIEC parlent quant à eux de « sciences de la Terre » pour rendre compte de la dimension relativement interdisciplinaire de ce phénomène (ibid.). On constate ainsi que, dès ses premiers développements, l'étude du CCA a une dimension largement interdisciplinaire, ce qui traduit notamment la complexité du phénomène climatique, imbriqué dans un système d'interactions ayant lieu à différentes échelles (Charles 2006 : 47-48). Cette caractéristique doit ainsi être prise en compte dans notre processus de définition du domaine, dans la mesure où, nous le verrons, elle a une influence sur la terminologie qui y est employée.

Si l'étude du CCA est ancrée dans des disciplines différentes, ces dernières ont néanmoins en commun d'appréhender le climat selon une conception physique et naturaliste, à travers laquelle ce dernier est défini selon des règles physico-chimiques et des

³ L'auteur donne entre autres différents exemples d'actes de déforestation ayant entraîné une modification du climat dans les régions concernées, et ce dès l'Antiquité (ibid.).

variables quantitatives. C'est cette approche du changement climatique comme un objet d'étude observable et mesurable qui est aux fondements du développement de modèles climatiques, lesquels jouent un rôle central dans les travaux du GIEC et l'étude du CCA (Aykut & Dahan 2015 : 22, 32). Ces outils méthodologiques permettent en effet de simuler les éventuelles réactions du climat à l'échelle de la planète, et ainsi d'en suivre l'évolution potentielle. C'est par la répétition de ces mesures depuis les premières découvertes du CCA et par l'observation de leur convergence entre une majorité de scientifiques, que l'on a pu voir émerger un consensus scientifique validant à la fois le changement climatique et son origine anthropique (Treut *et al.* 2007 : 98, IPCC 2001). Bien que cette approche physico-chimique soit nécessaire pour comprendre l'évolution du changement climatique et anticiper ses conséquences potentielles, celle-ci est limitée dans sa capacité à équiper les individus de connaissances suffisantes pour faire face aux risques qu'elle permet d'identifier. La primauté de cette conceptualisation du changement climatique à l'échelle internationale a ainsi été critiquée dans le milieu académique à partir des années 1990, notamment parce qu'elle tendrait à réduire la question climatique à un phénomène environnemental et global (Aykut & Dahan 2015 : 47, 421). Aykut et Dahan expliquent ainsi que cette approche implique de privilégier certains aspects du CCA plutôt que d'autres, au détriment de sa dimension sociale et des spécificités de ses manifestations à l'échelle locale (2015 : 421).

En outre, le constat d'inefficacité des politiques climatiques pour atténuer ce phénomène en dépit du consensus scientifique indique que connaître les mécanismes qui sous-tendent le changement climatique et prévoir ses manifestations physiques ne serait pas suffisant pour y faire face. Ce constat invite alors à mobiliser l'expression « problématique climatique » (ou « question climatique ») en complément de « changement climatique », la première permettant de souligner l'idée d'un décalage entre les connaissances autour du phénomène physico-chimique et l'action sociétale, décalage qu'il convient alors de comprendre, afin de pouvoir le réduire. Plus spécifiquement, il est nécessaire de comprendre le rapport au changement climatique des différents groupes socio-culturels et de la société au sens large, afin d'avoir une compréhension fine de ce qui motive d'une part le système ayant permis ce bouleversement du climat, et d'autre part la façon de répondre aux conséquences potentielles et effectives de ce bouleversement. Ainsi, si le « changement climatique » est un objet d'étude pour les sciences de la Terre et de l'atmosphère, la « problématique climatique » nécessite quant à elle la mobilisation d'autres disciplines pour être appréhendée.

1.2. Le CCA en tant que phénomène sociétal : objet d'étude en économie et en sciences humaines et sociales (SHS)

À travers cette section, nous rendons compte de l'évolution de l'objet d'étude « changement climatique » en une problématique plus large, qui mobilise une diversité de disciplines scientifiques. Nous montrons notamment que cette évolution s'est traduite et a été en partie motivée par l'implication des économistes et des chercheurs en sciences humaines et sociales, qui ont participé à la conceptualisation de cet objet d'étude comme phénomène sociétal.

1.2.1. Implication des économistes

La nécessité de comprendre la dimension sociétale de la problématique climatique s'est tout d'abord illustrée par l'implication des économistes, à partir des années 1970 (Jotzo *et al.* 2014). Les chocs pétroliers de 1973-1974, ainsi que la politisation de la question climatique soulevèrent la question de la disponibilité des ressources fossiles et des politiques à adopter pour appréhender cette problématique. Dès lors, de nombreux économistes ont travaillé sur la formulation d'outils conceptuels et théoriques permettant de penser la valeur attribuée aux ressources et la façon dont elles sont utilisées par les individus, lesquels se sont révélés primordiaux dans l'appréhension du CCA (Hulme 2009 : 112-113). On peut ainsi citer le concept de « marché du carbone », qui s'inscrit dans le cadre de l'économie néoclassique et qui est aujourd'hui un des principaux outils de gouvernance climatique, ou encore celui de « capital naturel », qui permet de penser la valeur associée au climat, au relief, à la biodiversité, ou encore aux catastrophes naturelles telles que celles causées par le CCA (Hulme 2009). L'implication des économistes a également apporté des clés théoriques et méthodologiques permettant d'établir des scénarios quant aux émissions globales de gaz à effet de serre à partir de l'allocation possible des ressources, lesquelles sont utilisées par les climatologues pour anticiper différents scénarios climatiques. Ainsi, le troisième groupe d'études du GIEC est principalement composé d'économistes (Dahan & Guillemot 2015 : S12), illustrant le rôle clé de cette discipline dans l'appréhension du CCA. Néanmoins, Dahan et Guillemot soulignent que la communauté des économistes impliqués dans ce groupe tend à être dominée par une lecture spécifique du changement climatique. Selon cette approche, il conviendrait de définir le CCA en termes de « coût-bénéfices » et selon une logique de marché (*ibid.*, Hulme 2009). Si d'autres approches ont été proposées – notamment dans le cadre de l'économie

environnementale, où l'accent est mis sur la valeur non-monnaire du « capital naturel »⁴ –, la vision néoclassique tend à dominer encore aujourd'hui la gouvernance climatique. La façon dont le CCA a été appréhendé depuis qu'il est un objet d'étude scientifique a ainsi donné lieu à des conceptions bien spécifiques de ce qu'il est – un phénomène physico-chimique se manifestant à l'échelle global d'une part, une « externalité négative » (Jotzo *et al.* 2014 : 290) liée à une mauvaise utilisation des ressources d'autre part —, lesquelles tendent à être complétées à travers l'implication des sciences humaines et sociales (SHS).

1.2.2. Le rôle des sciences humaines et sociales (SHS)

L'appropriation de l'objet d'étude « changement climatique » par les SHS peut être associée à l'émergence des sciences humaines environnementales dans les années 1970, telles que la philosophie environnementale, l'histoire environnementale, l'écologie politique, la géographie culturelle ou encore l'anthropologie environnementale (Robin 2018 : 2). Ces dernières étudient la place de l'être humain dans son environnement, les valeurs qu'il lui attribue, et la façon dont il interagit avec celui-ci (*ibid.*). Les spécificités de leur objet d'étude et de leurs méthodes permettent aux SHS d'introduire de nouvelles clés théoriques pour appréhender la problématique climatique, soulignant notamment la nécessité d'étudier l'histoire et la culture pour mieux comprendre les mécanismes régissant le passage de la connaissance à l'action climatique (Appadurai 2013 in Robin 2018 : 2). Cette perspective fut reprise plus explicitement dans le débat climatique à partir des années 1990, où elle servit d'argument pour dénoncer le traitement scientifique hiérarchique du CCA, dominé par les sciences du climat et l'économie, et pour mettre en avant le rôle des SHS dans son appréhension. Chateauraynaud et Dubois (2019 : 65) expliquent ainsi que leur rôle est de :

« (...) surmonter, par et pour des collectifs d'acteurs, les incomplétudes (celles des systèmes formels), les incertitudes (celles des conventions sur les états du monde) et les irréductibilités (celles des expériences subjectives et des contextes dans lesquels celles-ci prennent forme). »

À partir de l'idée que l'être humain est indissociable de son environnement, elles permettent dès lors à une autre conception du CCA d'émerger : au-delà d'être un phénomène environnemental globalisé, celui-ci a une dimension socio-culturelle et des implications aux échelles régionales et locales (Brüggemann & Röder 2020).

⁴ Les théoriciens de l'économie environnementale défendent en effet l'idée qu'une partie des dommages associés au changement climatiques (ex. : perte de biodiversité, catastrophes naturelles, sécheresses, destruction d'habitats, etc.) ne sont pas chiffrables en termes monétaires. Aussi, ils remettent en cause l'analyse coût-bénéfice privilégiée par l'école néoclassique (Hulme 2009)

L'implication des SHS dans l'étude de la question climatique est en partie marquée par la promotion de travaux interdisciplinaires autour de cette question. Dans ce cadre, il ne s'agit pas tant de contredire la définition physicienne et globale du CCA, mais de venir la compléter en y intégrant la dimension socioculturelle du phénomène, et en travaillant de pair avec les sciences du climat. Cette nouvelle dynamique d'étude s'illustre par exemple au travers d'initiatives telles que le GIS Climat-Environnement-Société en France, en activité de 2007 à 2016. Ce consortium regroupait dix-sept laboratoires et fédérations « travaillant principalement dans les domaines de la climatologie, l'hydrologie, l'écologie, la santé et les sciences humaines et sociales » et autour de diverses sous-thématiques du CCA, telles que l'adaptation, les politiques énergétiques, l'impact du CCA sur la santé, etc. (Chateauraynaud & Dubois 2019 : 65, GIS Climat-Environnement-Société, s.d.). À l'échelle internationale, le partenariat Future Earth permet également la promotion de démarches interdisciplinaires, notamment par la mise en relation de chercheurs issus de toutes les disciplines et de pays du monde entier. Il implique par ailleurs des acteurs politiques et des représentants d'organisations nationales et internationales dans le processus de réflexion (Dahan & Guillemot 2015), invitant ainsi à considérer le CCA également comme une problématique transdisciplinaire, concept qui désigne le fait de mobiliser non seulement des chercheurs mais également des acteurs qui ne sont pas issus du monde académiques (Resche 2013 : 249).

À travers cette section, nous avons démontré la nécessité d'élargir notre objet d'étude : il ne s'agit pas uniquement du changement climatique mais plus largement de la problématique climatique, perspective qui nous permet de souligner les causes et les implications socio-culturelle du CCA et le rôle de l'économie, des SHS, et d'acteurs non-scientifiques dans leur appréhension. Par conséquent, il convient de considérer notre objet d'étude comme étant inter- voire transdisciplinaire (cf. exemple *supra*), ce qui soulève la question de la délimitation du domaine développé autour de cet objet. En effet, si la question climatique nécessite la mobilisation d'autres sciences que la climatologie, son appréhension ne peut constituer exclusivement un sous-domaine de la climatologie. Le *domaine du changement climatique* serait-il donc un domaine scientifique interdisciplinaire, défini de façon thématique plutôt que par l'appartenance disciplinaire des chercheurs qui s'y impliquent ? Peut-on aller jusqu'à parler de « domaine transdisciplinaire », mobilisant des acteurs qui ne sont pas issus du monde académique ? En effet, la nature multidimensionnelle de la question climatique, soulignée dans cette partie à travers l'analyse du spectre des disciplines s'y intéressant, s'illustre également dans la diversité des instances qui ont participé à son appréhension et à la constitution du domaine associé. En effet, si la science joue un rôle majeur dans l'étude du CCA, de ses impacts sur la société, et

des réponses de cette dernière face à ce phénomène, les organisations de gouvernance internationales ont quant à elles permis son institutionnalisation à l'échelle internationale. Par ailleurs, nous montrons dans une prochaine section que ce processus a participé à la légitimation du traitement du changement climatique comme enjeu de sécurité publique, encourageant ainsi la médiatisation de ce phénomène à l'échelle sociétale. Aussi, avant de fixer notre définition du domaine du changement climatique, il convient de voir en quoi ce double processus d'institutionnalisation et de médiatisation a participé à la construction de l'objet « changement climatique », qui en est au fondement.

2. INSTITUTIONNALISATION ET MÉDIATISATION DE LA QUESTION CLIMATIQUE

Dans son rapport de 2021, le GIEC met en avant plusieurs possibles manifestations du CCA à l'échelle mondiale et dans les décennies à venir, phénomènes qui sont caractérisés par un niveau de certitude élevé. La température globale ainsi que le niveau des océans vont continuer d'augmenter et de s'élever respectivement, l'acidification et la désoxygénation des océans se poursuivre, de même que la fonte des glaciers et de la banquise Arctique (IPCC 2021). Si ces phénomènes sont déjà observables, leur poursuite dans les années et décennies à venir devrait entraîner une multiplication des catastrophes naturelles, constituant dès lors un risque majeur pour les populations. Ainsi, le changement climatique apparaît comme un enjeu de sécurité publique, qui concerne l'ensemble de la planète. La magnitude de ses conséquences potentielles et observées nécessite dès lors la prise en compte de ce phénomène par les institutions internationales, qui sont chargées d'assurer la gouvernance climatique à l'échelle mondiale. Nous montrons par ailleurs que cette gouvernance par les institutions s'effectue de pair avec la communauté scientifique, ce qu'il convient de prendre en compte dans la définition du domaine du CCA : faut-il considérer ces acteurs comme assurant des fonctions d'expertise dans le domaine ? D'autres acteurs y jouent-ils un rôle important ? Par ailleurs, nous verrons que l'appréhension du CCA par les instances de gouvernance suscite de nombreux désaccords dans l'opinion publique, ce qui illustre la dimension fortement médiatique et politique de ce phénomène. Dans un deuxième temps, nous proposons ainsi d'étudier le CCA en tant qu'objet de débat public et politique important, afin de voir s'il y a lieu de prendre en compte cet aspect dans la définition du domaine éponyme.

2.1. Une question de gouvernance internationale ...

L'élargissement de la question climatique de la communauté scientifique à l'ensemble de la société est marqué par la reconnaissance de ces enjeux à l'échelle des grandes institutions et organisations internationales, qui doivent représenter l'ensemble de la planète (Aykut & Dahan 2015 : 41). Dans cette section, nous tentons de démontrer que cette institutionnalisation de la question climatique est un facteur clé dans l'émergence d'un domaine spécialisé du changement climatique, notamment parce qu'elle s'est traduite par la mise en place d'un système de gouvernance propre à ce domaine. Il convient dès lors de présenter, de manière non exhaustive, les différentes initiatives et organisations ayant marqué ce processus d'institutionnalisation, afin d'identifier les caractéristiques de cette gouvernance dite « climatique » (Aykut & Dahan 2015).

L'internationalisation de la question climatique et sa prise en compte par les institutions est en fait intimement liée à l'étude du changement climatique par les climatologues. En effet, l'appréhension par ces derniers du CCA comme phénomène physico-chimique se manifestant au niveau planétaire implique de pouvoir surveiller les variations atmosphériques et climatiques à cette échelle. Aussi, dès les années 1960, l'Assemblée Générale de l'ONU missiona l'Organisation météorologique mondiale (OMM) de superviser cette surveillance, ce qui entraîna, en 1967, la création d'un dispositif de Veille météorologique mondiale et d'un Programme de recherche sur l'atmosphère globale (GARP) coordonné à la fois par l'OMM et par le Conseil International pour la science (CIUS, devenu le Conseil internationale des sciences, CIS, en 2018 après avoir fusionné avec le Conseil international des sciences sociales (ISSC)) (Zillman 2009 : 142-143). La mise en place de ces dispositifs permet de poser les premières pierres d'un système de coordination internationale importante entre organisations intergouvernementales et communauté scientifique dans l'appréhension du CCA. Largement orchestrée par l'ONU, cette coordination se révélera être une caractéristique inhérente de la gouvernance climatique. Cette dernière se met par la suite en place à travers trois conférences majeures : la première Conférence des Nations Unies sur l'Environnement (CNUEH), qui s'est tenue à Stockholm en 1972, la première Conférence mondiale sur le climat (CMC-1), qui a eu lieu à Genève en 1979, et le Sommet de la Terre de Rio de Janeiro (1992).

Si la conférence de Stockholm adressait une thématique plus large que le CCA, à savoir l'environnement et ses liens avec la croissance économique et les populations, le changement climatique y fut néanmoins l'objet de plusieurs recommandations, telles que la poursuite et le développement de programmes de surveillance de l'atmosphère globale par l'OMM (Nations Unies 1973 : 24). La conférence impliquait par ailleurs l'élaboration d'un plan d'action qui désignait des types d'acteurs définis selon trois types de mission :

l'évaluation de l'environnement, sa gestion, et le déploiement de mesures de soutien (ibid. : 7). Pour le cas précis du CCA, l'importance de prendre des mesures relevant de ces trois types d'action fut formulée explicitement lors de la première Conférence mondiale du climat, en 1979. À cette occasion, des experts du monde entier se mirent d'accord sur la nécessité de poursuivre l'étude du CCA, et de prendre des mesures pour prévoir et prévenir ses manifestations et ses conséquences (Zillman 2009 : 144). La mise en place d'un plan d'action et de gouvernance propre au CCA fut par la suite instanciée lors de la Conférence de Rio, à travers la mise en place de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC, en anglais UNFCCC, adoptée en 1994). Celle-ci définit un cadre institutionnel pour les négociations autour des enjeux climatiques, impliquant notamment la tenue annuelle d'une Conférence des Parties (COP). Durant ces conférences, des représentants des pays signataires, du secteur privé, d'ONG, et de la société civile échangent afin de définir des stratégies et politiques climatiques (Yamin & Depledge 2004 : xxi). De plus, la Convention-cadre permit la signature du Protocole de Kyoto en 1997, première initiative législative fournissant des objectifs quantitatifs pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre (Gupta 2016 : 192). Par ailleurs, depuis 1988, la mission d'évaluation du CCA est largement assurée par le GIEC, organisation établie par les Nations unies dont le rôle est d'expertiser et de synthétiser l'état des connaissances scientifiques, afin d'éclairer la prise de décision politique quant aux enjeux climatiques. Ainsi, bien que non-exhaustif, ce panorama historique des premiers grands moments de la gouvernance climatique institutionnelle traduit la primauté d'une l'approche multilatérale de la question climatique, celle-ci étant traitée à travers des conférences réunissant une pluralité de parties, sous l'égide de l'ONU (Aykut & Dahan 2015 : 17, 39). Aussi, le CCA y est appréhendé comme un enjeu globalisé, et nécessitant dès lors la coopération de tous les gouvernements. De plus, Aykut et Dahan soulignent l'importance d'un processus « step by step », où la mise en place d'objectifs concrets se fait dans un second temps, en dehors du cadre des conférences (ibid. : 40). Cette approche est présentée par les chercheurs comme marquant « une nouvelle ère de la coopération internationale » (ibid.), invitant ainsi à la considérer comme une caractéristique définitoire de la gouvernance climatique. Enfin, l'implication du CIUS et la création du GIEC en témoignent, cette gouvernance se définit également par l'importance des interactions entre les organisations intergouvernementales et la communauté scientifique, cette dernière assurant une mission d'expertise auprès des premières (ibid. : 17, 67).

Cette mission repose en fait très largement sur le GIEC, dont les rapports, publiés à intervalles réguliers (tous les 5 à 8 ans), fournissent des référentiels sur lesquels les acteurs institutionnels et les décideurs s'appuient pour définir les stratégies de la gouvernance climatique. Le recours à une telle expertise est d'autant plus nécessaire que le CCA est un

phénomène évolutif et dont les manifestations futures restent encore relativement incertaines (Hoppe *et al.* 2013 : 288). Ainsi, un des principes du GIEC est la nécessité de produire une connaissance qui soit directement exploitable par les pouvoirs publics, ce qui se traduit notamment par la publication de « résumés pour les décideurs politiques » (en anglais, « summary for policymakers ») avec chaque rapport (*ibid.*). Le groupe de recherche reprend par ailleurs le principe de multilatéralisme qui caractérise la gouvernance climatique internationale, en faisant en sorte de mobiliser des experts du monde entier. Il apparaît dès lors d'autant plus comme faisant partie intégrante du système de gouvernance climatique, en coordination avec le SABSTA (Subsidiary Body of Scientific and Technological Advice), dont le rôle est de rendre les travaux du GIEC plus accessibles pour les décideurs politiques (*ibid.*, Aykut & Dahan 2015 : 74). Hoppe *et al.* (*ibid.*) qualifient ces deux instances « d'organisations frontières » (« boundary organizations »), dans la mesure où elles permettent la mise en relation des principales organisations intergouvernementales et de la communauté scientifique. Ainsi, ce travail conjoint entre organisations scientifiques et organisations intergouvernementales⁵ (OIG) a permis l'institutionnalisation de la question climatique et dès lors sa légitimation en tant que thématique à part entière devant être appréhendée au même titre que d'autres enjeux de sécurité publique. Ce double processus d'institutionnalisation et de légitimation du CCA à l'échelle des organisations se traduit par ailleurs par l'existence d'onglets dédiés sur les différents sites des OGI impliquées, lui octroyant ainsi une place reconnaissable parmi les autres thématiques également traitées par ces dernières.

Néanmoins, après la signature du Protocole de Kyoto, la gouvernance climatique internationale apparaît comme étant moins structurée et fait l'objet de nombreuses critiques, tandis que d'autres acteurs tendent à assurer des fonctions de gouvernance (Gupta 2016, Dahan & Guillemot 2015). En effet, le Protocole ayant mis huit ans à être implémenté, le processus de gouvernance institutionnelle accuse une certaine lenteur depuis les années 2000, générant une baisse de confiance en la capacité des institutions internationales à être les principaux acteurs de la gestion du CCA. En parallèle, d'autres acteurs ont gagné en influence et s'impliquent désormais pleinement dans le processus de gouvernance climatique, telles que les think tanks, les organisations non gouvernementales (ONG), mais également la société civile, au travers d'associations, de pétitions, etc. Aykut et Dahan proposent ainsi de parler de « régime climatique » pour rendre compte de ce nouveau

⁵ Citons notamment le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement), le PNUE (Programme des Nations unies pour l'environnement), l'ONU (Organisation des Nations unies), le FENU (Fond d'équipement des Nations unies), l'OMM (Organisation météorologique mondiale), la Banque mondiale, ou encore la COI (Commission océanographique intergouvernementale).

système de gouvernance, investi à ses origines par les organisations onusiennes et autres OIG et s'appuyant aujourd'hui sur une pluralité d'acteurs :

« [U]ne gouvernance qui ne repose pas sur le vide : elle s'est accompagnée de la construction d'un système complexe d'arènes et d'institutions, qui réunit des acteurs et des partenaires de plus en plus nombreux (scientifiques, ONG, think tanks, acteurs du monde des affaires, etc...), mobilise des instruments (comptabilité carbone, indicateurs de réchauffement, mécanismes de développement propres) et voit s'affronter des intérêts économiques et des enjeux politiques variés. C'est ce système que nous appelons "régime climatique" ; il ne se réduit pas au régime juridique des relations internationales, mais établit des relations spécifiques nouvelles entre sciences, politiques, et marché. » (2015 : 17)

Aussi assiste-t-on à une complexification de la gouvernance climatique, qui ne relève plus uniquement des OIG mais implique d'autres acteurs ayant potentiellement des intérêts divergents. Il convient dès lors de considérer le CCA comme étant non seulement un objet de recherche scientifique, mais également un enjeu politique important. Si cette caractéristique illustre l'importance prise par la question climatique à l'échelle sociétale, elle invite également à s'interroger sur l'existence d'un domaine spécialisé du changement climatique : la multiplication des acteurs impliqués dans l'appréhension du CCA, et le caractère globalisé du « régime climatique » ne vont-ils pas à l'encontre de la notion de *domaine spécialisé* ? Avant de confronter cette question au cadre théorique de l'anglais de spécialité, nous proposons de considérer l'implication de ces nouveaux acteurs comme témoignant d'une certaine légitimation de l'enjeu climatique auprès d'une plus grande partie de la société. Ainsi, dans une dernière section, nous interrogeons le rôle des médias dans ce processus. Plus spécifiquement, nous montrons que la médiatisation du CCA s'est en partie caractérisée par une mise en débat de cette thématique, notamment quant à l'existence même du phénomène « changement climatique », faisant de ce dernier une des questions scientifiques les plus politisées et parmi les plus couvertes médiatiquement (Deming 2005). Aussi, cette dernière étape doit nous amener à considérer le CCA comme étant également un phénomène ayant une forte résonance médiatique, et par là à éprouver les limites potentielles du domaine constitué autour de ce phénomène, que nous définissons dans le prochain chapitre.

2.2. ...devenue sujet médiatique et de débat public

Le changement climatique apparaît comme un phénomène se manifestant sur le long terme et caractérisé par des modifications atmosphériques qui ne sont pas directement

perceptibles par les individus. En ce sens, son appréhension tend à nécessiter une médiation, tout d'abord par les scientifiques, qui enregistrent ses manifestations à travers des outils spécifiques, et par des instances qui s'approprient la connaissance scientifique et la communiquent aux communautés profanes, les médias en étant l'exemple prototypique. L'institutionnalisation du CCA et le développement d'un consensus scientifique ont ainsi joué un rôle décisif dans le processus de médiatisation de ce phénomène (Mauger-Parat & Peliz 2013 : 2), qui a dès lors pu être perçu comme une problématique légitime dans l'opinion publique. Mauger-Parat souligne ainsi ce rôle de légitimation des médias :

« Si l'on considère que la langue oblige à dire le monde d'une certaine façon au travers de ce que Saussure nomme la carte forcée du signe, de la même manière, les médias obligent à voir. Ils sélectionnent les sujets qui « méritent » d'être diffusés, de passer en « Une », d'avoir une visibilité et de faire partie du framing médiatique. Sans pour autant dicter quoi penser des sujets qu'ils proposent, les médias indiquent très clairement ce à quoi il faut penser. » (2013 : 369)

Cette légitimation est en fait au cœur même du processus de médiatisation scientifique par la presse, dont la mission est de « rendre [les sujets scientifiques] intelligibles pour le grand public » (Peynaud 2018 : 2). Aussi, l'existence même de cette médiatisation suggère l'existence d'un domaine spécialisé du CCA, à partir duquel une connaissance spécialisée serait produite et devrait être communiquée aux communautés profanes. Cette médiation ne saurait cependant se résumer à un simple processus de transmission des connaissances. Moirand explique en effet que la médiation de la science tend à se faire selon deux logiques ; la première visant à vulgariser la science à des fins didactiques, la seconde impliquant une reconstruction du fait scientifique sous forme de représentations, lesquelles sont influencées par le contexte politique de production du discours (2000 : 46 in Mauger-Parat 2013 : 87-88). Dans les deux cas, il ne s'agit pas de reprendre le discours scientifique tel quel mais d'en proposer une interprétation, à des fins explicatives ou narratives (Mauger-Parat 2013). Aussi, la médiatisation du changement climatique s'est-elle faite selon plusieurs représentations au cours de son évolution. Hulme (2009 : 65, 67) associe ainsi la prise en compte de la question climatique dans la culture populaire à l'émergence d'un discours catastrophiste dans les années 1980, tandis que les années 2000 voient se développer des représentations alarmistes et tragiques marquées par un registre quasi-religieux.

Par ailleurs, à partir des années 1990, la scène médiatique se trouve également être un espace d'expression pour des discours climato-sceptique, caractérisés par une remise en cause de l'existence du changement climatique et de son origine anthropique. Ce type de discours émerge alors avant tout aux Etats-Unis et tend à être associé à des cercles

conservateurs et/ ou nationalistes (Catellani 2021). Brand et Brunnengraber (2012) soulignent ainsi l'importance du débat entre climato-scepticisme et consensus scientifique dans les médias états-uniens, qu'ils présentent comme ayant eu une plus grande résonance médiatique que tout débat ayant trait aux solutions pour faire face au changement climatique. Au Royaume-Uni, Bonnet (2021) note un développement accru des discours climato-sceptiques après le Brexit, illustrant ainsi que, malgré l'existence d'un consensus quasi total au sein de la communauté scientifique (Catellani 2021), l'objet « changement climatique » suscite toujours d'importants débats. Les discours climato-sceptiques tendent néanmoins à être moins présents dans les médias français, ou à y être représentés afin d'être discrédités (Hourcade & Wagener 2021, Mauger-Parat 2013). Aussi convient-il de considérer les discours climato-sceptiques comme étant ancrés géographiquement et culturellement, ceux-ci tendant à être plus importants dans la sphère anglo-saxonne. C'est notamment ce qu'ont démontré Tranter & Booth (2015) en comparant le niveau de climato-scepticisme entre quatorze pays développés entre 2010 et 2011 : les auteurs ont en effet observé un plus fort scepticisme aux États-Unis, en Nouvelle-Zélande et en Australie par rapport, entre autres, à l'Espagne, l'Allemagne et la Suisse. Notons par ailleurs le renforcement et la généralisation d'un scepticisme concernant plus spécifiquement les travaux du GIEC dans le contexte du scandale dit du « Climategate » (ou « climategate »)⁶. Dès lors, si l'on postule qu'il existe effectivement un domaine spécialisé du changement climatique, force est de constater que les acteurs qui s'impliquent dans celui-ci, en l'occurrence le GIEC, ainsi que le phénomène qui le définit (le changement climatique), suscitent d'importants désaccords. Aussi pourrions-nous nous demander si l'existence d'un débat climatique a participé d'une renégociation de l'objet « changement climatique », venant dès lors éprouver l'essence même du domaine éponyme.

Parce qu'elle invite à considérer le CCA comme étant un objet d'importants débats, nous postulons que la médiatisation du CCA tend à la fois à interroger l'essence même du domaine du CCA, et à participer de l'évolution de ce dernier. Considérant la controverse entre climato-scepticisme et consensus scientifique, Mauger-Parat explique en effet que la mise en débat d'un objet politico-scientifique tel que le changement climatique fait en fait partie du processus scientifique de construction du savoir :

⁶ En 2009, un piratage informatique a permis la publication d'un échange d'emails entre des scientifiques du climat issus de l'Unité de recherche climatique (CRU) de l'Université de l'East Anglia, mentionnant l'identification d'une erreur dans le rapport du GIEC de 2007. Selon certains médias, cette erreur serait en effet délibérée et aurait servi à masquer des données traduisant un déclin dans le niveau de réchauffement climatique durant la seconde moitié du 20^e siècle, accusations que d'autres rejettent en expliquant que les informations sur lesquelles elles reposent ont été décontextualisées (Hourcade & Wagener 2021, Leiserowitz *et al.* 2012).

« Les climato-sceptiques, considérés comme des ennemis dans la presse, sont perçus comme des adjuvants par les scientifiques. Ils font avancer le débat dans la sphère scientifique, et ils permettent à l'Objet climat d'exister plus longtemps dans la sphère médiatique. » (2013 : 368)

La presse apparaît alors jouer un rôle dans la construction scientifique du phénomène changement climatique, et donc potentiellement dans la constitution du domaine associé. Ce rôle est par ailleurs illustré par le choix des experts mentionnés dans les différents articles de presse, qui reflètent et alimentent les controverses qui peuvent avoir lieu au sein de la communauté scientifique. Prenant l'exemple du *New York Times*, Peynaud (2018 : 10) note un élargissement du spectre des disciplines dont ces experts sont issus au fil des années : si les climatologues étaient les plus cités en 2010, ceux-ci sont minoritaires à partir de 2017, tandis que l'on voit apparaître des experts représentant des disciplines comme l'histoire, les sciences de la communication, l'économie, la finance, ou encore la politique. En ce sens, le traitement de l'expertise par les médias tend à nourrir une controverse quant aux domaines potentiellement affectés par le changement climatique, et quant à la définition de ce phénomène : s'agit-il d'un phénomène physique, qui doit être appréhendé par les sciences du climat ? Doit-il être traité comme une question d'ordre socio-économique, politique et culturel ? En mettant en avant des experts issus de telle ou telle discipline, les médias soumettent cette controverse à l'opinion publique, ouvrant ainsi la voix, en réponse à l'orientation de cette opinion, à une évolution des recherches menées par les experts au sein du domaine.

Cependant, si la presse participe du processus de construction scientifique de l'objet CCA et de la légitimation de ce phénomène comme enjeu de sécurité publique, il convient de considérer la médiatisation scientifique comme opérant à l'extérieur de ce que serait le domaine du CCA :

« Bien [que le discours de médiatisation scientifique] corresponde à un objet de savoir comme dans le discours scientifique et didactique, il est souvent découplé de la discipline à laquelle il s'attache normalement, "cela produira un discours explicatif sans possible repérage du domaine de connaissance auquel il appartient" ». (Mauger-Parat & Peliz 2013 : 14)

Charaudeau va jusqu'à parler de « désacralisation du discours scientifique » (2008 : 18 in *ibid.*) pour rendre compte de cette dissociation entre discours scientifique et médiatique. Sur le sujet plus précis du changement climatique, cette dissociation se manifeste notamment dans le traitement qui est fait des travaux du GIEC dans la presse. Prenant l'exemple de la presse française, d'Almeida et Peliz ont en outre montré que la partie méthodologique de

ces travaux ainsi que la part d'incertitude qui leur est inhérente y étaient totalement occultées, participant à la construction d'un « mythe de la vérité scientifique incontestable » (2011 : 30-34). Si cette mystification du discours scientifique sur le CCA permet une certaine légitimation du GIEC et de cette question à l'échelle de l'opinion publique, elle illustre également le potentiel de la presse à produire des représentations partielles du CCA et des acteurs qui l'appréhendent.

Aussi l'objet « changement climatique » se trouve-t-il à la fois questionné, à travers sa représentation médiatique en tant que controverse, mais également reconstruit comme une vérité incontestable à travers la mystification du discours expert. Si ces deux procédés peuvent, comme nous l'avons vu, servir le processus de construction scientifique sur le CCA et légitimer son appréhension, ils tendent également à complexifier la définition du domaine spécialisé potentiellement associé à ce phénomène, et dans lequel s'inscrit notre thèse : comment délimiter ce domaine ? Faut-il partir du phénomène « changement climatique », qui comme nous l'avons vu, est multidimensionnel, suscite la controverse, et tend à être représenté de façon partielle ? Peut-on arriver à une définition commune de cet objet, à partir de laquelle définir et délimiter notre domaine d'étude ?

3. SYNTHÈSE CHAPITRE 1

À travers ce chapitre, nous avons tenté d'appréhender le domaine du changement climatique en tenant compte des caractéristiques du phénomène éponyme et de la façon dont celui-ci a été étudié et conceptualisé depuis son émergence.

Nous sommes pour ce faire partie de la conception chronologiquement première du changement climatique comme phénomène physico-chimique, dès lors avant tout traité dans le champ des sciences de la Terre et de l'atmosphère. Cette première conception s'étant avérée limitée, nous avons élargi notre objet d'étude à la « problématique climatique », de façon à rendre compte de la dimension sociale, culturelle et politique de ce phénomène et du rôle des sciences économiques, humaines et sociales dans son appréhension. Ce caractère multidimensionnel du changement climatique fut par la suite illustré par notre analyse du processus d'institutionnalisation de ce phénomène à l'échelle des organisations intergouvernementales : au-delà d'être un objet d'étude pour la communauté scientifique, ce phénomène est également un enjeu de sécurité publique nécessitant un système de gouvernance bien spécifique. À ce stade, notre conception du phénomène « changement climatique » était celle d'une problématique transdisciplinaire, laquelle fut par la suite renforcée par une analyse du traitement médiatique du CCA. Nous avons vu en effet que le changement climatique est un phénomène fortement médiatisé, et

que les médias participent du processus d'appréhension de ce dernier entamé par la communauté scientifique en soumettant au débat public les différentes connaissances et représentations de ce phénomène. Il semble ainsi que tout un réseau d'acteurs et d'activités se soient développés autour du phénomène du CCA, qui visent à l'étudier, l'appréhender en termes politiques et institutionnels, à légitimer son traitement, mais également à l'interroger. Aussi, le prochain chapitre est consacré à définir le domaine du changement climatique en tenant compte des aspects du CCA mis en avant dans ce premier chapitre, et en confrontant cette définition au cadre théorique de l'anglais de spécialité.

CHAPITRE 2 – DÉFINITION ET ORGANISATION DU DOMAINE DU CCA : NIVEAU DE SPÉCIALISATION, TERMINOLOGIE ET EXPERTISE CLIMATIQUE

« Is climate change an idea that we invent and talk about or is it a physical phenomenon that we observe and quantify ? » (Hulme 2013 : 198). Le premier chapitre nous a montré que les deux propositions de cette question posée par Hulme ont leur part de vérité : le changement climatique est à la fois un phénomène physique, objet d'étude en sciences fondamentales, et un objet de discours et de représentations, à travers lesquels sa dénotation se trouve questionnée, voire transformée. Nous avons également vu qu'au-delà de la relative contingence de l'idée du changement climatique, son appréhension s'est traduite par de multiples interactions entre différentes communautés de discours (ex. : sciences humaines et sociales et sciences de la Terre, communauté scientifique et institutions, etc.) et par la création d'instances et d'organisations qui lui sont dédiées. Ces deux caractéristiques invitent à considérer l'émergence d'un domaine spécialisé du CCA. En effet, l'existence d'interactions entre des communautés discursives diverses autour d'un même sujet, le changement climatique, suppose que ces dernières puissent communiquer entre elles, et dès lors qu'elles possèdent un socle terminologique commun. De plus, la mise en place d'entités dédiées à l'étude et à la gestion institutionnelle et politique du changement climatique traduit l'existence d'une forme de spécialisation autour de cette question. Ces caractéristiques sont-elles pour autant suffisantes pour définir un domaine spécialisé du CCA ? Le cas échéant, quelles seraient ses frontières ? Ainsi, dans ce deuxième chapitre, nous posons le cadre théorique au sein duquel penser l'existence d'un domaine spécialisé du changement climatique. Nous partons pour ce faire des définitions de la notion de domaine spécialisé proposées par M. Petit (2010 : §20) et par Van der Yeught (2016a), et nous montrons la difficulté de rendre compte du domaine du changement climatique en leurs termes stricts. Au terme de cette démonstration, nous proposons de penser la notion de domaine spécialisé selon un continuum de prototypicalité, afin de permettre l'étude de problématiques telles que le changement climatique. Dans un deuxième temps, nous interrogeons l'existence d'une langue spécialisée du CCA, et plus précisément d'un *anglais du changement climatique*, dans la mesure où notre étude se situe dans le champ de l'anglais de spécialité. Dans une troisième section, nous définissons l'expertise climatique en tenant compte de cette conception scalaire du domaine. Nous achevons ce chapitre par une synthèse, afin de résumer les éléments qui doivent nous servir de premiers axiomes pour la formulation de notre problématique et de nos hypothèses de recherche.

1. EXISTE-T-IL UN DOMAINE SPÉCIALISÉ DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ?

À travers cette première section, nous nous appuyons sur différents éléments théoriques en anglais de spécialité pour déterminer si, au vue des caractéristiques de l'objet « changement climatique » et de la façon dont il a été appréhendé, il est possible de parler de « domaine spécialisé du changement climatique » et de s'appuyer sur ce concept pour la présente étude.

1.1. Le domaine du CCA est-il un domaine spécialisé ? Éléments de définition

Pour construire notre définition du domaine spécialisé du CCA, nous partons tout d'abord des caractéristiques du phénomène éponyme mises en avant dans la première partie de ce chapitre. Nous admettons ainsi que le changement climatique :

- est un phénomène atmosphérique global, mais dont les conséquences se manifestent potentiellement à toutes les échelles
- est un objet d'étude scientifique interdisciplinaire
- est un phénomène social et politique
- suscite de nombreux désaccords et controverses, qui sont fortement médiatisés
- implique de multiples acteurs, issus de communautés et de domaines différents

Si cette liste de caractéristiques ne constitue pas une définition, elle offre néanmoins des axiomes que nous pouvons confronter au cadre épistémique de l'anglais de spécialité pour la description d'un domaine.

Le concept de *domaine spécialisé*, central en anglais de spécialité, peut être appréhendé selon au moins deux définitions. Une première approche, mise en avant par M. Petit, est de considérer le domaine spécialisé comme un secteur impliquant une activité principale et définitoire et occupant une place reconnaissable dans la société :

« [N]ous appellerons domaine spécialisé tout secteur de la société constitué autour et en vue de l'exercice d'une activité principale qui, par sa nature, sa finalité et ses modalités particulières ainsi que par les compétences particulières qu'elle met en jeu chez ses acteurs, définit la place reconnaissable de ce secteur au sein de la société et d'un ensemble de ses autres secteurs et détermine sa composition et son organisation spécifiques. » (2010 : §20)

Retrouve-t-on ces caractéristiques dans ce que serait le domaine spécialisé du CCA ? Nous avons vu que le traitement de la question climatique avait impliqué le développement d'un cadre institutionnel qui lui est propre : celui-ci est caractérisé par un processus de négociations multilatéral, par la mise en place de conventions et de protocoles dédiés, ainsi que par la création d'« organisations frontières » telles que le GIEC, produisant une expertise scientifique sur la question. En ce sens, le domaine du CCA implique bien une « composition et une organisation spécifique ». Cependant, si l'on suit la définition qui en est donnée par M. Petit, il semble plus difficile d'identifier l'« activité principale » autour de laquelle ce domaine serait constitué :

« Nous entendons par activité principale d'un domaine l'activité qui permet d'identifier, c'est-à-dire d'abord de nommer, le domaine et ses acteurs « emblématiques » : la médecine et les médecins ; le journalisme et les journalistes ; l'histoire et les historiens ; la musique et les musiciens ; le syndicalisme et les syndicalistes ; etc. » (2010 : §21)

Selon cette logique en effet, on pourrait être tenté de désigner les acteurs emblématiques du domaine du changement climatique comme étant les climatologues, et l'activité principale comme étant la climatologie. Or, nous l'avons vu, si les climatologues sont à l'origine de la découverte du changement climatique, ils ne sauraient être considérés comme les acteurs emblématiques d'un domaine aujourd'hui fortement interdisciplinaire, en témoigne l'organisation du GIEC en groupes de travail réunissant chacun des chercheurs issus de disciplines diverses. En fait, le domaine du CCA implique de nombreux secteurs et des communautés diverses (ex. : ONG, think tanks, organisations onusiennes, communautés scientifiques, représentants du secteur privé, etc.), ce qui rend difficile l'identification d'un type d'acteur spécifique donnant son nom au domaine et à l'activité principale qui le définirait.

Contournant la relative contingence d'une définition par les circonstances – notamment le fait d'occuper une place reconnaissable dans la société, de mobiliser une communauté d'experts, d'être centrée autour d'une activité principale, etc.–, Van der Yeught (2016a) propose de conceptualiser le domaine spécialisé selon un principe unificateur sous-jacent, à savoir le fait, pour tous ceux qui s'y impliquent, de se concentrer durablement sur un même objet en étant motivés par des croyances et désirs spécifiques et leur condition de satisfaction. Le chercheur parle alors d'*intentionnalité spécialisée* pour désigner ce principe, qu'il présente comme étant ce qui permet l'émergence d'un domaine spécialisé, dès lors définit comme suit : « I propose that specialised domains are sets of knowledge and practice which transcend their originators and are harnessed to the service of one particular purpose » (ibid. : 10). Le domaine apparaît ainsi comme la manifestation d'un objectif

commun à différents acteurs qui, par leurs actions et interactions pour atteindre ce dernier, ont permis son émergence. Dans le cadre du domaine du CCA, cette intentionnalité, ou *finalité* – notion qui permet de souligner l'idée d'un objectif commun – pourrait se définir comme étant le fait de se prémunir des conséquences potentielles et effectives du changement climatique. Cet objectif peut ainsi se traduire par le fait d'étudier son origine et ses manifestations, de développer un cadre institutionnel permettant la mise en place de politiques publiques, ou de déployer des mesures et outils d'adaptation et d'atténuation. Aussi pouvons-nous définir le domaine comme suit :

Définition du domaine spécialisé du changement climatique

Le domaine du CCA désigne l'ensemble des connaissances, pratiques, et outils développés en réponse à la problématique du changement climatique et afin de l'étudier, de se prémunir de ses conséquences effectives et potentielles et, le cas échéant, de s'y adapter.

Cette définition souligne ce que notre domaine a de commun avec d'autres domaines spécialisés faisant l'objet d'études en anglais de spécialité, à savoir le fait pour les acteurs qui s'impliquent dans le domaine en question de partager une même intentionnalité. Néanmoins, elle ne permet pas de rendre compte du fait qu'au-delà de leur intentionnalité commune, les acteurs du domaine tendent à avoir des représentations divergentes de l'objet d'attention, en l'occurrence le changement climatique, ses conséquences et manifestations potentielles, et les stratégies pour y répondre. De plus, elle ne permet pas de penser ce qui distingue le domaine du CCA d'autres domaines tels que celui du droit ou de l'économie, qui semblent pourtant relativement éloignés de notre objet d'étude si l'on s'appuie sur le simple fait que, contrairement à ce dernier, ils sont tous deux l'objet d'enseignements en secteur Lansad : au-delà du fait que le CCA constitue un sujet relativement plus récent que le droit et l'économie, existe-t-il une différence inhérente et indépassable entre le domaine du CCA et ces autres domaines qui seraient davantage « prototypiques », à l'image de ceux cités en exemple par M. Petit (2010 : §21) ? Doit-on considérer l'hétérogénéité du domaine du CCA, qui cristallise des représentations multiples, comme le distinguant d'un « prototype » du domaine spécialisé ? Nous empruntons le concept de prototype à Rosch (Mervis & Rosch 1981 : 95), qui l'a introduit dans le cadre d'une étude sur la catégorisation des entités naturelles, montrant que le fonctionnement cognitif humain ne suivait pas l'approche classique de la catégorisation (approche selon laquelle l'appartenance d'une entité à une catégorie dépend du fait que cette entité présente toutes les caractéristiques nécessaires et suffisantes définissant la catégorisation en question). Aussi, cette approche allait-elle à l'encontre des théories en psychologie et en linguistique cognitive qui dominaient à l'époque, selon lesquelles certains membres d'une catégorie sont davantage représentatifs de cette

dernière que d'autres membres avec qui ils la partagent. Afin de pallier les limites de cette approche, Rosch a ainsi introduit l'idée de « degrés de représentativité » (ibid.) par rapport à un prototype. Comme pour la catégorisation des entités par le nom, nous admettons que la caractérisation d'un domaine peut se faire selon le principe de degré de représentativité : le domaine du CCA ne présente pas toutes les caractéristiques mises en avant par M. Petit (ex. : le fait d'être centré autour d'une activité principale qui donne son nom au domaine), mais en partage certaines avec ce prototype du domaine spécialisé, instancié par des domaines comme celui du droit, de l'économie, de l'optique, de la botanique, etc. Il possède également un certain nombre de caractéristiques qui l'en différencient et qui, plutôt que d'amener à rejeter la notion de domaine spécialisé pour le CCA, participent de la définition de son « identité » :

« Il résulte, nous l'espérons, clairement de tout ceci qu'un domaine spécialisé ne se réduit ni à la seule activité de ses acteurs emblématiques ni, a fortiori, à leur seule activité de discours, voire à leur seule activité de discours de recherche, mais constitue un système essentiellement complexe, dont l'identité en tant que domaine spécialisé résulte de la combinaison spécifique de l'ensemble des éléments d'ordre divers qui lui sont rapportés. »
(Petit 2010 : §23)

Aussi le domaine du CCA se définit-il non seulement par l'intentionnalité qui le sous-tend et le rapproche des autres domaines spécialisés (également définis par une intentionnalité), mais aussi par des caractéristiques qui le distinguent de domaines davantage prototypiques. Il convient ainsi d'identifier plus clairement ces « éléments d'ordre divers » (ibid.) qui caractérisent le domaine du CCA et déterminent sa place le long d'un gradient de représentativité. En effet, nous défendons l'idée que les spécificités de ce domaine ne devraient pas être un obstacle à l'étude de celui-ci dans le champ de l'anglais de spécialité. Au contraire, elles sont des questions posées à notre champ disciplinaire et il importe de les identifier pour définir le rôle que l'anglais de spécialité peut jouer dans l'appréhension du phénomène « changement climatique ».

1.2. Pour une approche dynamique du domaine spécialisé : application au domaine du CCA

À travers cette sous-section, nous proposons une conception alternative du domaine spécialisé qui, tout en s'appuyant sur la définition proposée par Van der Yeught *supra*, intègre également l'idée d'une scalarité du spécialisé. Cette conception est motivée par les

caractéristiques de ce que nous avons posé comme étant le *domaine spécialisé du changement climatique*, dont nous approfondissons la caractérisation.

1.2.1. Un domaine aux limites floues

Une première approche pour caractériser la domaine du CCA consiste à en déterminer les contours, autrement dit à définir ce qui relève du domaine et ce qui n'en relève pas. Partons pour ce faire de la définition du domaine, que nous avons établie comme suit : « l'ensemble des connaissances, pratiques, et outils développés en réponse à la problématique du changement climatique et afin de l'étudier et/ ou de se prémunir de ses conséquences effectives et potentielles ». Or, nous avons vu dans la première partie de ce chapitre qu'une multitude d'acteurs, issus de secteurs et disciplines variés, et partageant des conceptions potentiellement divergentes du phénomène tentent de proposer des réponses à cette problématique. Dès lors, comment définir ce qui relève du CCA et ce qui n'en relève pas ? Comment délimiter un domaine qui semble en contenir de nombreux autres ?

Cette problématique est en fait inhérente à l'étude des domaines spécialisés, lesquels ne sont pas des entités homogènes mais des construits « mouvants », au sein desquels différents points de vue peuvent coexister (Delavigne 2022, Picton 2009 : 47). En outre, ce phénomène peut s'illustrer dans le cas de domaines généralement considérés comme prototypiques, à l'image de celui de la médecine : la crise de la covid a en effet entraîné la médiatisation de savoirs spécialisés de la santé et a ainsi mis en avant l'existence d'opinions divergentes parmi les professionnels de santé, pour lesquels la finalité commune (la santé) peut impliquer le recours à différentes stratégies, potentiellement contradictoires. Bordet (2013) note par ailleurs que ce caractère hétérogène des domaines spécialisés est particulièrement marqué dans des domaines désignant des problématiques ayant émergé récemment, telles que l'obsolescence programmée ou l'écologie, le développement d'Internet ayant facilité la création de ponts entre différentes disciplines. Ce type de domaines se caractérise ainsi par leur forte transdisciplinarité, étant par exemple à mi-chemin entre science et politique, et par le fait que l'acquisition du statut d'expert n'y est pas nécessairement conditionnée par une validation institutionnelle ou académique (ibid. : 3), et est dès lors facilement remise en question. Parce qu'ils impliquent des communautés variées et ayant des objectifs potentiellement opposés (ex. : science vs. politique), nous postulons que le domaine du CCA se rapproche de ce type de domaine, que nous qualifions de « peu prototypiques ». Une autre thématique illustrant ce cas de figure est celle de l'obsolescence programmée : bien que désignant à l'origine une question technique, elle est

devenue une problématique économique et politique, impliquant ainsi deux domaines ayant des points de vue potentiellement divergents sur ce concept. Ces secteurs nous invitent dès lors à concevoir les domaines spécialisés comme pouvant assumer une forme « parcellaire » (Gambier 1991 : 37 in Bordet 2013 : 7), parce qu'ils impliquent des acteurs issus de domaines divers et/ ou parce que ces derniers, en conséquence, ont des représentations potentiellement divergentes de l'objet d'attention à l'origine du domaine. Aussi nous amènent-ils à repenser la conception même du domaine :

« Le domaine de spécialité n'apparaît plus comme un territoire clos mais plutôt comme une constellation de productions centrées autour d'enjeux et de questionnements communs. »
(Bordet 2013 : 15)

L'idée d'un domaine possédant des limites, aussi métaphoriques soient-elles, se trouve alors interrogée à mesure que ces limites s'étendent pour inclure d'autres domaines et communautés, formant ainsi une constellation de secteurs œuvrant en réponse à une même problématique (ibid., Delavigne 2022). L'implication des sciences humaines et sociales dans l'étude du CCA à partir des années 1990 alors que ce phénomène était à l'origine un objet de recherche pour les climatologues illustre ce processus, qui fait écho au concept de catégories aux « frontières floues » (« fuzzy set ») (Zadeh 1965 in Lakoff 1990 : 22-23) mis en avant dans les théories cognitives de la catégorisation. Cette réalité du domaine comme d'une entité parcellaire et aux limites floues amène Delavigne (2022) à interroger la pertinence même de ce concept et à introduire celui de « sphère d'activité » comme alternative. Ce dernier invite à dépasser le concept de domaine comme « entité close » pour rendre compte des interactions entre des communautés représentant des disciplines diverses et entre spécialistes et non-spécialistes, sciences et techniques, présentés comme autant d'acteurs participant de la définition du domaine en question. Sans rejeter cette idée, nous choisissons cependant de conserver le concept de domaine au sens proposé par Van der Yeught (voir section précédente) : cela nous permet de tirer partie de la notion d'*intentionnalité* – clé de voûte de son approche – et ainsi de nous appuyer sur un principe unificateur à partir duquel penser ce qui relève de la question climatique et ce qui s'en éloigne. Néanmoins, afin de rendre plus explicite l'idée d'un *objectif* commun impliquée dans la définition de Van der Yeught, nous utilisons l'expression « finalité » plutôt qu'« intentionnalité » dans cette étude. Nous parlons ainsi de « finalité du domaine du CCA » pour désigner le principe unificateur qui définit le domaine en question. En parallèle, nous suivons également la proposition de Delavigne (ibid.) de nuancer le concept de domaine, afin de rendre compte du « brouillage des frontières » (Bordet 2013) qui marque son actualisation.

1.2.2. Le domaine comme un continuum

Si le domaine est une entité floue et mouvante, on peut néanmoins observer des formes de cristallisation autour d'entités devenues des références dans le domaine en question. Dans le cas du domaine du CCA, ce cas de figure est illustré par des organisations inter- et transdisciplinaires telles que le GIEC, la CCNUCC, ainsi qu'un certain nombre d'ONG et de think tanks (Gaillard 2019). Ces organisations ont en effet acquis un statut d'expert dans le domaine, que ce soit parce qu'elles étaient les premières à s'être emparées de la question climatique (raison historique) et/ou parce qu'elles ont développé des systèmes de production de connaissances et de pratiques leur permettant d'être hyperspécialisées respectivement (raison structurelle). Afin de rendre compte de cette structuration, nous proposons de concevoir le domaine du CCA comme un continuum à partir d'un centre organisateur constitué des organisations citées précédemment. Le long de ce continuum, on trouve ainsi des acteurs impliqués dans le domaine mais présentant un degré de spécialisation décroissant à mesure que l'on s'éloigne du centre. Aussi le domaine de l'énergie, qui a un rôle prépondérant dans l'atténuation du changement climatique, pourra être considéré comme étant relativement proche du centre organisateur, sans pour autant y être identifié parce que n'étant pas entièrement consacré à la question climatique. Cette description sous forme de continuum implique de déterminer l'étendue du domaine que l'on souhaite étudier en fonction de la question à l'étude : un travail de recherche sur l'expertise climatique pourra dès lors se concentrer davantage sur le centre organisateur, tandis qu'une analyse des différents domaines pouvant jouer un rôle dans le traitement de la question climatique nécessitera une perspective plus large. Néanmoins, il importe de considérer ce continuum comme témoignant d'une certaine dynamique : le centre évolue, le statut d'expert pouvant s'étendre à de nouvelles communautés ou être questionné. L'affaire dite du « Climategate » a par exemple entraîné une relative remise en question de la confiance envers le GIEC dans l'opinion publique, tandis que l'hyperspécialisation d'autres communautés et secteurs (les think tanks en étant un exemple), vient complexifier ce centre. Aussi les marges évoluent-elles également, à mesure que de nouveaux secteurs, disciplines, communautés choisissent de consacrer une partie de leurs activités à la question climatique : c'est le cas notamment de certaines entreprises, à l'image en France de l'entreprise EDF, qui, en 2014, a mis place en son sein un « service climatique » composé d'une quinzaine de chercheurs « travaillant sur l'estimation des conséquences du changement climatique sur le parc de production existant et à venir, sur l'évolution du productible à partir d'énergies renouvelables et sur l'évolution de la demande en énergie » (EDF 2021). L'intégration de nouvelles communautés et domaines sur ce continuum permet

d'accroître la production d'un bagage d'outils, de pratiques et de connaissances constituant autant de réponses à la problématique « changement climatique ». Notons cependant que le terme « réponses » ici n'est pas synonyme de « solutions » mais plutôt de « réactions » (Larousse s.d. : acceptions 6 et 7) à une sollicitation prenant ici la forme d'un risque potentiel (le changement climatique) et que l'on souhaite prendre en charge. Le concept de *solution* imposerait en effet une conception spécifique et potentiellement limitante du changement climatique, comme un « problème à résoudre ». De plus, ce terme amènerait à concevoir les réponses des communautés en question comme étant adéquates, ignorant ainsi les désaccords qu'elles peuvent susciter.

Le concept de *continuum* vise à permettre la caractérisation de domaines aux limites floues et évolutives, notamment à travers une réflexion sur le degré d'implication et de spécialisation de telle ou telle communauté par rapport à un domaine donné. Néanmoins, ne pas définir de limites strictes pour un domaine spécialisé peut poser des difficultés lorsqu'il s'agit d'en étudier la langue spécialisée. En effet, cette conceptualisation implique de considérer comme relevant du domaine du CCA des communautés diverses, ayant des représentations différentes du phénomène « changement climatique » et y apportant des réponses qui tendent à différer également. Une telle hétérogénéité ne constitue-t-elle pas un obstacle à l'émergence d'une « langue spécialisée du changement climatique » ? Dans le cas contraire, et étant donné que le domaine n'a pas de limites strictes et absolues, comment déterminer quels sont les acteurs qui utilisent cette langue ? De plus, comment mener une étude terminologique à partir du domaine en question, la terminologie étant tributaire d'une délimitation du domaine (Bordet 2013) ?

1.3. Implications pour l'étude de la langue et de la terminologie du CCA

Le caractère transdisciplinaire du domaine de CCA, qui intègre différents secteurs et communautés apportant des réponses diverses à la problématique climatique, invite à s'interroger sur l'existence et la définition d'une langue spécialisée du changement climatique, et plus précisément d'un *anglais du changement climatique*, puisque nous situons notre étude dans le champ de l'anglais de spécialité. En outre, l'anglais est l'une des six langues officielles de l'ONU avec le français, le chinois, l'espagnol, le russe et l'arabe et est, de ce fait, mobilisée lors des COPs. Notons également que la CCNUCC et le GIEC tendent à travailler et à publier les premières versions de leurs documents officiels en anglais, lesquels sont ensuite traduits dans les autres cinq langues officielles de l'ONU (Biros *et al.* 2020 : 233). Aussi l'anglais a-t-il une place prépondérante dans la gouvernance climatique, qui, du fait de son inscription internationale, nécessite de mobiliser une ou des

langues qui puissent être comprises par la majorité des parties prenantes. Cet anglais est-il pour autant *spécialisé* ?

Selon Gotti (2003 : 24 in Resche 2013 : 49), « “pour qu’un discours spécialisé se développe”, trois facteurs sont nécessaires, à savoir “le type d’utilisateur, le domaine d’utilisation, ainsi que la spécificité de l’application de la langue dans ce contexte ” » (notre trad.)⁷. On l’a vu cependant, plusieurs acteurs sont impliqués dans l’étude et la gestion de la question climatique (ex. : think tanks, ONG, communauté scientifique, politique, etc.), rendant difficile l’identification d’un type d’utilisateur spécifique de ce que serait la langue spécialisée du CCA. Cette difficulté a dès lors des conséquences sur le travail terminographique, comme mis en avant par Bordet :

« La question se pose alors de savoir jusqu’où aller dans le traitement de nouvelles problématiques à la croisée de plusieurs domaines de connaissances et d’activité sans brouiller les pistes et introduire une confusion dans les critères terminologiques classiques et leur cohérence dans une perspective onomasiologique. » (2013 : 5)

En effet, le terminographe identifie un terme à partir de son degré d’appartenance au domaine, ce qui nécessite une certaine conscience des limites définissant ce dernier. Aussi la délimitation du domaine constitue-t-elle l’étape préalable à tout travail terminographique (L’Homme 2004). Mais alors comment étudier la terminologie d’un domaine tel que celui du CCA, qui, par son caractère fortement transdisciplinaire et dynamique, semble difficile à délimiter ? Doit-on en conclure qu’il n’existe pas de langue spécialisée de ce dernier ? Il existe pourtant des glossaires du changement climatique, ce qui traduit l’émergence d’une langue spécialisée selon Van der Yeught (2016a : 12). Le GIEC publie en effet un glossaire avec chacun de ses rapports depuis 1995, de même que l’on trouve un glossaire du changement climatique sur le site de la CCNUCC, de l’Agence de Protection Environnementale des États-Unis (US EPA), de l’UNICEF+ (adressé à un jeune public), mais également sur celui de plusieurs médias et entreprises privées. De plus, l’instance népalaise de l’Union internationale pour la conservation de la nature (IUCN, en anglais : IUCN) a réalisé une synthèse des « terminologies utilisées pour le changement climatique »⁸ (notre trad.) (IUCN 2011). Si ces glossaires ne constituent pas en eux-mêmes la langue spécialisée du changement climatique (Van der Yeught 2016a : 12.), une analyse succincte de ces derniers peut donner un premier aperçu de ses caractéristiques terminologiques, et nous renseigner sur la façon dont les communautés qui les ont produits se représentent le

⁷ « “[F]or specialised discourse to develop”, three factors are necessary, namely “the type of user, the domain of use, as well as the special application of language in that setting.” »

⁸ « Terminologies Used in Climate Change »

domaine. Une première observation peut ainsi être faite sur l'approche adoptée par l'UICN qui, contrairement aux autres acteurs cités ici, propose explicitement une synthèse de plusieurs glossaires et travaux terminologiques :

« [W]e realised the necessity of a compiled document, which brings together all the terms used in the subject of Climate Change. (...) This resource was deemed to be pertinent as a reference material to help develop common understanding on the various terms that have been introduced in the subject of Climate Change. » (IUCN 2011 : vii)

Peut-on dès lors considérer ce travail terminographique comme étant, de par son caractère synthétique, représentatif de la terminologie utilisée en réponse à la problématique du changement climatique ? Une analyse des références utilisées par les auteurs révèle que cette synthèse rassemble en effet des glossaires produits par d'autres organisations telles que le GIEC, la CCNUCC, l'EPA ou encore REED-Nepal. Par ailleurs, elle intègre également des terminologies représentant des domaines et problématiques autres que le changement climatique, bien qu'ayant un lien direct avec ce dernier : la biodiversité, l'environnement, la réduction des risques de catastrophe naturelle, la résilience des forêts et des écosystèmes naturels. Aussi pourrions-nous nous interroger sur les critères ayant motivé l'intégration de ces références par rapport à d'autres, d'autant que cette synthèse terminologique a été réalisée en réponse à un contexte particulier, à savoir l'appréhension des impacts climatiques au Népal (IUCN 2011 : vii). Quoi qu'il en soit, ce travail de synthèse illustre à la fois la valeur de référence d'organisations telles que le GIEC, l'EPA ou la CCNUCC pour la terminologie du changement climatique, et le caractère parcellaire de cette terminologie qui intègre des termes associés à d'autres problématiques ou domaines jugés pertinents pour répondre à la question climatique (ex. : *biodiversity, energy, land use*, etc.). De plus, cette terminologie se caractérise par la présence de termes que l'on pourrait considérer comme ayant un degré de *termicité* (Humbley 2018 : 73) plus faible (ex. : *autumn, character*), dans la mesure où ceux-ci apparaissent également dans la langue générale et ce avec un sens qui semble similaire :

« **Autumn**: Autumn (Fall in American English) is one of the four temperate seasons. Autumn marks the transition from summer into winter usually in September (Northern Hemisphere) or March (Southern Hemisphere) when the arrival of night becomes noticeably earlier. » (IUCN 2011 : 9)

« **Character**: The peculiar quality or the sum of qualities by which a person or a thing is distinguished from others; the stamp impressed by nature, education or habit; that which a person or thing really is; nature; and disposition is known as character. » (ibid. : 17)

Aussi ces termes viennent-ils confirmer la difficulté à délimiter le domaine du changement climatique et conséquemment à identifier un point de référence pour juger de l'appartenance d'un terme à ce dernier : ces termes étant absents des glossaires du GIEC ou de la CCNUCC, qu'est-ce qui a motivé leur intégration dans cette terminologie ? Sont-ils centraux dans les discours des acteurs du domaine ? Sont-ils dépendants du contexte de production de cette synthèse terminologique, à savoir le contexte népalais ? Faute de pouvoir obtenir des réponses de ses concepteurs, nous faisons l'hypothèse que ces termes sont considérés par l'UICN comme pertinents pour répondre à la question climatique. À partir de ce premier aperçu de la terminologie du CCA telle que se la représente des organisations au cœur du domaine, nous proposons de définir cette terminologie comme étant le bagage de termes mobilisés en réponse à la problématique du changement climatique. Puisque cette problématique concerne des communautés et des secteurs divers, on peut imaginer que le bagage terminologique ainsi utilisé varie selon ces derniers.

Par ailleurs, on peut s'interroger sur une éventuelle variation de cette terminologie au sein d'une même communauté amenée à traiter du CCA selon différents angles, comme c'est le cas du GIEC. Le groupe d'experts étudie en effet le changement climatique à travers trois groupes de travail différents qui se concentrent chacun sur un aspect particulier du phénomène : le premier groupe s'intéresse à la dimension physico-chimique du phénomène, le deuxième traite des questions d'adaptation, de vulnérabilité et étudie les impacts du changement climatique, tandis que le troisième groupe s'intéresse à la problématique de l'adaptation (IPCC s.d.). Un glossaire accompagne chacun de ces rapports, invitant ainsi à se demander si les termes diffèrent selon ces derniers. Une comparaison des termes complexes les plus spécifiques⁹ dans les glossaires des rapports « Impacts, Adaptation and Vulnerability » (IPCC 2007a) et « Mitigation of Climate Change » (IPCC 2007b) publiés la même année par le deuxième (WGII) et le troisième (WGIII) groupe de travail du GIEC révèle ainsi des différences entre les deux groupes de travail :

⁹ Nous utilisons le logiciel en ligne TermoStat (Drouin 2003), qui permet de calculer les scores de spécificité des termes d'un corpus spécialisé en le confrontant à un corpus anglais de langue générale contenant près de 8 000 000 unités.

Tableau 1 : Termes les plus spécifiques aux glossaires du WGII et WGIII (rapport AR4)

Termes glossaire « Mitigation »	Indice de spécificité	Termes glossaire « Adaptation »	Indice de spécificité
greenhouse gas	105,66	climate system	106,23
climate system	66,23	climate change	101,24
project activity	66,23	sea-level rise	76,03
climate change	63,27	climate variability	70,39
present value	62,82	greenhouse gas	68,36
emission trading	57,43	climate projection	65,21
commitment period	57,43	emission scenario	59,6
discount rate	55,06	ocean acidification	59,6

On relève en effet davantage de termes désignant des phénomènes naturels et référant au système climatique parmi les termes les plus spécifiques du glossaire sur l'adaptation (climate change, climate variability, ocean acidification, sea-level rise), tandis que ceux du glossaire sur l'atténuation du CCA tendent à relever davantage du vocabulaire économique et à faire référence à des mesures et dispositifs (project activity, present value, emission trading, discount rate). Aussi la terminologie du changement climatique semble-t-elle se caractériser par sa dimension parcellaire, dans la mesure où elle se subdivise en plusieurs sous-questions qui peuvent varier selon les communautés et les échelles (UICN vs. GIEC, Working Group II vs. Working Group III, etc.). D'un autre côté, elle semble également se construire à partir d'un socle de références communes constitué des termes utilisés par des communautés et instances internationales s'étant entièrement consacrées à la question climatique dès son émergence, telles que le GIEC et la CCNUCC.

Cette première analyse invite à considérer la langue spécialisée du CCA comme intégrant plusieurs « couches » terminologiques. L'une d'entre elles correspondrait au socle de termes commun à toutes les communautés participant au domaine du CCA, et une autre serait propre à chaque communauté et/ ou secteur et représenterait les termes non seulement nécessaires mais également spécifiques à ces derniers pour répondre au CCA. Cette idée de « couches » terminologiques a en fait été mise en avant par Drouin *et al.* (2018) pour le domaine de l'environnement, les chercheurs ayant montré l'existence d'une

couche lexicale spécialisée propre au domaine et commune à différents sous-aspects de celui-ci, laquelle se distingue d'une couche qui est propre à chaque sous-domaine, i.e. la pollution de l'eau, les énergies renouvelables, etc. En ce sens, la terminologie du domaine tend à refléter la conceptualisation sous forme de continuum de ce dernier, entre des termes « centraux » parce que partagés par un maximum de communautés, et des termes qui seraient davantage « périphériques », dans la mesure où ils relèveraient d'une utilisation à plus petite échelle. Ce double phénomène de spécialisation linguistique par certaines communautés et/ ou sous-domaines et d'appropriation d'une terminologie climatique « de référence » trouve par ailleurs un écho au niveau discursif. S'intéressant aux réponses discursives de plusieurs communautés ethniques à la question climatique, Brüggemann et Rödder (2020 : 1) montrent en effet que les communautés en question tendent à s'approprier un discours climatique globalisé (« localizations of transnational discourses »), tout en développant leurs propres outils discursifs à partir de la langue vernaculaire pour donner sens au changement climatique (« climatisation of local discourses »). Aussi, que l'on adopte une perspective discursive ou linguistique pour étudier la terminologie du changement climatique, il importe de tenir compte du caractère potentiellement stratifié de cette dernière. En d'autres termes, il convient de l'appréhender à partir de – et en considérant séparément – chacune des communautés identifiées comme impliquées dans le domaine, tout en envisageant la possibilité d'un lexique général du changement climatique. Partant, nous faisons l'hypothèse qu'il existe une langue spécialisée du CCA commune à toutes les communautés amenées à répondre à cette problématique, ainsi qu'une couche de vocabulaire dédiée au CCA mais propre à chacune de ces communautés. Les deux couches formeraient une somme correspondant à la langue spécialisée du CCA, dont la version anglophone pourrait être définie comme suit¹⁰ :

Définition de l'anglais du changement climatique

L'anglais du changement climatique est une variété spécialisée de l'anglais où s'exprime le domaine visant à étudier et à se prémunir des conséquences effectives et potentielles du phénomène éponyme et, le cas échéant, à s'y adapter.

Aussi nous reste-t-il à identifier les communautés impliquées dans le domaine en question, suivant ainsi le protocole établi par Van der Yeught pour l'étude des langues de spécialité (2016b). Selon Van der Yeught (2016a) et Bordet (2013 :17), c'est respectivement le fait de partager une intentionnalité ou d'oeuvrer en réponse à la même problématique qui permet d'identifier les communautés spécialisées d'un domaine :

¹⁰ Nous nous inspirons de Van der Yeught (2016b) pour la présentation, dont nous suivons également ici le protocole de description des langues de spécialité.

« C'est cette problématique commune qui détermine les communautés de discours concernées, à travers les enjeux qui les unissent ou les opposent. Ces communautés, à leur tour, déterminent les objets spécialisés tels qu'ils sont présentés dans leurs productions discursives et documentaires, selon les règles et les normes des circuits de communication et des genres qui les caractérisent. » (ibid.)

S'inscrivant dans cette veine, Delavigne (2022 : 46-47) propose de définir le domaine et d'identifier les communautés qui s'y impliquent à partir des discours produits autour d'une même thématique, envisagés comme ce qui constitue le domaine en question et ce qui permet de considérer l'existence de formes de spécialisation, dont ils garderaient la « trace langagière » (ibid. : 46). Cette perspective permet ainsi de considérer des communautés diverses, incarnant différents niveaux et formes de spécialisation, dans la mesure où celles-ci ne sont pas définies par la discipline à laquelle elles appartiennent mais à partir des discours qu'elles produisent.

Parce que nous appréhendons le domaine spécialisé comme un continuum entre un niveau de spécialisation maximal d'une part, et minimal d'autre part, il convient néanmoins de distinguer les communautés qui produisent des discours *autour* (ibid. : 48) du changement climatique, de celles qui choisissent de consacrer une partie voire l'ensemble de leurs activités et de leurs discours à répondre à cette problématique. Ces dernières, incarnées notamment par le GIEC ou par le réseau d'ONG Climate Action Network (CAN), tendent à correspondre au prototype du spécialiste du fait de cette implication totale, ce qui se traduit par les fonctions d'expertise climatique qu'elles sont amenées à assumer. Aussi dans une prochaine sous-partie, nous identifions les communautés impliquées dans le domaine du changement climatique à partir d'une analyse de leur statut « d'expert climatique ». Ce travail nous conduit à interroger l'existence d'une hiérarchie de l'expertise dans le domaine, réflexion indispensable si l'on veut pouvoir comprendre les dynamiques qui influencent la production et la circulation de la terminologie du CCA.

2. DÉFINITION DES COMMUNAUTÉS SPÉCIALISÉES DU DOMAINE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Si Van der Yeught présente la définition des communautés spécialisées d'un domaine comme une étape indispensable à la caractérisation de la langue spécialisée du domaine en question et dès lors de sa terminologie (2016b : 3), leur identification ne va pas toujours de soi. Ainsi dans le domaine du changement climatique, la définition des

communautés spécialisées implique de tenir compte du caractère relativement controversé de l'expertise climatique. La notion de « communauté spécialisée » est en effet inséparable du concept d'expert, dans la mesure où un expert est considéré comme étant un spécialiste du domaine qui a été sollicité sur la base de son niveau de spécialisation par un acteur extérieur au domaine en question (Petit 2000). En ce sens, définir les communautés spécialisées du domaine c'est déterminer quels acteurs sont potentiellement légitimes pour pouvoir assurer des fonctions d'expertise, ce qui constitue en soi un enjeu crucial pour la finalité même du domaine. En effet, les experts tendent à jouer un rôle primordial dans le domaine du changement climatique : ils doivent à la fois permettre à des acteurs issus de communautés différentes de collaborer, et répondre à une importante pression politique qui implique de devoir produire une connaissance « pratique », directement utilisable par les preneurs de décision (Dahan & Guillemot 2015 : S6, Mauger-Parat & Peliz 2013 : 2). À travers cette partie, nous proposons ainsi d'identifier les communautés spécialisées du changement climatique à partir du statut « d'expert » qui peut plus ou moins leur être attribué, tout en rendant compte du caractère contingent et controversé de ce statut dans le domaine. L'enjeu de cette démonstration est d'identifier les communautés « de référence » pour la terminologie du CCA, ainsi que certaines dynamiques propres au domaine pouvant influencer cette terminologie. Nous conservons la logique du continuum introduite dans la sous-partie précédente et postulons qu'il existe une certaine scalarité du spécialisé dans le domaine du CCA, caractérisée par l'existence de communautés « de référence » qui ont acquis le statut d'expert officiel. Nous montrons en outre en quoi le GIEC tend à représenter l'expert emblématique du domaine, avant d'analyser le statut d'acteurs ne correspondant pas nécessairement au prototype du spécialiste du changement climatique, mais étant pourtant appelés à participer à la production d'une expertise climatique. Nous voyons que leur participation à cette mission d'expertise est en fait fonction du modèle qui régit la nature, production et transmission des connaissances sur le changement climatique, conférant une dimension idéologique à l'expertise dans le domaine. Nous définissons ainsi le modèle en question, avant de rendre compte, dans un dernier temps, des implications du caractère idéologique et contingent de l'expertise climatique pour notre travail terminologique. Par ailleurs, ce travail nécessite au préalable de définir les notions de « communauté spécialisée » et d'« expert », et de clarifier le lien que nous établissons entre les deux : nous consacrons notre prochaine section à cette tâche.

2.1. Communautés spécialisées et expertise : éléments de définition

Il va généralement de soi en anglais de spécialité qu'une étude de la langue spécialisée d'un domaine, et plus encore de sa terminologie, implique d'identifier les utilisateurs principaux de cette langue. Parce qu'elles correspondent à « l'ensemble des personnes qui œuvrent à la finalité d'un domaine spécialisé » (Van der Yeught 2016b : 3), les communautés spécialisées sont généralement les premières utilisatrices de la langue spécialisée. Van der Yeught présente ainsi la définition des communautés spécialisées comme une étape nécessaire à tout travail de description d'une langue spécialisée, après la définition du domaine et de la langue spécialisée en question (2016b). Néanmoins, dans le cadre d'une conception scalaire du domaine spécialisé, leur identification peut s'avérer difficile : l'idée d'un continuum tend en effet à prohiber l'utilisation de critères permettant de déterminer dans l'absolu quelle communauté est spécialisée et quelle communauté ne l'est pas. Il convient ainsi de considérer le spécialisé comme impliquant également différents degrés, et dès lors les communautés répondant à la problématique « changement climatique » comme présentant différents degrés de spécialisation. La question n'est dès lors plus celle de l'identification des communautés spécialisées du changement climatique, mais plutôt celle de l'identification des communautés *les plus* spécialisées, en s'appuyant sur le postulat qu'elles seraient les plus à même d'avoir une influence sur la terminologie du changement climatique.

Dans le premier chapitre, nous avons ainsi mis en avant différents acteurs oeuvrant à la finalité du domaine du changement climatique : scientifiques issus de disciplines diverses, organisations intergouvernementales (et notamment organisations « frontières »), think tanks, ONG, preneurs de décision, ainsi que les médias, bien que moins directement. Afin de se faire une idée de leur potentielle influence sur la terminologie du changement climatique, nous proposons de rendre compte de leurs différents degrés de spécialisation à travers une analyse de leur implication dans la production de l'expertise climatique au sens large, et ce pour deux raisons. Nous démontrons en effet qu'identifier les experts du domaine peut nous permettre (1) d'appréhender la dimension scalaire du spécialisé et (2) de rendre compte de la terminologie transdisciplinaire du domaine du CCA. Commençons par analyser le premier de ces deux points.

2.1.1. Expert prototypique et degrés d'expertise

Nous postulons que l'expert prototypique d'un domaine acquiert en partie ce statut en fonction de son niveau de spécialisation dans le domaine en question. Selon ce postulat,

les experts les plus emblématiques d'un domaine tendraient à correspondre aux communautés les plus spécialisées, permettant ainsi au travail d'identification de ces communautés de se faire en accord avec notre définition scalaire du domaine. Afin de soutenir ce postulat, il convient de définir ce que nous entendons par la notion d'« expert prototypique ».

À travers une analyse des définitions lexicographiques du concept d'expert, G. Petit (2000 : 2) montre que l'expert peut se voir associé au scientifique, invitant ainsi à considérer ce dernier comme le prototype du premier. Néanmoins, une étude des discours de la presse quotidienne française permet au chercheur de montrer qu'il n'existe en fait pas de relation d'hyponymie absolue entre expert et scientifique (ibid. : 5). Aussi, on peut en conclure que si l'expert peut parfois se voir prototypiquement associé au scientifique, le statut d'expert peut également désigner des acteurs n'étant pas issus de la communauté scientifique, voire des individus opérant dans un autre domaine que celui du changement climatique. Ce point est important dans la mesure où il nous permettra de mieux comprendre d'une part, ce qui peut amener une communauté à avoir le statut d'« expert officiel », tandis que pour d'autres, ce statut est plus facilement discuté, et d'autre part, la possibilité pour les experts « officiels » en question de voir leur exclusivité mise à l'épreuve par des critiques portées au modèle scientifique dont ils relèvent. G. Petit met par ailleurs en avant certaines distinctions entre expert et scientifique : si tous les deux possèdent une connaissance spécialisée dans un domaine, le premier se distingue du second en tant que cette connaissance est portée à l'extérieur du domaine, sur demande d'un tiers. En résulte également que cette connaissance a une dimension pratique : elle constitue une aide à la décision et à l'action pour des communautés ne possédant pas le niveau de spécialisation de l'expert dans le domaine dont il est issu. Néanmoins, définir l'expert ainsi implique que le domaine en question possède des limites claires. Or, pour cette thèse, nous avons proposé une définition du domaine comme un continuum, ce qui va à l'encontre de 1/ l'idée d'un « extérieur du domaine » vers lequel l'expert du CCA porterait son savoir, 2/ l'idée d'un « intérieur du domaine » où « trouver » les experts du CCA.

Se distinguant en partie de cette définition spatialisée du concept d'expert, Collins et Evans appréhendent ce dernier comme un statut acquis par un acteur selon certains critères (2007 : 45). Aussi, pour obtenir le statut expert, l'acteur en question doit pouvoir être jugé comme tel par n'importe qui (« ubiquitous discrimination »), ainsi que par ses pairs (« local discrimination »). De plus, il doit avoir obtenu une qualification attestant de ce statut de manière officielle (diplôme par exemple) et posséder une certaine expérience dans le domaine. Ainsi, on peut considérer qu'il existe un continuum de l'expertise, lequel est fonction de l'actualisation de tous ou d'une partie de ces paramètres. Corroborant cette idée d'un continuum, Collins et Evans (ibid. : 14-15), distinguent des niveaux d'expertise

spécialisée « bas » (« *low level of specialist expertise* »), caractérisés par exemple par la connaissance générale qu'un individu possède, et des niveaux plus élevés (« *high level of specialist expertise* »), qui impliquent une immersion dans un domaine spécialisé¹¹. De plus, les auteurs distinguent deux formes d'expertise spécialisée de haut niveau : l'expertise contributive et l'expertise interactionnelle. La première se définit par le fait d'être suffisamment équipé pour pouvoir agir avec compétence, tandis que la seconde désigne la capacité à comprendre et mobiliser la langue d'un domaine spécialisé sans nécessairement posséder les compétences pratiques propres à ce domaine :

« Just below this, however, is interactional expertise, which is the ability to master the language of a specialist domain in the absence of practical competence. The idea of interactional expertise is immanent in many roles, from peer reviewer to high-level journalist, not to mention sociologist or anthropologist, but it seems not to have been discussed before in an explicit way. » (ibid. : 14)

Ces formes d'expertise, moins prototypiques, illustrent la relative polyvalence du concept d'expert et suggèrent ainsi qu'un nombre important de communautés pourraient être amenées à revendiquer ce statut.

Par ailleurs, G. Petit montre que le concept d'expert tend à être associé à celui de spécialiste, cette fois dans une relation hyponymique absolue : « Un expert est un spécialiste vs *Un spécialiste est un expert (sauf si ici expert est entendu lui aussi dans une valeur appréciative) » (2000 : 5). Partant, définir les communautés spécialisées du domaine du CCA à partir de leur fonction d'expertise implique de renoncer à l'exhaustivité pour leur identification : puisque tous les spécialistes ne sont pas des experts, il en résulte que certaines communautés ne seront pas analysées dans le cadre de cette étude. Parallèlement, notre brève analyse du statut d'expert montre que celui-ci peut s'appliquer à des communautés non scientifiques et/ ou dont la participation à la finalité du domaine est moins évidente, invitant ainsi à se demander si de telles communautés peuvent influencer la terminologie du domaine en question.

¹¹ Cette définition de ce qui constitue un niveau d'expertise élevé indique néanmoins que les auteurs ne rejettent pas totalement l'idée de *limites* du domaine spécialisé, puisqu'elle implique d'être « immergé dans » le domaine spécialisé : « to acquire higher level of specialist expertise, more than ubiquitous expertise is needed. (...) it is necessary to immerse oneself in a domain so as to acquire specialist tacit knowledge » (Collins & Evans 2007 : 14).

2.1.2. L'expert : référent privilégié pour étudier la terminologie dans un domaine transdisciplinaire

Si appréhender les communautés spécialisées à travers leur statut d'expert ne permet pas d'être exhaustif dans notre définition des premières, nous postulons que se concentrer plus spécifiquement sur l'identification des experts présente un intérêt tout particulier dans l'étude d'un domaine transdisciplinaire comme celui du changement climatique. En effet, comme le font remarquer Mauger-Parat et Peliz à travers l'exemple du GIEC, l'expert est amené à assumer un rôle « inattendu » dans le domaine du changement climatique, où il se fait « médiateur transdisciplinaire, afin que l'ensemble des scientifiques parties prenantes dans l'objet de recherche (...) puissent porter un regard critique sur des travaux émanant de disciplines très diversifiées » (2013 : 2). Si cette caractéristique est typiquement exemplifiée par le GIEC, le développement d'autres initiatives inter- et transdisciplinaires implique également le recours à l'expertise pour permettre la production de connaissances dans une logique de collaboration (voir notamment l'exemple de l'organisation Future Earth, présentée au chapitre 1, section 1.2.). Cette transdisciplinarité caractérise également fortement la gouvernance climatique, en témoigne l'organisation même des COP, qui mobilisent politiques, personnalités du secteur privé, ONG, scientifiques, think tanks, représentants des OIG, etc. La fonction d'expertise, qui implique pour l'acteur qui l'assume d'être à l'interface non seulement de plusieurs degrés mais également de différents types de spécialisation, se révèle ainsi également nécessaire à la collaboration entre ces différentes instances. Aussi, l'expert apparaît comme un acteur pivot connectant plusieurs communautés spécialisées, et étant dès lors potentiellement amené à manipuler plusieurs terminologies pertinentes dans le domaine. À ce titre, cet acteur nous semble faire figure de référent pour étudier la terminologie du domaine dans sa dimension transdisciplinaire plutôt qu'à l'échelle d'une discipline spécifique, telle que la climatologie par exemple. Les deux prochaines sous-parties sont consacrées à l'identification des experts en question.

2.2. Le GIEC, expert officiel du changement climatique

L'objectif de cette sous-partie est de démontrer que le GIEC a acquis le statut d'expert officiel du changement climatique, ce qui invite à considérer cet organisme, ainsi que le modèle d'expertise qui lui est associé, comme ayant potentiellement une influence importante sur la terminologie du domaine.

Dans la partie précédente, nous avons montré que dans un domaine transdisciplinaire tel que celui du changement climatique, la transmission de connaissances par l'expert s'effectue non seulement à des niveaux de spécialisation inférieurs (communautés semi-spécialisées et profanes par exemple), mais également vers des communautés spécialisées issues d'autres champs disciplinaires. Un acteur incarnant ces deux fonctions dans le domaine du CCA est le GIEC, que Mauger-Parat et Peliz (2013 : 2) qualifient d'« expert officiel » pour l'accomplissement de ces deux missions, et dont l'acronyme est révélateur (le « E » représentant le terme même d'« expert »). Notons par ailleurs que cette fonction est moins explicite dans la version anglaise de cet acronyme, qui désigne un « panel », bien que ce terme soit en fait un cooccurrent prototypique d'« expert ». Au-delà des dénominations qui désignent cet organisme onusien, son statut d'expert peut en fait se justifier par plusieurs raisons.

Tout d'abord, l'organisme produit des rapports à intervalles réguliers, genre de l'expertise par excellence :

« [E]n proposant des catégories supposément “descriptives”, des comptages et chiffrages (Bouchard 2008), des désignations tout autant que des préconisations, les rapports contribuent à la construction de référentiels et pourvoient les acteurs – notamment les acteurs publics – en “équipements experts” (Trépos 1996 : 90). » (Née *et al.* 2017: §31).

Ces rapports, dont les plus connus sont ceux qui synthétisent et évaluent l'état des connaissances sur le changement climatique, sont en fait de plusieurs types : rapports d'évaluation propres à chaque groupe de travail et synthétisant la connaissance produite par les scientifiques issus de ces derniers, rapports « spéciaux », traitant de thématiques plus spécifiques que celles associées aux trois groupes de travail, rapports de synthèse, qui reprennent les points principaux de ces différents documents, rapports méthodologiques, qui fournissent des indications relatives à l'inventaire des émissions de gaz à effet de serre (IPCC, s.d.). À ces rapports s'ajoutent également des Résumés à l'intention des décideurs, lesquels sont plus courts que les rapports d'évaluation et les rapports spéciaux qu'ils synthétisent. Leur rédaction est régie par un principe d'accessibilité qui s'applique plus généralement aux rapports de synthèse, auxquels ils sont intégrés :

« The Synthesis Report will synthesise and integrate materials contained within the Assessment Reports and Special Reports and should be written in a non-technical style suitable for policymakers and address a broad range of policy-relevant but policy-neutral questions approved by the Panel. The Synthesis Report is composed of two sections as follows: (a) a Summary for Policymakers and (b) a longer report. » (IPCC 2013a : 9)

Ces résumés, qui sont explicitement destinés au personnel politique et médiatique, illustrent ainsi la fonction prototypique de l'expert, à savoir la transmission de connaissances à des non-spécialistes. Cette transmission implique par ailleurs un travail préalable d'évaluation de la connaissance scientifique en question, processus ayant nécessité le développement de mesures et de critères inédits étant donné qu'il s'agit d'évaluer des travaux issus du monde entier et de disciplines différentes (Beck 2012 : 2-3). Ces outils font aujourd'hui figure de référence pour l'évaluation de la connaissance dans le domaine, conférant au GIEC une image de « pionnier » (ibid.).

L'organisme a ainsi pu acquérir une certaine reconnaissance au sein du domaine mais également à l'échelle sociétale, en témoigne l'obtention du prix Nobel de la paix en 2007 aux côtés de l'ancien premier ministre américain Al Gore, récompensant ainsi le travail d'expertise assuré par l'organisme depuis sa création. Par ailleurs, l'ancrage onusien du GIEC peut également participer de cette légitimation de l'organisme à travers l'image d'instance supranationale que cela lui confère : au-delà de produire une expertise scientifique, le GIEC apparaît comme un pilier de la gouvernance climatique à l'échelle mondiale, aux côtés d'autres organisations intergouvernementales publiant également des rapports de référence sur le changement climatique¹². Comme ces autres organisations, il se présente comme ayant une perspective omnisciente sur la question climatique, perspective dans son cas renforcée par le fait que l'organisme est entièrement consacré au changement climatique. Enfin, le GIEC tend à correspondre à un certain prototype de l'expert comme étant issu du monde scientifique : le fait que l'organisme synthétise et évalue la connaissance produite par la communauté scientifique et qu'il est composé d'experts avant tout issus de cette communauté tend en effet à confondre les statuts d'expert et de scientifique, ou tout du moins empêche le premier d'éclipser le second. Cette association du GIEC à la communauté scientifique tient par ailleurs également au modèle linéaire et progressiste de production et d'évaluation de la connaissance incarné par le groupe d'experts, caractérisé par le fait de chercher à réduire toujours plus les incertitudes afin d'améliorer les prédictions et la compréhension du monde physique (Hulme 2018 : 333, Beck 2012 : 8). Par ailleurs, s'il est chargé de produire une connaissance descriptive et explicative, le groupe d'experts propose également des stratégies pour appréhender la problématique climatique. Cette mission est notamment prise en charge par les groupes de

¹² Citons à nouveau le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement), le PNUE (Programme des Nations unies pour l'environnement), l'ONU (Organisation des Nations unies), le FENU (Fond d'équipement des Nations unies), l'OMM (Organisation Météorologique Mondiale), ou encore la Commission Océanographique Intergouvernementale (COI).

travail II et III, le premier de ces deux groupes proposant des options pour s'adapter au changement climatique, tandis que le second évalue différentes méthodes pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, et enlever les gaz à effet de serre de l'atmosphère (IPCC s.d.). Les connaissances diffusées par le GIEC ont ainsi également une dimension pratique, renforçant la propension du groupe d'experts à être sollicité par les preneurs de décision. Néanmoins, si pour ces raisons le GIEC apparaît comme l'expert emblématique du domaine, nous voyons dans la prochaine partie que d'autres acteurs assument également plus ou moins directement des fonctions d'expertise climatique, tandis que d'autres tendent à jouer ce rôle sous condition d'une remise en cause du modèle d'expertise climatique dominant.

2.3. Implication d'autres communautés : complexification et remise en cause du modèle « science first » de l'expertise climatique

À travers cette sous-partie, nous complexifions notre description de l'expertise climatique en identifiant d'autres communautés participant, ou tendant à participer à la production de cette expertise. Cette étape implique de s'interroger sur la façon dont les acteurs en question participent à la finalité du domaine du changement climatique à travers leur implication dans ce travail d'expertise, et dès lors influencent potentiellement la terminologie du domaine.

2.3.1. Preneurs de décision, think tanks et ONG : une expertise politique et militante

Une première catégorie d'acteurs se distinguant du GIEC et du régime climatique largement onusien dans lequel il s'inscrit sont les organisations opérant à des échelles moins importantes (ex. : nationales, régionales, voire locales). Prenant l'exemple de l'Inde et des États-Unis, Hoppe *et al.* (2013 : 295-296) montrent que les instances d'expertise nationales jouent un rôle crucial dans la légitimation des questions climatiques à l'échelle des gouvernements. Ils plaident ainsi pour un recours plus systématique à ce type d'instance pour l'expertise climatique, afin de permettre la production d'une expertise qui soit adaptée au contexte socio-culturel des communautés auxquelles elle est destinée. L'implication de ce type d'organisations serait en fait d'autant plus pertinent que les critères de validation et d'interprétation de la connaissance tendent à varier d'un pays à un autre (Beck 2012). Les think tanks tendent à illustrer ce rôle à l'échelle nationale, d'autant que ces institutions de droit privé assument des fonctions d'expertise et de conseil auprès des

preneurs de décision comptent de plus en plus de scientifiques dans leurs rangs (Buffet & Dahan 2015). Néanmoins, Buffet et Dahan (ibid. : 3) précisent que le statut de ces experts est assez ambigu dans la mesure où ils tendent à être très proches de la sphère politique, ce qui peut conférer une dimension relativement idéologique à l'expertise qu'ils proposent s'ils se laissent influencer. Gaillard (2019 : 312-315) met ainsi en avant le rôle central de certains think tanks américains tels que le Marshall Institute et le Heartland Institute dans l'émergence et la popularisation de discours climato-sceptiques, qu'ils promeuvent à travers la discréditation de la recherche scientifique. Aussi, s'ils sont considérés comme des experts par les politiques auprès desquels ils jouent ce rôle, ce statut ne leur est pas nécessairement reconnu par la communauté scientifique (ibid., Buffet & Dahan 2015 : 3). Cette dimension relative de leur statut d'expert reflète ainsi la prépondérance d'une vision de l'expertise comme devant s'inscrire dans une démarche scientifique, représentation illustrée également par le cas des ONG.

Ces dernières, dont la fonction ne se réduit plus au rôle de sensibilisation et à l'activisme politique auxquels elles sont typiquement associées, ont en effet également acquis une certaine légitimité en tant qu'expert climatique. Participantes actives des COP depuis le sommet de Rio en 1992 (Ollitrault 2018 : 135), ces organisations sont consultées par les médias, les membres du personnel politique et les entreprises lors des « side events » entourant ces manifestations (Aykut & Dahan 2015 : 116). Prenant l'exemple de Greenpeace, Guilbeault et Vaillancourt (2018 : 157-172) montrent que cette fonction d'expertise est forte d'un travail de recherche mené par les ONG en amont des COP, à travers des « pôles-recherche » développés au sein des organisations en question. Ce travail de recherche s'effectue notamment à l'échelle du réseau Climate Action Network (CAN), qui regroupe des ONG telles que Greenpeace, le World Wild Fund (WWF), les Amies de la Terre, etc. Cette organisation systémique permet au réseau d'ONG à la fois de développer une expertise sur la question climatique au sens large, mais également sur des aspects plus spécifiques de celle-ci, tels que l'énergie, la justice climatique, la protection de la couverture forestière, etc. Chaque ONG tend en fait à se spécialiser sur une thématique particulière, conférant à ce type d'acteur un certain avantage compétitif dans l'actualisation de cette expertise auprès des non-spécialistes. Leur expertise se traduit par ailleurs matériellement dans la publication régulière de rapports (Biros 2011). Dans une analyse du discours des ONG environnementales, Biros souligne ainsi la propension de ces rapports à constituer « une synthèse sur les recherches en cours pour mettre en place de nouveaux systèmes de mesure harmonisés » (ibid. : 323). En ce sens, les rapports des ONG participent de fournir les « équipements experts » mentionnés par Trépos dans sa caractérisation de ce genre textuel (1996 : 90 in Née *et al.* 2017 : §31) (voir sous partie précédente pour la citation). Ces rapports sont-ils pour autant comparables à ceux publiés

par le GIEC ? Traduisent-ils un même niveau d'expertise ? Ces questions se posent d'autant plus qu'au-delà du rôle d'expert que les deux types d'organisation tendent à assumer, elles n'ont ni les mêmes fonctions, ni le même mode de fonctionnement. Si le GIEC se consacre exclusivement à la production d'une expertise climatique, les ONG ont pour rôle premier la défense du bien public (Biros 2011 : 167), ce qui implique entre autres des actions de sensibilisation et de mobilisation. C'est également à travers ce type d'actions qu'elles peuvent collecter les financements nécessaires à leur fonctionnement, tandis que le GIEC est financé sur la base du volontariat par les états membres de l'ONU (Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires & Ministère de la Transition énergétique 2015). Aussi, l'importance des missions de sensibilisation et de mobilisation pour les ONG invite à les considérer comme pouvant influencer les rapports qu'elles produisent et dès lors à remettre en cause le caractère scientifique de ces rapports : « Le statut d'expertise que l'on confère aux ONG fait parfois oublier que leur engagement politique peut les empêcher d'adopter une démarche authentiquement scientifique » (Biros 2011 : 303). En ce sens, le statut d'expert des ONG reste relativement précaire.

2.3.2. L'expertise climatique est « co-produite »

Néanmoins, il s'avère difficile de juger du statut d'expert d'une communauté sur la base de son degré de politisation, dans la mesure où science et politique sont en fait étroitement liées. Dans son ouvrage *Entre savoir et décision, l'expertise scientifique* (1997), Roqueplo souligne ainsi la nécessaire imbrication de l'expertise scientifique dans la sphère politique, l'expert devant se mettre au service du personnel politique en transformant sa connaissance scientifique en savoir pratique. Si l'état de la connaissance scientifique ne lui permet pas de formuler un savoir certain, il peut être amené à devoir s'appuyer sur ses convictions de spécialiste pour pouvoir conseiller le personnel politique (ibid. : 20-21). Parce que l'incertitude scientifique est omniprésente dans le domaine du changement climatique, cette imbrication du savoir et du politique y est particulièrement marquée (Dahan & Guillemot 2015 : S8), et ce au sein même d'une organisation se revendiquant « politiquement neutre » (IPCC s.d.) telle que le GIEC. Ainsi, le personnel politique est directement impliqué dans les processus de rédaction des Résumés à l'intention des décideurs de l'organisme, lesquels doivent être approuvés « mot par mot » (Aykut & Dahan 2015 : 68) par les représentants politiques des gouvernements. Ce processus confère dès lors une dimension nécessairement politique aux résumés pour décideurs, qui portent en filigrane les intérêts potentiellement divergents des décideurs en question :

« Les pays de l'AOSIS plaident pour l'introduction d'une rhétorique du risque; les pays producteurs de pétrole plaident pour la mention répétée des incertitudes scientifiques et des gaz autres que le CO₂; les pays en développement veulent mentionner le poids des émissions passées; les pays du Nord insistent sur les émissions futures, etc. La rédaction des résumés implique donc inévitablement une sélection et une synthèse pour parvenir à un consensus entre les politiques - y compris sur la formulation des dissensus. » (ibid. : 77)

Dahan et Guillemot (2015 : S8) invitent à parler de « coproduction » pour décrire ce modèle d'expertise, lequel se distingue d'un modèle « linéaire », où le rapport entre science et politique se traduit par une hiérarchie dominée par les instances scientifiques qui délivrent l'expertise. Par ailleurs, les auteurs soulignent l'influence indirecte des politiques sur l'expertise climatique en amont de la production du savoir (ibid.) : les scientifiques anticiperaient les attentes des politiques et notamment la nécessité de produire un savoir pratique, ce qui influencerait certains de leurs choix méthodologiques et thématiques. Cette coproduction de l'expertise implique également d'autres instances telles que le SBSTA (Subsidiary Body for Scientific and Technical Advice), organisme frontière qui gère les dissensus politiques et sert de « tampon » entre la communauté politique et le GIEC, afin que celui-ci garde son image de neutralité politique (Guillemot & Dahan 2015 : S8, Aykut & Dahan 2014 : 107). Son travail est complété en aval par le SBI (Subsidiary Body for Implementation), qui facilite la mise en œuvre des décisions auxquelles les politiques sont arrivés, en prenant par exemple en charge les processus de financement qu'elles impliquent.

Aussi, l'expertise climatique « officielle » constitue en fait un système complexe qui témoigne à la fois d'une certaine autorité de la science – après tout, la légitimité des ONG repose en partie sur la présence de « pôles recherche » en leur sein et sur la publication de rapports à partir de la connaissance produite par ces derniers –, mais également de la nécessité pour les représentants de cette expertise d'interagir avec la sphère politique, dans une logique d'interdépendance. Cette logique se caractérise d'une part par la dépendance des politiques à l'expertise des organismes en question, d'autre part par la dépendance de ces organismes à la validation par la sphère politique de leur statut d'expert, et enfin, en conséquence de ces deux premières relations, par la nécessité pour les experts de prendre en compte la sphère politique dans leurs stratégies de communication. Paradoxalement, cette logique d'interdépendance peut fragiliser la légitimité des communautés expertes qui en relèvent, leur inscription partielle mais nécessaire dans la sphère politique pouvant être perçue comme allant à l'encontre de leur obligation d'objectivité (Beck 2012 : 9). Ces critiques s'inscrivent en fait dans une vision « science-first » (Dahan & Guillemot 2015 : S12)

de l'expertise, caractérisée par la promotion d'une connaissance « purifiée », imperméable à toute influence politique (Hulme 2009 : 107). Or, cette représentation de l'expertise est elle-même de plus en plus critiquée (Dahan & Guillemot 2015, Beck *et al.* 2014, Hulme 2009 : 107), notamment parce qu'elle exclurait d'autres formes de rapport à la connaissance, jugées non scientifiques. Aussi, ce paradigme tend à empêcher la reconnaissance de communautés participant de produire une expertise climatique dans un autre cadre que celui de la science, et notamment à des échelles plus locales.

La mise en avant des limites du modèle d'expertise actuel tend dès lors à s'accompagner de propositions pour un nouveau modèle qui laisserait entre autres une plus grande place à l'opinion publique, aux sciences humaines et sociales et à des formes de connaissances plus « locales » (Beck 2012 : 4). Beck défend ainsi l'idée d'une plus grande implication du public dans les processus de délibération politique qui accompagnent la transmission des connaissances par les experts. Selon le chercheur, cette participation du public est indispensable afin de produire une expertise adaptée aux communautés concernées par les décisions politiques en jeu, d'autant plus que l'expertise est reçue et légitimée différemment selon les contextes culturels (*ibid.* : 10-11) :

« Since scientific knowledge is situated and context dependent, it also has to be 'translated' and communicated into relevant languages across scales in order to inform policy at different levels. The need to open up debate on climate science thus calls for stronger processes of mediation and translation. » (*ibid.*)

Cette approche co-productive alternative, qui n'implique plus seulement les politiques mais également le public, justifie également une plus grande implication des sciences humaines et sociales, que ce soit pour rendre compte du contexte socio-culturel de réception et d'application de l'expertise en question, ou pour faciliter sa « médiation et traduction ». Aussi, on peut d'ores et déjà imaginer qu'un tel modèle accorderait une plus grande importance aux choix et au sens des termes utilisés pour la transmission des connaissances, de façon à répondre non seulement aux besoins des politiques, mais également à ceux des communautés directement concernées par les mesures climatiques décidées. De même, au-delà de proposer une expertise adaptée aux communautés locales en les impliquant dans les processus de délibération, certains auteurs appellent à une plus grande participation de ces communautés au cœur même des pratiques de recherche (Klenk *et al.* 2017, Dahan & Guillemot 2015, Beck 2012). Klenk *et al.* (2017) montrent ainsi que, depuis 2010, le nombre de travaux portant sur les formes d'expertise locales, telles que les savoirs traditionnels et indigènes, a fortement augmenté. Les auteures alertent cependant sur l'approche adoptée dans certains de ces travaux, qui tendent à extraire ces

savoirs du contexte des communautés auxquelles ils appartiennent afin d'enrichir une expertise qui relèverait davantage d'un cadrage « science-first » :

« The emergent themes within this body of literature are not surprising – they reflect a common understanding of local knowledge as data, that can be aggregated across individuals, integrated into scientific socioecological and climate models, and whose meaning is fixed, rather than contextual – hence amenable to techniques of extraction such as social scientific surveys. » (ibid. : 9)

En réponse, les chercheuses proposent également une approche co-productive, dès lors définie comme suit : « the collaborative research practices involving local communities and stakeholders, and also the material conditions of knowledge production » (ibid. : 10). Dans un tel cadre, l'expertise climatique ne serait plus l'apanage d'une communauté spécialisée officielle mais le résultat d'un travail collaboratif entre plusieurs communautés possédant toutes des connaissances spécifiques : scientifiques, politiques, de terrain, traditionnelles, mémorielles, etc. Il convient dès lors de considérer la possibilité que les sociolectes issus de ces différentes communautés se mêlent en un discours contenant des termes propres à chacune, nous invitant à potentiellement devoir relativiser l'idée de communautés « de référence » pour la terminologie du changement climatique.

2.4. L'expertise climatique est scientifique : bilan et implications pour le travail terminologique

Cette sous-partie visait à identifier les experts du domaine du changement climatique, acteurs que nous avons introduits comme pouvant nous offrir un accès privilégié à la terminologie du domaine en question. Notre analyse s'est cependant heurtée au caractère à la fois relatif et politique du statut d'expert climatique, qui s'est avéré dépendre d'une conception particulière de l'expertise. Nous avons vu en effet que la légitimité de certaines communautés à être considérées comme les experts « officiels » du domaine repose en partie sur leur propension à s'inscrire dans un modèle d'expertise caractérisé par une lecture résolument scientifique et globale de la question climatique, dont le GIEC serait l'incarnation. Si ce modèle a largement été priorisé dans le domaine du changement climatique, il ne fait cependant pas l'unanimité, notamment parce qu'il tend à ignorer la dimension politique de la question climatique, mais également parce qu'il exclut d'autres formes d'expertises et communautés spécialisées participant pourtant à la finalité du domaine à travers l'application de savoirs écologiques à l'échelle locale. Il convient ainsi de souligner à nouveau le caractère relatif du concept de communautés « de référence »

mobilisé en introduction de cette section, caractéristique qui doit dès lors guider la définition de notre sujet d'étude et le choix des communautés discursives à étudier pour la mener.

Tout d'abord, ces dernières doivent être choisies en conscience non seulement de leur position sur un continuum de l'expertise climatique, mais également du caractère nécessairement contingent de cette position, relative à la reconnaissance octroyée aux communautés en question. Deuxièmement, il convient de relativiser l'idée d'une terminologie du changement climatique qui serait partagée par l'ensemble des communautés impliquées dans le domaine éponyme : les termes mobilisés autour de cette problématique varient en effet selon les communautés de discours et leur diffusion et appropriation en tant que concepts de référence à des échelles plus larges est fonction de l'influence de la communauté en question à l'échelle du domaine. Partant, la définition de *terme* adoptée pour cette thèse est à la fois thématique et sociolinguistique, puisque nous considérons comme *terminologique* toute unité qui est porteuse de connaissances relatives au domaine à l'étude (critère thématique) et qui a un statut spécial en raison de ces connaissances mais également de son emploi par des communautés de discours ayant acquis le statut d'expert dans le domaine (critère sociolinguistique). Aussi le statut de *terme* est-il fonction des dynamiques socio-politiques à l'œuvre dans le domaine et notamment de l'évolution du statut de la communauté qui mobilise l'unité en question. Réciproquement, il nous est possible d'évaluer l'influence de tel ou tel acteur dans le traitement et la définition de la question climatique selon que les termes qu'il mobilise sont repris ou non par d'autres communautés, spécialisées et non spécialisées, et si leur circulation évolue dans le temps. Par ailleurs, cette approche doit permettre d'analyser la forme prise par cette influence : les unités reprises par plusieurs communautés correspondent-elles à un cadrage particulier de la question climatique ? Traduisent-elles un paradigme spécifique pour la production des connaissances dans le domaine ? Trouve-t-on davantage d'occurrences désignant un type de réponse au changement climatique plutôt qu'un autre ? Enfin, nous devons également pouvoir rendre compte de l'évolution diachronique des termes en question, et dès lors potentiellement des connaissances et des représentations dont elles peuvent être porteuses. Aussi s'agira-t-il, dans un prochain chapitre, de mesurer l'intérêt de répondre à ces questions à partir d'un état de la littérature en sciences du langage et de la communication, lequel sera également l'occasion d'ancrer davantage ces questions dans notre champ disciplinaire.

3. SYNTHÈSE CHAPITRE 2

L'objectif de ce chapitre était de démontrer que le domaine du changement climatique traduit une forme de spécialisation justifiant l'intérêt d'en étudier la terminologie.

À cette fin, nous avons tout d'abord tenté de définir un domaine spécialisé du changement climatique en tenant compte du caractère transdisciplinaire et kaléidoscopique du phénomène éponyme, caractéristiques mises en avant dans le premier chapitre. Nous avons ainsi pu identifier une finalité sous-jacente définitoire pour le domaine, tout en admettant que celui-ci est relativement peu prototypique : il se caractérise en effet par sa dimension parcellaire, c'est-à-dire impliquant des communautés fortement diversifiées, ayant des représentations divergentes de l'objet d'attention et présentant différents degrés de spécialisation, mais partageant une problématique commune. Le domaine du CCA nous est alors apparu comme étant relativement difficile à délimiter, difficulté à laquelle nous avons répondu en proposant de le concevoir selon un continuum de spécialisation, plutôt qu'en termes de limites strictes.

Le caractère parcellaire de ce domaine nous a finalement amenée à nous interroger sur l'existence et la définition d'un anglais du changement climatique, et notamment d'une terminologie du CCA. Une analyse de quelques glossaires sur le changement climatique nous a permis d'en déceler l'émergence, mais également d'observer que celle-ci tend à être relativement stratifiée : s'il semble exister une terminologie anglophone de référence sur le changement climatique, il apparaît également que, en plus de ce socle commun, les groupes d'acteurs tendent à avoir recours à des stratégies terminologiques différentes selon le contexte particulier dans lequel ils s'inscrivent. À partir de ce constat, nous avons tenté d'identifier les communautés faisant figure d'experts du domaine, que nous avons présentées comme ayant potentiellement le plus d'influence sur le choix des termes mobilisés pour appréhender la question climatique. Cette étape nous a permis de mettre en avant le caractère politique du statut d'expert climatique : les experts « officiels » sont avant tout des communautés s'inscrivant dans un modèle linéaire de l'expertise, selon lequel les connaissances scientifiques précèdent la prise de décision politique et l'action, les décideurs s'appuyant sur les connaissances en question pour formuler des solutions. Cette approche confère ainsi une certaine légitimité à l'expertise scientifique, qui dépend néanmoins de la sphère politique pour sa validation. Aussi, nous avons proposé de considérer les termes du domaine comme résultant de choix terminologiques nécessairement situés : la légitimation d'un acteur plutôt qu'un autre comme « expert » se traduirait par la promotion des stratégies dénominatives de cet acteur au rang de « termes du domaine », occultant possiblement les stratégies dénominatives d'autres acteurs ne correspondant pas au modèle dominant pour la validation de l'expertise climatique. De même, les choix terminologiques de l'expert

climatique « officiel » pourraient être influencés par ce modèle et évoluer en fonction de ce dernier. Aussi, nous avons conclu à l'intérêt de définir le statut de *terme* du domaine comme étant nécessairement contingent : les termes sont issus de certaines communautés et correspondent à certaines représentations, et ils peuvent ou non se diffuser selon la légitimité accordée aux communautés et aux représentations en question. Il est néanmoins nécessaire d'étayer cette conclusion en démontrant la possibilité pour le statut de *terme* d'un domaine donné d'évoluer, d'être interrogé ou réfuté en fonction de la communauté qui mobilise l'unité concernée, et en rendant compte de l'état de la connaissance sur le niveau et la nature de cette potentielle contingence dans le domaine du changement climatique. Nous nous y consacrons dans le troisième et dernier chapitre de cette première grande partie, où nous appréhendons la contingence en question à travers le concept socio-linguistique de *variation*.

CHAPITRE 3 – CHANGEMENT CLIMATIQUE, VARIATION LINGUISTIQUE ? PLACE ET IMPLICATIONS DE LA VARIATION TERMINOLOGIQUE DANS LE DOMAINE DU CCA

Dans la partie précédente, nous avons montré que la manifestation linguistique d'une spécialisation autour de l'objet d'étude *changement climatique* se manifeste par l'existence de glossaires dédiés à ce dernier. Cependant, nous avons vu que les glossaires en question tendent à varier selon les organismes, indiquant une certaine variation terminologique à l'échelle du domaine. Dans ce chapitre, nous montrons que la variation est en fait incontournable en terminologie et, à partir d'une revue de la littérature, que le domaine du changement climatique illustre particulièrement ce phénomène de variation, en raison notamment de son caractère transdisciplinaire. L'enjeu de cette démonstration est la formulation d'une problématique de travail qui nous permette d'étudier la terminologie du CCA à l'échelle de l'ensemble du domaine considéré comme un continuum, autrement dit selon différentes formes et différents niveaux de spécialisation, ce qui, nous le postulons, ne peut se faire sans ignorer la nécessaire variation entre les communautés impliquées par ce continuum.

1. PLACE ET IMPLICATIONS DE LA VARIATION EN TERMINOLOGIE

Dans cette première sous-partie, nous démontrons le caractère incontournable et motivé de la variation en terminologie. L'enjeu de cette démonstration est de poser les premières pierres du cadre théorique pour notre étude, que nous définissons comme étant variationniste.

1.1. *La variation est incontournable en terminologie*

Même s'il possède une définition terminologique qui tend à en fixer à la fois le sens et la dénomination, le terme ne peut échapper à certaines formes de variation à partir du moment où il est inséré en discours et est mobilisé par différentes communautés. Ce phénomène, dès lors incontournable et qui peut toucher différentes facettes du terme, n'a pas toujours été reconnu comme tel par les terminologues. Aussi nous semble-t-il important de rendre compte de cette évolution dans le rapport de ces derniers à la variation, de démontrer en quoi celle-ci est effectivement incontournable, et de décrire les différentes formes qu'elle peut prendre.

1.1.1. Du terme biunivoque au(x) nécessaire(s) variant(s)

Il est désormais de coutume dans une étude relevant du champ de la terminologie de mentionner l'approche développée par E. Wüster et reprise par l'École de Vienne et d'en présenter les limites (Thoiron & Béjoint 2010). Selon cette approche, le terme correspond à l'association d'un concept à une dénomination unique, ce qui fait qu'il se doit d'être univoque et monosémique. Afin d'atteindre cet objectif, la normalisation des termes est préconisée, laquelle implique de « fixer la forme et la signification du terme, ainsi que la relation référentielle [et] d'énoncer la liste des synonymes qui lui sont associés » (Petit 2009 : 213). Jugée idéaliste (Thoiron & Béjoint 2010 : 106), l'optique wüsterienne a été remise en question ces dernières décennies, tandis que d'autres approches de la terminologie ont gagné en importance, telles que la socioterminologie (Gaudin 1993, Gambier 1987, Guespin 1985), la terminologie textuelle (Picton 2009, Condamines 2005), la terminologie cognitive (Temmerman 2000), la terminologie culturelle (Diki-Kidiri 2008) ou encore la pragmatoterminologie (De Vecchi 2016). Leur développement s'est notamment caractérisé par un intérêt croissant pour l'étude de la variation, phénomène que les tenants de l'approche traditionnelle cherchaient à réduire au maximum, de façon à éviter toute confusion dans l'utilisation et la compréhension des termes. Ces nouvelles approches, qualifiées donc de *variationnistes*, tendent à souligner le fait que la variation est incontournable en terminologie ou, selon les mots de Freixa (2022 : 400), « naturelle et nécessaire » (notre trad.¹³). Elles font de ce phénomène un objet d'étude à part entière, afin de rendre compte de la façon dont il se manifeste et ainsi permettre une utilisation éclairée des termes. Le terminologue n'est dès lors plus un normalisateur mais un observateur, portant son attention non seulement sur la langue mais également sur le discours, considéré comme espace de négociation des termes (Thoiron & Béjoint 2010 : 107, Mondada 1995).

1.1.2. Différents types de variation

Cette négociation peut porter sur différents niveaux du terme, lesquels désignent alors différentes formes de variation. Afin d'en rendre compte, nous reprenons le modèle de la variation terminologique développé par Pelletier dans sa thèse de doctorat (2012), qui constitue une version synthétique de la typologie précédemment proposée par Freixa (2002, 2006). Pelletier distingue ainsi trois types de variations. La *variation dénominative* désigne le fait pour un même concept et pour un même référent de se voir associé à des

¹³ « [N]atural and necessary. »

dénominations différentes (2012 : 28, Freixa 2006). La paire *global warming* et *climate change* pour désigner la problématique climatique en est un exemple. Ce type de variation peut également impliquer une simple modification graphique (changement orthographique, abréviation, sigle), un changement morphosyntaxique (changement de préposition ou de flexion), une réduction du signifiant, et/ ou une substitution de la tête ou de l'expansion du terme (voir Pelletier 2012 : 32-34, Picton 2009 : 197-199, Freixa 2002 : 298 sqq, pour une description plus détaillée de ces catégories). La variation peut également concerner le sens d'une unité terminologique, qui peut être associée à plusieurs signifiés. Pelletier désigne ce type de phénomène par le terme *variation polysémique* (2012 : 43), qui diffère de l'homonymie dans la mesure où les signifiés ont un lien sémantique, typiquement un étymon commun. Le terme *adaptation* en est un exemple : si dans le domaine de la biologie, celui-ci désigne « l'ensemble des corrélations internes et externes (...) qui font qu'un organisme peut vivre d'une certaine manière dans un habitat donné, et y contribuer à la perpétuation de l'espèce à laquelle il appartient » (Bocquet 2002 in Simonet 2009), dans celui du changement climatique, il désigne le fait de s'adapter au phénomène éponyme et à ses conséquences potentielles et effectives. Ce type de variation se distingue enfin de la *variation conceptuelle*, définie comme « la possibilité donnée à une même dénomination de revêtir des « sens différents », c'est-à-dire que les énoncés rendent compte du signifié qui varie en fonction de la perception ou du point de vue du locuteur, sans qu'il y ait un changement de référent » (ibid.). Ce type de variation peut se traduire par l'existence de définitions concurrentes pour un même signifié, comme l'illustre, dans le champ de l'anglais de spécialité, le terme *domaine spécialisé*, défini différemment par G. Petit (2009) et Van der Yeught (2016a) (voir. chap.2, section 1.1.). Notons que le concept de variation conceptuelle a également été mobilisé par Freixa et Fernández-Silva (2017 : 166), qui le décrivent également comme étant lié à la nécessaire diversité des points de vue à partir desquels la réalité peut être perçue. Il fait également écho à la notion de multidimensionnalité introduite par Bowker (1993), qui désigne le fait que la réalité peut être perçue et par conséquent catégorisée de multiples manières, générant une possible variation dans la manière d'organiser les concepts. Par ailleurs, L'Homme (2019 : 88) explique que la multidimensionnalité peut également se traduire par une variation autour d'un même concept (qui peut être conceptualisé selon différentes perspectives) rapprochant ainsi cette notion de celle de variation conceptuelle. Pour notre étude, c'est cette dernière que nous mobilisons, dans la mesure où la tête « variation » l'inscrit plus explicitement dans le cadre variationniste qui est le nôtre et dans le paradigme composé des autres formes de variation décrites précédemment. Nous reprenons ces différentes notions à notre compte, afin de caractériser les unités rencontrées dans notre étude.

1.1.3. La néologie, une forme de variation

Par ailleurs, Pelletier propose de considérer la néologie terminologique (ou *néonymie*, concept introduit par Rondeau en 1981) comme une manifestation de la variation, ce à quoi nous souscrivons. Ce parti pris implique de considérer que tout variant a une histoire et une origine, affirmation que les concepts de *dénomination* et de *nomination* permettent d'entériner. Le premier de ces deux termes désigne une unité linguistique ayant été associée à une entité de l'extra-linguistique, avec l'idée que la relation entre l'expression linguistique en question et l'entité est stable (Longhi 2015, Kleiber 2001). Quant à la nomination, elle rend compte du processus par lequel un référent est nommé (Longhi 2015, Humbley 2012 : 116, Sablayrolle 2007 : 87) : elle introduit dès lors un néologisme¹⁴, qui devient une dénomination s'il se diffuse et est lexicalisé. Aussi, ces deux concepts invitent à considérer l'acte de nomination comme donnant naissance à un néologisme, qui introduit alors de la variation dans une terminologie donnée. Selon la récence et le niveau de stabilisation du variant ainsi introduit, il pourra ou non être qualifié de néologique.

On peut ainsi identifier différents types de néologismes, donnant lieu aux différentes formes de variation identifiées dans le paragraphe précédent. Les *néologismes dénominatifs*, qui introduisent des dénominations susceptibles d'entrer en concurrence avec des unités déjà existantes pour la désignation d'un même concept, sont à l'origine de la variation dénominative. Ils peuvent résulter de procédés tels que la siglaison, la dérivation, la composition, l'emprunt, etc. (Humbley 2018 : 123-158, Pelletier 2012 : 195, Sablayrolles 2006). Le *néologisme sémantique* introduit quant à lui un variant sémantique pour une même dénomination, participant alors au phénomène de variation polysémique. Parmi les procédés à l'origine de sa création on trouve entre autres la métaphore et la métonymie, ainsi que les glissements de sens (Humbley 2018 : 176-202, Pelletier 2012 : 159).

Quant à la variation conceptuelle, elle trouve son origine dans le *néologisme conceptuel* (Pelletier 2012 : 216), qui correspond à la matérialisation discursive de nouveaux points de vue sur un même référent, désigné par un même terme. Pelletier introduit également le concept de *néologisme d'actualité*, qui désigne un terme qui n'est pas nouveau mais qui est popularisé à un moment donné, par exemple parce que son référent gagne en importance dans le débat public (ibid. : 171). Notons cependant que ces deux derniers concepts impliquent une extension du sens de ce qu'est un néologisme, dans la mesure où

¹⁴ Nous nous distinguons du cadre théorique proposé par Sablayrolles (2007) pour la définition du néologisme, en désignant comme néologique toute unité résultant d'un acte de nomination. Nous considérons cependant qu'il existe des degrés de prototypicalité des néologismes ainsi formés, afin de rendre compte de cas où la nouveauté du signifiant ou du signifié est relative : les unités correspondant à une « extension d'emploi par analogie vague » ou par « évolution du référent dans le temps », ou encore à une « spécialisation de sens en fonction des groupes sociaux » (ibid.) seront ainsi considérées comme telles.

le degré de nouveauté de ce qu'ils introduisent est moindre : ils correspondent respectivement à un nouveau point de vue et à un nouveau contexte extra-linguistique plutôt qu'à un nouveau sens ou à une nouvelle dénomination. À ce titre, le changement qu'ils introduisent se manifeste avant tout en discours plutôt que dans la langue. Dès lors, il est possible que la nouveauté en question ne soit pas véritablement perçue par les locuteurs. Quoi qu'il en soit, ces différents concepts permettent de rendre compte du caractère dynamique et variable d'une terminologie, caractéristique que nous présentons, dans une prochaine sous-partie, comme étant en partie motivée par des facteurs extra-linguistiques.

1.2. La variation est le produit des dynamiques extra-linguistiques à l'oeuvre dans le domaine

Si la variation des termes est incontournable, ce n'est pas tant parce qu'elle résulte d'un arbitraire du langage que parce qu'elle est le produit de facteurs internes et externes à celui-ci (Freixa 2022, 2006, 2002). Notre définition de la variation dénominative (section 3.1.1.2.), ainsi que notre présentation du lien entre néologie et variation, nous ont permis de montrer que la variation tend à être intrinsèquement motivée, c'est-à-dire qu'elle se fait selon les règles (plus ou moins conscientes) qui définissent le système de la langue. Dans cette section, nous montrons qu'elle est également motivée par des facteurs externes (Picton 2009 : 12), et notamment par des dynamiques qui sont à l'oeuvre dans le domaine et qui le caractérisent. Cette démonstration nous fournit par ailleurs des premiers éléments de réponse à l'interrogation formulée dans le chapitre précédent (Chap. 2, section 3), qui portait sur la possibilité pour un terme de voir ce statut évoluer, être interrogé ou réfuté en fonction de la communauté qui le mobilise.

1.2.1. Facteurs socioculturels, communicationnels, et cognitifs

Dans sa typologie des causes de la variation terminologique, Freixa (2022 : 405, 2006) met en avant plusieurs facteurs qui sont directement liés à l'extra-linguistique : les causes dialectales (différences dans l'origine des locuteurs), fonctionnelles (différences dans les situations de communication), sociolinguistiques (contact entre les langues) et cognitives (dynamisme de la connaissance et différences de conceptualisation). Nous pouvons également citer les causes discursives, qui par définition ne relèvent pas de la langue mais du discours, et qui correspondent au fait de chercher à garantir l'expressivité, la cohésion et la cohérence du discours. Dans son modèle de la variation terminologique, Pelletier (2012) reprend ces différents facteurs et les synthétise en trois grandes causes extralinguistiques

pour la variation : les causes socioculturelles, communicationnelles, et cognitives. Les premières regroupent :

« tout ce qui touche la réalité en général, toutes les sphères de la vie telles que la vie économique et politique, les innovations techniques et scientifiques, l'industrialisation, les thèmes d'actualité (...), c'est-à-dire tout ce qui préoccupe une société à un moment donné de son histoire. » (ibid. : 196)

Ce type de cause influence les causes communicationnelles, qui correspondent à la façon dont les locuteurs s'approprient la langue et l'usage qu'ils en font, lesquelles sont également influencées par les causes cognitives, qui témoignent de la façon dont la psyché humaine et son fonctionnement déterminent l'utilisation du langage. Ces causes peuvent-elles être observées dans le cas d'un domaine spécialisé ? Le cas échéant, comment influencent-elles sa terminologie ? Dans quelles mesures sont-elles fonction de l'intentionnalité à l'œuvre dans le domaine spécialisé ?

1.2.2. L'exemple de la variation diastratique

Définie comme un phénomène de variation terminologique motivé par des différences *socioprofessionnelles* entre les locuteurs (Freixa 2022 : 409), la variation diastratique tend à illustrer l'influence de ces différents facteurs.

S'intéressant à la variation dans les domaines de la pédagogie universitaire et de la médecine nucléaire, Picton et Dury (2017) montrent ainsi que la terminologie des spécialistes d'un même domaine varie en fonction du type d'expert qui s'y implique : les « experts-chercheurs » tendent davantage à utiliser une terminologie « théorique », tandis que les « experts-praticiens » (notre trad.¹⁵) ont recours à des termes plus « opérationnels » (ibid. : 77). Les chercheuses convoquent ainsi le concept de *normaison* pour expliquer ce phénomène, défini comme « un processus à travers lequel un système terminologique donné se régule en fonction de ses utilisateurs » (notre trad.¹⁶). La cause profilée ici est communicationnelle, si l'on admet que ces deux types d'experts tendent à s'adresser à des publics différents et choisissent dès lors les termes en fonction de ce public et de ses besoins. Elle est également socioculturelle, dans la mesure où elle illustre le phénomène d'hyperspécialisation qui marque les domaines spécialisés (Bordet 2013 : 7) et fait écho à une idéologie industrielle de division scientifique du travail. Aussi, on peut imaginer que dans

¹⁵ « [T]heorist-experts » et « practitioner-experts » (Picton & Dury 2017 : 69).

¹⁶ « [A] process by which a specific terminology system regulates according to its users » (Picton & Dury 2017 : 77).

le domaine du CCA, où l'interdisciplinarité est importante, la terminologie puisse également varier d'un expert à un autre, notamment si chaque expert se révèle davantage spécialisé dans une sous-thématique de la question climatique ou se trouve associé à une fonction d'expertise spécifique dans le domaine.

Par ailleurs, notre conception du domaine comme un continuum entre spécialisé et non spécialisé invite à considérer également la variation des termes entre spécialistes et non-spécialistes, et les facteurs pouvant en être à l'origine. Le processus de déterminologisation à l'œuvre dans les discours des médias exemplifie ce type de variation, dans la mesure où il peut se traduire par une modification du sens des termes (Meyer & Mackintosh 2000 : 1999). Humbert-Droz (2021 : 305) identifie cinq facteurs pouvant expliquer la déterminologisation, à savoir « la centralité d'un terme dans différents domaines », les « enjeux de la recherche pour la société », les « dynamiques propres à chaque domaine », « l'intérêt réel ou supposé des locuteurs pour certaines thématiques de recherche », et « la morphologie des termes ». Parmi ces paramètres, quatre au moins relèvent explicitement des facteurs extra-linguistiques présentés dans cette partie. Le deuxième, le troisième et le quatrième facteur relèvent en effet du facteur socio-culturel, tandis que le dernier tend à constituer à la fois un facteur linguistique et un facteur cognitif. On pourrait également considérer le premier de ces facteurs comme une cause socio-culturelle, dans la mesure où le fait qu'un terme puisse être central dans plus d'un domaine dépend en partie du caractère interdisciplinaire de la recherche scientifique ou de la transversalité de certains domaines (ibid. : 305).

Ainsi, l'histoire du domaine, les dynamiques et la structuration internes à celui-ci, ainsi que les interactions entre spécialisé et non spécialisé tendent à influencer la terminologie en entraînant la création de néologismes et de la variation terminologique. Au regard de ces différents types de causes externes, la définition de l'expertise climatique et la façon dont celle-ci est organisée (voir chap. 2., section 2.4.) apparaissent comme autant de facteurs pouvant générer de la variation terminologique dans le domaine du CCA. C'est ce que nous évaluons dans la prochaine section, à travers un état de la littérature en sciences du langage et de la communication appliquées à ce domaine.

2. COMMENT SE MANIFESTE LA VARIATION TERMINOLOGIQUE DANS LE DOMAINE DU CCA ? ÉTAT DE L'ART

Dans le chapitre précédent, nous avons émis l'hypothèse que le caractère transdisciplinaire du domaine du CCA ainsi que la pluralité des acteurs participant de l'expertise climatique pouvaient constituer des facteurs de variation terminologique dans le

domaine et influencer la terminologie qui le caractérise. Notre analyse des causes de la variation terminologique nous permet de répondre à la partie théorique de cette interrogation : puisque la variation peut être causée par des facteurs socio-culturels, alors les caractéristiques du domaine peuvent, en théorie, entraîner de la variation. Dans cette sous-section, nous explorons la dimension empirique de cette hypothèse : à travers un état de l'art des travaux en sciences du langage, de la communication, et en anglais de spécialité portant sur le domaine du CCA, nous dressons un premier inventaire des formes de variation terminologique qui se manifestent effectivement dans ce dernier. Par ailleurs, notre vision scalaire du domaine nous amène à considérer des unités issues de discours non spécialisés, que nous associons à ce dernier du fait qu'ils constituent une réponse au phénomène « changement climatique ». L'enjeu de cet état de l'art est de nous permettre ensuite de construire un cadre d'étude en terminologie qui soit adapté au domaine du changement climatique considéré comme un continuum, ce qui implique de tenir compte des paramètres qui, le long de ce continuum, motivent la variation et la rendent inévitable.

2.1. Perspective synchronique

Le caractère transdisciplinaire du domaine du CCA et son appréhension à l'échelle internationale peuvent respectivement se traduire par des phénomènes de variation diastratique et interlinguistique (au niveau du concept, la variation dénominative étant dans ce cas quasiment inévitable), voire diatopique. La première se définit comme une forme de variation motivée par des différences socioprofessionnelles entre les locuteurs, telles que le fait que ceux-ci relèvent de deux types d'expertise distincts (Picton & Dury 2017), ou qu'ils présentent un degré de spécialisation différent, ce schéma se manifestant notamment lors d'interactions entre spécialistes et profanes (Freixa 2022 : 409). Les deux prochaines sous-sections tendent à rendre compte de ces deux formes de variation diastratique, tandis qu'une troisième sous-section répertorie les travaux s'étant intéressés à la variation diatopique dans le domaine, motivée par une différence dans l'ancrage géographique des locuteurs d'une même langue (ibid. : 408, 2006). Parce que nous nous inscrivons dans le champ de l'anglais de spécialité et étudions exclusivement l'anglais, nous ne traitons pas de la variation interlinguistique dans cette thèse. Nous référons néanmoins nos lecteurs aux travaux de Rudiak-Gould (2012), Cameron *et al.* (2015) et Biros *et al.* (2020, 2021) pour des exemples de ce phénomène tel qu'il se manifeste dans le domaine du CCA.

2.1.1. Variation diastratique entre spécialistes du domaine

Le domaine du CCA est marqué par une certaine interdisciplinarité, caractéristique que Thoiron et Béjoint (2010 : 112) présentent comme une source de variation dans la mesure où elle tend à entraîner de la polysémie et de la synonymie à l'échelle du domaine. Dans le champ de l'anglais de spécialité, Biros *et al.* (2018) montrent que le terme *climate justice* est conceptualisé différemment selon qu'il est employé par des organisations onusiennes, par des ONG, ou par des entreprises du secteur des énergies renouvelables, ces deux dernières communautés partageant par exemple le fait de lier ce concept au principe de transition énergétique, tandis que les organisations onusiennes le conceptualisent de manière plus abstraite. Cette variation entre communautés est également dénominate, les organisations onusiennes privilégiant les termes *equity* et *human rights* à *climate justice*, qui est surtout utilisé par les ONG. Étudiant les résumés pour preneurs de décisions produits séparément par chacun des groupes de travail dans le cadre du cinquième rapport du GIEC, Fløttum *et al.* (2016) montrent que chacun mobilise des termes différents pour appréhender le changement climatique. Néanmoins, cette variation reflète ici avant tout le fait que chaque groupe de travail se concentre sur un aspect particulier de la question climatique (voir chap. 2, section 1.3.), et qu'il est donc composé de spécialistes issus de disciplines différentes. Il s'agit dès lors non pas de variation dénominate ou sémantique (adjectif que nous employons pour désigner de manière hyperonymique à la fois la variation polysémique et conceptuelle), mais d'une variation de la terminologie au sens large, c'est-à-dire du bagage de termes mobilisé par différentes communautés, lequel nous informe sur les perspectives adoptées par ces dernières dans leur étude du CCA. Bowman *et al.* (2009) attirent quant à eux l'attention sur les concepts d'augmentation des températures globales (« rising global temperatures ») et de concentration atmosphérique des gaz à effet de serre (« atmospheric concentration of greenhouse gases »), pour lesquels les standards de mesure tendent à varier au sein de la communauté scientifique. La concentration atmosphérique de gaz à effet de serre peut par exemple être exprimée en termes de concentration de CO₂, ou en termes d'« équivalent-CO₂ » (CO₂e), tandis que l'évaluation de l'augmentation des températures globales se fait selon une référence qui tend à varier également. Par rapport à la finalité du domaine, ce type de variation peut impacter l'évaluation du risque climatique, qui s'appuie sur un certain nombre d'outils conceptuels. Parce qu'ils servent de standards, les concepts en question doivent être à la fois clairs et conventionnels. Dans le cas contraire, les acteurs mobilisant ces concepts risqueraient de ne pas se comprendre et l'évaluation du risque climatique pourrait en être affectée. De manière plus générale, la variation diastratique entre spécialistes du domaine peut impacter leur capacité à communiquer et à collaborer

efficacement. Prenant l'exemple du terme *downscaled climate projection*, qui est conceptualisé différemment par les scientifiques et par les preneurs de décision, Briley *et al.* (2015 : 44) expliquent ainsi que la variation diastratique tend à constituer un obstacle à une coopération efficace entre les deux types d'acteurs dans la mesure où celle-ci entraîne ici une dichotomie entre les attentes des preneurs de décisions et le type d'information que les scientifiques peuvent effectivement leur fournir.

2.1.2. Variation diastratique entre communautés spécialisées et profanes

Question sociétale et sujet de controverses, le changement climatique tend à être fortement médiatisé, ce qui peut se traduire par une popularisation de la terminologie experte et dès lors par une certaine variation des termes à mesure qu'ils intègrent des discours semi- ou non spécialisés. Étudiant la réception du terme *climate change adaptation* auprès de la population britannique, Harcourt *et al.* (2019) démontrent par exemple que celui-ci est souvent confondu avec le concept de *mitigation* (qui désigne le fait de réduire les causes du CCA et d'éliminer les gaz à effet de serre de l'atmosphère) et que la question de la responsabilité (« responsibility »), impliquée par le terme spécialisé, n'est pas perçue par les profanes. S'intéressant à l'expression de la probabilité des scénarios climatiques, Bray et Von Storch (2009 : 542) montrent quant à eux qu'un certain nombre de physiciens tendent à parler de *prediction* là où il conviendrait d'employer le terme *projection*, confusion que les deux chercheurs lient à la prépondérance du premier de ces deux termes dans les médias. Enfin, l'interface entre spécialistes du domaine et sphère médiatique se traduit par des phénomènes de déterminologisation et de terminologisation qui participent à la variation de la terminologie climatique à l'échelle transdisciplinaire. Dury (2008) donne l'exemple du préfixe *eco-* pour illustrer le premier de ces deux phénomènes, la reprise par les médias de ce morphème issu de la communauté scientifique entraînant par endroit une modification de son sens d'origine. Quant au phénomène de terminologisation, il est illustré par le terme *carbon neutral*, qui a été popularisé par les médias avant d'être adopté par les spécialistes du changement climatique. Cette appropriation du terme par les experts du domaine génère alors une variation de la terminologie du domaine, qui s'enrichit d'un mot nouveau. De plus, ce phénomène se caractérise par une variation sémantique du terme d'origine, qui voit son sens se « contracter » (ibid. : 246, Wierzbicka 1985) dans les discours experts : si les médias l'utilisent pour caractériser le comportement de différents types d'entités, tels que des individus, des entreprises ou des institutions, les experts tendent à le mobiliser uniquement pour caractériser des sources d'énergie et de carburant.

2.1.3. Variation diatopique

S'il est un phénomène global, le changement climatique n'est pas appréhendé de la même manière selon les localités, ce qui peut se traduire par une variation au niveau des termes mobilisés autour de cette thématique au sein d'une même langue. Dans la littérature, cette variation est cependant avant tout appréhendée à l'échelle du concept tel qu'il se matérialise en discours (dans les cotextes entourant les termes), à travers des travaux relevant principalement de l'analyse du discours et des sciences de la communication et étudiant la langue générale. Les unités concernées relèvent donc d'un degré de terminologie moindre.

Comparant les cooccurrents autour des unités *climate change* et *global warming* dans la presse chinoise, états-unienne et britannique, Song *et al.* (2022) ont par exemple montré que ces derniers apparaissent plus fréquemment avec « hoax » aux Etats-Unis que dans les deux autres pays, tandis que les cooccurrents « dangerous » et « catastrophic » sont beaucoup plus fréquents au Royaume-Uni, ce que les auteurs associent respectivement à l'influence de Donald Trump en tant que président et à une rhétorique davantage alarmiste dans les journaux britanniques. Aussi cette variation cotextuelle traduit-elle une certaine variation dans les connotations associées à ces unités et l'ajout de traits sémantiques inédits (« hoax » : [+ qui n'existe pas]) selon les localités. Bien que ce type de variation relève de la communication non spécialisée, son étude permet de mettre à jour certaines dynamiques socioculturelles et politiques qui peuvent régir la façon dont telle ou telle nation tend à répondre au changement climatique.

En comparant la façon dont la terminologie du domaine du CCA est utilisée entre des communautés présentant des types et des degrés de spécialisation différents ou associées à des localités distinctes, ces travaux mettent en avant l'existence d'une variation liée au caractère transdisciplinaire et globalisé du domaine. Que cette variation affecte le sens et les connotations associés à un terme, sa forme, ou plus largement le bagage de termes mobilisé pour appréhender le changement climatique, elle se présente comme un index des différentes interactions qui constituent le domaine.

2.2. *Perspective diachronique*

Au-delà de son caractère transdisciplinaire, le domaine du CCA se caractérise également par sa récence et par son évolution rapide. Nous avons en effet vu au chapitre 1

que si le changement climatique était à l'origine un objet d'étude en sciences fondamentales, une trentaine d'années avait suffi pour qu'il devienne une question de sécurité publique traitée par une multitude de communautés à l'échelle globale et appréhendée à travers un système de gouvernance complexe, qui lui est propre. Aussi, on peut imaginer que cette évolution du domaine se traduise par une variation de la terminologie en diachronie, hypothèse que plusieurs travaux en sciences du langage tendent à confirmer.

Une manifestation évidente de cette variation est l'émergence de néologismes, qui peuvent apparaître aussi bien dans des discours spécialisés que dans des discours profanes ou relevant de degrés de spécialisation moindres. S'intéressant à la thématique des énergies renouvelables, qui occupe une place importante dans le domaine du CCA, Yapomo et Lejeune (2022 : 236-237) identifient ainsi un certain nombre de néonymes correspondant à des innovations technologiques dans le domaine (ex. : *éolien offshore*, *parc éolien maritime*, *hydroélectricité durable*) ou aux conséquences de ces innovations (*syndrome éolien*).

À mi-chemin entre la lexicologie et la terminologie, Koteyko *et al.* (2010) montrent que la variation diachronique et la néologie peuvent également correspondre à une évolution des cadrages (« frames ») mobilisés pour appréhender le changement climatique. Les auteurs démontrent qu'entre 1999 et 2005, suite à la création du terme *carbon footprint* en 1998, de nombreux composés formés à partir du nom *carbon* (« *carbon-compounds* ») et invitant à participer à l'effort de mitigation du CCA à travers des changements de style de vie ou de comportement sont créés : *carbon diet*, *carbon guilt*, *carbon detox*, etc. À partir de 2005 apparaissent en revanche des composés dénotant une forme de scepticisme vis-à-vis des mesures de mitigation, tandis qu'après 2008, le modifieur *carbon* tend à être moins productif, reflétant l'évolution du débat climatique. De même, en analysant les termes créés pour désigner et caractériser d'un côté ceux qui soutiennent la thèse du changement climatique, et de l'autre ceux qui cherchent à la discréditer, Francoeur (2022 : 157-159) met en avant un lien entre l'évolution du débat climatique et la création néologique. Elle souligne notamment l'importance prise par ce type de néologismes à partir des années 2000, en identifiant pas moins de 313 néologismes différents pour désigner les différents acteurs de ce débat : climato-sceptiques, climato-alarmistes, réchauffistes, carbocentristes, hypocrites du climat, etc. Mobilisés avant tout pour décrédibiliser le camp adverse (ibid.), ces néologismes ne témoignent pas tant de l'évolution des connaissances dans le domaine du CCA que du caractère controversé et polémique de la question climatique à l'échelle sociétale. L'auteure parle ainsi de « néologie de conflits » pour désigner ces innovations lexicales.

Citons enfin des exemples de néologismes introduits non pas en réponse à une évolution des connaissances dans le domaine, mais pour rendre compte des conséquences psycho-émotionnelles du changement climatique ou pour introduire de nouvelles façons de le conceptualiser ou d'y répondre. Dans son ouvrage *Earth's Emotions* (2019), le philosophe et spécialiste de l'environnement Glenn Albrecht s'appuie par exemple sur la néologie pour introduire un nouveau paradigme, le « Symbiocène », présenté comme un moyen de sortir de la crise écologique. Celle-ci cause par ailleurs ce que l'auteur appelle de la « solastalgie », entre autres émotions négatives telles que la « topoaversion », ou la « météroranxiété ». S'inscrivant dans le domaine de l'écopsychologie, le philosophe utilise ainsi la néologie comme un moyen de conceptualiser une expérience causée par les changements environnementaux et écologiques, dont le changement climatique fait partie (Zollo 2022 : 206). Mentionnons également l'initiative des artistes du *Bureau of Linguistical Reality* (s.d.), qui entendent créer des outils linguistiques pour rendre compte des émotions suscitées par l'expérience du changement climatique « à l'échelle collective et personnelle » (notre trad.¹⁷), et ainsi pallier le fait que le collectif serait « à court de mots » (notre trad.¹⁸). Ces deux exemples témoignent par ailleurs d'un certain pouvoir performatif octroyé à la néologie, envisagée ici non seulement comme un moyen d'introduire de nouvelles formes de connaissances, mais également d'agir sur une situation de l'extra-linguistique. Justifiant la création du néologisme *solastalgia*, Albrecht explique ainsi avoir voulu, à travers celui-ci :

« (...) mettre en évidence le fondement émotionnel des relations humains-Terre. Ensuite, identifier la forme particulière de détresse à la racine de l'ébranlement de ces liens vitaux entre les gens et le lieu. Enfin, commencer à les restaurer grâce aux valeurs et aux émotions. » (2019 : 322)

Aussi le néologisme se présente-il comme une forme d'action écologique à part entière, étant doté d'un pouvoir de restauration à travers l'introduction de nouveaux outils de pensée pouvant instiguer et guider l'action en question.

2.3. Bilan et limites de la littérature

À travers cet état de l'art, nous avons vu que la variation pouvait aussi bien se manifester entre experts et profanes qu'entre spécialistes du domaine, ainsi qu'entre des discours de locuteurs associés à des localités différentes. Nous avons également relevé des formes de variation diachronique à travers la mise en avant de plusieurs néologismes, qui

¹⁷ « [A]t the personal and collective level. »

¹⁸ « [A] collective "loss of words". »

peuvent traduire une évolution des connaissances dans le domaine ou bien la volonté de faire évoluer les discours sur le CCA en y introduisant de nouveaux concepts. Ce dernier point nous a par ailleurs amenée à nous intéresser à des néologismes issus de discours présentant un niveau de spécialisation moindre, voire profanes. Néanmoins, les unités lexicales ainsi relevées ne sont pas pour autant totalement déconnectées des discours spécialisés : elles peuvent en être issues ou être destinées à s'y insérer (phénomènes de déterminologisation et de terminologisation respectivement) ou elles peuvent être composées à partir d'une unité ou d'un formant issus de ces mêmes discours (les « *carbon-compounds* » et le préfixe *eco-* illustrent ce cas de figure). De plus, elles peuvent être introduites comme un moyen de conceptualiser des conséquences du changement climatique (nos exemples portaient notamment sur ses conséquences psycho-émotionnelles) ou comme des outils conceptuels pour participer à l'effort de mitigation des émissions de CO₂ à différentes échelles (ex. : *carbon diet*), entreprise dès lors potentiellement comparable à l'innovation terminologique qui peut avoir cours au sein des communautés les plus spécialisées.

Par ailleurs, si nous avons pu identifier différentes manifestations de la variation dans le domaine du CCA, il convient de noter que la plupart des travaux sur la terminologie du changement climatique tendent à se concentrer sur un ou deux termes ou sur une famille de termes choisis *a priori*. Or, il est possible que de nombreux autres termes du domaine soient concernés par la variation et par le potentiel flou conceptuel entourant l'introduction de nouveaux variants, impactant ainsi potentiellement la communication, et dès lors l'action climatique. De plus, certaines formes de variation tendent à avoir été négligées par la recherche, si bien que les connaissances sur la façon dont ce phénomène affecte la terminologie restent incomplètes. Picton et Dury (2017) déplorent ainsi le manque de travaux sur la variation diastatique entre différentes communautés de spécialistes. Notre état de l'art montre que cette observation s'applique au domaine du changement climatique. Or, dans un domaine où la collaboration entre disciplines est primordiale et où l'expertise à destination des non-spécialistes est incarnée par une pluralité d'acteurs, on peut imaginer qu'une variation des termes et de leur sens aient des conséquences importantes, d'autant plus si les différentes communautés en interaction ne sont pas au fait des variants mobilisés par l'une ou l'autre d'entre-elles. Enfin, il semble que peu d'études se soient intéressées aux dénominations et aux néologismes mobilisés par les non-spécialistes pour appréhender le CCA. Or, le fait que le changement climatique puisse affecter tout un chacun invite à considérer les communautés profanes comme pouvant être également à l'origine d'outils conceptuels et techniques, développés pour influencer la façon de répondre à cette menace ou pour caractériser l'expérience qui en est faite, et donnant lieu à la création de nouvelles

unités lexicales. Les néologismes introduits par les artistes du Bureau of Linguistical Reality ou le succès du néologisme *solastalgia* illustrent ce besoin de dénominations nouvelles pour exprimer la dimension expérientielle du changement climatique, qui peut concerner toutes les communautés, peu importe leur niveau de spécialisation. Étudier ces dénominations dans le cadre d'une étude en terminologie implique par ailleurs d'interroger et peut-être de reformuler les définitions des notions d'*expertise* et de *terme*¹⁹. Dans la dernière partie de ce chapitre, nous justifions plus avant notre choix d'intégrer ce type d'unités à notre étude de la terminologie du changement climatique, en articulant cette terminologie « profane » à la finalité du domaine. Plus largement, nous y présentons les questions de recherche qui doivent nous guider pour explorer les zones grises de la littérature identifiées ci-dessus, et pour tirer le meilleur parti du caractère multidimensionnel de la variation.

3. ÉTUDIER LA VARIATION TERMINOLOGIQUE DANS LE DOMAINE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE : ENJEUX ET QUESTIONS DE RECHERCHE

L'objectif de cette partie est de proposer une caractérisation synthétique des enjeux liés à l'étude de la variation terminologique dans le domaine du CCA et de formuler les questions de recherches que nous souhaitons appréhender à travers cette étude. Nous nous appuyons pour ce faire sur notre approche théorique de la variation et sur notre état de l'art (chapitre 3, sections 1 et 2), sur notre caractérisation historique du domaine du CCA (chapitre 1), ainsi que sur les caractéristiques définitoires de ce dernier (chapitre 2), articulant ainsi les différents aspects de la variation linguistique aux aspects extra-linguistiques qui définissent, structurent et animent le domaine. L'enjeu de cette démonstration est la problématisation de notre sujet de thèse et l'inscription de ce dernier dans la finalité du domaine, à laquelle nous souhaitons participer. Nous avons défini cette finalité comme étant le fait de se prémunir des conséquences potentielles et effectives du changement climatique (Chap. 2, section 1.1.). À travers cette troisième sous-partie, nous déclinons cette finalité en trois grands objectifs – combler les lacunes dans les connaissances autour du CCA, diffuser les connaissances, et passer de la connaissance à l'action climatique –, que nous présentons comme constituant, par extension, des enjeux de l'étude de la variation dans le domaine. À cette fin, nous soulignons tout d'abord comment chacun de ces trois enjeux s'inscrit dans la finalité du domaine, puis définissons à chaque

¹⁹ Voir Delavigne *et al.* (2022 : 3-4), qui mettent en avant la pertinence de cette problématique dans le domaine médical.

fois les objectifs de recherche dont la poursuite doit nous permettre d'appréhender les enjeux en question du point de vue de la terminologie.

3.1. *Évolution dans les connaissances, lacunes et variation*

À travers cette première section, nous mettons en avant un premier enjeu qui marque le domaine du CCA, à savoir la réduction des lacunes dans les connaissances autour du changement climatique. Il s'agit notamment de démontrer que cet enjeu est au cœur de la finalité du domaine du CCA. À partir de cette première démonstration, nous montrons que les néologismes peuvent constituer des indices de la façon dont ces lacunes sont comblées dans le domaine, et concluons à l'intérêt de les étudier pour appréhender cet aspect de la finalité du domaine.

3.1.1. Le domaine du changement climatique : lacunes dans les connaissances et consensus

Dans le premier chapitre, nous avons montré qu'une large part de l'activité qui définit le domaine du CCA est consacrée à la recherche scientifique, qui vise à mieux comprendre le phénomène éponyme, sa vitesse d'évolution, ses conséquences effectives et potentielles, et les façons de s'en prémunir. La vocation scientifique du domaine est en fait illustrée par le GIEC, expert « officiel » du domaine, composé pour une large part de scientifiques et dont une des principales missions est de « combler les lacunes »²⁰ (Treut *et al.* 2007 : 118) dans la connaissance autour du changement climatique. En ce sens, un des objectifs définissant la finalité du domaine du CCA est celui d'accroître les connaissances afin de réduire les lacunes qui persistent autour du phénomène éponyme. Par ailleurs, le fait que le GIEC soit constitué de trois groupes de travail, travaillant chacun sur un aspect particulier de la question climatique (la dimension physique du CCA pour le premier, les impacts climatiques et l'adaptation pour le deuxième, et l'atténuation du CCA pour le troisième), indique que les lacunes en question et les connaissances nécessaires pour les combler sont de plusieurs types : il ne s'agit pas seulement de réduire l'incertitude autour des manifestations physiques du CCA, mais également d'évaluer la capacité des sociétés à s'y adapter et développer des stratégies d'adaptation et de mitigation.

En parallèle, il convient de considérer la possibilité d'une évolution de ce qui est considéré par les experts comme des connaissances pertinentes pour le domaine, évolution

²⁰ « The original 1988 mandate for the IPCC was extensive: (a) Identification of uncertainties and gaps in our present knowledge with regard to climate changes and its potential impacts, and preparation of a plan of action over the short-term in filling these gaps » (Treut *et al.* 2007 : 118).

dont l'implication d'autres disciplines et d'acteurs ne relevant à priori pas de la communauté scientifique serait la conséquence. Nous avons par exemple vu que de plus en plus de travaux tendent à présenter les savoirs écologiques traditionnels (SET) comme des formes de connaissances légitimes et présentant un intérêt pour le domaine (Chap. 2, section 2.3.). Dans un article où il explore la notion de lacunes (« gaps ») dans la connaissance sur le changement climatique, Hulme (2018) met en avant quatre formes différentes de connaissances : les sciences fondamentales et sociales, les savoirs locaux (ou autochtones), la connaissance tacite, et la connaissance de soi, cette dernière étant présentée comme l'objet des sciences humaines. Aussi, si l'étude du CCA fait partie intégrante de la finalité du domaine (la place centrale du GIEC dans le domaine et sa médiatisation en témoignent), la définition de ce qui est entendu par « connaissance » et dès lors de ce sur quoi la recherche doit porter semblent faire débat et évoluer en fonction de ce débat. Rendre compte de cette évolution et de ces potentielles divergences apparaît alors nécessaire pour bien comprendre l'enjeu de réduction des lacunes dans les connaissances en question et ainsi éclaircir les objectifs à accomplir en vue de cet enjeu.

3.1.2. Les néonymes : indices et facteurs de connaissances nouvelles dans le domaine

La néonymie peut être un moyen de combler les lacunes dans la connaissance d'un domaine, et son étude d'identifier des connaissances nouvelles dans ce dernier.

Dans leur sens le plus prototypique, les néonymes correspondent à l'introduction de nouveaux concepts pour désigner des référents nouveaux, et la manifestation linguistique de cette introduction par un acte de nomination. Ainsi, la création d'un néonyme apparaît comme un moyen de combler un vide dans le système conceptuel et linguistique d'un domaine, vide créé par l'introduction d'un nouveau référent. Dès lors, la néonymie tend à avoir une dimension performative, dans la mesure où elle implique de synthétiser les caractéristiques d'un ou plusieurs référents en une catégorie, dont le néonyme permet la création. La catégorie nouvelle se matérialise en effet par l'introduction d'une dénomination nouvelle pour la désigner ou par la mobilisation d'une dénomination déjà existante jugée adéquate. Cette fonction du néologisme, dite d'*hypostatisation* (Schmid 2008), participe en ce sens à un accroissement positif des connaissances dans le domaine, et ce d'autant plus que les concepts et dénominations ainsi introduits peuvent ensuite servir de socles intellectuels et linguistiques à l'introduction de nouvelles catégories. La présence de nombreux composés dérivés du terme *adaptation* dans les glossaires du GIEC illustrent ce phénomène : *incremental adaptation*, *adaptation limits*, *adaptation behaviour*,

transformational adaptation, adaptation capacity, adaptation pathway, adaptation governance, etc. (IPCC 2018 : 541-562). En parallèle, le néonyme matérialise verbalement cet accroissement, se faisant alors l'indice des connaissances nouvelles (Resche 2013), et par extension des lacunes que ces connaissances viennent combler : le néonyme *smog*, amalgame de « smoke » et « fog » qui désigne un brouillard de fumée, reflète par exemple à la fois la découverte d'un nouveau phénomène atmosphérique, et le besoin de décrire ce phénomène pour pouvoir y répondre, par exemple par une nouvelle législation. De même, le néonyme *parc éolien* traduit à la fois une innovation technologique dans le domaine de l'énergie, et la nécessité d'introduire de nouvelles formes d'énergie plus respectueuses de l'environnement. Aussi, la néonymie nous semble un phénomène particulièrement intéressant pour identifier les connaissances nouvelles dans le domaine du CCA et, par extension, pour rendre compte de la façon dont les acteurs qui s'y inscrivent actualisent l'objectif de réduction des lacunes dans ce dernier. De plus, parce que les néonymes ne désignent pas nécessairement que des connaissances scientifiques (en témoigne le terme *parc éolien*, qui correspond à une innovation technologique), leur étude permet de considérer l'apparition d'autres formes de savoirs, et ainsi d'avoir une vision potentiellement plus exhaustive de ce qui est considéré comme des connaissances pertinentes dans le domaine. Partant, une des questions de recherche qui va nous intéresser est la suivante : *l'apparition de termes nouveaux en diachronie témoigne-t-elle de l'apparition de connaissances nouvelles dans le domaine, et si oui, quel(s) type(s) de connaissances sont ainsi introduites ?*

Par ailleurs, la démonstration menée dans cette sous-section s'appuie sur une définition relativement stricte du néonyme, comme correspondant à l'introduction d'un nouveau concept (néologisme sémantique), doublée ou non d'une nouvelle dénomination (néologisme total). Or, nous avons présenté dans ce chapitre (section 1.1.3.) des néologismes moins prototypiques, qui correspondent à la réactualisation d'un référent ancien et se traduisent par le recours à un terme déjà existant (néologisme d'actualité) ou à un nouveau point de vue sur un référent déjà existant dans le domaine (néologisme conceptuel). Parce qu'ils ne désignent pas des connaissances nouvelles, il conviendra de s'interroger sur ce qui motive l'introduction de ces néonymes peu prototypiques s'il s'avérait que nous en identifions parmi nos données, et éventuellement d'adapter notre définition de la finalité du domaine en fonction des résultats de leur analyse : quels besoins ces unités viennent-elles combler ? Les référents qu'elles indexent participent-ils du travail de description du changement climatique ? Permettent-ils d'y répondre ? De plus, il convient de considérer la possibilité qu'il n'y ait finalement que peu de néonymes dans nos données, auquel cas nous devrions soit interroger plus avant la centralité de l'objectif de réduction des

lacunes dans la connaissance, soit l'idée que les lacunes en question sont comblées par des connaissances nouvelles.

3.2. Diffusion des connaissances, déni climatique et variation

Un deuxième objectif qui définit la finalité du domaine est la diffusion des connaissances sur le changement climatique, ses conséquences effectives et potentielles, et les différentes options qui pourraient permettre d'y répondre. Parce que les termes sont porteurs de connaissances spécialisées, nous montrons qu'ils sont au cœur de ce processus, et qu'étudier la façon dont ils varient d'un discours à l'autre et dans le temps peut permettre de rendre compte de la façon dont ils y participent et de suivre l'évolution de cette diffusion.

3.2.1. Impératif de diffusion des connaissances pour accroître la prise de conscience climatique et la collaboration transdisciplinaire

En raison de son caractère transdisciplinaire, la diffusion des connaissances constitue un objectif incontournable dans le domaine du CCA : son actualisation doit en effet permettre à différents acteurs de collaborer entre eux en vue de déployer des stratégies pour l'étude et l'atténuation du CCA et de ses conséquences, ainsi que pour pouvoir s'adapter à celles-ci. Cette collaboration s'illustre entre autres dans l'implication des preneurs de décision dans la rédaction des résumés que le GIEC leur destine (Chap. 2, section 2.3.), ou dans l'organisation même des COPs, qui réunissent experts et preneurs de décision, journalistes et militants, lesquels représentent différentes nations. Plus largement, la finalité du domaine tend à être conditionnée par une implication de toute la société, selon une logique d'« effort collectif » : les composés *carbon guilt* et *carbon diet*, mis en avant par Koteyko *et al.* (2010) (Chap. 3, section 3.2.1.2.), tendent ainsi à refléter une certaine pression à participer à cet effort, laquelle pèserait en l'occurrence sur l'ensemble des citoyens. Cette coopération sociétale s'illustre également dans le contexte de l'adaptation au CCA, où elle peut prendre la forme d'une collaboration entre les experts, qui évaluent les risques potentiels du changement climatique, les preneurs de décision, qui mettent en place des mesures d'adaptation pour se prémunir de ces risques, et les populations concernées par les mesures en question. Le développement du concept de *community-based adaptation* illustre l'importance accordée à ce type de collaboration : ayant émergé au début des années 2000, celui-ci désigne des mesures d'adaptation à destination des populations les plus pauvres et les plus à risque, lesquelles sont impliquées dans la planification et dans la mise en pratique des mesures en question (Forsyth 2013).

Cette collaboration est cependant en partie conditionnée par la diffusion des connaissances entre les acteurs qu'elle tend à mobiliser. En effet, la volonté pour des communautés non spécialisées de soutenir des mesures pour réduire les émissions de gaz à effet de serre ou de s'impliquer dans des programmes d'adaptation implique que les communautés en question aient un minimum connaissance de la réalité du changement climatique et des risques qui lui sont associés. Or, ce processus de diffusion peut être mis à mal par des discours sceptiques voire négationnistes (Chap. 1, section 1.1.2.2.), qui tendent à remettre en question le consensus scientifique sur la réalité du changement climatique et sur son origine anthropique. Par ailleurs, la diffusion des connaissances est également fonction de la définition même du concept de *connaissance* dans le domaine du changement climatique. Une acception de ce terme comme désignant exclusivement la connaissance scientifique positiviste pourrait en effet entraver la diffusion d'autres formes de connaissances, les savoirs écologiques traditionnels en étant un exemple (Chap. 2, section 2.3.). Enfin, la diffusion des connaissances peut être freinée par la variation des termes entre les différents acteurs impliqués dans ce travail de collaboration transdisciplinaire (Chap. 3, section 3.2.1.1.). Dès lors, l'étude de la variation terminologique entre différentes communautés de discours se présente comme un moyen d'identifier d'éventuels obstacles au processus de diffusion des connaissances.

3.2.2. Étudier la variation diastratique et diachronique pour rendre compte de la diffusion des connaissances

À travers cette section, nous montrons l'intérêt d'étudier la variation terminologique, en l'occurrence diastratique et diachronique, pour rendre compte de la diffusion des connaissances en tant qu'état résultant et ainsi potentiellement faciliter le processus éponyme.

L'étude de la variation terminologique a pour objet les termes qui, par définition, sont porteurs d'un certain nombre d'informations sur le domaine dont ils sont issus (Picton 2009 : 45-46). Cependant, en plus de leur dimension conceptuelle, les termes sont également des unités linguistiques amenées à circuler hors du domaine spécialisé, invitant dès lors à les considérer comme indexant non seulement les connaissances propres au domaine, mais également la diffusion de ces mêmes connaissances. Ainsi, suite à une requête du Centre National d'Etudes Spatiales (CNES) qui souhaitait savoir si les connaissances spatiales se diffusaient au grand public, Condamines et Picton (2014) se sont appuyées sur la variation diachronique et diastratique pour rendre compte de la diffusion des termes à des communautés non spécialisées, illustrant ainsi l'idée que les termes constituent « des pivots

entre langue et connaissance » (ibid. : 166). Néanmoins, la diffusion d'un terme n'implique pas nécessairement que le sens dont il est porteur se diffuse également, lequel peut par exemple se contracter ou s'étendre (Dury 2008), ou acquérir des connotations idéologiques. Pour pouvoir rendre compte de la diffusion des connaissances, il apparaît dès lors essentiel de coupler l'étude de la circulation des termes à une étude de la variation sémantique.

Par ailleurs, étant donné que la variation terminologique peut aussi bien se manifester lors du passage du terme d'un discours spécialisé à un discours non spécialisé, qu'entre des discours présentant un niveau de spécialisation comparable (Picton & Dury 2017) (Chap. 3, sections 1.1.2. et 2.2.1.), notre étude implique non seulement d'observer la diffusion des termes et de leur sens aux non-spécialistes, mais également de rendre compte d'une éventuelle variation au sein des discours spécialisés, dont ils sont issus. Ce dernier type d'analyse peut en effet être un moyen de voir si la variation sémantique ou dénominative observée dans les discours des non-spécialistes trouve son origine dans une instabilité terminologique au niveau des discours spécialisés. Dès lors, les questions de recherche qui doivent guider notre appréhension de l'enjeu de diffusion des connaissances à partir de l'étude de la variation sont *1/ les communautés considérées comme expertes dans le domaine du changement climatique mobilisent-elles les mêmes termes et leur donnent-elles le même sens ?, 2/ les termes des experts en question se diffusent-ils aux non-spécialistes ?, 3/ le cas échéant, comment ces derniers se les approprient-ils ? En modifient-ils le sens ?*

Les enjeux impliqués par cet aspect de l'étude de la variation sont au nombre de trois : il s'agit de rendre compte de l'état de la diffusion des connaissances, d'accroître la connaissance sur les termes au coeur de ce processus, et de mettre en avant d'éventuelles sources de « blocages » terminologiques pouvant impacter cette diffusion. En parallèle, les deux dernières des questions soulevées *supra* (Comment les non-spécialistes s'approprient les termes des experts ? En modifient-ils le sens ?) participe également) peut également participer à l'appréhension d'un troisième aspect de la finalité du domaine du CCA, à savoir le passage de la connaissance à l'action climatique, que nous présentons dans la prochaine section. En effet, dans certains types de discours, le choix de tel ou tel terme ou le sens donné en contexte au terme en question peut être motivé par et servir une idéologie particulière, influençant ainsi potentiellement la façon dont les locuteurs vont agir vis-à-vis du référent. Par exemple, le fait de qualifier le changement climatique de « canular » (« hoax », cf. section 2.1.3. *supra*) peut inhiber l'action climatique dans la mesure où celle-ci apparaîtrait alors comme inutile et injustifiée. Dans la prochaine section, nous introduisons l'idée selon laquelle la néologie peut également constituer une stratégie discursive pour influencer l'action climatique, concept que nous définissons.

3.3. *De la connaissance à l'action, en passant par la néologie*

Nous avons identifié l'étude du CCA, et dès lors le fait d'accroître les connaissances autour de ce phénomène, comme constituant un aspect central de la finalité du domaine, notamment poursuivi par le GIEC. À travers cette sous-partie, nous présentons cependant l'enjeu ultime du domaine comme étant l'action climatique, laquelle peut désigner aussi bien des mesures d'atténuation du changement climatique que des initiatives d'adaptation. Nous montrons que l'actualisation de cet enjeu implique de dépasser les connaissances indexées par les termes pour s'intéresser aux discours, espace où se déploient des stratégies de communication visant à instiguer le passage de la connaissance à l'action. Nous nous intéressons plus particulièrement aux néologismes, qui, nous en faisons l'hypothèse, constituent l'une de ces stratégies.

3.3.1. Le domaine du changement climatique : passer de la connaissance à l'action climatique

Mobilisant aussi bien des chercheurs que des instances de gouvernance et des ONG, le domaine du changement climatique n'a pas pour seule finalité l'étude du phénomène éponyme : il implique le déploiement de mesures visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à s'adapter aux conséquences effectives et potentielles du changement climatique. Cet aspect de la finalité du domaine nécessite ainsi de dépasser le niveau de la connaissance pour s'engager dans l'action climatique. Le protocole de Kyoto, la Convention Cadre des Nations Unis sur les Changements Climatiques, les différentes COP, et plus largement le système climatique onusien constituent autant de manifestations de cet impératif d'action (Chap. 1, section 1.1.2.1.), laquelle tend jusqu'à présent à être considérée comme insuffisante pour rester en dessous du seuil préconisé de 1.5°C d'augmentation des températures (IPCC 2023). Pour Hulme (2009), ce passage de la connaissance à l'action est rendu difficile par l'existence de désaccords quant aux formes que doit prendre l'action en question : faut-il miser sur les nouvelles technologies pour réduire et absorber les émissions de gaz à effets de serre ? Faut-il mettre en place une taxe carbone ? Le cas échéant, à qui doit-elle s'adresser ?, etc. Afin de pouvoir étudier l'enjeu qu'est l'action climatique, il convient cependant de partir d'une définition opérante de ce concept, ce qui implique de dépasser l'instabilité de son référent. Nous définirons ainsi l'action climatique comme le fait de causer ou de constituer un changement dans le réel pour passer d'un état T0 où le changement climatique est un danger, à un état T1 où le danger en question a été amoindri ou éliminé. L'emploi du nom « réel », dont le référent est tout à fait général, permet

d'éviter tout parti pris quant au type d'action en question : celle-ci peut se traduire par le développement de nouveaux outils techniques, technologiques et/ ou de gouvernance, par une modification des comportements individuels et collectifs, par un changement de système productif, etc. Aussi les objectifs devant permettre l'actualisation de cet aspect de la finalité du domaine sont-ils triples : il s'agit de rendre compte des différents types d'actions possibles et revendiqués pour permettre ce passage de T0 à T1, de comprendre le contexte émetteur et destinataire de l'action climatique en question, et d'identifier les mécanismes pouvant permettre ou faire obstacle à l'actualisation de l'action ainsi étudiée en fonction de ce contexte. L'implication des sciences humaines dans le domaine du changement climatique tend en fait à être justifiée par ces trois objectifs. À travers cette thèse, nous souhaitons mettre en avant différents canaux par lesquels l'anglais de spécialité, en l'occurrence dans son volet terminologique, peut également participer à cette entreprise. En nous intéressant à la diffusion des connaissances, notre deuxième sous-section vise par exemple à mettre en avant certains potentiels obstacles à ce passage de la connaissance à l'action climatique, obstacles qui correspondraient à un échec dans la diffusion des termes et des connaissances associées. Une étude de l'évolution des connaissances à partir des néonymes peut quant à elle permettre d'identifier des stratégies d'action nouvelles en tenant compte du contexte émetteur, à savoir les communautés spécialisées. Dans cette troisième et dernière section, nous montrons que l'actualisation de l'action climatique implique de dépasser la connaissance indexée par les termes pour s'intéresser au discours, espace où se déploient des stratégies de communication visant à débattre des différentes actions possibles et à instiguer le passage de la connaissance à l'action. Nous prenons pour ce faire l'exemple des néologismes, qui, nous en faisons l'hypothèse, peuvent être la pierre angulaire de stratégies de communication au service de l'action climatique.

3.3.2. Le néologisme comme stratégie pour influencer sur le réel

À travers notre état de l'art sur les manifestations de la variation diachronique dans le domaine du CCA (Chap. 3, section 3.2.1.), nous avons vu que la question climatique semblait susciter la création de néologismes, par exemple pour décrédibiliser certains acteurs du débat climatique ou pour rendre compte de la dimension expérientielle du changement climatique. De plus, l'exemple de *solastalgia*, devenu un véritable objet d'étude en (éco)psychologie, a montré qu'ils pouvaient également introduire une forme de changement dans l'extra-linguistique, en donnant une existence conceptuelle à un référent nouveau, permettant ainsi à celui-ci de devenir un objet d'étude et de discours. C'est tout du moins ainsi qu'ils sont présentés par leurs auteurs. En s'appuyant sur l'hypothèse Sapir-

Whorf, les créatrices du Bureau of Linguistical Reality présentent en effet leur projet comme un moyen d'instituer un « shift culturel » (notre trad. : « a cultural shift ») à partir des néologismes. Ces néologismes ont dès lors une dimension militante (au sens où ils sont au service d'une cause), vocation qui s'illustre également en français à travers les néologismes *réchauffistes* ou encore *carbocentriste* qui, en discréditant certains acteurs du débat climatique à travers des connotations dépréciatives (section 2.2., Francoeur 2022), tendent à influencer sur la façon dont les réponses proposées par les acteurs en question sont perçues par l'opinion publique et dès lors sur la propension des citoyens à soutenir ou non l'actualisation de ces réponses. Aussi ces néologismes apparaissent aussi bien comme des formes de changement dans la langue que comme la pierre angulaire de stratégies pour influencer le destinataire, voire pour instiguer du changement dans l'extra-linguistique. En ce sens, ils semblent pouvoir être des outils par rapport à l'aspect de la finalité du domaine qui nous intéresse ici, à savoir le passage de la connaissance à l'action climatique. C'est tout du moins la question de recherche qui motive cette dimension de notre étude, que nous formulons comme suit : les néologismes introduits et mobilisés en réponse au changement climatique peuvent-ils constituer des stratégies pour influencer voire instiguer l'action climatique ?

Exception faite de *solastalgia*, les néologismes en question ne sont pas issus de discours spécialisés, et relèvent dès lors avant tout du lexique, justifiant ainsi le recours provisoire au concept de *néologisme* plutôt qu'à celui de *néonyme* ici. Si ce constat justifie plus avant notre définition scalaire du domaine, qui mobiliserait, de manière plus ou moins directe, des communautés non spécialisées pour sa finalité, il conviendra de s'interroger sur le degré de termicité des néologismes en question, et notamment sur la propension des experts à y avoir recours. Autrement dit, nous souhaitons non seulement rendre compte du potentiel des néologismes à constituer des stratégies communicationnelles pour l'action, mais également du type d'acteur y ayant recours. Précisons par ailleurs qu'il ne s'agit pas de mesurer l'effet des néologismes sur l'extra-linguistique (cela ne relève pas de notre champ d'expertise), mais de rendre compte de leur(s) fonction(s) en discours et selon le niveau de spécialisation du discours en question (ont-ils pour fonction de persuader le destinataire à agir ?). Nous décrivons la méthodologie devant permettre une telle étude dans la troisième partie de cette thèse.

4. SYNTHÈSE CHAPITRE 3 : POUR UNE ÉTUDE DE LA VARIATION ADAPTÉE AU DOMAINE DU CCA ET QUI S'INSCRIT DANS SA FINALITÉ

L'objectif de ce chapitre était de démontrer l'intérêt d'étudier la variation terminologique dans le domaine du changement climatique.

Nous nous sommes pour ce faire appuyée sur un double constat : la terminologie peut désormais difficilement être abordée sans tenir compte du potentiel des termes à varier dans le temps et selon les discours, et celle relevant du changement climatique en est l'illustration. Afin d'appuyer ce dernier point, nous avons mené un état de l'art en sciences du langage et de la communication appliquées à ce domaine, ce qui nous a permis de rendre compte de différents phénomènes de variation ayant été identifiés autour de la terminologie du CCA : la variation dénominative et conceptuelle entre experts du domaine et entre communautés présentant différents niveaux de spécialisation en constituent des exemples. Notre approche de la variation implique par ailleurs de tenir compte de son origine, telle que représentée par le néologisme, qui constitue une instance de variation diachronique et qui est source de variation diastratique. Dans le domaine du changement climatique, celui-ci nous est apparu comme pouvant désigner des nouvelles technologies, introduire de nouveaux cadrages pour appréhender ce phénomène, voire comme l'incarnation d'une certaine forme d'action sur la langue, suggérant, au travers de cette propriété, la possibilité d'agir sur le réel.

Aussi avons-nous conclu, à partir de l'observation de différentes propriétés de la variation terminologique et de leurs manifestations dans le domaine du changement climatique, que l'étude de la variation pouvait être un moyen d'appréhender les objectifs qui définissent la finalité du domaine du CCA. Par *appréhender*, nous entendons ici non seulement rendre compte de la façon dont les acteurs du domaine tendent à les réaliser, mais également identifier d'éventuels obstacles à ou stratégies en faveur de leur actualisation. À cette fin, il est d'abord nécessaire de définir les objectifs en question, et d'explicitier la façon dont l'étude de la variation peut être articulée à la poursuite de ces derniers, ce que nous avons tenté de faire dans la troisième section de ce chapitre. Nous sommes pour ce faire partie de la finalité du domaine définie dans le chapitre 2, ainsi que des spécificités du domaine mises en avant dans les chapitres 1 et 3, et avons identifié trois grands objectifs animant le domaine du CCA : la réduction des lacunes dans les connaissances, la diffusion des connaissances, et le passage de la connaissance à l'action climatique. Nous avons ensuite articulé chacun de ces objectifs à différentes dimensions de la variation, ici considérée comme englobant la néologie, qui constitue une forme de variation diachronique : la variation comme indice pour suivre l'évolution des connaissances, la variation comme indice pour rendre compte de la diffusion des connaissances, la variation

comme potentiel obstacle à ou adjuvant pour cette diffusion, la variation comme moyen d'insuffler du changement dans la langue, parfois même dans l'extra-linguistique. Aussi ce troisième chapitre eut-il pour mission de formuler et d'obtenir des premiers éléments de réponse théoriques et factuels à notre problématique générale : **comment se manifeste la variation diachronique et diastratique des termes dans le domaine du CCA et quelles sont ses implications vis-à-vis de la finalité du domaine ?** Par *implications*, nous entendons donc les conséquences potentielles non seulement de la variation en tant que telle pour les locuteurs, mais également des informations que son étude permet de révéler (ex. : différences de point de vue, connaissances nouvelles, représentations, etc.) sur la capacité des acteurs du domaine à actualiser la finalité qui définit ce dernier.

Il nous a également permis de préciser cette problématique en la déclinant en quatre questions de recherche qui s'adressent chacune à au moins un aspect de la finalité du domaine et peuvent être appréhendées en étudiant la variation selon différents angles :

- *l'apparition de termes nouveaux en diachronie témoigne-t-elle de connaissances nouvelles dans le domaine, et si oui, quel(s) type(s) de connaissances sont ainsi introduits ?* (**type de variation** : diachronique, **cause** : néologie, **objectif du domaine appréhendé** : combler les lacunes dans les connaissances)

- *les experts du domaine mobilisent-ils les mêmes termes et leur donnent-ils le même sens ?* (**type de variation** : diastratique, **cause** : variation sémantique et dénominative, **objectif du domaine appréhendé** : diffusion des connaissances)

- *les termes des experts se diffusent-ils aux non-spécialistes et si oui, comment ces derniers se les approprient-ils ?* (**type de variation** : diachronique et diastratique, **cause** : variation sémantique et dénominative, **objectifs du domaine appréhendés** : diffusion des connaissances, passage de la connaissance à l'action climatique)

- *les néologismes introduits et mobilisés en réponse au changement climatique peuvent-ils constituer des stratégies pour influencer voire instiguer l'action climatique ?* (**type de variation** : diachronique et diastratique, **cause** : néologie, **objectif du domaine appréhendé** : passage de la connaissance à l'action climatique)

Ainsi, le travail d'état de l'art et de synthèse effectué à travers ce troisième chapitre nous amène à adopter une approche résolument pragmatique de la terminologie en tant que discipline, envisagée comme pouvant se mettre *au service* du domaine spécialisé en définissant son objet d'étude en fonction de la finalité de ce dernier. Cette approche implique

dans notre cas de s'appuyer sur la propension des termes à varier dans le temps et selon les communautés et sur le fait que cette variation tend à être motivée. Une conséquence de cette perspective à la fois variationniste et pragmatique est que la notion de terme est amenée à être interrogée, voire dépassée, au profit d'une acception qui rende compte non seulement des variants non spécialisés des termes en question, mais également de toute unité lexicale produite *en réponse* au changement climatique et afin de participer de la finalité du domaine éponyme. Afin de rendre compte de ce mouvement des termes du spécialisé vers le non spécialisé et d'acter de manière symbolique ce dépassement du concept de *terme*, nous proposons d'entamer nos analyses à l'échelle des communautés spécialisées, avant de rendre compte, dans une troisième et dernière grande partie, de la variation au niveau de la sphère médiatique.

Deuxième Partie

Formes, motivations et implications de la variation terminologique et de la néologie au niveau de l'expertise climatique

À travers cette partie, nous nous intéressons à la variation terminologique telle qu'elle se manifeste dans les discours d'expertise climatique, que ce soit en diachronie ou entre différentes communautés expertes. Cette perspective est motivée par un double postulat. D'une part, en tant que spécialistes, les experts sont par définition les acteurs qui donnent sens à cette terminologie, et c'est au sein de leurs discours que celle-ci prend sa forme la plus essentielle. D'autre part, la mission d'expertise fait de ces acteurs des instances pivots entre spécialisé et non spécialisé, si bien qu'étudier leurs discours constitue un moyen d'appréhender l'objectif de diffusion des connaissances qui marque le domaine et l'enjeu de conscientisation et d'action climatique impliqué par cet objectif. Aussi proposons-nous de partir des discours de cette instance pour extraire ce que serait une terminologie de référence sur le changement climatique et identifier les néonymes qui participent au renouvellement de cette dernière et du domaine éponyme (Chap. 5). Après cette étape, nous montrons en quoi cette terminologie tend à différer selon les communautés définies comme relevant de l'expertise climatique en question (Chap. 6). En parallèle, nous nous appuyons sur les caractéristiques de la variation observée pour affiner notre définition du changement climatique en tant qu'objet d'étude et de discours, et nous interrogeons les implications de ces observations vis-à-vis des objectifs du domaine identifiés dans la partie précédente (Chap. 3). Ce travail est néanmoins conditionné par la possibilité d'établir des parallèles entre la variation terminologique et l'extra-linguistique, ce qui nous amène, dans un premier chapitre, à mettre en avant différents courants théoriques et outils méthodologiques permettant ces parallèles et à montrer en quoi ceux-ci peuvent nous permettre d'inscrire notre étude dans la finalité du domaine.

CHAPITRE 4 – ÉLÉMENTS THÉORIQUES ET MÉTHODOLOGIQUES POUR UNE ÉTUDE DE LA TERMINOLOGIE EXPERTE

L'objectif de ce chapitre est de poser les bases théoriques et méthodologiques sur lesquelles nous appuyer pour étudier les phénomènes de néonymie et de variation terminologique au niveau de l'expertise climatique et pour rendre compte de leurs implications vis-à-vis de la finalité du domaine. Nous y présentons tout d'abord quatre courants théoriques et méthodologiques qui accordent une place centrale à la variation terminologique et mettons en exergue les aspects de ces courants qui sont les plus pertinents par rapport aux objectifs de recherche spécifiques à cette partie, que nous présentons en parallèle. Une fois le cadre théorique précisé, nous décrivons les outils mobilisés pour extraire les termes, révéler les phénomènes de variation et de néologie, et les interpréter au regard des enjeux qui définissent le travail d'expertise climatique. Nous présentons également le corpus visant à représenter cette expertise et nous permettre d'appréhender la variation à l'échelle de ses discours.

1. POUR UNE APPROCHE VARIATIONNISTE DE LA TERMINOLOGIE EXPERTE : CADRE THÉORIQUE

Dans cette première section, nous présentons les différents courants théoriques et méthodologiques sur lesquels nous souhaitons nous appuyer pour notre étude. Au terme de cette présentation, nous synthétisons les aspects de ces différents courants qui nous semblent les plus pertinents en trois grands principes, qui définissent alors notre cadre théorique.

1.1. Approches théoriques pertinentes pour notre étude

À la fin des années 1980, se sont développés plusieurs courants théoriques qui ont mis en avant le caractère incontournable de la variation en terminologie. Nous présentons ci-dessous ceux de ces courants variationnistes dont les principes nous semblent devoir constituer des paramètres importants pour pouvoir mener à bien notre étude. Notre caractérisation de la néologie comme relevant de la variation (diachronique en l'occurrence, cf. Chap. 3, section 1.1.3.) nous conduit à également intégrer à cette section une réflexion

autour de la néologie terminologique, en nous appuyant notamment sur les principes théoriques synthétisés et développés par Humbley (2018).

1.1.1. Socioterminologie

Issue de la sociolinguistique, la socioterminologie s'est développée dans les années 1980, à partir notamment des travaux de Guespin (1985), Gambier (1987) et Gaudin (1993)²¹ et en réponse aux limites de la Théorie générale de la terminologie (TGT) de Wüster, jugée idéaliste et déconnectée de l'usage réel qui est fait des termes (voir Chap. 3, section 1.1.1.). Ce courant terminologique est alors l'un des premiers à véritablement mettre en avant la propension des termes à varier dans le temps et selon les communautés de locuteurs, et à intégrer ce phénomène à son objet d'étude. Il se distingue également de la TGT en accordant une place prépondérante aux discours écrits et oraux, décrits comme l'environnement naturel des termes mais également comme un espace de négociation du sens et de la forme de ces derniers (Delavigne & Gaudin 2022 : 179-181). Partant, cette double considération fait du discours l'entité privilégiée à partir de laquelle étudier les termes et fait de la variation un phénomène nécessaire à partir du moment où les termes sont effectivement observés dans leur environnement discursif.

Par ailleurs, un des objectifs de ce courant est de permettre la circulation des connaissances à partir des termes (Delavigne 2017 : 33), ce qui se traduit par un intérêt particulier porté aux situations où cette circulation peut être entravée, comme l'illustre cette citation de Delavigne (ibid.) : « Socioterminology is engaged in areas where standard usage is disrupted, where meaning has to be crafted in order to re-establish mutual understanding ». L'étude de ce type de situations se traduit notamment par la prise en compte de discours relevant de niveaux de spécialisation moindre, tels que les discours de vulgarisation ou profanes (Ballarin 2009 : 13), où les termes tendent à voir leur sens et/ ou leur forme négociée(s) : leur analyse, comparée à celle des discours experts, permet alors de mieux comprendre ce qui motive la variation entre les différentes communautés de locuteurs concernées et d'identifier d'éventuels obstacles à la compréhension mutuelle, que les socioterminologues visent à rétablir.

Cette vocation correspond en fait au concept de *glottonomie*, introduit par Guespin en 1985, et qu'il définit comme une approche qui « propose, à la suite de l'analyse d'une situation langagière particulière, les modalités d'une intervention sur les pratiques langagières propres à cette situation » (1985 : 26). Aussi la glottonomie implique-t-elle d'aller

²¹ Nous invitons nos lecteurs à consulter l'article « Founding Principles of Socioterminology » (Delavigne & Gaudin 2022 : 177-179) et la thèse de Ballarin (2009) pour un historique plus détaillé des auteurs et travaux ayant participé à la constitution et à la promotion de ce courant théorique.

au-delà de la description du fonctionnement linguistique et contextuel des termes et des phénomènes de variation pour fournir des indications devant permettre l'amélioration d'une situation donnée. Dès lors particulièrement mobilisé dans le cadre d'initiatives d'aménagement linguistique, ce concept peut également s'appliquer à l'analyse et à l'amélioration de la communication entre spécialistes et communautés profanes : cette application est notamment illustrée par les travaux de Delavigne sur la terminologie du nucléaire (2002, Delavigne & Guespin 1992), dans lesquels la chercheuse propose des « pistes pour une information réussie » (Delavigne 2002 : 11), formulées suite à une étude de la terminologie en question dans des corpus spécialisés et profanes.

Parce qu'elle a vocation à engendrer des solutions, l'approche glottonomique constitue une source d'inspiration importante pour actualiser la vocation pragmatique de notre étude : elle fournit un fondement théorique sur lequel nous appuyer pour pouvoir formuler des suggestions langagières au service de la finalité du domaine, à condition que celles-ci soient motivées par une description relativement exhaustive de la situation langagière concernée. En socioterminologie, ce type d'approche peut impliquer de mener des entretiens auprès des différentes communautés de locuteurs concernées, de mobiliser des outils relevant de l'analyse du discours ou de la linguistique de corpus, d'analyser les documents éditoriaux portant sur la terminologie du domaine à l'étude ou encore de décrire en contexte les formes de variation qu'elles visent à appréhender (Delavigne & Gaudin 2022 : 188-191, Ballarin 2009).

1.1.2. Théorie communicative de la terminologie (TCT)

Introduite par Cabré au début des années 2000, la Théorie communicative de la terminologie (TCT) a pour objectif de réconcilier les différents courants théoriques développés jusqu'alors, parmi lesquels figurent donc la TGT de Wüster et la socioterminologie. Pour ce faire, elle s'appuie sur une conception du terme comme d'un polyèdre, pouvant être appréhendé selon trois points de vue, lesquels avaient été mis en avant par Sager (1990) pour décrire la terminologie au sens large : une perspective cognitive, selon laquelle les termes indexent des connaissances, une perspective linguistique, permettant notamment la mobilisation d'outils relevant de la linguistique pour leur analyse, et une perspective sociale, qui considère les termes comme des outils au service des stratégies de communication des locuteurs. Mobilisées conjointement, ces différentes perspectives permettent une exploration relativement exhaustive d'un domaine spécialisé donné, à condition de partir des termes observés en discours pour l'analyse et de tenir compte des phénomènes de variation pouvant les affecter. C'est notamment cette approche qu'a choisi Resche (2013) pour son étude du domaine économique, s'appuyant

sur l'observation des néologismes, des métaphores ou encore des termes imprécis (« indeterminate terms ») pour documenter les impacts de la popularisation de la science sur l'opinion publique, les changements de paradigme, les évolutions dans les préoccupations de l'opinion vis-à-vis du domaine étudié, ou encore la façon dont spécialistes et non-spécialistes utilisent les termes pour véhiculer différents messages. Partant, son approche témoigne de la richesse d'informations auxquelles les termes donnent accès et de la possibilité de partir de ces derniers pour explorer les dynamiques qui animent et structurent les domaines spécialisés :

« Terms were thus the starting point of all the paths investigated here in the context of economics and can be used in the same way by any observer in the process of discovering a new specialised domain. » (2013 : 37)

Pour notre étude, nous souhaitons nous appuyer sur cette possibilité pour mieux comprendre le domaine du changement climatique et les enjeux qui le définissent.

Illustrant un autre aspect de la TCT, Fernández-Silva (2022 : 435-455) adopte une perspective cognitive sur les termes et démontre que cette dimension est également affectée par différentes formes de variation, en raison notamment de la possibilité qu'ont les locuteurs de représenter la connaissance de multiples manières et de la propension des représentations en question à évoluer dans le temps (ibid. : 437). Elle combine également cette perspective à la dimension communicative des termes pour rendre compte des fonctions de cette variation en discours. L'activation de ces deux dimensions du terme lui permet alors de démontrer que la variation peut être au service des locuteurs, qui utilisent différents variants en fonction des aspects du concept qu'ils souhaitent mettre en avant, ou pour souligner les relations conceptuelles entre différents termes, facilitant le transfert des connaissances spécialisées (ibid. : 443, 449-455). Aussi son approche permet-elle de rendre compte d'un facteur de variation qui n'est pas véritablement étudié par la socioterminologie (Fernández-Silva 2022 : 437, Freixa 2002 : 174), à savoir le facteur cognitif, qui peut avoir des implications directes pour les locuteurs dans la mesure où la variation ainsi motivée est au service de la diffusion des connaissances.

1.1.3. Théorie(s) de la néologie terminologique

Notion complexe, la néologie terminologique désigne à la fois un phénomène linguistique et la discipline étudiant ce phénomène, laquelle se caractérise par différentes approches théoriques et méthodologiques. Dans son ouvrage *La Néologie terminologique*,

Humbley (2018) analyse et synthétise une grande partie, si ce n'est l'ensemble, de ces approches, synthèse qui l'amène à formuler trois grands modèles pour l'étude des néologismes terminologiques : le modèle incrémental, qui étudie les caractéristiques morpho-sémantiques des néologismes, le modèle discursif, qui s'intéresse à l'axe syntagmatique afin de voir si le néologisme résulte d'un processus de transformation en discours, et le modèle cognitif (ou « métasémique », p. 117), qui rend compte de la démarche intellectuelle du locuteur lorsqu'il crée le néologisme. Notons que ce triple modèle fait écho aux trois dimensions de la TCT de Cabré, parallèle qui s'illustre également dans sa propension à souligner à la fois la richesse d'informations indexées par les néologismes et les multiples fonctions qu'ils peuvent remplir pour les utilisateurs de la langue.

Ainsi, en tant que termes, les néologismes terminologiques constituent également une « porte d'accès » (Resche 2013 : 17) au domaine spécialisé, laquelle se manifeste pour ces derniers dans le fait qu'ils illustrent les besoins conceptuels des locuteurs s'inscrivant dans le domaine en question et reflètent les découvertes scientifiques et techniques générant ces besoins (Humbley 2018 : 30). De plus, à travers sa théorie de l'interface (ibid. : 204, 2006 : 96), Humbley souligne que l'étude des néologismes permet également de mettre en avant l'influence d'autres domaines sur le domaine à l'étude et dès lors de distinguer ce qui, dans ce dernier, correspond à de la nouveauté et ce qui est déjà connu. Selon cette théorie, la néologie serait une « interface entre l'ancien et le nouveau » (2006 : 96), dans le sens où le référent que le néologisme permet de désigner est conceptualisé en rapport avec ce qui existe, et que le néologisme ainsi formé porte cette trace dans son référent. Les différents néologismes créés pour rendre compte de l'invention de l'enregistrement sonore (ex. : *tympan*, *membrane*, *pavillon*) illustrent cette interface avec ce qui existe et est connu, dans la mesure où ils traduisent l'analogie qui est faite par l'inventeur avec le fonctionnement de l'oreille interne (Humbley 2012 : 120). Aussi, l'étude des néologismes permet à elle seule de mettre en avant un certain nombre d'informations sur le domaine spécialisé dont ils relèvent, notamment sur ses origines, son évolution, les besoins conceptuels et linguistiques des locuteurs s'y inscrivant, et sur son rapport avec d'autres domaines ou thématiques.

En parallèle, ce triple modèle permet d'appréhender les fonctions de la néologie pour les locuteurs, notamment à travers le modèle discursif, qui permet d'étudier le rôle des néologismes en discours : cette possibilité pourra nous être utile pour aborder la seconde partie de notre question de recherche, qui porte sur les implications de la variation. S'appuyant sur les travaux de Halliday autour de la métaphore grammaticale (1998, 1985), Humbley démontre par exemple que la création terminologique peut résulter de la composition d'idées plus ou moins présentes dans le contexte textuel du néologisme en question, que ce dernier permet ainsi de synthétiser en un concept nouveau et plus

facilement manipulable et réutilisable (2018 : 161-169). S'intéressant à la rédaction scientifique, Pecman (2012) montre quant à elle que les néologismes peuvent avoir une fonction rhétorique, permettant aux rédacteurs scientifiques de mettre en avant certains aspects novateurs dans leur travail.

Par ailleurs, ces différents éléments théoriques autour de la néologie terminologique permettent de penser la distinction entre ce phénomène et son pendant lexical, en montrant notamment que cette distinction ne réside pas seulement dans le fait que seuls les néonymes tendent à indexer des connaissances spécialisées. L'approche incrémentale permet par exemple de mettre en avant la propension de ces derniers à être principalement formés par composition (Humbley 2018 : 132-133), tandis que la théorie de l'interface, qui s'appuie en partie sur ce constat, implique que les néonymes tendent à être construits de manière consciente, à partir de termes déjà connus, et qu'ils relèvent dès lors d'un niveau de nouveauté relativement faible par rapport aux néologismes lexicaux (ibid. : 204, 2006 : 94-96). L'auteur souligne par ailleurs que la différence entre néologie terminologique et lexicale n'est pas absolue et qu'ils s'inscrivent plutôt sur un continuum impliquant différents degrés de *termicité*, invitant ainsi à considérer les caractéristiques énoncées précédemment comme autant d'éléments pouvant nous aider à déterminer ce degré de termicité lors de nos analyses.

1.1.4. Terminologie textuelle

La terminologie textuelle a émergé à la même période que la socioterminologie, à partir d'un rapprochement entre la linguistique de corpus, le traitement automatique des langues, et l'ingénierie des connaissances (Condamines & Picton 2022 : 222). Ses principes fondamentaux sont le fait de partir des termes ancrés dans des textes authentiques pour ses analyses, de sélectionner les textes en question en fonction des objectifs de recherche (Bourigault & Slodzian 1999) et de s'appuyer sur la constitution rigoureuse de corpus et de sous-corpus et sur l'identification d'indices linguistiques (Picton 2009) pour rendre compte de l'évolution des termes et des concepts dans le temps et de leur variation selon les communautés. En fonction des paramètres définissant les sous-corpus constitués pour une étude donnée, le terminologue relevant de ce courant théorique peut alors s'appuyer sur l'observation de ces indices linguistiques pour documenter des phénomènes extralinguistiques tels que l'évolution des connaissances au sein d'un domaine spécialisé, l'évolution des points de vue sur un concept particulier (ibid.), la diffusion des connaissances des spécialistes vers les non-spécialistes (Condamines & Picton 2014, Humbert-Droz *et al.* 2019), ou pour caractériser les différents types d'expertise au sein d'un même domaine

(Picton & Dury 2017) : le terme est alors envisagé comme une clé d'entrée dans le texte spécialisé (Condamines 2018).

Parce que notre étude a en partie vocation à mieux comprendre ce qui définit le changement climatique en tant qu'objet d'étude et de discours, cette possibilité théorique et méthodologique d'effectuer des parallèles entre phénomènes langagiers et contexte extralinguistique nous semble être un aspect important de la terminologie textuelle, motivant notre recours à ce courant pour la présente thèse. De plus, l'application du postulat selon lequel les textes constituent l'environnement naturel des termes et informent leur fonctionnement (Pecman & Klüber 2022 : 265, 280-281 ; Condamines & Picton 2022 : 222) a amené les chercheurs relevant de la terminologie textuelle à avoir recours à divers outils pour extraire et analyser les termes à partir des textes en question, participant ainsi à la formalisation d'un cadre méthodologique rigoureux. Relativement développé, celui-ci peut permettre d'étudier différentes formes de variation, telles que la variation diastratique entre spécialistes d'un même domaine (Picton & Dury 2017), la variation diachronique (Dury 2022, Picton 2018, 2009) ou encore la déterminologisation, qui combine variation diachronique et variation diastratique entre spécialistes et communautés profanes (Humbert-Droz 2021, Picton *et al.* 2021), ainsi que de rendre compte de phénomènes tels que l'obsolescence et la néologie terminologique (Picton 2009). En ce sens, la terminologie textuelle constitue un courant théorique et méthodologique tout à fait adapté à notre étude, puisque nous nous intéressons tout particulièrement à ces différents phénomènes.

1.2. Synthèse et implications pour notre étude de la variation terminologique et de la néologie au niveau de l'expertise climatique

1.2.1. Résumé des principes théoriques mobilisés

La synthèse des quatre approches présentées précédemment nous permet de préciser le cadre théorique introduit succinctement dans la première partie et que nous avons provisoirement nommé « variationniste ». En effet, à partir des différents postulats et concepts mis en avant à travers la définition de ces quatre perspectives théoriques, nous pouvons formuler trois grands principes sur lesquels nous appuyer pour notre étude :

1/ Les termes transmettent bien plus d'informations que les concepts qu'ils dénotent (Resche 2013 : 13, « terms convey much more than the concept they denote ») : ils ont une dimension cognitive, linguistique et communicative, dont l'activation – autrement dit, l'étude

– permet d’obtenir différentes informations sur le domaine et ses locuteurs, et sur le contexte dans lequel ces deux entités sont ancrées.

2/ L’étude de la variation terminologique peut être un moyen de révéler les informations en question, notamment en contrastant différents sous-corpus et en interprétant les différences et similitudes observées entre ces derniers. Elle est également un moyen d’identifier des néologismes, qui sont une riche source d’informations pour comprendre un domaine spécialisé.

3/ L’étude de la variation est une étape nécessaire à l’amélioration d’une situation langagière particulière. En révélant diverses informations concernant le domaine à l’étude et les locuteurs utilisant sa terminologie (principe n°2), l’étude de la variation permet de contextualiser une situation langagière donnée et d’identifier d’éventuelles divergences dans les stratégies linguistiques des différents locuteurs impliqués, ainsi que de possibles déficits dans la communication entre ces derniers (si, par exemple, une communauté de locuteurs n’a pas d’équivalent pour un concept central dans le discours d’une communauté co-locutrice) : en ce sens, elle permet une description relativement riche de la situation langagière à l’étude, condition nécessaire à la formulation de suggestions pour améliorer la situation en question.

Dans la prochaine sous-section, nous montrons comment ce cadre théorique peut s’appliquer à l’étude de la terminologie mobilisée par les experts du domaine, en présentant notamment le type d’informations que nous souhaitons collecter et le type de variation qu’il convient d’observer pour cette collecte.

1.2.2. Application à l’étude des termes au niveau de l’expertise climatique

Parce que l’expert manipule avant tout des connaissances, qu’il organise, diffuse et éventuellement produit s’il est également scientifique, étudier les discours d’expertise climatique implique d’appréhender au moins deux des trois aspects de la finalité du domaine (définis Chap. 3, section 3), à savoir la réduction des lacunes dans les connaissances autour du changement climatique et la diffusion de ces connaissances²².

Pour rendre compte de la façon dont s’actualise l’enjeu de réduction des lacunes dans les connaissances autour du CCA, nous nous appuyons sur une étude de la néonymie,

²² Notons néanmoins que la façon dont ces deux enjeux s’actualisent au sein des discours d’expertise peut avoir des conséquences sur l’action climatique, conséquences que nous pouvons envisager de manière hypothétique au cours de nos analyses mais dont nous ne pouvons évaluer l’actualisation dans la mesure où cela ne relève pas de notre champ de compétences.

qui tend à indexer les découvertes les plus récentes dans le domaine : quels termes sont apparus dans l'histoire récente du domaine ? Quels concepts indexent-ils ? Quelles sont les caractéristiques des concepts en question ? Correspondent-ils à des formes de savoir inédites par rapport aux connaissances qui caractérisaient le domaine jusqu'à présent ? En outre, il s'agit de voir ce que les néonymes ainsi introduits tendent à apporter de nouveau au sein de la terminologie et du système conceptuel qui caractérise le domaine à un moment donné, ce qui implique au préalable d'extraire la terminologie en question et de la caractériser. Nous mobilisons pour ce faire les principes et outils de la terminologie textuelle, qui nous permettent d'une part d'extraire les termes du domaine, et d'autre part d'identifier, parmi ceux-ci, ceux qui correspondent à des néonymes (Picton 2009). Nous nous appuyons également sur la dimension cognitive des termes et des néonymes, selon laquelle ces deux types d'unités indexent des connaissances et, pour ces derniers, reflètent potentiellement les découvertes et évolutions qui marquent le domaine. À partir de ces informations, il s'agira par ailleurs de caractériser la nouveauté conceptuelle ainsi indexée, afin de voir par exemple si celle-ci traduit une réduction de l'incertitude autour des conséquences du changement climatique, si elle témoigne de l'intégration de savoirs issus d'un plus large spectre de disciplines, d'une importance accrue accordée à certains aspects du changement climatique, ou encore d'un fort degré d'innovation technologique.

Quant à la diffusion des connaissances, il nous semble intéressant de l'appréhender non seulement à partir de la circulation des termes des spécialistes vers les non-spécialistes (ce que nous faisons dans la troisième et dernière partie de cette thèse), mais également comme pouvant être influencée par les caractéristiques des discours d'expertise, qui ont typiquement pour fonction de diffuser les connaissances en question. À ce titre, un type d'information significatif par rapport à l'objectif de diffusion des connaissances serait de constater une certaine instabilité terminologique au sein des discours d'expertise, dans la mesure où ce phénomène pourrait impacter l'actualisation de cet objectif. De même, observer que certaines thématiques occupent une place plus centrale dans le discours d'un type d'expert par rapport à d'autres indiquerait une certaine hétérogénéité dans le discours global de diffusion des connaissances expertes. Aussi, afin de mieux comprendre comment s'opère cette mission de diffusion, nous proposons d'observer et de comparer les discours de différentes communautés expertes, et notamment les termes qu'ils mobilisent au sein de ces discours. Nous nous appuyons dès lors sur l'étude de la variation diastratique entre ces communautés, puisqu'il s'agit de voir si ces dernières ont recours aux mêmes termes et si elles leur donnent le même sens. Cette étape implique de mobiliser les dimensions cognitive et communicative du terme, pour voir si la variation observée est motivée ou non par des facteurs cognitifs et si elle a des fonctions spécifiques en discours. À partir de cette analyse,

il sera ou non possible de proposer des suggestions pour optimiser la communication des connaissances et leur diffusion, et ainsi actualiser la vocation glottonomique chère à la socioterminologie qui, rappelons le, dépend d'une analyse préalable de la situation langagière concernée par les suggestions en question.

1.2.3. Le choix d'étudier la catégorie nominale

Par ailleurs, nous faisons le choix pour la présente thèse d'étudier la variation terminologique à partir de la catégorie nominale uniquement. Ce choix est en fait principalement motivé par une raison méthodologique et de praticité. En effet, nous souhaitons rendre compte autant que possible de la terminologie mobilisée par les experts au sens large plutôt qu'étudier quelques termes choisis *a priori*. Cependant, le travail de validation des termes se faisant manuellement, nous devons faire en sorte d'avoir une quantité de données qui soit compatible avec les contraintes de temps liées à cette tâche : ne sélectionner que les noms permet dès lors de réduire la quantité de termes à traiter.

De plus, nous pensons que cette logique de réduction permet de couvrir un spectre plus large et diversifié de connaissances qu'un échantillon contenant des noms, des verbes et des adjectifs. En effet, beaucoup d'unités résultent de la nominalisation de verbes ou de la conversion de noms en verbes (*adaptation = to adapt, global warming = the atmosphere is warming*), et de nombreux adjectifs tendent à apparaître en position de modificateurs au sein de noms composés (*renewable energy, average surface temperature*). Partant, conserver ces trois catégories grammaticales impliquerait une certaine redondance conceptuelle et limiterait le spectre de connaissances que nous pourrions traiter, tandis que se concentrer sur les noms, tout en fournissant un échantillon représentatif de la diversité des connaissances dans le domaine, n'exclut pas une analyse des verbes et des adjectifs que les noms nominalisés et composés contiennent plus ou moins implicitement dans leur forme. Nous sommes par ailleurs consciente que ce choix peut entraîner certaines lacunes, notamment quant aux fréquences de certaines thématiques qui ne sont pas nécessairement plus représentées par un nom que par les verbes ou adjectifs correspondants (L'Homme 2004). Il s'agit là d'une limite de notre étude, que nous assumons.

2. CONSTITUTION ET ÉVALUATION DU CORPUS D'ÉTUDE

Notre démarche s'inscrivant largement dans le champ de la terminologie textuelle, elle implique de travailler à partir d'un corpus de textes, qui doit être constitué par rapport à nos objectifs de recherche. Pour cette deuxième grande partie de notre thèse, celui-ci doit

constituer la matière première à partir de laquelle observer et décrire la variation terminologique au niveau de l'expertise climatique. Plus précisément, il doit d'une part nous permettre d'identifier les néonymes du domaine (variation diachronique), sur lesquels nous appuyons pour rendre compte de la réduction des lacunes dans les connaissances qui définissent ce dernier. Il doit également rendre possible l'étude de la variation diastratique entre experts du domaine, que nous souhaitons observer pour mieux comprendre comment s'organise la diffusion de ces connaissances par les experts et pour identifier d'éventuels obstacles à cette diffusion. Aussi cette section a-t-elle pour objectif de présenter les différents paramètres à prendre en compte dans la constitution d'un corpus comparable permettant d'observer ces deux types de variation. Nous y décrivons également le corpus résultant de ce travail de constitution et évaluons ce dernier en fonction des paramètres en question.

2.1. Principes et critères pour la constitution du corpus : représentativité, spécialisation, diachronie et diastratie

À travers cette première sous-section, nous définissons quatre grands critères devant nous servir de guides pour la constitution de notre corpus : la représentativité, la spécialisation, la diachronie et la diastratie.

2.1.1. Représentativité et spécialisation : deux macro-critères

La constitution de corpus en langue de spécialité est tout d'abord régie par deux grands paramètres, la représentativité et la spécialisation, que nous nommons *macro-critères* dans la mesure où ils tendent en fait à s'appliquer à tous types de corpus dans ce champ d'étude.

La représentativité est un concept issu de la linguistique de corpus, où il a principalement été théorisé par Sinclair (1991) et Biber (1993), qui ont souligné l'importance de construire un corpus qui soit suffisamment large et équilibré si l'on veut qu'il soit représentatif d'une population donnée. Il est ainsi défini par Biber (ibid. : 243) comme la « propension d'un échantillon à inclure l'étendue complète de variabilité qui caractérise une population » (notre trad.²³). Il décline cette variabilité en deux sous-paramètres, à savoir la variabilité situationnelle, qui correspond au fait de représenter la diversité des types de textes correspondants à la population cible, et la variabilité linguistique, qui implique de constituer un corpus suffisamment large pour représenter les différents degrés de

²³ « [T]he extent to which a sample includes the full range of variability in a population. »

distribution des phénomènes linguistiques que l'on souhaite observer (ibid.). Lorsque la population étudiée est une communauté spécialisée, le critère de représentativité s'articule à celui de la spécialisation, décliné par Flowerdew (2004) en six sous-paramètres : l'homogénéité du contexte ou de la visée communicationnelle, du genre, du thème, du type de texte, de la variété d'anglais, et le fait de répondre à un objectif spécifique. Notons que ces six critères n'ont pas tous besoin d'être satisfaits pour que le corpus puisse être considéré comme étant spécialisé.

Par ailleurs, les caractéristiques de ces deux macro-critères suggèrent que ces derniers ne seraient pas véritablement compatibles. En effet, là où la représentativité met en avant l'importance de la variabilité au sein du corpus et de la taille de ce dernier, le critère de spécialisation implique au contraire de garantir une certaine homogénéité. De plus, les corpus spécialisés sont généralement de taille moindre par rapport aux corpus de langue générale, dans la mesure où ils couvrent des sujets ou domaines par définition spécifiques, limitant ainsi le nombre de documents potentiellement pertinents et librement accessibles pour leur constitution. Dès lors, parce qu'il se traduit à la fois par une certaine homogénéité du corpus et par un nombre plus restreint de textes, le critère de spécialisation tend à limiter la possibilité de représenter toute la variabilité de la population à l'étude. Notons néanmoins que le critère de représentativité semble en fait considéré comme relativement difficile à satisfaire quand le corpus concerné relève de la langue spécialisée :

« After more than three decades of research on and with corpora, the dominant consensus today consists in considering that a corpus can never be fully representative of a domain, but can only reflect a part of the language phenomena under study. » (Pecman & Kübler 2022 : 266-267)

Aussi ce constat invite-t-il à considérer ce macro-critère avant tout comme un idéal vers lequel tendre : s'il est tout à fait nécessaire d'en tenir compte dans la constitution et l'évaluation de tous corpus, il convient d'avoir conscience que le niveau de représentativité du corpus en question ne pourra être que relatif. Au-delà de ces deux macro-critères (représentativité et spécialisation), notre corpus doit également satisfaire des critères spécifiques à l'étude de la variation diachronique et diastratique, que nous décrivons dans les sections suivantes.

2.1.2. Constituer un corpus permettant d'étudier la néonymie et la variation diastratique : principes et critères

En terminologie textuelle, l'étude de la néonymie tend à se faire à partir d'un corpus ayant une dimension diachronique, ce qui implique de tenir compte de critères spécifiques pour sa constitution. En outre, ces critères doivent permettre de garantir que la variation observée, en l'occurrence, l'apparition de nouvelles unités, est bien liée à une évolution dans le domaine et non à un autre type de facteur. Définis par Picton dans sa thèse de doctorat (2009 : 82-83), ces critères, en fait nommés « contraintes » en raison de la nécessité de leur actualisation, sont au nombre de six. Le premier est que le corpus doit intégrer une dimension diachronique, en représentant notamment une période spécifique et différents moments de l'histoire du domaine ou de la langue à l'étude. L'actualisation de ce critère se traduit typiquement par la création de plusieurs sous-corpus comparables, correspondant chacun à un intervalle temporel défini selon des paramètres précis. Pour être comparables, les sous-corpus en question doivent par ailleurs relever du même genre et du même degré de spécialisation (contrainte n°2). Le corpus résultant doit également être composé de textes écrits par différents rédacteurs (contrainte n°3), paramètre qui est dès lors en phase avec le principe de variabilité impliqué par le macro-critère de représentativité. De plus, les rédacteurs en question doivent être des locuteurs natifs de la langue à l'étude (contrainte n°4). Enfin, les textes doivent être librement accessibles et non protégés par le secret professionnel (contrainte n°5, dite « de disponibilité des sources »), et des experts doivent être mobilisés dans le processus de constitution du corpus (contrainte n°6).

Si de tels critères n'ont pas été formulés pour l'étude de la variation diastratique, nous pensons que ceux-ci peuvent en partie s'y appliquer, à l'exception de la contrainte de diachronicité, qui n'est pas nécessaire dans la mesure où il est tout à fait possible de comparer la terminologie de deux communautés en synchronie. Nous proposons en fait de remplacer ce critère par une contrainte *de diastratie*, qui nécessite de représenter différentes catégories socioprofessionnelles au sein du corpus, lesquelles doivent chacune correspondre à un sous-corpus spécifique. Selon l'objet d'étude, les communautés en question pourront différer dans le type d'expertise dont elles relèvent ou dans leur niveau de spécialisation. Dans ce dernier cas, il conviendra en fait de modifier le critère numéro deux, (« contrainte d'homogénéité du genre et du degré de spécialisation » (Picton 2009 : 82)), dans la mesure où le corpus doit alors représenter ces différents degrés de spécialisation et où ces différences tendent également à se traduire par le recours à des genres distincts. Ainsi, pour son étude du processus de détermination dans le domaine de la physique des particules, Humbert-Droz (2021 : 133-139, 143-148) a constitué un corpus représentant

différents niveaux de spécialisation, ce qui l'a amenée à considérer une grande diversité de genres, tels que des thèses de doctorat, des rapports de laboratoire, des revues et des sites webs de vulgarisation, ou encore des articles de presse. Dans notre cas, la contrainte de diversité des genres et des degrés de spécialisation concerne avant tout la troisième grande partie de cette thèse, qui porte entre autres sur la diffusion des connaissances des spécialistes vers les non-spécialistes, tandis que nous nous intéressons à la variation diastratique spécifiquement entre experts dans la présente partie. D'un autre côté, nous ne pouvons exclure l'hypothèse que la variation terminologique potentiellement observée entre les communautés expertes à l'étude traduise en fait une relative différence dans le niveau de spécialisation de ces dernières, voire dans leur rapport à un même genre. Aussi, si nous constituons le corpus diastratique de façon à ce qu'il satisfasse la contrainte d'homogénéité du genre et du niveau de spécialisation, il convient, dans l'analyse, d'être ouvert à la possibilité que cette homogénéité, dès lors théorique, soit interrogée voire réfutée. Nous conservons néanmoins ce critère dans la constitution de notre corpus, dont nous définissons les différentes caractéristiques dans les sous-sections suivantes.

2.2. Déterminer l'organisation du corpus

Constituer un corpus qui puisse nous permettre d'étudier la variation diachronique et diastratique au niveau de l'expertise climatique internationale implique un travail de définition rigoureux de différents paramètres, à savoir l'organisation temporelle du corpus en question, les communautés de locuteurs représentées par ce dernier, et le ou les genres textuel(s) des documents qui doivent le composer.

2.2.1. Définir l'organisation temporelle du corpus

Nous avons défini les corpus diachroniques comme étant typiquement divisés en sous-corpus comparables en terminologie textuelle, lesquels doivent relever d'un même genre, niveau de spécialisation et domaine, et représenter chacun un intervalle de temps s'inscrivant dans une période prédéfinie (Dury 2022 : 430, Humbert-Droz 2021 : 102, Picton 2009). Cette contrainte implique dès lors de définir la période en question et l'intervalle de temps représenté par chaque sous-corpus ainsi constitué (Picton 2009 : 63-64).

Dans le cas d'un domaine spécialisé et notamment lorsque l'on s'intéresse au renouvellement des connaissances en son sein, le choix de l'organisation temporelle se fait généralement à partir d'une approche dite *externe* (Helgorsky 1981 : 124 dans Picton 2009 : 64). Celle-ci se définit par le fait de s'appuyer sur l'extra-linguistique et plus spécifiquement

sur des événements clés du domaine, dont on fait l'hypothèse qu'ils vont influencer la langue et son évolution. Par exemple, pour étudier l'évolution des connaissances dans le domaine spatial, Picton (2009) s'est appuyée sur des sous-corpus diachroniques définis par rapport aux dates de publication de trois volumes de cours rédigés par les experts, qui sont publiés tous les quatre ans. Pour identifier les néologismes relevant de la thématique du terrorisme, Drouin *et al.* (2006) ont quant à eux pris la date du 11 septembre 2001 comme pivot pour diviser leur corpus en deux sous-corpus comparables représentant ainsi la période avant et après les attentats terroristes aux États-Unis. Citons enfin l'article de Biros et Peynaud (2019), pour lequel les chercheuses se sont appuyées sur les périodes entourant les COP 15 et 21 pour suivre l'évolution de la façon dont le GIEC est représenté dans des articles de presse traitant du changement climatique.

Concernant la période représentée par ces différents intervalles, celle-ci peut être plus ou moins longue en fonction de la récence du domaine à l'étude et de l'objet de recherche. Le domaine du changement climatique étant relativement récent (nous avons situé son émergence autour des années 1970 (Chap. 1)), son étude impose de constituer un corpus relevant de la *diachronie courte*, qui repose sur des intervalles temporels de 10 à 30 ans²⁴ (Picton 2009 : 17, 66). Par ailleurs, la diachronie courte tend à être préconisée pour étudier des domaines marqués par une évolution relativement rapide, ce qui tend à concerner le domaine du changement climatique dans la mesure où son objet d'étude, à l'origine l'apanage des sciences de la Terre et de l'atmosphère, est devenu un sujet de recherche pluridisciplinaire et une question médiatique et de gouvernance internationale en l'espace de trente ans. On peut dès lors faire l'hypothèse que, en plus d'être imposée par la récence du domaine, une perspective relevant de la diachronie courte serait suffisante pour observer une certaine évolution dans la langue. Ainsi, Picton (2009) s'est appuyée sur deux corpus représentant une période de 8 et 11 ans pour sa thèse de doctorat, ce qui lui a permis de documenter des formes d'évolution diverses, telle que des néologismes sémantiques et formels, des changements de point de vue, la disparition de certaines thématiques, la centralité ponctuelle de thématiques anciennes, etc. Quant à Biros et Peynaud (2019), le choix de représenter une période de 8 ans dans le domaine du changement climatique leur a permis de mettre en avant une certaine évolution dans les représentations médiatiques du GIEC, l'intervalle le plus ancien s'étant révélé être marqué par un discours polémique et de controverse mettant en doute la fiabilité de l'institution, tandis que ce scepticisme est apparu comme une opinion minoritaire dans la partie la plus récente de leur corpus.

²⁴ En comparaison, un intervalle *long* implique généralement de représenter une période d'au moins un siècle.

C'est en outre cette perspective de diachronie courte appréhendée à partir d'événements clés du domaine que nous adoptons pour notre étude. Ce choix, motivé entre autres par le fait que nous nous appuyons en partie sur un corpus pré-constitué par le groupe de recherche du GREMUTS²⁵ (Laboratoire ILCEA4, Université Grenoble Alpes) (Biros & Peynaud 2019, Biros *et al.* 2018), qui s'articule autour de deux COP ayant eu une résonance particulière dans le domaine du changement climatique. Un premier sous-corpus représente ainsi la période autour de la COP 15, qui a eu lieu en 2009 à Copenhague et s'est conclue par la signature des accords éponymes. Si elle entérine l'objectif d'augmentation maximum des températures mondiales de 2°C par rapport au niveau pré-industriel, cette conférence des parties suscite une importante déception dans l'opinion publique, dans la mesure où elle n'impose aucun engagement temporel contraignant (impliquant par exemple des objectifs quantitatifs et une date butoir) pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre par les pays signataires : elle est dès lors perçue comme une forme de régression de la part de la gouvernance climatique internationale (Aykut & Dahan 2015 : 325-398). La COP 21 (2015) marque quant à elle la signature de l'Accord de Paris par 195 délégations, accord qui oblige juridiquement²⁶ chaque pays signataire à se fixer des objectifs de réduction et d'adaptation sur un cycle de 5 ans. À la fin de chaque cycle, ces objectifs, appelés « Contributions déterminées au niveau national » (en anglais : « Nationally Determined Contributions ») (NDCs), doivent être remplacés par des engagements plus ambitieux. En raison notamment de cette obligation à formuler des NDCs de plus en plus ambitieux, la COP 21 tend à être décrite comme marquant un succès de la gouvernance climatique en comparaison à la COP 15 (Aykut 2017 : 30-31). Par ailleurs, tout en reprenant l'objectif d'augmentation maximale des températures de 2°C, l'Accord introduit également un seuil d'augmentation maximal de 1,5°C, qui constitue un objectif plus stricte mais également plus « aspirationnel », dans la mesure où ce seuil tend à être considéré par la communauté scientifique comme étant inatteignable (*ibid.*).

Afin d'identifier les concepts les plus récents dans le domaine, nous considérons également un troisième intervalle, qui vise à rendre compte de l'état actuel du domaine. Notre travail pour cette thèse ayant lieu entre 2020 et 2023, nous pouvons observer la période entourant la COP 25 ainsi que celle précédant la COP 26, qui ont respectivement eu lieu à Madrid en 2019 et à Glasgow en 2021. Nous considérons donc ces deux COP dans un même intervalle, que nous représentons à travers un troisième sous-corpus, dès lors plus

²⁵ Plus précisément, le corpus en question a été défini et compilé par Camille Biros, Caroline Rossi et Caroline Peynaud (2019, 2018), que nous remercions vivement pour avoir proposé de le partager avec nous pour la présente étude.

²⁶ Cependant, contrairement au Protocole de Kyoto (1997), aucune mesure de sanction n'est prévue si un pays donné ne respecte pas ses engagements climatiques. Ce point vaut à cet Accord de ne pas être considéré comme étant véritablement contraignant, bien qu'il soit explicitement décrit comme tel sur le site web de la CCNUCC (<https://unfccc.int/fr/a-propos-des-ndcs/l-accord-de-paris>).

récent. Les trois sous-corpus composant notre corpus (nommés désormais « sous-corpus COP 15, COP 21, et COP 25/ 26 ») nous permettent de représenter une période de 14 ans, qui tend à couvrir l'histoire récente du domaine du changement climatique.

2.2.2. Représenter la variation diastatique au niveau de l'expertise climatique : choix des locuteurs

Notre corpus vise à représenter l'expertise climatique, dans la mesure où cette communauté de locuteurs nous semble être à la fois une référence pour identifier les connaissances qui définissent le domaine du changement climatique et suivre leur évolution, et une instance pivot entre spécialisé et non spécialisé. Par ailleurs, nous avons montré dans la première partie de cette thèse (Chap. 2, section 2.2.) que le GIEC tendait à être considéré comme l'expert « officiel » du domaine, nous invitant ainsi à représenter cette institution au sein du corpus en question. En parallèle, nous avons souligné que le travail mené par ce groupe d'experts s'inscrivait en fait dans le cadre plus large de la gouvernance climatique, qui implique d'autres organisations endossant également la fonction d'expert (ibid.) : citons par exemple le PNUÉ (Programme des Nations unies pour l'environnement), et la Banque mondiale, qui publient régulièrement des rapports autour du changement climatique, de même que l'Organisation météorologique mondiale (OMM), qui a participé à l'institutionnalisation de la question climatique dès les années 1960, soit avant même que le GIEC ne soit créé. De natures différentes, ces institutions offrent potentiellement chacune une perspective spécifique sur le CCA, l'OMM participant par exemple de fournir des données sur l'évolution du climat, là où la Banque mondiale et le PNUÉ tendraient à traiter davantage des impacts socio-économiques du changement climatique : à ce titre, nous choisissons de les inclure à notre corpus. Notons que parmi ces acteurs, un certain nombre sont en fait rattachés aux Nations Unies, telles que le GIEC, le PNUÉ, la CCNUCC (Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques), le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) ou encore ONU-REDD (Programme des Nations Unies pour la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement). Ces différents groupes ont néanmoins en commun d'être des institutions, puisqu'ils résultent de et fonctionnent grâce à des accords passés entre plusieurs États. Ils forment en ce sens un réseau d'expertise que nous qualifions d'institutionnel, justifiant ainsi de les considérer comme relevant d'une forme d'expertise particulière, caractérisée entre autres par le fait d'impliquer différents gouvernements dans son système de gouvernance.

D'un autre côté, nous avons montré que l'expertise climatique désignait en fait un ensemble d'acteurs relativement hétérogène et évolutif, puisque tendent à être considérées comme *expertes* des communautés telles que les think tanks ou les ONG, qui diffèrent notamment dans les échelles auxquelles elles opèrent et dans leur culture socio-professionnelle. Les think tanks, par exemple, œuvrent avant tout à l'échelle nationale, tandis qu'on distingue des ONG nationales d'autres s'inscrivant à l'échelle internationale. Ces différents acteurs peuvent-ils et doivent-ils être représentés dans notre corpus ? Si le macro-critère de représentativité appelle une réponse positive (afin notamment de maximiser la représentation de la *variabilité* de la population à l'étude), la différence dans les échelles auxquelles s'inscrivent ces différents acteurs nous semble présenter une difficulté pour l'interprétation des données que l'on pourrait observer en corpus : en effet, intégrer les think tanks ou les ONG nationales risquerait de biaiser les résultats, dans la mesure où ceux-ci pourraient être influencés par le contexte sociopolitique et économique spécifique à leur pays d'origine. Nous pouvons en revanche intégrer à notre corpus les travaux sur le changement climatique des ONG internationales, qui ne présentent en théorie pas de tels biais, et qui nous semblent offrir un contrepoint intéressant au travail des organisations intergouvernementales. Combiner les publications de ces deux types de communauté peut en effet nous permettre de représenter une expertise climatique internationale, échelle incontournable dans l'histoire du domaine et de la question climatique (Chap. 1). En même temps, parce que les ONG et les OIG tendent à différer dans leur culture socioprofessionnelle, en termes notamment de gouvernance, de membres et de fonctions, constituer notre corpus à partir des discours d'expertise de ces deux communautés nous permet également de penser cette expertise dans sa dimension hétérogène. Nous sommes par ailleurs consciente que cette hétérogénéité se traduit dans les faits par une diversité plus importante dans les acteurs relevant de l'expertise climatique. Aussi convient-il de relativiser le niveau de représentativité de notre corpus à travers une précaution rhétorique impliquant de préciser notre question de recherche : celle-ci porte sur l'expertise climatique internationale telle que représentée par les institutions internationales et les ONG plutôt que sur l'expertise climatique au sens large.

Par ailleurs, si nous intégrons à notre corpus les travaux des ONG internationales, il importe de distinguer ceux de ces travaux qui ont une fonction militante de ceux qui relèvent effectivement d'un travail d'expertise. Par exemple, sur le site états-unien de Greenpeace, on pourra entre autres distinguer une section intitulée « Victories, News and Campaign update », répertoriant des articles de presse relevant en partie du travail de militantisme de l'ONG, et une section nommée « Research and Reports », regroupant des publications illustrant davantage sa fonction de recherche et d'expertise. Cette observation pose en fait la

question du genre des documents qu'il convient de sélectionner pour représenter le travail d'expertise de nos deux communautés.

2.2.3. Le choix du genre : le rapport, interface entre spécialistes et non-spécialistes

Le choix du genre constitue une étape incontournable dans la constitution d'un corpus (Pecman & Kübler 2022), et ce d'autant plus en terminologie textuelle, qui considère le texte comme une unité de sens à part entière (ibid. : 282). Il convient dès lors de déterminer le genre le plus approprié pour notre étude, qui dans cette partie porte donc sur l'expertise climatique internationale et vise à identifier les concepts nouvellement introduits dans le domaine et à étudier la variation diastratique au sein des discours d'expertise. Nous nous appuyons pour ce faire sur la définition du genre proposée par Swales (1990 : 46) :

« [U]ne classe d'évènements de communication partageant un ensemble d'objectifs communicationnels, une logique qui établit des contraintes en termes de contenu, de positionnement et de forme. » (notre trad.)²⁷

En l'occurrence, l'objectif communicationnel qui définit le travail d'expert est celui de transmettre des connaissances spécialisées à un destinataire en dehors du domaine ou, dans le cas d'un domaine scalaire comme le nôtre, qui relève d'un niveau de spécialisation moindre. Dès lors, si l'on souhaite représenter les discours d'expertise (par opposition aux discours des scientifiques ou des spécialistes²⁸), notre choix doit se porter sur un genre qui constitue une interface entre spécialisé et non spécialisé, c'est-à-dire qui contienne des connaissances spécialisées et soit adressé à des locuteurs qui ne sont pas nécessairement des spécialistes. Un genre qui articule ces deux dimensions est celui du rapport (Née *et al.* 2017), qui fait le compte-rendu d'un certain savoir ou type d'information qu'il vise à décrire et à évaluer, tout en ayant pour but d'informer son destinataire. Ces deux visées peuvent prendre différentes formes selon la communauté émettrice, ce qui se traduit par des rapports de différents types (ex. : rapport de laboratoire, rapport d'entreprise, rapport de police, etc.) et fait de ce genre un « macro-genre », par définition relativement hétérogène (ibid.). Parmi ces différents types de rapport, on pourra également distinguer le *rapport d'expertise scientifique*, que nous définissons ici comme un rapport destiné à transmettre des connaissances scientifiques et à formuler, à partir de ces connaissances, des

²⁷ « [A] class of communicative events sharing a set of communicative purposes, a rationale that establishes constraints in terms of content, positioning and form » (Swales 1990 : 46).

²⁸ Voir Chap. 2, section 2.1.1. pour une distinction entre ces trois statuts.

recommandations pour des acteurs ne possédant pas les connaissances en question. Si les rapports produits par le GIEC tendent à relever de cette dernière catégorie, ils n'en illustrent pas moins l'hétérogénéité du genre du rapport : le groupe d'experts publie en effet des rapports dits « spéciaux », des rapports de synthèse, des résumés techniques et des résumés pour preneurs de décision. Cette hétérogénéité se matérialise également à travers les rapports publiés par les ONG, certains pouvant relever de la communication scientifique tandis que d'autres ont une visée davantage argumentative (Biros 2011 : 229-230), générant ainsi une certaine ambiguïté quant à la véritable fonction communicationnelle de ce genre pour cette communauté. En outre, certains rapports affichent une fonction explicitement argumentative à travers leur titre (citons par exemple : « It Takes Roots To Weather The Storm/ The People's Climate March 2014: A Climate Justice Story », « Energy [r]evolution: a Sustainable World Energy Outlook 2015 - 100% renewable energy for all »), et ce alors même qu'ils reprennent dans leur contenu les codes de la rédaction scientifique (ibid.). Partant, ce constat fait de la part accordée à la fonction argumentative dans les rapports d'expertise une question inévitable si l'on veut pouvoir caractériser le processus de diffusion des connaissances climatiques, question qui peut en partie être appréhendée par les termes : la présence d'unités intrinsèquement connotées ou apparaissant dans des cotextes textuels eux-mêmes connotés pourra par exemple refléter un certain positionnement argumentatif, et nous aiguiller quand à la visée du discours dans lequel elles s'inscrivent. D'un autre côté, Née *et al.* présentent l'argumentation comme étant inhérente à tous rapport, dans la mesure où celui-ci implique un destinataire :

« En fait, tout se passe comme si dans le rapport "dire ce qui est" – qui ressortit à un simple "compte rendu" – était indissociable d'un "dire comment cela devrait être" répondant à la commande du destinataire et marquant l'engagement de l'énonciateur dans une activité évaluative orientée argumentativement. » (2017 : 12)

Dans le cas des Résumés à l'intention des décideurs du GIEC, dont ce dernier se défend par ailleurs qu'ils soient prescriptifs (décrivant ses rapports comme étant « policy-relevant and yet policy-neutral, never policy-prescriptive » (IPCC 2013a : 9)), cette dimension argumentative et performative peut s'illustrer dans le choix des connaissances qui sont synthétisées et mises en avant, et dans le fait que les décideurs politiques eux-même sont impliqués dans les choix terminologiques et énonciatifs. Par exemple, mettre en avant les impacts du CCA pourra amener les décideurs à vouloir agir pour éviter ces impacts, que ce soit à travers des mesures d'adaptation ou de mitigation. Partant, analyser les termes du changement climatique à partir du genre du rapport, et plus spécifiquement ici, du rapport d'expertise scientifique, peut d'une part nous permettre d'identifier les connaissances

considérées suffisamment importantes et consensuelles pour être diffusées (et de suivre leur évolution), et d'autre part d'appréhender l'objectif d'action climatique, si l'on admet que la dimension performative du rapport fait qu'il peut avoir une influence sur l'actualisation de ce dernier.

2.3. Constitution et description du corpus d'étude

La présente sous-section vise à décrire les étapes de collecte et de traitement des documents, à décrire le corpus résultant de ce processus en deux étapes, et à évaluer ce dernier en regard des quatre critères présentés dans la sous-section 2.1.

2.3.1. Collecte et nettoyage des rapports

Comme expliqué précédemment, notre corpus se compose en partie de deux sous-corpus constitués par notre groupe de recherche pour des travaux antérieurs et représentant la période entourant les COP 15 et 21. Il nous reste dès lors à collecter les rapports pour le sous-corpus le plus récent, qui représente les discours d'expertise climatique produits entre les COP 25 et 26. Nous reprenons pour ce faire les mêmes OIG et ONG représentées dans les deux sous-corpus pré-constitués par le GREMUTS et téléchargeons les rapports directement sur leurs sites web, qui présentent souvent une section dédiée. Cette section offre généralement la possibilité d'entrer des mots-clés ou de filtrer les documents par thématiques, nous permettant de sélectionner les rapports qui relèvent effectivement du domaine du changement climatique. Lorsqu'il n'est pas possible de filtrer les rapports listés, nous sélectionnons les documents pertinents à partir de leur titre et vérifions manuellement qu'ils traitent effectivement du CCA : nous excluons les rapports ne présentant pas de mention de ce phénomène dans leur titre ou dans leur sous-titre, introduction et sommaire. Sont entre autres considérés comme pertinents les rapports portant sur les sujets plus spécifiques de l'adaptation, de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, de la transition écologique, de même que les rapports annuels d'organisations dédiées plus largement à la cause environnementale et répondant aux critères de contenu décrits ci-dessus. Pour le GIEC, nous sélectionnons exclusivement les Résumés à l'intention des décideurs (SPM) intégrés aux rapports des différents groupes de travail et aux rapports de synthèse, suivant ainsi ici également le schéma des deux premiers sous-corpus pré-constitués par le GREMUTS. Ce choix est par ailleurs motivé par les caractéristiques de ce type de résumés, qui diffèrent des rapports complets. Ces derniers tendent en effet à être plus longs et plus techniques et à être par conséquent avant tout destinés à la communauté

scientifique, tandis que les SPM condensent les principaux résultats de ces rapports afin de pouvoir s'adresser à un public de non-spécialistes, ce qui se traduit entre autre par la présence de passages plus didactiques, de glossaires, et de définitions (Fløttum 2014 : 2). En ce sens, ils se rapprochent davantage de la fonction d'interface entre spécialisé et non spécialisé décrite dans la section précédente, et qui nous intéresse pour pouvoir étudier l'actualisation de l'objectif de diffusion des connaissances des spécialistes vers les communautés profanes. Notre corpus inclut donc les SPM produits par chaque groupe de travail ainsi que celui intégré au rapport de synthèse. Notons que la dernière partie du dernier rapport du GIEC (« AR6 ») a été publié entre 2021 et 2023, soit après la constitution de notre corpus et alors que nous avons déjà achevé la procédure d'identification des néologismes en collaboration avec les experts. Nous avons néanmoins intégré la première partie de ce rapport, produit par le premier groupe de travail et publié en 2021, pour les analyses effectuées plus tardivement, à savoir celles portant sur la variation diastratique entre les deux communautés expertes représentées par notre corpus. De même, nous avons ajouté de nouveaux rapports publiés par les ONG cette même année, qui ont dès lors uniquement été pris en compte pour l'étude de la variation diastratique.

Une fois les rapports téléchargés au format PDF, nous les convertissons au format .txt et enlevons les éléments superflus pour permettre d'automatiser leur analyse par des logiciels de textométrie et de visualisation de corpus. Nous supprimons notamment les données tabulaires et de pagination, les images, les URL, les remerciements, les noms des auteurs, les références et les glossaires, ces derniers ne relevant pas du discours (entité que nous souhaitons représenter à travers ce corpus) mais de la langue.

2.3.2. Description et évaluation du corpus résultant

Le corpus résultant de ce travail de collecte et de nettoyage se compose d'une part de trois sous-corpus diachroniques constitués de rapports authentiques, datés et complets (en dépit de la suppression des éléments cités ci-dessus), relevant du domaine du changement climatique. D'autre part, il peut être divisé en deux sous-corpus représentant chacun une communauté experte spécifique : les institutions internationales et les organisation non gouvernementales, respectivement représentées par les sigles « OIG » et « ONG ». Le tableau suivant décrit sa constitution²⁹ :

²⁹ Le corpus complet peut être visualisé via <https://hdl.handle.net/11403/climate-discourses>, où il est représenté par les dossiers « Corpus ONG » et « Corpus OIG ».

Tableau 2 : Description du corpus « Expert » selon une perspective diachronique et diastratique

Genre	Nombre de mots	Nombre de documents	Organismes	Période
Rapports OIG	308 794	12	CCNUCC, GIEC, PNUD, PNUE, ONU, FENU, OMM, la Banque Mondiale, ONU-REDD ³⁰	2007-2011
	440 720	14		2014-2017
	467 837 ³¹	22		2019-2021
Rapports ONG	247 410	19	Greenpeace, Oxfam, FoE, WWF, EDF, EJF, NRDC, the Climate Group, the Climate Institute ³²	2008-2011
	557 644	33		2014-2017
	576 338 ³³	52		2019-2021 (idem)

Notons une relative différence dans le nombre de documents représentant les deux communautés, liée au fait que les ONG internationales traitant du changement climatique tendent à publier de manière plus régulière que les institutions. De même, moins de rapports étaient publiés durant la période autour de la COP 15 (2007-2011) par rapport aux deux périodes les plus récentes, ce qui se traduit par une différence dans la taille de nos sous-corpus diachroniques. Il sera dès lors nécessaire de normaliser les fréquences des unités à l'étude pour pouvoir comparer les sous-corpus entre eux.

³⁰ CCNUCC (Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques), GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), PNUD (Programme des Nations unies pour le développement), PNUE (Programme des Nations unies pour l'environnement), ONU (Organisation des Nations unies), FENU (Fond d'équipement des Nations unies), OMM (Organisation météorologique mondiale), ONU-REDD (Programme des Nations Unies pour la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement).

³¹ Ce chiffre correspond au sous-corpus résultant après l'ajout de la première partie du rapport AR6 du GIEC en 2021, soit après l'extraction de la terminologie experte et l'identification des néonymes, et avant l'extraction de la terminologie pour chaque sous-corpus diastratique.

³² FoE (Friends of the Earth), WWF (World Wildlife Fund), EDF (Environmental Defense Fund), EJF (Environmental Justice Foundation), NRDC (Natural Resources Defense Council).

³³ Ce chiffre correspond au sous-corpus résultant après l'ajout des rapports publiés par les ONG en 2021, soit après l'extraction de la terminologie experte et l'identification des néonymes, et avant l'extraction de la terminologie pour chaque sous-corpus diastratique.

La taille de notre corpus « Expert », qui totalise plus de 2,5 millions de mots, invite par ailleurs à se demander à quel point celui-ci est représentatif de l'expertise climatique internationale. S'il n'existe pas de seuil consensuel au-dessus duquel un corpus satisfait ce critère, il est généralement admis qu'un corpus spécialisé peut être de taille plus restreinte sans pour autant perdre en représentativité (Biros & Peynaud 2019 : 185, Koester 2010 : 67). Koester (ibid.) explique en outre qu'un corpus est considéré *petit* s'il contient moins de 250 000 mots, seuil au-dessus duquel notre corpus se situe largement.

Concernant les critères de spécialisation (Flowerdew 2004), notre corpus en satisfait au moins deux, à savoir l'homogénéité du thème (le changement climatique) et du contexte (rapports publiés à une certaine période et tous issus des sites webs des organisations). Dans la mesure où il se compose de rapports d'expertise, il tend à répondre au critère d'*homogénéité du genre*, bien qu'en théorie seulement. En effet, si les rapports reprennent les codes du rapport d'expertise scientifique, on ne peut garantir qu'ils en relèvent tous au même degré, d'autant plus si l'on fait l'hypothèse que la vocation militante des ONG tend à influencer le registre de leurs rapports d'expertise (voir section 2.1.3. *supra*). L'évaluation de notre corpus doit également tenir compte des critères régissant la composition du corpus dans sa dimension diachronique (section 2.1.2. *supra*) (Picton 2009 : 82-83).

Concernant la **contrainte de diachronicité**, notre corpus y répond dans la mesure où il est divisé en sous-corpus représentant chacun une période clef de l'histoire du domaine, à travers des intervalles courts (deux à quatre ans) et couvrant au total une période d'environ 15 ans.

Les **contraintes d'homogénéité du genre et de spécialisation** (qui concernent ici les différents sous-corpus entre eux plutôt que l'échelle de chaque sous-corpus pris individuellement) sont également considérées : nos sous-corpus tendent à partager un même niveau de spécialisation et à relever du même genre dans la mesure où chaque sous-corpus contient à la fois des rapports publiés par des institutions internationales et par des ONG.

La **contrainte de variété des rédacteurs** est satisfaite par la multiplicité des institutions et organisations représentées, et par le fait que chaque rapport est en fait rédigé par plusieurs auteurs. Dans le cas des rapports du GIEC par exemple, les auteurs sont sélectionnés de façon à représenter une certaine variabilité et un certain équilibre en termes de genre, d'origine géographique, et d'expérience au sein de l'institution. Pour son cinquième rapport, le GIEC a ainsi mobilisé plus de 800 auteurs et réviseurs (IPCCb 2013).

La **nécessité que les textes soient rédigés par des locuteurs natifs** n'est en revanche pas garantie, dans la mesure où il est fort probable que les auteurs en question soient de nationalités différentes. Cependant, le système de rédaction des rapports fait que

ceux-ci sont généralement soigneusement relus et vérifiés, de façon à ce qu'ils puissent être compris à l'échelle internationale. En outre, l'anglais des rapports produits par les institutions internationales et par les ONG représentées peut se définir comme une forme de *lingua franca* (ELF) (Jenkins 2007), dans la mesure où celles-ci sont internationales et mobilisent autant qu'elles s'adressent à des acteurs dont la langue maternelle peut différer.

Concernant la **contrainte de disponibilité des sources**, les rapports qui composent nos sous-corpus ont tous pu être téléchargés librement et gratuitement directement sur les sites des institutions et organisations.

Nous avons en revanche ignoré la **contrainte de disponibilité d'un expert** puisque nous n'avons pas mobilisé d'expert pour la constitution du corpus, seulement pour l'analyse des termes potentiellement néologiques. Nous nous sommes en effet appuyée sur des sources secondaires décrivant les communautés participant aux COP ou jouant le rôle d'expert dans le domaine pour identifier celles qu'il pourrait être intéressant de représenter (Biros *et al.* 2018, Aykut & Dahan 2017, 2015, Buffet & Dahan 2015, Dahan & Guillemot 2015). Nous avons également mobilisé les connaissances acquises à travers notre état de l'art sur le changement climatique et la façon dont il a été appréhendé à l'échelle sociétale (Chapitre 1), et à travers notre travail de définition de l'expertise climatique (Chapitre 2). Ces deux chapitres nous ont en effet permis d'identifier différentes institutions ayant participé de l'institutionnalisation du changement climatique et jouant encore aujourd'hui un rôle prépondérant au niveau de la gouvernance et du travail d'expertise climatique, telles que le GIEC, la CCNUCC, l'Organisation météorologique mondiale, ou encore la Banque mondiale.

Enfin, notre corpus tient également compte de la **contrainte de diastratie** (section 2.1.2. *supra*), dans la mesure où il représente deux types d'experts différents, les ONG et les institutions internationales. Il peut dès lors être divisé en deux sous-corpus représentant chacun une de ces deux communautés afin d'étudier la variation diastratique entre elles.

En somme, le corpus ainsi constitué peut être qualifié de relativement complexe dans la mesure où il représente deux dimensions, l'une diachronique, représentée par une division en trois sous-corpus, l'autre synchronique, impliquant une division en deux sous-corpus. Conjuguer ces deux dimensions nous a contraint à certains compromis par rapport au critère de représentativité tel que défini par Biber (1993), et d'homogénéité du genre tel que défini par Flowerdew (2004), qui ne sont satisfaits que de manière relative : nous souhaitons dès lors insister sur la nécessité de tenir compte de cette caractéristique de notre corpus non seulement dans nos analyses mais également dans notre rédaction, en prenant soin de parler de terminologie représentative de l'expertise climatique incarnée par les deux communautés à l'étude plutôt que du domaine au sens large. En ce sens, cette

contrainte situe notre travail davantage au niveau du discours que de la langue, bien que nous tendions à interroger le rapport entre ces deux instances tout au long de notre étude : nous rendons compte par exemple d'éventuelles régularités entre les différents types de discours étudiés, et nous nous référons, pour nos analyses, à une version lexicalisée de la terminologie du changement climatique telle que représentée par notre corpus de glossaires.

3. PRINCIPES MÉTHODOLOGIQUES ET OUTILS MOBILISÉS POUR UNE ÉTUDE DE LA VARIATION AU NIVEAU DE L'EXPERTISE CLIMATIQUE

Dans cette sous-section, nous présentons les outils et méthodes utilisés pour une étude de la terminologie experte qui s'inscrit dans le cadre théorique varionniste introduit précédemment, lesquels doivent nous permettre de tirer le meilleur parti des trois grands principes définissant le cadre en question. Nous nous appuyons pour ce faire sur certaines des méthodes mobilisées en socioterminologie et en terminologie textuelle, telles que l'extraction semi-automatique des termes, l'organisation d'entretiens avec les experts du domaine, ou l'analyse du discours (en tant que méthode d'analyse de l'environnement contextuel verbal des termes).

3.1. Identification des termes : corpus, spécificité et critères de validation

La première étape de notre travail d'analyse de la terminologie experte consiste à identifier les termes qui composent cette terminologie. Cette première sous-section vise à décrire les outils mobilisés pour cette étape, lesquels relèvent de la terminologie textuelle.

3.1.1. Des textes aux corpus, des corpus aux termes

Notre cadre théorique nous permet de partir des termes pour caractériser les connaissances mobilisées par les experts dans leurs discours et voir comment elles se renouvellent, ce qui implique au préalable de pouvoir identifier les termes en question, et ce au sein de ces discours. À cette fin, et puisque nous nous inscrivons dans une approche textuelle de la terminologie, il convient de s'appuyer sur un corpus de documents représentant ces discours d'expertise, tel que celui décrit dans la section précédente. S'appuyer sur un corpus permet de mobiliser des outils issus de la linguistique de corpus et du traitement automatique des langues pour l'identification de la terminologie. Ces outils, qui

se sont largement développés ces dernières décennies, permettent en outre d'automatiser en partie ce travail d'identification et ainsi de traiter une plus large quantité de données que ce qu'il aurait été possible de faire en travaillant uniquement avec des experts du domaine ou en s'appuyant sur une lecture « manuelle » et linéaire de documents spécialisés.

3.1.2. Extraction (semi-)automatique des mots clés

Afin d'identifier les termes au sein de ce corpus, nous nous appuyons tout d'abord sur le concept de mot-clé (*keyword*) (Baker 2004, Scott 1999) et sur sa traduction en termes d'indice de spécificité. Issu de la linguistique de corpus et repris par la terminologie textuelle, ce concept désigne des unités qui apparaissent de manière statistiquement plus importante dans un texte que dans un autre (Baker 2004). Dans le cadre d'une étude en terminologie, il peut alors être mobilisé pour identifier des termes au sein des discours spécialisés, à l'appui du postulat qu'un terme relevant d'un domaine donné aura une fréquence statistiquement plus importante dans un discours spécialisé représentant ce domaine que dans un texte de langue générale par exemple.

Partant, l'identification des termes en fonction de leur indice de spécificité implique d'extraire une liste d'unités à partir d'un corpus spécialisé d'une part, et d'un corpus dit de référence d'autre part, dont la taille peut être similaire ou supérieure à celle du premier (*ibid.* : 347). Ensuite, les deux listes sont comparées en tenant compte de la fréquence de chacune des unités qu'elles contiennent et en utilisant un test statistique pour déterminer si les différences de fréquence sont significatives : un indice de significativité est alors assigné à chaque unité en fonction des résultats de ce test statistique. Ainsi, une unité qui apparaît 50 fois plus dans un corpus que dans un autre aura un score de spécificité plus important qu'une unité qui n'y apparaît que 2 fois plus. Forte d'avoir adopté des outils informatiques issus du traitement automatique des langues (TAL) et de la linguistique de corpus, la terminologie textuelle propose d'automatiser ce processus en utilisant des outils d'acquisition automatique des termes. Citons par exemple le logiciel en ligne *TermoStat* (Drouin 2003), qui a été spécialement développé pour la terminologie : celui-ci compare un corpus spécialisé choisi par l'utilisateur à un corpus non spécialisé déjà inclus dans le logiciel, qui est sélectionné en fonction de la langue à l'étude. Un autre outil permettant d'exploiter l'indice de spécificité des termes pour leur extraction est le logiciel de textométrie *TXM* (Heiden *et al.* 2010), qui permet notamment de choisir son propre corpus de référence (de façon par exemple à ce que celui-ci corresponde à une période similaire à celle du corpus à

l'étude) : c'est l'outil que nous utilisons pour l'extraction des termes par période, tandis que nous avons recours à TermoStat³⁴ pour l'étude de la variation diastatique des termes.

3.1.3. Des mots clés aux termes : seuil et critères de sélection

Après avoir calculé les scores de spécificité des unités issues du corpus spécialisé par rapport au corpus de référence, il convient de déterminer un seuil au-dessus duquel les unités seront considérées comme ayant une propension plus importante à effectivement être des termes. Décrivant la méthode mobilisée pour identifier des candidats-termes avec le logiciel TermoStat, Drouin explique ainsi ne conserver que les unités présentant une valeur de test (*test-value*) supérieure à 3.09, ce qui signifie qu'il y a moins d'une chance sur mille que la fréquence observée pour les « candidats-termes » ainsi extraits soit due au hasard (2003 : 101). Ce seuil ayant permis d'obtenir des résultats concluants dans le cadre de l'article mentionné *supra* et notamment sur TermoStat, nous choisissons de le mobiliser pour la présente étude. Néanmoins, parce que le choix d'un seuil implique nécessairement une certaine part d'arbitraire et dans la mesure où ce seuil ne garantit pas que les unités présentant un score supérieur à celui-ci soient effectivement des termes, il est nécessaire de procéder à une analyse « manuelle » de ces unités, pour valider ou réfuter leur statut de termes. En terminologie, une méthodologie de référence pour procéder à cette validation manuelle est celle développée par L'Homme (2004) : elle implique de s'appuyer sur différents critères pour faciliter l'analyse du statut du candidat-terme (CT), tels que le fait pour celui-ci d'avoir un sens en lien avec le domaine, d'apparaître avec des actants sémantiques spécialisés dans ce dernier, de partager des caractéristiques morpho-sémantiques ou de s'inscrire dans une relation paradigmatique (appartenance à un même cadre, relation partie-tout, relation d'hypo-/hyponymie, etc.) avec des termes en relevant. Nous renvoyons nos lecteurs à la section dédiée dans l'ouvrage *La terminologie : principes et techniques* (ibid. : 64-66) pour une description détaillée et illustrée de ces différents critères, qui nous servent d'inspiration pour l'élaboration d'une grille de validation adaptée au domaine du changement climatique (décrite au chapitre suivant).

³⁴ Le recours à TermoStat pour l'étude de la variation diastatique est motivé par le fait que nous avons réalisé cette partie de notre étude dans le cadre d'un stage de trois mois à l'Observatoire de linguistique Sens-Texte (OLST) de l'Université de Montréal, supervisé par P. Drouin. Le recours à ce logiciel nous a permis de combiner l'extraction des termes simples et composés, ce qui a néanmoins nécessité de provisoirement remplacer le corpus de référence par défaut de TermoStat (dont la moitié est composée d'articles de presse publiés en 1989) par un corpus diachroniquement plus proche de notre corpus d'analyse, en l'occurrence un extrait du Corpus of Contemporary American English (COCA). Nous décrivons cet extrait dans le prochain chapitre.

3.2. Identification et caractérisation des néonymes : indices de fréquence, filtres, et entretiens auprès d'experts

La deuxième étape de notre travail d'analyse de la terminologie experte consiste à identifier, parmi les termes extraits lors de l'étape précédente, ceux qui correspondent à des néonymes. Ces derniers constituent en effet le socle de données sur lequel nous souhaitons nous appuyer pour rendre compte de l'objectif de réduction des lacunes dans les connaissances autour du changement climatique.

3.2.1. Indices statistiques

Afin d'identifier les néonymes et voir dans quelle mesure ceux-ci tendent à introduire des connaissances nouvelles dans le domaine, nous nous appuyons sur l'observation d'indices linguistiques, nous inspirant ainsi de la méthode développée par Picton dans sa thèse de doctorat (2009). Plus spécifiquement, nous mobilisons le concept d'*empreinte de fréquence*, qui désigne les courbes de fréquence des unités à l'étude sur une période donnée. Les empreintes qui nous intéressent ici sont celles dites *de rupture*, qui correspondent à des termes qui sont absents d'un ou de plusieurs des sous-corpus composant le corpus diachronique au sein duquel ces empreintes sont observées : cet indice peut en effet permettre de repérer des néologismes, qui correspondent en ce sens à des termes absents du ou des sous-corpus les plus anciens et dont la fréquence est dès lors de zéro dans ces derniers. Par ailleurs, puisque nous extrayons les listes de termes pour chaque sous-corpus à partir du score de spécificité, nous nous appuyons en fait sur une empreinte reflétant la variation de cette mesure pour identifier les candidats-néologismes : en outre, nous considérons comme candidats-néologismes des unités qui n'ont pas été extraites dans le sous-corpus le plus ancien mais qui sont présentes dans les listes extraites pour les deux sous-corpus les plus récents, ou bien qui n'ont pas été extraites des deux sous-corpus les plus anciens mais qui ont un score de spécificité supérieur au seuil de 3.09 dans le sous-corpus le plus récent. Comme le souligne Picton (2009 : 275-281), il est néanmoins important de combiner plusieurs indices pour réduire le *bruit* dans les résultats, ce qui nous conduit à compléter cette première approche par deux autres méthodes pour identifier les néonymes : une étape de validation par filtres, et une étape mobilisant des experts du domaine.

3.2.2. Validation de la néonymie : filtres et collaboration avec les experts

3.2.2.1. Un nécessaire recours aux experts du domaine

Si les empreintes de ruptures peuvent permettre d'identifier des candidats-néologismes, elles ne suffisent pas à confirmer ce statut pour les termes présentant ce type de courbe de fréquence. De plus, elles ne permettent pas de déterminer le type de néologisme dont il serait question, et dès lors le type de nouveauté ayant motivé l'apparition du terme : correspond-il à un concept déjà établi dans le domaine et dont le référent reçoit une attention nouvelle à un moment donné (néologisme d'actualité) ? Indexe-t-il un nouveau concept dans le domaine, introduit suite à une innovation technologique ou scientifique (néologisme sémantique ou totale) ? Est-il un nouveau variant pour un concept encore mobilisé dans le domaine (néologisme dénominatif) ? Aussi, afin de permettre la caractérisation des termes identifiés à partir des empreintes de rupture et de rendre compte du type d'évolution auxquels ils correspondent, il convient de compléter l'approche quantitative par indices de fréquences avec une approche qualitative.

Pour ce faire, une démarche préconisée en terminologie et en néologie est de collaborer avec des experts du domaine, et notamment de mobiliser leur *sentiment néologique* (Picton 2009 : 285, Sablayrolles 2003, Gardin *et al.* 1974), c'est-à-dire leur sentiment vis-à-vis de la nouveauté de l'unité en question. Parce que notre démarche implique à la fois d'identifier les néonymes, de caractériser les connaissances nouvelles qu'ils indexent, et potentiellement d'identifier des formes de nouveauté qui ne relèveraient pas de la néologie³⁵, le fait d'interroger les experts sur leur sentiment néologique n'est pas suffisant par rapport à notre étude : celui-ci ne permet finalement que d'estimer le degré de nouveauté d'une unité dans le domaine. Afin de compléter le type d'informations obtenu en interrogeant les experts, Picton (2009 : 286-287) propose ainsi de soumettre à ces derniers les listes de termes potentiellement néologiques et obsolètes et de les interroger non seulement sur la nouveauté du concept indexé par les unités en question, mais également sur le type d'évolution auquel peut être associé le terme concerné, que celui-ci corresponde ou non à un concept nouveau. Cette approche permet dès lors d'élargir le spectre

³⁵ Nous rappelons néanmoins à nos lecteurs que notre définition de *néologisme* est relativement large, et qu'elle recouvre en ce sens différents types d'évolution : nous considérons en effet comme tels non seulement les termes introduisant un nouveau sens et/ ou une nouvelle dénomination, mais également ceux correspondant à la réactualisation d'une unité conceptuelle déjà ancrée dans le domaine (néologisme d'actualité) ou introduisant un nouveau point de vue sur un concept déjà existant (néologisme conceptuel). Nous admettons cependant que ces deux derniers types de néologismes sont moins prototypiques et à ce titre peuvent être interprétés comme ayant un degré de nouveauté moindre (voir Chap. 3, section 1.2.).

d'interprétations possibles pour expliquer l'apparition d'un terme, et de fournir, en fonction des connaissances de l'expert, une interprétation plus fine et plus juste.

3.2.2.2. *Pallier les difficultés de la collaboration avec les experts : validation par filtres*

Bien que l'avis de spécialistes du domaine soit à terme nécessaire pour déterminer si un concept est ou non néologique dans ce dernier, il n'est pas toujours évident de trouver des experts qui acceptent de s'atteler à une telle tâche. De plus, dans un domaine fortement transdisciplinaire (voir notre analyse et définition de l'expertise climatique, Chap. 2, sections 2.2. et 2.3.), le choix des experts avec lesquels collaborer pour cette mission peut avoir une influence sur les résultats obtenus. En effet, l'expert peut être davantage spécialisé sur un aspect particulier de la question climatique (ex. : l'adaptation ou l'énergie), ce qui pourrait limiter sa capacité à évaluer les unités relevant d'autres thématiques ou domaines.

Aussi proposons-nous un autre moyen d'évaluer le statut de nos candidats-néologismes, à savoir une validation par *filtres*, qui doit permettre d'une part de pallier l'éventuelle impossibilité à trouver un expert du domaine et d'autre part de compléter l'avis de ce dernier avec un autre point de vue. De plus, réalisée avant le travail de collaboration avec les experts, cette étape de validation peut également permettre de faciliter ce travail en réduisant le nombre de termes qu'ils auront à analyser.

3.2.2.2.1. *Filtre 1 : validation par corpus d'exclusion*

Ce procédé de validation/ réfutation du statut de néologisme s'appuie sur deux filtres, qui sont appliqués aux unités relevant d'un schéma de fréquence dit *de rupture* tel que défini *supra* (section 2.2.1.). Le premier filtre reprend le principe du corpus d'exclusion, qui implique de comparer la liste de candidats à un corpus contenant des termes lexicalisés et anciens (composé typiquement d'ouvrage terminographiques ou lexicographiques de référence) : sont alors considérées comme néologiques les unités de la première liste qui n'apparaissent pas dans le corpus de référence (Boulangier 2010 : 41, Picton 2009 : 30). Cette approche a par exemple été utilisée par Mathieu *et al.* (1998), qui se sont appuyés sur le Trésor de la Langue Française pour identifier les néologismes dans un corpus composé d'articles du *Monde*. Elle est également mobilisée pour la plateforme de suivi des néologismes du web Néoveille (Cartier 2016), qui s'appuie sur un corpus lexicographique de référence pour l'identification des néologismes de forme. Dans le champ de la terminologie, citons entre autres le travail de L'Homme *et al.* (1999), qui se sont appuyées sur la Banque

de Terminologie du Québec (BTQ, désormais le Grand Dictionnaire Terminologique (GDT)) pour identifier les néologismes du domaine de la radiologie et de la pharmacologie vasculaire, et plus récemment celui de Charlebois (2019), qui a utilisé deux dictionnaires de la communication et de l'informatique pour étudier les néologismes des domaines éponymes, ainsi que deux dictionnaires issus des médias sociaux, mobilisés pour les deux domaines.

Pour notre étude, nous nous appuyons sur un corpus d'exclusion composé de glossaires constitués spécifiquement pour représenter la terminologie du changement climatique et compilés par des instances de référence dans le domaine, tels que ceux du GIEC, celui de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et celui présent sur le site officiel de la CCNUCC. Ce corpus comporte 21 glossaires différents, le plus ancien étant un glossaire d'acronymes publié par le GIEC, en 1992³⁶. Nous vérifions également la présence des candidats-termes dans des fiches associées au domaine du changement climatique et à celui plus large de l'environnement sur Termium +, de même que dans l'*Encyclopédie de climatologie* d'Oliver et Fairbridge (notre trad.³⁷) (2006), et dans un dictionnaire de langue générale publié avant 2012, l'*Oxford English Dictionary* de Stevenson et Waite (2011). Si l'implication des ONG dans la gouvernance climatique et le travail d'expertise qu'elles tendent à effectuer aurait pu justifier l'inclusion de glossaires produits par elles dans ce corpus d'exclusion, nous n'avons pas trouvé de tels glossaires sur les sites officiels de ces dernières. Par ailleurs, notre procédure d'identification des néologismes s'appuyant sur des empreintes de fréquence, il convient d'ajouter un paramètre temporel à notre corpus d'exclusion, afin de représenter la terminologie de référence à une période antérieure à nos sous-corpus les plus récents : seront considérées comme néologiques des unités qui ne sont pas lexicalisées après la période ainsi définie. Notre sous-corpus le plus ancien couvrant une période allant jusqu'à 2011, nous considérons les glossaires et fiches terminologiques produits avant 2012 pour notre corpus d'exclusion. Ce paramètre nous amène entre autres à y intégrer le premier glossaire spécialement dédié au changement climatique et publié en 1991 par le GIEC, glossaire qui est en fait composé exclusivement d'acronymes.

3.2.2.2.2. Filtre 2 : Google Books Ngram Viewer

Afin d'affiner notre jugement vis-à-vis de la nouveauté des candidats validés par le premier filtre, nous choisissons d'en mobiliser un second, nous inspirant ainsi de la méthode

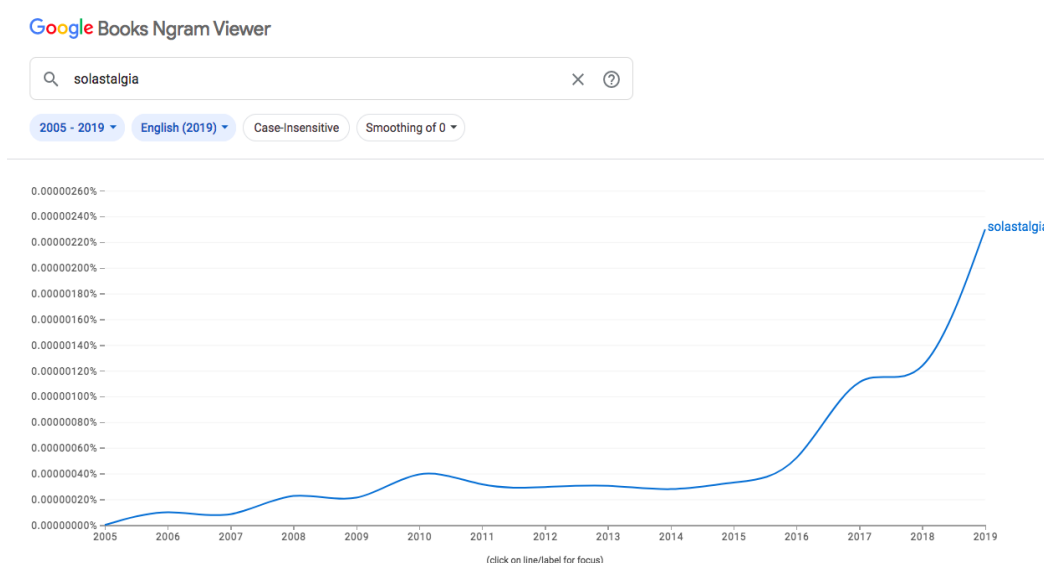
³⁶ Le corpus de glossaires est accessible via <https://hdl.handle.net/11403/climate-discourses>, où il est stocké dans le dossier « Corpus Glossaires Experts ».

³⁷ « *The Encyclopedia of Climatology.* »

utilisée par Charlebois (2019 : 53-54) pour la validation des néologismes des domaines de l'informatique et de la communication, ainsi que par Yapomo et Lejeune (2022 : 236-237) dans le domaine des énergies renouvelables. Ces auteurs se sont appuyés sur l'outil en ligne Google Books Ngram Viewer pour observer la courbe de fréquence de leurs candidats-néologismes dans l'ensemble des ebooks de Google Books sur une période donnée. Développé par Michel *et al.* (2011) pour Google et reposant sur un corpus constitué des versions numérisées et numériques de livres parus entre 1800 et 2019, ce logiciel gratuit permet de visualiser, à l'aide de graphiques, l'évolution de la fréquence des unités ou syntagmes présents dans ce corpus. Il offre notamment la possibilité de définir une période de référence entre 1800 et 2019 pour ce type d'observations. De plus, parce qu'il s'appuie sur un système de requête par *n-grammes* (définis comme des « séquences de *n* caractères consécutifs » (Jalam & Chauchat 2002 : 2)), ce logiciel permet également d'observer la courbe de fréquence de termes composés.

Partant, Ngram Viewer peut être utilisé comme un corpus d'exclusion supplémentaire, si l'on choisit notamment d'éliminer les candidats dont la courbe de fréquence diminuerait à partir d'une certaine période dans le corpus d'ebooks lui servant de référence. Le graphique ci-dessous, qui correspond à une capture d'écran de l'interface du logiciel, illustre la courbe de fréquence du néologisme *solastalgia*, introduit en 2005 par le philosophe Glenn Albrecht dans son article « Solastalgia: a New Concept in Human Health and Identity » (Albrecht 2005) :

Figure 1 : Capture d'écran de la courbe de fréquence de *solastalgia* sur Google Book Ngram Viewer



Aussi cet outil fournit-il un indice de fréquence supplémentaire par rapport à l’empreinte de rupture observée dans notre corpus spécialisé, permettant par exemple d’observer une augmentation de la fréquence d’occurrences des candidats dans l’ensemble des ebooks les plus récents. Pour notre étude, nous prenons la période 2005-2019 comme référence pour l’observation des courbes de fréquence sur ce logiciel (qui ne couvre que les ebooks publiés avant l’année 2019 incluse) : une période plus large diminuerait en effet la précision des courbes, tandis qu’une période plus restreinte pourrait masquer un schéma d’évolution hétérogène des unités à l’étude (marqué par exemple par un pic de croissance ou de décroissance à un moment donné), ce qui risquerait de fausser l’interprétation. Une fois la courbe générée, nous conservons comme « termes potentiellement néologiques » les unités présentant une augmentation de leur courbe de fréquence d’au moins 50% entre 2005 et 2019, tandis que nous réfutons ce statut pour les unités ne remplissant pas cette condition. Notons que l’adverbe « potentiellement » est important ici, dans la mesure où ce filtre ne garantit pas que les unités validées par lui soient effectivement des néologismes : il peut en revanche venir soutenir le jugement de l’expert ou guider l’analyse du terminologue lorsque celui-ci n’a pas pu obtenir l’avis d’un expert pour les termes concernés, à condition d’être combiné à d’autres critères et outils de validations, tels que le corpus d’exclusion, les empreintes de fréquence relevées dans le corpus spécialisé, ou une analyse des cotextes d’occurrences des termes pour y relever des indices de l’évolution.

De plus, Google Books Ngram Viewer présente certaines limites qui font qu’il ne peut être utilisé comme seul outil de validation. En effet, parce que les ouvrages composant le corpus servant de référence à ce logiciel peuvent relever d’une multitude de domaines et de thématiques, la courbe de fréquence d’un terme peut être influencée par une acception qui relèverait d’un autre domaine que celui du changement climatique. Par exemple, un terme tel que *adaptation* pourrait perdre en importance dans le domaine de la biologie (où il possède un sens spécifique) tout en étant de plus en plus utilisé dans le domaine du changement climatique, sans que cela ne soit visible sur Google Books Ngram Viewer si le corpus de référence contient davantage d’ebooks relevant de la biologie que du domaine du CCA. Dès lors, ce filtre ne peut pas s’appliquer aux unités possédant une acception dans un autre domaine³⁸ ou dans la langue générale, justifiant ainsi plus avant la collaboration avec des experts lorsque cela est possible.

³⁸ Le domaine de la climatologie nous semble cependant être une exception, dans la mesure où il a spécifiquement pour objet d’étude les variations climatiques et météorologiques. Dans ce domaine, le changement climatique n’est dès lors pas tant une thématique connexe impliquant des acceptions spécifiques qu’une conclusion déduite des observations menées en mobilisant la terminologie de la climatologie. Le filtre 2 pourrait donc être appliqué à des unités telles que *extreme heat day* ou *climate hazard* par exemple, qui n’ont en théorie pas d’acceptions autres que celle(s) relevant du domaine de la climatologie.

3.3. Observation de la variation diastratique : outils statistiques, plongements de mots et analyse du discours

La variation diastratique entre nos deux communautés expertes peut prendre différentes formes : elle peut être dénominative, sémantique (dans le cas d'unités polysémiques) ou conceptuelle (si les deux communautés présentent un même concept selon des points de vue différents). Elle peut également se manifester à l'échelle de l'ensemble des termes mobilisés par les deux types d'experts, qui peuvent par exemple traiter de la question climatique à partir de thématiques différentes et dès lors utiliser des terminologies distinctes pour leurs travaux : nous nommons cette échelle la *substance terminologique*, afin de la distinguer de celle des termes. Aussi les outils mobilisés pour notre étude de la variation diastratique doivent-ils permettre de rendre compte de ces différentes formes de variation possibles, tout en étant adaptés aux spécificités de notre corpus.

Néanmoins, s'il est primordial de s'appuyer sur les travaux antérieurs pour déterminer les outils les plus pertinents pour son propre objet d'étude, force est de constater que, dans le cas de la variation diastratique entre experts d'un même domaine, les travaux en question sont relativement rares. Picton et Dury (2017 : 59) notent ainsi que la recherche en terminologie tend avant tout à porter sur la variation entre spécialistes et communautés profanes. Partant, le travail des chercheuses sur cette thématique s'avère relativement pionnier dans le champ de la terminologie, tout en tirant profit d'outils déjà largement utilisés dans ce domaine, tel que les logiciels d'extraction semi-automatique des termes (en l'occurrence TermoStat (Drouin 2003)), les concordanciers (ex.: AntConc (Anthony 2005)), et le recours à des sous-corpus qui sont comparés entre eux. Citons également le travail de González Granado (2021), qui utilise le logiciel de programmation R pour observer la variation diastratique entre onze organisations humanitaires différentes au sein d'un corpus de textes humanitaires (le « Humanitarian Encyclopedia Corpus »). Pour notre étude, nous nous appuyons sur plusieurs des outils mobilisés dans ces deux travaux, outils que nous avons sélectionnés avec l'aide de Patrick Drouin³⁹, qui nous a fait bénéficier de son expertise et de son expérience pour formuler une méthodologie adaptée à l'analyse des trois formes potentielles de variation diastratique mentionnés ci-dessus.

³⁹ La question de la variation diastratique entre les ONG et les organisations intergouvernementales fut en effet appréhendée dans le cadre d'un stage à l'Observatoire de linguistique Sens-Texte (OLST) de l'Université de Montréal, stage effectué sous la supervision de Patrick Drouin.

3.3.1. Outils statistiques pour la comparaison des dénominations et de la substance terminologique

Parce qu'elles prennent la forme concrète d'une variation dans les dénominations mobilisées, la variation dénomminative et celle de la substance terminologique impliquent toutes deux une comparaison des *formes* utilisées par les deux communautés à l'étude. En ce sens, cette comparaison peut bénéficier des outils d'extraction semi-automatique mobilisés pour l'analyse de l'expertise climatique au sens large, et notamment s'appuyer sur le score de spécificité, tel que mobilisé par Picton et Dury (2017) dans leur propre étude. Une spécificité des corpus de nos deux communautés cependant est qu'ils contiennent en partie des rapports spéciaux, consacrés à l'étude d'un aspect spécifique du changement climatique. Les rapports du GIEC sont par exemple publiés en trois volumes différents, le premier consacré à la dimension physique du changement climatique, le deuxième aux impacts climatiques et aux questions de vulnérabilité et d'adaptation, tandis que le troisième traite des mesures d'atténuation. On trouve également des exemples de cette relative hétérogénéité thématique au sein du corpus ONG, un rapport de 2020 de l'Environmental Defense Fund étant par exemple consacré à la question de l'agriculture (« Climate smart farming »), tandis qu'un autre, publié la même année, traite des énergies renouvelables dans le secteur de l'aviation et du trafic maritime (« Sustainable fuels: What shipping can learn from aviation »). Aussi convient-il de mobiliser un second outil statistique pour l'étude de la variation diastatique, afin de garantir que les termes considérés soient représentatifs de la communauté à l'étude plutôt que d'une thématique qui serait traitée uniquement dans le cadre d'un rapport spécial. Pour ce faire, nous nous appuyons sur la méthode proposée par Drouin *et al.* (2018) pour extraire le *Lexique général de l'environnement* (notre trad. : *General Environmental Lexicon*), correspondant aux termes présents dans tous les textes du domaine de l'environnement, peu importe le sujet : les auteurs croisent les scores de spécificité de leurs CT à une mesure de la Fréquence inverse des document (Inverse Document Frequency (IDF)), de façon à identifier les unités qui sont à la fois spécifiques au domaine et répandues dans leur corpus d'étude. Le score IDF permet en effet de classer les termes en tenant compte de leur distribution, dans la mesure où une unité qui apparaît dans un nombre important de documents obtient un score plus faible qu'une unité qui est peu répandue. Son calcul s'effectue à partir de la formule suivante, où N correspond au nombre de documents dans le corpus, et $count(CT)$ au nombre de documents dans lesquels le CT apparaît :

$$IDF(CT) = \log\left(\frac{N}{count(CT)}\right)$$

Aussi, de façon à extraire la *Terminologie générale du changement climatique*⁴⁰ (TGCC) mobilisée par chacune de nos deux communautés expertes, nous proposons de combiner à notre tour ce score à l'indice de spécificité des CT extraits dans chacun des deux corpus : c'est donc en comparant la manifestation de cette TGCC entre les corpus OIG et ONG que nous analysons la variation diastratique entre les deux communautés éponymes.

3.3.2. Étude de la variation sémantique : sémantique distributionnelle et discursive et plongements de mots

L'étude de la variation sémantique, qu'elle soit polysémique ou conceptuelle, nous amène à mobiliser un modèle d'analyse distributionnelle vectoriel, outil encore relativement inédit en terminologie. La prochaine sous-section vise à définir ce type de modèle et à justifier d'y recourir pour notre analyse, tandis que dans la sous-section 3.3.2.2., nous présentons une méthode d'analyse sémantique qualitative qui vise à interpréter les résultats de l'analyse distributionnelle.

3.3.2.1. Modèles d'analyse distributionnelle

Notre étude vise également à rendre compte de la variation sémantique et conceptuelle entre les ONG et les institutions. Pour ce faire, nous proposons une méthodologie qui permette d'identifier les termes qui sont le plus à même de voir leur sens varier entre ces dernières, et ainsi de considérer la variation tout d'abord à l'échelle de l'ensemble de la TGCC plutôt qu'exclusivement à celle de termes sélectionnés *a priori*. Cette perspective nécessite néanmoins de recourir à des outils permettant d'automatiser un minimum l'analyse : la TGCC contient en effet un nombre potentiellement important de termes, dont il serait dès lors difficile d'analyser le sens manuellement.

Une approche émergente pour étudier et comparer le sens des termes en terminologie textuelle est de mener une analyse distributionnelle de ces derniers en corpus, laquelle implique de collecter des informations sémantiques sur les termes à partir de leurs cotextes d'occurrence ou environnement linguistique (Bertels 2022 : 311-312, Condamines 2018, Drouin *et al.* 2018). Cette approche, également désignée par l'expression « (Analyse) sémantique distributionnelle » (Bertels 2022 : 311), est en fait issue du Traitement automatique du langage (TAL), où elle s'est développée à partir des années 90 dans le

⁴⁰ Nous reprenons l'expression de Drouin *et al.* (2018), en traduisant néanmoins « lexicon » par « terminologie » de façon à souligner que les termes extraits se rattachent à un domaine spécialisé.

contexte de travaux s'intéressant à la désambiguïsation sémantique et à l'induction des catégories grammaticales des mots (Bernier-Colborne 2016 : 29). Elle s'appuie sur l'Hypothèse Distributionnelle de Harris (1954), selon laquelle la variation sémantique entre deux unités se matérialise par des différences dans la distribution de leurs cotextes d'occurrence, où « distribution » signifie : « the sum of all its environments » (Harris 1954 : 146). Elle est également généralement résumée par l'aphorisme de Firth , selon lequel le sens d'un mot peut être induit de celui de ses voisins cotextuels : « you shall know a word by the company it keeps » (1957 : 11). En invitant à considérer les cooccurrents du mot en question pour l'analyse du sens, cet aphorisme précise la notion d'*environnement* introduite par Harris, et facilite son exploitation : les cooccurrents du terme à l'étude représentent cet environnement et constituent en ce sens une entité concrète à partir de laquelle mesurer les différences dans la distribution des cotextes. Partant, l'Hypothèse Distributionnelle implique une définition bien spécifique du *sens* d'un mot : il ne s'agit pas d'une définition, d'un sens lexicalisé, mais plutôt d'un sens en discours, construit par accumulation de cotextes.

L'exploitation de cette hypothèse pour l'analyse et la comparaison du sens des termes nécessite typiquement de recourir à un *modèle d'analyse distributionnelle* (« Distributional Semantic Models » (DSM)) (Bertels 2022 : 313), qui modélise le sens des mots en représentant donc ces environnements cotextuels à partir des cooccurrents. Il permet ainsi d'automatiser l'analyse sémantique, qui se fait à partir des *représentations* résultantes, lesquelles prennent la forme de listes de nombres appelées *vecteurs* (Bernier-Colborne 2016 : 33). Il existe par ailleurs différents types de modèles d'analyse distributionnelle. Ces derniers diffèrent en effet dans les paramètres les définissant, tels que le fait de considérer l'échelle du type ou de l'occurrence, de définir les cooccurrents en termes de dépendance syntaxique, de fenêtre de mots, ou d'environnement textuel plus large (Bertels 2022 : 315, Picton 2009 : 223), ou encore dans la façon dont les informations cooccurrentielles sont stockées et représentées (Bertels 2022 : 312). Concernant ce dernier paramètre, on distingue ainsi les modèles vectoriels (« count-based » ou « vector-based models », *ibid.* : 316-317) des modèles par prédiction (« prediction-based models », *ibid.*), également appelés *modèles de langue neuronaux* (González Granado 2021 : 59, Bernier-Colborne 2016 : 40). Les premiers impliquent de représenter le sens des mots en comptant leurs cooccurrents, tandis que le second, plus récent, s'appuie sur des algorithmes issus du Machine Learning qui apprennent à prédire automatiquement les vecteurs des mots d'un corpus, générant des représentations appelées *plongements de mots* (« word embeddings », Lenci 2018 : 160). Si plusieurs travaux ont comparé les deux types de modèles (Bernier-Colborne 2016, Levy *et al.* 2015, Baroni *et al.* 2014), Lenci (2018 : 160) souligne qu'il n'y a pas de grandes différences entre les deux dans les résultats qu'ils permettent d'obtenir. Pour notre étude, ce sont sur les modèles neuronaux que nous nous

appuyons, qui sont de plus en plus utilisés pour l'analyse distributionnelle, et notamment sur l'algorithme Word2vec, qui s'appuie sur ce type de modèle.

3.3.2.2. Word2vec : un modèle de langue neuronal

Développé par Mikolov *et al.* (2013), cet algorithme permet de traduire les cotextes des mots⁴¹ sous forme de vecteurs numériques en utilisant un modèle contenant deux couches de neurones, qui apprend à prédire les vecteurs en question. Il a par exemple été utilisé pour mesurer la proximité sémantique dans le domaine judiciaire (Sugathadasa *et al.* 2017), des sciences informatiques (Mishra & Sharma 2019) ou de l'environnement (Bernier-Colborne 2016). Citons également le mémoire de master de González Granado (2021), qui a démontré l'intérêt de cet algorithme pour l'étude de la variation diastratique entre des experts d'un même domaine en l'utilisant pour comparer la proximité sémantique de 10 termes clés entre trois organisations humanitaires différentes.

L'apprentissage des vecteurs avec cet algorithme peut se faire selon deux approches. La première, dite *CBOW* (« **continuous-bag-of-words** »), implique de faire la somme des vecteurs de tous les mots entourant le mot cible pour prédire ce dernier (González Granado 2021 : 61, Mikolov *et al.* 2013). Il peut également relever de l'approche *Skip-gram*, qui, à l'inverse, vise à prédire le cotexte d'un mot cible à partir du vecteur de ce dernier. Aussi conviendra-t-il de tester ces deux techniques sur nos corpus afin d'identifier celle qui permet d'obtenir les vecteurs les plus précis. En outre, l'efficacité de l'une ou l'autre de ces deux méthodes d'apprentissage tend à être largement influencée par la taille du corpus auquel elles sont appliquées, la précision des vecteurs ayant tendance à être plus faible avec des corpus de petite taille, notamment pour les mots peu fréquents (Dénigot & Burnett 2021 : 298-299, 302). Un corpus qui n'est pas suffisamment grand peut en effet influencer les vecteurs de telle sorte que ceux-ci soient en fait représentatifs d'une idéologie ou représentation particulière, caractéristique du corpus en question (*ibid.*). Dans notre cas cependant, ce biais fait partie intégrante de l'objet d'étude : en extrayant les vecteurs de termes issus de corpus différents et en les comparant, nous faisons l'hypothèse que ces vecteurs sont imprégnés des représentations propres à chacune des deux communautés et représentées par les corpus en question (*ibid.*). Dès lors, ces vecteurs pourraient nous donner accès à des formes de variation quant au point de vue porté par chacune des communautés sur un concept donné, informant ainsi notre caractérisation de la variation conceptuelle entre ces dernières. De plus, Dusserre et Padró (2017) ont montré que le

⁴¹ Il convient ici de parler de « mot » et non de « terme » dans la mesure où l'algorithme construit le vecteur de l'intégralité des mots du corpus.

critère de taille du corpus pouvait être compensé par un critère de spécificité, lequel est validé par les corpus spécialisés. En utilisant Word2vec, les deux auteurs ont identifié les plus proches voisins sémantiques de plusieurs termes à partir d'un corpus général contenant 1,6 milliards de mots d'une part et d'un corpus spécialisé en contenant 557 676 d'autre part : en comparant les vecteurs de ces deux listes de voisins sémantiques à celui des termes pivots correspondants, ils ont montré que les résultats issus du corpus spécialisé étaient plus précis que ceux extraits du corpus général, bien que ce dernier soit près de 2000 fois plus grand. Notons enfin que nous n'étudions que les vecteurs des termes faisant partie de la TGCC, lesquels sont par définition les plus répandus dans nos deux corpus. Aussi, leur distribution permet d'accroître la représentativité de leurs cotextes en garantissant que ceux-ci ne sont pas tous issus d'un même document ou associés à un même auteur.

3.3.2.3. Interpréter les résultats de l'analyse distributionnelle par la sémantique discursive

Si les modèles d'analyse distributionnelle peuvent être mobilisés pour étudier la variation sémantique en terminologie (Bertels 2022 : 312), le fait que les résultats générés aient la forme de vecteurs numériques implique une certaine opacité quant au type d'informations sémantiques effectivement considérés (Rodman 2020 : 92). En somme, ces modèles sont un moyen d'identifier les termes ayant une certaine propension à apparaître dans des cotextes différents, mais ils ne permettent pas de déterminer si cette différence dans les cotextes d'occurrence est liée à une variation sémantique relevant de la polysémie, ou si elle est liée à une différence de points de vue sur un même concept (variation conceptuelle). De plus, ces modèles ne permettent pas de décrire les différents sens ou points de vue à l'origine de la variation observée. Il est dès lors nécessaire de recourir à une analyse supplémentaire pour permettre ce type d'interprétations, laquelle doit dès lors considérer les cotextes des termes dans leur forme textuelle plutôt que vectorielle.

Pour ce faire, nous recourons à une approche inspirée de la sémantique discursive (Lecolle *et al.* 2018), laquelle fait écho aux principes de la terminologie textuelle dans la mesure où elle ne considère pas le sens comme relevant exclusivement de la langue mais comme étant en partie construit en discours et dans les textes (*ibid.* : 35).

Au croisement de la linguistique et de l'analyse du discours (AD), la sémantique discursive repose en effet sur l'idée que le sens est dynamique et peut être affecté par des formes de variation plus subtiles que la polysémie, telles que des différences de points de vue, une reconfiguration en contexte, voire une certaine instabilité ou ambiguïté. De plus, le sens est décrit comme se construisant par imbrication de différents niveaux, tels que le mot,

le syntagme, la phrase ou encore le texte, et comme étant motivé par le contexte extra-linguistique, ce qui implique de tenir compte de l'influence potentielle des valeurs, des croyances et des connaissances partagées par une communauté donnée dans l'analyse des termes (ibid.). Aussi cette approche nous semble-t-elle permettre une description et une interprétation relativement fine du sens, dans la mesure où elle implique d'une part de prendre en compte différents niveaux textuels, et d'autre part de considérer les facteurs extra-linguistiques pouvant influencer le sens et sa variation. Si cette approche est plus explicitement mobilisée en linguistique et en analyse du discours, sa conceptualisation du discours comme un « ensemble d'usages linguistiques codifiés attaché à une pratique sociale » (Rastier 2001 : 298 in Lecolle *et al.* 2018) la rend également exploitable pour étudier des discours spécialisés : ces derniers constituent en effet en eux-mêmes une pratique sociale, propre à une communauté de discours partageant une même intentionnalité (Van der Yeught 2016a).

Parce qu'elle postule que le sens se construit par imbrication de différents niveaux (le mot, le syntagme, la phrase, le texte et plus largement, le discours), la sémantique discursive nécessite de combiner différents types d'analyses linguistiques, telles qu'une étude des caractéristiques du référent, de la morphologie et de l'étymologie de l'unité considérée, de la syntaxe, etc. (Lecolle *et al.* 2018 : 37). Née et Veniard (2012) ont par exemple combiné d'une part une analyse du discours lexicographique à une analyse lexicométrique et verbale cotextuelle pour la description du sens de *crise* dans *Le Monde* et *Le Figaro*, et d'autre part une sémantique des constructions à une analyse étymologique et morpho-sémantique pour rendre compte du sens d'*insécurité* dans ces mêmes journaux. S'intéressant au sujet de l'environnement, Rakotonoelina (2020) a quant à elle mobilisé une analyse des définitions lexicographiques et une analyse phraséologique à partir des cooccurrents pour étudier le sens des unités *biodiversité* et *biodiversity* dans les discours environnementalistes anglais et français des ONG Greenpeace et WWF.

Parce qu'elle implique une analyse cooccurrentielle, cette dernière approche nous semble particulièrement compatible avec l'analyse distributionnelle décrite dans la section précédente, qui considère également ce type d'unités textuelles. De plus, le fait de s'appuyer en partie sur une analyse des cooccurrents, définis comme la probabilité significative que deux unités apparaissent ensemble dans un cotexte linguistique de taille donné (Baker *et al.* 2008 : 279), peut permettre de limiter l'apparition de certains biais dans l'analyse du discours. Leur extraction par des tests statistiques permet en l'occurrence de mettre au jour des différences et similarités cotextuelles autour des termes et vient ainsi guider l'analyse (ibid. : 278). C'est donc cette combinaison d'analyses que nous choisissons de mobiliser pour décrire et interpréter le sens des termes ayant été identifiés comme ayant

une certaine propension à varier, achevant ainsi de faire de notre approche méthodologique une démarche résolument mixte.

4. SYNTHÈSE CHAPITRE 4

À travers cette partie, nous avons présenté trois grands principes théoriques définissant le cadre variationniste dans lequel s'inscrit notre thèse : 1/ les termes indexent une multitude d'informations sur le domaine à l'étude, 2/ l'étude de la variation peut être un moyen de révéler ces informations, 3/ l'étude de la variation est nécessaire à l'amélioration d'une situation langagière. Ces principes, que nous avons inférés de plusieurs courants théoriques s'intéressant à la variation terminologique (dont la néonymie relève), doivent nous permettre de partir de l'étude de la variation des termes dans le domaine du changement climatique pour mieux comprendre ce dernier et la façon dont les acteurs qui s'y impliquent peuvent participer ou faire obstacle à l'actualisation de sa finalité. Nous avons ainsi expliqué comment nous souhaitons mobiliser ces principes pour plus précisément étudier le rapport de l'expertise climatique internationale à cette finalité, étude à laquelle nous consacrons la présente partie de cette thèse. Nous avons également présenté les principes méthodologiques et les outils devant nous permettre d'appréhender cet objectif de recherche, lesquels se combinent en un cadre méthodologique mixte. Nous nous appuyons en effet d'une part sur une approche issue de la terminologie textuelle et caractérisée par des outils relevant de la linguistique de corpus et du traitement automatique des langues, et d'autre part sur une sémantique discursive relevant de l'analyse du discours. La première de ces deux approches doit nous permettre d'automatiser l'identification des termes, des néonymes et de la variation, tandis que la seconde est mobilisée pour caractériser la variation en question en termes de motivations et d'implications par rapport à la finalité du domaine. Avant cela, nous avons présenté le corpus mobilisé pour appréhender le rapport de l'expertise climatique à la finalité du domaine, lequel représente en fait deux communautés expertes spécifiques : les institutions (dont le GIEC) et les ONG internationales. Sa configuration doit nous permettre de comparer la terminologie – et par extension, les discours – de ces deux communautés, afin de mieux comprendre comment celles-ci participent à l'objectif de diffusion des connaissances et afin d'évaluer les termes qu'elles mobilisent au regard de cet objectif (étude menée dans le chapitre 6). Le corpus a également une dimension diachronique, laquelle vise à permettre d'identifier des néonymes et ainsi de voir comment se renouvellent la terminologie et les connaissances dans le domaine : il doit en ce sens être un moyen d'appréhender le deuxième objectif définissant la

finalité du domaine du CCA, à savoir la réduction des lacunes dans les connaissances autour du changement climatique, qui est l'objet du prochain chapitre.

CHAPITRE 5 – TERMINOLOGIE EXPERTE ET NÉONYMIE : QUELLES SONT LES CONNAISSANCES MOBILISÉES DANS LES DISCOURS D'EXPERTISE CLIMATIQUE ?

L'objectif de ce chapitre est de s'appuyer sur une analyse des termes et de la néonymie pour identifier les connaissances mobilisées par les experts et rendre compte de leur évolution. Plus particulièrement, nous cherchons à savoir si l'apparition de nouvelles unités correspond à l'acquisition de nouvelles connaissances autour du changement climatique, et souhaitons caractériser les connaissances en question : voit-on apparaître de nouvelles formes de savoir dans l'histoire récente du domaine ? Le cas échéant, quel type de lacune tendent-elles à combler dans la connaissance autour du CCA ? La nouveauté des termes mobilisés traduit-elle une évolution dans les représentations que les experts ont de leur objet d'étude ? Quelles conclusions en tirer vis-à-vis de notre définition de l'expertise climatique (Chap. 2, section 2) ?

À ce stade, nous ne considérons pas les différences dans les termes utilisés par les deux communautés expertes à l'étude : nous nous situons pour l'instant à l'échelle de l'expertise climatique au sens large, nous intéressant à l'ensemble des connaissances mobilisées dans le domaine. L'enjeu de cette étude est de mieux comprendre quelles sont les connaissances qui définissent un domaine que nous avons présenté comme étant largement transdisciplinaire (Chap. 1 et 2). Vis-à-vis de la finalité du domaine, considérer cet enjeu peut faciliter la formulation par les experts d'objectifs à accomplir en vue de l'enjeu plus général de réduction des lacunes dans les connaissances sur le CCA et sur ses conséquences potentielles et effectives, lequel fait partie intégrante de la finalité du domaine (Chap. 3, section 3.1.1.). Une première section décrit ainsi la méthode d'extraction et d'identification de la terminologie du domaine en diachronie. Nous proposons ensuite une caractérisation de la terminologie extraite à partir d'une catégorisation sémantique des termes en synchronie. La troisième section est consacrée à l'étude des néonymes parmi les termes extraits, dans la mesure où nous nous appuyons sur ce phénomène pour identifier les connaissances nouvelles dans le domaine. Nous proposons d'abord une méthode d'identification des unités relevant de la néonymie, avant d'analyser les termes ainsi validés en tenant compte à chaque fois des connaissances et de la nouveauté qu'ils tendent à indexer.

1. EXTRACTION ET IDENTIFICATION DE LA TERMINOLOGIE EXPERTE EN DIACHRONIE

Nous entamons cette première section par une description de la procédure d'extraction des termes mobilisés par les experts, procédure qui doit résulter en trois listes de termes correspondant chacune à une des trois périodes représentées dans notre corpus. Nous procédons ensuite au « nettoyage » de ces listes, et définissons une méthodologie pour déterminer si les unités résultantes relèvent effectivement de la terminologie du changement climatique.

1.1. *Extraction des termes par période*

L'approche diachronique adoptée pour cette première étude implique de collecter trois listes de termes différentes, chacune correspondant à une des trois périodes représentées par nos sous-corpus (COP 15, COP 21, et COP 25/ 26). Parce que ce chapitre vise à étudier la terminologie mobilisée par l'expertise climatique au sens large, les sous-corpus en question sont constitués à partir des rapports ONG et OIG combinés : nous considérons en effet que les discours de ces deux communautés peuvent nous donner un aperçu relativement représentatif de ce qui définit l'expertise climatique (voir Chap. 4, section 3 pour une description détaillée du corpus). Aussi, lorsque nous parlons de « sous-corpus » dans les parties suivantes, ce sont à ces versions combinées (ONG + OIG) que nous référons.

1.1.1. Procédure

Pour chaque sous-corpus (COP 15, COP 21, COP 25/ 26), l'extraction des dénominations se fait à partir de la fonction *spécificités* du logiciel TXM, qui nécessite de confronter nos sous-corpus à un corpus de référence. Nous avons donc recours à un extrait du Corpus of Contemporary American English (COCA) de plus de 12 millions de mots et représentant des genres divers (magazines grand public, blogs et autres pages web, fictions, articles de presse, sous-titrages de films et de programmes télévisés et textes académiques), choix motivé par le fait que ce corpus a été constitué pour être représentatif d'une variété d'anglais général (l'anglais américain), et parce que l'extrait en question est librement et gratuitement téléchargeable sur le site web dédié au COCA. Une fois nos différents corpus chargés sur TXM (corpus de référence et sous-corpus spécialisés), l'extraction des termes potentiels se fait en deux temps. En effet, le logiciel ne nous permet pas d'extraire les unités simples et les noms composés en une seule requête, alors qu'il

nous apparaît nécessaire d'inclure ces deux types de dénomination à notre étude pour pouvoir prétendre à une représentation exhaustive de la terminologie climatique. Les termes complexes, définis par L'Homme (2004) comme étant constitués de « plusieurs entités graphiques séparées par des blancs ou par des diacritiques comme le trait d'union ou l'apostrophe⁴² » sont en effet très présents en terminologie (ibid.). Quant aux termes simples, ils correspondent généralement aux hyperonymes de termes composés et représentent en ce sens les concepts fondamentaux d'une terminologie, à partir desquels d'autres peuvent être formés. Afin de pouvoir récolter ces deux types de termes, nous élaborons donc deux requêtes CQL différentes que nous appliquons chacune à nos trois sous-corpus. La première, [enpos = « NN »], nous permet d'extraire les candidats-termes simples, tandis que la requête suivante nous permet de récolter les dénominations complexes. Dans cette requête, « NN » correspond à la catégorie du nom (noms verbaux inclus) et « JJ » à celle de l'adjectif, deux catégories grammaticales que nous combinons et cumulons afin de tendre vers une certaine exhaustivité dans la représentation des composés nominaux qui peuvent faire partie d'une terminologie. Nous considérons ainsi les termes composés de deux unités, mais également ceux pouvant intégrer jusqu'à quatre unités⁴³ :

```
[enpos = "NN"] [enpos = "NN"] | [enpos = "NN"] [enpos = "NN"] [enpos = "NN"] |
[enpos = "NN"] [enpos = "NN"] [enpos = "NN"] [enpos = "NN"] | [enpos = "JJ"] [enpos
= "NN"] | [enpos = "JJ"] [enpos = "NN"] [enpos = "NN"] | [enpos = "JJ"] [enpos = "NN"]
[enpos = "NN"] [enpos = "NN"]
```

Une fois les listes produites par le logiciel, nous exportons les dénominations dont l'indice de spécificité est supérieur à 3,09 (Drouin 2003 : 101) pour faciliter l'identification d'unités terminologiques : les unités en deçà de ce seuil sont considérées comme ayant une propension plus faible à être spécifiques dans le domaine à l'étude, et dès lors à relever de sa terminologie. Nous fusionnons ensuite les trois listes d'unités complexes d'une part, et celles contenant les unités simples d'autres part, en factorisant les données de chaque sous-corpus (COPs 15, 21, 25/ 26) sur R : cela nous permet d'obtenir deux listes de *tokens*

⁴² Du fait de leurs caractéristiques morpho-sémantiques, les termes complexes peuvent également être nommés *termes composés*.

⁴³ Pour déterminer la taille maximale à considérer pour les composés, nous nous sommes appuyée sur celle des termes lexicalisés dans notre corpus de glossaires. Notons par ailleurs que, dans notre requête, nous ignorons les composés qui impliquent une préposition (ex. : *business as usual*) ou une conjonction (ex. : *carbon capture and storage*). Ce choix est motivé par le fait que, comme beaucoup d'autres extracteurs de termes (L'Homme 2004), TXM ne nous permet pas de distinguer entre les composés nominaux et les combinaisons libres, construites de manière *ad hoc* pour les besoins de l'énonciation.

(une liste d'unités simples et une liste d'unités complexes) et de visualiser leur fréquence dans chacun des corpus sur une même ligne.

1.1.2. Nettoyage des listes

Une fois les listes extraites, il convient de supprimer les unités non terminologiques, procédure qui implique deux étapes. La première consiste en l'élimination des unités mal-étiquetées (« low cost », « enhancing »)⁴⁴, les signes typographiques, les noms propres (« Chinese government », « European region ») et les unités de mesure courantes (« cent », « km », « GW »). Nous conservons les sigles et acronymes, qui peuvent être des variants réduits de termes du domaine. Nous relevons par ailleurs un certain nombre d'unités correspondant à des parties de syntagmes nominaux qui ont été considérées comme des composés à deux unités par TXM (ex. : « cent change », « global climate », « change risk »). Ces composés tronqués n'ont pas tous le même statut cependant : là où « global climate » peut se voir comme la partie d'un simple syntagme constitué d'un adjectif entrant dans la composition de groupes nominaux divers (*global average temperature, global market, global mean sea level*), d'autres, tels que « short-lived climate » ou « extreme weather », nous semblent davantage faire partie intégrante de noms composés lexicalisés. Le premier de ces deux exemples est en effet issu des termes *short-lived climate pollutant* et *short-lived climate forcer*, qui sont tous les deux lexicalisés et définis dans une même fiche sur Termium + (2023a). C'est également le cas de *extreme weather* qui, dans notre corpus, apparaît autant seul qu'en tant que partie du composé *extreme weather event*, lequel possède également une définition sur Termium + (2023b). Bien que l'association de l'adjectif *global* et du modifieur *climate* se retrouve également dans plusieurs fiches terminographiques sur Termium + (*global climate change, global climate market, global climate model, global climate fund*, etc.), celles-ci correspondent à des termes aux référents bien différents : si l'on peut voir une continuité référentielle entre *extreme weather* et *extreme weather event*, force est de constater qu'un marché climatique global (*global climate market*) n'est pas la même chose qu'un changement climatique global (*global climate change*), le premier désignant une entité artificielle relevant des systèmes humains tandis que le second correspond à un phénomène atmosphérique (dans son acception scientifique). Aussi, en raison de la diversité numérique et sémantique des têtes pouvant entrer dans la composition d'un composé de la forme [*global climate* + NOM], nous décidons d'éliminer la paire « global climate » de notre liste de termes potentiels. Plus largement,

⁴⁴ L'identification de ce type d'unités implique un détour par les lignes de concordance afin de voir dans quels contextes l'unité en question tend à apparaître : cela nous permet par exemple de conserver *processing*, dont les concordances révèlent qu'il s'agit avant tout d'un nom verbal, et d'éliminer *enhancing*, qui est davantage utilisé en tant que gérondif.

parmi les autres unités de la liste dont la tête a été tronquée lors de l'étiquetage des mots par Treetagger sur TXM, nous éliminons toutes celles dont la tête en question tend à correspondre, dans notre corpus, à plus de trois noms différents qui ne sont pas des variants conceptuels ou dénominatifs. Nous utilisons pour ce faire la fonction *concordances* de TXM, et trions les occurrences en fonction du contexte de droite, qui correspond à la tête des compositions ou des syntagmes à l'étude. Cette technique nous permet également de voir que certaines parties de groupes nominaux tendent en fait à apparaître avec des têtes qui sont sémantiquement proches. Les unités en question sont alors conservées et se voient augmentées des têtes en question dans notre liste, que nous ajoutons entre parenthèses si ces dernières n'apparaissent pas dans la totalité des occurrences et si plus d'une tête est possible. Ces têtes, qui sont sémantiquement proches, sont séparées par le caractère | dans la parenthèse, comme illustré dans le schéma suivant : modifieur 1 + modifieur 2 (+ modifieur 3) (etc.) (+ tête 1 | (tête 2) | (tête 3), etc.) (voir Annexe 1 pour un extrait du tableau listant les termes composés extraits et validés)⁴⁵. Ainsi, nous transformons l'unité *extreme weather* en *extreme weather (event | disaster)* dans notre liste, tandis que *extreme heat* devient *extreme heat (day | wave | rise)*, les parenthèses indiquant par ailleurs que la combinaison [*extreme* + NOM] peut également apparaître telle quelle, sans expansion.

1.2. Validation du statut terminologique

Une fois ce premier nettoyage effectué, nous en réalisons un second afin d'éliminer les unités qui ne relèvent pas du domaine du changement climatique. En raison du caractère peu prototypique du domaine du changement climatique, ce second nettoyage nécessite au préalable une réflexion sur ce qui conditionne le statut de *terme* dans ce dernier.

1.2.1. Difficultés pour l'identification des termes dans un domaine transdisciplinaire

Une approche possible pour cette validation est de s'appuyer sur les critères mis en avant par L'Homme (2004). Selon le premier de ces critères, peut être considérée comme terminologique une unité qui est liée sémantiquement au domaine spécialisé à l'étude. De même, seront considérées comme termes des unités dont l'un des actants sémantiques relève de ce même domaine et participe à la création d'un concept qui lui est spécifique. Enfin, le statut terminologique d'une unité peut être lié au fait que celle-ci s'inscrive dans une

⁴⁵ Les tableaux permettant de visualiser l'ensemble des unités validées sont accessibles via le lien <https://hdl.handle.net/11403/climate-discourses>. Ils sont stockés dans le dossier « Tableurs des données issues des corpus » et correspondent aux fichiers « UC_EXPERTS » (termes composés) et « US_EXPERTS » (termes simples).

relation de parenté morpho-sémantique ou dans une relation paradigmaticque (hypo-/hyperonymie, synonymie, méronymie, etc.) avec d'autres termes du domaine, ayant été désignés comme tels selon les deux premières critères. Néanmoins, s'appuyer uniquement sur ces quatre critères peut ne pas être suffisant dans un domaine comme celui du CCA. En effet, le premier critère présenté ci-dessus, sur lequel reposent les trois autres, nécessite de savoir si une unité est liée ou non au domaine à l'étude. Or, il peut être difficile de déterminer si une unité issue d'un autre domaine est liée ou non à celui du CCA, dans la mesure où le changement climatique concerne en fait une pluralité de domaines, qui peuvent être plus ou moins impliqués dans celui du changement climatique. De même, l'approche scalaire que nous avons adoptée pour définir ce dernier implique différents degrés dans le lien entre les concepts à l'étude et le domaine du changement climatique : le terme *climate change* peut par exemple se voir comme étant plus spécifique dans ce dernier que *renewable energy*, dont le concept associé est pourtant tout à fait nécessaire pour répondre à la problématique climatique. Devons-nous dès lors conserver des unités appartenant à d'autres domaines mais étant nécessaires pour appréhender la question climatique ? Le cas échéant, comment identifier les unités effectivement pertinentes dans le domaine du CCA ? Nous pourrions nous fier à l'indice de spécificité et considérer comme relevant du domaine du CCA toute unité ayant obtenu un score de spécificité relativement important. Cependant, nous remarquons dans notre liste des unités pour lesquelles l'appartenance à ce domaine peut poser question, tels que *school bus*, *crucial part*, *key sector*, *global problem* ou encore *oceanic whitetip shark*. Les quatre premiers de ces composés tendent en effet à relever davantage de la langue générale (*crucial part*, *global problem*), tandis que *oceanic whitetip shark* désigne une entité dont l'étude relève avant tout d'un autre domaine, en l'occurrence la biologie, l'océanologie ou la zoologie. La présence de cette dernière unité dans notre corpus tend en fait à refléter un lien entre la question de la biodiversité et le changement climatique, la première étant affectée par ce phénomène : ce lien justifie-t-il pour autant d'intégrer à notre étude tous les termes associés davantage au sujet de la biodiversité ? Doit-on inclure tous les termes qui désignent des noms d'espèces ?

Afin de répondre à ces difficultés et faciliter l'identification des termes dans nos deux listes (unités simples et unités composées), il est dès lors nécessaire de développer des critères de validation adaptés au domaine du CCA.

1.2.2. Identifier les termes en fonction de leur *couche terminologique*

Dans cette sous-section, nous présentons une grille d'évaluation des unités extraites destinée à faciliter la validation/ réfutation de leur statut terminologique. Nous nous inspirons

pour ce faire des critères de L'Homme (2004) présentés *supra*, tout en tenant compte des spécificités du domaine du CCA, définies dans la partie précédente (Chap. 2). Afin de rendre compte de son caractère transdisciplinaire et de nous inscrire dans la définition scalaire de ce domaine, nous proposons ainsi de classer les termes potentiels selon trois *couches terminologiques* et d'éliminer ceux qui ne correspondraient à aucune de ces trois couches, décrites ci-après.

La première couche représente le niveau le plus élevé de spécialisation sur le CCA. En ce sens, elle correspond à des termes indexant des connaissances qui ont été produites *en réponse* au CCA et constituant le vocabulaire incontournable du domaine. Nous y incluons également des termes ayant été introduits *en réponse* à la crise écologique au sens large, dans la mesure où le changement climatique fait partie intégrante d'une crise cristallisant plusieurs problématiques environnementales, telles que la pollution de l'air ou la perte de biodiversité, lesquelles tendent à s'exacerber mutuellement. Un certain nombre de concepts visent en fait à répondre à la question climatique en parallèle d'autres enjeux écologiques : les termes *sustainable development* ou *renewable energy* en sont des exemples.

La deuxième couche représente un niveau de spécialisation sur le CCA plus faible : les termes qui en relèvent sont également mobilisés dans au moins un autre domaine et conservent le sens du domaine en question lorsqu'ils sont utilisés pour traiter de la question climatique. Les unités concernées ont donc un sens spécialisé dans un autre domaine et c'est ce sens spécialisé qui est jugé pertinent pour appréhender la problématique climatique. L'identification de ces termes permet de rendre compte du caractère inter- et transdisciplinaire de cette problématique, et ainsi de la représenter de manière plus exhaustive, afin d'en saisir toute la complexité. Analysés en fonction de leur autre domaine d'origine, ces termes peuvent également permettre d'aborder le changement climatique de manière sectorielle, par exemple pour mieux comprendre comment le CCA se manifeste dans un secteur d'activité spécifique (énergie, agriculture, finance, etc.).

Quant à la troisième couche, elle est composée d'unités dénotant un autre domaine de manière hyperonymique, dans la mesure où elles en constituent la dénomination. Plus générales, les unités en question se trouvent aux frontières de la terminologie du changement climatique, qu'elles informent néanmoins dans la mesure où elles indiquent explicitement (en les désignant) les domaines considérés comme étant les plus concernés par la question climatique. Les unités *agriculture*, *energy sector*, ou *gas industry* relèvent de cette couche.

Le tableau suivant vise à résumer la définition de chacune de ces *couches terminologiques* et à fournir des critères morpho-sémantiques devant faciliter la catégorisation des unités :

Tableau 3 : Couches terminologiques dans le domaine du CCA

	COUCHE 1	COUCHE 2	COUCHE 3
Définition	Terme qui a été introduit en réponse au CCA (ou plus largement, aux enjeux écologiques), pour décrire ce phénomène ainsi que ses manifestations, ses conséquences, et y faire face.	Terme issu d'autres domaines mais pertinent dans le domaine du CCA (conserve le sens du domaine d'origine).	Terme désignant un domaine ou une thématique, qui apparaît dès lors comme étant en partie impliquée dans le domaine du CCA.
Critères	<p>1/ Est relativement néologique⁴⁶ (dans la mesure où il a été introduit en réponse au CCA) et dénote un enjeu écologique ou une réponse à un enjeu écologique, ou apparaît dans des contextes lui conférant un sens spécifique au domaine du CCA.</p> <p>2/ Comprend une des unités suivantes, en position de tête ou de modifieur : <i>anthropogenic, emission, climate, greenhouse gas, CO₂, carbon, transition, adaptation, mitigation, sustainable, green, renewable</i>.</p> <p>3/ Est présent dans les glossaires du CCA et contient une référence directe (<i>climate change, global warming</i>) ou indirecte (<i>mitigation, adaptation, emission, carbon reduction</i>) au changement climatique dans au moins une de ses</p>	<p>1/ Est présent dans les glossaires du CCA mais conserve le sens du domaine d'origine.</p> <p>2/ Est un variant dénominatif, un synonyme, un co-hyponyme, ou un hyponyme d'un terme relevant du critère 1/.</p>	Est relativement général et catégorisant (comprend par exemple l'unité <i>sector</i> ou <i>industry</i> en position de tête), désigne une entité générale et profilant un secteur.

⁴⁶ Le caractère « relativement néologique » de l'unité peut être déterminé à l'aide de Google Books Ngram Viewer, où il correspond à une augmentation de la courbe de fréquence du terme au plus tôt à partir des années 1970, qui marquent le début de la médiatisation de la problématique climatique.

	<p>acceptions.</p> <p>4/ Est présent dans un des glossaires du CCA et désigne un changement durable dans l'atmosphère, la cryosphère, la biosphère, ou les océans.</p> <p>5/ Est un variant dénominatif, un synonyme, un antonyme, un hyponyme ou un co-hyponyme d'un terme relevant des critères 2/, 3/ ou 4/ et apparaît dans des cotextes soulignant un lien entre son référent et le changement climatique.</p>		
Exemples	<p><i>direct air capture</i></p> <p><i>sea-level rise/ change</i></p> <p><i>baseline scenario</i></p> <p><i>advanced scenario</i></p>	<p><i>sea-level</i></p> <p><u>termes de l'énergie :</u></p> <p><i>energy efficiency,</i></p> <p><i>energy demand,</i></p> <p><i>primary energy, etc.</i></p>	<p><i>transport sector</i></p> <p><i>gas industry</i></p> <p><i>fast fashion</i></p> <p><i>water</i></p> <p><i>forest</i></p>

Pour la **couche 1**, le critère n°1 tend à rendre compte de la relative récence de la problématique climatique, tandis que les critères 2 et 3 ont été induits d'une observation des glossaires des différentes institutions et organisations à l'étude. Nous avons en effet noté que les lexies *anthropogenic*, *emission*, *carbon*, *climate*, *mitigation*, *adaptation*, et *environmental* étaient récurrentes dans notre corpus de glossaires dédiés au changement climatique, indiquant une certaine centralité des concepts qu'ils profilent dans le domaine du CCA : elles totalisent en effet toutes plus de 200 occurrences dans ce corpus. La récurrence de l'adjectif *environmental* peut par ailleurs s'expliquer par l'imbrication du domaine du changement climatique dans celui de l'environnement (Drouin *et al.* 2018 : 3419, Biros 2011 : 87), invitant à considérer les termes dont ils font partie comme des hyperonymes de composés constitués à partir de la tête *climate* (ex.: *environmental legislation* > *climate legislation*). Nous intégrons également les adjectifs *sustainable*, *green* et *renewable* à cette liste de lexies, dans la mesure où ils constituent des réponses à la crise écologique au sens large et dès lors également au changement climatique, qui y participe. Le critère n°3 a été induit suite à l'identification dans les glossaires de termes en situation d'interface avec

d'autres domaines : leur signifiant est issu d'un domaine qui n'est pas celui du CCA mais ils se trouvent intégrés à ce dernier par l'acquisition d'un sens qui lui est spécifique. Quant au critère n°4, il couvre les grands phénomènes environnementaux qui ont été présentés par le GIEC comme étant des conséquences du CCA et qui tendent à définir ce phénomène, à savoir la montée du niveau des mers et océans, la fonte du permafrost et de la banquise Arctique, l'acidification et la désoxygénation des océans et l'augmentation des températures globales (IPCC 2021). Le terme *direct air capture* correspond ainsi aux critères 1 et 2 : il est relativement néologique dans le domaine du CCA et désigne une technologie devant participer à la mitigation du CCA. C'est également un synonyme d'un terme relevant du critère 2, *carbon capture and storage*, qui contient le modifieur *carbon*. Le terme *sea-level rise* et son variant plus général *sea-level change* dénotent quant à eux des changements durables dans la structure des océans (critère 4). Quant aux termes *baseline scenario* et *advanced scenario*, ils sont validés par les critères 3 et 5 respectivement, dans la mesure où le premier apparaît dans les glossaires du GIEC et contient une référence à l'enjeu climatique dans sa définition (« scenarios that are based on the assumption that no mitigation policies or measures will be implemented beyond those that are already in force », IPCC-2019-2⁴⁷), et où le second est un co-hyponyme du premier. Ces différents critères nous amènent par ailleurs à ne pas considérer l'unité *oceanic whitetip shark* (citée dans la sous-section précédente) comme relevant de cette couche, dans la mesure où elle n'a pas été introduite en réponse à la perte de biodiversité ou au changement climatique et n'a pas un sens spécifique au domaine du CCA.

Pour la **couche 2**, le terme *sea level* est validé en vertu du critère 2, dans la mesure où il est un hyperonyme des termes *mean sea level* et *relative sea level*, lexicalisés dans les glossaires du GIEC sans pour autant y posséder un sens spécifique au domaine du CCA. Il s'agit en effet de termes issus des domaines de la climatologie et qui apparaissent comme nécessaires en tant que tels, autrement dit, sans modification de leur sens, dans le domaine du CCA. La même observation peut être faite pour les termes relevant du domaine de l'énergie, dans la mesure où ceux qui n'apparaissent pas dans nos glossaires tendent en fait à s'inscrire dans des relations de synonymie, de co-hyponymes, d'hyperonymie, ou d'hyponymie avec les unités lexicalisés. Quant au terme *oceanic whitetip shark*, il ne peut être validé par ces critères dans la mesure où il n'est pas présent dans les glossaires sur le domaine du changement climatique et n'y possède pas de de variant dénomiatif, de co-hyponyme, de synonyme, d'hyponyme ou d'hyperonyme. Nous ne considérons en effet pas

⁴⁷ Ce format de référence correspond au nom du fichier représentant le glossaire en question dans notre corpus et permet ainsi de retrouver l'exemple proposé directement dans le corpus.

le terme *biodiversity*, présent dans le glossaire de l'UICN, comme un hyperonyme de *oceanic whitetip shark* (l'hyperonyme serait plutôt *shark*, voire *fish*), mais plutôt comme le nom du domaine dont il relève. Nous excluons donc cette unité de notre étude, d'autant qu'elle est également trop spécifique pour relever de la couche 3.

Pour la **couche 3**, on remarque qu'un certain nombre des termes qui en relèvent correspondent aux activités présentées dans le rapport de la Conférence mondiale sur le climat (World Meteorological Organization (WMO) 1979) comme étant les premières concernées par les enjeux climatiques, à savoir le transport (*transport sector, public transit*), la production alimentaire (*food system, food production, agriculture*), la gestion de l'eau (*water environment, water*), la production d'énergie (*energy sector, electricity sector*), la santé (*health system*), et les activités maritimes et côtières (*marine environment, marine transport*). Par ailleurs, on observe également la présence d'unités dénotant des secteurs qui ne sont pas cités dans le rapport en question, tels que ceux de la mode (*fast fashion, fashion industry*) et de la gestion des déchets (*waste sector*). Par contraste, et si l'on part du principe que le CCA peut concerner tous les secteurs et domaines qui constituent une société, la couche 3 pourra également permettre d'identifier les secteurs qui tendent à être négligés dans les discours climatiques.

1.3. Bilan

Le tableau suivant décrit le nombre d'unités correspondant à chaque étape du double processus de nettoyage des sous-corpus et d'identification des termes qu'ils contiennent. Les résultats correspondant aux listes d'unités simples et d'unités complexes ont à chaque fois été additionnés pour faciliter la comparaison entre les différents sous-corpus, tandis que les données entre parenthèses rendent compte plus spécifiquement du nombre de termes complexes.

Tableau 4 : Nombre d'unités validées pour chaque sous-corpus et selon la couche terminologique dont elles relèvent

	Avant nettoyage et validation		Après nettoyage et validation			
	Taille corpus	Candidats-terms	Couche 1	Couche 2	Couche 3	Total (couches 1 et 2), en % de la taille du corpus
COP 15	556 204	2140	261 (203)	612 (436)	69 (27)	0,16 %
COP 21	998 364	2672	320 (265)	718 (532)	73 (31)	0,10 %
COP 25/26	657 615	3287	531 (461)	782 (569)	82 (35)	0,20 %
Total	2 212 183	8 099	1 112 (929)	2 112 (1 537)	224 (93)	0,15%

Notons que le nombre de termes relevant du domaine du changement climatique a légèrement augmenté entre la COP 21 et la COP 25/ 26, le pourcentage de termes pour les couches 1 et 2 étant plus important dans le dernier sous-corpus que dans les deux premiers. Le pourcentage pour la COP 21 est néanmoins significativement⁴⁸ inférieur aux deux autres sous-corpus, ce qui peut être lié à une plus faible diversité dans les termes mobilisés par les experts à cette période.

2. CATÉGORISATION « PRAGMASÉMANTIQUE » DES TERMES POUR UN PARALLÈLE ENTRE TERMES, CONNAISSANCES ET ENJEUX DU DOMAINE

À travers cette deuxième sous-partie, nous proposons une classification et une représentation de la terminologie identifiée de façon, d'une part, à compléter notre définition théorique du domaine (Chap. 2) par une caractérisation empirique de ce dernier à partir des termes mobilisés par les experts, et d'autre part à fournir des catégories sémantiques adaptées au domaine du CCA et devant servir de référence dans la suite de nos analyses. Cette étude doit notamment nous permettre de mieux comprendre comment le domaine est

⁴⁸ Pour cette mesure ponctuelle de la significativité de la différence entre les deux sous-corpus, nous utilisons l'outil de calcul en ligne développé par Paul Rayson à l'Université de Lancaster (<https://ucrel.lancs.ac.uk/llwizard.html>). Cet outil s'appuie sur une mesure du score de Log-likelihood (LL) pour déterminer si la différence entre deux fréquences est liée à une différence dans la taille des corpus au sein desquels ces fréquences ont chacune été observées. Dans le cas de nos trois sous-corpus, la différence dans le nombre de termes validés entre le premier et le deuxième sous-corpus d'une part, et entre le deuxième et le troisième sous-corpus d'autre part, a plus d'une chance sur mille d'être motivée par la taille des sous-corpus en fonction (LL = 780.74 et 3018.44 respectivement).

structuré ou encore de voir quelles thématiques sont considérées comme étant importantes pour appréhender le CCA.

2.1. Catégorisation « pragmasémantique » des termes pour une représentation des connaissances sur le changement climatique

Nous entamons l'analyse de la terminologie experte par une catégorisation des termes relevés dans l'ensemble du corpus (COP 15, COP 21 et COP 25/ 26 confondues), afin d'avoir un premier aperçu du type de connaissances qui définissent et structurent le domaine du CCA. En raison du caractère peu prototypique de ce dernier, marqué notamment par une forte transdisciplinarité (Chap. 2), nous adoptons une approche à la fois inductive et déductive pour la catégorisation des unités relevant de sa terminologie. Cette perspective nous permet de proposer une catégorisation adaptée au domaine du CCA, plutôt que de partir de catégories sémantiques pré-établies (telles que celles par exemple proposées par le système d'analyse sémantique automatique UCREL (UCREL Automated Semantic Analysis System : USAS) (Rayson *et al.* 2004)).

La partie déductive de notre approche tient au fait que nous nous appuyons sur l'étude de la question climatique et sur la définition du domaine respectivement proposées dans les chapitres 1 et 2 de la première partie pour révéler des catégories sémantiques potentiellement pertinentes pour le domaine du CCA. Notre définition du domaine (Chap. 2, section 1.1.) invite ainsi à considérer l'existence de concepts dédiés à l'étude du changement climatique, tandis que d'autres constitueraient avant tout des *solutions et outils* mobilisés en réponse à ce phénomène. Ce constat nous permet de formuler deux premières grandes catégories : [DÉCRIRE LE PHÉNOMÈNE] et [RÉPONDRE AU PHÉNOMÈNE]. Le recours à des syntagmes verbaux pour dénommer ces catégories nous permet d'inscrire notre catégorisation dans la perspective pragmatique adoptée pour cette thèse : il s'agit en effet de penser les termes comme étant des outils conceptuels et communicationnels au service de la finalité du domaine et des enjeux associés à cette finalité, à savoir la réduction des lacunes dans les connaissances sur le CCA, la diffusion de ces connaissances et l'action climatique (Chap. 3, section 3). Aussi proposons-nous d'introduire le concept métalinguistique de *catégorie pragmasémantique*, que nous définissons comme des catégories représentant non seulement le sens des termes qu'elles contiennent mais également le rôle de ces derniers vis-à-vis de la finalité du domaine à l'étude.

Quant au volet inductif de cette procédure de catégorisation des termes, il implique d'identifier des catégories sémantiques à partir d'une observation des termes extraits, de façon à préciser la façon dont les deux catégories pragmasémantiques formulées précédemment se matérialisent dans notre corpus. Nous relevons par exemple un certain nombre de termes désignant des technologies relevant du domaine de l'énergie et correspondant à des outils pouvant permettre de réduire les émissions de gaz à effet de serre (*renewable energy, mini-grid, onshore wind, etc.*), observation qui nous amène à créer une catégorie [RÉDUIRE LES ÉMISSIONS] et une sous-catégorie [TRANSITION ÉNERGÉTIQUE] sous la rubrique [RÉPONDRE AU PHÉNOMÈNE]. Nous représentons les catégories ainsi identifiées sous la forme d'un arbre, ce qui nous permet de les hiérarchiser.

Une observation des cotextes d'occurrence des termes s'avère parfois nécessaire pour identifier la ou les catégorie(s) qui puisse(nt) rendre compte de leur rôle dans le domaine, notamment lorsque, en raison du caractère dynamique des concepts (Faber 2022 : 360-361), plusieurs catégories peuvent être choisies. Ainsi, une observation des cotextes d'unités désignant d'autres phénomènes environnementaux d'origine anthropique tels que *biodiversity loss, air pollution* ou *ocean acidification* indique que ces derniers sont considérés comme des co-hyponymes de *climate change* tantôt parce que cet ensemble de concepts est présenté comme autant de facettes d'une crise écologique globale, tantôt parce que ces phénomènes autres que le CCA apparaissent comme des facteurs exacerbant ou comme des conséquences de ce dernier. Afin de rendre compte de ces multiples conceptualisations, nous créons tout d'abord une catégorie générale, [CRISE ÉCOLOGIQUE], de laquelle découle notre catégorisation des termes associés au domaine du CCA d'une part, et une catégorie répertoriant des exemples de phénomènes illustrant cette crise écologique d'autre part. De plus, nous ajoutons les catégories [CAUSES] et [CONSÉQUENCES] sous la rubrique [DÉCRIRE LE PHÉNOMÈNE], et spécifions que les premières peuvent être des « changements anthropiques aggravants » et les secondes des « phénomènes à évolution lente », sous-catégories au sein desquelles nous inscrivons à nouveau les termes désignant les phénomènes environnementaux concernés. En fait, un certain nombre d'unités se révèlent appartenir à plusieurs catégories, à l'image des termes désignant différents scénarios énergétiques, qui participent à l'étude des conséquences potentielles du changement climatique en fonction des scénarios en question (et donc de la catégorie [DÉCRIRE LE PHÉNOMÈNE]), tout en introduisant des formes de réponses potentielles au CCA, chaque scénario étant élaboré à partir d'un type particulier de réponse (le scénario *advanced energy [R]evolution scenario* impliquant par exemple une transition énergétique plus radicale que *energy [R]evolution scenario*). Ce constat est congruent avec le principe de multidimensionnalité présenté dans le chapitre précédent (section 1.1.2.), selon lequel les concepts ont plusieurs caractéristiques et peuvent dès lors être présentés

de différentes façons selon que l'on choisit de mettre en avant l'une ou l'autre de ces caractéristiques (Bowker 2022, 1993). Pour notre étude, nous choisissons ainsi de catégoriser chaque concept en tenant compte des principales perspectives (Bowker (2022) parle de *dimensions* du concept) adoptées sur ces derniers et identifiables dans les définitions de notre corpus de glossaire et dans les lignes de concordance de notre corpus de rapports. Pour notre arbre conceptuel, nous considérons cependant uniquement les conceptualisations qui sont les plus représentées dans nos corpus, suivant ainsi la recommandation de Bowker (ibid. : 137) de tenir compte de l'importance relative des dimensions en question. Cette approche a également une motivation méthodologique, dans la mesure où lire les cotextes un par un pour identifier toutes les dimensions possibles d'un concept est extrêmement chronophage. Nous nous contentons donc d'identifier des motifs récurrents à l'aide de l'outil concordancier du logiciel TXM, ce qui est également en congruence avec l'ancrage socioterminologique de notre travail, qui implique de témoigner du caractère nécessairement situé et relatif d'une terminologie : en l'occurrence il ne s'agit pas de représenter l'ensemble des concepts mobilisés en réponse au changement climatique (ni l'ensemble des dimensions de ces concepts), mais bien ceux qui sont le plus utilisés dans les rapports des communautés expertes.

L'arbre résultant⁴⁹ représente les catégories issues de ce processus de catégorisation, mené sur les termes relevant des couches 1 et 2 et ayant une fréquence supérieure ou égale à 30⁵⁰ dans l'ensemble du corpus (ou environ 0,001%). Nous y incluons les différents variants dénommatifs d'un même concept, à condition que les variants en question soient au-dessus de ce même seuil de fréquence. En ce sens, cet arbre est constitué de termes plutôt que de concepts, tout en permettant, par l'intermédiaire des catégories identifiées, une perspective conceptuelle sur le domaine. Cette approche est motivée par le fait que représenter uniquement des concepts aurait nécessité de choisir la dénomination devant matérialiser chacun des concepts en question, choix qui aurait nécessairement eu une dimension subjective ou arbitraire.

⁴⁹ Pour cette partie de notre chapitre, nous conseillons vivement à nos lecteurs de lire le texte en observant en parallèle l'arbre conceptuel résultant de la procédure décrite. Celui-ci peut être visualisé via ce lien <https://hdl.handle.net/11403/climate-discourses>. Il est stocké dans le dossier « Arbres conceptuels », où il correspond au fichier « Arbre_Conceptuel_Expertise.pdf ». Deux extraits se trouvent également en Annexe 5.

⁵⁰ Ce seuil de significativité nous permet de faciliter le travail de catégorisation en limitant le nombre d'unités à traiter et de garantir la relative centralité dans le domaine des unités ainsi représentées. Notons par ailleurs que le choix d'un seuil implique nécessairement une part de subjectivité et tend ainsi à varier selon les auteurs : Nikitina (2020) adopte par exemple un seuil de 30 occurrences pour 110 000 mots (ou environ 0,03%), tandis que chez Biber (2006) et Breeze (2013), ce seuil est respectivement de 0,004% et 0,005%. Dans notre cas, le seuil choisi est relativement bas dans la mesure où le travail de catégorisation nécessite une observation assez approfondie des contextes d'occurrence des termes, analyse qu'il aurait été difficile de mener à plus grande échelle dans le cadre de cette thèse.

2.2. Terminologie climatique et connaissances fondamentales : quels sont les concepts définissant le domaine du CCA ?

Dans cette section, nous proposons de considérer l'arbre de catégories ainsi réalisé comme une représentation possible du domaine du changement climatique, telle qu'émergeant des principaux discours d'expertise climatique. Ce parallèle entre termes et domaine implique d'adopter une approche conceptuelle de la terminologie, en considérant notamment les termes comme indexant les connaissances définissant le domaine. Afin de souligner ce choix théorique, nous utilisons dans cette section l'expression *terme-concept* pour désigner les unités considérées.

2.2.1. Décrire le phénomène

La catégorie pragmasémantique [DÉCRIRE LE PHÉNOMÈNE] se matérialise sous la forme de deux sous-catégories, [CAUSES] et [RISQUES ET IMPACTS], qui permettent de penser le changement climatique selon une temporalité passé-présent-futur : la première identifie les facteurs ayant provoqué et exacerbant ce phénomène (passé et présent), là où la seconde vise à rendre compte des conséquences observées et anticipées du changement climatique (présent et futur). Nous créons également une sous-catégorie [OUTILS D'ÉVALUATION], qui regroupe d'une part des concepts que l'on pourrait qualifier de *méta-scientifiques* dans la mesure où ils visent à permettre l'évaluation du niveau d'incertitude relatif aux données scientifiques. Cette évaluation est rendue possible par le recours à des adjectifs épithètes exprimant différents degrés de certitude (*limited/ low, medium, much/ high*), ainsi que par l'existence d'au moins trois concepts différents (exprimés par les dénominations têtes *agreement, confidence, evidence*), qui portent chacun sur un aspect particulier du travail de construction de la connaissance scientifique (Mastrandrea *et al.* 2010) : là où *evidence* rend compte de la quantité de preuves quant à la véracité d'une conclusion, *agreement* témoigne du niveau de consensus autour de la conclusion en question. Quant à *confidence*, il synthétise le niveau de certitude exprimé par ces deux premiers concepts. D'autres outils d'évaluation visent quant à eux à réduire l'incertitude restante en permettant d'anticiper les manifestations et impacts futurs du changement climatique. Il s'agit notamment de modèles (*climate model*) ou d'outils d'évaluation des risques (*risk assessment*), qui prennent généralement la forme de scénarios (*baseline scenario, prosperity scenario, poverty scenario*). Dans les deux prochaines sous-sections,

nous définissons plus avant les deux grands types de connaissances que ces différents outils visent à évaluer.

2.2.1.1. Risques et impacts

À partir des termes relevés, nous identifions deux niveaux de risques et impacts liés au changement climatique. Un premier niveau correspond aux conséquences physiques de ce phénomène, tandis qu'un second témoigne des impacts et risques sociétaux.

Les risques et impacts physiques du CCA peuvent prendre la forme de catastrophes profondes et à évolution lente ([PHÉNOMÈNES À ÉVOLUTION LENTE]) telles que la fonte des glaces ou l'acidification des océans, ou désigner des catastrophes soudaines et plus localisées ([PHÉNOMÈNES MÉTÉOROLOGIQUES OU CLIMATIQUES EXTRÊMES]), telles que des cyclones, des vagues de chaleur, ou des inondations. Ces éléments de description relèvent de la perspective physico-chimique sur le CCA décrite dans le tout premier chapitre de cette thèse (Chap. 1, section 1.1.). Nous identifions par ailleurs des termes qui sont nécessaires à la description des différents risques et impacts et que nous représentons sous la catégorie [PARAMÈTRES PRIS EN COMPTE]. Relevant des sciences de la terre et de l'atmosphère, ils désignent les entités physiques observées dans le cadre de l'étude de ces risques et impacts (*cryosphere, glacier, particulate matter, mercury, etc.*) ou rendent compte de la qualité, de la quantité ou du degré qualifiant les entités en question (*water quality, air quality, average temperature, etc.*). Les termes relevant de ce dernier paramètre sont typiquement définis à partir des expressions « the amount | number | degree | measure of » dans le discours terminographique.

Quant aux risques et impacts sociétaux ([GÉNÈRENT DES RISQUES ET IMPACTS...]) > [SOCIO-ÉCONOMIQUES]), ils sont en fait à considérer comme les conséquences observées ou anticipées des phénomènes extrêmes et des phénomènes à évolution lente décrits précédemment, causalité témoignant de l'imbrication du système humain dans un écosystème biophysique global, dont il dépend. Les termes relevés nous permettent ainsi d'identifier des risques et impacts d'ordre socio-économique. Nous pouvons par ailleurs nous interroger sur l'absence d'unités témoignant de la dimension politique de certains impacts dans la mesure où plusieurs travaux ont mis en avant un lien entre conflits géopolitiques et phénomènes climatiques extrêmes, ces derniers pouvant constituer un facteur exacerbant les premiers (Perchoc 2016, Janin 2010). Afin de matérialiser cette sous-représentation dans notre graphe, nous ajoutons une sous-catégorie [POLITIQUES] aux côtés des impacts socio-économiques, laquelle ne contient dès lors aucune unité.

Notons également que ce sont surtout les conséquences physiques (et donc celles qui affectent les écosystèmes au sens large, telles que les sécheresses, les feux, les

inondations, etc.) qui sont abordées dans les rapports, les impacts socio-économiques et politiques étant beaucoup moins représentés que cette première catégorie : parmi les termes ayant une fréquence supérieure ou égale à 30 dans le corpus, nous relevons en effet 38 dénominations différentes décrivant des conséquences physiques du CCA avec une fréquence totale de 7455 (4782 pour les unités simples et 2673 pour les termes composés, en excluant *climate change*) dans l'ensemble du corpus, tandis que les dénominations associées aux conséquences socio-économiques et politiques sont au nombre de 6 et ne totalisent que 596 occurrences (277 pour les unités simples et 319 pour les termes composés). Bien que les conséquences physiques du CCA supposent des conséquences sociétales, on peut se demander si un traitement plus important de ce deuxième type d'impacts dans les rapports ne pourrait pas permettre une représentation plus exhaustive des enjeux climatiques, et ce d'autant plus si les interactions entre impacts physiques et impacts socio-économiques et politiques sont explicitées. Cela pourrait notamment permettre de rendre compte plus avant de la dimension systémique du changement climatique, en soulignant la nécessaire imbrication des systèmes humains dans les écosystèmes.

2.2.1.2. Causes

La terminologie observée rend également compte de différents types de causes du changement climatique, qui entretiennent également une relation de causalité entre elles. Ces termes témoignent ainsi du processus d'attribution du changement climatique contemporain mis au point par les scientifiques (Ribes & Planton 2017 : 211-213), et ayant notamment permis d'identifier l'origine anthropique de ce dernier. La catégorie [SYSTEMES NON SOUTENABLES] rend ainsi compte de l'influence des énergies fossiles utilisées pour l'activité humaine, dont l'utilisation produit des gaz à effet de serre par définition responsables du réchauffement des températures globales. Nous identifions également des concepts dénotant des comportements ([COMPORTEMENTS SOCIO-ÉCONOMIQUES]) vis-à-vis de ces énergies fossiles (*overexploitation*, *reliance*) ou d'autres ressources (*overfishing*), constituant respectivement des causes du changement climatique ou d'autres catastrophes participant d'une crise écologique globale. Nous ajoutons notamment les concepts de *population growth* et *economic growth* à cette sous-catégorie, décrits en contexte comme exerçant une pression directe sur les conditions environnementales et climatiques :

[1] « Greenhouse gas emissions have dramatically increased since the pre-industrial period mainly by **economic and population growth**. » (IBON-2⁵¹)

[2] « Globally, **economic and population growth** continued to be the most important drivers of increases in CO₂ emissions from fossil fuel combustion. » (IPCC-2014-8)

[3] « If current patterns of fossil fuel use, **development and population growth** continue, this will lead to ongoing climate change, with serious effects on the environment and, consequently, on human lives and health. » (WHO-2009-10)

Le fait que les phénomènes sociétaux dénotés par *population growth* et *economic growth* soient présentés en contexte comme les causes principales du CCA (« mainly by », « the most important ») interroge par ailleurs quant à la portée de l'adjectif *anthropogenic* dans le terme *anthropogenic climate change*, que nous utilisons pour désigner notre domaine : peut-on en effet attribuer le changement climatique à l'ensemble de l'activité humaine ? Là où le concept de *population growth* dénote une cause relevant de l'échelle planétaire et englobant dès lors la société humaine dans son ensemble, celui de *economic growth* impute avant tout les sociétés ayant effectivement fait l'expérience d'une croissance de leur économie, ce qui est loin de concerner tous les pays. Aussi le processus d'attribution du CCA importe-t-il autant que les termes et concepts utilisés pour rendre compte des causes identifiées à travers ce processus, certains, trop englobant (*anthropogenic, population growth*), pouvant en effet masquer le fait que le niveau de responsabilité vis-à-vis à du changement climatique varie en fonction des états.

Par ailleurs, les phénomènes sociétaux mentionnés tendent à exacerber, voire à causer, d'autres changements environnementaux qui peuvent avoir un effet sur le CCA (*air pollution, ocean warming, desertification, biodiversity loss, etc.*), et que nous catégorisons dès lors sous l'étiquette de [CHANGEMENTS ANTHROPIQUES AGGRAVANTS]. Par exemple, la dégradation des terres (*land-use degradation*) peut entraîner la production d'émissions supplémentaires (par le sol) et une diminution de leur capacité à absorber les gaz à effet de serre (IUCN 2015). Aussi, la non-soutenabilité des systèmes ainsi décrits tient non seulement au fait qu'ils émettent des gaz à effet de serre, mais également à la façon dont ils peuvent être amenés à modifier l'environnement physique et géographique planétaire.

⁵¹ Ce format de référence correspond au nom du fichier représentant le rapport en question dans notre corpus et permet ainsi de retrouver l'idée mise en avant directement dans le corpus.

2.2.2. Répondre au phénomène

La catégorie [RÉPONDRE AU PHÉNOMÈNE] se matérialise par différents types de solutions et approches, qui tendent à être complémentaires dans la mesure où elles n'adressent pas nécessairement un même aspect de la problématique climatique. Par exemple, là où la réduction des émissions visent à mitiger le CCA pour en limiter les conséquences, l'adaptation et la résilience ([DÉVELOPPER DES CAPACITÉS D'ADAPTATION ET DE RÉSILIENCE]) constituent une réponse aux impacts ne pouvant être évités. Quant à l'approche visant à optimiser la gestion des ressources, elle peut se voir non seulement comme une réponse à la surconsommation d'énergies fossiles et dès lors comme participant à la réduction des émissions, mais également comme une nécessité vis-à-vis d'autres problématiques environnementales exacerbant le changement climatique, telles que la perte de biodiversité ou la dégradation des sols.

Les différents types d'approche identifiés, que nous définissons ci-après, se révèlent par ailleurs impliquer chacune des outils spécifiques, que nous décrivons à travers différentes sous-catégories (ex. : [CAPACITÉS DE RÉSILIENCE], [ANTICIPATION DES RISQUES CLIMATIQUES], [SERVICES ÉCOSYSTÉMIQUES], [POLITIQUES ET FINANCEMENTS] pour la stratégie [S'ADAPTER]) lorsque ceux-ci présentent une certaine diversité. Elles sont également soutenues par trois types d'outils plus généraux (de gouvernance, économiques et financiers, et de conscientisation), que nous distinguons des outils spécifiques à chaque stratégie dans la mesure où ils tendent à s'appliquer à toutes. Nous définissons ces derniers plus avant dans la sous-section 2.2.2.5.

2.2.2.1. Réduire les émissions

Le premier grand type de stratégie climatique identifié consiste à mitiger le changement climatique, ce qui implique de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Plus spécifiquement, il peut s'agir de réduire la quantité de gaz à effet de serre toujours émis par l'activité humaine, ou bien d'absorber les quantités déjà présentes dans l'atmosphère. Cette dernière stratégie est représentée dans notre graphe par la sous-catégorie [SÉQUESTRATION DES GAZ À EFFET DE SERRE]. L'approche la plus représentée dans notre corpus est néanmoins celle visant à diminuer ou à arrêter la production et la consommation d'énergies fossiles, fortement polluantes, et de leur substituer des énergies renouvelables (*solar energy, onshore wind, etc.*), représentée par la sous-catégorie [TRANSITION ÉNERGÉTIQUE]. Notons néanmoins que la propension des énergies renouvelables à constituer effectivement des outils de mitigation est fonction de la quantité d'émissions

qu'elles peuvent elles-mêmes être amenées à générer, notamment au travers d'activités nécessaires à leur fonctionnement telles que l'extraction de métaux rares ou la production de fertilisants utilisés pour la production de cultures destinées aux biocarburants (IPCC 2011). La sous-catégorie [PARAMÈTRES PRIS EN COMPTE] vise ainsi à rendre compte des principaux facteurs influençant l'implémentation des différentes stratégies pour la transition énergétique et l'efficacité de ces dernières vis-à-vis de l'enjeu de réduction des émissions.

2.2.2.2. Développer des capacités de résilience et d'adaptation

La sous-catégorie [DÉVELOPPER DES CAPACITÉS DE RÉSILIENCE ET D'ADAPTATION] correspond à des termes dénotant des stratégies visant à faire face aux conséquences climatiques ne pouvant être évitées. Elle a pour concepts centraux l'*adaptation* et la *résilience*, qui désignent respectivement une « démarche d'ajustement au climat actuel ou attendu ainsi qu'à ses conséquences » (GIEC 2018 : 74) et la « capacité des systèmes sociaux, économiques et environnementaux à faire face à une évolution, à une perturbation ou à un événement dangereux » (p.88). D'un point de vue terminographique et conceptuel, ces deux termes se distinguent dans la mesure où la résilience est décrite comme une capacité, là où l'adaptation est un type d'action (« démarche »), distinction qui peut avoir des conséquences dans le type de stratégies déployées pour promouvoir l'une ou l'autre de ces approches. Ainsi, parce qu'il s'agit d'une capacité, la résilience implique un travail qui s'inscrit dans la durée et qui nécessite des mesures relevant de domaines aussi variés que l'éducation, la politique, l'aménagement du territoire, la communication, etc. (Mehryar 2022). Elle s'appréhende dès lors selon une perspective systémique et multi-dimensionnelle, là où l'adaptation tend à correspondre à des mesures spécifiques et relativement urgentes, devant être mises en place avant qu'il ne soit plus possible de s'adapter (ibid.). Mehryar souligne par ailleurs la complémentarité de ces deux concepts, qui sont en fait parfois utilisés de manière interchangeable en discours (ibid.). Par exemple, une page web de la CCNUCC intitulée « Adaptation and resilience » (UNFCCC s.d.) ne propose de définition que pour *adaptation*, invitant à considérer *résilience* comme un quasi-synonyme de ce dernier. De même, bien que ces deux termes apparaissent dans des syntagmes verbaux différents sur le plan de la syntaxe, la proximité voire l'identité sémantique des verbes avec lesquels ils apparaissent (« progressing », « enhancing », « enhance », « strengthen ») les met en concurrence sur le plan paradigmatique :

« The UNFCCC has set up constituted bodies and workstreams relevant to **progressing adaptation responses** and **enhancing societal and environmental resilience**. Most

recently, the work programme on the Global Goal on Adaptation, launched in 2021 at COP 26, maps out the way for the world **to enhance adaptive capacity, strengthen resilience, and reduce vulnerabilities associated with climate change.** »⁵² (ibid.)

Afin de rendre compte à la fois de leur complémentarité et de leur proximité conceptuelle, nous regroupons les concepts de *résilience* et d'*adaptation* dans une même catégorie pragmasémantique.

Parmi les termes-concepts de notre liste, nous identifions par ailleurs trois types d'outils pouvant être mobilisés pour promouvoir l'adaptation et/ ou la résilience : [ANTICIPATION DES RISQUES CLIMATIQUES], [SERVICES ÉCOSYSTÉMIQUES] et [POLITIQUES ET FINANCEMENTS]. Nous ne relevons cependant pas de termes dénotant explicitement des « paramètres à prendre en compte » pour le déploiement de mesures favorisant la résilience et/ ou l'adaptation. Néanmoins, la raison d'être de ces deux stratégies étant de pouvoir faire face aux aléas climatiques, nous proposons de considérer les risques et impacts présentés dans la catégorie éponyme comme étant ce qui détermine le type de mesures mises en place pour faire face aux aléas en question. Par exemple, un risque d'inondation lié à la montée du niveau des mers pourra nécessiter la mise en place de digues côtières, tandis que répondre aux risques de malnutrition causés par une sécheresse accrue pourra impliquer une aide humanitaire.

2.2.2.3. Favoriser l'équité

La présence de plusieurs unités associées aux concepts de justice et d'équité (*climate equity, climate justice, environmental justice, equitable transition, equitable development, equity, just transition*) fait émerger la catégorie pragmasémantique [FAVORISER L'ÉQUITÉ]. Celle-ci désigne une approche qui vise à répondre au changement climatique en tenant explicitement compte des inégalités socio-économiques inhérentes aux sociétés actuelles et/ ou du niveau de responsabilité historique des nations en tant que contributrices à ce phénomène. Nous relevons par ailleurs plusieurs termes-concepts dénotant des outils qui tendent à réduire un type spécifique d'inégalités : le transfert technologique (*technology transfer*) peut par exemple permettre de compenser une inégalité technologique entre différents acteurs, tandis que l'aide légale (*legal aid*) peut être un moyen de réduire des inégalités d'accès aux institutions législatives. Le choix de l'un ou l'autre de ces outils et la nécessité de leur recours dépend de différents paramètres, dont les plus représentés dans notre corpus sont listés dans la catégorie éponyme. Le niveau de responsabilité historique

⁵² Dans toutes les citations proposées dans cette thèse, la typologie en gras et/ ou en italique résulte de notre intervention.

vis-à-vis du changement climatique (*historic responsibility*) constitue par exemple un paramètre influençant les revendications des mouvements pour la justice climatique, tandis que le degré de sensibilité (*sensitivity*) d'un système aux aléas climatiques pourra permettre de déterminer à quel point il est nécessaire pour ce dernier de développer des capacités d'action (*capacity building*) pour pouvoir s'adapter aux aléas en question.

2.2.2.4. Gérer les ressources autrement

Nous créons également une catégorie [GÉRER LES RESSOURCES AUTREMENT], afin notamment de rendre compte d'un certain nombre d'unités désignant des ressources naturelles : *gallium, lithium, cobalt, natural gas, oil, coal*, etc. Les ressources citées dans la sous-catégorie [RESSOURCES] n'ont cependant pas toutes nécessairement cette origine, en témoigne le concept de *clean water*, qui peut référer à une eau ayant été purifiée par des procédés technologiques, ou *cropland*, qui désigne une terre cultivée par l'humain. Nous ajoutons également à cette catégorie les différents types d'énergie secondaire listés dans la catégorie [TRANSITION ÉNERGÉTIQUE], qui constituent des ressources non-naturelles, produites par la transformation d'une énergie primaire.

Quoi qu'il en soit, ces ressources ont en commun d'être liées à des enjeux climatiques importants, que ce soit parce que leur exploitation génère des gaz à effet de serre (*oil, coal, natural gas, traditional biomass*, mais également potentiellement toutes les autres ressources selon les méthodes utilisées pour leur exploitation), parce qu'elles sont considérées comme nécessaires pour la transition énergétique (*lithium, cobalt, indium, gallium*), parce que leur qualité, quantité ou disponibilité est menacée par les impacts physiques du changement climatique (*clean water, biomass, natural capital, natural environment, cropland*), ou enfin parce que leur disparition peut exacerber l'ensemble des impacts de ce phénomène – enjeu qui tend en fait à concerner l'ensemble des ressources listées.

Les [OUTILS] associés à cette catégorie désignent des systèmes de gestion des ressources ou des pratiques qui tiennent compte de l'un ou l'autre des enjeux cités précédemment dans leur définition, ou dont les cotextes d'apparition indiquent qu'ils tendent à y répondre. Par exemple, le terme *valuation* est présenté dans un rapport de la PNUE (UNEP-2007-2) et de la WWF (WWF-2019-41) comme un outil pouvant permettre d'estimer la valeur des services écosystémiques (« ecosystem services »), dont la provision de ressources naturelles fait partie. Parmi les paramètres à prendre en compte pour la gestion des ressources, nous en relevons qui correspondent à des propriétés des écosystèmes (*productivity (of the biomass), biocapacity, biodiversity*), et d'autres qui sont spécifiques à

l'activité humaine (*energy consumption, energy intensity, energy system, energy use, etc.*), par ailleurs imbriquée dans ces écosystèmes.

2.2.2.5. Outils systémiques

Plusieurs des termes-concepts identifiés correspondent à des outils qui peuvent en fait être utilisés pour promouvoir plusieurs, voire l'ensemble, des quatre stratégies définies précédemment : nous qualifions dès lors ces outils de *systémiques*. Plus spécifiquement, nous distinguons parmi nos données des outils économiques et financiers, technologiques, de gouvernance, d'aménagement territorial, et de conscientisation, dont nous proposons d'illustrer le caractère systémique à partir d'une analyse de trois exemples de termes-concepts : *sustainable development, climate finance* et *carbon footprint*.

- Le terme-concept *sustainable development* (*développement durable* en français), que nous associons à la sous-catégorie [DE GOUVERNANCE], est un outil systémique dans la mesure où ce mode de développement implique des préoccupations non seulement économiques mais également sociales et environnementales : son adoption en tant que cadre institutionnel et conceptuel devant guider l'évolution des sociétés tend ainsi à promouvoir à la fois la réduction des inégalités (dimension sociale), mais également la transition écologique et une meilleure gestion des ressources (dimension environnementale). Précisons par ailleurs que notre catégorisation de ce concept comme un *outil* pour répondre au CCA ne tient pas compte de l'efficacité de l'outil en question (celle du développement durable pouvant en effet être remise en question (Lippert 2004)), mais de sa définition terminographique. En l'occurrence, celle-ci stipule explicitement qu'il s'agit d'un mode de développement qui « accorde un même poids aux préoccupations sociales, économiques et environnementales » (GIEC 2018 : 79).

- Le concept de *finance climatique* (*climate finance*) constitue quant à lui un outil financier systémique dans la mesure où celui-ci est suffisamment large pour désigner à la fois les « ressources financières consacrées à répondre au changement climatique à l'échelle globale et les flux financiers destinés à aider les pays en développement à répondre [à ce phénomène] » (IPCC-2014-1, notre trad.⁵³). Les ressources en question peuvent donc être allouées au déploiement d'énergies renouvelables ([TRANSITION

⁵³ « There is no agreed definition of climate finance. The term “climate finance” is applied both to the financial resources devoted to addressing climate change globally and to financial flows to developing countries to assist them in addressing climate change. » (IPCC-2014-1)

ÉNERGÉTIQUE]), à accroître les capacités de résilience et d'adaptation des pays les plus vulnérables, ou à financer la protection des forêts primaires ([SÉQUESTRATION DES GAZ À EFFET DE SERRE], [GÉRER LES RESSOURCES AUTREMENT]).

- Le caractère systémique du concept d'*empreinte carbone* (*carbon footprint*), défini par le GIEC comme la mesure de la quantité d'émissions de CO₂ « produite directement ou indirectement au cours d'une activité ou s'accumulant durant le cycle de vie d'un produit » (IPCC-2014-1, notre trad.⁵⁴), tient au fait que la mesure en question peut permettre d'identifier d'une part les activités les plus polluantes et par là de prioriser la transition énergétique de ces secteurs (participant dès lors à la stratégie de réduction des émissions), et d'autre part d'identifier les pays qui émettent le plus de gaz à effet de serre, paramètre pouvant être pris en compte dans le cadre de l'approche visant à promouvoir l'équité. De même, l'empreinte carbone peut servir d'outil de dissuasion vis-à-vis de l'exploitation de certaines ressources émettrices de CO₂, participant ainsi à une meilleure gestion des ressources.

Notons par ailleurs que la majorité des outils présentés implique des changements à des échelles plus larges que celle de l'individu, ce qui peut indiquer que les premiers destinataires des rapports sont en fait les décideurs politiques et les entreprises. Dans la dernière partie de cette thèse, qui porte sur les discours produits par les médias sur le CCA, nous comparons ces réponses à celles qui apparaissent dans la presse, ce qui peut notamment permettre de voir si cette communauté accorde une plus grande place à l'action individuelle face au CCA.

L'objectif de cette section était d'identifier les connaissances caractérisant les discours des experts et de les analyser à partir d'une catégorisation sémantique des termes. Cette catégorisation a pris la forme d'un arbre conceptuel composé de catégories *pragmasémantiques*, choix motivé par la volonté d'organiser les termes et les connaissances associées en tenant compte de la finalité du domaine. Nous avons ainsi identifié des termes-concepts dont le sens indique qu'ils permettent de *décrire* le changement climatique et ses impacts, et d'autres qui tendraient davantage à permettre de *répondre* à ce phénomène et dès lors à penser l'objectif d'action climatique. En représentant les connaissances sous forme d'un arbre conceptuel, nous espérons avoir également pu faciliter la compréhension des liens de causalité entre différents phénomènes et la

⁵⁴ « Measure of the exclusive total amount of emissions of carbon dioxide (CO₂) that is directly and indirectly caused by an activity or is accumulated over the life stages of a product (Wiedmann & Minx, 2008) » (ibid.).

nécessaire imbrication des systèmes (planétaire, climatique, naturel, humain, etc.), invitant ainsi à considérer le changement climatique comme une problématique systémique.

3. VARIATION DIACHRONIQUE ET NÉONYMIE : LA TERMINOLOGIE DES EXPERTS SE RENOUVELLE-T-ELLE ET, SI OUI, COMMENT ?

Une fois que nous avons obtenu les listes de termes pour chaque sous-corpus, nous pouvons nous appuyer sur la variation des fréquences des termes en question pour identifier d'éventuels néologismes dans la terminologie experte. L'objectif de cette étude des néonymes est de voir si de nouvelles connaissances ont été acquises dans le domaine et de caractériser les connaissances en question.

3.1. Identification et validation des néonymes

La sous-section suivante vise à décrire les étapes d'extraction et de validation des néologismes. L'identification de ces derniers se fait à partir des couches de termes 1 et 2, la couche 3 comportant des unités trop générales pour correspondre à des connaissances spécialisées.

3.1.1. Indice de fréquence

La première étape de ce processus d'extraction des néologismes repose sur l'analyse des *empreintes de rupture* des termes (Picton 2009 : 105-130, voir également Chap. 4, section 3.2.1.). Plus précisément, nous considérons comme *candidats-néologismes* des unités qui n'auraient été extraites que dans le ou les sous-corpus les plus récents (Picton 2009 : 106), qui dans notre étude correspondent au fait qu'un terme présente un score de spécificité inférieur au seuil de 3,09 dans le ou les sous-corpus le(s) plus ancien(s). Afin de faciliter l'identification des unités correspondant à ce type d'empreinte, nous avons recours à des formules de mise en forme conditionnelle dans nos deux tableaux (un représentant le termes simples, l'autre les termes complexes (voir. Annexe 1 pour un extrait⁵⁵)), nous permettant d'associer à une couleur spécifique les unités potentiellement néologiques. Nous extrayons ainsi 44 et 124 candidats-néologismes pour les sous-corpus COP 21 et 25/ 26 respectivement.

⁵⁵ Rappelons à nos lecteurs que les tableaux complets peuvent être visualisés via le lien <https://hdl.handle.net/11403/climate-discourses>. Ils sont stockés dans le dossier « Tableurs des données issues des corpus » et correspondent aux fichiers « UC_EXPERTS » (termes composés) et « US_EXPERTS » (termes simples).

3.1.2. Validation par filtres

Une fois les candidats extraits, nous procédons à une première étape de validation/réfutation de leur statut à partir des différents filtres développés pour cette étude (voir Chap. 4, section 2.2.).

L'application du premier filtre nous permet d'exclure 69 unités des deux listes de candidats-néologismes (COP 21 et 25/ 26), dans la mesure où ces unités étaient présentes dans les glossaires et bases de données terminologiques avant la COP 21. Nous appliquons ensuite le filtre 2 aux candidats résultants, étape à l'issue de laquelle nous obtenons 14 et 32 néologismes pour les COP 21 et 25/ 26 respectivement. Le tableau suivant présente les résultats quantitatifs de cette procédure de validation, tandis que les deux listes de termes en bleu dans le tableau en Annexe 2 liste les candidats validés⁵⁶.

Tableau 5 : Résultats quantitatifs de l'étape de validation des néologismes par filtres

	Apparition COP 21	Apparition COP 25/ 26
Validés	13 (29,5% ⁵⁷)	26 (21%)
Réfutés	25 (57%)	75 (60,5%)
Non applicable	5 (11,5%)	23 (19%)
Total	44	124

Cette procédure nous permet de valider environ 29,5% et 21% de candidats-néologismes pour les COP 21 et 25/ 26 respectivement. Rappelons par ailleurs à nos lecteurs que, sur Google Books Ngram Viewer, la courbe de fréquence obtenue pour des unités mobilisées dans plusieurs domaines ou ayant plusieurs acceptions tend à être influencée par ces différents contextes d'usage. Ainsi, bien qu'une courbe témoignant d'une croissance de plus de 50% de la fréquence entre 2005 et 2019 et présentant des taux proches de 0 au début de la période tende à indiquer qu'un terme est néologique peu importe le domaine dont il est issu, une courbe qui ne présenterait pas une telle croissance ne signifie pas pour autant que le candidat-néologisme ainsi testé n'a pas ce statut dans le domaine du changement climatique. Ce filtre ne peut donc s'appliquer aux unités relevant de ce cas de figure, que la ligne « Non applicable » dans le tableau ci-dessus vise à représenter. Aussi, afin de pallier

⁵⁶ Les termes surlignés en vert correspondent à la deuxième étape de validation (par les experts), décrite dans la prochaine sous-section.

⁵⁷ Les pourcentages sont arrondis au demi-point supérieur si le quart de point est dépassé, et inférieur s'il ne l'est pas.

les limites que peut présenter cette procédure de validation par filtres, nous la complétons par une étape de validation par les experts, décrite dans la section suivante.

3.1.3. Validation par les experts

Cette seconde étape de validation a trois objectifs : il s'agit 1/ de tester les résultats obtenus à travers notre procédure de validation par filtres, 2/ de déterminer le statut des unités pour lesquelles ces derniers n'ont pas pu être appliqués, et 3/ d'entamer le processus d'interprétation des néologismes en termes d'évolution des connaissances. Nous collaborons pour ce faire avec deux experts anglophones, un premier appartenant à une ONG spécialisée sur les enjeux climatiques, et un chercheur spécialiste des questions de gouvernance climatique⁵⁸. Nous transmettons donc à chacun les listes de candidats-néologismes, desquelles nous excluons au préalable les unités possédant un sens lexicalisé dans le domaine depuis avant 2013 (exclues par le filtre 1) : cela doit permettre de faciliter le travail des experts en évitant de leur fournir des listes trop longues et trop « bruitées » (Picton 2009 : 289). Les listes transmises contiennent ainsi 23 unités qui seraient apparues autour de la COP 21, et 81 autour des COP 25/ 26.

La tâche demandée aux experts est de statuer sur la nouveauté des unités fournies, et, dans le cas où un terme ne serait pas néologique, d'expliquer, si possible, si sa présence dans le ou les corpus le(s) plus récent(s) peut être associée à une évolution particulière dans le domaine. L'exemple ci-dessous, inspiré des consignes formulées par Picton (2009 : 118) dans sa thèse de doctorat, correspond à l'instruction fournie aux experts pour la validation des candidats-néologismes extraits du deuxième sous-corpus :

Observe this list of terms. The latter do not appear in the first corpus (reports published around COP15), but they do appear in the two most recent ones (reports published around COP21 and COPs 25/26). In your opinion, do these terms refer to new concepts in the domain of climate change? If not, can they be associated with an evolution or progress in the latter (i.e. evolution of knowledge or representations for ex.) ? Justify briefly if none of these two possibilities apply.

Cette consigne vise à couvrir les différents types de néologismes proposés par Pelletier (2012) et définis dans la première partie de cette thèse (Chap. 3, section 1.1.3.). La définition de *néologisme* que nous leur fournissons (« terms [that] refer to new concepts in

⁵⁸ Bien que nous ayons contacté par mails plusieurs experts issus d'institutions internationales et échangé avec une membre du GIEC, ces derniers n'ont pas donné suite à nos sollicitations pour les impliquer dans la procédure de validation des néologismes.

the domain of climate change ») recouvre les phénomènes de néologie totale (nouveau signifié introduit par un nouveau signifiant), ainsi que les néologismes sémantiques (nouveau signifié et référent introduits par un signifiant déjà existant). Dans le cas où le statut néologique d'un candidat serait réfuté, l'expert a la possibilité d'associer le terme à une évolution autre que linguistique et référentielle (« i.e. evolution of knowledge or representations for ex. »), afin d'identifier de possibles néologismes conceptuels (au sens de : *termes associés à un référent et à un signifiant déjà existants, mais présentés selon un nouveau point de vue* (Chap. 3, section 1.1.3.)). La demande de justification (« justify briefly if none of these two possibilities apply ») doit quant à elle permettre d'identifier d'éventuels néologismes d'actualité, à savoir des concepts qui ne seraient pas nouveaux mais qui auraient récemment gagné en importance dans le domaine.

Le tableau suivant présente les résultats quantitatifs de cette étape de validation par les experts. Par ailleurs, nous intégrons les candidats ainsi validés au tableau en Annexe 2 et les distinguons de ceux validés par filtres en les surlignant en vert. Nous mettons en gras les unités issues de l'étape de validation par filtres (en bleu dans le tableau) qui ont également été considérées comme néologiques par nos deux experts.

Tableau 6 : Résultats quantitatifs de l'étape de validation des néologismes par les experts du domaine

	Apparition COP 21	Apparition COP 25/ 26
Validés⁵⁹	1 (4%)	16 (20%)
Réfutés⁶⁰	16 (70%)	47 (58%)
Ne sait pas⁶¹	1 (4%)	12 (15%)
Désaccord⁶²	5 (22%)	6 (7%)
Total	23	81

À partir de ces données, on observe que le nombre d'unités validées par les experts est proportionnellement inférieur à celui obtenu à travers notre procédure de validation par filtres. Par ailleurs, seulement 6 des 17 néologismes validés par les experts (COP 21 et COP 25/ 26 confondues) ont également été validés par les filtres (*climate emergency, green recovery, green infrastructure, deep decarbonization, grid modernization* et *net-zero carbon*),

⁵⁹ Néologismes validés par les deux experts ou bien validés par un tandis que l'autre n'a pas pu s'exprimer sur la nouveauté.

⁶⁰ Termes réfutés par les deux experts ou bien réfutés par un tandis que l'autre n'a pas pu s'exprimer sur la nouveauté.

⁶¹ Les deux experts n'ont pas pu s'exprimer sur la nouveauté de l'unité.

⁶² Un expert a considéré l'unité comme un néologisme tandis que l'autre a réfuté ce statut.

suggérant que les résultats obtenus à travers ces deux méthodes de validation sont relativement différents. Dans le cadre de notre étude, chacune des deux méthodes peut néanmoins être un moyen de compléter les lacunes de l'autre : la première offrant davantage d'informations sur les termes pour lesquels les experts n'ont pas pu statuer, la seconde offrant une chance supplémentaire de déterminer le statut de ceux pour lesquels le filtre 2 n'a pas pu être appliqué. Dans la prochaine section, nous analysons en priorité les unités ayant été validées par les experts, tout en nous appuyant sur les résultats de notre validation par filtres pour essayer de déterminer le statut des termes pour lesquels les experts n'ont pas pu statuer.

3.2. Analyse des néonymes : renouvellement terminologique et connaissances nouvelles

Dans cette deuxième sous-section, nous analysons les résultats de notre double procédure d'extraction de la terminologie experte en diachronie et d'identification des unités néologiques dans le domaine en tenant compte du type d'innovation indexé par les termes. Il s'agit de voir si le renouvellement de la terminologie du domaine est motivé par l'acquisition de connaissances nouvelles dans ce dernier en identifiant ce qui motive l'innovation introduite par le terme. Pour ce faire, nous nous appuyons sur les commentaires et explications fournies par les experts, ainsi que sur une analyse morpho-sémantique des unités et une analyse manuelle des cotextes entourant leurs occurrences en discours. Nous prêtons notamment une attention particulière aux éventuels marqueurs d'évolution, qui constituent des « informations pertinentes concernant l'évolution des connaissances d'un domaine » (Picton 2009 : 149). Les dates, les adverbes et syntagmes temporels (ex.: « les prochaines décennies », « à ce jour »), ou encore les marqueurs aspectuo-verbaux (ex.: « sont en cours ») constituent des exemples de tels marqueurs (Picton 2009 : 155, Laignelet 2009). Dans le cas où le néologisme introduit un concept nouveau (néologisme sémantique ou total) ou réactualise un concept ancien (néologisme d'actualité), nous analysons également son référent et comparons ce dernier avec les catégories de référents représentées dans notre arbre terminologique : désigne-t-il une entité abstraite ou concrète ? Désigne-t-il un outil technologique ou un savoir écologique traditionnel, une mesure politique ou une théorie scientifique ? Correspond-il à une catégorie de référents déjà présente dans notre arbre terminologique ? etc. Cet autre aspect de notre analyse vise en outre à rendre compte du type de connaissances que le néologisme tend à introduire dans le système conceptuel du domaine.

3.2.1. Nouveaux points de vue sur des concepts déjà existants (néologismes conceptuels)

Tout d'abord, quatre des unités validées, toutes apparues autour des COP 25/ 26, introduisent un nouveau point de vue sur des concepts déjà existants, relevant dès lors des phénomènes de variation conceptuelle et formelle présentés dans la première partie de cette thèse (Chap. 3, sections 1.1.2. et 1.1.3.). C'est le cas de *climate emergency*, qui peut se voir comme un variant formel et conceptuel de *climate change*. Les deux dénominations ont en effet le même référent (le changement climatique), tout en présentant ce dernier selon des perspectives différentes : le nom tête *emergency* ajoute en effet une connotation négative à ce que *climate change* décrit comme un simple changement. De plus, l'emploi d'« emergency » tend à ajouter un sème pragmatique au concept⁶³, dans la mesure où ce nom intègre l'idée qu'il est nécessaire d'agir dans sa définition⁶⁴ (Cambridge Dictionary [informatisé] s.d.). De même, *equitable transition*, qui est un nouveau variant de *just transition*, témoigne d'une évolution de ce dernier concept, qui a été introduit par le mouvement politique britannique du Labour et s'appliquait à l'origine exclusivement à l'impact du CCA sur le monde du travail : le néologisme permet ainsi de réactualiser le concept en le dissociant de son origine politique, ouvrant par là également la voie à un élargissement de son référent. Ce nouveau variant vient également préciser la valeur devant guider la transition en question : par rapport à *just*, l'adjectif *equitable* peut plus directement être associé à une valeur, l'équité, dans la mesure où il partage la même racine que le nom désignant la valeur en question (*equity*).

Un des experts présente également le terme *fleet electrification* comme illustrant un nouveau point de vue sur un concept ancien, à savoir celui de l'électrification des véhicules. Le statut de néologisme ayant été réfuté par les deux experts pour les termes *electric vehicle* et *vehicle electrification*, la nouveauté introduite ici repose avant tout sur l'emploi du modifieur *fleet*, qui peut soit désigner la flotte maritime, soit l'ensemble des véhicules possédés par une personne ou organisation (Cambridge Dictionary [informatisé] s.d.). Une analyse des lignes de concordance de ce terme, qui n'apparaît par ailleurs que dans deux documents dans notre corpus (tous rédigés par l'Environmental Defense Fund (ONG)), indique que c'est plutôt la deuxième de ces deux acceptations qui est actualisée :

⁶³ Nous rendons compte de cette fonction spécifique de la néologie dans le dernier chapitre de cette thèse (section 2).

⁶⁴ « [E]mergency: something dangerous or serious, such as an accident, that happens suddenly or unexpectedly and needs fast action in order to avoid harmful results » (Cambridge Dictionary [informatisé] s.d.).

[1] « But, just like understanding what's needed to move hotel room occupants to act, getting to “Yes” on any **fleet electrification** initiative demands that we first have to understand both the barriers that stand in the way and the tools that can overcome those barriers. The time is right for taking on this challenge in the transportation sector. Electric trucks and buses are gearing up for mass deployment. The technology is proven. » (EDF-2020-15)

[2] « Innovation in private financing approaches can also support accelerated school bus **fleet electrification**, for example through using vehicle-to-grid approaches. » (ibid.)

Aussi, l'emploi de *fleet electrification* implique de considérer des ensembles de véhicules plutôt que les véhicules pris individuellement (typiquement la ou les voitures détenue(s) par les ménages), tandis que *vehicle electrification* ne possède pas un tel sème. Cet apport d'informations sur le référent auquel le concept d'*electrification* peut s'appliquer vient en ce sens faire porter la responsabilité du processus d'électrification en question sur des entités autres que les ménages, les exemples indiquant en effet que sont avant tout concernés des véhicules détenus par des collectivités (« school bus », « electric trucks and buses »).

3.2.2. Néologismes désignant de nouveaux outils

D'autres unités correspondent quant à elles à l'introduction de nouveaux outils dans le domaine. Les termes *corresponding adjustment*, *NDCs*, *net-zero carbon*, *production gap*, *natural climate solution*, *grid modernization*, *deep decarbonization* et *sustainable alternative jet fuel* relèvent de ce cas de figure.

3.2.2.1. Innovations technologiques

Concernant le terme-concept *sustainable alternative jet fuel*, les experts n'ont en fait pas pu statuer sur sa nouveauté : son statut de néologisme nous a été révélé par l'implémentation du filtre 2 et par une recherche manuelle de marqueurs d'évolution dans notre corpus et sur des sites spécialisés. Le site de la Business Aviation Coalition for Sustainable Aviation Fuel (2020 : 5) indique notamment que le premier vol d'un avion utilisant un carburant bas-carbone (*sustainable alternative jet fuel*) a eu lieu en 2018, soulignant la récence de ce type de carburant. Néanmoins, la Coalition précise également que ce terme tend aujourd'hui à être remplacé par *Sustainable Aviation Fuel* (SAF), variant présenté comme étant plus simple par l'organisation :

« [I]n the 2018 version of this guide, we used the terminology **sustainable alternative jet fuel** (SAJF). Since that version was published, the International Civil Aviation Organization (ICAO) adopted a simplified name and acronym for this fuel, **sustainable aviation fuel** or **SAF**, and has asked the entire industry to follow suit. » (The Business Aviation Coalition for Sustainable Aviation 2020 : 5)

La présence de ce néologisme dans des rapports spécialisés sur le changement climatique témoigne de la contribution du secteur de l'aviation au domaine du CCA, démontrant une fois encore le caractère fortement transdisciplinaire de ce dernier, dont la finalité dépend en partie des innovations (en l'occurrence technologiques) issues d'autres domaines. Cette observation s'applique également au composé *grid modernization*, associé au domaine de l'énergie. Issu d'une composition libre entre deux noms, ce composé relativement transparent désigne l'action de moderniser le système de connectivité électrique d'une région. Décrit par un des deux experts comme désignant un concept qui n'est pas nouveau mais qui fait l'objet d'un nouveau cadrage, ce terme correspond à un néologisme d'actualité, désignant un concept dont la réactualisation se traduit par la création d'un composé. L'application du filtre 2 suggère en effet que ce composé était très peu utilisé au début des années 2000, puisqu'il a vu sa courbe de croissance fortement augmenter au cours de la période à l'étude. Dans notre corpus, ce concept tend à être présenté comme un outil important pour la transition énergétique (« high-priority are[a] » (EDF-2021-11), « crosscutting initiatives » (NRDC-2019-31)), aux côtés d'autres stratégies telles que le déploiement des énergies renouvelables (*clean electricity deployment* (ibid.)) ou le recours à des outils informatiques avancés (*advanced computing* (ibid.)).

À l'inverse, le néologisme *natural climate solution*, validé par un des deux experts (l'autre n'ayant pas pu s'exprimer sur la nouveauté de ce concept) et dont un cotexte indique qu'il a été introduit en 2017, met quant à lui l'accent sur des outils d'origine « naturelle » en intégrant une référence explicite à cette origine au sein même de sa dénomination. Une analyse en contexte de ce néologisme indique cependant une certaine instabilité autour du concept associé. Cette instabilité est tout d'abord liée au fait que ce terme tend à être en concurrence avec *nature-based solution*, dont le sens diffère légèrement : là où ce dernier est présenté par l'UICN comme désignant des solutions qui doivent avoir un impact positif sur la biodiversité et offrir un soutien aux communautés affectées dans une logique d'inclusivité (Cohen-Shacham *et al.* 2016 : xii), le concept de *natural climate solution* implique des solutions présentées comme ne devant avoir aucun impact sur la biodiversité, sans qu'il ne soit question de restauration de cette dernière (UNEP-2021-2). De plus, le sens donné à chacun de ces deux termes tend à varier en fonction des communautés qui y ont recours, en témoigne cet extrait d'un rapport du WWF :

« Other definitions of **nature-based solutions** aimed at addressing climate-related challenges emphasize different aspects on either the problem to be solved or the nature to be used. The Nature Conservancy (TNC) and Rainforest Alliance use the term “**Natural Climate Solutions**” that makes reduced or avoided emissions the primary objective, while the Rainforest Alliance definition also includes resilience to extreme weather but limits actions to forest biomes. The World Bank GFDRR uses nature-based solutions in the context of disaster risk reduction. Some definitions include both natural and artificial (such as green roofs) or modified ecosystems (such as forest plantations) while others do not. » (WWF-2020-40)

En fait, chaque communauté privilégie l'un ou l'autre de ces deux concepts et l'acception associée en fonction de ses objectifs et de son rapport à la problématique de la biodiversité, soulignant ainsi les enjeux relativement idéologiques entourant les concepts de *natural climate solution* et de son concurrent, *nature-based solution*.

3.2.2.2. Nouveaux outils de gouvernance

Tout d'abord, les néologismes *NDCs* (acronyme de *Nationally Determined Contributions*), *corresponding adjustment* et *net-zero carbon* témoignent de l'influence de la gouvernance climatique sur les discours des experts, dans la mesure où ils ont tous les trois émergé ou été popularisés dans le cadre de l'Accord de Paris, signé lors de la COP 21 (2015). Le premier de ces deux termes est un outil de gouvernance introduit dans le cadre de cet Accord : il désigne les efforts que chaque pays s'engage à faire pour réduire ses émissions et contribuer à l'objectif international de limitation du réchauffement planétaire à 2°C, voire 1,5°C, tout en constituant un plan d'action pour atteindre l'objectif fixé.

Le deuxième, *corresponding adjustment* (en français « ajustement corrélatif »), est un néologisme sémantique dont l'introduction répond au devoir de mettre en place « un système fiable de comptabilisation, afin notamment d'éviter un double comptage », formulé dans l'Article 6 de l'Accord de Paris (Nations Unies 2015 : 7). Il désigne un mécanisme de comptabilisation des émissions « empêchées » par un pays qui implique que la réduction de ces émissions ne soit pas comptabilisée parmi les efforts fournis par un autre pays. Par exemple, si un pays A réduit ses émissions en investissant dans la protection des forêts dans un pays B, l'ajustement corrélatif permet que les émissions ainsi empêchées ne soient pas comptabilisées deux fois, c'est-à-dire que l'objectif de réduction atteint ne soit pas revendiqué par le pays A ET par le pays B. Issue du *Glossaire de l'Économie* (Termium + 2017) sous sa forme française, la dénomination de ce terme a été traduite en anglais et

reprise suite à l'Accord de Paris, en se voyant alors associée à un nouveau sens, spécifique au domaine du changement climatique.

En parallèle, cet accord s'est également traduit par la popularisation du terme-concept *net-zero carbon (dioxide) (emissions)*, formé à partir du nom *net-zero* en position de modifieur et de *carbon dioxide emission*, composé dont les têtes « dioxide » (tête de *carbon dioxide*) et « emission » tendent en fait à être éludées en discours. Notons par ailleurs que le composé complet, *net-zero carbon dioxide emission*, possède une fiche terminologique datant de 2023 sur Termium + (2023c), où il est défini comme une situation où les émissions de dioxyde de carbone produites par l'activité humaine « sont entièrement compensées par l'absorption anthropique de dioxyde de carbone au cours d'une période donnée ». En ce sens, il désigne un outil conceptuel permettant de se représenter un objectif à atteindre en termes de réduction des émissions, lequel doit alors participer à celui fixé par l'Accord de Paris pour limiter l'augmentation des températures à moins de 2°C au-dessus des niveaux pré-industriels.

Le terme-concept *production gap*, introduit dans un rapport produit par le Stockholm Environmental Institute (SEI), l'International Institute for Sustainable Development (IISD), l'Overseas Development Institute (ODI), Climate Analytics, le Centre de recherche internationale sur le climat et l'environnement (CICERO) et l'UNEP en 2019, désigne l'écart entre ce même objectif international de limitation des températures globales et la production de charbon, de pétrole et de gaz prévue par chaque pays. En ce sens, ce concept constitue un outil de mesure pour déterminer si les contributions (NDCs) promises par les pays pour réduire leurs émissions seront suffisantes pour limiter l'augmentation des températures mondiales en dessous du seuil fixé dans le cadre de l'Accord de Paris.

Le terme *deep decarbonization* a quant à lui été introduit en 2013 dans le cadre du projet « Deep Decarbonization Pathways (DDP) ». Il s'agit d'un consortium international réunissant des chercheurs issus de plus d'une trentaine de pays afin d'aider les décideurs à prendre des mesures qui permettent d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 (DDP s.d.). Il apparaît ainsi dans notre corpus pour la première fois en 2014, dans un rapport unique où il ne fait l'objet que d'une seule occurrence, et voit sa fréquence augmenter à 16 occurrences réparties dans 7 rapports différents dans le dernier sous-corpus (IITCAT-3). Il y est associé à une stratégie de décarbonisation qui se veut radicale, impliquant par exemple un système énergétique composé à 100% d'énergies renouvelables ou encore une réduction des émissions des États-Unis de 80% par rapport à celles produites par ce pays en 1990. Plus généralement, cette stratégie de décarbonisation implique un certain nombre de mesures concrètes pouvant être implémentées à l'échelle des pays pour s'assurer de ne pas dépasser les 2°C d'augmentation des températures globales. En ce sens, elle peut s'envisager comme un outil conceptuel pour orienter l'action climatique à l'échelle nationale,

voire internationale, permettant aux pays qui l'adopteraient de formuler des NDC relativement ambitieux.

Intéressons-nous enfin au terme-concept *Low Demand scenario*, qui résulte d'une composition entre le nom « scenario », ici en position de tête, et le composé nominal « Low Demand », qui fait référence au domaine économique et apparaît avec une majuscule au début des deux unités qui le composent dans notre corpus. Décrit par l'un des deux experts comme ayant été introduit dans le cadre du « Special Report on Global Warming of 1.5°C » (ou « SR15 ») publié par le GIEC en 2018, ce composé apparaît en fait exclusivement dans un rapport de l'ONG Natural Resource Defense Council dans notre corpus (NRDC-20-27). Il y est alors présenté comme un scénario développé par le Colorado Energy Office afin de fournir « un plan d'action » visant à permettre à cet état d'atteindre ces objectifs climatiques. Comme *deep decarbonization*, il constitue en ce sens un outil conceptuel pour guider l'action climatique, qui impliquerait ici d'agir sur la consommation d'énergie.

3.2.3. Contexte sociétal et néologie

Le dernier type de néologismes ayant attiré notre attention correspond à des unités introduites en réponse à des événements qui ne sont pas spécifiques au changement climatique mais qui ont eu une forte influence sur le contexte sociétal au sens large, et donc sur le domaine du CCA. Plusieurs unités font ainsi suite à la pandémie de la Covid-19 et traduisent la façon dont les enjeux de cette crise sanitaire peuvent se superposer à ceux imposés par la problématique climatique : *fiscal rescue and recovery*, *green recovery*, *recovery scenario*, *sustainable recovery* et *low-carbon recovery*. Ces néologismes, qui ont en commun le nom « recovery » (en position de tête ou de modifieur) indiquent notamment que la réponse politique pour relancer l'économie suite à la pandémie peut être en phase avec les enjeux climatiques et participer à leur actualisation : les termes *green recovery*, *sustainable recovery* et *low-carbon recovery* désignent des scénarios de relance qui s'inscrivent dans cette perspective, tandis que la présence dans notre corpus des termes *recovery scenario* et *fiscal rescue and recovery*, hyperonymes des néologismes précédents, illustre plus avant l'appropriation des enjeux économiques de relance par les experts du CCA. Les cotextes entourant les néologismes *green | sustainable | low-carbon recovery* ne nous permettent par ailleurs pas de distinguer des différences dans les scénarios associés à chacun de ces trois termes, ce qui invite dès lors à les considérer comme les variants dénommatifs d'un même concept, à savoir une relance économique qui serait en phase avec les enjeux climatiques et écologiques.

4. SYNTHÈSE ET IMPLICATIONS POUR LA FINALITÉ DU DOMAINE

Ce chapitre avait pour objectif de caractériser la connaissance dans le domaine du changement climatique et de voir comment celle-ci se renouvelle à partir d'une analyse de la terminologie utilisée par les experts dans un premier temps, puis des différentes formes de néologie au sein de cette terminologie dans un second.

En nous appuyant sur un parallèle entre termes et connaissances, nous avons montré que ces dernières ne correspondaient pas exclusivement à une lecture physico-chimique du changement climatique, les experts consacrant une part importante de leurs rapports à étudier l'ancrage sociétal de cette problématique. Sont ainsi traitées des thématiques aussi diverses que l'aménagement du territoire, la transition énergétique, les inégalités sociales, le militantisme, la gouvernance climatique, etc. En ce sens, cette analyse de la terminologie mobilisée par les experts tend à prouver par les données langagières le caractère transdisciplinaire du domaine du CCA, que nous avons mis en exergue lors de notre travail de définition de ce dernier (Partie 1, chap. 1 et 2). Néanmoins, cette forte transdisciplinarité s'est avérée représenter un double défi :

- En amont, elle complique la tâche du terminologue qui doit statuer sur l'appartenance de telle ou telle unité au domaine. En réponse, nous avons proposé une grille de critères pour classer les termes en trois *couches terminologiques* (section 1.1.3.2.), représentant chacune un degré différent de spécialisation dans le domaine du CCA et permettant de distinguer des unités introduites en réponse au CCA et d'autres qui seraient issues d'autres domaines.
- En aval, la transdisciplinarité de la question climatique constitue un obstacle à la définition du domaine éponyme, et plus généralement à l'appréhension du changement climatique en tant que phénomène sociétal : qu'est-ce que le changement climatique ? Quelles sont les connaissances fondamentales pour bien comprendre ce phénomène et pouvoir y répondre ? Aussi, afin de pouvoir faire sens d'un ensemble de connaissances issues de domaines variés, nous avons proposé de catégoriser ces dernières sous la forme d'un arbre conceptuel. Ce dernier permet notamment de souligner les liens de cause à effet entre différents types de concepts et de distinguer les connaissances mobilisées pour la description du CCA d'une part, et pour penser des stratégies pour répondre à ce phénomène d'autre part. Cet arbre constitue ainsi une autre façon de définir le domaine du CCA, en le représentant tel qu'il émerge dans les discours des experts, à travers les termes qu'ils emploient.

Cette représentation des connaissances climatiques n'est pas figée cependant, dans la mesure où de nouveaux termes et de nouveaux concepts apparaissent dans le domaine au cours de la période à l'étude. Notre analyse des unités néologiques au sein de la terminologie experte nous a en effet montré que certains concepts apparaissent ou se trouvent modifiés suite à l'introduction de nouveaux outils technologiques ou de gouvernance pour faire face au changement climatique, au rythme des COP et autres événements marquants de la gouvernance climatique, ou encore en réponse au contexte sociétal au sens large, marqué par des événements tels que la pandémie de la COVID-19. De même, les unités linguistiques représentant ces connaissances tendent également à évoluer, notamment si des variants dénominatifs apparaissent et entrent en concurrence avec les dénominations préexistantes, voire viennent prendre leur place. La coexistence de dénominations concurrentes est par ailleurs apparue comme un objet de discussions métalinguistiques de la part des experts. Ceux-ci peuvent en effet être amenés à consacrer certains passages de leurs rapports à distinguer le sens des dénominations en question par un travail définitoire, participant dès lors d'une inflation des définitions autour des dénominations concernées.

Par rapport à la finalité du domaine (et notamment à l'objectif de réduction des lacunes dans les connaissances), les résultats de cette analyse de la connaissance climatique et de son évolution peuvent donner un aperçu du niveau de représentation de tel ou tel aspect de la question climatique dans les rapports et offrir ainsi aux experts la possibilité d'orienter leurs travaux en fonction des thématiques qu'ils estiment sur- ou sous-représentées. On peut par exemple se demander si l'abondance de termes désignant des conséquences physiques du changement climatique (prenant la forme d'aléas météorologiques notamment) par rapport à ceux dédiés à traiter des conséquences sociales et politiques de ce phénomène ne traduirait pas, par contraste, une sous-représentation de ces deux formes de connaissances dans les rapports des experts. En outre, ce déséquilibre pourrait traduire un manque d'intégration (Hulme 2018 : 333) au socle des connaissances expertes de savoirs qui relèveraient plus spécifiquement des thématiques sociales et politiques. De même, bien que plusieurs types de réponses face au CCA aient été identifiés à partir des termes extraits, on remarque que c'est la transition énergétique qui est la plus représentée dans l'ensemble du corpus, dans le sens où cette thématique mobilise un plus grand nombre de concepts différents. Notons par ailleurs que la majorité des néologismes identifiés tendent à désigner de nouveaux outils pour répondre aux enjeux climatiques ou de nouveaux points de vue sur des outils déjà existants, que ceux-ci correspondent à des innovations actualisées (ex. : *NDCs*, *sustainable alternative jet fuel*, *corresponding adjustment*) ou à des objectifs visant à guider l'action (ex. : *deep decarbonization*, *green*

recovery, Low Demand scenario). En ce sens, il semblerait que le renouvellement du système conceptuel du domaine et, par extension, celui des connaissances qui le définissent, soit avant tout motivé par des innovations en termes de *réponses* aux enjeux climatiques plutôt que par une nouveauté qui relèverait de la description du CCA et de ses conséquences.

Par ailleurs, nous n'avons pas relevé de concepts qui pourraient correspondre à des formes de savoirs écologiques traditionnels parmi les néologismes validés par les experts, invitant à s'interroger sur la place de ce type de savoirs parmi les outils d'analyse et de réponse au changement climatique : avons-nous surestimé la place de ces connaissances dans le débat climatique ? Leur étude est-elle réservée à une niche disciplinaire de la littérature sur le changement climatique, ou bien à d'autres types de discours ? Une comparaison des termes mobilisés par les experts avec ceux présents dans les médias (Partie 3) pourra peut-être nous éclairer plus avant sur l'hypothèse d'une évolution des connaissances qui se traduirait par une plus grande place accordée à des savoirs « alternatifs » (hypothèse formulée au chap. 3 de la première partie, section 3.1.1.).

Par rapport à l'enjeu de diffusion des connaissances, nous espérons que l'identification de ces dernières à partir des termes et leur représentation sous forme d'une arborescence puissent faciliter la compréhension des enjeux climatiques et notamment de la dimension systémique du changement climatique. Nous pensons cependant qu'une représentation exhaustive de la terminologie du CCA doit tenir compte de la façon dont celle-ci varie selon les communautés : l'expertise climatique n'est en effet pas un tout homogène et mobilise des acteurs divers (Chap. 2, section 2.3.), si bien que certains des concepts représentés dans notre arbre pourraient en fait s'avérer être davantage l'apanage d'un type d'expertise climatique parmi d'autres. Dans un prochain chapitre, nous analysons ainsi plus avant la façon dont la diffusion des connaissances s'opère dans le domaine en comparant les dénominations et concepts mobilisés par les deux communautés expertes à l'étude dans cette thèse : les ONG et les OIG mettent-elles en avant les mêmes types de réponses face au CCA ? Ont-elles recours aux mêmes outils d'analyse ? Tendent-elles à diffuser les mêmes connaissances ou bien sont-elles l'une et l'autre spécialisées sur des thématiques spécifiques ? Utilisent-elles des dénominations différentes pour désigner des concepts similaires ?

CHAPITRE 6 – VARIATION DIASTRATIQUE ET DIFFUSION DES CONNAISSANCES : LES DEUX TYPES D'EXPERTS PARTAGENT-ILS LA MÊME TERMINOLOGIE ?

L'objectif de ce chapitre est de comparer et d'analyser les termes mobilisés par les OIG et par les ONG, de façon à voir si l'on observe des dissonances et des correspondances terminologiques dans le discours d'expertise climatique tel que représenté par ces deux communautés. L'enjeu de cette analyse est à la fois de diagnostiquer d'éventuels obstacles à la diffusion des connaissances et de mieux comprendre comment nos deux communautés expertes se partagent le travail d'expertise climatique à l'échelle internationale : la terminologie mobilisée par les ONG est-elle la même que celle des organisations intergouvernementales ? Peut-on identifier une terminologie générale du CCA, qui constituerait un socle de connaissances incontournables pour appréhender la problématique climatique ? Les deux types d'experts s'accordent-ils sur les dénominations et sur le sens des termes qui constituent ce socle de connaissances ? Répondre aux deux premières questions implique de comparer les termes à l'échelle de l'ensemble de la terminologie mobilisée par chacune des deux communautés pour traiter de la question climatique : dans le premier chapitre (section 3.3.), nous avons désigné cette échelle par l'expression *substance terminologique*, afin de la distinguer de celle des termes, qui sont concernés par d'autres formes de variation (sémantique et dénominative en l'occurrence). Néanmoins, interpréter les éventuelles variations de cette substance terminologique nécessite malgré tout de s'intéresser à l'échelle du concept : cela est en effet indispensable pour voir si les différences dans les termes mobilisés sont motivées par une spécialisation de chaque communauté sur une thématique particulière, ou s'il s'agit d'une variation dénominative autour d'un même concept. Le premier cas seulement correspondrait à une variation de la substance terminologique. Ces deux premières analyses (de la variation de la substance terminologique d'une part et de la variation dénominative d'autre part) constituent la première section de ce chapitre. Dans une seconde section, nous identifions un socle de dénominations communes aux deux communautés et comparons le sens qui tend à leur être associé en discours, afin d'appréhender la question de la variation sémantique au sein du discours expert. Nous observons pour ce faire plusieurs échelles, partant de l'ensemble des termes mobilisés (variation de la substance terminologique, section 1), comparant ensuite les dénominations associées à un même concept (variation dénominative, section 1), avant de nous arrêter à l'échelle d'une dénomination unique pour en analyser le(s) sens (variation sémantique, section 2).

1. VARIATION DE LA *SUBSTANCE TERMINOLOGIQUE* ET DES DÉNOMINATIONS : LES DEUX TYPES D'EXPERTS MOBILISENT-ILS LES MÊMES TERMES ?

Nous entamons cette analyse de la variation diastratique par une comparaison du socle de termes mobilisé par nos deux communautés expertes, afin de voir si l'on observe une variation de la substance terminologique et une variation dénominative.

1.1. *Procédure d'extraction des termes partagés par les deux communautés et spécifiques à chacune*

1.1.1. Extraction de la Terminologie générale du changement climatique (TGCC)

Dans la partie précédente, nous avons extrait tous les termes considérés comme caractéristiques de la terminologie du changement climatique sur trois périodes différentes et à l'échelle de la communauté experte dans son ensemble, représentée dans notre étude par les ONG et par les institutions internationales. Dans cette section, nous adoptons une approche synchronique et comparons les termes mobilisés par chacune de ces deux communautés, de façon à identifier d'éventuelles formes de variation diastratique entre ces dernières. Il convient donc de procéder à deux nouvelles extractions de la terminologie du domaine du CCA, une pour chaque communauté. Ce nouveau jeu d'extractions nécessite de tenir compte de la distribution des candidats-termes (CT) dans chacun des deux corpus, que nous avons proposé de représenter par une mesure de la Fréquence inverse de document (IDF) (« Inverse Document Frequency » en anglais) (Chap. 4, section 2.3.1.), de façon à garantir que les unités soient représentatives de la communauté en question plutôt que d'une thématique qui serait traitée uniquement dans le cadre d'un rapport spécial – énergies renouvelables, adaptation, etc. Cette méthodologie inclut deux étapes, décrites dans la section suivante.

1.1.1.1. *Extraction des termes spécifiques*

Afin d'extraire les termes spécifiques au domaine du CCA mobilisés par les deux types d'experts, nous utilisons le logiciel TermoStat (Drouin 2003), qui permet d'automatiser cette étape. Le logiciel extrait les candidats-termes sous forme de liste et en fonction d'un score de spécificité obtenu par comparaison de la fréquence des unités lexicales dans un corpus spécialisé et dans un corpus de langue générale, dit « corpus de référence » (ibid.).

Nous utilisons pour ce dernier l'extrait du COCA mobilisé pour l'analyse de la variation diachronique (Chap. 5), ce qui implique une modification du corpus de référence par défaut de TermoStat⁶⁵. Le choix de recourir au COCA est notamment motivé par le fait que le corpus proposé sur TermoStat pour servir de référence à des corpus d'analyse en anglais est relativement ancien (1989) par rapport à la période représentée par nos propres corpus : l'écart temporel aurait dès lors pu influencer le score de spécificité des termes. Cette opération permet l'acquisition combinée de CT simples et complexes ayant obtenu un score de spécificité supérieur à 3,14 (seuil de spécificité par défaut de TermoStat). Nous extrayons au total 9 412 CT pour le corpus ONG, et 8 745 pour le corpus OIG.

1.1.1.2. Mesure de la distribution et calcul du score « IDFxspé »

La deuxième étape du protocole d'extraction de la TGCC consiste en l'acquisition du score IDF des candidats-termes de chaque corpus, de façon à pouvoir éliminer ceux qui n'y seraient pas suffisamment répandus. Parce que cette évaluation de la distribution à partir du score IDF implique de mesurer le nombre d'extraits de corpus dans lesquels chaque CT apparaît, nous découpons nos deux sous-corpus en blocs de 500 phrases sur R : cela nous permet d'obtenir des extraits de taille équilibrée (contrairement à un découpage qui suivrait la taille initiale de chaque rapport), et ainsi d'éviter que la présence d'un terme dans un document et le score IDF résultant pour ce terme soient influencés par la taille du document en question. Nous obtenons ainsi 221 blocs de phrases pour le corpus ONG, et 174 pour le corpus OIG. Nous calculons ensuite le score IDF de tous les mots de chaque corpus sur R, puis inversons les scores obtenus de façon à ce que les scores les plus élevés correspondent aux unités les plus répandues et non l'inverse. Les données résultantes sont alors exportées sous forme de deux tableaux (un tableau ONG et un tableau OIG), que nous croisons avec les listes de CT extraites sur TermoStat de façon à ne conserver que les mots ayant été jugés spécifiques par ce logiciel⁶⁶. Les deux scores (IDF et spécificité) sont ensuite transformés en pourcentage afin de faciliter leur interprétation (Drouin *et al.* 2018 : 3423-3424). Nous ajoutons par ailleurs une étape à la méthodologie développée par Drouin *et al.* (ibid.) en multipliant les pourcentages obtenus, de façon à obtenir un score unique (« IDFxspé ») et ainsi identifier les unités à la fois spécifiques au domaine du CCA et répandus dans les corpus. Nous procédons ensuite à la validation/ réfutation du statut terminologique des CT dont le score IDFxspé est positif, ceux ayant obtenu un score négatif

⁶⁵ Nous remercions P. Drouin d'avoir accepté et effectué cette modification.

⁶⁶ Les tableaux résultants sont accessibles via <https://hdl.handle.net/11403/climate-discourses>. Ils sont stockés dans le dossier « Tableurs des données issues des corpus » et correspondent aux fichiers « IDFxspé_ONG.xlsx » et « IDFxspé_INSTI.xlsx ».

étant considérés comme insuffisamment répandus pour relever de la TGCC. Nous reprenons pour ce faire les critères utilisés pour l'étude de la variation diachronique et catégorisons nos unités selon qu'elles relèvent des couches terminologiques 1, 2 ou 3 (Chap. 5).

Le tableau ci-dessous résume ces différentes étapes et donne le nombre d'unités résultantes après validation. Le pourcentage entre parenthèses correspond à la part de CT par rapport à la taille du corpus diastratique. Nous avons regroupé les termes relevant des couches 1 et 2, qui présentent un degré de terminicité équivalent, et les avons distingué de la couche 3, qui comprend des unités plus générales :

Tableau 7 : Nombre de candidats-termes par corpus et en fonction des étapes d'extraction et de validation

	CT extraits	CT spécifiques	CT IDFxSPé > 0	CT validés (couches 1 & 2)	CT validés couche 3
ONG	28 738	9 412 (33%)	994	308 (0,02 %)	32
OIG	23 405	8 745 (37%)	872	368 (0,03 %)	27

On peut déjà noter un nombre proportionnellement plus important d'unités terminologiques dans le corpus OIG, suggérant un plus grand niveau de spécialisation dans les rapports de cette communauté.

1.1.2. Identification des termes spécifiques à chaque communauté

Afin de distinguer les termes partagés par les deux communautés de ceux spécifiques à chacune, nous alignons les deux listes de termes validés sur R (ONG et OIG)⁶⁷ et appliquons des filtres de couleur sur Excel pour distinguer les différents scénarios : les unités en bleu correspondent aux termes propres aux institutions internationales (vert pour les termes relevant des couches 1 et 2, vert pale pour ceux relevant de la couche 3), tandis que celles en bleu azur et clair sont propres aux ONG et représentent respectivement les couches 1 et 2 d'une part, et 3 d'autre part. Notons par ailleurs que les termes

⁶⁷ Le tableau résultant de cette procédure d'alignement est accessible via <https://hdl.handle.net/11403/climate-discourses>. Il se trouve dans le dossier « Tableurs données issues des corpus » et correspond au fichier « TGCC_ONGvs.OIG ».

spécifiques à une communauté ne sont pas pour autant nécessairement absents de l'autre corpus : ils n'y sont simplement pas suffisamment répandus (score IDF négatif) pour être considérés comme relevant de la TGCC mobilisée par la communauté en question.

Le tableau suivant résume le nombre de termes partagés par les deux communautés, ainsi que ceux qui sont davantage spécifiques à l'une d'entre elles.

Tableau 8 : Nombre de termes partagés par et spécifiques à chaque communauté experte en fonction de la couche terminologique dont ils relèvent

	Couches 1 et 2	Couche 3
Unités présentes dans les deux sous-corpus	175	22
Unités spécifiques ONG	133	10
Unités spécifiques OIG	193	5

Ces données indiquent que le socle de termes communs est à peu près équivalent aux nombres de termes spécifiques à chaque communauté, suggérant d'une part des formes de spécialisation différentes selon les deux types d'experts, et d'autre part l'existence d'une certaine connivence – bien que relative – quant aux termes mobilisés pour appréhender la problématique climatique.

1.2. Analyse des termes partagés par les deux communautés et spécifiques à chacune

L'analyse de la variation diastratique implique de comparer les listes de termes extraites précédemment et de distinguer entre variation de la substance terminologique et variation dénomminative, qui traduiraient respectivement une différence dans les connaissances et dans les signifiants mobilisés par les deux experts.

1.2.1. Représentation de la variation diastratique à travers un arbre conceptuel

Afin de faciliter la comparaison des deux terminologies, nous reprenons le modèle de l'arbre conceptuel élaboré au chapitre précédent et associons chacune des unités extraites et retenues grâce au score IDF_{xspé} à la ou les catégorie(s) correspondante(s) dans l'arbre

en question. Nous nous appuyons pour ce faire sur la même méthodologie que dans le chapitre précédent (section 2), en catégorisant chaque terme en fonction de son sens terminographique et du ou des sens le(s) plus représenté(s) en contexte. Nous prenons néanmoins soin de distinguer les unités spécifiques aux ONG de celles propres aux organisations intergouvernementales en représentant les premières dans des bulles de couleur azur et les seconde dans des bulles de couleur verte. Les termes partagés par les deux communautés sont listés dans des bulles transparentes. Nous ordonnons également les termes de chaque bulle par ordre alphabétique, dans le but de faciliter la comparaison entre elles et l'identification de variants dénommatifs⁶⁸.

Par ailleurs, cette procédure nous amène à créer deux nouvelles catégories par rapport à l'arbre conceptuel représentant l'ensemble de l'expertise climatique (Chap. 5). La première contient des termes dont les cotextes indiquent qu'ils réfèrent aux possibles implications économiques et institutionnelles des outils *systémiques* pour répondre au CCA ou plus généralement à des paramètres pris en compte pour évaluer la pertinence et faisabilité de ces outils : *economic cost, economic benefit, capital cost, institutional capacity, human capital*. Nous nommons donc cette catégorie [PARAMÈTRES PRIS EN COMPTE] et la positionnons en dessous des outils systémiques en question. Enfin, nous créons la sous-catégories [GROUPE SOCIAUX] sous la rubrique [FAVORISER L'ÉQUITÉ], afin de rendre compte d'unités telles que *vulnerable group, future generation, developed country, community of color, etc.* Ces composés ont en effet en commun de désigner des groupes d'individus qui se distinguent les uns des autres par des caractéristiques socio-économiques et socio-culturelles ayant des implications quant à leur capacité à répondre au changement climatique et quant à leur responsabilité vis-à-vis de ce phénomène. En d'autres termes, ces caractéristiques impliquent des inégalités entre les groupes sociaux qu'elles désignent et ceux présentant des caractéristiques différentes (ex.: *developed country vs. developing country / « the most vulnerable countries » vs. « the least vulnerable countries »*).

1.2.2. Terminologie commune et spécialisation à l'échelle des communautés : variation de la substance terminologique

À travers l'arbre conceptuel ainsi élaboré, nous remarquons que la majorité des catégories pragmasémantiques sont représentées dans les rapports de nos deux communautés, invitant ainsi à considérer les catégories concernées comme définissant la terminologie de l'expertise climatique transgouvernementale. À l'inverse, les catégories

⁶⁸ L'arbre conceptuel résultant est accessible via <https://hdl.handle.net/11403/climate-discourses>. Il est stocké dans le dossier « Arbres conceptuels » et correspond au fichier « Arbre_Conceptuel_ONGvs.OIG.pdf ». Deux extraits sont également visualisables en Annexe 6.

[PRATIQUES RÉDUISANT LA PERTE D'ÉNERGIE], [SCÉNARIOS ÉNERGÉTIQUES], [ANTICIPATION DES RISQUES CLIMATIQUES], [SERVICES ÉCOSYSTÉMIQUES], [[OUTILS SYSTÉMIQUES] DE CONSCIENTISATION], et [[OUTILS SYSTÉMIQUES] D'AMÉNAGEMENT TERRITORIAL] ne sont pas représentées parmi les termes partagés par les deux communautés et répandus dans chacun des deux discours. Parmi celles-ci, les catégories [ANTICIPATION DES RISQUES CLIMATIQUES] et [[OUTILS SYSTÉMIQUES] D'AMÉNAGEMENT TERRITORIAL] se révèlent en fait être l'apanage des organisations intergouvernementales, tandis que les [PRATIQUES RÉDUISANT LA PERTE D'ÉNERGIE] sont spécifiques aux discours des ONG. De plus, certaines des catégories représentées dans les deux types de discours contiennent en fait davantage d'unités spécifiques à l'une ou l'autre des deux communautés, indiquant un certain degré de spécialisation de ces dernières sur la ou les catégories en question :

- La catégorie [RISQUES ET IMPACTS] ne contient que cinq unités spécifiques aux ONG, dont 4 désignent en fait des [PARAMÈTRES PRIS EN COMPTE] dans l'évaluation des risques et impacts socio-économiques. À l'inverse, pour la majorité des sous-catégories relevant de l'évaluation des conséquences du CCA, plus de la moitié des termes est spécifique aux OIG.
- La catégorie [TRANSITION ÉNERGÉTIQUE] se trouve sur-représentée dans le corpus ONG par rapport au corpus OIG, observation qui est confirmée par une comparaison des scores IDFxspé des termes de l'énergie communs aux deux corpus (*clean energy, energy use, energy efficiency, energy generation, etc.*), qui sont beaucoup plus importants dans le corpus ONG que dans le corpus OIG: la moyenne des scores IDFxspé de ces termes dans le corpus ONG est en effet plus de 4,5 fois supérieure à celle des scores relatifs au corpus OIG. Cette spécialisation des ONG sur la thématique de l'énergie s'illustre également dans la partie de l'arbre décrivant les causes du phénomène, les unités désignant des énergies fossiles étant environ pour moitié spécifiques à cette communauté, tandis que les autres termes sont partagées par les deux communautés.
- À l'inverse, la catégorie [DÉVELOPPER DES CAPACITÉS D'ADAPTATION ET DE RÉSILIENCE] est davantage représentée dans le corpus OIG, en témoigne notamment la présence de 8 termes spécifiques à cette communauté contenant l'unité *adaptation*, tandis que nous ne relevons aucun composé comparable parmi les termes issus du corpus ONG. De plus, le score IDFxspé du terme *adaptation* – terme présent dans les deux corpus – est près de trois fois plus élevé dans le corpus OIG.

- Nous notons enfin un nombre plus important d'unités désignant des outils d'évaluation (catégorie [DÉCRIRE LE PHÉNOMÈNE]) qui sont spécifiques aux OIG : 13 sont l'apanage de cette communauté tandis que seuls *development pathway* et *certainty* sont spécifiques aux ONG. Cette observation est par ailleurs congruente avec le constat d'une surreprésentation de termes spécifiques aux organisations intergouvernementales dans les catégories désignant des conséquences du CCA, les outils en question étant mobilisés pour l'évaluation des risques et impacts. Par exemple, les cotextes d'occurrences des composés (*low | medium | high confidence* et *evidence*, indiquent que ces derniers sont majoritairement utilisés pour rendre compte du niveau de certitude quant à l'actualisation de tel ou tel impact climatique.

Notons par ailleurs que le nombre de termes spécifiques aux OIG est légèrement plus important que le nombre de termes partagés par les deux communautés et que ceux spécifiques aux ONG, alors que le corpus OIG était plus petit (1 217 351 mots pour le corpus OIG vs. 1 381 392 pour le corpus ONG) : les discours des OIG présenteraient une *densité terminologique* (Cabré 2000 : 15) plus importante, caractéristique corrélée au niveau de spécialisation de ces discours (ibid.). Aussi convient-il d'analyser plus en détail les termes contenus dans les catégories en question, afin notamment de voir si cette spécialisation se caractérise par la mobilisation d'une plus grande diversité de dénominations pour traiter d'une même thématique, voire pour désigner un même concept. Cette interrogation s'applique également aux termes spécifiques aux ONG : correspondent-ils à des concepts inédits, et dès lors à des connaissances avant tout diffusées par cette communauté, ou bien s'agit-il de synonymes de termes également mobilisés par les organisations intergouvernementales ? Nous traitons ces questions dans la prochaine section.

1.2.3. Analyse de la variation dénomminative

À travers cette section, nous comparons différentes « bulles » de termes associées à une même catégorie et analysons les termes qu'elles contiennent de façon à identifier d'éventuels variants dénomminatifs au sein de la terminologie experte. Ce travail d'identification des phénomènes de variation dénomminative n'est cependant pas exhaustif : le nombre de termes représenté (496) ne nous permet en effet pas de tous les analyser, d'autant qu'il nous faudrait pour chacun étudier leur(s) sens en contexte dans les deux sous-corpus ainsi que dans le discours terminographique afin de déterminer s'il s'agit effectivement de variants dénomminatifs ou bien si la variation qui les caractérise est également conceptuelle voire sémantique (pour une distinction entre ces trois types de

variation, voir Partie 1, chap. 3, section 1.1.2.). Aussi proposons nous dans un premier temps de lister quelques-uns des termes dont la proximité morpho-sémantique suggère qu'il s'agit de variants dénominatifs, avant d'étudier de manière plus approfondie deux familles de variants, en évaluant notamment la propension de la variation en question à être également motivée sémantiquement.

En ciblant l'échelle de la dénomination plutôt que celle de la substance terminologique, cette étude doit ainsi permettre d'affiner notre description de la variation diastratique entre les deux communautés et par là de mieux comprendre le travail de production et de diffusion des connaissances par les experts.

1.2.3.1. Aperçu général sur la variation dénominative au sein des catégories pragmasémantiques

L'analyse de la catégorie [DÉCRIRE LE PHÉNOMÈNE] nous permet d'identifier plusieurs variants dénominatifs potentiels, dont nous présentons ci-dessous plusieurs exemples :

- [RISQUES ET IMPACTS] : *adverse effect/ adverse impact (OIG)/ climate impact/ impact of climate change/ effect of climate change (ONG+OIG) ; climate risk/ risk of climate change (ONG + OIG)/ climate change risk/ climate-related risk (OIG) ; temperature rise/ temperature increase (ONG+OIG) ; heat stress/ thermal stress (OIG) ; water scarcity/ water stress (OIG) ; extreme weather event (ONG + OIG)/ extreme event (OIG) ; natural disaster (ONG + OIG)/ natural hazard (OIG)*
- [CAUSES] : *economic development/ economic growth (ONG + OIG) ; ghg/ greenhouse gas (ONG + OIG) ; concentration (ONG + OIG)/ atmospheric concentration/ greenhouse gas concentration (OIG)*
- [OUTILS D'ÉVALUATION] : *pathway/ scenario (ONG + OIG)*

Les exemples suivants correspondent quant à eux à des variants dénominatifs potentiels issus de la catégorie [RÉPONDRE AU PHÉNOMÈNE] :

- [TRANSITION ÉNERGÉTIQUE] : *power demand/ electricity demand (ONG) ; clean energy/ renewable energy/ renewables (ONG + OIG)/ renewable technology/ renewable energy technology/ sustainable energy (ONG) ; solar photovoltaic/ solar panel (ONG) ; battery/ storage (ONG)*

- [SÉQUESTRATION DES GAZ À EFFET DE SERRE] : *carbon capture (and storage)/ removal* (ONG + OIG) / *carbon storage* (ONG) / *carbon sequestration/ carbon sink* (OIG) ; *reservoir/ sink* (ONG)
- [FAVORISER L'ÉQUITÉ] : *climate justice/ environmental justice* (ONG) ; *vulnerable population* (ONG + OIG) / *vulnerable community* (ONG) / *vulnerable people/ vulnerable group* (OIG) ; *poor country* (ONG) / *low income country* (OIG)

Pour plusieurs de ces groupes de termes, il est possible d'identifier une motivation derrière la proximité morpho-sémantique qui les caractérise et ainsi d'affirmer qu'il s'agit effectivement de variants dénominatifs. La paire *greenhouse gas/ ghg* constitue ainsi un exemple de « variation par changements graphiques » (Freixa 2002 : 298sqq.) (le second étant un acronyme du premier), tandis que les composés *climate change risk* et *climate risk* illustrent le phénomène de « variation par réduction » (ibid.), caractérisé ici par la suppression de la tête du composé modifieur *climate change*. On peut également identifier des phénomènes de variation « par changements lexicaux » (ibid.), pouvant par exemple être associés à une différence de registre : dans la paire *poor country* (ONG) / *low income country* (OIG), l'adjectif *poor* relève d'un registre plus général que *low income*. Pour d'autres composés, identifier la motivation derrière la coexistence de termes morpho-sémantiquement proches s'avère plus difficile et nécessiterait en fait une analyse sémantique en contexte : un risque climatique (*climate risk*) est-il la même chose qu'un risque « lié au climat | au changement climatique » (*climate-related risk*) ? Les procédés de « séquestration du carbone » (*carbon sequestration*) et de « capture du carbone » (*carbon capture*) nécessitent-ils tous deux de recourir à des nouvelles technologies ? La « justice environnementale » (*environmental justice*) concerne-t-elle les mêmes entités et groupes sociaux que la « justice climatique » (*climate justice*) ? En l'occurrence, Schlosberg et Collins (2014) montrent que ces deux mouvements se sont mutuellement influencés et ont même partiellement fusionné, dans la mesure où le changement climatique a largement été considéré comme une question de justice environnementale, impactant les communautés locales et les écosystèmes. Quoi qu'il en soit, même si ces termes s'avèrent correspondre à des concepts différents, leur relative proximité morpho-sémantique peut être source de confusion pour un lectorat présentant un niveau de spécialisation différent des rédacteurs des rapports, composé par exemple de décideurs politiques ou de journalistes. Aussi proposons-nous dans les deux prochaines sections d'étudier plus avant les composés relevant du risque climatique (*climate (change) risk/ climate-related risk*) d'une part, et de la capture et du stockage du carbone d'autre part (*carbon sequestration/ carbon sink/ carbon storage/ carbon capture (and storage)*), afin de voir si la coexistence de ces unités morpho-

sémantiquement proches est motivée par des distinctions sémantiques entre chacune d'elles, et si ces distinctions apparaissent clairement en discours. Dans le cas contraire, nous concluons à une relative instabilité terminologique autour des concepts qu'elles dénotent. L'enjeu de ces études de cas est de faciliter le processus de diffusion des connaissances autour de deux concepts importants du domaine, à savoir le risque climatique d'une part et la capture et le stockage du carbone d'autre part, en identifiant « en amont » de potentiels obstacles à leur appropriation par les destinataires des rapports.

1.2.3.2. Étude de cas n°1 : le concept de capture et de stockage du carbone

1.2.3.2.1. Analyse des définitions terminographiques

À travers cette étude de cas, il s'agit d'identifier les éventuelles variations de sens entre les dénominations relevées dans nos deux corpus et pouvant être associées au concept plus large de capture et de stockage du carbone : sont-elles synonymes ? Ont-elles chacune un rôle spécifique en discours ? Traduisent-elles une forme d'instabilité terminologique autour du concept de capture et de stockage du carbone ? Afin de répondre à ces questions, nous procédons tout d'abord à une analyse des définitions terminographiques autour de ce concept, afin de voir si les dénominations relevées sont lexicalisées et, le cas échéant, afin de comparer leur sens dans la langue. Le tableau suivant rend compte de la lexicalisation des quatre unités relevées précédemment selon les trois grands glossaires anglophones existants sur le changement climatique, à savoir ceux du GIEC (1992-2019) (*trad.*, IPCC), et de l'UICN (2011) (*trad.*, IUCN), ainsi que Termium +, qui a intégré ce domaine à sa classification terminologique :

Tableau 9 : Présence (V)/ absence (X) de définition pour les dénominations carbon capture and storage, carbon sink, carbon storage et carbon sequestration dans les glossaires du domaine et sur Termium +

	<i>Carbon Capture and Storage</i>	<i>Carbon sink</i>	<i>Carbon storage</i>	<i>Carbon sequestration</i>
IUCN	V	V	X	V
IPCC	V	V	X	V
Termium +	V	V	V	V

Si les quatre dénominations sont répertoriées dans Termium +, seule *carbon sequestration* apparaît dans les quatre bases de données. D'après Termium + (2023d), ce terme désigne le stockage à long-terme du carbone ou dioxyde de carbone « in the forests, soils, ocean, or underground in depleted oil and gas reservoirs, coal seams and saline aquifers ». Cette définition tend à varier légèrement de celles que l'on trouve dans les glossaires du GIEC et de l'UICN, où le terme est respectivement défini comme « the process of storing carbon in a carbon pool » (IPCC 2018 : 544) et « the process of removing carbon from the atmosphere and depositing it in a reservoir » (IUCN 2011 : 16). Dans ces deux définitions en effet, le concept est envisagé comme un procédé relativement complexe dans la mesure où il implique deux étapes successives, désignées par les participes présents « removing » et « depositing ». En ce sens, son actualisation semble nécessiter l'intervention d'agents, trait sémantique qui n'est pas présent dans la définition de Termium +, laquelle pourrait dès lors s'appliquer à la séquestration naturelle du carbone par les océans et les végétaux. Par ailleurs, le participe présent « removing », issu du verbe *remove* et qui signifie retirer ou enlever (« take off »/ « take away », (Cambridge Dictionary [informatisé] s.d.), contient le sème de la séparation : en ce sens, la définition de *carbon sequestration* proposée par l'UICN tend à rapprocher ce terme de *carbon (dioxide) capture and storage* respectivement définis comme suit dans Termium + et dans les glossaires du GIEC et de l'UICN :

[1]⁶⁹ « The process of isolating and collecting carbon dioxide from industrial and energy-related sources and transporting it to a storage location to prevent its release in the atmosphere. » (Termium + 2023e)

[2] « A process in which a relatively pure stream of carbon dioxide (CO₂) from industrial and energy-related sources is separated (captured), conditioned, compressed and transported to a storage location for long-term isolation from the atmosphere. » (IPCC 2018 : 544, IUCN 2011 : 14)

Dans les deux cas en effet, le procédé est décrit comme impliquant la séparation du dioxyde de carbone d'avec une autre entité, à savoir l'atmosphère. Si ce sème en commun peut se voir comme une potentielle source de confusion dans la compréhension de *carbon capture and storage* et *carbon sequestration*, on peut néanmoins observer quelques différences entre les définitions proposées pour ces deux termes dans nos quatre glossaires. Celles de *carbon capture and storage* présentées ci-dessus mentionnent en effet les sources

⁶⁹ Pour chaque nouvelle étude de cas, nous recommençons la numérotation des exemples extraits de nos corpus à 0.

d'émission de CO₂ concernées par le procédé (« from industrial and energy-related sources ») et décrivent ce dernier comme se faisant en quatre étapes dont le lien avec le secteur de l'industrie est assez évident (« isolating », « collecting », « separated », « conditioned », « compressed » et « transported »). La nécessité d'une intervention humaine pour ce procédé semble dès lors indéniable. Les définitions précisent par ailleurs le type de gaz capturé (« carbon dioxide »), contrairement à celles de *carbon sequestration*, qui pourraient dès lors également référer au méthane. Aussi la co-existence des dénominations *carbon sequestration* et *carbon capture and storage* se révèle être en partie motivée par une variation conceptuelle entre les deux termes : là où le premier pourrait référer à la capture de plusieurs types de gaz qui serait être effectuée de manière naturelle par des entités entièrement biologiques, le second désigne une technologie développée par l'humain et nécessitant son intervention, destinée à absorber un gaz bien spécifique, le CO₂ émis par la production d'énergie ou dans un contexte industriel. Dès lors, il apparaît que *carbon sequestration* est un concept plus large que *carbon capture and storage*, qui désigne une technique bien spécifique. Nous l'avons vu, cette distinction n'est cependant pas toujours claire selon les glossaires. Par ailleurs, Termium + propose également une définition spécifique pour *carbon storage*, qui désigne « the stocking of carbon in a carbon reservoir over a long period of time » (2023f). Parce que le procédé selon lequel le carbone est au préalable capturé n'est pas précisé, ce concept se révèle être plus proche de *carbon sequestration* que de *carbon capture and storage*, se distinguant néanmoins du premier dans la mesure où les types de réservoirs considérés ne sont pas mentionnés et où l'étape d'extraction du carbone n'est pas considérée. Partant, *carbon storage* ne désigne que l'étape ultime des procédés désignés par *carbon sequestration* et *carbon capture and storage*⁷⁰, qui impliquent l'étape en question.

Quant à *carbon sink*, celui-ci était défini en 2011 et en 2016 respectivement comme « a carbon pool that is increasing in size » (IUCN 2011 : 16) et « A pool (reservoir) that absorbs or takes up released carbon from another part of the carbon cycle » sur Termium + (2016⁷¹), définitions qui illustraient alors un parallèle relatif entre variation dénomminative et variation conceptuelle : *carbon sink* différait en effet de *carbon sequestration* et *carbon storage* dans le sens où il ne désignait pas un procédé mais une entité physique, en l'occurrence le réservoir qui stocke le carbone. Pourtant, cette distinction n'est plus aussi claire en 2023, où *carbon sink* est alors défini comme « Any process, activity or mechanism that removes carbon dioxide from the atmosphere » (Termium + 2023g). Cette dernière

⁷⁰ Notons qu'au début de notre thèse, les termes *carbon sequestration* et *carbon storage* apparaissaient en fait sur la même fiche terminologique sur Termium +, laquelle datait de 2016. Leur définition, commune, était celle de *carbon sequestration* citée *supra*.

⁷¹ La fiche terminologique en question a été supprimée de Termium + en 2023, au cours de la 3^e année de notre thèse.

définition reprend en fait largement celle proposée par le GIEC en 2019, laquelle s'en distingue néanmoins légèrement dans la mesure où le type de gaz capturé n'est pas précisé (« (...) that removes a greenhouse gas ») (IPCC-2019-1) : cette acception introduit en effet l'idée d'un processus et rapproche dès lors le nom du pôle verbal, à l'image de *carbon sequestration* et *carbon capture and storage*. À l'inverse, une année plus tôt, le GIEC proposait une définition de *carbon sink* selon laquelle ce terme (alors défini sous la dénomination « sink »), désignait une entité plutôt qu'un procédé : « A reservoir (natural or human, in soil, ocean, and plants) where a greenhouse gas, an aerosol or a precursor of a greenhouse gas is stored » (IPCC 2018 : 558).

Cette variation sémantique en diachronie et au sein même des glossaires et bases de données terminologiques interroge quant à la compréhension de ces termes lorsqu'ils apparaissent en discours, et ce d'autant plus qu'on observe une profusion d'autres termes plus ou moins construits à partir des mêmes lexèmes dans les différents glossaires à l'étude (voir Annexe 3 pour un extrait du glossaire du GIEC de 2018, qui illustre cette profusion terminologique) : *carbon dioxide capture and use*, *carbon dioxide capture, utilisation and storage (CCUS)*, *direct air capture and storage*, *direct air carbon dioxide capture and storage (DACCS)*, *carbon uptake*, etc. Parce que cette « inflation de termes » (Biros 2011 : 252), la relative proximité morpho-sémantique entre les termes concernés, et la variation de leur définitions en l'espace de quatre années pourraient être des sources de confusion pour les utilisateurs de la langue, nous proposons d'analyser l'utilisation en discours des quatre dénominations à l'étude. Plus précisément, il s'agit de voir si les experts ont recours à des stratégies d'explicitation du sens des termes, qui pourraient permettre de faciliter à la fois leur compréhension par les destinataires des rapports et le travail de désambiguïsation du sens qui incombe au terminologue.

1.2.3.2.2. Analyse du discours expert

Dans cette section, nous nous appuyons sur la notion de *marque d'autonymie*, qui désigne des énoncés ou formes de nature métalinguistique visant à commenter un signe (Authier-Revuz 2003). Ces énoncés peuvent ainsi être utilisés pour expliciter le sens d'un mot en discours de façon à en faciliter la compréhension (Delavigne 2000). Aussi, nous analysons les cotextes des quatre dénominations dénotant le concept de capture et de stockage du carbone de façon à relever des marques d'autonymie qui s'inscriraient dans cette démarche de désambiguïsation. Cette étape doit nous permettre de voir si la relative ambiguïté sémantique identifiée à l'échelle des définitions terminographiques se retrouve en discours, ou si celle-ci est réduite par les experts, notamment s'ils clarifient le sens des

termes qu'ils mobilisent. De plus, les stratégies autonymiques identifiées peuvent être appréhendées comme des *Contextes riches en connaissances*⁷² (ou *Knowledge-Rich Context (KRC)*) (Meyer 2001) pouvant renseigner le terminologue sur la place de l'unité à l'étude dans la structure conceptuelle du domaine et sur son sens.

Nous analysons tout d'abord les contextes du terme *carbon sequestration* dans les corpus OIG et ONG⁷³, et y relevons une première stratégie de désambiguïsation dans les rapports de la NRDC (NRDC-2021-9) : le composé y est associé au nom « removals », introduit entre guillemets et parenthèses immédiatement à droite de « carbon sequestration » ou précédant ce dernier, qui prend alors sa place dans la structure parenthétique. L'unité « removals » correspond ici à un marqueur dit *de relation* (Picton 2009 : 148) dans la mesure où il est présenté comme un synonyme de « carbon sequestration », dont il vise à faciliter l'interprétation sémantique. Néanmoins, cette stratégie d'explicitation du sens n'est pas sans risque dans la mesure où « removals » peut se voir comme la tête au pluriel du terme *carbon dioxide removal*, dont la définition diffère de celles de *carbon sequestration* présentées précédemment :

« *Carbon dioxide removal*⁷⁴ : Anthropogenic activities removing CO₂ from the atmosphere and durably storing it in geological, terrestrial, or ocean reservoirs, or in products. **It includes** existing and potential anthropogenic enhancement of biological or geochemical **sinks** and **direct air capture and storage**, but excludes natural CO₂ uptake not directly caused by human activities. » (IPCC 2018 : 544)

Ce concept semble en effet s'appliquer uniquement à la capture du CO₂, là où *carbon sequestration*, dont les définitions ne précisent pas de gaz spécifique, peut, par défaut, également référer à la capture du méthane. De plus, la définition ci-dessus précise que la capture « naturelle » du CO₂ par les forêts et autres écosystèmes est exclue de la dénotation du concept, trait sémantique qui n'apparaît pas dans les définitions de *carbon sequestration*. En fait, une observation en discours de ce dernier terme indique une certaine ambiguïté quant aux formes de séquestration auxquelles il peut s'appliquer :

⁷² Meyer (2001 : 281) définit ces contextes comme comprenant au moins une référence – ou *marqueur* (Aussenac-Gilles & Séguéla 2000 : 175 in Picton 2009b : 2) – à la structure conceptuelle du domaine et pouvant être utile pour l'analyse terminographique.

⁷³ Bien que *carbon sequestration* ait obtenu un score IDfxspé négatif pour le corpus ONG, on y trouve 44 occurrences de ce terme, tandis que *carbon storage* en compte 54. Le score IDfxspé négatif est en fait lié à la concentration des occurrences au sein des rapports d'une même ONG, plus de la moitié étant issue des rapports de la WWF. Cependant, en raison de la fréquence relativement importante de ce terme par rapport à celle de *carbon storage*, nous décidons d'intégrer les contextes issus du corpus ONG à notre analyse.

⁷⁴ Dans les différents extraits de corpus proposés tout au long de cette thèse, toutes les instances de typographie en gras et en italique résultent de notre intervention.

[1] « [W]e can achieve net-zero carbon by 2035 by offsetting limited carbon emissions in certain hard-to-abate sectors **through the use of nature-based solutions for carbon sequestration**. Carbon removal technologies such as direct air capture and storage (DACs) may offer some solutions, but have yet to be tested at scale and should not be viewed as an alternative to nature-based solutions that are readily available and economically realistic. » (EJF-2021-8)

[2] « Although different ecosystems store different amounts of carbon, **most protected areas serve as carbon reservoirs**. **Tropical forests** store the most terrestrial carbon, followed by **boreal forests**. However, **carbon sequestration in both of these ecosystems** is at risk due to climate change. » (WWF-2019-42)

Est-ce qu'une solution fondée sur la nature (« nature-based solution ») pour la séquestration du carbone constitue une forme d'absorption « naturelle » et n'est dès lors pas considérée comme relevant du concept de *carbon dioxide removal* ? Est-ce que la séquestration opérée par des zones protégées par l'humain est exclue de la dénotation de ce même terme ? Aussi, si l'on admet que le fait d'explicitier le sens d'un terme par l'ajout d'un autre implique de considérer qu'il existe une continuité voire une identité sémantique entre les deux, force est de constater que le procédé de désambiguïsation utilisé par la NRDC peut paradoxalement entraîner une certaine confusion quant aux types de réservoirs et de gaz pouvant être associés au concept de *carbon sequestration*. L'ambiguïté en question pourrait par ailleurs avoir des conséquences importantes pour le domaine, par exemple en entraînant des erreurs dans la comptabilisation des quantités de carbone séquestrées.

D'autres stratégies de désambiguïsation sont néanmoins déployées – en particulier pour expliciter le référent de ce terme – telles que l'ajout d'adjectifs ou de noms en fonction de modificateurs qui viennent préciser le type de réservoir considéré (« soil carbon sequestration », « forest carbon sequestration », etc.). Ce type de stratégies s'observe également dans les cotextes des composés *carbon sink* et *carbon storage*, qui semblent partager un certain nombre de cooccurrents avec *carbon sequestration* : « natural carbon sink », « land carbon sink », « forest carbon sink », « soil carbon sink », « soil carbon storage », « terrestrial carbon storage », etc. La dénomination *carbon sequestration* voit par ailleurs ses référents explicités par des stratégies qui ne peuvent pas s'appliquer à *carbon sink*. Elle peut en effet s'accompagner d'une post-modification par un complément circonstanciel qui précise l'agent ou le moyen permettant le procédé de séquestration – « carbon sequestration by the soil », « carbon sequestration by the country's protected area » –, compléments qui ne peuvent que difficilement être utilisés avec *carbon sink* :

??carbon sink by the soil

??carbon sink by the country's protected area

Quant à *carbon sink*, il apparaît avec des exemples désignant avant tout des entités (ex. : « carbon sink like forests », « carbon sink (such as forests and other vegetation) »), ce qui matérialise une distinction fondamentale entre les deux termes : là où *carbon sequestration* réfère à un processus, voire à une action, et implique dès lors des circonstances (agent, moyen, temporalité, etc.), l'usage de *carbon sink* présente le référent comme une entité concrète. Aussi, ce n'est pas tant une variation conceptuelle qui motive la coexistence de ces deux dénominations qu'une variation référentielle, et plus précisément une différence dans la façon dont le référent en question est représenté. Nous n'observons par ailleurs pas de stratégies comparables dans les cotextes de *carbon storage*, nous empêchant ainsi de nous appuyer sur la conclusion précédente pour expliciter la coexistence de ce terme avec *carbon sink* d'une part et *carbon sequestration* d'autre part.

Enfin, les experts vont également jusqu'à proposer, en discours, une définition du terme potentiellement problématique, comme l'illustrent ces contextes de *carbon capture and storage* :

[3] « **CCS** is a process in which some of the CO₂ released from burning fossil fuels is captured, compressed, and **stored underground in deep geological reservoirs** – thus enabling fossil fuels to be burned without releasing all of their carbon into the atmosphere. » (OCI-2016-6)

[4] « Some of the environmental challenges associated with a fossil fuel path could be alleviated by **carbon capture and storage (CCS) technologies**, which prevent large amounts of CO₂ from being released into the atmosphere. These technologies capture CO₂ produced by large industrial power plants, compress it for transportation, and then **inject it deep into a rock formation** at a carefully selected safe site, where it is permanently stored (Global CCS Institute, n. d.). » (OXFAM-4)

Ces énoncés introduisent néanmoins une distinction par rapport aux définitions des glossaires pour ce terme : le type de réservoir concerné par le concept de capture et de stockage du carbone y est précisé (il s'agit de réservoirs géologiques) et le caractère « technologique » du procédé est exprimé explicitement. Un échange avec des spécialistes de cette technologie nous a permis de confirmer que les réservoirs utilisés pour le procédé désigné par le terme *carbon capture and storage* étaient en effet de nature géologique. Aussi, l'apport d'éléments sémantiques supplémentaires en contexte permet ici de préciser la définition terminographique de ce terme, sans pour autant générer de la variation

conceptuelle étant donné que l'information apportée n'est pas en contradiction avec la définition en question.

À travers cette section, nous avons relevé différentes stratégies de désambiguïsation ou d'explicitation dans les cotextes immédiats de quatre dénominations relevant du concept de capture et de stockage du carbone. De différentes natures, ces stratégies peuvent se traduire par le fait d'expliciter le référent associé au terme par l'ajout d'exemples ou d'adjectifs épithètes, de l'associer à d'autres concepts présentés comme des équivalents, ou encore d'en fournir une définition complète. Néanmoins, parce qu'elles ne sont pas toujours en congruence avec le discours terminographique (cf. *carbon capture and storage* et *carbon sequestration*), ces stratégies reflètent, autant qu'elles participent, à l'exacerbation d'une certaine instabilité terminologique autour du concept de capture et de stockage du carbone.

1.2.2.3. Étude de cas n°2 : Le concept de risque climatique

1.2.3.3.1. Analyse des définitions terminographique

Si nous relevons deux dénominations spécifiques et répandues pour le concept de risque climatique (*climate risk* et *climate-related risk*), seule la première est lexicalisée dans notre corpus de glossaires, possédant une définition dans le glossaire de l'UICN (IUNC-2011) :

« The likelihood that the harmful effects will happen is known as **climate risk** or it is a measure of the probability of harm to life, property and the environment that would occur if a hazard took place. »

Notons que cette définition présente deux acceptions pour ce terme, la seconde étant introduite par la conjonction « or ». Cette dernière acception est plus spécifique que la première, dans la mesure où elle précise à la fois l'élément pouvant causer des dommages (« hazard »), et le type d'entités pouvant subir les dommages en question (« life », « property », « the environment »). La première acception, plus large, ouvre la voie à différentes interprétations, présentées par les gloses suivantes :

[1] climate risk = risk of harm due to climate events happening

[2] climate risk = risk that climate change will cause harmful climate events

[3] climate risk = risk of climate events happening and causing damages

Dans les gloses [1] et [3], les risques climatiques sont présentés comme les conséquences d'événements climatiques spécifiques, tandis que dans l'exemple [2], ce sont les événements climatiques en tant que tels qui constituent des conséquences, en l'occurrence du changement climatique. De plus, les gloses [1] et [3] impliquent des calculs différents pour l'évaluation du risque, l'acceptation [3] nécessitant de tenir compte à la fois de la probabilité qu'un événement climatique dangereux survienne et de la probabilité que cet événement cause effectivement des dommages, tandis que seul le second de ces deux types de probabilité est considéré dans la glose [1]. Cette ambiguïté est également entretenue par les caractéristiques morpho-sémantiques du composé *climate risk*, dans la mesure où la relation sémantique entre le modifieur et la tête n'y est pas explicitée. Est-ce que la dénomination *climate-related risk*, qui semble relativement plus explicite si l'on s'en tient à l'apposition du participe passé *related* au modifieur *climate*, constitue une stratégie d'explicitation de la relation sémantique en question et dès lors du sens du concept de *climate risk* ?

Bien qu'il n'apparaisse ni dans notre corpus de glossaires, ni dans Termium +, on trouve en fait une explicitation du terme *climate-related risk* dans le discours de la Task Force on Climate-related Finance Disclosures (TCFD), une organisation internationale en charge de fournir des recommandations relatives aux informations que doivent fournir les entreprises pour permettre une évaluation précise des risques qui pèsent sur leur capital, les risques étant en l'occurrence « liés au changement climatique » (notre trad.⁷⁵) (TCFD s.d.). Créée en 2015 et composée de 31 membres du G20, elle vise à garantir une certaine transparence sur les marchés financiers, afin que les potentiels actionnaires puissent investir en ayant connaissance de ces risques. L'organisation définit ainsi *climate-related risk* comme un concept recoupant deux catégories de risques, à savoir d'une part les risques liés à la transition vers une économie décarbonée – « Transitioning to a lower-carbon economy may entail extensive policy, legal, technology, and market changes » (TCFD 2017 : 5) –, et d'autre part les risques liés aux impacts physiques du changement climatique, tels que, entre autres, les événements météorologiques extrêmes, les inondations ou l'élévation globale des températures. Ces risques y sont présentés en tant que paramètres devant être communiqués par les entreprises et pris en compte par les investisseurs, indiquant que ce terme serait à la croisée des domaines de la finance et du CCA. Cette idée tend à être confirmée par les résultats d'une requête autour de ce terme sur le moteur de recherche Google, qui relèvent en majorité du domaine de la finance. Nous faisons ainsi l'hypothèse que *climate-related risk* diffère de *climate risk* en ce que la première de ces deux dénominations est spécifique aux questions d'investissements

⁷⁵ « [R]isks related to climate change. »

financiers telles qu'elles se posent dans le domaine du CCA, là où la seconde ne présenterait pas un tel niveau de spécialisation. Nous testons cette hypothèse dans la prochaine section en analysant l'usage de ces deux dénominations en discours.

1.2.3.3.2. Analyse du discours expert

Afin de cerner plus avant les éventuelles différences sémantiques entre *climate risk* et *climate-related risk*, nous dressons un tableau des principaux cooccurrents pour chacune des deux dénominations⁷⁶. Nous utilisons pour ce faire la fonction « cooccurrence » du logiciel TXM, réglons les fenêtres gauche et droite à 10 mots, fixons un seuil de spécificité et de co-fréquence de deux, et classons les unités ainsi extraites en fonction du nombre de fois où elles apparaissent avec le terme pivot. Nous supprimons par ailleurs les mots grammaticaux tels que « and », « the », etc., de même que les signes de ponctuation et les modaux. Le tableau suivant présente les résultats obtenus pour les deux dénominations à l'échelle de l'ensemble du corpus expert (OIG + ONG), spécifiant à chaque fois le nombre de fois où chaque cooccurrent apparaît avec le terme pivot (nombre de gauche dans la parenthèse), et son indice de spécificité (nombre de droite) :

⁷⁶ Le recours à l'analyse cooccurrentielle est ici motivé par le fait que l'étude de cas ne concerne que deux dénominations, ce qui facilite la comparaison des cooccurrents de ces dernières par rapport au concept de capture et de stockage du carbone, qui en comptait quatre.

Tableau 10 : Quinze cooccurrents les plus spécifiques aux dénominations climate-related risk et climate risk

Climate-related risk	Climate risk
risk (12 ; 8)	adaptation (48 ; 25)
decision (6 ; 6)	vulnerability (27 ; 20)
build (6 ; 5)	ecosystem (35 ; 19)
planning (5 ; 5)	service (32 ; 18)
climate-related (4 ; 5)	risk (45 ; 17)
TCFD (2 ; 5)	assessment (27 ; 16)
measure (5 ; 3)	future (34 ; 15)
manage (4 ; 3)	disaster (25 ; 15)
company (4 ; 3)	manage (22 ; 15)
mainstream (2 ; 3)	disclosure (9 ; 12)
Spain (2 ; 2)	screening (7 ; 11)
disclosure (2 ; 3)	resilience (19 ; 10)
compound (2 ; 3)	address (22 ; 9)
cost-effective (2 ; 3)	financial (21 ; 9)
reduce (6 ; 2)	information (20 ; 9)
address (4 ; 2)	physical (11 ; 9)

Notons tout d'abord la présence de l'acronyme TCFD parmi les cooccurrents de *climate-related risk*, qui renforce l'idée d'une affiliation de ce terme à l'organisation ainsi nommée, tel que présenté dans la section précédente. Les unités « company », « disclosure » et « cost-effective » inscrivent également la dénomination dans le domaine financier, tandis que ces cooccurrents n'apparaissent pas dans la liste représentant les principaux cotextes de *climate risk*. Néanmoins, une analyse des lignes de concordance autour du cooccurrent adjectival « financial » indique une possible proximité cotextuelle entre les deux dénominations, qui peuvent être utilisées conjointement dans un même passage, voire se supplanter :

[1] « Platforms such as the Task Force on Climate-related Financial Disclosures (TCFD) have provided companies with the opportunity to inform investors and insurers of **climate risk** with a consistent **climate-related financial risk disclosure**, opening the door to deeper understanding of **climate risks** and financial implications. » (WWF-2020-37)

[2] « The Bank of England should ... Supervise the creation of UK-regulated financial institutions' climate transition plans, as described above. Mandate companies and financial institutions to expose **climate risks**, through mechanisms such as mandatory **climate risk disclosure**. » (GP-2020-3)

[3] « The WBCSD predicts that the costs associated with transition and physical **climate risks** will be a natural requirement by financial markets. » (UNCDF-2020-5)

Dans ces cotextes, *climate risk* se présente comme un simple variant dénomiatif de *climate-related risk*, qu'il remplace : la présence des expressions « climate-related financial risk disclosure » ([1]), « climate risk disclosure » ([2]) et « transition and physical » ([3]) relèvent en effet de la problématique de l'investissement financier telle que traitée par la TCFD, indiquant ainsi que c'est la version spécialisée du concept de risque climatique (typiquement profilée par la dénomination *climate-related risk* selon notre hypothèse) qui est activée ici. Cette possibilité de remplacer *climate-related risk* par *climate risk* dans des contextes aussi spécifiques invite par ailleurs à quelques considérations, dans la mesure où nous avons vu que *climate risk* pouvait désigner différents types de probabilité (probabilité qu'un événement climatique cause des dommages, probabilité qu'un événement climatique dangereux survienne, etc.) (voir section 1.2.2.3.1., §2). On peut dès lors s'interroger sur le type de probabilité pris en compte lorsque cette dénomination est utilisée dans des contextes relevant de la thématique de l'investissement financier : est-ce le risque qu'un événement climatique survienne dans la zone géographique où l'entreprise concernée est implantée ? Est-ce une mesure des dommages que peut subir l'entreprise en question si elle est touchée par un événement climatique extrême ? Est-ce une mesure qui combine ces deux types d'informations ? De même, parce que l'idée de risques liés à la transition vers une économie décarbonée – dénotée par le terme *climate-related risk* tel que défini par la TCFD (cf. *transition risks*, section 1.2.2.3.1., §4) – n'est pas précisée dans la définition de *climate risk*, on peut se demander si ce type de risque est comptabilisé lorsque c'est cette dénomination qui est mobilisée. Ainsi, le concept de risque climatique est marqué par une certaine instabilité terminologique, liée à la fois à l'ambiguïté (morpho-) sémantique de *climate risk*, à la proximité morphologique entre *climate risk* et *climate-related risk*, et à l'absence de définition pour cette dernière dénomination dans le discours lexicographique, alors qu'elle semble s'inscrire dans un domaine bien spécifique, à savoir celui de la finance.

On relève par ailleurs quelques stratégies de désambiguïsation du sens de ces deux termes en discours, à l'image de [3], où les modificateurs « financial » et « transition » précisent le type de risques dont il est question. Les cotextes suivants présentent d'autres exemples :

[4] « The World Economic Forum's (WEF) annual Global Risks Report has consistently ranked *climate-related risks* **such as “extreme weather” and “climate action failure”** in their top five global risks both in terms of likelihood and impact since 2011. » (UNCDF-2020-5)

[5] « Nature-based solutions can increase our capacity to adapt to those impacts of climate change that will still be present in a net zero world, reduce exposure to *climate-related risks* **such as flooding.** » (UNEP-2021-2)

[6] « *Climate risk* is **a factor of three things: exposure, vulnerability, and adaptive capacity.** » (WWF-2020-37)

[7] « Given the multidimensional nature of *climate risk* (**hazard, exposure, vulnerability and including adaptive capacity**), a hard push is especially needed to better combine climate projections with scenarios on societal exposure and vulnerability. » (UNEP-2021-3)

Dans les exemples [4], [6] et [7], les risques sont présentés comme impliquant à la fois des événements climatiques et des éléments intrinsèques au système humain (« climate action failure », « exposure », « vulnerability », « adaptive capacity »). Les exemples [6] et [7] diffèrent néanmoins du cotexte [4] dans la mesure où les éléments cités dans ce dernier correspondent à des types de risques différents et considérés séparément, en témoigne le pluriel de « risks » et le fait que les risques en question sont classés (« ranked »). Dans les deux derniers cotextes en revanche, les exemples cités (« hazard », « exposure », « vulnerability », « adaptive capacity ») sont en fait des paramètres qui sont combinés pour calculer le risque, dès lors multidimensionnel. Notons par ailleurs que le paramètre « hazard », introduit dans l'exemple [7], est absent du cotexte [6]. Enfin dans l'exemple [5], le seul exemple donné pour illustrer le type de risque considéré est un événement climatique (« flooding »), induisant une acception assez limitée de *climate risk*. Chaque stratégie de désambiguïsation tend ainsi à introduire une acception spécifique du concept de risque climatique, dès lors propre à la communauté, voire au rapport qui la mobilise. En ce sens, ces stratégies contribuent à générer une certaine instabilité terminologique à l'échelle du discours d'expertise du fait de la pluralité des acceptions qu'elles matérialisent pour un même concept, voire pour une même dénomination. Néanmoins, elles offrent une référence aux lecteurs à l'échelle d'un rapport, référence à laquelle ils peuvent se rapporter pour la compréhension de toutes les occurrences de *climate risk* dans le rapport en question. Cette désambiguïsation concerne cependant une minorité de contextes, si bien qu'un certain flou demeure autour des paramètres du risque réellement envisagés par les rédacteurs des rapports n'ayant pas recours à de telles stratégies.

1.3. Synthèse et implications pour la finalité du domaine

1.3.1. Entre terminologie commune et spécialisations

À travers cette section, nous avons mis en avant l'existence d'un socle terminologique commun aux deux communautés expertes à l'étude, constitué de termes relevant de différentes sous-thématiques du domaine du CCA telles que l'adaptation, l'énergie, les événements climatiques et météorologiques, la résilience, l'utilisation des terres, etc. Aussi la composition de ce bagage de termes illustre-t-elle plus avant le caractère interdisciplinaire du domaine du CCA. Une conséquence de cette caractéristique est que les experts sont tenus de posséder un certain niveau de connaissances sur chacune des sous-thématiques ainsi citées et sur la façon dont elles interagissent dans le contexte plus large de la problématique climatique. Néanmoins, une comparaison des termes spécifiques à chacune des deux communautés a montré que, au-delà de leurs compétences interdisciplinaires, les deux experts tendent également à se spécialiser sur certaines thématiques, telle que celle de l'énergie pour les ONG, ou celle de l'évaluation du risque pour les OIG. Ce constat illustre donc l'existence de différents types d'expertise, ce qui invite à s'interroger sur la place accordée au discours de chacune des deux communautés étudiées dans le débat médiatique et lors des différents événements relevant de la gouvernance climatique : si le GIEC est l'« expert officiel », on peut se demander s'il n'y aurait pas également un intérêt à accorder une place relativement importante aux ONG, notamment lorsqu'il s'agit de traiter des questions énergétiques. Recourir à l'expertise énergétique des ONG implique néanmoins d'avoir conscience des potentiels biais idéologiques qui pourraient marquer le discours de cette communauté autour des concepts relevant de la thématique énergétique : une analyse du discours, et notamment de la variation sémantique entre les ONG et les OIG, pourrait permettre d'éclairer ce point.

1.3.2. Entre variation dénomminative, motivation sémantique et instabilité terminologique

Au-delà de ce phénomène de spécialisation, la variation des termes mobilisés par les experts peut également relever du phénomène de variation dénomminative autour d'un même concept. Nous avons néanmoins relevé certaines formes de motivations sémantiques derrière la coexistence de plusieurs dénominations, telles que la spécialisation d'une dénomination sur une thématique particulière, ou la présence/ absence de certains traits sémantiques dans les définitions qui leur sont associées. Cependant, nous avons vu que

cette variation dénomminative pouvait également traduire une certaine instabilité dénomminative et conceptuelle, comme l'a illustré notre étude du double concept de *capture et de stockage du carbone* et de celui de *risque climatique*. Cette instabilité s'est révélée être notamment liée au traitement terminographique de ces concepts, qui peut se caractériser par une profusion de définitions et de dénominations morpho-sémaniquement proches à l'échelle de l'ensemble des glossaires produits sur le changement climatique voire au sein d'un même glossaire, ou par l'existence de définitions et d'acceptions concurrentes pour une même dénomination. Si l'insertion en discours des dénominations associées aux concepts en question permet le recours à des stratégies de désambiguïsation, celles-ci ne sont pas toujours mobilisées par les experts. Compte tenu de l'importance de la diffusion des connaissances dans le domaine et vers les non-spécialistes (Partie 1, chap. 3, section 3.2.1.), cette relative instabilité dénomminative et conceptuelle interroge quant à la compréhension des concepts de *capture et de stockage du carbone* et de *risque climatique* par les destinataires des discours d'expertise. De même, on peut se demander si cette instabilité ne pourrait pas avoir des conséquences directes sur l'évaluation du risque dans le domaine du CCA et sur la comptabilisation des émissions de gaz à effet de serre dans les scénarios s'appuyant sur les technologies de capture et de stockage du carbone.

Dans la prochaine partie, nous poursuivons notre étude des manifestations de la variation terminologique au niveau de l'expertise climatique en nous intéressant cette fois à l'échelle du terme, ici au sens d'unité combinant une dénomination et un sens spécialisé. Notre étude de la variation dénomminative à l'échelle du concept a en effet montré qu'une même dénomination pouvait être associée à des traits sémantiques différents selon les glossaires et selon les discours.

2. VARIATION À L'ÉCHELLE DU TERME : LES DEUX TYPES D'EXPERTS DONNENT-ILS LE MÊME SENS AUX TERMES QU'ILS PARTAGENT ?

La variation terminologique peut également concerner le sens des termes, une même dénomination pouvant avoir plusieurs sens correspondant chacun à des référents différents (variation polysémique), ou bien être associée à des conceptualisations distinctes d'un référent unique (variation conceptuelle). À travers cette seconde section, nous analysons ainsi le socle de termes commun à nos deux communautés expertes afin d'identifier d'éventuels phénomènes de variation sémantique, concept hyperonymique pour désigner les deux types de variation présentés *supra*.

2.1. Identifier les termes du domaine qui varient le plus/ moins

La première étape de notre étude de la variation sémantique consiste à identifier, à l'échelle du socle de termes partagé par les deux communautés, ceux qui tendraient à témoigner d'une telle variation. Nous nous appuyons pour ce faire sur une méthodologie qui implique de construire des modèles vectoriels grâce à l'algorithme Word2vec, et sur une mesure de la similarité cosinus (voir Chap. 4, section 1.3, où nous justifions le choix de cette méthodologie).

2.1.1. Construction de modèles vectoriels avec Word2vec

Le recours à des modèles vectoriels pour notre analyse de la variation sémantique se fait en trois étapes : il s'agit tout d'abord de préparer les corpus afin de limiter le « bruit » dans les vecteurs générés avec Word2vec, de produire un modèle vectoriel par sous-corpus, et d'aligner les matrices vectorielles correspondant aux deux modèles résultants, afin qu'elles puissent être comparées.

2.1.1.1. Préparation du corpus

L'algorithme Word2vec permet de traduire les cotextes des termes sous forme de vecteurs numériques selon une technique d'apprentissage des unités avec lesquelles ils cooccurrent, facilitant ainsi la comparaison du sens des termes entre eux (Chap. 5). Il s'appuie dès lors sur une conception spécifique du *sens* d'un mot : il ne s'agit ici pas d'une définition, d'un sens lexicalisé, mais plutôt d'un sens en discours, construit par accumulation de cotextes. Aussi, ce sont ces cotextes que Word2vec considère pour apprendre les vecteurs des termes. Afin de maximiser la précision des vecteurs en question, il convient au préalable de « nettoyer » les corpus à l'étude, en l'occurrence le corpus ONG et le corpus OIG.

Une étape importante dans le traitement des corpus consiste à les lemmatiser et à les convertir en minuscule. Cette étape, réalisée sur R, permet de prendre en compte toutes les formes d'un même mot et ainsi d'accroître le nombre de cotextes considérés pour construire la représentation vectorielle du mot en question dans chaque corpus (Bernier-Colborne 2016 : 76). Une fois les corpus lemmatisés, il convient de supprimer les nombres, la ponctuation et les mots dits « vides », qui ne contiennent pas d'information sémantique sur les termes dans la mesure où il s'agit d'unités grammaticales. Nous appliquons néanmoins une condition à la fonction de suppression de la ponctuation afin de conserver

les underscores, de façon à ce que les termes complexes soient considérés par le logiciel comme constituant une seule unité.

2.1.1.2. Construction des modèles vectoriels et alignement des vecteurs

Les étapes décrites dans cette section sont réalisées en suivant le code R généreusement mis à disposition par González Granado dans sa thèse de master (2021 : Appendix I). Une fois les corpus nettoyés, nous leur appliquons successivement la fonction `word2vec()` du package éponyme sur R, de façon à construire un modèle vectoriel pour chaque corpus. Cette étape implique de choisir différents hyperparamètres (Chap. 5), tels que l'architecture neuronale (CBOW vs. Skip-gram), la taille de la fenêtre de mots constituant le cotexte du mot cible, et la dimension des vecteurs résultant, lesquels peuvent avoir une influence déterminante sur les résultats (Bernier-Colborne 2016). Afin de déterminer l'architecture neuronale la plus pertinente pour notre étude, nous effectuons deux tests avant de générer les modèles définitifs⁷⁷. Le premier s'appuie sur l'approche Skip-gram et considère une fenêtre de 3 mots et une dimension de 300, Bernier-Colborne (ibid. : 133) ayant montré que ces deux derniers hyperparamètres étaient les plus appropriés avec un modèle Skip-gram pour l'analyse sémantique des noms dans un corpus anglophone. Le second test s'appuie sur l'approche CBOW et implique une fenêtre de 5 et une dimension de 300 : il reprend les paramètres utilisés par González Granado (2021 : 63) sur un corpus de textes humanitaires qui, s'il est certes bien plus large que le nôtre, partage avec ce dernier son caractère spécialisé. Nous comparons ainsi les douze plus proches voisins sémantiques obtenus à travers ces deux modèles pour plusieurs termes clés du domaine (tels que *decarbonization*, *adaptation* et *mitigation*), étape qui nous amène à choisir l'approche CBOW (et les hyperparamètres associés, présentés *supra*) dans la mesure où celle-ci s'avère permettre d'obtenir des résultats plus précis. Par exemple, pour le terme *decarbonization*, les trois premiers voisins sémantiques obtenus en recourant au modèle Skip-gram sont « swift », « future emission reduction » et « clean power sector », lesquels, au moins pour le premier et le troisième, n'ont pas de lien sémantique direct (ex. : synonymie, hyponymie ou hyperonymie) avec *decarbonization*. Le modèle CBOW permet quant à lui d'obtenir les termes « decarbonisation », « net zero carbon emission » et « deep decarbonisation » au rang de trois premiers voisins sémantiques, dont le premier est un variant dénomiatif et le

⁷⁷ Parce que les hyperparamètres qui définissent le modèle neuronal exercent une influence importante sur les résultats (González Granado 2021 : 64, Bernier-Colborne 2016), il conviendrait en fait de réaliser une multitude de tests, correspondant chacun à une combinaison différente de ces paramètres. Cette question dépasse cependant le cadre de notre étude, puisque nous cherchons avant tout à déterminer si Word2vec peut nous aider à identifier les termes qui auraient une plus grande propension à varier sémantiquement entre les deux corpus experts.

troisième un hyponyme de *decarbonization*. Nous adoptons donc cette technique d'apprentissage pour la construction d'un modèle « ONG » et d'un modèle « OIG » et utilisons les modèles résultants pour obtenir les plongements des mots des corpus correspondants : ces plongements sont représentés sous forme de deux matrices, une pour chaque corpus. Ces dernières sont ensuite croisées, afin d'identifier les unités qu'elles partagent, et de réduire chaque matrice à ce vocabulaire commun.

Afin de pouvoir comparer les vecteurs des termes de nos deux corpus entre eux, il est nécessaire de procéder à un alignement des deux matrices. En effet, celles-ci ont été construites à partir de deux modèles différents (un par corpus), si bien que les vecteurs qu'elles contiennent sont relatifs à deux espaces vectoriels distincts qui, de fait, ne peuvent être comparés. On parle alors de « non-comparabilité spatiale » (Rodman 2020 : 96). L'alignement des vecteurs (ou *analyse Procrustes*) se fait grâce aux fonctions `procrustes()` et `protest()` du package `vegan` (González Granado 2021 : 72), cette dernière impliquant de faire pivoter une des deux matrices « autour » de la seconde, qui constitue alors une « ancre » : nous choisissons la matrice ONG comme ancre et faisons pivoter la matrice OIG⁷⁸ autour de cette dernière, en conservant les paramètres par défaut de la fonction `protest()` sur R.

2.1.2. Comparaison des vecteurs des termes communs aux deux communautés

Une fois les deux matrices vectorielles alignées, il convient de comparer les vecteurs des termes contenus dans l'une avec ceux de l'autre matrice. Cette étape doit nous permettre d'identifier les termes qui tendent à apparaître dans des contextes différents selon les corpus.

2.1.2.1. Mesure de la similarité cosinus

Notre étude de la variation sémantique des termes partagés par les deux communautés expertes implique de mesurer la proximité des vecteurs des termes en question dans un même espace vectoriel. Pour ce faire, nous nous appuyons sur la mesure de la similarité cosinus, qui permet de rendre compte de la proximité sémantique (et donc de

⁷⁸ Notons que le choix de l'ancre est ici relativement arbitraire, dans la mesure où nous avons essayé les deux options (la matrice OIG comme première ancre puis la matrice ONG dans un second temps) et obtenu des résultats relativement similaires : le score de similarité cosinus et le rang ne varient que légèrement selon l'ancre choisie (ex. : *natural system* obtient un score d'environ 0.177 et 0.180 et un rang de 52 et de 60 lorsque l'ancre est la matrice OIG et ONG respectivement), et l'on retrouve les mêmes termes dans le bas et dans le haut du tableau.

la distance sémantique) entre deux vecteurs, à travers un score compris entre 0 et 1 : plus le score est proche de zéro, plus les deux vecteurs sont éloignés dans l'espace vectoriel, et plus la distance sémantique entre les deux termes auxquels ils correspondent est censé être grande. Le package `word2vec` sur R permet de calculer ce score à travers la fonction `word2vec_similarity()`, qui peut s'appliquer à deux mots, ou à deux listes de mots. Nous choisissons cette seconde option, parce que nous souhaitons avoir un aperçu de la variation sémantique à l'échelle de l'ensemble de la terminologie partagée par les deux communautés expertes. Nous l'appliquons donc aux deux matrices alignées résultant de l'analyse de Procrustes, après avoir éliminé de ces dernières les unités non-terminologiques en les croisant sur R avec la liste de termes validés et partagés obtenue grâce au score IDfxspé (section 1.1.2.). Les résultats obtenus à travers ce calcul de la similarité cosinus sont représentés sous forme d'un tableau en quatre colonnes, les deux premières correspondant respectivement aux versions « ONG » et « OIG » de chaque terme partagé par les deux communautés, suivies du score de similarité, puis du rang de chaque terme en fonction de ce score et de celui de tous les autres termes de la liste⁷⁹ : ainsi un rang de deux pour le terme *temperature rise* signifie que la version OIG de ce terme est le deuxième voisin sémantique le plus proche de sa version ONG. La prochaine section présente les résultats obtenus.

2.1.2.2. Résultats : un consensus terminologique relatif

Rappelons que plus le score de similarité cosinus se rapproche de 1, plus le sens des termes est supposé être proche. À partir du tableau de résultats, on observe que les scores les plus élevés se situent autour de 0,6. De plus, pour 126 des 188 termes communs aux deux sous-corpus, leur équivalent (en terme de signifiant) dans l'autre corpus est leur premier voisin sémantique. Il y aurait donc une certaine proximité sémantique entre les versions OIG et ONG d'une majorité des termes partagés par ces deux communautés.

Par ailleurs, la valeur cosinus s'avère particulièrement faible pour au moins 13 termes (inférieure à 0.3), suggérant une certaine variation sémantique autour des concepts correspondants au sein des discours experts : *energy generation, decarbonization, water resource, energy source, carbon, renewable energy, hydropower, disaster, natural system, energy supply, renewables, energy system, energy infrastructure*. Nous ne tenons pas compte des séquences « low carbon » et « global climate », dans la mesure où il ne s'agit

⁷⁹ Le tableau en question est accessible via <https://hdl.handle.net/11403/climate-discourses>. Il est stocké dans le dossier « Tableurs données issues des corpus » et correspond au fichier « Cosine_ONG_OIG.csv ».

pas de termes en tant que tels mais de parties de syntagmes ayant été tronqués lors de l'étape d'identification des termes composés.

Parmi les termes relevés, une majorité relève du domaine de l'énergie (8/13), ce qui pourrait être lié au fait que cette thématique est plus largement traitée par la communauté ONG (section 1.2.1.). Une comparaison du nombre de cooccurrents des versions ONG et OIG de ces termes sur TXM indique en effet une différence importante entre les deux corpus : le nombre de cooccurrents pour la version ONG est supérieur à celui correspondant au corpus OIG pour tous les termes en question, avec un ratio allant de près de 1,5 fois supérieur pour les termes *energy supply* et *energy generation* à plus de 7,5 pour le terme *renewables*. Nous notons par ailleurs un score relativement surprenant pour le terme *natural system*, dont la version OIG n'est que le soixantième voisin sémantique de la version ONG, et ce alors que le nombre de cooccurrents spécifiques pour ce terme est de 42 dans les deux corpus. Nous proposons donc d'analyser les cotextes de ces termes, afin de voir si cet écart dans le score de similarité cosinus est effectivement corrélé à une variation dans le sens donné au terme selon les corpus, et afin de rendre compte des potentiels sens en question. Nous analysons également le terme *decarbonization* dont la valeur cosinus est de 0.29 et dont la version OIG n'est que le huitième voisin sémantique de la version ONG. Le choix d'analyser ce terme est également motivé par le constat d'une spécialisation des ONG sur la thématique de l'énergie (section 1.2.1.), spécialisation qui, nous en faisons l'hypothèse, pourrait influencer la façon dont cette communauté conceptualise la décarbonisation et entraîner une variation sémantique par rapport au corpus OIG.

2.2. *Rendre compte de la variation sémantique à l'échelle du terme : quel(s) sens chaque communauté donne-t-elle aux termes ?*

Dans cette sous-section, nous interprétons les scores de similarité cosinus d'unités pour lesquelles ceux-ci se sont avérés relativement faibles. Il s'agit de voir dans quelle mesure ces données quantitatives témoignent d'un certain degré de variation sémantique entre les deux communautés expertes, et de caractériser la variation en question.

2.2.1. Analyse du discours et des cooccurrents pour un zoom progressif sur le sens des termes

Nous proposons d'étudier la variation sémantique des termes *decarbonization* et *natural system* à travers trois types d'analyses. La première est une analyse morpho-sémantique, dans la mesure où le signifiant d'un terme peut fournir des premiers éléments d'information aux locuteurs lorsqu'ils sont face à un terme qu'ils ne connaissent pas

(Delavigne 1995 : 4). Cette première étape nous permet ainsi d'évaluer la propension des termes à l'étude à pouvoir être compris en tant que tels par des locuteurs qui n'auraient pas accès à leurs définitions. Nous menons ensuite une analyse des définitions issues de sources termino- et lexicographiques pour nos deux termes, afin d'identifier un point de référence à partir duquel comparer le sens des termes en discours. La troisième étape de ces études de cas consiste en une comparaison des cooccurrents et des cotextes d'occurrences des versions OIG et ONG de nos deux termes et a pour objectif de comparer les sens donnés aux termes en discours.

2.2.2. Étude de cas n°1 : *decarbonization*⁸⁰

2.2.2.1. Analyse morpho-sémantique

Le nom *decarbonization* est composé à partir du verbe « carbonize », transformation du nom « carbon » par l'ajout du suffixe *-ize*, auquel sont apposés les affixes *de-* et *-ation*. Ce dernier permet la transformation du verbe « carbonize » en nom, « carbonization », qui désigne l'action associée au verbe, et dont il convient d'élucider le sens. Or, on trouve en fait pas moins de cinq définitions du nom « carbonization » dans le discours lexicographique (un sens général, et quatre sens spécialisés, répertoriés dans Termium +), impliquant notamment différentes échelles temporelles : la carbonisation peut désigner une action relativement courte, telle que la transformation du charbon par combustion pour en extraire certaines composantes carburées, ou bien un processus ayant cours sur le long terme, telle que la décomposition de matières organiques en charbon. Dans le domaine du changement climatique, une hypothèse serait de considérer la carbonisation comme désignant, par métonymie, la période durant laquelle la transformation du carbone a commencé à être très importante, période ayant débuté avec la révolution industrielle, vers la fin du 18^{ème} siècle.

Au-delà de la relative opacité du nom verbal *carbonization* le préfixe *de-* participe également de créer une certaine ambiguïté quant au sens du nom *decarbonization*, dans la mesure où il peut être interprété de deux manières : il peut dénoter le contraire du processus désigné par le radical, ou bien une réduction de l'actualisation de ce processus (Cambridge Dictionary [informatisé] s.d.). Autrement dit, on peut se demander si la décarbonisation serait le fait d'inverser l'action de transformation de matières en carbone, d'empêcher cette transformation *a priori*, ou bien simplement de la réduire, chaque acception apportant en elle-même son lot d'ambiguïtés : l'inversion implique en effet d'identifier un point de départ

⁸⁰ Nous utilisons la traduction française du terme dans ce titre afin de neutraliser la variation dénominative qui existe en anglais (*decarbonization* | *decarbonisation*), ce qui est notamment rendu possible par le fait que les deux versions (anglaise et française) sont équivalentes.

vers lequel il s'agirait de retourner⁸¹, tandis que la réduction pourrait s'appliquer aux quantités de carbone déjà produites et présentes dans l'atmosphère ou bien à l'acte même d'émettre du carbone. Cette analyse morpho-sémantique illustre ainsi la relative opacité du terme *decarbonization*, dont la forme ne permet pas de deviner le sens de manière certaine. Il convient donc de se tourner vers les définitions termino- et lexicographique, afin de voir si l'on peut identifier une définition conventionnelle de ce terme : celle-ci doit par la suite nous permettre de bénéficier d'une référence pour l'évaluation et la comparaison des sens donnés en discours par les deux communautés expertes.

2.2.2.2. Analyse des définitions termino- et lexicographiques

Le terme *decarbonization* possède une définition dans les différents glossaires publiés par le GIEC depuis 2014, lesquelles diffèrent également de celle que l'on peut trouver dans un dictionnaire tel que le Cambridge Dictionary informatisé, où il possède une acception relevant du domaine de l'environnement (s.d.). On trouve également une fiche datant de 2023 sur Termium +, définissant ce terme comme relevant des domaines du changement climatique et des mesures anti-pollution (Termium + 2023h). Ce nom se révèle dès lors être relativement récent, ce qui peut en soi être un facteur de variation sémantique. On observe ainsi quelques différences dans les définitions proposées par ces différentes instances :

[1] « The process by which countries or other entities aim to achieve a low-carbon economy, or by which individuals aim to reduce their carbon consumption. » (IPCC-2014-1)

[2] « The process by which countries, individuals or other entities aim to achieve zero fossil carbon existence. Typically refers to a reduction of the carbon emissions associated with electricity, industry and transport. » (IPCC-2018)

[3] « The word decarbonisation refers to all measures through which a business sector, or an entity – a government, an organisation – reduces its carbon footprint, primarily its greenhouse gas emissions, carbon dioxide [...] and methane [...], in order to reduce its impact on the climate. » (Termium + 2023h)

⁸¹ Ce « point de départ » est en fait principalement défini en termes de températures globales plutôt que de quantité de carbone dans l'atmosphère. Il correspond à la moyenne des températures globales durant la période dite « pré-industrielle », dont le référent est la deuxième moitié du 19^{ème} siècle dans les rapports du GIEC. Ce référent n'est cependant pas précisé dans l'Accord de Paris (IPCC 2018 : 81).

[4] « The process of stopping or reducing carbon gases, especially carbon dioxide, being released into the atmosphere as the result of a process, for example the burning of fossil fuels. » (Cambridge Dictionary [informatisé] s.d.)

Le terme *y* est en effet tantôt défini comme désignant un processus et dès lors comme s'inscrivant dans une durée relativement longue (GIEC, Cambridge Dictionary informatisé), tantôt comme un ensemble de mesures, acception qui évince le trait sémantique de la durée (Termium +). Les définitions issues du discours terminographique ont par ailleurs en commun la composante sémantique [+vise un objectif], variant cependant dans leur caractérisation de l'objectif en question : la première définition du GIEC (IPCC-2014-1 ([1])) présentait ce dernier comme étant une économie qui serait « bas-carbone » (« low-carbon economy »), tandis que celle de 2018 ([2]), plus radicale, introduit la vocation à une élimination totale des énergies fossiles (« zero fossil carbon existence »). Cette évolution peut en fait s'expliquer par la signature de l'Accord de Paris en 2015, dans le cadre de la COP 21, qui donne pour objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre de telle sorte que celles-ci ne soient pas supérieures aux quantités absorbées par les réservoirs disponibles (Nations Unies 2015 : 4). Quant à la définition de Termium +, celle-ci présente l'objectif de la décarbonisation en termes d'empreinte carbone et explicite les raisons de la nécessaire actualisation de cet objectif : il s'agit de réduire l'impact des émissions sur le climat. Enfin, les définitions diffèrent quant aux entités et échelles présentées comme pouvant être impliquées dans la décarbonisation, dans la mesure où seul le GIEC fait référence à l'échelle individuelle. Au vu de cette analyse du discours terminographique, on peut par ailleurs conclure que, dans le domaine du changement climatique, la décarbonisation ne désigne pas spécifiquement l'inversion d'un procédé chimique ou la réduction/ l'inversion d'un procédé de transformation de la matière tel que suggéré par l'analyse morpho-sémantique de ce terme : le concept *y* acquiert en effet des traits sémantiques le rapprochant du pôle abstrait, telles que les notions d'échelle sociétale et d'objectif défini, respectivement matérialisées par les expressions « business sector », « organisation », « government », « individuals », « countries », et « aim to achieve (...) », « in order to ». Quant au constat d'une certaine variation conceptuelle au sein de ce même discours, il invite à s'interroger sur trois composantes sémantiques du terme *decarbonization* :

1/ La décarbonisation est-elle un processus ([+temporalité longue]) ou un ensemble de mesures ([+action], [-durée]) ?

2/ À quelle(s) échelle(s) temporelle(s) (ex. : long-terme, moyen-terme, court-terme) et structurelle(s) (ex. : individu, entreprise, organisation, gouvernement, société, échelle globale) penser la décarbonisation ?

3/ Quels sont les objectifs de la décarbonisation et comment s'expriment-ils ?

Nous faisons ainsi l'hypothèse que ces traits sémantiques seraient les plus à même de varier dans les discours des experts, du fait de la variation qui les caractérise dans le discours terminographique. La prochaine partie vise à évaluer cette hypothèse à partir d'une analyse statistique et qualitative des rapports de nos deux communautés.

2.2.2.3. Analyse du discours à partir des cooccurrents

Les principaux cooccurrents du terme dans chacun des deux corpus experts sont extraits à partir de la fonction dédiée sur le logiciel TXM. Nous choisissons une fenêtre de 10 mots de chaque côté du terme, et réglons les seuils minimums de fréquence et de spécificité à deux. Le variant orthographique « decarbonisation » est intégré à la requête, de façon à prendre en compte un maximum de cotextes. Le tableau suivant répertorie les quinze cooccurrents lemmatisés les plus spécifiques des versions OIG et ONG pour la requête « decarboni[z|s]ation » après nettoyage, c'est-à-dire après que nous ayons supprimé les unités non lexicales (signes de ponctuation et articles, les nombres n'étant pas extraits par TXM lorsque ce sont les lemmes qui sont considérés). Les données entre parenthèses correspondent respectivement à la co-fréquence et à l'indice de spécificité du cooccurrent par rapport au terme cible, tandis que les mots en bleu témoignent des cooccurrents partagés par les deux types d'experts⁸² :

⁸² Le tableau présentant l'ensemble des cooccurrents extraits pour les deux communautés expertes est accessible via <https://hdl.handle.net/11403/climate-discourses>. Il est stocké dans le dossier « Tableurs des données issues des corpus » et correspond au fichier « COOC_ONGvs.OIG.xlsx ».

Tableau 11 : Quinze cooccurents de decarboni[z]ation les plus spécifiques dans les corpus OIG et ONG

OIG	ONG
adaptation (31 ; 15)	deep (16 ; 19)
recovery (16 ; 14)	scenario (38 ; 18)
pursue (8 ; 10)	sector (31 ; 15)
target (19 ; 10)	electrification (12 ; 11)
legislation (10 ; 10)	rapid (9 ; 9)
require (15 ; 8)	reduction (20 ; 8)
opening (5 ; 8)	goal (15 ; 8)
rate (14 ; 8)	industrial (11 ; 8)
strong (10 ; 7)	Colorado (8 ; 7)
rollback (4 ; 7)	necessary (9 ; 6)
policy (21 ; 6)	transportation (8 ; 6)
transition (9 ; 6)	decarbonization (6 ; 6)
sectoral (7 ; 6)	cross-cutting (4 ; 6)
mandate (6 ; 6)	pathway (9 ; 5)
decarbonization (6 ; 6)	Core (5 ; 5)

Notons tout d’abord une apparente connivence entre les deux communautés quant au fait que la décarbonisation peut être appréhendée de manière sectorielle (« sector »), et qu’elle implique de fixer des objectifs (« target », « goal »). Afin d’identifier plus finement les différences et convergences dans le(s) sens donné(s) au terme *decarboni[z]ation* par les deux communautés, nous élargissons notre étude aux 30 premiers cooccurents et les analysons en contexte à l’aide de la fonction « concordances » sur TXM. Ces analyses en discours nous permettent de classer les cooccurents en fonction des traits sémantiques qu’ils profilent pour le concept de décarbonisation⁸³. Décrivons à présent les principaux traits sémantiques ainsi identifiés au regard des questions soulevées dans la section précédente.

En ce qui concerne la nature de la décarbonisation (question 1), il s’avère que, dans les deux corpus, celle-ci peut être décrite à la fois comme un processus et comme un ensemble de mesures. Sa dimension processuelle transparaît ainsi dans les cooccurents « rapid » (ONG + OIG) et « long-term » (OIG), tandis que les noms « polic(ies) » (OIG + ONG), « instruments », « legislation », « law », « public investment | finance » (OIG) et « initiatives » (ONG) indiquent que son actualisation passe par des mesures. Ces dernières tendent par ailleurs à différer légèrement entre les deux communautés. Par exemple, la

⁸³ Notons qu’un même cooccurent peut profiler différents traits sémantiques.

présence des unités « electricity » et « electrification » parmi les principaux cooccurrents du discours ONG indique que celles-ci mettent davantage l'accent sur le rôle du secteur énergétique. Le nom « electrification » a notamment un indice de spécificité de 11 et une co-fréquence de 12 en tant que cooccurrent de *decarbonization* dans le discours ONG mais n'apparaît pas dans les cooccurrents spécifiques de la version OIG de ce terme. Aussi, pour cette communauté, la décarbonisation serait avant tout synonyme de transition énergétique, observation congruente avec la place accordée à la sous-thématique de l'énergie dans leurs rapports (section 1.2.1. de ce chapitre). Quant aux organisations intergouvernementales, elles tendent à faire davantage référence à la dimension politique de la décarbonisation, qui nécessiterait des mesures législatives, économiques et financières : la place des noms « recovery » (16 ; 14), « economic » (14 ; 5), « legislation » (10 ; 10) et « law » (7 ; 5) dans la liste de cooccurrents spécifiques correspondant à cette communauté illustre cette conceptualisation.

L'observation des cooccurrents en contexte nous renseigne également sur les entités étant (ou devant être) actrices de la décarbonisation. Les décisionnaires politiques se voient ainsi accorder une place importante dans les deux corpus, en témoigne la présence du nom « policy » dans les 30 premiers cooccurrents des deux communautés, de même que l'échelle sectorielle (« sector », « sectoral », « shipping », « transportation », « industrial »). L'échelle de l'individu et du groupe social ne sont cependant pas représentées parmi les principaux cooccurrents issus des deux corpus, alors que la première est explicitement mentionnée dans le discours terminographique (voir section précédente). Aussi, la dimension sociale de la décarbonisation, caractérisée par exemple par des changements de comportement ou par des mesures visant à agir sur la demande dans une logique de sobriété, semble minimisée.

Nous notons enfin la présence de divers adjectifs en position épithète venant expliciter le référent associé à ce processus en restreignant l'extension du nom *decarbonization*, et ce dans les deux corpus. La décarbonisation peut par exemple être « rapid » (ONG + OIG), « slow » (ONG), « strong », « long-term » (OIG) ou « deep » (ONG). Une analyse des lignes de concordance autour des syntagmes correspondants permet de les relier à différents scénarios de réduction des émissions : les référents associés aux syntagmes constituent en fait les paramètres de ces scénarios. Dans un rapport du National Resource Defense Council (NRDC) (corpus ONG), la décarbonisation « rapide » est ainsi une composante du scénario « CORE Decarbonization case », destiné à l'état du Colorado et qui correspond à une réduction de 50% des émissions de CO₂ d'ici 2030. Dans un rapport du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) (corpus OIG), elle devient un paramètre nécessaire à la limite optimale des 1.5°C d'augmentation des températures globales fixée dans le cadre des Accords de Paris de 2015 et implique d'atteindre « net-zéro

émissions de CO₂ d'ici 2050 » (UNEP-2021-2) (notre trad.⁸⁴). La décarbonisation dite « forte » (« strong decarbonization ») s'inscrit quant à elle dans un scénario post-covid de redressement économique « soutenable » (« sustainable recovery scenario »), impliquant une réduction des émissions d'un peu plus de 25% d'ici 2030 (UN-2021-6, UNEP-2020-1, UNEP-2020-7), tandis que la décarbonisation « profonde » (« deep ») peut référer à une réduction des émissions états-uniennes allant jusqu'à 80% de celles produites par ce pays en 1990 (WWF-2020-38). Aussi, la modification adjectivale du nom *decarboni[z]s]ation* et l'intégration du composé résultant dans un scénario de réduction des émissions permet d'associer le terme à un référent qui prend la forme d'objectifs à atteindre. Le référent en question est cependant plus ou moins précis selon les scénarios, en témoigne la définition de « deep decarbonization » proposée par l'UNEP (UNEP-2021-2), qui ne fait finalement que reprendre l'objectif global introduit dans l'Accord de Paris et associé au terme *decarbonization* non modifié. De plus, le référent n'est pas toujours évident à identifier, dans la mesure où il implique à chaque fois de retrouver les paramètres du scénario qui le définissent. Or, ces paramètres ne sont pas nécessairement présents dans le contexte immédiat du syntagme ADJ + *decarboni[z]s]ation* : ils peuvent en effet être présentés dans un tableau annexe ou plus loin dans le corps du texte (NRDC-2020-27, UN-2021-6, UNEP-2020-1), ou bien n'être pas mentionnés du tout (WB-2020-11, EDF-2021-5).

Nous pouvons ainsi conclure que le concept de décarbonisation n'implique pas d'objectifs quantitatifs précis qui seraient suffisamment universels pour faire partie de sa définition, mais est l'hyperonyme de composés de la forme ADJ + *decarbonization* qui peuvent eux être amenés à référer à des taux d'émissions spécifiques, à condition de pouvoir les identifier dans le rapport. Cette relative imprécision quant aux objectifs de la décarbonisation est cependant congruente avec l'Accord de Paris, qui a fait de l'actualisation de ce processus une nécessité à l'échelle internationale. S'il fixe pour objectif de limiter l'augmentation des températures globales sous la barre des 2°C (idéalement 1,5°C) par rapport au niveau pré-industriel et d'atteindre un équilibre entre le niveau de carbone émis et les quantités absorbées par les différents réservoirs disponibles d'ici 2050, l'Accord ne précise pas de seuil minimum d'émissions à atteindre pour la décarbonisation (Nations Unies 2015 : 4). Par là, il permet à chaque pays de choisir le niveau et le « type » de décarbonisation qui convient le mieux à sa situation, définie par son niveau de développement, sa part de responsabilité dans les émissions produites jusqu'à présent, et ses moyens financiers, humains et matériels (ibid.). On peut néanmoins se demander si une telle imprécision, qui caractérise également les définitions terminographiques du concept de *decarbonization* (voir section précédente), n'ouvre pas la voie à des approches peu

⁸⁴ « [N]et zero CO₂ emissions by 2050. »

contraignantes chez certains pays qui auraient la possibilité de se fixer des objectifs trop peu ambitieux par rapport à leurs capacités.

2.2.3. Étude de cas n°2 : *natural system*

2.2.3.1. Analyse morpho-sémantique

La séquence lexicale *natural system* est un nom dont la tête, *system*, est modifiée par l'adjectif *natural*, qui peut avoir une fonction descriptive ou classifiante. Dans le premier cas, il profile simplement une caractéristique du système en question et le syntagme résultant n'est pas un composé (Mignot 2018). Dans le second, il profile une sous-catégorie du concept dénoté par la tête et participe de la formation d'un nom composé. La récurrence de ce syntagme dans les deux corpus et sa proximité morphologique avec des composés lexicalisés tels que *human system* et *ecosystem* invitent à le considérer comme un composé, dès lors formé à partir d'un adjectif classifiant. Ce terme désignerait un sous-type de système constitué d'entités entrant dans la dénotation du concept de *nature*, en théorie dès lors distincts du « système humain » et de son influence potentielle, et serait co-hyponyme des deux noms précédemment cités.

2.2.2.2. Analyse du discours lexicographique

Le syntagme *natural system* est absent des glossaires identifiés et analysés pour cette thèse. Il est cependant associé à deux fiches sur Termium +, la première, qui date de 1999, relève du domaine de l'économie environnementale et ne possède pas de définition. La seconde, datant de 1997, associe le terme aux domaines « écosystèmes » et « parcs et jardins botaniques ». Dans sa version française, qui est en fait un équivalent exact de la version anglaise, le terme y est défini comme suit :

« [É]cosystème où depuis la révolution industrielle (environ 1750), l'impact humain (a) n'a pas été plus important que celui des autres espèces indigènes, et (b) n'a pas affecté la structure de l'écosystème. » (Termium + 1999)

Cette définition invite donc à considérer le composé comme un type d'écosystème, concept défini par le GIEC comme une « unité fonctionnelle constituée d'organismes vivants, de leur

environnement non vivant et de l'ensemble de leurs interactions » (2018 : 78)⁸⁵. Cependant, l'absence de *natural system* dans les glossaires sur le changement climatique et le fait que la définition proposée par Termium + ne soit pas explicitement associée à ce domaine nous oblige à considérer qu'il puisse exister des acceptions différentes de ce terme dans le domaine du CCA. Une première étape dans l'identification de cet hypothétique sens spécialisé peut être de partir du sens de *human system*, dans la mesure où le trait sémantique [-humain], présent dans la définition de Termium + de *natural system* et matérialisé dans le composé par l'adjectif *natural*, invite à voir ce dernier comme s'inscrivant dans une relation antonymique avec *human system*. Dès lors, la définition de ce dernier terme pourrait, par contraste, nous informer sur le sens de *natural system*. Le glossaire du GIEC (IPCC 2018 : 551) définit *human system* comme un système dans lequel les institutions et organisations humaines jouent un rôle central. Partant, *natural system* désignerait un système dans lequel cette place centrale est occupée par la nature, ce qui est relativement congruent avec la définition de Termium +.

Une analyse du sens donné au nom tête *system*, qui possède une définition spécifique dans le domaine du changement climatique, permet de mettre en avant d'autres potentiels traits sémantiques de *natural system*. Le glossaire de l'UICN définit *system* comme suit : « une région, une communauté, un foyer, un secteur économique, (...), qui est plus ou moins exposé à différents événements climatiques » (notre trad.⁸⁶) (IUCN 2011 : 96). Si l'on considère *natural system* comme étant un hyponyme de cette acception (la relation hypo-/hyperonymique étant une caractéristique typique de la relation sémantique unissant un nom tête au composé qu'il permet de construire), alors on peut estimer qu'il hérite du trait sémantique [+plus ou moins menacé par les aléas climatiques] impliqué par la définition de *system*.

Aussi, nous proposons une acception provisoire de *natural system*, propre au domaine du CCA, selon laquelle ce concept désignerait un système dans lequel la nature occupe une place centrale et qui est menacé par les aléas climatiques. Celle-ci se distingue de la définition proposée par Termium + dans la mesure où l'idée de vulnérabilité face aux aléas climatiques invite à considérer les systèmes naturels en question comme étant en fait impactés par le système humain : dans le contexte du changement climatique d'origine anthropique, les aléas en question sont exacerbés par l'activité humaine. Il convient à présent d'analyser ce composé en contexte, de façon à voir si 1/ les traits sémantiques impliqués par la définition provisoire précédemment citées y sont activés, 2/ d'autres traits

⁸⁵ On retrouve une définition quasiment similaire dans la version anglophone de ce glossaire : « A functional unit consisting of living organisms, their non-living environment and the interactions within and between them » (IPCC 2018 : 548).

⁸⁶ « A region, a community, a household, an economic sector, a business, a population group, etc. that is exposed to varying degrees to different climate hazards. »

sémantiques peuvent être identifiés, et 3/ si ces différents éléments de sens diffèrent selon les deux communautés à l'étude.

2.2.2.3. Analyse du discours à partir des cooccurrents

Comme précédemment, nous extrayons les principaux cooccurrents du terme dans chacun des deux corpus experts à partir de la fonction dédiée sur le logiciel TXM. Le tableau suivant répertorie les quinze cooccurrents les plus spécifiques aux versions OIG et ONG de *natural system* après nettoyage⁸⁷ :

Tableau 12 : Quinze cooccurrents de *natural system* les plus spécifiques dans les corpus OIG et ONG

OIG	ONG
human (29 ; 31)	preserve (6 ; 11)
vulnerability (11 ; 11)	depend (8 ; 9)
beneficial (5 ; 9)	alteration (3 ; 7)
adaptive (7 ; 8)	health (7 ; 5)
exposure (7 ; 8)	human (7 ; 5)
exploit (4 ; 8)	economics (3 ; 5)
capacity (9 ; 7)	mission (3 ; 5)
adjustment (4 ; 6)	undo (2 ; 5)
harm (4 ; 6)	life (5 ; 4)
moderate (4 ; 6)	rely (4 ; 4)
geoengineering (2 ; 6)	guide (3 ; 4)
climate (19 ; 5)	nature (4 ; 3)
interlink (3 ; 5)	protect (4 ; 3)
AMD (2 ; 5)	fire (3 ; 3)
facilitate (4 ; 4)	science (3 ; 3)

Nous notons tout d'abord que les quinze premiers cooccurrents diffèrent fortement entre les deux communautés, dans la mesure où ces deux listes ne partagent qu'une seule unité, l'adjectif *human*. Une analyse des cotextes où cet adjectif cooccur avec *natural system* révèle que celui-ci fait en fait partie du composé *human system*, renforçant ainsi l'hypothèse

⁸⁷ Le tableau présentant l'ensemble des cooccurrents extraits pour les deux communautés expertes est accessible via <https://hdl.handle.net/11403/climate-discourses>. Il est stocké dans le dossier « Tableurs des données issues des corpus » et correspond au fichier « COOC_ONGvs.OIG.xlsx ».

d'une relation de co-hyponymie entre ces deux types de système. Par ailleurs, malgré un nombre de cooccurrents identique (42) et une fréquence d'occurrence de *natural system* comparable dans les deux corpus (46 pour le corpus ONG, 38 pour le corpus OIG), l'adjectif *human* a une co-fréquence près de quatre fois supérieure dans le corpus OIG, indiquant l'existence d'un lien fort entre ces deux systèmes pour cette communauté. Nous observons également la présence, dans les deux corpus, de cooccurrents pouvant être associés au champ sémantique du risque et de la menace (en orange), suggérant l'activation du trait sémantique [+menacé par les aléas climatiques]. Une analyse en contexte des cooccurrents concernés est cependant nécessaire pour voir si les facteurs causant cette menace sont effectivement les aléas climatiques, et pour documenter plus avant la relation entre les systèmes humain (HS) et naturel (NS). Comme pour *decarboni[z]s]ation*, nous analysons donc les 30 cooccurrents les plus spécifiques pour chaque corpus en fonction des traits sémantiques qu'ils profilent, nous appuyant pour ce faire sur une observation des lignes de concordance dans lesquelles les unités en question cooccurrent avec *natural system*.

Cette double étape nous permet tout d'abord de confirmer l'activation du sème [+menacé par les aléas climatiques] dans les deux corpus. On relève en effet un certain nombre de cooccurrents relevant du champ sémantique de la menace dans les deux corpus, lesquels portent quasi-systématiquement sur *natural system*. De plus, dans ces mêmes cotextes, on trouve des références explicites au climat et au changement climatique :

[1] « Activities that reduce **vulnerability of human or natural systems to climate impacts** by increasing resilience are tagged as adaptation related. » (WB-2020-6)

[2] « The risk of **climate-related impacts** depends on complex interactions between climate-related hazards and the **vulnerability, exposure and adaptive capacity of human and natural systems**. » (WMO-2020-3)

[3] « Limiting warming to 1.5° C provides key benefits compared to a 2° C limit at present **global warming** is about 1° C above pre industrial levels. The world is already experiencing **substantial impacts and damages**, including for agriculture, human livelihoods and *natural systems* such as the Great Barrier Reef. » (ClimateInstitute-2)

[4] « **Climate change threatens** all continents, living systems, coastal cities, food system and *natural system*. » (GP-2015-2)

Ces différents cotextes semblent ainsi confirmer la relation sémantique entre l'acceptation de *system* proposée par l'UICN et *natural system* (section précédente), qui en serait l'hyponyme. Notons également que les trois premiers cotextes ci-dessus confirment l'hypothèse d'une relation de co-hyponymie entre *human system* et *natural system*. Les

conjonctions de coordination « or » et « and » lient en effet ces deux concepts en un complément complexe des noms « vulnerability » et « exposure », qui portent de fait sur les deux types de système. Aussi, ils indiquent que le trait sémantique de la menace, hérité de l'hyperonyme *system*, est partagé par les deux concepts.

L'analyse des cotextes où l'adjectif *human* cooccure avec *natural system* de même que celle d'autres cooccurrents subsumant un lien entre ce premier concept et le système humain (« preserve », « depend », « rely », « protect », « health », « livelihood », « exploit », « intervention », etc.) met par ailleurs en exergue certaines différences dans la conceptualisation de ce lien selon les corpus. Les cooccurrents du corpus OIG profilent en effet avant tout un lien fondé sur le partage du trait sémantique [+menacé par les aléas climatiques], ainsi que, bien que dans une moindre mesure, l'idée que le premier peut agir sur le second pour aider ce dernier à faire face à la menace climatique :

[5] « In *natural systems*, **human intervention may facilitate adjustment** to expected climate and its effects. » (WHO-2015-1)

[6] « Geoengineering refers to the **deliberate and large-scale manipulation of natural systems** through **measures aimed at preventing or mitigating the effects of climate change**, such as solar radiation management and ocean iron fertilization. » (UNEP-2015-7)

Dans le corpus ONG en revanche, le lien entre HS et NS est exprimé par des cooccurrents différents, qui traduisent une relation davantage symbiotique entre les deux systèmes :

[7] « **People and nature are intertwined**. The alteration of the world's *natural systems* threatens to undo the extraordinary gains in human health and well-being of the past century. » (WWF-2020-39)

[8] « Environmental Defense Fund's work entails **a lasting commitment to preserve natural systems on which life and livelihoods depend**. » (EDF-AR-2014)

[8] « WWF determined that for the purpose of this analysis, all forms of the verb “protect” in conjunction with nature and *natural systems* convey an explicit intention to **preserve and protect nature** and therefore phrases using this word when referring to *natural systems* could be considered as “protected areas”. » (WWF-2019-42)

On observe tout d'abord un lien de dépendance entre HS et NS, la santé et le bien être humain (« health », « well-being »), voire la survie de HS (« life », « livelihood ») étant en effet présentés comme étant liés à la santé des systèmes naturels. Les ONG convoquent ainsi des valeurs relativement universelles pour établir ce lien, en l'occurrence la santé et le

bien-être, qui sont présentées comme étant menacées par l'altération des systèmes naturels. De là, HS se voit confier la tâche de préserver et protéger NS ([8]), qui apparaît dès lors comme étant à son tour dépendant, ici de l'intervention humaine.

Cette analyse cooccurrentielle et en contexte de *natural system* nous permet ainsi d'identifier une variation dans la conceptualisation de ce terme selon les corpus, notamment en ce qui concerne son lien avec le système humain : si le discours des organisations intergouvernementales s'attèle à simplement poser ce lien comme existant, il apparaît comme étant quasi-symbiotique dans le discours des ONG, qui font référence à différentes valeurs humaines pour le présenter comme tel.

2.3. Synthèse et implications pour la finalité du domaine

À travers cette section, nous nous sommes appuyée sur la sémantique vectorielle et sur son implémentation algorithmique pour mesurer la variation sémantique des termes partagés par les deux communautés expertes. Cette méthodologie nous a permis de cibler les termes ayant la plus grande propension à varier sémantiquement et d'avoir un aperçu de l'étendue de cette variation à l'échelle du socle de termes communs. Nous avons observé que les termes qui varient le plus tendent à relever du domaine de l'énergie, phénomène que nous avons associé au fait que le nombre d'occurrences et de cooccurrents est largement supérieur dans le corpus ONG, ce qui est congruent avec le constat d'une spécialisation de cette communauté sur cette thématique (section 1.2.1.). Cette observation montre par ailleurs que l'analyse vectorielle doit nécessairement être complétée d'une analyse en contexte, de façon à voir si un score cosinus faible témoigne bel et bien d'une variation du sens donné aux termes selon les communautés, ou bien si d'autres facteurs peuvent entrer en jeu. Nous avons ainsi analysé en contexte les termes *natural system* et *decarbonization*, qui présentaient des scores de similarité cosinus inférieurs à 0,3.

Ces analyses nous ont permis d'identifier différents niveaux de variation sémantique. La variation peut se traduire par l'apparition de nouveaux traits sémantiques par rapport à ceux présents dans le discours terminographique (lien de co-hyponymie entre *human system* et *natural system*, scalarité du concept de *decarbonization*), et par des différences dans la conceptualisation de certains traits sémantiques selon les communautés (relation HS-NS présentée comme plus symbiotique dans le corpus ONG). L'analyse du terme *decarboni[z]s]ation* a également mis en avant une variation référentielle : le trait sémantique [+vise un objectif], identifié dans le discours terminographique, s'applique à des réalités différentes selon les communautés, voire selon les organisations, chaque communauté proposant différents objectifs possibles pour la décarbonisation. Aussi, la variation

sémantique observée porte sur des aspects très spécifiques des deux termes analysés, relevant de l'échelle du trait sémantique plutôt que de la définition entière, nous invitant dès lors à parler de variation conceptuelle et référentielle plutôt que polysémique (voir Partie 1, chap. 3, section 1.1.2. pour les définitions de ces différents concepts socioterminologiques).

En regard des phénomènes de variation observés, plusieurs pistes peuvent être suggérées pour une terminologie et une communication « réussies », c'est-à-dire qui ne soit pas un obstacle à la diffusion des connaissances. Le rapport entre *natural system* et *human system* invite par exemple à se demander pourquoi le premier de ces deux termes seulement est lexicalisé dans les glossaires du CCA, alors que notre analyse de ces deux unités en contexte a montré qu'ils étaient très fortement liés. Le lien conceptuel qui les unit, qui se traduit en discours par l'idée d'une interaction entre ces deux concepts et dépasse dès lors la simple co-hyponymie, pourrait donc être précisé au niveau de la définition du terme. Cette définition pourrait tenir compte des différents types d'interactions possibles entre les deux systèmes telles que celles mises en avant dans les discours ONG, donnant ainsi accès au « concept maximum » (Wierzbicka 1985 : 117-118) du terme, autrement dit à toutes les informations conceptuelles que celui-ci peut contenir.

Quant au concept de *décarbonisation*, on pourrait suggérer une unification de la terminologie à l'échelle du discours terminographique, où les définitions proposées à la fois par les glossaires et par Termium + mentionneraient toutes la dimension sociale de la décarbonisation. Elles tiendraient également compte à la fois de l'idée que la décarbonisation est un processus, mais également du fait que ce processus implique la mise en place de mesures à différentes échelles : l'intégration de ces deux traits sémantiques dans la définition du terme permettrait de rendre compte à la fois de la dimension temporelle de la décarbonisation mais également du fait qu'elle implique des actions concrètes et a une dimension scalaire : elle nécessite de prendre des mesures, lesquelles peuvent être plus ou moins fortes, toucher un nombre plus ou moins important de secteurs et imposer un niveau de réduction des émissions plus ou moins grand. De plus, les définitions en question se garderaient de proposer des objectifs précis pour la décarbonisation, dans la mesure où ceux-ci tendent à varier selon les communautés et selon les contextes. En revanche, cette variation autour des objectifs de la décarbonisation pourrait être exprimée sous forme de plusieurs fourchettes d'objectifs, chacune associée à un syntagme spécifique (de la forme ADJ + *decarboni[z]s]ation*). Les syntagmes en question seraient alors lexicalisés et intégreraient dans leur définition la fourchette d'objectifs correspondante. La standardisation de ces syntagmes et des objectifs associés pourrait permettre de prévenir tout risque de confusion entre les différents types de décarbonisation présentés en discours (« slow | strong | rapid | deep decarbonization »). De plus, le fait de présenter les objectifs en question sous forme de fourchettes garantirait une certaine marge

d'interprétation pour que chaque pays/ entité puisse définir des scénarios qui correspondent à sa situation, tout en s'inscrivant dans une logique d'effort global, de responsabilités « communes mais différenciées » (Nations Unies 2015 : 3, Nations Unies 1992b : 4).

3. SYNTHÈSE CHAPITRE 6

À travers ce chapitre, nous avons observé la variation terminologique selon une perspective diastratique, en comparant les termes mobilisés par les organisations intergouvernementales et les ONG, deux communautés pouvant être identifiées à l'expertise climatique. Cette comparaison nous a permis de rendre compte de trois niveaux de variation entre ces deux types d'organisations. Le premier niveau, qui correspond à la *substance terminologique*, s'est traduit par une variation en termes de catégories conceptuelles mobilisées par les deux communautés. Son étude nous a conduit à conclure à une différence dans le type d'expertise proposé par ces dernières : tout en partageant un socle de connaissances, les deux communautés expertes tendent également à être spécialisées dans des sous-thématiques différentes, proposant ainsi chacune un type d'expertise climatique qui leur est propre.

Le deuxième niveau de variation portait sur la dénomination de certains concepts. Son étude a révélé une certaine profusion dénomminative autour du concept de capture et de stockage du carbone d'une part, et une certaine instabilité autour de celui de risque climatique d'autre part, la variation dénomminative autour de ces deux concepts n'étant que partiellement motivée par une variation conceptuelle.

Le troisième niveau portait sur le concept associé à une même dénomination. Son étude avait pour objectif de révéler des phénomènes de variation polysémique et conceptuelle entre les deux communautés à l'étude, et ainsi d'identifier des termes qui pourraient poser des difficultés de compréhension s'ils sont utilisés par des non-spécialistes. Afin de mener à bien cette étude, nous nous sommes appuyée sur une méthodologie mobilisant la sémantique distributionnelle et les modèles neuronaux (à travers l'algorithme Word2vec), afin d'éviter tout *a priori* quant aux types de termes qui pourraient subir ce type de variation et d'identifier ceux qui auraient une certaine propension à varier à l'échelle de l'ensemble de la terminologie partagée par nos deux communautés expertes. Cette approche nous a entre autres permis d'identifier deux exemples d'unités témoignant d'une certaine variation, à savoir *decarboni[s|z]ation* et *natural system*. En nous appuyant sur une analyse du discours relevant de la sémantique discursive, nous avons ensuite montré que la

variation en question pouvait porter sur certains aspects du concept indexé par chacun de ces termes, ou bien sur le référent qu'ils désignent.

En somme, ce chapitre nous permet de confirmer l'hypothèse soulevée dans la première partie de cette thèse (Chap. 2) : s'il existe une terminologie anglophone de référence sur le changement climatique (qui se matérialise ici par les termes et concepts partagés par les deux communautés), il apparaît que, en plus de ce socle commun, les experts tendent à avoir recours à des stratégies terminologiques et à des concepts relativement différents selon la communauté à partir de laquelle ils appréhendent l'objet *changement climatique*. Dès lors, en tant que non-spécialiste, on peut imaginer qu'il serait nécessaire de se référer non pas à une mais à plusieurs communautés expertes pour avoir une perspective relativement complète sur ce que cette thématique recouvre, et pour avoir accès non seulement à une description du phénomène éponyme mais également à des mesures concrètes pouvant être déployées pour y répondre. Dans la prochaine partie, nous étudions plus concrètement cette perspective non spécialisée en nous intéressant à la terminologie mobilisée par la sphère médiatique, ce qui nous permet, entre autres, de rendre compte des connaissances expertes reprises par cette instance.

Troisième Partie

Formes, motivations et implications de la variation terminologique et de la néologie au niveau de la sphère médiatique

Dans cette troisième partie, nous observons les termes du domaine tels qu'ils sont mobilisés dans la sphère médiatique, instance qui vise à permettre la transmission des connaissances entre communautés spécialisées et profanes et participe à la formation de l'opinion publique (Charaudeau 2010). En raison de la première de ces deux fonctions, elle tend à la fois à jouer un rôle dans l'actualisation de l'objectif de diffusion des connaissances (Moirand 1997), mais également vis-à-vis de l'action climatique, si l'on admet que celle-ci dépend du fait de posséder un minimum de connaissances relatives aux enjeux climatiques. De plus, en raison du rôle qu'ils jouent dans la formation de l'opinion publique, les médias peuvent influencer la façon dont les membres d'une société se représentent tel ou tel aspect de la question climatique et, par conséquent, la façon dont ils vont pouvoir ou choisir d'agir en réponse. En étudiant les termes mobilisés par cette instance, l'objectif est dès lors double. Dans un premier temps, il s'agit de voir dans quelle mesure la presse diffuse effectivement les connaissances autour du changement climatique, en nous appuyant pour ce faire sur une étude des termes et de la façon dont ils varient (chapitre 8). D'autre part, nous proposons de démontrer que ce travail de médiation peut se traduire par un dépassement des connaissances indexées par les termes, ces derniers étant mis au service de certaines représentations quant à la façon dont il convient de se positionner et d'agir vis-à-vis de leur référent (chapitre 9). Avant d'appréhender ces deux aspects de notre étude, nous consacrons un premier chapitre à définir plus précisément la *sphère médiatique* et sa finalité. Nous y présentons également les outils théoriques et méthodologiques que nous souhaitons utiliser pour étudier les termes mobilisés par cette communauté au regard des objectifs de recherche définis *supra*, ainsi que le corpus sur lequel nous appuyer pour cette étude.

CHAPITRE 7 – ÉLÉMENTS THÉORIQUES ET MÉTHODOLOGIQUES POUR UNE ÉTUDE DE LA VARIATION TERMINOLOGIQUE ET DE SES IMPLICATIONS AU NIVEAU DE LA SPHÈRE MÉDIATIQUE

Dans ce chapitre, nous complétons le cadre théorique et méthodologique défini dans la partie précédente en y intégrant des éléments devant permettre d'étudier la variation terminologique et la néologie telle qu'elles se manifestent au niveau de la sphère médiatique. Au préalable, nous définissons cette instance à partir de ses fonctions dans la société, et précisons le rôle qu'elle peut être amenée à jouer dans l'actualisation des objectifs qui définissent la finalité du domaine du CCA. Nous démontrons ensuite que ce rôle peut être appréhendé à partir des termes et de la variation, et notamment en étudiant 1/ la circulation des termes entre les experts et la presse, 2/ la variation conceptuelle affectant les termes en question, et 3/ les néologismes qui caractérisent les discours journalistiques sur le changement climatique. Nous présentons ainsi les fondements théoriques justifiant l'intérêt de rendre compte de ces trois phénomènes tels qu'ils se manifestent dans les discours de presse, ainsi que les principes et outils méthodologiques devant nous permettre de les étudier.

1. LA SPHÈRE MÉDIATIQUE : INSTANCE AU CARREFOUR DE LA CONNAISSANCE, DE L'OPINION, ET DE L'ACTION

La « sphère médiatique » (Charaudeau 2010) se définit entre autres par ses fonctions de médiation des connaissances et de forum pour la formation de l'opinion publique. Dans cette première section, nous démontrons que ces deux fonctions font de la presse une instance impliquée dans la finalité du domaine du CCA, tout en montrant que cette implication peut être affectée par la finalité pragmatique de la presse, que nous définissons.

1.1. Diffuser les connaissances et influencer l'opinion publique

La « sphère médiatique » tend à remplir différentes fonctions qui définissent sa place dans la société par rapport à d'autres instances telles que les sphères politique, scientifique, religieuse, etc. Un des rôles principaux de cette instance est sa fonction de médiation de l'information et des connaissances scientifiques auprès des citoyens de la société dans laquelle elle s'inscrit (ibid., Moirand 2004). Cette médiation tend notamment à impliquer un

travail de popularisation des connaissances spécialisées (Peynaud 2018, Gotti 2014, Moirand 2004), dans la mesure où il s'agit pour la presse de rendre ces dernières compréhensibles par un lectorat présentant potentiellement une certaine hétérogénéité socioculturelle, ou qui n'est simplement pas spécialisé sur la thématique traitée. En ce sens, la presse joue un rôle essentiel vis-à-vis de l'objectif de diffusion des connaissances autour du changement climatique, lequel constitue un aspect important de la finalité du domaine éponyme (Partie 1, chap. 3, section 3.2.).

Une autre fonction majeure de la presse est de contribuer au débat social (Charaudeau 2010) en cherchant à représenter de manière équilibrée différentes idées et opinions autour d'un sujet donné. Tout en rendant compte de la diversité des opinions dans le débat qu'elle instancie et en visant ainsi une certaine représentativité, la presse est nécessairement contrainte à sélectionner les informations et connaissances qu'il convient de couvrir. En ce sens, les journaux mettent en avant ce à quoi il est important de penser à un moment donné (Mauger-Parat 2013 : 239, Partie 1, chap. 1, section 2.2), contribuant ainsi à orienter le débat public vers certains sujets plutôt que d'autres. Notons par ailleurs que ces fonctions de médiation de l'information et de contribution au débat social s'appliquent à la sphère médiatique telle qu'elle se matérialise dans une société démocratique, où la presse bénéficie d'un droit d'expression libre. De plus, la façon dont ces deux fonctions s'actualisent peut varier selon les pays, et ce même si ceux-ci s'inscrivent tous dans un système démocratique : ainsi, comparant le système médiatique en France, aux Etats-Unis, au Canada, et en Grande-Bretagne, Asekun-Olarinmoye *et al.* (2018) montrent que le gouvernement français tend à exercer un contrôle plus important sur les médias que dans les trois autres pays, ce que les auteurs lient aux subventions que l'état verse à la presse dans l'hexagone. En outre, les caractéristiques politiques et socio-culturelles des pays tendent à jouer un rôle primordial dans la façon dont les médias s'acquittent de ces deux fonctions, caractéristiques dont il conviendra de tenir compte pour la constitution de notre corpus et lors de nos analyses.

1.2. Finalité pragmatique de la sphère médiatique : les connaissances mises à l'épreuve

Au-delà de sa fonction de médiation des connaissances et de son rôle de forum pour l'expression du débat public, la presse doit également répondre à certaines obligations économiques nécessaires à son bon fonctionnement, et notamment à la nécessité de générer un profit suffisant. Ces obligations définissent ce que Charaudeau (2010) nomme la logique *pragmatique* de la presse, qu'il distingue de sa finalité *symbolique*, définie dans la

section précédente. Cette logique pragmatique peut se traduire par le recours à certaines stratégies afin de capter l'attention des lecteurs et de les fidéliser, lesquelles peuvent être en porte à faux avec la fonction de diffusion des connaissances ainsi qu'avec le principe d'équilibre dans les idées et opinions représentées (Gotti 2014 : 27, *ibid.*). Par exemple, afin de pouvoir être lue et comprise par un lectorat le plus large possible, la presse est contrainte à une certaine simplification des connaissances les plus spécialisées, ce qui peut avoir pour conséquence d'altérer ces dernières. De plus, afin de faire face à la concurrence et fidéliser son lectorat, les différents organismes de presse tendent chacun à s'adresser à une certaine tranche de l'échiquier politique du pays dans lequel ils s'inscrivent, ce qui peut se traduire par le fait de ne représenter que les opinions qui seraient les plus en phase avec l'idéologie à laquelle le journal tend à sympathiser, ou de représenter les idées qui seraient contraires à cette idéologie sous un jour négatif (*ibid.*). Cette spécialisation se traduit également dans le registre et le format du journal, qui peut donner lieu à différents genres de publications : on pourra ainsi distinguer la presse généraliste des tabloïds, les derniers étant typiquement moins longs, comportant plus d'images, et ayant une certaine tendance au sensationnalisme (Fowler 1991). De même, la presse généraliste se distingue de la presse spécialisée, la seconde présentant par définition un niveau de spécialisation plus important que la première sur la thématique qu'elle traite et tendant dès lors à s'adresser à des lecteurs *a priori* intéressés par la thématique en question. Enfin, cette finalité pragmatique est motivée plus largement par le fait que la presse, pour des raisons logistiques évidentes, ne peut pas couvrir tous les événements et tous les sujets qui définissent une société à un moment donné. Elle est dès lors contrainte à sélectionner l'information et les connaissances à transmettre en fonction de différents principes, tels que la proximité géographique avec son lectorat, la nouveauté des informations considérées, ou encore l'importance des impacts ou des implications de ces dernières (Boykoff & Boykoff 2007 : 1191). Ces différentes contraintes pragmatiques tendent alors à faire des journaux de presse un type de discours emprunt de positionnements idéologiques (Charaudeau 2010, Fairclough 1995 : 54-69), ce qui peut avoir des implications sur la capacité des lecteurs à agir de manière éclairée vis-à-vis des sujets traités.

1.3. Le rôle ambigu de la presse vis-à-vis de la finalité du domaine du CCA

Au regard de la finalité symbolique de la presse d'une part, et de sa finalité pragmatique d'autre part, il convient de s'interroger sur la propension de cette dernière à effectivement participer à la finalité du domaine du CCA : les contraintes pragmatiques qui

pèsent sur la presse vont-elles à l'encontre des objectifs de diffusion des connaissances et d'action climatique ?

1.3.1. Discours journalistiques et diffusion des connaissances autour du changement climatique

Sa fonction de médiation des connaissances fait que, par défaut, la presse tend à être au service de la finalité du domaine du CCA, lequel a entre autres pour objectif la conscientisation aux enjeux climatiques. Les médias diffusent-ils pour autant les connaissances produites autour de cette thématique ? La réponse à cette question étant nécessairement relative à la sphère géographique et à l'époque considérée, nous proposons de l'appréhender du point de vue de la sphère anglophone et plus précisément à partir des principaux journaux généralistes britanniques et états-uniens : on trouve ainsi une section dédiée à la « crise climatique » (« climate crisis ») sur le site du journal britannique The Guardian (s.d.), une sous-section « Climate and Environment » dans la section « Science » du New York Times (s.d.), et une section « Climate » sur le site du Washington Post (s.d.) et du Financial Times (s.d.). De telles sections sont en revanche absentes du site du Telegraph, suggérant une couverture relativement moindre de cette thématique par ce journal. Notons par ailleurs que sur USA Today, le changement climatique est traité dans une section intitulée « Weather » (s.d.), ce qui illustre un amalgame de la question climatique et de l'information météorologique. Si elle peut faciliter la diffusion des connaissances auprès d'un public qui ne s'intéresserait *a priori* pas au changement climatique, cette présentation souligne certaines limites dans la propension des médias à diffuser des connaissances qui soient totalement en phase avec celles des experts. Ainsi, dans les glossaires du GIEC (IPCC-2014-1), *climate* est défini comme la moyenne des données météorologiques recueillies sur une période pouvant couvrir plusieurs mois voire des années, tandis que *weather*, qui n'est défini que dans le glossaire de l'UICN (IUNC-2011), correspond à une perspective journalistique et généralement locale sur les phénomènes atmosphériques. Par ailleurs, à travers une analyse de la façon dont le GIEC est représenté dans des discours correspondant à différents niveaux de spécialisation (rapports de l'ONU, de l'organisme Earth Negotiations Bulletins, articles de presse généraliste), Biro et Peynaud (2019 : 190) montrent que, contrairement aux deux premiers types de discours, la presse ne rend pas compte du processus scientifique permettant au GIEC d'arriver aux conclusions présentées dans ses rapports, ni du niveau d'incertitude associé à ces résultats. En outre, la presse tend à généraliser les résultats en question et à les présenter comme des faits (ibid.). À l'inverse, les chercheuses montrent qu'entre 2009 et 2010, période qui

correspond au scandale du Climategate (Partie 1, chap. 1, section 2.2.), certains médias peuvent avoir tendance à discréditer les connaissances diffusées par l'expertise officielle en interrogeant la crédibilité du GIEC, positionnement qui tend néanmoins à disparaître après cette période (ibid.). De même, Carvalho (2007) démontre que la couverture médiatique des connaissances scientifiques sur le changement climatique tend à impliquer une certaine idéologisation des connaissances en question, les médias ayant tendance à présenter ces dernières de telle sorte à être en phase avec ou à renforcer les valeurs et idées auxquelles ils ont souscrits.

Ainsi, la propension de la presse à participer à la diffusion des connaissances autour du changement climatique est tout à fait relative, dans le sens où la couverture de cette thématique tend à évoluer dans le temps et en fonction des journaux, tout en étant influencée par le contexte plus large. De plus, la façon dont la presse s'acquitte de cette mission est influencée par certaines logiques de vulgarisation qui, si elles visent à faciliter l'appropriation des connaissances par un public de non-spécialistes, peuvent également se traduire par des amalgames (ex. : « weather » vs. « climate ») ou par une perte d'informations pourtant fondamentales pour la prise de décision (ex. : le niveau d'incertitude scientifique). Ces différents exemples illustrent en fait le phénomène plus large de *recontextualisation* (Fairclough 2003 : 51), selon lequel le passage d'un contexte à un autre implique nécessairement certaines transformations « upon how the material that is moved, recontextualized, figures within that new context » (ibid.). Aussi la diffusion d'un contenu informationnel issu de discours spécialisés par une instance présentant un niveau de spécialisation moindre, en l'occurrence la presse, se traduit nécessairement par une certaine modification de la façon dont les connaissances en question sont présentées. En outre, parce que le changement climatique a avant tout été appréhendé par la communauté scientifique et les instances de droit international et, dès lors, selon des perspectives très spécialisées, les transformations impliquées par le phénomène de recontextualisation peuvent être particulièrement importantes lorsque ce sont les médias qui traitent des enjeux climatiques.

En même temps, parce que les discours scientifiques ne constituent pas l'unique référence mobilisée par la presse (Peynaud 2018 : 9-10), on pourrait imaginer que celle-ci puisse également permettre de représenter des formes de savoir alternatives ou marginalisées ou rendre compte de la dimension expérientielle du CCA, en rapportant par exemple des témoignages d'individus ou de communautés ayant été impactés par des aléas climatiques, ou en popularisant certains comportements respectueux de l'environnement. En ce sens, elle pourrait offrir une description potentiellement plus exhaustive des enjeux climatiques que celle produite par l'expertise scientifique, à condition d'explicitier ce qui, dans cette description, ne résulte pas d'une démarche scientifique.

1.3.2. Discours journalistiques et action climatique

La finalité du domaine du changement climatique ne se définit pas que par la production et la diffusion de connaissances spécialisées autour du phénomène éponyme, mais également par le fait d'agir en réponse à ce dernier, de façon à se prémunir de ses conséquences effectives et potentielles : c'est l'objectif d'action climatique, que nous avons présenté comme l'enjeu ultime du domaine. Si son actualisation repose en partie sur le fait d'être un minimum conscient des risques climatiques et des possibles façons d'y répondre, le fait de posséder ces connaissances ne se traduit pas nécessairement par un engagement dans l'action. C'est notamment ce que souligne Hulme, en remettant en question l'idée d'une nécessaire corrélation positive entre connaissances (en l'occurrence scientifiques) et action, où l'accroissement et la diffusion des premières garantirait une plus grande mobilisation citoyenne pour répondre aux enjeux climatiques :

« [T]he traditional “deficit model” of science communication is no longer tenable; it is not sufficient to argue that more or clearer information about climate change from scientists will lead to greater public engagement with the issue. » (2009 : 215)

En outre, l'auteur explique que l'inaction n'est pas nécessairement liée à un manque de connaissances vis-à-vis des risques climatiques mais à des facteurs psychologiques, émotionnels, et comportementaux (ibid. : 215). S'intéressant plus largement à la communication des risques écologiques, Norton (1998) explique quant à lui qu'un discours qui échoue à lier la connaissance scientifique à des valeurs sociales qui « parlent » aux citoyens aura peu de chances d'avoir des répercussions politiques et de mobiliser. Ce constat fait dès lors écho à la thèse de Hulme présentée *supra* (2009), qui montre que les nombreux désaccords autour du changement climatique, qui tendent à faire obstacle à l'action climatique, sont en fait largement liés à des divergences dans les valeurs qui définissent différents groupes d'individus.

Or, parce qu'ils offrent un forum public pour la représentation et la mise en débat de différentes opinions, les médias tendent à permettre une certaine articulation de la science aux valeurs qui coexistent dans une société à un moment donné et motivent les opinions en question. Cette articulation peut alors permettre aux individus de se situer vis-à-vis des faits et des idées popularisés par la presse, laquelle tend dès lors à influencer ce que Carvalho appelle le « moi politique » (« political self ») (2007 : 174), qui détermine la propension à l'inaction ou à tel ou tel type d'action. Néanmoins, nous avons vu que la finalité pragmatique de la presse pouvait entraîner l'apparition de certains biais dans les opinions représentées, ce qui, par rapport à la question climatique, peut se traduire par le fait de mettre en avant

certaines solutions climatiques ou certaines représentations du CCA plutôt que d'autres : dans son analyse des représentations discursives du changement climatique par la presse en 1990, Carvalho (2007) montre ainsi que le journal le Times met avant tout en avant les opportunités économiques que peut constituer le CCA pour le Canada et la Russie (à l'époque, l'Union Soviétique), ce que la chercheuse interprète comme l'expression de la ligne éditoriale conservatrice du journal. À l'inverse, le respect du principe d'équilibre dans les opinions représentées peut entraîner une sur-représentation des discours climato-sceptiques par rapport au poids qu'ils ont réellement en termes du nombre d'individus y souscrivant (Peynaud 2018, Boykoff & Boykoff 2007).

En somme, si les médias ont le pouvoir d'influencer l'opinion publique, rien ne garantit que ce pouvoir soit utilisé au service de l'action climatique, et encore moins au service de formes d'actions qui puissent faire l'unanimité. Néanmoins, parce qu'ils tendent dans tous les cas à influencer les perceptions du public sur le changement climatique, il est nécessaire de documenter plus avant les discours produits par la presse autour du CCA, afin de mieux comprendre comment peuvent s'y construire différentes représentations de ce phénomène et de l'action climatique. En outre, nous proposons de nous appuyer sur la variation diastatique entre les discours experts et journalistiques et sur la variation diachronique pour d'une part faire un état des lieux de la diffusion des connaissances autour du CCA telle qu'opérée par la presse, et d'autre part identifier d'éventuels obstacles à ou stratégies en faveur de l'action climatique : nous expliquons ces deux approches théoriques et méthodologiques dans les deux prochaines sections.

2. ÉTUDIER LA DIFFUSION DES CONNAISSANCES À PARTIR DES EMPREINTES DE VARIATION DIACHRONIQUE ET DIASTRATIQUE

À travers cette section, nous présentons les fondements théoriques et méthodologiques que nous souhaitons mobiliser pour documenter la façon dont la presse s'acquitte de sa mission de médiation des connaissances autour du changement climatique. Si nous utilisons des outils comparables et en partie similaires à ceux mobilisés pour l'étude de la terminologie experte, nous introduisons également de nouveaux concepts, dont le recours est motivé par les spécificités de cette partie de notre étude et de la communauté journalistique. Plus précisément, ces outils doivent nous permettre de voir si la presse s'approprie les connaissances expertes identifiées dans la première partie de cette thèse, et si elle permet la diffusion d'autres formes de savoir, qui ne relèveraient pas de l'expertise scientifique.

2.1. Éléments théoriques

Le cadre théorique dans lequel nous nous inscrivons pour rendre compte du rôle de la presse vis-à-vis de la finalité du domaine du CCA reprend les grands principes présentés au chapitre 4 (section 1.2.1.), mobilisés pour l'étude de la terminologie experte. Nous l'appliquons ici à l'étude de la circulation des termes entre les experts et la presse, phénomène qu'il convient de définir.

2.1.1. Circulation des termes et diffusion des connaissances

La remise en question, à partir des années 1970, de la Théorie générale de la terminologie de Wüster s'est traduite par l'émergence d'un nouveau consensus quant aux caractéristiques des termes : ceux-ci ne sont pas confinés au domaine dont ils sont issus et aux seuls discours des spécialistes s'y inscrivant, étant à l'inverse amenés à se diffuser hors de ces espaces (Guilbert 1975, 1973, 1965 in Picton *et al.* 2021). À l'origine essentiellement étudié par Guilbert (*ibid.*) dans ses travaux sur la néologie, ce phénomène, dit de *circulation des termes*, est depuis devenu un véritable objet d'études en terminologie, notamment à travers les travaux de socioterminologues tels que Guespin (1991), Gambier (1991), Gaudin (2005, 1993) ou encore Delavigne (2001, 1995). Ces différents travaux ont entre autres permis de documenter la circulation des termes des discours spécialisés vers la langue générale, phénomène également désigné par le terme *déterminologisation* (Meyer & Mackintosh 2000). Les travaux portant sur ce processus peuvent plus spécifiquement traiter de la vulgarisation des connaissances (Delavigne 2003, 2001, 1995), de la dilution du sens spécialisé (Humbert-Droz 2021, Picton *et al.* 2021), ou, plus récemment, de la validation sociale des termes et de l'émergence de formes d'expertise « profanes » dans le domaine médical (Delavigne 2013). En trame de fond, c'est l'enjeu de diffusion des connaissances et dès lors d'une certaine démocratisation du savoir qui est appréhendé à travers ces différents travaux, qui visent plus ou moins explicitement à identifier d'éventuels obstacles à cette diffusion du savoir et à documenter la façon dont s'opère ce processus. C'est notamment cet enjeu qui motive notre recours au concept de *circulation des termes* et notre souhait d'étudier le phénomène qu'il désigne, la diffusion des connaissances ayant des implications toutes particulières dans le domaine du CCA dans la mesure où elle conditionne en partie la capacité des individus à se prémunir des conséquences du CCA ou à s'y adapter.

2.1.2. La circulation des termes : un phénomène articulant variation diastratique et diachronique

Le point commun des différents travaux s'intéressant à la circulation des termes est que ce phénomène y est étudié à travers le prisme de la variation. Plus précisément, documenter la circulation des termes et la diffusion des connaissances indexées par ces derniers implique de s'intéresser à la variation diastratique entre plusieurs communautés, présentant typiquement différents niveaux de spécialisation. Pour leur étude de la circulation des termes issus du domaine spatial, Condamines et Picton (2014a) ont ainsi observé la variation diastratique entre des communiqués de presse produits par le Centre national d'études spatiales (CNES), des articles de presse généralistes traitant du domaine spatial, et d'autres articles de presse, sélectionnés aléatoirement et n'étant pas spécifiquement associés à ce domaine. Elles ont notamment comparé la quantité de termes du spatial présents dans ces différents corpus (variation de la substance terminologique), le mode de construction des termes complexes (variation dénominative), et le sens donné aux concepts mobilisés dans ces trois types de discours (variation sémantique et conceptuelle). S'intéressant à l'appropriation des termes des experts du domaine médical par les patients, Delavigne (2013) a quant à elle comparé un corpus de textes de vulgarisation médicale « validés » par les professionnels de santé et les différents posts publiés sur un forum médical utilisé par les patients, ce qui lui a permis de mettre en avant des « variantes d'usage » (ibid. : §5.3) entre les deux corpus : l'usage des termes sur les forums se traduit par des marqueurs de reformulation qui sont absents du corpus de vulgarisation.

Par ailleurs, l'étude de la circulation des termes et de la diffusion des connaissances peut également impliquer une analyse de la variation diachronique des unités et de la substance terminologique, afin de tenir compte de la dimension processuelle et temporelle de ce phénomène. L'analyse de la variation diastratique autour des termes du spatial proposée par Condamines et Picton (2014a) (mentionnée *supra*) est ainsi couplée d'une comparaison de différents sous-corpus diachroniques pour suivre l'évolution de concepts spécifiques entre les différents types de discours représentés : cette approche leur permet de lier l'apparition de certains termes dans la presse générale à l'actualité du domaine, et ainsi de confirmer qu'il y a bien une certaine diffusion des connaissances des experts vers les non-spécialistes.

Néanmoins, la variation diachronique reste encore relativement peu prise en compte dans l'étude de la circulation des termes du spécialisé vers des discours présentant un niveau de spécialisation moindre, ce qui peut être lié au fait que tenir compte de la dimension diachronique implique une complexification du corpus et des analyses résultantes, le corpus devant être divisé à la fois en sous-corpus diachroniques et en sous-

corpus diastratiques. En fait, comme le souligne Dury (2022), les terminologues ont largement eu tendance à favoriser la dimension synchronique dans leurs travaux depuis l'émergence de la terminologie en tant que discipline, en raison notamment de la vocation prescriptive de cette dernière, qui exclut la dimension temporelle (ibid., Picton 2009 : 17-19). Pourtant, il nous semble important de tenir compte de cette dimension dans l'analyse, dans la mesure où elle permet de rendre compte du caractère processuel de la diffusion des connaissances et de déterminer le *sens de diffusion* des termes : sont-ils effectivement issus des discours spécialisés ou bien sont-ils d'abord apparus dans les discours de presse ? En outre, répondre à cette question peut permettre d'avoir une vision plus exhaustive de la diffusion des connaissances autour du CCA, et notamment de voir si ce processus se caractérise uniquement par un schéma de diffusion descendant (des spécialistes vers les non-spécialistes) ou s'il peut impliquer un schéma inverse, ce qui nous amènerait à reconsidérer le rôle de la presse vis-à-vis de la finalité du domaine.

2.2. *Éléments méthodologiques*

À travers cette sous-section, nous présentons la méthodologie devant nous permettre d'étudier la circulation des termes et des connaissances de l'expertise climatique vers la presse, laquelle s'appuie sur les principes et outils de la terminologie textuelle.

2.2.1. Indices de spécificité et corpus diachroniques et diastratiques

L'intégration d'unités spécialisées à des discours en théorie profanes se manifeste par certains phénomènes observables sur le plan linguistique. Condamines et Picton (2014b : 697) citent ainsi les variations de fréquence et de distribution à travers différents sous-corpus diachroniques, qui peuvent servir d'indices pour observer cette circulation : l'augmentation de la fréquence et de la distribution d'un terme dans le ou les sous-corpus les plus récents peut par exemple signaler que ce dernier est en train de se diffuser. Pour notre étude, nous nous appuyons plus spécifiquement sur les variations de la fréquence des termes extraits en diachronie à partir du score de spécificité, qui constitue dès lors un indice supplémentaire pour rendre compte de cette circulation : l'extraction d'une unité dans le sous-corpus le plus récent sur la base du score de spécificité pourrait refléter la récente diffusion de l'unité en question, et ce d'autant plus si ce score est en-deçà du seuil de significativité (fixé à 3,09 (Chap. 5, section 1.1.1.)) pour les sous-corpus les plus anciens. Quant à la variation de la fréquence, elle peut nous permettre de rendre compte du processus de diffusion de termes dont le score est supérieur à ce seuil dans chacun des

sous-corpus diachroniques. Aussi s'agit-il d'extraire les termes pouvant être associés au domaine du CCA au sein de différents sous-corpus journalistiques représentant chacun une période différente, afin de pouvoir documenter la diffusion des connaissances en tant que processus. En parallèle, il convient de comparer les listes de termes ainsi extraites avec celles issues du corpus expert (Partie 2, chap. 5), afin de pouvoir conclure à une certaine diffusion entre les discours experts ainsi étudiés et la presse. Cette comparaison doit également nous permettre d'identifier les unités qui seraient propres aux médias, lesquelles pourraient correspondre à des variantes de termes experts ou bien à des concepts inédits, relevant par exemple de formes de connaissances alternatives.

Par ailleurs, au-delà de se traduire par une variation dans la fréquence des unités concernées, la circulation des termes d'un discours spécialisé à un autre présentant un niveau de spécialisation moindre tend à impliquer une relative transformation des unités en question, théorisée par une acception spécifique du terme *déterminologisation* comme désignant « l'étirement sémantique qui se produit lorsqu'un terme attire l'attention du public » (Meyer & Mackintosh 2000 : 1999). Nous définissons et illustrons ce phénomène dans la dernière section de ce chapitre, après avoir décrit le corpus devant nous permettre d'étudier la circulation des termes.

2.2.2. Représenter les discours de presse autour du changement climatique : constitution du corpus

Étudier la circulation des termes entre les experts et la presse en diachronie implique de constituer un corpus journalistique qui puisse être comparé à celui représentant l'expertise climatique d'une part, et qui intègre une dimension temporelle d'autre part. Pour ce faire, nous nous appuyons sur les mêmes critères que ceux mobilisés pour la constitution du corpus expert (représentativité, spécialisation, diachronie et diastratie). Nous tenons également compte de paramètres spécifiques à la presse et à l'étude menée dans cette partie : le corpus journalistique relève par essence d'un niveau de spécialisation moindre par rapport au corpus expert et il doit représenter l'opinion publique.

2.2.2.1. Représenter l'opinion publique

Notre étude de la diffusion des termes des experts vers la presse doit être un moyen de rendre compte de la diffusion des connaissances autour du changement climatique, mais également d'analyser l'opinion publique autour des enjeux impliqués par ce phénomène,

dans la mesure où celle-ci influence directement la façon de répondre à ces enjeux (voir section 1.3.2. de ce chapitre). Par *opinion publique*, nous entendons ici la « manière de penser la plus répandue dans une société, celle de la majorité du corps social » (Larousse s.d.). Notre étude se situant dans le champ de l'anglais de spécialité, nous cherchons à analyser l'opinion publique au niveau de la sphère anglophone. Par ailleurs, les médias s'inscrivant aux échelles nationales et locales, il convient de sélectionner les journaux devant composer notre corpus en fonction du pays ou de la région dont ils relèvent. Nous proposons ainsi de représenter la presse britannique et états-unienne, ce qui nous permet de nous appuyer sur un corpus pré-constitué par notre groupe de recherche, le GREMUTS⁸⁸. Cette restriction géographique est également un moyen de dépasser la *lingua franca*⁸⁹ qui tend à caractériser l'expertise climatique internationale, afin de voir comment celle-ci est adaptée à l'échelle de deux pays qui, bien qu'ayant tous deux joué un rôle fondamental dans la gouvernance climatique internationale, présentent chacun des spécificités politiques et culturelles pouvant influencer le processus de diffusion des connaissances et l'action climatique. En même temps, ces deux pays partagent le fait d'être des démocraties et de considérer juridiquement la liberté de la presse comme un droit fondamental, nous offrant ainsi la possibilité de nous appuyer sur la définition de la sphère médiatique proposée *supra* pour notre étude. Par ailleurs, le fait de vouloir tendre vers une représentation de l'*opinion publique* nous amène à sélectionner pour notre corpus des textes issus de la presse généraliste plutôt que de journaux spécialisés sur le traitement des questions environnementales, caractéristique qui est également en phase avec les deux sous-corpus mis à disposition par le GREMUTS. Quant au choix de représenter la presse généraliste plutôt que les tabloïds, il est motivé par le fait que seule la première a explicitement pour fonction de diffuser des connaissances spécialisées aux communautés profanes (Biros & Peynaud 2019 : 183, Moirand 2004 : 84). Par contraste, les tabloïds tendent à privilégier un contenu relevant du divertissement et une représentation sensationnaliste et simplifiée des faits (Boykoff 2008 : 550), caractéristiques qui limitent le potentiel de ce type de presse à diffuser des connaissances spécialisées.

⁸⁸ Le corpus en question, qui couvre les périodes 2009-2010 et 2014-2017, a été compilé par Camille Biros et Caroline Peynaud lors de travaux concernant la circulation du savoir spécialisé sur le changement climatique (2019).

⁸⁹ Par *lingua franca*, nous désignons une langue utilisée pour la communication entre différentes communautés n'ayant pas la même langue maternelle (Larousse s.d.). Au niveau de la gouvernance climatique, c'est généralement l'anglais qui tend à constituer une *lingua franca*, celle-ci étant la langue de travail de nombreuses institutions internationales.

2.2.2.2. *Autres critères*

Par ailleurs, notre corpus doit également répondre aux deux macros-critères de représentativité et spécialisation présentés dans le premier chapitre de la partie précédente, ainsi qu'au critère de diachronie du corpus. Le critère de diachronie est quant à lui validé par le fait que nous confrontons le corpus résultant au corpus spécialisé constitué pour l'étude de la terminologie experte.

Pour le critère de diachronie, qui doit nous permettre de suivre l'évolution dans les termes mobilisés par la presse et ainsi de documenter la diffusion des connaissances dans sa dimension processuelle, nous reprenons les paramètres mobilisés pour la constitution du corpus expert. Nous inscrivons toujours en diachronie courte, nous reprenons les deux sous-corpus constitués par le GREMUTS et en compilons un troisième, plus récent : le corpus résultant représente les périodes entourant les COP 15, 21 et 25/ 26 et couvre l'histoire récente du domaine (2007-2021).

Quant au macro-critère de spécialisation, sa mobilisation pour la constitution d'un corpus de presse nécessite de préciser davantage le sens de ce dernier : celui-ci ne correspond pas au niveau de technicité du corpus mais à sa propension à présenter une certaine homogénéité en termes de genre, de contexte ou de visée communicationnelle, de thème, de type de texte, de variété d'anglais, et à répondre à un objectif spécifique. Notre corpus doit satisfaire un maximum de ces critères (qui ne sont néanmoins pas exclusifs), tout en présentant un niveau de technicité moindre par rapport au corpus expert, puisqu'il est constitué de textes journalistiques.

Concernant le premier critère, notre corpus tend à répondre à un objectif spécifique dans la mesure où il se compose de textes visant à diffuser des connaissances spécialisées autour du changement climatique et à informer l'opinion publique. Le critère d'homogénéité générique tend quant à lui à être satisfait par le fait que nous nous appuyons exclusivement sur la presse écrite généraliste, et sur des articles publiés en ligne, sur les sites officiels des journaux sélectionnés. En même temps, nous ne distinguons pas les articles relevant plus spécifiquement du sous-genre de la dépêche, du billet politique, ou encore de l'éditorial : parce qu'ils sont tous librement accessibles par les lecteurs, ces différents types d'articles tendent en effet également à informer l'opinion publique. De plus, intégrer ces différents sous-genres sans distinction nous permet de constituer un corpus plus large, et ainsi d'en accroître la représentativité. Afin de satisfaire le critère d'homogénéité du thème, nous développons un sous-critère devant nous permettre de ne sélectionner que des articles traitant explicitement du changement climatique. Pour ce faire, nous sélectionnons une série de mots-clés représentatifs de cette thématique, en nous inspirant en partie d'autres travaux

ayant utilisé un corpus sur le changement climatique (Biros & Peynaud 2019 : 183, Salway *et. al* 2018 : 18, Schmidt *et al.* 2013 : 1239), et sur les connaissances acquises à travers notre état de l'art sur l'histoire de ce phénomène et du domaine éponyme (Partie 1, chap. 1). Au-delà des termes incontournables que sont *climate change*, *global warming* et *greenhouse effect*, nous incluons entre autres à cette liste différents composés ayant le nom *climate* pour modifieur : *climate action*, *climate agreement*, *climate crisis*, *climate response*, etc. Les mots-clés sont alors entrés dans la barre de recherche avancée de la plateforme Europresse, qui permet d'utiliser différents opérateurs pour spécifier la requête et garantir la pertinence des résultats :

```
TEXT= ("climate change" | "climate action" | "climate crisis" | "climate response" | "climate resilience" | "climate devastation" | "climate justice" | "climate plan" | "global warming" | "global heating" | « climate deal » | « climate mitigation » | "greenhouse effects") >1  
& TIT_HEAD= (climate+ | "global warming" | "global heating" | "greenhouse effect" | IPCC | temperature+ )
```

La requête ci-dessus nous permet de sélectionner des articles présentant plus d'une occurrence d'un de ces mots-clés dans le corps du texte et contenant l'un des termes apparaissant après la mention « TIT_HEAD » dans son titre (*global warming*, *global heating*, *greenhouse effect*, *IPCC*, *temperature*, *climate*, au singulier ou au pluriel).

Au-delà de cette homogénéité thématique, notre corpus de presse présente nécessairement une certaine hétérogénéité en termes de variété d'anglais, puisqu'il mélange des articles relevant de l'anglais britannique et américain. De plus, si le fait de passer par Europresse permet d'avoir librement accès aux articles de presse, cela nous contraint à ne sélectionner que des journaux qui sont effectivement accessibles sur cette base de données, limitant ainsi nécessairement la taille du corpus résultant. En l'occurrence, nous parvenons à avoir accès aux articles du Guardian et du Daily Telegraph pour le Royaume-Uni, et à ceux du New-York Times, de USA Today et du Financial Times pour les États-Unis, sachant que cet accès est limité aux deux sous-corpus les plus récents pour The Guardian et USA Today. Le tableau suivant décrit la constitution du corpus résultant :

Tableau 13 : Description du corpus de presse généraliste anglophone

Journaux	Nombre de mots	Nombre d'articles	Période
<i>The Daily Telegraph, The New York Times, Financial Times</i>	425 266	344	2008-2010
<i>The Daily Telegraph, The Guardian, The New York Times, Financial Times, USA Today</i>	451 498	487	2014-2017
<i>The Daily Telegraph, The Guardian, The New York Times, Financial Times, USA Today</i>	486 419	469	2020-2021

Nous obtenons trois sous-corpus de tailles relativement comparables, lesquels composent un corpus d'ensemble qui totalise 1 363 183 mots. Si ce dernier est de taille relativement similaire à celles de nos corpus « OIG » et « ONG », qui comptent respectivement 1 217 351 et 1 381 392 unités, il est près de deux fois plus petit que le corpus expert complet, qui en contient 2 598 743. Dès lors, il conviendra, pour nos analyses, de nous appuyer sur la fréquence relative pour comparer le nombre d'occurrences de tel ou tel terme entre ce dernier corpus et notre corpus journalistique.

3. DÉTERMINOLOGISATION, NÉOLOGIE MILITANTE ET DÉPASSEMENT DES CONNAISSANCES

L'objectif de cette dernière section est de présenter le cadre théorique et méthodologique devant nous permettre de rendre compte du rapport des médias à l'action climatique. En outre, nous souhaitons démontrer que l'étude de la variation conceptuelle et des néologismes constitue un moyen privilégié d'appréhender cet aspect incontournable de la finalité du domaine du CCA : nous nous appuyons pour ce faire sur deux grands principes, définis dans les deux sous-sections suivantes (3.1. et 3.2.).

3.1. *Déterminologisation, variation conceptuelle et mise à l'épreuve des connaissances*

Tout d'abord, nous souhaitons démontrer que l'étude de la variation terminologique conceptuelle qui a lieu dans le cadre du processus de déterminologisation constitue un moyen de dépasser le niveau des connaissances spécialisées pour accéder au discours autour des termes, espace où se négocie l'action climatique.

3.1.1. Éléments théoriques

Le passage d'un terme du spécialisé au non spécialisé n'est pas neutre, dans la mesure où il tend à se traduire par une certaine variation du sens du terme en question : ce phénomène correspond à la deuxième acception du terme *déterminologisation* présentée *supra*, à savoir « l'étirement sémantique qui se produit lorsqu'un terme attire l'attention du public » (Meyer & Mackintosh 2000 : 1999). Notons que ce phénomène a également été nommé « déspecialisation », « banalisation lexicale » ou encore « dilution » (Humbert-Droz 2021 : 49-60)⁹⁰, expressions qui impliquent néanmoins certaines nuances quant aux phénomènes et perspectives effectivement impliqués. Bien que ces différents concepts auraient également pu présenter un intérêt dans le cadre de cette sous-section, nous choisissons de nous appuyer plutôt sur le concept de *déterminologisation*, qui tend à être davantage utilisé et a fait l'objet de davantage d'analyses théoriques, dont nous pouvons dès lors bénéficier pour étayer notre argumentation. En l'occurrence, Meyer et Mackintosh (*ibid.* : 202-205) expliquent que la déterminologisation peut se traduire par deux grands types de changement sémantique. Le premier, qui correspond à un degré de changement relativement faible, implique un « maintien des aspects fondamentaux du sens terminologique » (*ibid.* : 202) : le terme tend à désigner les mêmes entités et à être mobilisé dans des contextes qui font référence au domaine d'origine, mais il est moins bien compris par ses utilisateurs non-spécialistes. Il peut en ce sens perdre certains aspects de son contenu spécialisé, mais « l'essence » du concept est conservée (*ibid.*). Le second type, qui se traduit par un changement plus important, se manifeste lorsque le terme subit une « dilution du sens terminologique d'origine » (*ibid.* : 205), notamment parce qu'il est utilisé de manière relativement figurée et dans des contextes linguistiques qui ne font pas référence au domaine dont il est issu. Aussi, parce que notre corpus de presse se compose d'articles consacrés à la thématique du changement climatique, c'est le premier type de changement

⁹⁰ Nous renvoyons nos lecteurs à la thèse de Humbert-Droz (2021 : 49-60) pour un descriptif de ces différents concepts et de la façon dont ils peuvent être amenés à différer de *déterminologisation*.

sémantique que nous souhaitons étudier en priorité, dans la mesure où l'on peut considérer que les termes mobilisés dans ces articles gardent leur lien avec le domaine du CCA. Par ailleurs, Meyer et Mackintosh (ibid. : 115) expliquent que ce type de déterminologisation peut se caractériser par l'apparition de certaines connotations, qui reflètent alors un nouveau point de vue, en l'occurrence subjectif, sur le concept, lequel garde néanmoins en parallèle son sens fondamental d'origine. Nous proposons donc de considérer ce phénomène comme une forme de variation conceptuelle, laquelle se traduit également par un maintien du sens fondamental d'origine et par une certaine constance des référents désignés (Partie 1, chap. 3, section 1.1.2.). En l'occurrence, ce type de variation conceptuelle aurait pour spécificité d'impliquer une variation du degré de spécialisation.

Dans le cadre de la presse, qui se définit en partie par sa fonction symbolique de mise en débat de différentes opinions et par l'impératif pragmatique de se spécialiser et de capter l'attention de son lectorat, la variation conceptuelle ainsi définie peut refléter certains positionnements idéologiques vis-à-vis du référent. C'est notamment ce que montre Nikitina (2020) à travers son étude du traitement du concept de *gene editing* dans la presse britannique et italienne, qui est tantôt présenté comme une forme de progrès permettant d'« améliorer » (« enhance ») un organisme biologique, tantôt comme une technologie potentiellement dangereuse. De même, s'intéressant au traitement du concept d'*adaptation* dans la presse nord-américaine, Ford & King (2015) montrent que celui-ci tend principalement à être mobilisé pour désigner des mesures d'adaptation dites « dures », c'est-à-dire nécessitant de recourir à des technologies telles que la géoingénierie ou de construire de nouvelles infrastructures, emploi qui néglige alors des mesures catégorisées comme « douces » (ibid. : 139, 144), telles que le fait de promouvoir l'éducation des communautés les plus vulnérables, les systèmes de détection des risques, ou encore des interventions au niveau législatif. Dans les deux cas, le contenu conceptuel du terme se trouve en partie altéré, que ce soit parce que des connotations mélioratrices ou dépréciatives s'ajoutent au concept, ou parce qu'une partie seulement de ce qu'il implique est considéré. Ces altérations en discours (qui peuvent être plus ou moins conscientes) traduisent alors un certain *cadrage* du concept indexé par le terme, autrement dit un choix de point de vue impliquant de « sélectionner des aspects spécifiques du sujet traité pour les rendre saillants au lecteur » (Pacteau & Lammel 2015 : 10). Plus ou moins conscients, ces cadrages font alors des termes concernés des outils de persuasion, qui peuvent être mis au service de certaines *représentations sociales*. Par *représentation sociale*, nous entendons ici un ensemble d'idées, de croyances, et de valeurs partagées par un groupe social et influençant le comportement des individus composant ce groupe (ibid. : 8, Moscovici 1961). Aussi, parce que les représentations en question constituent des « grilles de lecture » et des « guides d'action » (Pacteau & Lammel 2015 : 8) et peuvent dès lors avoir des

conséquences sur l'objectif d'action climatique, il nous semble important de documenter la façon dont celles-ci peuvent être promues en discours, et notamment d'étudier la façon dont les termes peuvent participer à leur promotion. Dans la prochaine sous-section, nous décrivons la méthodologie que nous mobilisons pour répondre à cet objectif, laquelle s'appuie sur une analyse de la variation conceptuelle en discours.

3.1.2. Éléments méthodologiques

L'objectif de cet aspect de notre étude est de nous appuyer sur une analyse de la variation conceptuelle résultant du processus de déterminologisation afin de documenter certaines des représentations sociales qui peuvent naître dans et être relayées par la presse. En outre, nous souhaitons d'une part voir dans quelle mesure 1/ l'appropriation médiatique de termes clés du domaine se traduit par une certaine altération de leur contenu conceptuel, 2/ cette altération participe d'un cadrage particulier du référent qui peut être au service d'une représentation sociale, et d'autre part 3/ considérer les potentielles implications de ces représentations pour l'objectif d'action climatique. Pour ce faire, nous proposons de nous appuyer largement sur l'approche hybride développée pour l'analyse de la variation conceptuelle au niveau de l'expertise climatique (Chap. 4 et 6), qui combine une analyse cooccurentielle relevant de la linguistique de corpus à une sémantique discursive.

L'extraction des principaux cooccurents entourant les termes à l'étude peut en effet constituer une première étape à l'identification de représentations sociales particulières :

« Repeated collocation patterns in language use both reflect and reproduce cultural ideologies, uncovering social attitudes that may be invisible in the propositional content of the text. » (Bogetic 2013 : 338)

Parce que notre identification des cooccurents se fait de manière automatisée (à partir de la fonction dédiée sur le logiciel TXM) et implique dès lors une abstraction de leurs cotextes d'origine, il convient ensuite de revenir aux textes si l'on veut pouvoir interpréter les schémas cooccurentiels ainsi extraits. C'est pour ce travail d'interprétation que nous mobilisons la sémantique discursive. Celle-ci doit nous permettre d'identifier des cadrages spécifiques à partir des cotextes du terme-pivot et de certains de ses cooccurents, d'approfondir la caractérisation de cadrages qui auraient émergées de la liste des cooccurents seule, et d'interpréter les cadrages en question en termes de représentations sociales, lorsque cela est pertinent.

Il s'agira notamment de prêter une attention particulière aux stratégies prédicatives (« what traits, qualities and features are attributed to them across the corpora? » (Nikitina 2020 : 56)), ainsi qu'aux connotations qui apparaissent dans le contexte plus large d'apparition des cooccurents. Par *connotations*, nous entendons ici « toutes les valeurs supplémentaires du signe, qui s'ajoutent dans la communication à [la] fonction purement informative » (Gary-Prieur 1971 : 97). En d'autres termes, les connotations constituent des traits sémantiques qui ne sont pas présents dans le concept fondamental du terme (ibid., Mel'čuk & Iordanskaja 2009) mais viennent s'ajouter à ce dernier en discours lorsque sa fonction dépasse celle de la transmission de connaissances et d'informations : elles peuvent dès lors être l'indice et la clé de voûte de stratégies de persuasion, qui, par définition, visent à influencer sur les perceptions que le destinataire a du référent et sur la façon dont il convient d'agir vis-à-vis de celui-ci. En même temps, les connotations peuvent être considérées à l'échelle d'une unité, à laquelle elles sont associées en raison de certains *a priori* culturels vis-à-vis des caractéristiques du référent qu'elle dénote (ibid. : 4-5). Ce type de connotations, qui sont dites « encyclopédiques » (ibid.), peut par exemple être illustré par le nom « danger », qui implique une connotation négative dans la mesure où son référent peut nuire à la vie. Aussi, pour l'identification des connotations, nous considérons non seulement le cotexte « proche » du cooccurrent et de son pivot (échelle de la phrase) et le cotexte élargi (échelle du paragraphe), mais également celle du cooccurrent lui-même, qui peut impliquer certaines connotations *encyclopédiques*. Nous tenons par ailleurs également compte des éléments paratextuels tels que les titres et sous-titres, nous inscrivant ainsi en congruence avec la sémantique discursive qui, comme décrit dans la partie précédente (Chap. 1, section 2.3.2.3), considère différents niveaux pour l'interprétation du sens.

3.2. *Hypostatisation, néologie militante, et action climatique*

Le second principe que nous souhaitons démontrer est que la néologie peut constituer une stratégie pour influencer sur la façon dont les locuteurs se représentent les enjeux climatiques et répondent à ces derniers : nous présentons ci-dessous les fondements théoriques sous-tendant cette démonstration, ainsi que la méthode devant nous permettre d'exploiter ce principe dans le contexte de discours journalistiques portant sur le changement climatique. Notons que nous nous appuyons ici sur une définition prototypique de la néologie comme désignant l'introduction de nouvelles unités lexicales ou terminologiques, que ce soit par la création d'un nouveau signifiant ou par celle d'un sens nouveau à partir d'une forme déjà existante.

3.2.1. Éléments théoriques

La propension du néologisme à pouvoir constituer une stratégie pour influencer sur l'action dépend principalement de deux fonctions que ces derniers partagent avec les termes mais qui, nous le démontrons, ont des implications particulières dans le cas de la néologie : la première, inhérente à toute unité lexicale, est la fonction dite d'*hypostatisation* (Lipka 1975 : 200), tandis que la seconde, qui peut bénéficier du trait de nouveauté des néologismes, est la fonction de persuasion.

3.2.1.1. Néologie et fonction d'*hypostatisation*

Les mots tendent à produire un certain effet cognitif sur les utilisateurs de la langue, nommé *effet d'hypostatisation*, et qui se traduit par le fait qu'une unité dénotant une entité crée chez le locuteur l'impression que celle-ci existe réellement (Poix 2020 : 157 in Zollio 2022 : 208, Schmid 2008 : 5, Hohenhaus 2007 : 22, Bolinger 1980 : 79, Lipka 1975 : 200).

Cet effet concerne en fait plus spécifiquement les noms, du fait de leur propension à présenter le référent comme une entité concrète (Schmid 2008 : 6). Par extension, il peut motiver la création d'unités lexicales qui remplissent alors une fonction d'*hypostatisation* (Poix 2020 : 157 in Zollio 2022 : 208, Schmid 2008 : 5). C'est notamment l'idée que met en avant Sablayrolles (2007 : 92) lorsqu'il présente les différents objectifs de la néologie :

« Parfois un locuteur, singulier ou collectif, a la volonté de faire émerger quelque chose en lui donnant un nom. L'opération est un peu magique : s'il y a un nom, il y a quelque chose qui existe derrière. La création du signifiant implique(ra)it l'existence du signifié, et de la réalité à laquelle il renvoie. »

Partant, cette fonction peut être mobilisée pour créer des concepts à partir d'évènements, d'idées abstraites ou imaginaires, qui apparaissent alors comme des expériences possibles dans l'extra-linguistique. En donnant l'exemple du néologisme *booze-cruise*, Schmid (2008 : 8) explique en effet que sa création permet de transformer « a rather diffuse network of related ideas (...) into one holistic and integrated conceptual unit » et de présenter cette unité conceptuelle abstraite comme « un morceau figé de réalité » (notre trad. : « a "piece of frozen reality" ») (ibid.). Dès lors, créer des néologismes peut être un moyen d'influer sur le système conceptuel d'un domaine en y intégrant de nouveaux concepts, et ce même si ceux-ci ne correspondent à l'origine à aucun référent concret et directement observable. Nous distinguons par ailleurs cette fonction de la fonction informative ou référentielle du

terme, laquelle désigne simplement le fait de partager des informations sur le monde extérieur avec le destinataire : si elle implique également un partage d'informations, la fonction d'hypostatisation a cela de spécifique qu'elle présente le référent comme une entité concrète, et ce même s'il n'a en réalité pas d'existence matérielle dans l'extra-linguistique.

Par rapport à notre question de recherche et notamment à l'enjeu d'action climatique, on peut alors imaginer que la néologie ainsi mobilisée puisse constituer une stratégie pour présenter de nouvelles façons de penser l'action ou de nouvelles valeurs pour l'orienter, valeurs qui seraient plus respectueuses de l'environnement ou, à l'inverse, qui iraient à l'encontre de cet impératif. Pour Zollio (2022), c'est notamment cette fonction d'hypostatisation qui est à l'œuvre dans les néologismes *symbiocene* et *solastalgia*, créés et popularisés par le philosophe de l'environnement Glenn Albrecht (2019). En introduisant *solastalgia*, ce dernier synthétise des fragments d'expérience associés à différents contextes et à différents individus en un concept unique, qui apparaît alors comme un sentiment pouvant être ressenti par tous. Quant au néologisme *symbiocene*, il permet de présenter le système écologique qu'il dénote comme un possible idéal vers lequel tendre, voire comme une réalité qui ne demanderait qu'à être présentée au plus grand nombre, réification qui est par ailleurs soutenue par la description par l'auteur de phénomènes de symbiose ayant effectivement été documentés par la science (Albrecht 2019 : 168-181). Partant, le fait de pouvoir conceptualiser un « symbiocene », système écologique sous-tendu par l'existence de relations symbiotiques entre les différents organismes terrestres et impliquant d'entretenir ces relations, tend à donner la possibilité aux individus de l'utiliser comme un paradigme pour orienter leurs actions dans le monde. Aussi cette fonction d'hypostatisation nous permet-elle d'avancer que la néologie peut constituer en elle-même une stratégie pour introduire un certain changement, si ce n'est dans le réel, au moins dans la façon dont les locuteurs se représentent celui-ci ou ce qu'il pourrait être.

3.2.1.2. Néologie et persuasion

Une deuxième fonction pouvant être assumée par les néologismes et leur conférant une certaine propension à influencer sur l'action climatique est la fonction de persuasion (Sablayrolles 2007 : 92, Marcellesi 1974), laquelle vise à agir sur les croyances et comportement du destinataire vis-à-vis d'un objet donné en mobilisant des arguments rationnels ou émotionnels (Charaudeau 2005 : 27-30). En outre, cette fonction peut venir soutenir la fonction d'hypostatisation pour inciter le destinataire à donner une existence concrète au concept dénoté, ou au contraire pour l'en dissuader. Pour Sablayrolles (2007 : 92), cette fonction est mobilisée lorsque le néologisme introduit une dénomination qui porte

des connotations : il donne ainsi l'exemple du néologisme lexical *chauffe-prostate*, dont la création participe à la dévalorisation du traitement médical qu'il dénote en raison d'une connotation encyclopédique négative. De même, dans son article « Néologie et fonctions du langage », Marcellesi (1974 : 95) démontre qu'en plus de permettre la transmission d'informations, les néologismes peuvent être la pierre angulaire de discours idéologiques, voire constituer en eux-même une forme d'« agression linguistique et idéologique ». Selon le linguiste, cet argument s'appuie en outre sur la nouveauté du néologisme : le destinataire serait en effet plus à même de remarquer une unité originale ou inédite dans un énoncé donné, ce qui le rendrait plus réceptif au message dont on souhaite le persuader à travers l'énoncé en question. Par ailleurs, le linguiste explique que la propension du néologisme à effectivement constituer une « agression linguistique » tend à varier selon la forme de ce dernier, les néologismes les plus originaux, en l'occurrence ceux résultant d'une transformation particulièrement importante d'unités déjà existantes, ayant tendance à attirer davantage l'attention des lecteurs : il cite par exemple les cas de composés obtenus par troncation et répétition de la syllabe non-tronquée (ex. : « coco », « gaugaus »), ou encore les unités à base de noms propres (ex. : « Bougnaparte »). Néanmoins, cette fonction du néologisme se construit avant tout dans le discours, par le fait de l'employer dans des énoncés idéologiquement connotés, dont ceux produits par la presse seraient un exemple prototypique :

« L'emploi de ces termes dans le discours journalistique et polémique a également pour conséquence de produire un effet sur le destinataire, qu'on essaie de rendre idéologiquement critique à l'égard du référent visé. La valeur illocutionnaire du vocable se double donc d'une force perlocutionnaire. C'est en ce sens que le choix et la création de ces termes ne sont pas innocents. » (Marcellesi 1974 : 102)

En outre, parce que le discours implique un destinataire, c'est cette instance qui justifie le fait d'imbuier le néologisme d'une fonction persuasive, la persuasion s'effectuant nécessairement dans l'intersubjectivité. Prenant l'exemple des composés *socio-communiste* et *socialiste-communiste*, le linguiste explique ainsi que seul le premier a été considéré comme néologique par les dépouilleurs en charge de repérer les néologismes pour son étude, ce qu'il lie non seulement au fait que *socio-communiste* présente un degré d'« agressivité linguistique » plus important du fait de la troncation impliqué par son modifieur, mais surtout à son apparition répétée dans des énoncés dépréciatifs, ce qui n'est pas le cas de *socialiste-communiste*. Aussi, bien que la forme des néologismes peut être un premier indice suggérant le type de fonction qu'ils tendent à remplir en discours, Marcellesi

de conclure à la nécessité d'analyser ces derniers dans leurs cotextes d'occurrence pour déterminer s'ils servent effectivement une stratégie de persuasion (ibid.).

Notons par ailleurs que les exemples documentés pour illustrer la fonction de persuasion des néologismes ne s'inscrivent dans aucun domaine spécialisé et relèvent avant tout de la langue générale. En même temps, l'existence de néologismes tels que *climato-sceptique* ou *carbocentriste* (relevés dans le cadre de notre état de l'art, Partie 1, chap. 3, section 2.1.2), dont les caractéristiques morpho-sémantiques traduisent certaines connotations négatives (Francoeur 2022 : 157-159), invite à considérer qu'un sujet tel que le changement climatique puisse également motiver le recours à des néologismes persuasifs pour son traitement médiatique. C'est tout du moins l'hypothèse que nous formulons, laquelle nous amènera à nous interroger sur le statut des néologismes ainsi potentiellement identifiés : s'agit-il de termes ? Sont-ils et peuvent-ils être mobilisés dans des discours spécialisés ? Nous traitons ces questions dans le dernier chapitre de cette thèse.

3.2.2. Éléments méthodologiques

Afin de pouvoir rendre compte de la propension des néologismes mobilisés dans des discours journalistiques portant sur le changement climatique à constituer une stratégie au service de l'action climatique, nous devons mettre en place une méthode qui puisse nous permettre 1/ d'extraire des néologismes spécifiques à la thématique du changement climatique dans ce type de discours, 2/ d'identifier, parmi ces néologismes, ceux qui ont une certaine disposition à pouvoir influencer la façon de répondre au changement climatique, 3/ de décrire les paramètres morphologiques, sémantiques et discursifs leur conférant cette disposition.

Pour l'extraction des néologismes, nous reprenons la méthodologie mobilisée pour le corpus expert (Partie 2, chap. 4 et 5), qui implique de s'appuyer sur les empreintes de fréquence dites de *rupture* et sur l'indice de spécificité. Pour chaque sous-corpus, nous extrayons les unités dont le score de spécificité est supérieur à 3,09 (Drouin 2003 : 101) et éliminons celles qui ne relèvent pas du domaine du changement climatique en nous appuyant sur les trois couches terminologiques introduites dans la partie précédente (Chap. 5). Dans ce contexte, le statut de *terme du domaine* ne dépend pas nécessairement de la mobilisation des unités validées dans un discours spécialisé (le niveau de spécialisation des discours de presse pouvant être discuté), mais du fait qu'elles répondent aux critères définis par nos trois couches terminologiques (voir Partie 2, chap. 5, section 1.2.3.). Il s'agit donc d'un statut ici provisoire, adopté pour nous permettre de mobiliser les trois couches terminologiques en question pour la validation de nos unités, et qui devra être par la suite

interrogé. Par ailleurs, ces couches terminologiques correspondent chacune à différents degrés de *termicité* (Humbley 2018 : 73) dans le sens où elles ne sont pas toutes spécifiques au domaine du CCA. Parce que nous nous intéressons aux néologismes produits *en réponse* à ce phénomène, nous considérons exclusivement les unités relevant de la couche n°1, qui sont spécifiques à l'appréhension des enjeux climatiques et écologiques. Afin de conserver, parmi celles-ci, celles qui auraient une certaine propension à être néologiques, nous nous appuyons sur les empreintes de rupture et exfiltrons les termes qui sont présents dans les listes extraites du ou des deux sous-corpus les plus anciens.

Pour confirmer ou infirmer le statut néologique des unités conservées, nous nous appuyons exclusivement sur la procédure de validation par filtres. Nous avons en fait considéré deux alternatives avant de faire ce choix méthodologique, lesquelles visaient à impliquer des experts dans cette procédure. La première aurait été d'interroger des experts issus d'ONG ou d'OIG sur leur sentiment néologique vis-à-vis des candidats extraits. Néanmoins, cette approche n'aurait pas permis de distinguer entre des unités qui seraient nouvelles dans le domaine du CCA et d'autres qui seraient néologiques dans la presse, les deux cas de figure pouvant chacun déclencher un sentiment de nouveauté chez l'expert. Une seconde option aurait alors été de collaborer avec des journalistes anglophones spécialisés dans la couverture du changement climatique, option que nous avons dû écarter suite à plusieurs tentatives infructueuses pour entrer en contact avec des professionnels présentant ce profil.

Nous nous appuyons donc sur les deux filtres décrits dans la partie précédente (Chap. 1, section 3.2.2.2.), que nous complétons d'un troisième, mobilisé avant l'observation des courbes de fréquence sur Google Books Ngram Viewer (Michel *et al.* 2011), et qui doit nous permettre d'éliminer les termes dont l'apparition dans le corpus de presse résulterait d'un processus de diffusion des connaissances des experts. Ainsi, après avoir vérifié la présence des candidats-néologismes dans nos glossaires et bases de données terminologiques ainsi que dans l'*Oxford English Dictionary* (Stevenson & Waite 2011) (filtre n°1), nous exfiltrons ceux qui sont d'abord apparus dans notre corpus expert. Nous conservons par ailleurs les unités dont les premières occurrences apparaissent à la même période dans le corpus expert et dans le corpus journalistique, pour lesquelles il est difficile de déterminer si elles sont d'abord apparues dans l'un ou l'autre de ces deux corpus.

La deuxième étape de notre méthodologie consiste à identifier, parmi les unités ainsi conservées, celles qui auraient une certaine propension à constituer des stratégies pour influencer sur la façon dont les locuteurs se représentent les enjeux climatiques et tendent à y répondre. Pour ce faire, nous considérons à la fois les connotations impliquées par les

caractéristiques morpho-sémantiques des néologismes à l'étude (connotations encyclopédiques et connotations suggérées par la forme de la dénomination), ainsi que le type de référent qu'ils tendent à dénoter. Plus précisément, nous nous intéressons d'une part aux néologismes qui désigneraient des idéaux ou des valeurs, et qui mobiliseraient ainsi la fonction d'hypostatisation pour présenter ces référents abstraits ou non actualisés comme des réalités potentielles, vers lesquelles il conviendrait de tendre. D'autre part, nous portons une analyse particulière aux unités qui porteraient certaines connotations mélioratives ou dépréciatives à l'échelle de leur dénomination. Nous complétons ensuite cette étape par une analyse en contexte des unités présentant ces caractéristiques, analyse qui reprend les principes de la sémantique discursive mobilisés pour l'analyse de la variation conceptuelle (décrits *supra*, section 3.1.2.) : il s'agit de voir si les connotations ainsi identifiées s'actualisent également en discours, et, plus largement, si les néologismes connotés sont effectivement mis au service de stratégies de persuasion. En parallèle, ces deux étapes de notre méthodologie (analyse morpho-sémantique et du discours) doivent nous permettre d'identifier et de décrire les paramètres qui confèrent aux néologismes identifiés une certaine disposition à pouvoir influencer sur le destinataire et dès lors potentiellement sur l'action climatique.

4. SYNTHÈSE CHAPITRE 7

À travers ce chapitre, nous avons tenté de démontrer l'intérêt d'étendre notre analyse de la terminologie du changement climatique aux discours journalistiques, en justifiant cette idée de deux façons. D'une part, cela nous permet de rendre compte du devenir des termes en question qui, en raison du caractère transdisciplinaire de la question climatique et de l'objectif de diffusion des connaissances qui définissent le domaine éponyme, sont en partie destinés à circuler hors des discours spécialisés. D'autre part, nous faisons l'hypothèse que la sphère médiatique, bien que n'étant pas spécialisée sur le CCA, joue néanmoins un rôle essentiel dans l'actualisation d'au moins deux des trois objectifs qui définissent la finalité du domaine, à savoir la diffusion des connaissances et l'action climatique. Après avoir justifié cette hypothèse par une définition de la sphère médiatique et de ses fonctions dans la société, nous avons proposé un cadre théorique et une méthodologie sur lesquels nous appuyer pour pouvoir évaluer cette hypothèse à partir des termes et de la variation terminologique.

Afin de rendre compte de la façon dont elle s'acquitte de la mission de diffusion des connaissances (étude réalisée dans le chapitre suivant), nous avons proposé d'analyser son appropriation de la terminologie spécialisée et des connaissances indexées par cette

terminologie, et de s'appuyer pour ce faire sur une étude de la variation diastratique entre les discours d'expertise et de presse et de la variation diachronique au sein de ces derniers. En parallèle, nous avons présenté le corpus devant nous permettre de mener une telle étude, lequel se compose d'articles issus de journaux généralistes états-uniens et britanniques et traitant du changement climatique. Pour pouvoir illustrer le rôle de la presse vis-à-vis de l'action climatique (étude réalisée dans le dernier chapitre de cette thèse), nous avons mis en avant l'intérêt d'étudier d'une part la variation conceptuelle qui tend à affecter les termes lorsqu'ils sont appropriés par cette instance, et d'autre part les néologismes qui caractérisent ce type de discours : nous avons en l'occurrence démontré que ces deux phénomènes pouvaient respectivement être l'indice et la pierre angulaire de stratégies discursives au service de certaines représentations et idéologies, stratégies qui peuvent influencer sur le destinataire et sur sa façon de s'inscrire dans le réel.

CHAPITRE 8 – VARIATION DIASTRATIQUE ET DIACHRONIQUE : LES MÉDIAS S’APPROPRIENT-ILS LES CONNAISSANCES EXPERTES ET SOUS QUELLE FORME ?

L’objectif de ce chapitre est de documenter la diffusion des connaissances autour du changement climatique à la presse, et notamment de voir si cette diffusion implique une appropriation de la terminologie experte. Du fait de la fonction de popularisation de la science assumée par les médias (Partie 1, chap. 1, section 2.2.), les discours de presse généraliste sont en effet à l’intersection entre les savoirs spécialisés et le grand public. Dès lors, ils présentent *a priori* un degré de spécialisation moindre par rapport aux discours experts, ce qui peut se caractériser par des différences dans le choix des unités lexicales mobilisées pour traiter d’un sujet spécialisé, ou par une certaine variation dénominative ou conceptuelle à l’échelle de ces discours. Or, cette variation peut avoir des implications pour la diffusion des connaissances à une plus large échelle, et notamment des médias vers son lectorat : comme nous l’avons vu dans la première partie (Chap. 3), si la variation terminologique peut être nécessaire pour s’adapter au destinataire et faciliter sa compréhension du message, elle peut également être une source d’instabilité à l’échelle de l’ensemble des discours sur le changement climatique et ainsi risquer de générer de la confusion autour de certains concepts. Aussi proposons-nous d’étudier la circulation des termes et des connaissances en prêtant une attention particulière à ces possibles phénomènes de variation.

Nous adoptons pour ce faire une perspective diachronique, ce qui doit nous permettre d’une part de déterminer plus précisément le *sens de circulation* des unités en question (sont-elles effectivement issues des discours experts ou bien sont-elles d’abord apparues dans la presse ?), et par là d’interroger l’idée d’une diffusion nécessairement *top-down* des connaissances, des experts vers la presse. D’autre part, cette approche diachronique est un moyen d’appréhender la diffusion des connaissances comme un processus, impliquant une certaine temporalité : en comparant les termes mobilisés par les médias à trois moments différents, nous devons pouvoir observer une certaine évolution dans les termes ainsi utilisés et dès lors dans la quantité et le type de concepts qui se sont effectivement diffusés. Nous entamons ainsi ce chapitre par la procédure d’extraction et d’identification des termes en question à partir des trois sous-corpus de presse, qui représentent les périodes entourant les COP 15, 21 et 25/ 26. Nous poursuivons par une comparaison de la terminologie mobilisée par les médias autour de ces trois grands moments et au regard des usages observés dans les discours d’expertise et déterminons, lorsque c’est possible, si la présence ou l’absence de certaines familles d’unités peut être

interprétée en termes de diffusion des connaissances ou si elle est motivée par d'autres facteurs. Enfin, nous achevons ce chapitre par l'analyse détaillée de la circulation et de l'appropriation de deux grands types de termes, à savoir les dénominations relevant du concept de capture et de stockage du carbone (étude de cas n°1), et les variants dénommatifs autour du concept *climate change* (étude de cas n°2).

1. IDENTIFICATION DES TERMES ET CONCEPTS REPRIS PAR LES MÉDIAS ET PROCÉDURE D'ANALYSE

La première partie de cette section consiste en deux étapes. Il s'agit tout d'abord d'extraire du corpus de presse les unités pouvant être associées au domaine du CCA, puis d'identifier, parmi ces unités, les termes qui sont partagés avec les discours experts. Dans un second temps, nous présentons la procédure déployée pour analyser les unités ainsi identifiées, mais également pour rendre compte des « absences » parmi celles-ci : quels termes ne sont pas repris par la presse ? Qu'en conclure vis-à-vis de l'objectif de diffusion des connaissances autour du CCA ?

1.1. Extraction en diachronie

Nous procédons tout d'abord à l'extraction des unités relevant du domaine du CCA dans chacun de nos trois sous-corpus de presse (COPs 15, 21 et 25/26), l'approche diachronique devant nous permettre de situer l'apparition de tel ou tel terme expert dans le discours des médias. Comme pour l'extraction de la terminologie experte (Partie 2), la fonction *spécificités* du logiciel TXM est utilisée pour cette étape. Celle-ci confronte chaque sous-corpus de presse à l'extrait du COCA utilisé dans les chapitres précédents et produit une liste d'unités auxquelles est associé leur indice de spécificité dans le sous-corpus analysé : comme pour les corpus experts, nous conservons les unités ayant un score de spécificité supérieur à 3,09. Notons que nous n'avons pas recours à la mesure de la Fréquence inverse de documents (IDF) pour cette partie de notre étude, dont l'application aurait été trop chronophage dans la mesure où nous aurions dû procéder au nettoyage et à la validation de six listes de candidats-termes.

Une fois les listes en question extraites, nous les nettoyons en supprimant les éventuels nombres et signes de ponctuations et les unités mal-étiquetées (ex. : « low-carbon », « global climate », « world today »)⁹¹, avant d'évaluer le statut terminologique des

⁹¹ Nous reprenons en fait exactement les mêmes critères que pour le nettoyage des listes d'unités issues des discours experts (Partie 2, chap. 5, section 1.1.2.).

unités restantes en fonction des trois couches terminologiques utilisées pour la catégorisation des noms issus des discours experts (Chap. 5, section 1.2.3.). Ainsi, des unités telles que *world war* ou *weekly guide* sont considérées comme ne relevant pas du domaine du CCA, des noms tels que *energy*, *electricity sector* ou *transport* sont classés comme appartenant à la couche 3, tandis que *carbon capture* et *hydrogen* sont associés aux couches 1 et 2 respectivement. Le tableau 14 récapitule le nombre de termes extraits dans chacun des trois sous-corpus de presse en fonction de la couche terminologique dont ils relèvent⁹². Entre parenthèses, nous précisons le nombre de termes complexes parmi les termes ainsi validés. Pour les couches 1 et 2, nous y indiquons également le pourcentage de termes relatif à la taille du corpus, afin de pouvoir comparer les différents corpus et rendre compte de l'évolution quantitative de la *substance terminologique*⁹³ présente dans les discours des médias sur la période à l'étude.

Tableau 14 : Nombre d'unités extraites et validées (complexes et simples confondues) dans chacun des trois sous-corpus de presse

	Avant nettoyage et validation		Après nettoyage et validation			
	Taille corpus	Candidats-termes	Unités validées (couche 1)	Unités validées (couche 2)	Unités validées (couche 3)	Total (couches 1 et 2), en % de la taille du corpus
COP 15	425 266	857	230 (206)	200 (138)	18 (9)	0,10%
COP 21	451 498	926	234 (203)	259 (182)	38 (24)	0,11%
COP 25/26	486 419	1 075	269 (235)	263 (171)	35 (23)	0,11%
Total	1 363 183	2 858	733 (644)	722 (491)	91 (56)	0,11%

À la vue de ces données, il apparaît que le nombre d'unités relevant du domaine du CCA n'a que très légèrement augmenté dans les discours de presse au cours de la période, croissant

⁹² Le corpus complet est accessible via <https://repository.ortolang.fr/api/content/climate-discourses/head/>.

⁹³ Nous rappelons à nos lecteurs que la *substance terminologique* désigne l'ensemble des termes d'un domaine présents dans un corpus et caractéristique du discours, de la communauté et/ ou du domaine représenté(s) par ce corpus.

à partir de la COP 21 puis stagnant autour des COP 25/ 26. Notons également que le pourcentage d'unités relevant des couches 1 et 2 n'est que très légèrement inférieur à celui observé dans notre corpus expert sur toute la période (qui était de 0,15%), indiquant ainsi que notre corpus journalistique est effectivement spécialisé sur la thématique du changement climatique et qu'il relève ainsi du domaine éponyme. Il convient à présent de voir si le traitement de la question climatique dans la presse se fait à partir des mêmes termes que ceux mobilisés dans les discours experts, ce qui pourrait traduire une appropriation des connaissances expertes indexées par les termes en question.

1.2. Identification des termes repris

Afin de voir dans quelle mesure les termes utilisés par les médias sont les mêmes que ceux des experts, nous comparons chaque liste de termes issue du corpus journalistique avec une liste composée de l'ensemble des termes experts extraits au chapitre 5 (partie précédente)⁹⁴. Cette dernière contient 2 013 unités différentes si l'on inclut la couche terminologique n°3, et 1 939 si l'on considère uniquement les termes relevant des couches 1 et 2 qui, nous le rappelons, présentent un degré de terminicité plus élevé. Nous nous appuyons sur des formules Excel pour automatiser cette procédure⁹⁵, ce qui nous permet de surligner les termes de la liste « experts » qui sont effectivement repris par les médias et ainsi de les identifier plus facilement. Le tableau 15 ci-dessous présente le nombre observé et relatif⁹⁶ (entre parenthèses) de termes experts repris :

Tableau 15 : Nombre observé (et relatif) de termes experts (couches 1 et 2) également présents dans chacun des trois sous-corpus journalistiques

COP 15	COP 21	COPs 25/ 26
185 (196)	229 (228)	291 (269)

⁹⁴ Nous reprenons l'ensemble des termes experts (Partie 2, chap. 5) et non ceux relevant de la TGCC (Partie 2, chap. 6). Cette dernière tend en effet avant tout à représenter les termes témoignant d'une distribution importante dans l'ensemble du corpus : les néologismes ainsi que les termes associés à une sous-thématique du domaine (qui seraient exclusivement présents dans un rapport spécial par exemple) en sont dès lors exclus, alors qu'il nous intéresse ici de savoir si ce type d'unités apparaît dans les discours des médias et le cas échéant, si leur fréquence y est ou non plus importante.

⁹⁵ Le tableur ayant permis cette procédure est accessible via <https://hdl.handle.net/11403/climate-discourses>. Il est stocké dans le dossier « Tableurs des données issues des corpus » et correspond au fichier « Circulation_Termes_Experts-Presse ». Il contient en outre l'ensemble des termes validés dans chaque sous-corpus journalistique.

⁹⁶ Le nombre d'unités relatif à la taille du corpus est calculé en divisant le nombre d'unités validées pour les couches 1 et 2 par le nombre de mots dans l'ensemble du sous-corpus et en multipliant le résultat par une base de normalisation de 450 000, soit la médiane des trois sous-corpus (425 266 + 451 498 + 486 419 ≈ 450 000). Le nombre résultant est ensuite arrondi à l'unité.

Bien que le pourcentage de termes experts présents dans les discours de presse soit relativement faible dans les trois sous-corpus (ne dépassant jamais les 15% du total de termes experts), ces données traduisent une augmentation significative⁹⁷ du nombre de termes repris au cours de la période, ce qui est congruent avec ce que nous avons observé lors de notre analyse de la substance terminologique caractérisant les rapports d'expertise. Cependant, ces résultats ne permettent pas de rendre compte des concepts experts qui seraient repris par les médias sous les traits de dénominations spécifiques à cette communauté. De plus, on peut imaginer que les discours de presse soient marqués par la présence de concepts qui ne seraient pas nécessairement représentés dans les discours d'expertise climatiques, en raison par exemple de leur portée internationale là où les articles de presse ont avant tout une résonance à l'échelle d'une nation. Aussi, une analyse des termes correspondant à ces différents sous-corpus est nécessaire si l'on veut avoir une représentation relativement exhaustive de la diffusion des connaissances entre ces deux communautés.

1.3. Procédure pour une analyse des termes et du processus de diffusion des connaissances

À travers cette sous-section, nous précisons les outils utilisés pour représenter la terminologie mobilisée par la presse dans le cadre d'articles traitant du CCA et pour rendre compte de la circulation de cette terminologie entre les experts et les médias.

1.3.1. Rendre compte du traitement médiatique du CCA grâce aux arbres conceptuels

Afin de faciliter la caractérisation des termes experts présents dans les discours des médias et ceux qui en sont absents ou insuffisamment représentés, nous utilisons l'arbre conceptuel élaboré dans la deuxième partie de cette thèse (Chap. 5), qui nous avait permis d'analyser la terminologie experte d'un point de vue conceptuel. Nous reprenons donc les catégories pragmasémantiques correspondantes et y intégrons les termes experts repris par

⁹⁷ Pour cette mesure ponctuelle de la significativité de la différence entre les deux sous-corpus, nous utilisons l'outil de calcul en ligne développé par Paul Rayson à l'Université de Lancaster (<https://ucrel.lancs.ac.uk/llwizard.html>). Cet outil s'appuie sur une mesure du score de Log-likelihood (LL) pour déterminer si la différence entre deux fréquences est liée à une différence dans la taille des corpus au sein desquels ces fréquences ont chacune été observées. Dans le cas de nos trois sous-corpus de presse, la différence dans le nombre de termes experts identifiés entre le premier et le dernier sous-corpus a plus d'une chance sur mille d'être motivée par la taille des sous-corpus (LL = 99, 37).

les médias pour chaque période à l'étude, ce qui nous permet d'obtenir un arbre conceptuel par sous-corpus. En dessous de chaque catégorie de termes repris, nous intégrons également les termes issus des discours de presse qui n'apparaissent pas dans notre liste d'unités expertes, dans l'éventualité où ceux-ci correspondraient à des variantes dénominatives de termes experts. Chaque catégorie pragmasémantique se voit donc associée deux listes de termes, une première liste correspondant aux unités mobilisées à la fois par les experts et par les médias, et une seconde spécifique aux médias (en orange).

Nous introduisons par ailleurs un seuil de fréquence afin de représenter avant tout les unités les plus fréquentes dans les discours de presse, dans la mesure où catégoriser l'ensemble serait trop chronophage (nous avons en effet validé plus de 430 termes dans chaque sous-corpus de presse, ce qui impliquerait d'analyser les cotextes d'occurrences de plus de 1290 unités). De même, cela nous permet de garantir une certaine congruence avec les critères adoptés pour la conception de l'arbre conceptuel « expert », qui ne contenait que des unités totalisant au moins 30 occurrences dans l'ensemble du corpus. La taille de nos trois sous-corpus étant néanmoins près de six fois inférieure à celle du corpus expert, un seuil de 30 occurrences nous conduirait à considérer un nombre insuffisant d'unités. De plus, puisque nos trois sous-corpus sont de tailles différentes, le seuil adopté doit prendre la forme d'une fréquence relative si l'on veut pouvoir comparer les arbres entre eux et ainsi rendre compte de l'évolution du traitement journalistique de la thématique climatique sur la période à l'étude. Nous choisissons donc de ne conserver que les unités présentant une fréquence relative supérieure ou égale à 15⁹⁸ dans chaque sous-corpus de presse, seuil que nous appliquons aux termes partagés par les experts et par les médias, et à ceux qui sont spécifiques à ces derniers. Ce seuil nous conduit à catégoriser respectivement 24%, 23% et 21,5% des termes validés pour les trois sous-corpus de presse, ce qui est comparable avec le pourcentage de termes catégorisés pour le corpus expert, qui est de 23%. Nous comparons ensuite chacun des trois arbres résultants entre eux, la représentation visuelle nous permettant de repérer relativement aisément les familles de termes qui sont à chaque fois plus ou moins représentées. Des extraits des arbres résultants sont visualisables en Annexes 7, 8 et 9.

1.3.2. Définition d'un seuil de significativité : le χ^2

Afin de pouvoir interpréter les résultats de cette comparaison en termes d'évolution dans le traitement journalistique du changement climatique au cours de la période, il est

⁹⁸ La fréquence relative est calculée en divisant le nombre d'occurrences d'un terme par le nombre total de mots dans le sous-corpus concerné, et en multipliant le tout par 450 000 (base de normalisation introduite section 1.2. de ce chapitre).

nécessaire de garantir que les variations de fréquence considérées soient les plus significatives possibles (Picton 2009 : 110). À cette fin, nous suivons la méthode proposée par Picton dans son analyse de la variation diachronique des termes dans le domaine spatial en nous appuyant sur un calcul du χ^2 d'ajustement (ibid.), obtenu en comparant les fréquences d'occurrence attendues d'une unité avec les fréquences effectivement observées dans le corpus pour cette même unité. Nous avons recours à des formules Excel afin d'automatiser ce calcul, et nous nous appuyons sur le tableau de distribution du χ^2 de Muller (1968 : 179 in Picton 2009 : 113) pour l'interpréter en prenant en compte 2 degrés de liberté⁹⁹. Comme Picton (ibid.), nous considérons comme significatifs uniquement les cas de χ^2 où $P = 0,01$ au maximum : si χ^2 est supérieur ou égal à 9,210, cela signifie qu'il y a moins d'une chance sur 100 que la variation observée soit liée à l'écart de taille entre les différents sous-corpus diachroniques. Notons cependant que pour garantir la pertinence du χ^2 , nous ne l'appliquons qu'à des termes totalisant au moins 30 occurrences dans l'ensemble du corpus de presse (ibid. : 116-117). Parce que les termes exclus par ce filtre peuvent tout de même être porteurs d'informations pertinentes pour notre question de recherche¹⁰⁰, nous choisissons tout de même de les considérer en comparant leur fréquence relative entre les différents sous-corpus et relativisons la représentativité des observations ainsi faites au cours de nos analyses.

1.3.3. Interpréter les empreintes de fréquence

Dans les cas où l'hypothèse nulle est rejetée par le test du χ^2 , c'est-à-dire lorsque la probabilité que la variation des fréquences d'un terme est suffisamment significative pour ne pas être due au hasard, il convient de déterminer ce qui a motivé la variation en question. Une première possibilité est de partir du postulat que les termes et les connaissances qu'ils indexent se diffusent des discours d'expertise vers la presse, qui les relaie à son tour à son lectorat. À partir de là, nous pouvons faire l'hypothèse que l'apparition d'un terme dans un sous-corpus de presse ou que la croissance significative de la fréquence de ce terme au cours de la période à l'étude témoigne de la diffusion du terme en question et des connaissances qu'il indexe aux discours des médias, qui se les approprient. Néanmoins, étant donné que l'intentionnalité qui définit le domaine de la presse n'est pas uniquement de diffuser des connaissances (voir chapitre précédent, section 1), on peut imaginer que

⁹⁹ On obtient le degré de liberté en additionnant le nombre de catégories considérées (qui est de trois dans notre cas, les catégories en question correspondant aux trois périodes représentées par nos trois sous-corpus diachroniques) et en soustrayant 1 au résultat.

¹⁰⁰ Rappelons à nos lecteurs que la question qui nous intéresse dans ce chapitre est de savoir si les connaissances autour du changement climatique se diffusent à la presse et si cette diffusion passe par une appropriation de la terminologie experte.

d'autres facteurs peuvent également influencer la mobilisation de termes relevant de la question climatique dans les discours des médias. La récurrence d'un terme dans certains articles pourrait par exemple être la marque idiosyncrasique d'un journaliste, tandis que l'appropriation de tel ou tel concept expert par les médias pourrait être fonction du contexte géographique de publication du journal, les journalistes états-uniens ne traitant pas nécessairement des mêmes sujets que la presse britannique. De plus, on ne peut exclure la possibilité que les médias soient eux-mêmes une instance de création terminologique et que certains des termes identifiés se soient en fait diffusés de la presse vers les experts, à l'image de *carbon neutral*, popularisé par la presse avant d'être repris par les scientifiques (Dury 2008 : 237-238). Aussi, et à défaut d'avoir pu mobiliser des experts du domaine du CCA pour collaborer avec nous sur cette question, nous introduisons différents outils d'analyse approfondie pour identifier, lorsque c'est possible, la ou les motivation(s) pouvant expliquer le schéma de fréquence observé.

Le premier outil mobilisé pour ce travail d'interprétation consiste à rendre compte du *sens de circulation des termes*, autrement dit de voir si les termes à l'étude sont d'abord apparus dans les discours experts avant de se diffuser à la presse, ou inversement. Pour ce faire, nous comparons la fréquence des termes en question dans le sous-corpus journalistique considéré avec leur fréquence dans le sous-corpus expert correspondant : une fréquence plus importante dans le(s) sous-corpus expert(s) le(s) moins récent(s) par rapport à leur(s) version(s) journalistique(s) irait par exemple dans le sens de l'hypothèse 1. Nous nous appuyons également sur un calcul du χ^2 pour évaluer la significativité des différences observées, en prenant ici un degré de liberté de 1, étant donné que nous n'avons à chaque fois que deux catégories à comparer (« médias » et « experts »). De plus, nous complétons cette étude des courbes de fréquence par une analyse des cotextes d'occurrences des termes, afin de voir si nous pouvons y relever d'éventuels indices pouvant éclairer le travail d'interprétation. Parmi ceux-ci, citons notamment les marqueurs d'évolution tels que définis au chapitre 5 (section 3.2.) (Picton 2009 : 149, 155), ainsi que les marques d'autonomie (Authier-Revuz 2003, concept présenté dans la partie précédente, chap. 6 section 1.2.2.2.2.). Ces analyses cotextuelles pourront également être complétées d'un travail de recherche et de lecture de documents traitant du concept indexé par le terme concerné. Rappelons par ailleurs à nos lecteurs que ce travail d'analyse ne concerne que les unités effectivement représentées dans les arbres conceptuels, autrement dit celles qui ont une fréquence relative (FR) supérieure ou égale à 15 dans au moins un sous-corpus de presse.

1.3.4. Tenir compte de la variation diachronique et diastratique des unités relevant de la couche n°3

Enfin, nous proposons d'entamer l'étude des termes représentant les trois sous-corpus de presse par une analyse des unités relevant de la couche terminologique n°3 qui sont les plus mobilisées. Cette couche terminologique, qui correspond à des unités relativement générales et désignant des noms de secteurs d'activité ou plus largement de domaines (Partie 2, chap. 5, section 1.2.3.), tend en effet à rendre compte des liens qui sont faits en discours entre la thématique climatique et les autres domaines en question. Dans le cas de la presse, comparer ces unités avec celles présentes dans les discours d'expertise peut nous permettre d'évaluer l'appréhension par cette communauté de la dimension sociétale du changement climatique, qui concerne une grande partie, si ce n'est l'ensemble, des secteurs définissant une société.

2. TYPOLOGIE DES TERMES PRÉSENTS VS. ABSENTS DANS LES DISCOURS DES MÉDIAS ...

Dans cette section, nous analysons les termes partagés par les deux communautés et nous rendons compte des familles d'unités précédemment identifiées comme centrales dans la terminologie experte mais qui s'avèrent être absentes ou sous-représentées dans le discours de la presse. Nous nous interrogeons alors sur les motivations pouvant expliquer ces différents phénomènes (en nous appuyant sur la méthodologie présentée précédemment pour en rendre compte), et sur leurs implications en termes de diffusion des connaissances sur le changement climatique. En parallèle, nous proposons d'analyser les unités qui n'apparaissent que dans le corpus de presse, afin d'identifier d'éventuels variants dénominatifs de termes issus des discours experts, mais également pour avoir une représentation plus exhaustive du type de thématiques effectivement représentées dans les discours de presse.

2.1. ... autour de la COP 15

2.1.1. Liens entre le changement climatique et d'autres domaines (couche terminologique n°3)

Parmi les domaines mentionnés de manière significative (selon le seuil de fréquence relative (FR) de 15) dans la presse à cette période, nous relevons celui de l'énergie, de la finance, des transports, de l'agriculture et de la gestion des déchets. Citons également le secteur privé (*private sector*), qui tend à englober plusieurs des domaines cités *supra* selon le niveau de libéralisation de l'économie concernée. Les cotextes suivant illustrent ainsi la mise en avant par la presse d'un lien entre le changement climatique et ces secteurs, ces derniers étant décrits comme participant de l'aggravation de ce phénomène (exemples [1] et [3]) et/ ou comme devant être mobilisés pour y répondre (exemples [2] et [3]) :

[1] « **Agriculture** accounts for almost a quarter of global greenhouse gas emissions, and yet floods, drought, and the planet's increasing climatic variability play with the fate of our food. » (Guardian-101)

[2] « Developed countries are also close to agreeing an offer of funding for poor countries worth \$ 100bn a year by 2020, from both government and **private sector finance**. » (FT-2009-155)

[3] « **Transport** "will leave itself wide open to accusations that it is part of the problem, rather than part of the solution". » (FT-2009-8)

Parmi ces secteurs, les plus représentés sont ceux de l'énergie (*energy*, FR = 1 120), de la finance (*finance*, FR = 49) et des transports (*transport*, FR = 47), ce qui correspond en partie seulement à ce que nous observons dans le sous-corpus expert correspondant, où les secteurs les plus mentionnés sont ceux de l'énergie, de la santé, et des transports. Notons par ailleurs que nous ne relevons aucune unité désignant le secteur de la santé dans la liste représentant les discours journalistiques produits autour de la COP 15, suggérant que les impacts du changement climatique sur la santé ne sont pas encore considérés par la presse à cette période.

2.1.2. Arbre conceptuel : termes et familles de termes les plus représentés

2.1.2.1. [DÉCRIRE LE PHÉNOMÈNE]

La partie [DÉCRIRE LE PHÉNOMÈNE] est particulièrement représentée par des termes décrivant la dimension physique du changement climatique. Ainsi, parmi les termes désignant des risques et impacts du CCA, plusieurs entités physiques typiquement étudiées par les climatologues sont mentionnées par les médias (*sea ice, ice sheet, ozone layer, atmosphere, ozone, permafrost, etc.*), de même que plusieurs conséquences physiques du CCA (*drought, flooding, extreme weather (event | disaster), melting, temperature rise, cooling*). Plusieurs termes désignant des catastrophes ne sont cependant pas repris par les médias à cette période (termes qui n'apparaissent ni dans l'arbre conceptuel, ni dans la liste de termes extraits sur TXM) : nous pouvons entre autres citer (*ocean*) *acidification, deforestation* et *ocean warming* pour les phénomènes à évolution lente, et *extreme heat (day | wave | event), tropical cyclone* ou encore *adverse weather* pour les phénomènes climatiques extrêmes. De même, les impacts et risques socio-économiques et politiques ne sont pas représentés dans notre arbre, contrairement aux risques physiques, dont ils sont par ailleurs la conséquence. Quant aux causes du CCA, le lien entre énergies fossiles, gaz à effet de serre et activité humaine ([COMPORTEMENTS SOCIO-ÉCONOMIQUES ET DÉMOGRAPHIQUES]) semble être traité par les médias, en témoigne la présence de termes relevant de ces trois sous-catégories : *coal-fired power, gas, oil, coal, fuel, petrol, natural gas, drilling, carbon dioxide, black carbon, methane, human activity, etc.* Notons néanmoins que les gaz à effet de serre représentés sont avant tout le dioxyde de carbone et le méthane, tandis que l'azote (*nitrogen*) et le protoxyde d'azote (*nitrous oxide*), qui font partie de la terminologie experte fondamentale, sont totalement absents de cette première liste de termes.

Nous relevons par ailleurs deux termes relevant de l'évaluation de l'incertitude (*confidence, uncertainty*), dont nous analysons les cotextes d'occurrence dans la mesure où ces derniers ont également au moins une acception dans la langue générale. Nous remarquons ainsi que dans la majorité des cas, l'incertitude désignée par le terme éponyme porte explicitement sur un paramètre du changement climatique, invitant à rapprocher l'occurrence en question de la version « experte » de ce terme :

[4] « The continuing **scientific uncertainty** about the pace of climate change should make us more concerned, not less. » (FT-2008-14)

[5] « Now, despite the high credibility of climate modelers, there is still **tremendous uncertainty** in their long-term forecasts. » (NYTx1)

[6] « There is **little uncertainty** when it comes to explaining why the Earth is warming, says Prof Palmer. The big question is what happens next. » (Telegraphx7)

[7] « At the same time, scientists who question the likelihood of a calamitous disruption of the Earth's climate accuse the panel of cherry-picking studies and playing down **levels of uncertainty** about the severity of global warming. » (NYT-2009-85)

L'incertitude porte ainsi sur la vitesse à laquelle le changement climatique peut évoluer dans l'exemple [4], tandis qu'elle concerne les prévisions climatiques à long-terme, l'origine du changement climatique et sa sévérité dans les extraits [5], [6] et [7] respectivement. Nous relevons également cinq occurrences du composé *scientific uncertainty* (l'extrait [4] en étant un exemple), dont la présence traduit une certaine conscience du sens spécifique que prend l'incertitude dans le domaine scientifique. Néanmoins, le système d'évaluation de l'incertitude utilisé par les experts et qui se matérialise dans leurs discours par le recours aux adjectifs épithètes *low, medium, high* n'est pas repris par la presse. Le niveau d'incertitude est plutôt communiqué à travers des adjectifs non spécialisés (« tremendous », « little ») et qui possèdent dès lors un sens strictement qualitatif, là où les adjectifs mobilisés par les experts correspondent à une échelle de données numériques prédéfinie (Mastrandrea *et al.* 2010). Il peut également être totalement ignoré par les médias, comme illustré dans l'extrait [4], où l'incertitude est simplement présentée comme étant durable.

Au regard de ces disparités dans les expressions mobilisées par les deux communautés pour exprimer l'incertitude, on peut s'interroger sur l'influence de telle ou telle stratégie sur le public auquel s'adresse le discours : vaut-il mieux exprimer l'incertitude en ayant recours à des adjectifs qualificatifs ou par des nombres ? Les adjectifs qualificatifs en question doivent-ils se voir associer un niveau de probabilité standardisé ? S'intéressant à l'interprétation des stratégies de communication de l'incertitude utilisée par le GIEC (les expressions *very likely, unlikely, virtually certain* en étant des exemples), Budescu *et al.* (2012) montrent ainsi que le lectorat échoue très largement à comprendre la probabilité associée à ces locutions, et que ces erreurs d'interprétations tendent à varier selon les croyances et idéologies des lecteurs en question. Les auteurs montrent en revanche que l'interprétation tend à être plus juste quand l'incertitude est exprimée en combinant une locution verbale et une donnée numérique. Si cette étude suggère que reprendre les expressions utilisées par le GIEC dans la presse ne permettrait pas nécessairement d'accroître la conscientisation quant aux niveaux d'incertitude en question, elle invite

également à considérer le recours à des adjectifs non spécialisés tels que « tremendous » ou « little » comme étant insuffisant si ceux-ci ne sont pas accompagnés de données numériques. Néanmoins, il convient également de s'interroger sur la nécessité même de communiquer le niveau d'incertitude scientifique aux non-spécialistes, en tenant compte notamment de la finalité du domaine : le fait de communiquer l'incertitude autour du changement climatique peut-il constituer un obstacle à l'action climatique ? Une totale transparence autour du niveau d'incertitude climatique peut-il exacerber un certain scepticisme vis-à-vis de l'expertise climatique ? Si un certain niveau de standardisation et de précision vis-à-vis de l'expression de l'incertitude apparaît nécessaire dans un contexte scientifique, la question de la nécessité et des conséquences de sa communication à des communautés profanes reste peu étudiée (Van der Bles 2019 : 35-36), laissant ainsi le champ libre à une profusion de stratégies communicationnelles dans les discours de médiatisation et de vulgarisation de la science.

Quant à *confidence*, une analyse des lignes de concordance révèle que c'est avant tout le sens général de « sentiment » qui est activé (« a feeling of having little doubt about yourself and your abilities, or a feeling of trust in someone or something », (Cambridge Dictionary [informatisé] s.d.)), si bien que nous décidons de l'éliminer de notre liste de termes pour cette période.

2.1.2.2. [RÉPONDRE AU PHÉNOMÈNE]

Pour la partie [RÉPONDRE AU PHÉNOMÈNE], nous relevons plusieurs termes relevant de l'enjeu de transition énergétique et désignant majoritairement des énergies décarbonées (*renewable energy, nuclear energy, solar power, wind power, solar energy, alternative energy, clean coal*). Parmi ceux-ci, les unités *alternative energy* et *clean coal* sont spécifiques aux médias. La présence de *clean coal* dans cette sous-catégorie (catégorisation motivée par le modifieur *clean*) peut néanmoins sembler paradoxale étant donné que la tête de ce terme indique qu'il désigne une énergie fossile, le charbon. Une analyse des cotextes de cette unité nous permet d'en identifier une définition et dès lors de mieux comprendre le sens du modifieur *clean* dans ce composé :

[8] « **Clean coal**” is a term coined by the industry decades ago, referring to its efforts to reduce local pollution. Using new technology, clean coal plants sharply reduced the number of sooty particles spewed into the air, as well as gases like sulfur dioxide and nitrous oxide. The technology has minimal effect on carbon emissions. » (NYT-2008-18)

Ainsi, le charbon en question est dit « propre » en raison des efforts déployés pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et de particules lors de sa production. La conclusion tirée par le New York Times (« the technology has minimal effect on carbon emissions ») invite néanmoins à considérer cette technologie comme étant avant tout une forme d'écoblanchiment (*greenwashing*), auquel le modifieur *clean* tend à participer. Cet exemple nous conforte en fait dans notre volonté d'étudier également la fonction communicationnelle des termes¹⁰¹, qui, au-delà d'indexer des connaissances, peuvent également être la pierre angulaire de stratégies de communication au service d'intérêts spécifiques à la communauté qui les emploie. Quant à *alternative energy*, plusieurs lignes de concordance invitent à le considérer comme un variant dénominateur de *renewable energy* : comme ce dernier terme-concept, *alternative energy* est en effet décrit comme une « solution technologique » (« technological solution ») pour « combattre le changement climatique (« to combat climate change ») et réduire les émissions (« curbing emissions »), et est exemplifié par des sources d'énergies renouvelables (« such as wind, solar and advanced biofuels », « solar power and other alternative energy technologies », « including nuclear, wind, solar and geothermal energy »). Une analyse morpho-sémantique comparée nous amène cependant à identifier des différences de sens entre *alternative* et *renewable*, qui peuvent avoir un impact sur la façon dont les deux composés sont employés. Issu de la langue générale où il signifie « autre », *alternative* tend à avoir une portée sémantique plus large que *renewable*, qui a un sens spécifique aux domaines de l'énergie et du changement climatique : il désigne en effet la qualité d'une énergie dont le taux de production naturelle est supérieur ou égal aux quantités exploitées (Cambridge Dictionary [informatisé] s.d.), trait sémantique qui n'est pas explicite dans *alternative*.

Par rapport aux enjeux de [TRANSITION ÉNERGÉTIQUE] et de [RÉDUCTION DES ÉMISSIONS], les autres formes de réponse vis-à-vis du CCA tendent à être moins représentées dans les articles de presse à cette période : nous ne relevons en effet aucun terme désignant explicitement l'enjeu de réduction des inégalités, tandis que les enjeux de résilience et d'adaptation d'une part, et d'optimisation de la gestion des ressources d'autre part, ne sont respectivement représentés que par les unités *adaptation* et *conservation*. Quant au terme *resilience*, il n'apparaît que deux fois dans ce premier sous-corpus et n'a dès lors pas été jugé suffisamment spécifique lors de notre extraction des termes représentatifs de cette période, tandis qu'il totalise 36 occurrences dans le sous-corpus expert correspondant. Cette différence est statistiquement significative, puisqu'il y a moins

¹⁰¹ Nous traitons plus spécifiquement de cette fonction dans le dernier chapitre.

d'une chance sur 100 qu'elle soit liée à l'écart de taille entre les deux corpus ($\chi^2 = 15,04$, calculé en tenant compte des 2 occurrences de ce terme dans le corpus de presse).

Deux motifs attirent par ailleurs particulièrement notre attention. Tout d'abord, nous observons une surreprésentation de l'outil systémique [DE GOUVERNANCE] par rapport aux autres types d'outils, puisque nous avons relevé 17 dénominations différentes pour cette sous-catégorie, dont quatre (*cap-and-trade system*, *binding treaty*, *climate change conference* et *climate change treaty*) sont spécifiques aux médias. Si plusieurs de ces termes correspondent à des variants dénominatifs (*climate conference/ climate change conference*, *climate treaty/ climate agreement*, *international agreement/ global agreement*), ils n'en restent pas moins l'indice d'un intérêt important des médias pour le sujet de la gouvernance climatique. Ce constat peut en fait s'expliquer par la fonction journalistique de médiation de l'actualité, qui se distingue de la fonction d'expertise en tant qu'elle implique entre autres de rapporter des événements et des faits (Peypaud 2018). Or, parce qu'elle se matérialise par l'organisation de conférences et par la prise de décisions politiques, la gouvernance climatique constitue une thématique correspondant tout à fait à cette fonction des médias. Ainsi, une analyse des lignes de concordance des unités *climate conference*, *climate change conference*, *international agreement* et *global agreement* révèle que toutes sont majoritairement présentes dans des articles publiés en 2009, année de la Conférence de Copenhague (COP15), qui est d'ailleurs explicitement mentionnée dans un certain nombre de cotextes.

Une deuxième caractéristique identifiée parmi les termes extraits est la présence d'un certain nombre d'unités désignant des catégories d'individus définis par leur fonction dans le domaine du CCA ou par leur rôle dans le débat climatique, tels que *emitter*, *climatologist*, *climate expert*, *climate panel*, *climate sceptic* | *skeptic* et *environment minister*, ces cinq dernières étant spécifiques à la presse. Aussi créons-nous une nouvelle catégorie pour représenter ce type d'unités, que nous nommons [ACTEURS] sans spécifier de complément pour ce nom, afin d'englober à la fois des acteurs du domaine (*climatologist*, *climate panel*, *climate expert*, *environment minister*), et des acteurs du débat climatique (*climate sceptic* | *skeptic*). Ces unités, que nous pouvons comparer aux groupes sociaux identifiés dans les discours experts (*vulnerable group*, *developing country*, *future generation*, etc.), peuvent par ailleurs s'envisager comme conférant une certaine dimension narrative aux discours où ils occurrent, en y introduisant des « personnages » (Fløttum 2014 : 7).

2.2. ... autour de la COP 21

2.2.1. Liens entre le changement climatique et d'autres domaines (couche terminologique n°3)

La période entourant la COP 21 est marquée par une mise en avant significative du lien entre le secteur de la santé et le changement climatique par la presse. Ce secteur, qui n'était pas représenté dans le premier sous-corpus, est désormais le deuxième plus mentionné (*health*, FR = 121), devant la finance (*finance*, FR = 63) et derrière l'énergie (*energy*, FR = 1303), classement qui correspond à ce que nous observons dans le sous-corpus expert correspondant pour les deux premiers de ces secteurs, tandis que c'est l'unité *poverty* qui y figure en troisième place. Les cotextes suivant, issus du New York Times, illustrent ainsi la mise en avant de cette relation entre santé et CCA :

[1] « The other major coal killer is the adoption by the Obama administration of more stringent standards to regulate carbon emissions and other pollutants that contribute to climate change or are harmful to human **health**. » (NYT-32)

[2] « India's rivers depend on the **health** of thousands of Himalayan glaciers at risk of melting because of a warming climate. » (NYT-69)

[3] « The greenhouse gas emissions that are warming our planet come from industrial activity that pollutes our air and water, and the temperature changes may lead to drought that brings malnutrition. Those with little or no access to **health care** – children and the elderly in particular – are more vulnerable to such predicaments. » (NYT-88)

Néanmoins, le type de relation entre santé et CCA diffère selon les extraits : dans l'extrait [1], ces deux thématiques sont présentées comme pouvant toutes deux être respectivement causées et menacées par les émissions de gaz à effet de serre, tandis que dans les extraits [2] et [3], c'est le changement climatique en tant que tel qui apparaît comme un facteur pouvant menacer la santé des glaciers et des personnes les plus vulnérables respectivement.

Notons également l'apparition du secteur de l'élevage, l'unité *livestock* ayant une fréquence relative de 33 dans ce sous-corpus. Une analyse des cotextes d'occurrence de cette unité révèle par ailleurs que dans la moitié des cas environ, c'est la description du lien de cause à effet entre le changement climatique et ce secteur qui motive le recours à cette dénomination, puisque ce dernier y est décrit comme responsable d'une partie des

émissions de gaz à effet de serre : « **Livestock** emit methane, a highly potent greenhouse gas », « clearing land to raise methane-emitting cows and other **livestock** is a big contributor to greenhouse gas emissions », etc. L'autre moitié des occurrences sont quant à elles concentrées dans un article du Guardian (Guardian-109) et ont pour référence l'élevage pastoral dans le contexte Africain, qui est présenté comme un secteur prometteur pour l'investissement en raison de ses capacités de résilience et de son caractère soutenable (« Pastoralism is a sustainable enterprise – economically, ecologically and socially », « the climate case for investing in African **livestock**? »). Ce sujet y est notamment présenté comme un objet de discussion important à la COP 21 (« The potential of extensive **livestock** systems in African drylands is a topic buzzing in and around the United Nations climate change conference in Paris-COP21 »), témoignant du rôle de couverture de l'actualité immédiate assumé par la presse. Cet exemple nous rappelle ainsi la nécessité de tenir compte de cette fonction de la presse lors de nos analyses, dans la mesure où elle constitue une motivation possible pour expliquer la présence de tel ou tel terme dans les discours de presse.

2.2.2. Arbre conceptuel : termes et familles de termes les plus représentés

2.2.2.1. [DÉCRIRE LE PHÉNOMÈNE]

L'arbre conceptuel représentant les termes les plus mobilisés par les médias autour de la COP 21 voit apparaître plusieurs nouveaux concepts.

Parmi les risques et impacts climatiques de type [PHÉNOMÈNES À ÉVOLUTION LENTE], nous notons l'apparition de *extinction* et *erosion*, qui sont tous deux également mobilisés dans les discours experts, bien qu'*extinction* n'apparaisse pas dans la liste relative à la COP 21. Une analyse des lignes de concordance de ces termes dans le corpus de presse révèle qu'ils réfèrent le plus souvent respectivement à l'extinction des espèces animales ou végétales (« species extinction », « wildlife extinction », « extinction of certain trees ») et à l'érosion côtière (« coastal erosion », « island's erosion », « along the shore »). Si l'on retrouve le même type de référents pour *extinction* dans le corpus expert, le concept d'*erosion* tend lui à référer à une plus grande diversité de phénomènes dans ce dernier corpus, où il peut désigner l'érosion génétique (*genetic erosion*) (« erosion of genetic variability in a population », UNEP-2007-2), l'érosion du sol (*soil erosion*) ou l'érosion des berges fluviales (*river bank erosion*). De même, ce terme apparaît dans des composés désignant l'élément naturel à l'origine de l'érosion, tels que *water erosion* ou *wind erosion*. Aussi, il apparaît qu'une partie seulement des connaissances associées au concept

d'érosion soit reprise par les médias autour de la COP 21, sans que cela se traduise pour autant par une sous-représentation de ce concept dans le corpus de presse par rapport au corpus expert : la différence de fréquence dans le nombre d'occurrences de ce terme entre les deux corpus n'est en effet pas significative ($\chi^2 = 2,87$, soit $P > 0,01$).

Nous ne notons par ailleurs pas d'évolution particulière dans la représentation des phénomènes météorologiques extrêmes : le risque d'inondation (*flood, flooding*) reste le seul type de risque ayant une fréquence relative supérieure ou égale à 15 dans le sous-corpus correspondant, les deux autres termes représentés dans cette catégorie désignant des hyperonymes de ce type d'impact (*extreme weather event, disaster*). En revanche, nous notons l'apparition du terme *migration* parmi les [RISQUES ET IMPACTS [SOCIO-ÉCONOMIQUES]], lequel est présent dès la période entourant la COP 15 dans le corpus expert. Ce terme est en fait majoritairement mobilisé dans différents articles du journal britannique The Guardian (19 des 23 occurrences de ce concept en sont issues), qui tend à présenter explicitement les migrations comme étant une conséquence possible du CCA :

[4] « [G]lobal temperatures must not rise by more than 2C. If current trends persist, that rise will be locked in within 30 years, triggering ever more extreme weather events – from droughts to heatwaves – not to mention the dramatic impact on food cycles, water insecurity and *mass migration*. » (Guardian-114)

[5] « *Forced migration* is framed as a political issue but **climate change and inequality are fuelling the catastrophe** and business has a role to play in solving it. » (Guardian-19)

[6] « *Mass migration, from a variety of causes including conflict and climate change*, is another major problem that is ignored in the Paris agreement. » (Guardian-68)

La concentration des occurrences de *migration* dans le Guardian invite à considérer la diffusion des connaissances aux médias comme se faisant de manière relativement hétérogène, dans la mesure où tous les journaux ne s'approprient pas les concepts du domaine de la même façon. Pour le concept de *migration*, on peut faire l'hypothèse que la ligne politique du journal joue un rôle important dans le fait de présenter la question migratoire comme étant liée au CCA. Journal considéré comme s'inscrivant à gauche de l'échiquier politique anglais et suivant une ligne socio-libérale, le *Guardian* serait ainsi plus à même de traiter des conséquences sociales du CCA.

Quant au traitement des [CAUSES] du changement climatique, il se caractérise par une plus grande diversité de termes relevant de la thématique des énergies fossiles. On voit

par exemple apparaître les termes *fracking*, *extraction*, *pipeline*, *coal power*, (*coal*)¹⁰² *mining*, *shale (gas)* et *diesel*, *fracking* (fracturation hydraulique) et *shale (gas)* (gaz de schiste) étant présents dans le corpus expert mais y étant trop peu fréquents pour avoir été extraits par l'indice de spécificité. L'apparition dans le corpus de presse de ces deux derniers, qui sont totalement absents du premier sous-corpus, peut être corrélée à la politique de promotion de ce gaz entamée aux États-Unis à partir de 2007 et s'étant traduite par une forte accélération de sa production dans la décennie suivante (Stevens 2012). Ces deux termes apparaissent néanmoins majoritairement dans des journaux britanniques (le Guardian et le Telegraph en l'occurrence, qui représentent à eux deux 93% des occurrences du modifieur *shale* et 85% des occurrences de *fracking*), indiquant un déplacement de la thématique du gaz de schiste au Royaume-Uni, où le développement de ce gaz est à la fois envisagé et débattu à cette période :

[7] « First, Britain is not going to see a US-style “*shale revolution*”; the economics don't stack up, and **British people don't want fracking**. » (Telegraph-87)

[8] « **The government has consistently advocated shale gas** as a future home grown energy source – no commercial fracking wells are currently operating in the UK – while at the same time cutting subsidies for solar and wind power. » (Guardian-162)

[9] « The plan will also entail exploiting *shale gas*, **which is so far entirely untested in the UK and already politically neuralgic**. » (Guardian-73)

Nous relevons également plusieurs références à l'élection de Donald Trump comme président des États-Unis en 2016, dont le programme impliquait de poursuivre le développement du gaz de schiste dans ce pays. Aussi ce constat témoigne-t-il de l'influence de facteurs externes au domaine du CCA sur les termes mobilisés, en l'occurrence l'actualité politique, ces facteurs pouvant amener la presse à avoir recours à des concepts relativement peu mobilisés par les experts.

2.2.2.2. [RÉPONDRE AU PHÉNOMÈNE]

Une première évolution dans la représentation des différentes approches pour répondre au CCA concerne la sous-partie [TRANSITION ÉNERGÉTIQUE], où l'on voit apparaître

¹⁰² Rappelons à nos lecteurs que la partie du syntagme entre parenthèses correspond à une expansion du nom qui apparaît de manière importante dans les lignes de concordance mais qui ne caractérise pas pour autant l'ensemble des occurrences.

de nouvelles unités pour désigner des sources d'énergie renouvelable. Trois de ces unités (*clean energy*, *sustainable energy* et *green energy*) constituent néanmoins des variantes dénominatives de *renewable energy*, terme déjà présent autour de la COP 15, si bien que leur apparition dans cet arbre conceptuel plus récent ne témoigne pas de la diffusion de connaissances nouvelles. Leur apparition autour de la COP 21 peut en revanche être l'indice d'une plus grande implantation du concept d'énergie renouvelable (Picton 2009 : 200), d'autant que le nombre relatif d'occurrences du terme *renewable energy* a augmenté de manière significative entre le premier et le deuxième sous-corpus de presse ($\chi^2 = 38,25$) malgré la concurrence de ces variantes, passant de 108 à 202¹⁰³ occurrences (soit une augmentation de plus de 50%). Nous notons par ailleurs l'apparition du terme-concept *biomass*, dont les cotextes d'occurrences tendent néanmoins à différer entre le corpus expert et le corpus de presse : là où les experts emploient ce terme dans des cotextes traitant de la perte de la biodiversité d'une part et des énergies renouvelables d'autre part, seule cette seconde dimension est abordée dans les articles de presse à cette période. Aussi, l'appropriation par les médias des connaissances associées à ce terme se révèle en fait partielle, invitant à décrire ses occurrences dans le corpus de presse comme relevant d'une version « minimum » (Wierzbicka 1985 : 117-118) du concept qu'il désigne.

Concernant les autres formes de réponse au CCA, il convient de noter l'apparition des concepts *resilience* et *climate justice*. La présence du premier semble être l'indice d'une diffusion de la terminologie experte aux discours des médias autour de cette thématique, puisque nous avons noté dans la section précédente qu'il est présent dans le corpus expert dès la COP 15, où il totalise 36 occurrences. En revanche, l'apparition du terme *climate justice* peut plus difficilement s'interpréter comme le résultat d'un processus de diffusion des connaissances. En effet, le nombre d'occurrences de ce terme est faible aussi bien dans le premier sous-corpus média que dans celui représentant l'expertise climatique (où il totalise 2 et 4 occurrences respectivement), tandis qu'il voit sa fréquence augmenter dans les deux types de discours à partir de la période entourant la COP 21. Cette augmentation n'est significative que pour le corpus de presse cependant ($\chi^2 = 25$ vs. 7 dans le corpus expert). Notons néanmoins que la majorité des occurrences de ce concept (20 sur 27) dans le corpus journalistique est issue d'articles ayant été publiés à partir de 2015, soit l'année suivant la sortie du rapport spécial *What now for Climate Justice*, publié par l'International Institute for Climate Action and Theory dans le cadre d'une conférence de presse s'étant tenue lors de la COP 20, en 2014 (IITCAT-3). Aussi est-il ici relativement difficile de déterminer le *sens de circulation* de ce terme et des connaissances qui lui sont associées :

¹⁰³ Nombres arrondis à l'unité près.

les empreintes de fréquence témoignent-elles d'un intérêt concomitant des deux communautés pour ce concept ? Dans le cas de la presse, cet intérêt est-il lié à la publication du rapport spécial précédemment cité ou bien à un contexte sociétal caractérisé par une multiplication des initiatives en lien avec la justice climatique ? À défaut de pouvoir répondre à ces interrogations, nous pouvons nous appuyer sur cet exemple pour interroger l'idée d'une linéarité du processus de diffusion des connaissances, qui circuleraient selon une logique *top-down*, des experts éclairés vers les non-spécialistes profanes. Cette logique n'est en effet pas nécessairement démontrée par les données observées, lesquelles, comme nous le voyons également dans la sous-section qui suit, peuvent en fait la remettre en question.

Quant aux outils de réponse systémiques, comme pour l'arbre représentant la période entourant la COP 15, ils sont majoritairement représentés par des termes relevant de la sous-catégorie [[OUTILS SYSTÉMIQUES] DE GOUVERNANCE]. Notons que celle-ci est marquée par l'apparition de deux nouveaux variants, à savoir *climate accord* (variant de *climate agreement*) et *climate (change) summit* (variant de *climate conference*). Nous relevons également deux termes désignant des outils systémiques financiers, *climate finance* et *divestment*. Ce dernier, mot-valise composé à partir de la forme tronquée *-vestment*, issue du nom *investment*, et du préfixe négatif *di-*, désigne le fait, pour un acteur économique, de retirer d'une entreprise les capitaux qu'il y a investi, ou de cesser d'y investir (Cambridge Dictionary [informatisé] s.d.)¹⁰⁴. De ces deux termes, seul *climate finance* apparaît dans le premier sous-corpus expert et journalistique, où sa fréquence relative est respectivement de 70 et de 3. Il connaît ensuite une augmentation de sa fréquence significative entre les deux premiers sous-corpus, que ce soit dans la presse ($\chi^2 = 11,9$) ou dans les rapports d'expertise ($\chi^2 = 22$). Quant à *divestment*, il n'apparaît dans les listes extraites des deux types de discours qu'à partir du deuxième sous-corpus. Il y présente alors une fréquence relative de 53 pour le sous-corpus de presse et de 19 pour celui représentant les communautés expertes, si bien qu'ici aussi, les données observées ne nous permettent pas de conclure à une diffusion de ce concept des discours experts vers la presse. En fait, ce terme est statistiquement largement plus employé par la presse que par les experts ($\chi^2 = 95,8$). À travers une analyse de ses cotextes d'occurrence dans les deux corpus, nous remarquons par ailleurs que *divestment* y apparaît à plusieurs reprises avec les noms « *campaign* » et « *mouvement* », qu'il modifie, invitant à considérer ce terme comme référant à un phénomène socio-économique relativement précis et localisé dans le

¹⁰⁴ Ce terme n'apparaît pas dans notre corpus de glossaires spécialisés et possède uniquement une définition sur Termium +, qui s'avère être relativement circulaire (« *divestment* : l'action de *diverstir* » (Termium + 2013)). C'est ce constat qui motive notre recours à un dictionnaire de langue générale pour comprendre le sens de *divestment*.

temps. Partant, la différence dans le nombre d'occurrences de ce terme entre le corpus de presse et le corpus expert pourrait être lié à ces caractéristiques du référent : affranchie des contraintes caractérisant la production de connaissances scientifiques, la presse serait en effet plus à même de réagir à l'actualité qui rythme le domaine et dès lors à traiter de phénomènes socio-économiques s'inscrivant dans une temporalité relativement courte, tel qu'une « campagne » de désinvestissement.

2.3. ... autour des COP 25/ 26

2.3.1. Liens entre le changement climatique et d'autres domaines (couche terminologique n°3)

Parmi les unités relevant de la couche 3 et ayant une fréquence relative supérieure ou égale à 15 dans le sous-corpus le plus récent, nous n'en relevons aucune qui n'ait pas été mentionnée dans les listes représentant les deux autres sous-corpus. En fait, les unités les plus fréquentes autour des COP 25/ 26 sont les mêmes que celles relevant du deuxième sous-corpus, à savoir *energy*, *health* et *finance*, lesquelles correspondent également à ce qu'on observe dans le corpus expert à cette période. Nous constatons néanmoins une diminution significative du nombre d'occurrences de *energy* dans le corpus journalistique sur toute la période ($\chi^2 = 5943$), tandis que celles de *health* augmentent ($\chi^2 = 899$), impliquant une réduction de l'écart entre l'importance accordée à la thématique de l'énergie vis-à-vis du CCA et celle accordée aux rapports entre changement climatique et santé.

2.3.2. Arbre conceptuel : termes et familles de termes les plus représentés

2.3.2.1. [DÉCRIRE LE PHÉNOMÈNE]

Dans le troisième sous-corpus journalistique, la description du changement climatique est marquée par l'apparition de nouvelles unités pour désigner des événements climatiques extrêmes par rapport aux deux premiers sous-corpus. Les médias mobilisent ainsi les termes *wildfire*, *storm*, *hurricane*, *extreme heat (wave | event)*, *tornado* et *winter storm*, qui n'apparaissaient pas dans les arbres conceptuels représentant les deux premiers sous-corpus. Parmi ces termes, *tornado* et *winter storm* sont par ailleurs totalement absents de la liste de termes issus du corpus expert et, dans le corpus de presse, ils apparaissent quasi-exclusivement dans des journaux états-uniens. Ce constat témoigne de l'influence du

contexte géographique sur la terminologie mobilisée, les tornades et les tempêtes hivernales étant en effet davantage une réalité aux États-Unis.

En fait (et ces deux exemples permettent de le souligner), le recours à des termes désignant des phénomènes climatiques extrêmes ne reflète pas nécessairement la diffusion des connaissances expertes sur le changement climatique à la presse, dans la mesure où il peut être motivé par des facteurs spécifiques au discours journalistique, tels que la propension à traiter d'événements concrets, actualisés et locaux, et la nécessité de capter l'attention du lectorat. Dans un article consacré à l'étude de l'évolution des représentations du changement climatique par la presse, Peynaud (2018 : 2-3) explique en effet que les médias sont à la recherche de faits, là où la science implique nécessairement une certaine part d'incertitudes et s'appuie sur la réfutation d'hypothèses par définition incertaines. De plus, les discours de presse tendent à être régis par un impératif de proximité par rapport aux lecteurs (ibid.), qui peut se traduire par une tendance des articles de presse à traiter d'événements précis, datés et récents. En tant qu'événements soudains et géographiquement localisés, les phénomènes météorologiques extrêmes tendent à répondre de ce principe de proximité, d'autant plus lorsqu'ils surviennent à l'échelle nationale. Ces caractéristiques amènent également à les considérer comme des *faits* une fois qu'ils ont eu lieu : ils peuvent être clairement observés, décrits, et ce d'autant plus qu'une partie de leurs conséquences se matérialise dès leur survenue. Ainsi, les contextes d'occurrence des unités désignant de tels phénomènes tendent à contenir des références temporelles et géographiques, indiquant que les référents de ces termes correspondent à des événements actualisés : « the **storm** of December 2015 », « the powerful **storm** that swept through the Midwest on Wednesday », « a relatively mild **hurricane** that came ashore Aug. 3 », « a mini **heatwave** that will end as early as tomorrow », etc.

Nous souhaitons enfin attirer l'attention de nos lecteurs sur la multiplication des unités permettant de référer au changement climatique en tant que phénomène, puisque les composés *warming planet*, *climate breakdown*, *global heating*, et *climate emergency* n'apparaissent pas dans les deux premiers arbres conceptuels. Dans la sous-section 1.2.4.2., nous proposons d'étudier plus avant l'évolution des courbes de fréquence de ces composés, afin notamment de situer plus précisément leur origine.

2.3.2.2. [RÉPONDRE AU PHÉNOMÈNE]

La partie [RÉPONDRE AU PHÉNOMÈNE] de l'arbre conceptuel voit apparaître trois nouveaux termes pour désigner l'objectif de réduction des émissions : *net zero (carbon)*

(*emission*), *decarbonisation*¹⁰⁵ et (*carbon*) *neutrality*. Ces trois termes sont en fait mobilisés dès le deuxième sous-corpus expert et journalistique, sans que leur fréquence relative n'y soit suffisamment significative pour les représenter dans notre arbre. Cette croissance est en fait congruente avec la signature de l'Accord de Paris en 2015, qui fait de la décarbonisation un véritable objectif sociétal (Partie 2, chap. 6, section 2.2.2.2.).

Nous ne notons par ailleurs pas d'évolution particulière pour les sous-catégories [DÉVELOPPER DES CAPACITÉS DE RÉSILIENCE ET D'ADAPTATION], [FAVORISER L'ÉQUITÉ] et [GÉRER LES RESSOURCES AUTREMENT], qui restent relativement peu représentées par rapport aux autres sous-catégories définissant notre arbre et par rapport au ratio de représentation observé dans l'arbre expert : là où ces types de réponse représentent respectivement 7, 5 et 7% des termes catégorisés dans l'arbre conceptuel expert, elles n'en représentent que 2, 2 et 1% dans l'arbre représentant la terminologie mobilisée par les médias autour des COPs 25/ 26. De plus, les termes *resilience* et *adaptation* sont statistiquement plus fréquents dans le corpus expert pour les COP 25/ 26, différence qui est à chaque fois fortement significative ($\chi^2 = 145 ; 4$ et $406,2$ respectivement). En fait, si l'on adopte une perspective d'ensemble sur l'arbre en question, on remarque que la partie [DÉCRIRE LE PHÉNOMÈNE] tend à être davantage représentée que la partie [RÉPONDRE AU PHÉNOMÈNE], là où la répartition apparaît plus équilibrée pour la terminologie experte. Ce constat suggère que la diffusion des connaissances des experts vers les médias est relativement hétérogène, ce qui pourrait notamment être motivé par les facteurs liés au domaine de la presse et au discours de la communauté éponyme (facteurs présentés par Peynaud (2018 : 2-3) et cités dans la sous-section précédente) : parce qu'elles ne sont pas nécessairement développées et implémentées, les réponses au changement climatique tendent à impliquer un certain niveau d'incertitudes et à aller à l'encontre du principe de proximité qui régit ce type de discours. De plus, la consolidation du consensus scientifique sur la réalité du changement climatique et sur ses causes anthropogéniques tend à rapprocher les manifestations de ce phénomène de la catégorie épistémique du *fait*, tandis que les solutions pour y répondre sont loin de faire consensus. Nous démontrons ce dernier point dans le dernier chapitre de cette thèse.

Concernant la sous-catégorie [ACTEURS], celle-ci se voit représentée par trois nouvelles unités spécifiques au corpus de presse : *climate activist*, *climate campaigner* et *climate envoy*. Celles-ci ont pour spécificité d'être modifiées par le nom *climate*, dont la relation avec la tête peut être décrite par les gloses « activist for the climate », « campaigner for the climate » et « envoy for the climate », en témoigne pour ce dernier la présence du

¹⁰⁵ Nous ne relevons que deux occurrences du variant *decarbonization*, tandis que *decarbonisation* (avec un s) compte 26 occurrences dans ce sous-corpus.

titre officiel de « US Special Presidential Envoy **for Climate** » dans plusieurs cotextes. Ce titre et les différentes gloses précédemment citées peuvent néanmoins également s'envisager comme résultant d'une forme de réduction syntaxique par ellipse du nom « change », la raison d'être de ces différents acteurs étant en effet le changement climatique (*climate change*) plutôt que le climat au sens large (*climate*). Si ces compositions et la réduction syntaxique dont elles semblent résulter peuvent répondre d'un impératif de concision vis-à-vis de la taille de l'article, elles participent également d'une forme de mise en récit de la question climatique (Fløttum *et al.* 2019, Fløttum 2014 : 7) : elles synthétisent en effet la relation entre deux rôles clés du schéma actantiel de structuration des récits défini par Greimas (1966), à savoir celle d'un sujet (*activist, campaigner, envoy*, ou typiquement dans un récit, le « héros ») à son objet (*climate*), faisant ainsi de l'activisme climatique et de la représentation officielle de la question climatique une *lutte* ou une *quête* pour la défense de l'entité abstraite qu'est le climat. Aussi ces exemples nous invitent-ils à considérer les termes non seulement comme des unités permettant la diffusion des connaissances sur un sujet donné, mais également comme participant de représenter le sujet en question d'une manière spécifique, en l'occurrence ici sous la forme d'un récit impliquant des défenseurs et une entité à défendre ou à représenter. Ces unités peuvent par ailleurs être mises en relation avec celles que nous avons relevées dans le deuxième sous-corpus de presse, qui tendent également à participer de cette fonction de narrativisation en introduisant des « personnages » dans le discours climatique (Fløttum 2014 : 7) : elles désignent en effet des entités pouvant faire figure de « victimes » (*ibid.*) (ex. : *vulnerable group, vulnerable community, developing country*, etc.), d'« opposants » (« villain », notre trad.) (ex. : *climate sceptic | skeptic, emitter*), ou de « héros » (ex. : *climate expert, climatologist*, etc.), les rôles ainsi attribués pouvant varier selon les discours. Dans le contexte journalistique, où l'on relève un certain nombre de « personnages » inédits par rapport aux discours experts, la narrativisation du discours impliqué par le recours à ce type d'unités peut se voir comme une stratégie pour susciter l'intérêt des lecteurs et dès lors accroître le lectorat d'une part, et faciliter la diffusion des connaissances à un large public d'autre part.

3. DOCUMENTER LA DIFFUSION DES TERMES ET DES CONNAISSANCES : ÉTUDES DE CAS

Dans cette section, nous proposons une analyse plus détaillée du processus de diffusion des connaissances en nous attardant plus particulièrement sur les courbes de fréquence de variants dénominatifs correspondant au concept général de *capture et stockage du carbone* d'une part, et de *changement climatique* d'autre part, et en comparant

ces courbes avec celles observées dans le corpus expert. En outre, nous choisissons de distinguer les données relatives au corpus ONG de celles correspondant au corpus OIG afin d'avoir une perspective plus fine sur la façon dont ces concepts se diffusent et notamment sur leur *sens de circulation*, lequel pourrait être influencé par les caractéristiques qui distinguent ces deux communautés. En nous permettant de visualiser relativement précisément la façon dont ces différents variants circulent entre les trois communautés, ces deux études de cas visent à explorer plus avant l'hypothèse d'une non-linéarité du processus de diffusion des connaissances et à identifier d'éventuelles préférences dans le choix des variants en question selon les communautés. De plus, dans le cas des variants relevant du concept de capture et de stockage du carbone, une étude approfondie des courbes de fréquence et des cotextes d'occurrences de ces derniers doit nous permettre de voir si la relative instabilité terminologique observée dans la partie précédente autour de ce concept se répercute dans la presse.

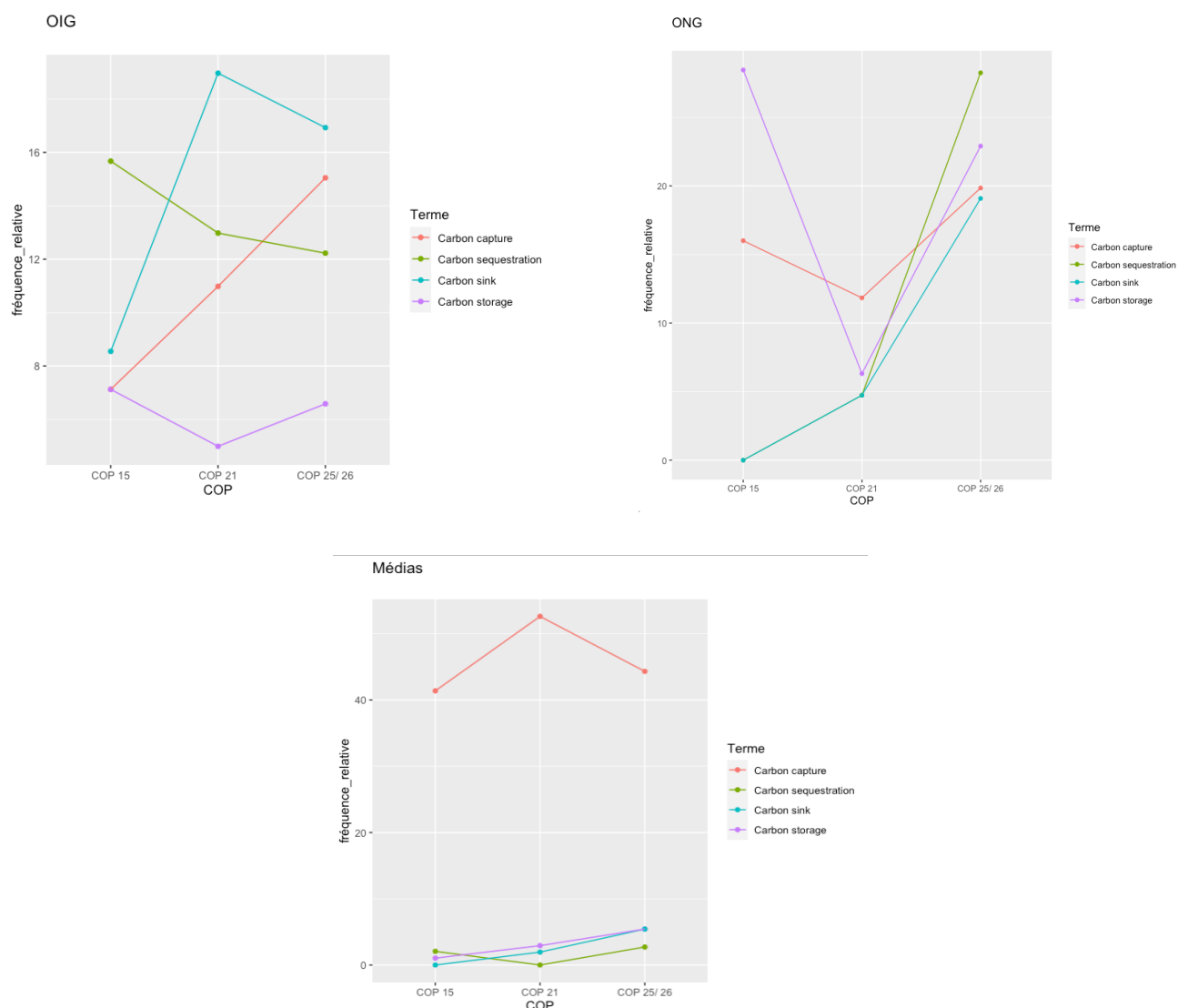
3.1. Étude de cas n°1 : le concept de capture et de stockage du carbone

Dans la partie précédente (Chap. 6, section 1.2.2.2.), nous avons observé une certaine instabilité sémantique autour du concept de capture et de stockage du carbone, exacerbée par une profusion de termes pouvant lui être associés. Aussi proposons-nous d'étudier la façon dont ce concept est repris dans les discours de presse : les médias ont-ils recours aux différentes dénominations identifiées dans les discours experts (*carbon capture and storage*, *carbon sequestration*, *carbon storage*, *carbon dioxide removal* et *carbon sink*) ? Retrouve-t-on une ambiguïté sémantique comparable à celle observée dans les discours d'expertise, c'est-à-dire portant sur le type de gaz séquestré et sur les formes de séquestration considérées dans la comptabilisation des quantités de gaz adsorbées ? La mobilisation de ce concept par la presse traduit-elle une proximité plus grande des discours de cette communauté avec ceux des organisations intergouvernementales ou des ONG ?

Une première observation est que le concept de stockage et de capture du carbone est présent dès le premier arbre conceptuel, où il se matérialise par le terme *carbon capture*, auquel nous ajoutons l'expansion « *and storage* » entre parenthèses, dans la mesure où celle-ci est présente dans la majorité des cotextes d'occurrence de ce terme (29 sur 40). Nous retrouvons ce même composé dans le deuxième et le troisième sous-corpus, mais l'expansion « *and storage* » y est un peu moins systématique (31 sur 54 et 18 sur 49 occurrences contiennent cette expansion dans les sous-corpus « COP 21 » et « COP 25/26 » respectivement) : le terme *carbon capture* apparaît davantage seul par rapport au

premier sous-corpus, ou bien il est augmenté de la tête *technology*, qu'il modifie. En fait, le terme *carbon capture* est le seul à apparaître dans nos trois arbres conceptuels, que ce soit seul, en tant que modifieur (*carbon capture systems*), ou avec une expansion (*carbon capture and storage*, *carbon capture and storage technology*). La seule évolution notoire dans le traitement de ce concept par la presse est l'apparition dans l'arbre le plus récent du terme *storage*, qui est utilisé en tant que tête dans les composés *carbon capture and storage* (18 occurrences), *carbon storage* (6 occurrences), *carbon capture and storage technology* (2 occurrences), ou *capture and storage technology* (1 occurrence). Les termes *carbon sink* et *carbon sequestration* sont par ailleurs respectivement totalement absents des listes de termes extraits des discours de presse ou insuffisamment fréquents et spécifiques dans ces derniers pour être représentés dans les différents arbres conceptuels : le terme *carbon sequestration*, qui apparaît dans la liste de termes extraits du sous-corpus le plus récent (COPs 25/ 26), y présente en effet une fréquence relative inférieure à 3. Afin de voir si l'absence de ces deux unités dans la terminologie issue du discours de presse est liée à une apparition tardive de ces derniers dans le corpus expert, nous proposons de comparer les courbes de leur fréquence relative entre elles et avec celles relatives à *carbon capture* et *carbon storage* dans nos trois corpus (presse, ONG, OIG) : si *carbon sequestration* et *carbon sink* ne sont présents significativement que dans le dernier sous-corpus pour les deux communautés expertes, nous pourrions alors corréliser leur absence dans la presse au fait qu'il s'agit de termes trop récents pour qu'ils se soient diffusés. Dans le cas inverse, nous serons amenée à considérer d'autres facteurs pour expliquer la non-diffusion des termes *carbon sink* et *carbon sequestration* aux discours de presse, l'instabilité sémantique observée dans la partie précédente pouvant être l'un d'entre eux.

Figures 2 et 3 : Évolution de la fréquence relative de carbon capture, carbon sequestration, carbon sink et carbon storage dans les corpus OIG, ONG et « Médias » entre les périodes entourant les COP 15, 21 et 25/ 26



La comparaison de ces trois graphiques nous permet tout d'abord d'observer que les experts tendent effectivement à mobiliser une plus grande diversité de termes que la presse pour traiter de la capture et du stockage du carbone, les médias utilisant quasi-exclusivement le terme *carbon capture*. Cette différence ne semble pas être due à une introduction plus tardive des trois autres termes dans les corpus experts, puisqu'elles y sont mobilisées dès la COP 15, *carbon storage* et *carbon sequestration* étant en fait respectivement les composés les plus utilisés par les ONG et par les organisations intergouvernementales à cette période. On pourrait par ailleurs interpréter le fait que la presse ne mobilise que très peu le composé *carbon storage* comme étant lié au fait que celui-ci est finalement peu mobilisé par les organisations intergouvernementales par rapport aux trois autres composés. Cependant, *carbon capture* était également relativement peu

utilisé par cette communauté autour de la COP 15, alors que sa fréquence relative était déjà supérieure à 40 dans la presse : en outre, il apparaît que les termes mobilisés par la presse pour rendre compte du concept de capture et de stockage du carbone ne soit pas motivés par le traitement qui est fait de ce dernier dans les discours d'expertise. Comment dès lors expliquer la faible fréquence des termes *carbon storage*, *carbon sink* et *carbon sequestration* dans la presse ? Est-ce que *carbon capture* y est utilisé comme un hyperonyme de ces concepts ? La présence de l'expansion « and storage » dans de nombreux cotextes indique que c'est plutôt le concept associé au terme *carbon capture and storage* qui est repris par les médias, à savoir un outil technologique impliquant un processus relativement complexe (« a relatively pure stream of carbon dioxide (CO₂) (...) is separated (captured), conditioned, compressed and transported » (IPCC-2019-2, IUCN-2011) (Partie 2, chap. 6, section 1.2.2.2.1.)). Une analyse des cotextes d'occurrence de *carbon capture* est néanmoins nécessaire pour vérifier cette hypothèse, d'autant plus que les deux derniers sous-corpus présentent une diminution dans le nombre de cotextes contenant cette expansion. Pour ce faire, nous nous appuyons plus spécifiquement sur les stratégies de désambiguïsation utilisées par les médias en discours, dont voici quelques exemples :

[1] « He also said he was now a “complete evangelist” for nascent *carbon capture and storage technology*, **in which emissions are caught and sequestered** (...). » (TEL-2020)

[2] « Expansion of *carbon capture technology* and deployment. **Under the process, carbon emissions produced by power plants and other heavy industry are contained and injected deep into the ground, where saline rock formations can store the gas for centuries.** » (USA-2020-72)

[3] « Equally, carbon capture technology – **where carbon dioxide is stored underground as soon as it is emitted** – has been excluded as it is deemed an unproven method. » (Guardian-182)

[4] « The IPCC considers *carbon capture and storage (CCS)* – **the nascent technology that aims to bury CO₂** – extremely important. » (Guardian-38)

[5] « It's important to note subtle, but significant, wording here, in particular the phrase “and other low-carbon energy” – code for both nuclear power and for “*carbon capture*” **methods of using fossil fuels that capture and sequester carbon dioxide** (...). » (NYT-2)

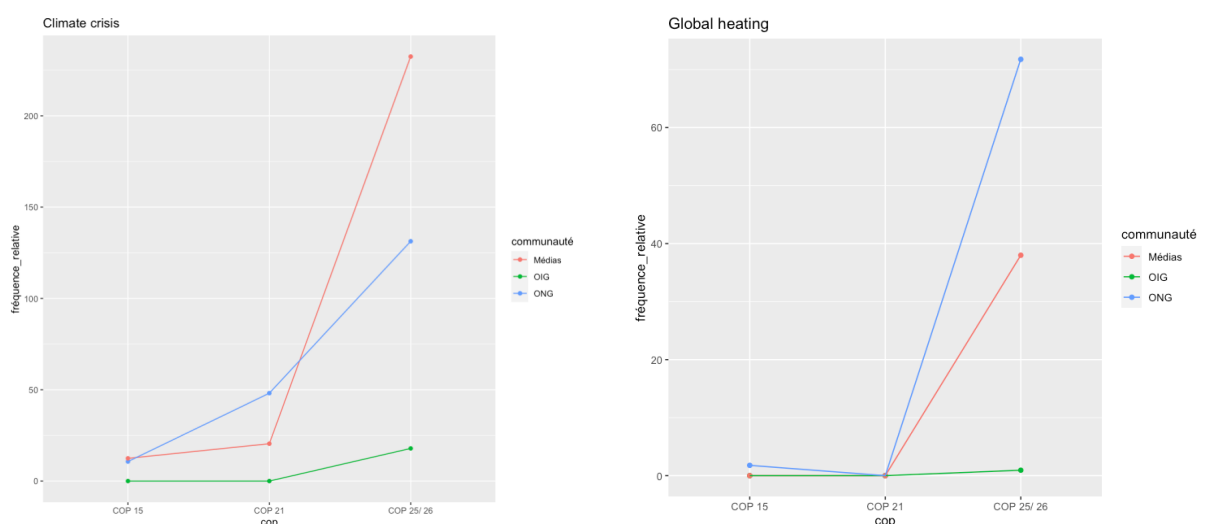
La majorité des stratégies de désambiguïsation identifiées à travers les lignes de concordance (et représentées ici par les exemples [2], [3] et [4]) concernent le composé *carbon capture and storage* et le définissent comme désignant une technologie en développement et qui implique de stocker le carbone sous terre (« stored underground », « injected deep into the ground », « bury CO₂ »). Quant aux premiers et derniers exemples, qui concernent respectivement les unités *carbon capture and storage* et *carbon capture*, ils proposent une définition plus large et relativement paraphrastique de ces procédés : la capture et le stockage du carbone impliquent de « capturer » ([5]) ou d'« attraper » (« caught », [1]) le CO₂ et de le « séquestrer » (« sequester », [1] et [5]), sans que ne soit précisé le réservoir dans lequel le gaz est ainsi stocké, ni l'agent permettant ce procédé. L'absorption du carbone par les végétaux ou le sol, phénomène qui est mentionné dans la définition de *carbon sequestration* proposée par Termium + et impliquant des réservoirs pouvant être désignés par le terme *carbon sink*, semble dès lors ne pas être véritablement considérée par la presse, de même que les mesures anthropogéniques destinées à promouvoir cette séquestration naturelle (ex. : plantation d'arbres, protection des forêts existantes, etc.). Il ne nous est néanmoins pas possible de conclure avec certitude à un lien de causalité entre la variation sémantique constatée dans la terminologie experte autour des termes *carbon sequestration* et *carbon sink* et le fait que ceux-ci, de même que les sèmes qu'ils impliquent, ne soient pas repris dans la presse. Dans le prochain chapitre, nous analysons les cotextes d'occurrence de *carbon capture* dans la presse et montrons notamment que cette technologie est en fait un sujet de débats. En outre, ce pourrait être le caractère polarisant de cette technologie qui expliquerait en partie la focalisation de la presse sur ce concept par rapport à *carbon sequestration* et *carbon sink*.

3.2. Étude de cas n°2 : le concept de changement climatique d'origine anthropique

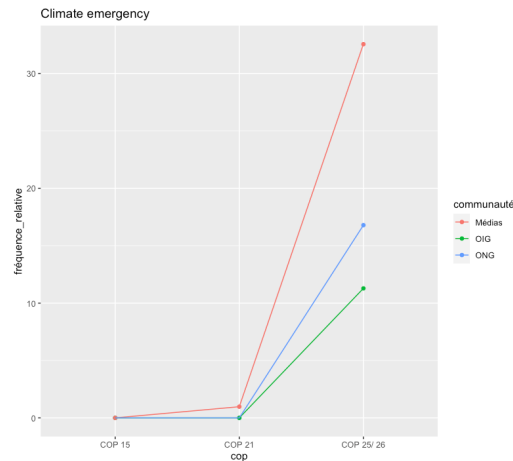
Le dernier sous-corpus journalistique est marqué par l'apparition de quatre nouvelles unités pour désigner le changement climatique contemporain : *global heating*, *climate emergency*, *climate breakdown* et *warming planet*. Parmi celles-ci, les deux dernières n'apparaissent pas dans la liste de termes représentant l'expertise climatique, contrairement à *global heating*, *climate crisis* et *climate emergency*, qui y présentent une fréquence relative totale supérieure à 30 et apparaissent dès lors également dans l'arbre conceptuel associé. Par ailleurs, bien qu'ils partagent le même référent, ces variants ne sont pas équivalents sémantiquement : la tête « heating » (*global heating*) traduit par exemple un niveau de réchauffement plus important que « warming », tandis que les têtes « breakdown », « emergency » et « crisis » impliquent des connotations négatives qui sont

absentes du concept de *changement* dénoté par la tête de *climate change* et qui mettent l'accent sur la gravité du phénomène éponyme. Ce constat invite en fait à s'interroger sur l'origine de ces termes dans la mesure où la présence de connotations semble être peu compatible avec l'impératif d'objectivité et de neutralité typiquement associé aux discours d'expertise scientifique. Néanmoins, nous pouvons faire l'hypothèse que, en raison de sa double fonction d'expertise et de militantisme, les ONG auraient davantage recours à ce type de composés que les organisations intergouvernementales, et qu'il y aurait de ce fait une plus grande proximité entre les discours des premières et ceux de la presse dans la façon dont ces composés « connotés » seraient mobilisés. Aussi proposons-nous de comparer les courbes de fréquence de ces différents composés dans les discours des deux communautés expertes et dans ceux des médias, afin de mieux comprendre la façon dont ils se diffusent. Nous nous appuyons pour ce faire sur la fréquence relative de ces unités dans les différents sous-corpus (qu'elles fassent partie ou non de la liste de termes extraits), que nous calculons en divisant à chaque fois le nombre d'occurrences du terme dans un sous-corpus par le nombre total d'occurrences dans le sous-corpus correspondant et en multipliant le résultat par 440 000. Cette base de normalisation correspond à la moyenne arrondie du nombre total d'occurrences dans chaque sous-corpus (presse, OIG et ONG)¹⁰⁶.

Figures 4, 5 et 6 : *Évolution de la fréquence relative de climate crisis, global heating et climate emergency dans les corpus experts et journalistiques entre la période entourant les COP 15 et 25/ 26*



¹⁰⁶ $(425\ 266 + 451\ 498 + 486\ 419 + 247\ 410 + 557\ 644 + 576\ 338 + 308\ 794 + 440\ 720 + 467\ 837)/9 \approx 440\ 000$



À la vue de ces trois graphiques, on observe tout d'abord un écart relativement important entre les courbes représentant l'évolution de la fréquence relative d'occurrence dans le corpus OIG par rapport à celles associées aux corpus ONG et journalistique : les OIG n'ont recours à *climate crisis* et *climate emergency* qu'à partir du dernier sous-corpus, et ce de manière moindre par rapport aux ONG et aux médias, tandis que *global heating* ne présente qu'une seule occurrence dans ce même sous-corpus. Ce premier constat est congruent avec l'hypothèse formulée en introduction, selon laquelle les ONG et les médias auraient une propension plus importante à avoir recours à ces trois unités que les organisations intergouvernementales. Une comparaison de la somme des fréquences de ces trois unités dans l'ensemble du corpus OIG avec celle correspondant au corpus ONG d'une part et de presse d'autre part révèle ainsi une différence de fréquence à chaque fois très significative entre les deux corpus ($\chi^2 = 232,12$ et $225,8$ respectivement). Néanmoins, ces variants ne sont pas totalement absents des rapports des organisations intergouvernementales : *climate crisis* et *climate emergency* y apparaissent à partir des COP 25/26, où ils présentent respectivement une fréquence relative de 19 et de 12. Ils sont alors mobilisés par la CCNUCC, la Banque Mondiale, le PNUE et le PNUD, mais sont absents des rapports du GIEC. Dès lors, le fait que *climate crisis* soit présent dans les discours des médias et des ONG dès la COP 15 suggère que cette unité s'est en fait diffusée de ces deux communautés vers les discours des organisations intergouvernementales, à l'exception des rapports du GIEC. Nous notons par ailleurs une croissance importante du nombre relatif d'occurrences de ces trois composés à partir de la COP 21 dans les corpus ONG et de presse, évolution que l'on pourrait associer à la signature de l'Accord de Paris en 2015 et qui pourrait traduire une évolution du débat climatique à cette période, marqué par un sentiment d'urgence exacerbé. En outre, l'apparition des unités « urgent » (une occurrence) et « urgency » (7 occurrences) dans les derniers rapports du GIEC (publiés entre 2021 et

2023) alors que celles-ci sont totalement absentes des rapports précédents tend à corroborer cette interprétation.

Le schéma de diffusion de ces trois unités se révèle peu prototypique si l'on considère que les termes d'un domaine sont typiquement introduits par les experts de ce dernier. D'un autre côté, les caractéristiques des unités en question – qui n'introduisent pas de connaissances nouvelles par rapport aux variants *global warming* et *climate change* et qui tendent à impliquer certaines connotations – font de celles-ci des termes peu prototypiques et peut expliquer le schéma de diffusion en question. Ce constat invite à s'interroger sur l'existence d'un vocabulaire du changement climatique composé d'unités qui ne seraient pas issues des discours d'expertise mais plutôt de la presse. Dans le dernier chapitre de cette thèse, nous nous interrogeons plus avant sur le statut de ces unités qui semblent remplir une fonction autre que celle d'indexer des connaissances, leur usage privilégié dans les discours de communautés qui ne relèvent pas de l'expertise climatique « officielle » (Mauger-Parat & Peliz 2013 : 2) en étant l'indice.

4. SYNTHÈSE ET IMPLICATIONS POUR LA FINALITÉ DU DOMAINE

L'analyse en diachronie des termes les plus représentés dans chaque sous-corpus journalistique nous a permis de mettre en avant une certaine diffusion de la terminologie experte à la presse : la présence de nombreuses références à des phénomènes météorologiques extrêmes montre ainsi que les médias tendent effectivement à souligner le lien entre ces catastrophes et le changement climatique, et ce de plus en plus au cours de la période. L'origine anthropique du changement climatique semble également être relativement comprise par les médias, en témoigne la présence de termes désignant des énergies fossiles et des gaz à effet de serre dans les trois sous-corpus, ainsi que la mise en avant du lien entre certains secteurs d'activités (ex. : élevage, énergie) et le changement climatique. Une analyse comparée de ces termes en discours serait néanmoins nécessaire pour évaluer la façon dont les concepts qu'ils désignent sont traités dans la presse, d'autant que nous avons relevé plusieurs indices d'une relative variation conceptuelle entre les discours de presse et ceux des experts (notre analyse des termes *biomass* et *uncertainty* illustre ce point). Aussi la diffusion des termes n'est pas nécessairement synonyme de diffusion des connaissances qu'ils indexent dans la mesure où le contenu conceptuel des termes (qui correspond à ce que nous entendons par *connaissances* en terminologie) peut se voir affecter par un processus de simplification, à des fins par exemple de vulgarisation.

Nous traitons plus avant de cet aspect de la diffusion des connaissances dans le dernier chapitre, où nous nous interrogeons plus spécialement sur les formes, motivations et implications de cette variation conceptuelle.

Par ailleurs, les questions d'adaptation, de résilience, de gestion des ressources et de justice climatique se sont avérées moins représentées dans les discours de presse par rapport aux autres aspects de la question climatique précédemment cités, alors que ces concepts correspondent à des formes de réponse au CCA qui sont incontournables dans les discours d'expertise. Aussi, on peut se demander si leur sous-représentation dans les médias ne pourrait pas avoir une influence négative sur la capacité à répondre aux enjeux climatiques, qui est conditionnée par une certaine connaissance des formes de réponse possibles (Moser 2006, Jensen 2002).

À l'inverse, nous avons relevé plusieurs unités qui sont davantage mobilisées par la presse, telles que *fracking* et *shale gas*. Ces dernières, qui réfèrent à des phénomènes ayant gagné en importance sur une période donnée, reflètent par leur présence la plus grande possibilité pour les médias de répondre à une actualité plus ou moins immédiate et ainsi de traiter de certains phénomènes plus rapidement que les experts, qui sont contraints par les principes régissant la production de connaissances scientifiques (réalisation d'un état de l'art, expérimentation, examen par les pairs, etc.). Nous avons dès lors proposé d'interpréter ces différences comme étant motivées par des caractéristiques propres à chacun des deux types de discours, telles que le principe de proximité vis-à-vis de son lectorat pour la presse ou le fait de traiter avant tout de faits, principes qui ne sont pas forcément compatibles avec le traitement de solutions hypothétiques et incertaines mais qui peuvent favoriser la couverture d'événements actualisés, immédiats et nationaux. Partant, ces différences invitent à relativiser l'idée d'un modèle de diffusion *top-down* des connaissances, selon lequel celles-ci émaneraient de la science qui les diffuserait alors aux instances profanes, dont « l'ignorance » leur conférerait une position subalterne dans le processus global de description et de représentation du changement climatique. Plutôt, elles nous amènent à considérer l'existence de différents canaux de diffusion, tous régis par leurs propres règles mais participant conjointement de ce travail de définition.

Cette perspective invite néanmoins à reconsidérer ce qui est entendu par *connaissances* : est-ce que des termes principalement mobilisés par la presse, voire introduits par elle, indexent des connaissances (auquel cas, le recours aux désignations de *concept* et de *terme* pour les unités concernées seraient également à interroger) ? Si les exemples de *fracking* et *shale gas*, qui possèdent une fiche terminologique sur Termium +, invitent à répondre par l'affirmative, il est plus difficile d'avancer une telle conclusion pour *climate breakdown*, qui n'est pas lexicalisé et implique certaines connotations. Dans le dernier chapitre, nous explorons plus avant cette interrogation en comparant le traitement

discursif de termes partagés par les experts et par les médias et en nous appuyant sur une étude de la néologie pour identifier des unités relevant du domaine du changement climatique mais ayant d'autres fonctions que celle de diffuser des connaissances.

CHAPITRE 9 – DÉTERMINOLOGISATION, VARIATION CONCEPTUELLE ET NÉOLOGIE MILITANTE : DÉPASSER LES CONNAISSANCES POUR ORIENTER L’ACTION CLIMATIQUE

À travers ce chapitre, nous proposons de dépasser la fonction d’indexation des connaissances prototypiquement associée aux termes et l’impératif de neutralité impliqué par cette fonction, afin de mettre en avant le potentiel de ces unités à participer à, voire à constituer, des stratégies au service de certains types de réponse à la problématique climatique. L’enjeu de cette démonstration est d’avoir une vision plus exhaustive du rôle des termes vis-à-vis de la finalité du domaine, en l’occurrence par rapport à l’objectif d’action climatique.

Nous avons jusqu’à présent analysé les connaissances qui définissent le domaine du changement climatique et la façon dont elles se diffusent, en nous appuyant pour ce faire sur une fonction bien spécifique des termes : celle d’indexer les connaissances en question. En ce sens, nous nous sommes intéressée au rôle que peut jouer la terminologie (en tant que discipline) par rapport à deux aspects de la finalité du domaine telle que définie dans la première partie de cette thèse, à savoir la réduction des lacunes dans les connaissances autour du changement climatique et leur diffusion. Sans remettre en question l’importance de cette fonction d’indexation des connaissances, nous défendons l’idée qu’étudier les termes sous cet angle unique est limité dans un domaine tel que celui du CCA, dont la finalité implique d’aller au-delà des connaissances sur le changement climatique pour s’engager dans l’action¹⁰⁷. En outre, si l’on admet d’une part que diffuser davantage de connaissances scientifiques ou un contenu informationnel plus clair et accessible (« more or clearer information from scientists » (Hulme 2009 : 215)) (Chap. 7, section 1.3.2. de cette partie) n’entraîne pas nécessairement une plus grande mobilisation citoyenne autour des enjeux climatiques (ibid., Moser 2016 : 352, 2006 : 5-6, Jensen 2002), et d’autre part que les termes indexent l’information en question, on peut interroger l’idée qu’une terminologie plus stable et accessible (« clearer information ») et qu’un développement et une diffusion accrue de cette dernière (« more information ») seraient nécessaires pour permettre l’action climatique : si ce triple objectif (stabilisation, développement et diffusion de la terminologie) peut participer à la réduction des lacunes dans les connaissances et à la diffusion des connaissances en question, il ne garantit en rien l’actualisation du troisième aspect de la finalité du domaine, à savoir la mise en place de mesures pour répondre au changement climatique, que nous avons défini comme étant l’action climatique.

¹⁰⁷ Voir Partie 1, chap. 3, section 3.3.

Selon Hulme (2009), cette non-corrélation entre connaissances et actions serait liée à la coexistence d'une multitude de croyances et de représentations autour du changement climatique et de la façon dont il convient d'y répondre (Chap. 7, section 1.3.2. de cette partie). En effet, cette diversité fait que les connaissances en question ne sont pas interprétées de la même façon selon les communautés, et que les mesures qui relèvent de l'action climatique n'emportent pas suffisamment l'adhésion pour pouvoir être pleinement implémentées. Or, dans le premier chapitre de cette partie, nous avons présenté les médias comme une instance qui tend à relayer, si ce n'est à produire, certaines de ces représentations. Nous avons également expliqué que les termes, lorsqu'ils sont mobilisés dans ce type de discours, pouvaient à la fois cristalliser ces dernières et participer à leur émergence. Ce postulat, qui mobilise donc la fonction communicative des termes (Cabré 2000 : 36), nous permet, dans une première section, de partir des termes et de la façon dont leur usage varie entre les discours experts et de presse pour documenter certaines des représentations en question et évaluer leur propension à conditionner, limiter ou inciter à l'action climatique. Dans un deuxième temps, nous montrons que ce dépassement des connaissances peut également se faire par la néologie, dont nous analysons les manifestations et les fonctions dans la presse en prêtant une attention particulière aux unités qui catalysent des connotations positives ou négatives.

Aussi ces deux sections constituent-elles une invitation à dépasser la fonction cognitive et référentielle du terme, considérée comme un trait prototypique voire définitoire de ce dernier, pour voir s'il peut être amené à assumer une fonction performative, persuasive, voire militante. Par conséquent, cette ultime étape de notre étude nous conduit également à interroger le statut des unités à partir desquelles nous étudions ce dépassement de la fonction référentielle : une unité assumant une fonction autre perd-elle son statut de *terme* ? Présente-t-elle des caractéristiques morpho-sémantiques spécifiques, qui la distinguent de ce que serait un terme prototypique ? Traduit-elle un *degré de termicité* (Humbley 2018) moindre ?

1. DÉTERMINOLOGISATION, VARIATION CONCEPTUELLE ET REPRÉSENTATIONS SOCIALES : LES CONNAISSANCES À L'ÉPREUVE DE L'OPINION PUBLIQUE

À travers cette première section, nous démontrons que l'appropriation par les médias de la terminologie du changement climatique se traduit par une variation conceptuelle motivée par des représentations sociales particulières, lesquelles tendent à dicter la façon dont il conviendrait de répondre aux enjeux climatiques. Cette démonstration doit nous permettre d'avoir une meilleure compréhension des représentations en question et des

cadres permettant leur matérialisation en discours. Par extension, cette étude peut être un moyen d'identifier des paramètres discursifs et sociaux pouvant faire obstacle à ou influencer l'engagement public et l'action climatique. Nous nous appuyons pour ce faire sur une analyse de la variation diachronique des termes entre les discours experts et les discours de presse (déterminologisation). Plus spécifiquement, nous proposons d'observer la variation conceptuelle qui se manifeste autour de deux concepts clés du domaine, à savoir le concept de capture et de stockage du carbone et celui de risque climatique, et d'identifier, à partir des manifestations de cette variation, d'éventuelles représentations sociales divergentes à propos de ces concepts.

Deux raisons principales motivent le choix de ces deux études de cas. Tout d'abord, ces deux concepts tendent à avoir une certaine importance pour penser l'action climatique, la capture du carbone constituant un outil de mitigation du CCA, tandis que le risque climatique conditionne en partie l'adaptation et ses modalités ainsi que la nécessité d'atténuer le CCA. La seconde motivation est méthodologique : nous avons en effet étudié le traitement de ces concepts au sein des discours experts dans la partie précédente (Chapitre 6) et possédons dès lors un certain socle de connaissances pouvant nous servir de référence pour leur étude dans la presse, où il s'agit justement de voir si le socle en question est amené à varier. Par ailleurs, nous avons observé une certaine variation et instabilité autour de ces concepts dans les discours experts, laquelle tend à prélude à la possibilité d'une pluralité de représentations autour de ces derniers dans la presse. Les deux sous-sections suivantes sont donc consacrées à ces deux études de cas, que nous menons en nous appuyant sur la méthodologie présentée dans le premier chapitre de cette partie (section 3.1.2.)

1.1. Étude de cas n°1 : le concept de capture et de stockage du carbone

1.1.1. Établir une référence : définition terminographique et discours des experts

L'étude de cas consacrée à la variation diachronique et diachronique des différentes dénominations relevant du concept hyperonymique de capture et de stockage du carbone entre les discours experts et les discours de presse (Chap. 8) a montré que la presse utilisait majoritairement le terme *carbon capture*, auquel s'ajoute parfois l'expansion « and storage ». C'est donc ce composé précis que nous étudions à travers cette sous-section, dans la mesure où les autres termes pouvant être associés au concept de capture et de stockage du carbone (ex. : *carbon sink*, *carbon sequestration*, *carbon storage*) ne sont pas

suffisamment fréquents dans le corpus de presse pour que les listes de leurs principaux cooccurrents soient comparables avec celles issues du corpus expert. Rappelons par ailleurs la définition de *carbon capture and storage*, qui est commune aux glossaires du GIEC et de l'UICN et, exception faite d'une formulation relativement différente, à Termium + :

« A process in which a relatively pure stream of carbon dioxide (CO₂) from industrial and energy-related sources is separated (captured), conditioned, compressed and transported to a storage location for long-term isolation from the atmosphere. » (IPCC-2019-2, IUCN-2011).

À partir de cette définition, nous avons mis en avant différents traits sémantiques qui caractérisent le concept de capture et de stockage du carbone (Partie 2, chap. 6, section 1.2.2.1.) : celui-ci désigne un procédé impliquant au moins cinq étapes (la capture, le conditionnement, la compression, le transport, et le stockage dans un réservoir), il nécessite une intervention humaine, le gaz qu'il permet de séquestrer est le dioxyde de carbone, lequel est capturé au niveau de la production industrielle et énergétique humaine. Il s'agit donc d'une technique bien spécifique et relativement complexe.

Ces différents traits sémantiques nous servent de référence pour analyser, dans une prochaine sous-section, le traitement du terme-concept *carbon capture (and storage)* dans les discours journalistiques. Plus précisément, à l'appui de la définition de la déterminologisation présentée dans le premier chapitre de cette partie (section 3.1), nous y évaluons l'hypothèse selon laquelle une partie seulement de ces traits sémantiques y est activée, tandis que d'autres traits apparaissent, qui traduisent des représentations et idéologies spécifiques autour du référent.

1.1.2. Comparaison experts-presse : collocations et analyse du discours

Dans cette sous-section, nous nous appuyons sur une étude de la variation cooccurrentielle entre les discours de presse et les discours d'expertise et sur une sémantique discursive pour mettre en avant les différentes représentations qui peuvent se cristalliser autour du terme-concept de *carbon capture (and storage)*. Nous distinguons par ailleurs les discours des OIG et ceux des ONG, notre analyse de la variation conceptuelle entre ces deux communautés (Partie 2, chap. 6) ayant montré qu'elles pouvaient avoir différents points de vue sur un même concept.

1.1.2.1. Premières observations à partir de la variation cooccurrence

Cette étude s'appuie sur une méthodologie qui consiste en deux étapes, décrites dans le premier chapitre de cette partie (section 3.1.2.). Ainsi, nous extrayons tout d'abord les cooccurents lemmatisés¹⁰⁸ les plus spécifiques du terme *carbon capture* dans la presse et comparons les 30 premiers d'entre eux à ceux issus des discours des ONG d'une part et des organisations intergouvernementales d'autre part. Nous faisons porter notre requête sur le composé *carbon capture* plutôt que sur *carbon capture and storage*, afin de tenir compte des différents variants dénommatifs de ce terme relevés dans la partie précédente : « carbon capture », « carbon capture technology », « carbon capture and storage technology ». Le tableau suivant présente les 15 premiers des 30 cooccurents observés¹⁰⁹ :

Tableau 16 : *Quinze cooccurents de carbon capture les plus spécifiques dans les corpus OIG, ONG et « Médias »*

OIG	ONG	Médias
storage (29 ; 65)	storage (32 ; 47)	storage (79 ; 156)
BECCS (8 ; 17)	CCS (15 ; 24)	technology (63 ; 73)
bioenergy (8 ; 16)	BECCS (5 ; 11)	CCS (18 ; 30)
CCS (5 ; 10)	utilization (5 ; 10)	bioenergy (7 ; 15)
BioCCS (2 ; 6)	bioenergy (5 ; 7)	nuclear (15 ; 14)
hydrogen (3 ; 6)	biofuels (5 ; 7)	1bn (8 ; 12)
biomass (4 ; 5)	sequestration (4 ; 6)	£ (10 ; 11)
technology (6 ; 5)	nuclear (6 ; 5)	hydrogen (7 ; 9)
carbon (10 ; 4)	Manufacturing (3 ; 5)	fit (6 ; 8)
hybrid (2 ; 4)	Office (4 ; 5)	Beccs (4 ; 7)
energy (7 ; 4)	technology (10 ; 5)	fossil (14 ; 7)
utilize (2 ; 4)	speculation (2 ; 5)	new (20 ; 6)
plus (2 ; 3)	fossil (8 ; 5)	fuel (15 ; 6)
seed (2 ; 3)	Bioenergy (2 ; 4)	plant (12 ; 6)
reliance (2 ; 3)	fuel (10 ; 4)	unproven (3 ; 6)

¹⁰⁸ Comme pour l'analyse de la variation conceptuelle au niveau de l'expertise climatique (Chap. 6), nous utilisons la fonction « cooccurrences » du logiciel TXM (Heiden *et al.* 2010) et réglons la fenêtre contextuelle considérée à 10 mots sur la gauche et 10 mots sur la droite et les seuils de fréquence et de spécificité à 2. Nous nettoyons les listes de cooccurents ainsi extraites en supprimant les signes de ponctuation et les mots grammaticaux (prépositions, articles), mais conservons les nombres et unités de mesure.

¹⁰⁹ La liste complète est accessible via <https://hdl.handle.net/11403/climate-discourses>. Il est stocké dans le dossier « Tableurs des données issues des corpus » et correspond au fichier « COOC_Presse_OIG_ONG.xlsx ».

À partir de ce tableau, on peut tout d'abord observer l'importance du cooccurrent « storage » dans les trois corpus, qui illustre plus avant le fait que le terme apparaît souvent avec l'expansion « and storage », laquelle désigne la cinquième étape du procédé éponyme (cf. définition *supra*). La présence de plusieurs cooccurrents dénotant des énergies fossiles dans les listes d'unités correspondent aux corpus « Médias » et ONG (ex. : *fossil fuel, coal*) suggère par ailleurs l'activation du trait sémantique [+carbone issu de la production d'énergie], qui fait partie de la définition du concept. En parallèle, en observant les 30 cooccurrents les plus spécifiques, on remarque une différence dans le type de stratégies de séquestration présentées dans les trois corpus, les ONG, et plus encore les organisations intergouvernementales, mobilisant une plus grande diversité de concepts et de techniques que la presse : on trouve ainsi dans les discours de ces derniers des références à l'afforestation (« afforestation »), à la technologie de captage et d'utilisation du carbone¹¹⁰ (« utilization », « utilize »), et à l'élimination du gaz carbonique (« removal »), catégorie désignée par le terme *carbon dioxide removal* et qui regroupe toute forme d'intervention humaine visant à séquestrer le CO₂ déjà présent dans l'atmosphère. Par ailleurs, on relève également des connotations potentiellement négatives dans les discours de la presse (« unproven ») et des ONG (« speculation »), ainsi que des cooccurrents soulignant la récence de cette technologie dans la presse (« nascent », « new »). Enfin, notons que les médias semblent accorder une certaine importance à la thématique du financement, puisque nous relevons trois cooccurrents (« \$ », « 1bn », « fund ») y faisant allusion, tandis que cette thématique n'est pas représentée parmi les 30 cooccurrents les plus spécifiques aux deux autres types de discours.

À partir de ces observations et d'une analyse des cotextes d'occurrences des cooccurrents ayant ainsi retenu notre attention, nous pouvons identifier trois grands points de débat autour du concept de *carbon capture*, que nous décrivons dans les trois sous-sections suivantes.

1.1.2.2. *La capture du carbone est-elle une technologie accessible et opérationnelle pour mitiger le changement climatique ?*

Un premier cadrage émergeant des discours de presse implique de présenter la capture et le stockage du carbone (CSC) comme une technologie relativement nouvelle, cadrage entre autres porté par les cooccurrents « nascent », « new », « development » et « unproven ». Si cette connotation est congruente avec la lexicalisation récente (2011) du

¹¹⁰ Celle-ci est désignée par le terme *carbon (dioxide) capture and utilisation* (CCU), dont le sens diffère de l'hyperonyme *carbon capture and storage* dans la mesure où il implique d'utiliser le CO₂ capturé pour la production d'autres biens (IPCC 2018 : 544).

terme désignant cette technologie¹¹¹, elle invite également à s'interroger quant à l'opérationnalité et à la fiabilité de cette technologie. En outre, cette question tend à être un objet de débat à l'échelle de la sphère médiatique anglophone, où elle est appréhendée selon différentes perspectives, que les cotextes suivant visent à illustrer :

[1] « However, Anderson said too many models for tackling climate change relied on **“unproven technologies far in the future”**, such as *carbon capture and storage*. “Perhaps we’ll be lucky and they will work at huge planetary scale – but it’s one hell of a **gamble.**” » (Guardian-2020-52)

[2] « Most interestingly, \$ 100m of that sum will go to fund a new “centre for natural *carbon capture*” at Yale University. It is a revealing reminder that, for many companies, the scientific advances required to reach their net-zero aspirations simply **haven't been developed yet.** » (FT-2021-66)

[3] « *Carbon capture and storage is yet to be demonstrated at full scale (...).* » (Telegraphx14)

Dans ces différents extraits, la capture du carbone est décrite comme une technologie qui n'en est qu'à ses débuts et, dans le premier et le troisième extrait, qui n'a pas encore fait ses preuves. Dans le premier extrait, cette idée se double d'une connotation négative par l'usage des lexies « unproven » et « gamble », qui invitent à considérer le fait de compter sur la capture du carbone pour réduire les émissions comme étant un pari risqué. Ce cadrage du Guardian traduit ainsi une certaine réticence vis-à-vis de cette technologie. Cette position est en outre légitimée par la mention d'un expert, Kevin Anderson, introduit en début d'article comme étant « one of the world's leading climate scientists ». En mentionnant cet expert, le journal a en effet recours à une stratégie dite d'*attribution* (Nikitina 2020 : 60, Sinclair 1986), qui consiste à citer une source extérieure faisant autorité afin d'appuyer l'argument que l'on souhaite défendre. En [2], c'est le projet d'un centre universitaire dédié à la recherche sur la capture du carbone qui souligne la récence de cette technologie, laquelle apparaît alors comme étant encore au stade du prototype et semble dès lors loin d'être opérationnelle.

Dans d'autres articles en revanche, ces interrogations quant à l'opérationnalité de la capture et du stockage du carbone sont plus nuancées, voire contredites :

¹¹¹ Si l'idée d'une usine permettant de capturer le carbone est née en 1938, ce n'est qu'en 1972 qu'un projet permettant de séquestrer ce gaz et de le stocker dans le sol a vu le jour : il s'est en outre concrétisé dans le champ pétrolifère de Sharon Ridge, au Texas (Varanasi 2019).

[4] « There are many technologies that are pre-commercial that can be brought to the market place **in the near future** (with appropriate policy frameworks) to further reduce emissions cost effectively, for example, *carbon capture and storage*, future generation biofuels, electric cars. » (FT-2008-29)

[5] « For instance, *carbon capture and storage* is supposed to be available starting in about 10 years. Second-generation biofuels are assumed to come into play by 2020. Hydrogen fuel cells and power storage technology are deployed starting around 2030. **But these technologies all exist today and seem reasonably scalable.** » (NYT-80)

[6] « The parliamentary advisory group said the technology for *carbon capture and storage* (CCS) **is ready to go immediately** and should cut costs below 85 per megawatt hour **by the late 2020s** if launched with sufficient conviction and on a large scale. » (Telegraph-77)

En [4], la coordination dans une même proposition de *carbon capture and storage* au composé désignant les voitures électriques (« electric vehicle »), qui sont quant à elles déjà commercialisées, met sur le même plan ces deux technologies, participant ainsi à une relative normalisation de la première. Le complément circonstanciel de temps « in the near future », qui contraste avec le complément « far in the future » dans l'extrait du Guardian (*supra*) ([1]), crée quant à lui une certaine proximité temporelle avec le lecteur, tandis que les conditions qui viendraient relativiser la possibilité pour cette technologie d'être effectivement commercialisée sont reléguées au statut de complément entre parenthèses (« (with appropriate policy frameworks) »). En [5], la mobilisation du champ lexical de la raison (« reasonably scalable ») invite à rejeter l'idée d'une technologie futuriste voire utopiste, de même que le syntagme verbal « all exist today » permet d'ancrer cette dernière dans le réel. Les incertitudes autour de la CSC sont également réfutées en [6], notamment à travers l'adverbe « immediately », tandis que plus loin dans l'article, le journal met en avant les avantages de la CCS par rapports aux énergies renouvelables (« Unlike other renewables, CCS does not alter with the weather or suffer from intermittency »), invitant ainsi à prioriser le développement de cette technologie par rapport à d'autres stratégies de réduction des émissions, impliquant une transition énergétique. De plus, ces différents extraits s'appuient sur un argument financier pour souligner l'accessibilité de la CSC, dont le déploiement serait « cost effectiv[e] » ([4]), « reasonably scalable » ([5]) et devrait permettre de réduire les prix de l'énergie « below 85 per megawatt hour » ([5]).

Ainsi ces différents arguments constituent-ils des formes de contradiction de ceux présentés dans les extraits [1], [2] et [3], représentant, autant qu'ils alimentent, un débat autour de la disponibilité et de l'accessibilité de la technologie de capture et de stockage du carbone. En parallèle, ce débat peut se trouver exacerbé par une certaine incertitude au

sein des discours d'expertise autour de cette technologie. Ainsi, à propos de différentes technologies devant permettre de réduire les émissions de gaz à effet de serre et dont la CSC fait partie, le GIEC explique d'une part que la fiabilité technique de ces dernières a été prouvée à différentes échelles, et d'autre part que la possibilité de les déployer à large échelle n'est pas garantie :

« These options are technically proven at various scales but their large-scale deployment may be limited by economic, financial, human capacity and institutional constraints in specific contexts, and specific characteristics of large-scale industrial installations. » (IPCC-2018-1)

En outre, cet extrait présente une vision plus complexe de la propension de la CSC à constituer une solution concrète pour réduire les émissions, en soulignant le fait que celle-ci ne dépend pas seulement de facteurs techniques mais également d'une combinaison de facteurs économiques, financiers, logistiques et humains. Par ailleurs, le fait que les articles du New York Times (extrait [5]) et du Financial Times (extrait [4]) aient été publiés avant ceux présentant la CSC comme une technologie qui n'est pas encore prête à être déployée (en 2014 et 2008 respectivement) suggère que les arguments mis en avant par ces deux articles, à savoir l'idée que la capture du carbone serait au contraire tout à fait opérationnelle, ne sont pas le reflet d'évolution techniques et scientifiques du domaine mais bien de différents points de vue sur cette technologie. Plutôt, ces points de vue sont constitutifs d'un débat portant non seulement sur la disponibilité et la fiabilité de la CSC, mais plus largement sur la nécessité et l'intérêt qu'il y a à promouvoir ou non le déploiement de cet outil : l'idée d'une technologie incertaine et coûteuse peut par exemple inviter à s'appuyer sur d'autres mesures d'atténuation du changement climatique (ex. : mesures de sobriété, transition énergétique, promotion du nucléaire, etc.), tandis que le fait de présenter cette dernière comme étant opérationnelle pourrait constituer une stratégie visant à relativiser la nécessité de ces autres mesures, et notamment de celles qui seraient les moins populaires. Nous explorons cet aspect du débat plus spécifiquement dans la prochaine sous-section.

1.1.2.3. Faut-il effectivement promouvoir et déployer la capture du carbone ?

La capture du carbone est par définition une technologie qui peut participer à réduire les émissions de CO₂, notamment issues de l'industrie fossile, ce qui en fait une stratégie possible d'atténuation du changement climatique. Cette idée se matérialise en outre dans

nos trois listes de cooccurrents à travers les lexies « negative [emission] » (corpus presse et OIG) et « mitigate » (ONG). En parallèle, les cooccurrents « fund », « development » (presse), « deploy » (ONG), « promote » et « deployment » (OIG) indiquent que le déploiement de cette technologie est envisagé. À travers une analyse portant plus spécifiquement sur les cotextes de ces cooccurrents dans la presse, on peut en fait identifier différents positionnements quant à la perspective de ce déploiement, certains mettant en avant les risques associés à la promotion de cette technologie tandis que d'autres la présentent comme une opportunité :

[7] « “We can **dramatically reduce** our CO₂ emissions, create **tens of thousands** of jobs, and give our domestic industry **a great stimulus** by making use of technologies which are now well understood and fully proved,” he said. » (Telegraph-77)

[8] « And the Government has pledged to **continue to support the oil and gas industry**, as long as it also slashes emissions from production and invests in green energy such as hydrogen and *carbon capture*. » (TEL-2021-72)

[9] « One thing the Republican climate plans won't do, though, is cut the use of fossil fuels most responsible for heating up the planet. Party leaders openly acknowledge that they hope to **solve global warming without sacrificing coal, gas or oil**. “I think that's possible” said Representative David B. McKinley, a West Virginia Republican. Mr. McKinley is writing bipartisan legislation with Representative Kurt Schrader, an Oregon Democrat, that would **fund the development of carbon capture technology in exchange for delaying federal regulations for a decade**. » (NYT-2020-18)

[10] « Net zero is a scam. **It is used as a smokescreen to avoid actual transition away from fossil fuels and carry on business as usual** by relying on unproven *carbon capture technologies* and offsets, said Sebastien Duyck, senior attorney from the Centre for International Environmental Law (CIEL) and an official observer. » (GUA-2021-98)

Dans les extraits [8] et [9], la CSC est présentée comme un moyen de compenser pour les émissions produites par l'industrie fossile et, par extension, de garantir la survie de cette industrie, positionnement dans les deux cas attribué à une instance politique, en l'occurrence conservatrice (« the Government »¹¹², « the Republican », « Party leaders », etc.). En [7], où « technologies » réfère à la capture et au stockage du carbone, le Telegraph va jusqu'à présenter cette dernière comme étant un moyen de revitaliser l'économie britannique en créant de nouveaux emplois, idée qui est en l'occurrence attribuée à Lord

¹¹² Le gouvernement dont il est question ici est celui dirigé par le conservateur Boris Johnson, au pouvoir entre 2019 et 2022.

Oxburgh, ancien président non-exécutif de la compagnie pétrolière Shell. À travers les références à cette figure de l'industrie pétrolière, ce cadrage positif de la CSC, qui est en fait annoncé dès le titre de l'article (« Carbon capture project “can revive parts of UK” »), apparaît comme une stratégie discursive permettant de protéger les industries fossiles et dont la promotion de cette technologie serait la pierre angulaire. En [10] à l'inverse, la CSC est explicitement critiquée par le journal libéral The Guardian, qui la présente comme étant au service d'une stratégie « net-zero », laquelle serait une « escroquerie » (« scam ») et un « paravent » (« smokescreen ») pour éviter d'avoir à prendre des mesures de mitigation plus radicales. Notons également que l'idée d'une technologie non éprouvée (« unproven ») participe à cette stratégie de discréditation. Par ailleurs, on retrouve plus ou moins ce cadrage négatif de la CSC comme un outil « anti-transition » (Cox *et al.* 2020) dans les discours d'expertise :

[10] « Thus far, **this action has largely been restricted to promoting carbon capture and storage and minimizing emissions from extraction processes**. However, as this year's report shows, these measures alone are insufficient; they **cannot substitute for a global, long-term wind down of coal, oil, and gas. A global transition away from fossil fuels is paramount to avoiding dangerous climate change**, saving millions of lives from air pollution, ending harm to local communities in extraction frontiers, and protecting our biodiversity and ecosystems. » (UNEP-2021)

[11] « [I]t is renewable energy together with energy efficiency and energy conservation – **and not carbon capture and storage** – that has to increase worldwide so that the primary cause of climate change – the burning of fossil fuels like coal, oil and gas – is stopped. » (GP-2015-2)

Dans l'extrait [11], l'ONG Greenpeace formule explicitement son rejet de cette technologie, lequel se manifeste symboliquement dans la syntaxe par la mise entre tirets du terme la désignant. L'ONG y présente notamment la cause du changement climatique comme étant l'industrie fossile plutôt que les émissions de CO₂ : elle pointe ainsi du doigt un référent concret et localisé qui, en ce sens, peut et doit être arrêté, tandis que la promotion des technologies de capture et de stockage du carbone irait à l'encontre de cette nécessité. Parallèlement à cette opposition au déploiement mondial de la CSC, d'autres types de réponses sont mises en avant, tels que le développement des énergies renouvelables (« renewable energy ») et les mesures de sobriété (« energy conservation »). Dans l'extrait [10], issu d'un rapport du Programme des Nations unies pour l'environnement (corpus OIG), c'est le fait de s'appuyer uniquement sur la CSC qui tend à être critiqué, puisque cette approche est décrite comme étant « insuffisante ». L'organisation onusienne va plus loin

cependant, défendant l'idée d'un retrait total des énergies fossiles (« A global transition away from fossil fuels is paramount to avoiding dangerous climate change »), s'inscrivant dès lors en porte-à-faux avec certains des cadrages identifiés dans la presse (*supra*) qui impliquent de justifier l'investissement dans cette technologie en la présentant comme un moyen de protéger l'industrie fossile.

Ainsi, le fait que la CCS s'adresse aux industries fossiles ou énergétiques émettant du CO₂, qui constitue un trait sémantique définitoire de ce concept, fait de cette technologie un objet de débat. Même si les différents positionnements constitutifs de ce débat sont avant tout relayés par la presse, on observe également une certaine prise de position dans les rapports des experts (cf. extraits. [10] et [11] *supra*), qui tend à faire écho aux représentations identifiées dans les médias. En fait, les extraits [10] et [11] semblent participer à une forme de dialogue entre l'expertise climatique et la presse, où cette dernière mettrait en avant les différents intérêts et opinions plus ou moins en opposition au sujet de la capture du carbone, tandis que les experts répondraient à ce débat à l'appui de données obtenues dans le cadre d'une démarche scientifique. En même temps, dans l'extrait du rapport de Greenpeace, la présence d'une modalité injonctive (« has to ») et l'opposition totale au déploiement de la CSC, qui est pourtant considérée comme une stratégie d'atténuation dans certains scénarios du GIEC (IPCC 2023 : 22, 30), tend à brouiller la distinction entre discours scientifique et discours militant.

À travers les deux grands points de débat ainsi présentés, à savoir la question de l'opérationnalité de la CSC et celle de son déploiement et de sa promotion comme stratégie d'atténuation, transparait celle, plus large, du mix énergétique sur lequel s'appuyer pour la production d'énergie : faut-il tendre vers un objectif d'émissions négatives (« net zero ») et ainsi potentiellement autoriser l'exploitation d'énergies fossiles, dont les émissions seraient compensées par la capture du carbone ? Faut-il au contraire sortir totalement de l'industrie fossile et promouvoir un système énergétique qui s'appuie exclusivement sur les énergies renouvelables ? Face à ces interrogations, les différents positionnements identifiés dans la presse et, bien que dans une moindre mesure, dans les discours d'expertise, constituent autant de moyens d'orienter l'opinion et, par extension, d'influencer la prise de décision politique et l'action vis-à-vis de la technologie de capture et de stockage du carbone.

1.2. Étude de cas n°2 : le concept de risque climatique

1.2.1. Établir une référence : définition terminographique et discours des experts

Dans la partie précédente (Chapitre 6), nous avons identifié deux dénominations pouvant être associées au concept de risque climatique, à savoir *climate risk* et *climate-related risk*, la deuxième étant principalement mobilisée dans des contextes traitant de l'investissement financier. Dans les glossaires du GIEC, la notion de risque est représentée par le concept plus large de *risk*, ainsi que par une multitude de composés hyponymiques (*emergent risk*, *extensive risk*, *intensive risk*, *residual risk* et *absolute risk*), qui ont chacun leur propre définition et profilent différents niveaux de proximité temporelle et d'intensité des risques désignés. Dans le corpus journalistique, le concept de risque est exprimé par les dénominations « *climate risk* », « *risk* » et « *climate change risk* ». En somme, le concept de risque climatique se révèle pouvoir être appréhendé à travers une certaine diversité de dénominations situées à différents niveaux de la hiérarchie définissant l'imbrication des catégories sémantiques (hyperonyme vs. hyponyme vs. co-hyponyme). Afin de tenir compte de ces différentes dénominations et des occurrences où « *risk* » désignerait effectivement les risques climatiques, nous proposons de partir de cet hyperonyme pour notre étude, lequel présente une fréquence relative de 2 436 dans le corpus OIG, 1 214 dans le corpus ONG, et 1 078¹¹³ dans le corpus de presse.

Nous prenons également la définition du terme *risk* comme référence pour nos analyses, et plus spécifiquement celle présente dans les glossaires du GIEC, qui articule le concept général de *risk* à une acception spécifique au domaine du changement climatique :

« The potential for **adverse consequences** where **something of value is at stake** and where the **occurrence and degree of an outcome is uncertain**. In the context of the assessment of **climate impacts**, the term *risk* is often used to refer to **the potential for adverse consequences of a climate-related hazard, or of adaptation or mitigation responses to such a hazard**, on lives, livelihoods, health and well-being, ecosystems and species, economic, social and cultural assets, services (including ecosystem services), and infrastructure. *Risk* results from the interaction of vulnerability (of the affected system), its exposure over time (to the hazard), as well as the (climate-related) hazard and the likelihood of its occurrence. » (IPCC 2018 : 557)

¹¹³ La fréquence relative (arrondie à l'unité près) est calculée à partir d'une base de normalisation de 1 321 000, qui correspond à la moyenne arrondie du nombre d'unités dans les trois corpus : (1 217 351 (OIG) + 1 381 392 (ONG) + 1 363 183 (presse)) / 3 = 1 320 642.

À partir de cette définition, plusieurs traits sémantiques peuvent être isolés. Dans son acception spécifique au domaine du CCA, le concept de *risk* implique ainsi d'envisager les conséquences des événements climatiques, les conséquences des mesures d'atténuation et d'adaptation pour répondre à ces événements, le degré de vulnérabilité et d'exposition des systèmes, ou encore le niveau d'incertitude quant à l'actualisation du risque en question. Il peut alors concerner différents systèmes (humain, naturel, économique, social, culturel) ainsi que des valeurs, telles que la santé ou le bien-être. Dans la prochaine sous-section, nous vérifierons l'activation de ces traits sémantiques dans le corpus de presse afin de voir 1/ si le terme *risk* dans les discours sur le CCA peut effectivement être associé à l'idée de risque climatique, 2/ de quelle(s) façon(s) la presse rend compte du risque par rapport aux discours experts et afin 3/ de rendre compte des représentations sociales qui motivent les cadrages de ce concept.

1.2.2. Comparaison experts-presse : collocations et analyse du discours

1.2.2.1. Premières observations à partir de la variation cooccurrence

Pour l'extraction et l'analyse des cooccurrences, nous utilisons la même méthodologie et les mêmes paramètres que pour l'analyse du concept de capture et de stockage du carbone menée dans la sous-section précédente. Le tableau suivant représente un extrait des cooccurrences spécifiques ainsi extraits¹¹⁴ :

¹¹⁴ À nouveau, la liste complète est accessible via <https://hdl.handle.net/11403/climate-discourses>. Il est stocké dans le dossier « Tableaux des données issues des corpus » et correspond au fichier « COOC_Presse_OIG_ONG.xlsx » (onglet « *risk* »).

Tableau 17 : Quinze cooccurrents de risk les plus spécifiques dans les corpus OIG, ONG et « Médias »

OIG	ONG	Médias
disaster (217 ; 113)	risk (146 ; 63)	pose (58 ; 57)
risk (317 ; 89)	climate (322 ; 45)	climate (435 ; 44)
climate (640 ; 83)	manage (59 ; 33)	bank (46 ; 27)
management (198 ; 78)	assessment (52 ; 29)	change (254 ; 26)
health (211 ; 52)	disaster (45 ; 26)	investor (54 ; 26)
manage (98 ; 47)	ecosystem (65 ; 23)	exposure (26 ; 25)
pose (53 ; 41)	mitigate (30 ; 22)	increase (80 ; 24)
adaptation (206 ; 39)	uncertainty (33 ; 21)	financial (46 ; 23)
high (258 ; 37)	pose (26 ; 20)	risk (80 ; 23)
climate-related (56 ; 35)	flood (37 ; 20)	company (101 ; 23)
hazard (76 ; 33)	management (56 ; 19)	face (59 ; 22)
assessment (114 ; 31)	health (61 ; 19)	financial (24 ; 21)
exposure (61 ; 28)	extinction (21 ; 19)	flood (41 ; 20)
reduce (186 ; 27)	resilience (44 ; 19)	climate-related (21 ; 18)
vulnerability (93 ; 27)	investor (31 ; 18)	physical (18 ; 18)

L'analyse des cooccurrents les plus spécifiques aux trois communautés à l'étude permet tout d'abord de confirmer l'idée que le concept hyperonymique de *risk* est avant tout traité en termes de risque *climatique* : le nom *climate* est en effet le cooccurrent de *risk* le plus fréquent dans tous les corpus. En comparant les listes de cooccurrents extraites de nos trois corpus, on remarque par ailleurs une certaine focalisation des médias sur les risques associés à l'investissement financier dans le secteur privé et bancaire (« financial », « bank », « financial », « company », « climate-related risk ») ainsi que sur les risques d'inondation (« flood », « flooding »). Le premier type de risque y est en fait davantage représenté que dans les deux sous-corpus experts, différence qui est significative dans les deux cas¹¹⁵. En parallèle, on peut identifier dans les deux sous-corpus experts des types de risque qui ne sont pas représentés dans la liste de cooccurrents extraite du corpus de

¹¹⁵ Nous nous appuyons à nouveau sur l'outil de calcul en ligne développé par Paul Rayson, et calculons le score de log-likelihood (LL) à partir de la somme des co-fréquences des cooccurrents dénotant le risque lié à l'investissement par le total des occurrences du terme « risk » pour chaque sous-corpus : nous obtenons un score de log-likelihood de 105, 04 pour la paire de sous-corpus OIG et MÉDIAS, et un score de 117, 77 en confrontant ce dernier au sous-corpus ONG, indiquant à chaque fois une probabilité largement supérieure à 1 sur 1000 que les co-fréquences observées dans le corpus de presse soient dues au hasard.

presse, renforçant ainsi l'idée que la presse tend à prioriser les deux formes de risque mentionnées *supra*. En outre, parmi les risques représentés dans les listes de cooccurrents extraits des corpus experts mais absents de celle issue de la presse, on peut citer ceux liés à l'adaptation (« adaptation » (OIG), cofréquence : 206 , indice : 39), les risques sur la santé (« health », cofréquence : 211 (OIG), 61 (ONG), indice : 52 (OIG), 19 (ONG)), ou encore les risques d'extinction des espèces (« extinction » (ONG), cofréquence : 21, indice : 19). Aussi la presse semble-t-elle traiter du concept de risque climatique selon une acception plus restreinte que celle introduite par la définition du terme *risk* dans les glossaires du GIEC, là où les deux communautés expertes tendent à considérer un plus large éventail d'impacts potentiels. Une analyse des lignes de concordances des cooccurrents relevant du champ lexical des risques pour les investissements nous amène par ailleurs à identifier deux grands cadrages qui sont mobilisés de manière récurrente dans tous les journaux : les risques climatiques y sont présentés comme une menace pour les entreprises et pour les institutions financières, et comme une information qui doit être divulguée afin que les investisseurs puissent considérer ces risques.

1.2.2.2. Les risques climatiques sont une menace pour les entreprises et les institutions financières

La présence significative de cooccurrents dénotant des entités relevant du secteur des affaires et de la finance ainsi que les cotextes de ces cooccurrents témoignent de la prégnance, dans la presse, d'une conception du risque climatique comme constituant une menace pour les entreprises et les institutions financières. Les cotextes suivants tendent à illustrer ce cadrage :

[1] « **Businesses** that ignore climate change may also **expose themselves to large risks**. For instance, they may be challenged by lawsuits from plaintiffs arguing that companies have caused damage to property by failing to take action to cut their emissions. » (FT-2008-62)

[2] « **Climate change could harm banks** by reducing their borrowers' income or assets due to drought, storms or policy changes affecting the value of a coal mine; by preventing them rolling over short-term funding because investors are concerned about exposure to climate change; or operational *risks*, such as Hurricane Sandy forcing banks to close in New York. » (GUA-2021-91)

[3] « Mr Bloomberg said: "Climate change is not only an environmental problem but a business one as well." » (FT-2016-50)

Ces extraits illustrent différentes façons dont le secteur des affaires (« business », « companies ») et le système bancaire (« banks ») pourraient être impactés par le changement climatique, lesquelles correspondent à différentes acceptions du concept de *risk*. En [1], le risque est synonyme de poursuites judiciaires pour les entreprises qui n'auraient pas fait suffisamment d'efforts pour réduire leurs émissions. Il ne s'agit en ce sens pas d'un risque lié à la survenue potentielle d'un aléa climatique mais d'une menace émanant de l'opinion publique et de la société civile. En même temps, cette menace serait motivée par le risque climatique au sens spécialisé de conséquences potentielles liées à un aléa climatique (voir définition de *risk*, *supra*) : le fait que des entreprises ignorent le changement climatique serait en effet perçu par l'opinion publique comme exacerbant le risque climatique, ce qui, par extension, exposerait les entreprises en question à des risques judiciaires et réputationnels. Ainsi, la coprésence de ces deux acceptions de *risk* (la première, représentée par « climate change », la seconde par « risk ») permet de mettre en avant un lien de cause à effet entre les deux types de risque en question et ainsi d'impliquer les entreprises dans la problématique climatique, qu'elles pourraient être tentées d'ignorer. En [2], le concept de *risk* correspond au risque pour les banques de voir leurs capitaux réduits, voire d'être contraintes à devoir fermer leurs locaux suite à des aléas climatiques. Le lien entre ce type de risque et l'acceptation du GIEC (*supra*) est plus ténu ici, en témoigne la référence à des aléas climatiques (« drought », « storm », « Hurricane Sandy ») et la topicalisation de « climate change » en position de sujet du syntagme verbal « could harm banks ». En parallèle, les compléments circonstanciels de manière (ex. : « by reducing their borrowers' income (...) », « by preventing (...) ») viennent expliciter ce lien, qui n'est pas expliqué dans la définition du GIEC. En [3], le fait que le changement climatique constitue un risque pour le secteur des affaires se traduit par une conceptualisation nouvelle de ce phénomène, qui met notamment en exergue sa dimension sociétale : au-delà d'être une problématique environnementale, le changement climatique concerne également le secteur privé. À travers ces différents extraits, le cadrage du risque climatique en termes de risques pour le secteur bancaire et des affaires tend à avoir une fonction didactique, dans la mesure où il permet de mettre en avant un lien de cause à effet qui n'est pas explicite dans la définition du concept de *risk* spécifique au domaine du changement climatique (*supra*) et ainsi d'expliquer comment ces secteurs peuvent également être plus ou moins directement affectés par le changement climatique.

Notons que ce cadrage n'est cependant pas neutre : il peut en effet être mobilisé pour inciter les acteurs de ces secteurs à l'action climatique, en témoignent ces extraits issus de la presse et du corpus ONG :

[4] « Carney warned just last month that **to minimise the risk to financial stability, the transition away from high-carbon industries should begin early** and follow a predictable path to help markets anticipate the central element of the Paris agreement: a net zero-carbon economy by the second half of this century. » (Guardian-8)

[5] « Institutional, public and private investors need to redirect investments from fossil fuels industries and other unsustainable projects to projects that contribute to future sustainable energy systems. The IPCC recently estimated that additional **investments into energy systems to meet the 1.5 C goal** are around US \$ 830 billion annually (...). These costs also represent an immense investment opportunity and **will reduce investor exposure to material and reputational risks from unsustainable projects**, such as coal plants, that are likely to suffer cost and schedule overruns, and may become obsolete over their lifetime. » (WWF-2020-38)

[6] « **A credible international commitment to reduce emissions** to a certain level over the long-term provides an important signal for long-term investment decisions. This in turn **enhances the ability of companies and investors to develop strategies that deal with the risks** and opportunities associated with the transition to net zero emissions. » (ClimateInstitute-5)

En [4], la sortie prochaine des énergies fossiles est présentée comme une condition nécessaire (« should ») pour limiter les risques d'instabilité financière : le risque, symbolisé ici par les unités « instability » et « warned », devient dès lors un moyen d'inciter à accélérer la transition énergétique. En [5], les champs sémantiques de l'opportunité et du risque sont mobilisés conjointement pour inciter les investisseurs à financer des systèmes énergétiques vertueux (« energy systems to meet the 1.5 C goal ») plutôt que les énergies fossiles (« unsustainable projects, such as coalplants »), incitation portée également par le verbe « need », qui apparaît dans le cotexte plus large. En [6], c'est la communauté internationale qui apparaît comme destinataire implicite des incitations portées par l'énoncé, laquelle est encouragée à s'engager pour réduire ses émissions sur le long-terme dans la mesure où un tel engagement permettrait aux investisseurs d'anticiper les risques liés à la transition vers une économie à émissions négatives. Cet argumentaire s'appuie en outre sur le recours à une prosodie méliorative (« provide », « enhance », « opportunities »), qui vient contrebalancer les risques en question, matérialisés par le seul nom « risk ».

À travers ces différents extraits, c'est une conception différente du changement climatique qui émerge, lequel apparaît non pas uniquement comme un phénomène physico-chimique se manifestant à l'échelle atmosphérique (cf. extrait [3]) mais également comme une menace pour les systèmes financiers et économiques. En outre, ce cadrage alternatif,

qui se cristallise ici plus spécifiquement autour du concept de *risk*, peut constituer une stratégie pour mobiliser les acteurs qui se définissent par ces systèmes, en l'occurrence les banques, les investisseurs, et les entreprises, et qui n'auraient pas nécessairement fait de l'atténuation du changement climatique une priorité. C'est notamment ce que met en avant Shanahan (2007) à travers l'exemple du cadrage monétaire (« money frame »), qui se présente comme une stratégie récurrente dans les discours climatiques pour mobiliser plus spécifiquement les preneurs de décision et le secteur privé (ibid., Hulme 2009 : 229).

1.2.2.3. Le risque climatique comme information à prendre en compte dans le secteur des affaires

Un deuxième cadrage qui émerge de l'analyse en contexte des cooccurrents associés aux secteurs des banques et des affaires consiste à insister sur la nécessité 1/ pour les entreprises et les institutions financières de mener une analyse des risques liés au changement climatique qu'elles encourent et de les communiquer, 2/ pour les investisseurs de considérer ces informations dans le choix de leurs placements financiers :

[7] « [A] 25-year-old successfully sued one of the country's largest retirement funds, coming to a settlement where the fund managers agreed **they “have a duty to manage the financial risks of climate change.”** It's big because citizens and cities around the world have begun turning to the courts – including in the U. S. – to sue fossil fuel companies while they're also pressuring public universities and pension funds to divest from coal, oil and gas. » (USA-2020-13)

[8] « The science of climate change is controversial in the US, but **the need for investors to take into account climate risks, not just financial risks**, is accepted. Companies with a poor environmental record are a good bet to underperform in the future. » (FT-2015-77)

[9] « **Companies should be forced to disclose their exposure to climate risk** because a voluntary approach does not go far enough, the IMF said in a chapter from its latest global financial stability report (GFSR). » (Guardian-2020-22)

En outre, ce cadrage se construit à travers un recours plus ou moins explicite à la modalité injonctive, portée notamment par le modal « should » ([9]) et par les noms « need » ([8]) et « duty » ([7]). Il implique également une mise en avant des potentielles conséquences négatives liées au fait de ne pas tenir compte des risques climatiques ([8]), des risques financiers *liés* au changement climatique ([7]), ou au fait de ne pas communiquer les risques

en question ([9]). Par exemple, ignorer les deux premiers types de risque pourrait respectivement avoir des conséquences judiciaires (« sued », « to the courts » ([7])) et économiques (« underperform » ([8])) pour les gestionnaires de fonds. En parallèle, si le Guardian relait l'injonction du FMI à « forcer » les entreprises à communiquer leur niveau d'exposition aux risques climatiques ([9]), les impacts que pourraient causer le fait de divulguer ce type d'informations (ex. : fuite de capitaux, perte d'attractivité) ne sont pas mentionnés dans l'article correspondant. En outre, ces conséquences pourraient dissuader les entreprises de divulguer le niveau de risque qu'elles encourent.

Ces différentes stratégies discursives permettent ainsi de véhiculer une nouvelle « praxis à adopter » (Née & Veniard 2012 : 22) vis-à-vis du risque climatique, en désignant notamment les différents acteurs auxquels incombent ce nouvel impératif (« the fund managers », « investors », « companies »). En ce sens, elles confèrent au concept de risque climatique ce que Née et Veniard (ibid. : 21, 22 ; Veniard 2019) qualifient de *sèmes pragmatiques*, que l'on pourrait ici noter [+ qui doit être communiqué] ou [+qui doit être pris en compte par les investisseurs] et qui seraient activés dans des contextes traitant spécifiquement des risques climatiques dans le secteur financier ou des affaires. Cette *praxis* s'accompagne en outre d'un certain nombre de recommandations quant à la façon de mener l'analyse des risques et de communiquer les risques en question, formalisées et mises en avant par la Task Force on Climate-related Finance Disclosures (TCFD)¹¹⁶.

1.3. Synthèse et implications pour la finalité du domaine

À travers cette première section, nous avons analysé le traitement médiatique de deux concepts clés du domaine, *carbon capture* et *risk*, à partir d'une comparaison des cooccurrents des termes qui les désignent entre la presse, les ONG, et les organisations intergouvernementales, et d'une analyse de leurs cotextes d'occurrence en discours. Cette double analyse nous a permis d'identifier différents cadrages de ces deux concepts dans la presse, la capture et le stockage du carbone y étant par exemple décrite comme une technologie non éprouvée et peu fiable ou à l'inverse comme étant prête à être déployée, tandis que le concept de *risk* y est largement appréhendé en termes de risques pour le secteur financier et des affaires. Dans le cas du concept de capture et de stockage du carbone, nous avons montré que les différents cadrages ainsi identifiés reflétaient différentes opinions autour de cette technologie, opinions qui sont en fait constitutives de

¹¹⁶ Rappelons à nos lecteurs qu'il s'agit d'une organisation internationale spécialement créée pour faciliter la divulgation des risques liés au changement climatique par les entreprises.

deux grands sujets de débats : celui de l'accessibilité et de l'opérationnalité de cette technologie d'une part, et celui de la nécessité et de la pertinence de la déployer à grande échelle d'autre part. Dans le cas du concept de *risk*, la prégnance d'un cadrage financier et entrepreneurial s'est paradoxalement avérée permettre un élargissement de la dénotation du concept de *risk*, en explicitant le lien entre les risques climatiques au sens d'aléas physiques et les risques encourus par les investisseurs, les banques, et les entreprises, qui sont avant tout réputationnels, économiques, et judiciaires.

Aussi, nous proposons de conclure à une dilution *sélective* du contenu sémantique de ces deux concepts dans la presse, qui mettrait en avant les aspects les plus à même de susciter un débat ou de mobiliser des secteurs et acteurs particuliers qui ne seraient pas nécessairement impliqués dans la finalité du domaine, en dépit du rôle qu'ils peuvent jouer vis-à-vis de son actualisation. Partant, l'appropriation par la presse de ces termes clés du domaine apparaît comme un moyen de dépasser les connaissances expertes qu'ils indexent en sélectionnant certains aspects du concept plutôt que d'autres (ex. : la dimension économique des risques climatiques ou le fait que la capture du carbone est avant tout utilisée par l'industrie fossile), en mettant en avant les implications de ces aspects (ex. : « promouvoir la capture du carbone peut dissuader l'industrie fossile de se tourner vers les énergies renouvelables »), et en confrontant les implications en question à l'opinion publique. Par ailleurs, nous avons montré que cette dilution s'accompagnait de stratégies discursives telles que le recours à des lexies connotées, l'attribution (Sinclair 1986) ou encore la modalité injonctive, qui tendent à conférer une certaine fonction persuasive aux énoncés où le terme pivot apparaît : ainsi, au-delà de créer un certain débat autour des référents désignés par les termes, la presse peut également être amenée à orienter ce débat, et dès lors potentiellement à influencer l'opinion de son lectorat quant à la façon dont il convient d'agir vis-à-vis du référent. Dans la prochaine section, nous montrons que la néologie peut également être une stratégie pour influencer l'opinion publique, et que cette fonction persuasive peut en fait être portée par la dénomination des unités ainsi créées.

2. NÉOLOGIE MILITANTE ET LANGAGE-ACTION : LES TERMES AU SERVICE DE L'ACTION CLIMATIQUE

À travers cette deuxième section, nous appréhendons l'objectif d'action climatique du point de vue de la néologie. Plus spécifiquement, nous explorons la possibilité que ce phénomène linguistique constitue une stratégie mobilisée par les locuteurs pour influencer la façon de répondre au phénomène climatique. Cette hypothèse s'appuie sur le double

postulat théorique formulé dans le premier chapitre de cette grande partie. D'une part, la néologie peut être un moyen de donner une apparence concrète à des phénomènes diffus, abstraits, voire imaginaires, et d'autre part, elle peut être mobilisée pour introduire certaines connotations au niveau de la représentation linguistique et cognitive d'un référent, deux fonctions qui lui confèrent une certaine propension à agir sur la façon dont les locuteurs se représentent le réel et agissent vis-à-vis de ce dernier. Dès lors, l'enjeu de cette étude est l'identification d'outils linguistiques et conceptuels pouvant être mobilisés pour influencer les représentations sociales autour de certains aspects de la question climatique et, par extension, pour influencer sur l'action climatique. Afin de souligner l'idée que ces potentiels néologismes seraient au service d'une cause particulière, en l'occurrence l'action (ou l'inaction) climatique, nous proposons de les désigner par le composé « néologismes militants ».

Pour mener à bien cette dernière étape de notre étude, nous commençons par extraire les néologismes des discours de presse, avant de les analyser en fonction de leur propension à constituer des stratégies pour influencer l'action : sont-ils au service de l'action climatique ou bien tendent-ils à en relativiser l'importance ? Permettent-ils de mettre en avant un type particulier de réponse au changement climatique ?

2.1. Extraction des néologismes du corpus journalistique

2.1.1. Identification des candidats-néologismes

Comme expliqué dans le premier chapitre de cette partie (section 3.2.2.), nous nous appuyons exclusivement sur la méthode de validation par filtres pour déterminer le statut des candidats-néologismes. À partir des listes d'unités extraites dans le cadre du chapitre précédent, nous conservons celles qui relèvent de la couche terminologique n°1 et qui sont absentes du sous-corpus journalistique le plus ancien ou des deux sous-corpus les plus anciens. À partir de là, nous éliminons les unités présentant une entrée terminographique ou lexicographique datant d'avant 2012, ainsi que celles qui sont d'abord apparues dans le corpus expert (voir Chap. 7, section 3.2.2. de cette partie pour des explications plus détaillées). Nous conservons par ailleurs les candidats qui seraient apparus conjointement dans plusieurs types de discours, c'est-à-dire ceux qui apparaissent dans le corpus presse et dans au moins un des deux corpus experts à la même période. Enfin, parmi les candidats-néologismes restants, nous conservons uniquement ceux dont la courbe de fréquence augmente d'au moins 50% entre 2000 et 2019 sur Google Books Ngram Viewer.

2.1.2. Résultats quantitatifs

Le tableau ci-dessous présente les résultats quantitatifs de cette procédure, tandis que celui en Annexe 4 présente la liste complète d'unités.

Tableau 18 : Résultats quantitatifs de la procédure de validation par filtres des candidats-néologismes journalistiques

	Apparition COP 21	Apparition COP 25/ 26
Validés	7 (8,5%)	51 (18,5%)
Réfutés	72 (88%)	203 (73,5%)
Non applicable	3 (3,5%)	22 (8%)
Total	82	276

Si le statut néologique est réfuté pour la majorité des unités, notre procédure d'exclusion par filtres nous amène à considérer comme néologiques 8,5 % et 18,5% des unités pour les COP 21 et 25/ 26 respectivement, sachant que parmi les 58 unités ainsi validées, 15 sont apparues conjointement dans les discours des ONG, 2 dans ceux des organisations intergouvernementales, et 4 dans les trois types de discours¹¹⁷. Notons par ailleurs que la différence dans le nombre de néologismes validés entre les deux sous-corpus diachroniques journalistiques est significative, puisqu'il y a moins d'une chance sur mille qu'elle soit due au hasard (LL = 34,49) : cette donnée indique une plus grande créativité lexicale dans le sous-corpus le plus récent.

Nous analysons le profil des néologismes ainsi validés dans la prochaine sous-section, en nous intéressant tout particulièrement à ceux dont la dénomination implique un degré de créativité lexicale important et/ ou porte certaines connotations, ainsi qu'à ceux désignant des valeurs ou des idéaux : c'est en effet ce type de néologismes que nous avons présentés comme ayant une certaine propension à pouvoir constituer des stratégies pour influencer sur l'action climatique (Chap. 7, section 3).

¹¹⁷ Notons que nous ne pouvons garantir l'origine exacte des néologismes en question, qui pourraient par exemple avoir été créés par un écrivain, ou par une entreprise. Dans tous les cas, ces unités sont néologiques *dans la presse* et elles ne résultent pas d'un processus de diffusion des connaissances des rapports d'expertise qui composent notre corpus expert vers la presse. De plus, l'intérêt de ces unités réside entre autres dans le fait que la presse ait choisi de les mobiliser dans le cadre d'articles traitant de la question climatique en dépit du fait que celles-ci ne sont pas lexicalisées.

2.2. Caractérisation morpho-sémantique des néologismes validés

La caractérisation des néologismes identifiés lors de l'étape d'extraction se fait en trois temps : il s'agit tout d'abord de décrire leurs caractéristiques morphologiques en tenant compte du degré d'« agressivité linguistique » qu'ils peuvent impliquer, d'analyser leur sens à partir de leur dénomination et de sources terminographiques et lexicographiques, et de rendre compte des fonctions qu'ils peuvent être amenés à remplir en discours. Cette sous-section est consacrée aux deux premières étapes de cette procédure.

2.2.1. Caractéristiques morphologiques

Nous entamons notre analyse des néologismes validés par une description de leurs caractéristiques morphologiques. En effet, comme nous l'avons souligné dans le premier chapitre de cette partie, la morphologie du néologisme peut faire de ce dernier une forme d'« agression linguistique » qui tend alors à attirer l'attention du lecteur : le néologisme peut en ce sens constituer un outil au service de stratégies discursives visant à influencer l'opinion de ce dernier. Si le caractère « agressif » d'un signe constitue une expérience largement subjective, nous avons présenté le fait pour un néologisme d'impliquer une transformation importante d'unités et de morphèmes préexistants comme un facteur pouvant entraîner ce type d'expérience (Chap. 7, section 3.2.1.). C'est donc sur ce critère que nous nous appuyons pour juger de la propension de nos néologismes à capter l'attention du lecteur.

En observant les listes de néologismes validés, on remarque tout d'abord que la majorité sont des termes complexes, issus d'un processus de formation par composition, ce qui constitue une caractéristique prototypique des termes (L'Homme 2004 : 59-60). Nous relevons en fait seulement trois unités simples : la première, *nelectricity*, est formée par l'ajout du préfixe à valeur négative *n-* au nom *electricity* et désigne une électricité renouvelable, hydraulique, ou nucléaire, dont la production ne génère pas d'émissions (FT-2021-89). La deuxième, *eco-distress*, est un composé avec un trait d'union, formé à partir du préfixe *eco-* et du nom *distress* : elle désigne les réactions psychologiques négatives déclenchées par le changement climatique, telles que la peur (« dread », « fear ») et le chagrin (« grief ») (NYT-2021-1). Le dernier néologisme simple relevé, *fracking*, est formé à partir de l'affixe *-ing*, qui indique sa dimension processuelle. S'il peut être considéré comme un nom verbal, on peut en fait s'interroger sur le verbe dont il serait issu dans la mesure où « to frack » n'est pas lexicalisé. Il désigne néanmoins une forme d'action, puisqu'il s'agit d'un procédé « qui consiste à créer artificiellement, par pression hydraulique, des fractures afin

d'augmenter la perméabilité au voisinage d'un puit » (ibid.), puit qui est utilisé pour extraire du pétrole ou du gaz.

Par ailleurs, nous relevons un nombre important (26 sur 59) de composés formés à partir du nom *climate*, mobilisé en tant que modifieur unique dans des composés à deux unités (ex.: *climate disclosure*, *climate despair*, *climate pledge*, etc.) ou entrant dans la formation d'adjectifs composés (ex. : *climate-vulnerable country*, *climate-friendly refrigerator*, *climate-aware therapist*). Afin de rendre compte de la productivité du modifieur *climate* et de la récurrence des composés résultants, nous proposons de désigner ces derniers par l'expression *climate-compound* (Bureau 2022), lesquels relèvent de la couche terminologique n°1 dans la mesure où le nom *climate* explicite leur lien avec le domaine du changement climatique et le fait qu'ils ont été créés en réponse à cette problématique.

Dans l'ensemble, les néologismes identifiés présentent donc un schéma de formation relativement typique (la composition). Ils impliquent des composants qui ne sont généralement pas tronqués (« *climate* », « *green* ») ou des morphèmes typiques du domaine de l'environnement (*eco-*), possédant en ce sens certaines caractéristiques du *terme*. En outre, seules deux unités nous semblent présenter des caractéristiques relativement peu prototypiques, à savoir *nelectricity* et le *climate-compound* *climate damn emergency*. Dans le premier en effet, la lettre « n » ne constitue pas un préfixe lexicalisé, contrairement à *dis-*, *mis-*, *non-*, *un-* (Cambridge Dictionary [informatisé] s.d.), ce qui pourrait donner l'impression d'une erreur typographique si le journal l'ayant mobilisé, en l'occurrence le Financial Times, n'en donnait pas une définition et ne l'utilisait qu'une seule fois (on en compte 4 occurrences). Quant à *climate damn emergency*, celui-ci se distingue des autres *climate-compounds* dans la mesure où il est formé à partir d'un adjectif informel, « *damn* », qui est généralement utilisé à l'oral. Mobilisé exclusivement dans un article de USA Today où il apparaît entre autres dans le titre, celui-ci est en outre attribué au gouverneur de Californie (« As fires rage, governor says, "This is a climate damn emergency" » (USA-2020-49). Cette unité tend en fait à relever du modèle discursif de formation des néologismes, lequel correspond à des mots qui sont formés en discours, de manière relativement inconsciente, et sans que leur créateur n'ait l'intention d'introduire une nouvelle dénomination (Humbley 2018 : 161). Que ce composé reste ou non au stade d'hapax, la présence de l'adjectif *damn* lui confère une certaine propension à capter l'attention du lecteur en créant un « choc des registres » en son sein et du fait de la fonction emphatique de l'adjectif en question.

2.2.2. Caractéristiques sémantiques

Il s'agit à présent de caractériser nos néologismes en fonction du type de référent qu'ils dénotent, afin de voir si ce dernier correspond à des entités concrètes et effectivement observables dans l'extra-linguistique, ou bien à des entités abstraites, relevant du domaine de la pensée voire de l'imaginaire. Dans ce dernier cas, le référent pourrait bénéficier de la fonction d'hypostatisation du néologisme nominal, qui tendrait à le présenter comme une entité concrète, vis-à-vis de laquelle il serait possible d'agir. Nous nous intéressons également aux connotations encyclopédiques impliquées par les néologismes, lesquelles peuvent orienter le rapport des destinataires au référent dénoté. Nous entamons cette section par un aperçu général des néologismes selon leur profil sémantique et connotatif, avant d'analyser plus en détails trois catégories de néologismes dont le statut est particulièrement ambigu.

2.2.2.1. Premières observations

Parmi les néologismes validés, on relève plusieurs *climate*-compounds désignant des catégories d'acteurs proposant des formes de réponse aux enjeux climatiques, tels que *climate-aware therapist*, *climate adviser*, *climate minister*, *climate change activist* et son variant réduit, *climate activist*. Relativement neutres en ce qui concerne leurs connotations, ces composés tendent avant tout à remplir une fonction référentielle : ils signalent aux lecteurs qu'il est question d'individus ou de groupes sociaux qui jouent un rôle vis-à-vis du climat et de la question climatique. Notons que la composition ne permet pas de déterminer lequel de ces deux éléments est effectivement désigné par ces composés, le modifieur *climate* pouvant référer au climat ou correspondre au composé *climate change* après troncation de la tête *change*. Nous considérons néanmoins le premier de ces deux modifieurs comme le plus probable, dans la mesure où il est la raison d'être de ces différents types d'acteurs. Ces néologismes peuvent par ailleurs être associés à d'autres désignant des comportements, des actions effectuées ou des décisions prises par les acteurs du débat climatique, à l'image de *climate protest*, *climate alliance*, *climate pledge*, *climate oversight*, *climate fight*, *climate denial*, *climate denialism* ou *climate crusade*. Parmi ceux-ci, certains sont connotés relativement négativement, tels que *climate fight*, qui présente l'engagement climatique comme impliquant une certaine violence et opposant des camps adverses, *climate crusade*, qui évoque la brutalité des croisades chrétiennes menées entre le 11^{ème} et le 13^{ème} siècle, ou encore *climate denial* et *climate denialism*, qui font sombrement écho au concept de *Holocaust denial*.

On relève également plusieurs néologismes comparables à ceux mobilisés par les experts pour décrire la dimension physico-chimique du changement climatique et souligner son caractère anthropique (*warming atmosphere, fossil fuel pollution, net-zero greenhouse gas emission, environmental footprint*), ainsi que deux composés désignant des événements météorologiques : *unsurvivable storm surge* et *deadly heat*. Notons que ces deux derniers diffèrent dans la façon dont ils présentent leur référent : là où l'adjectif *deadly* évoque le risque de décès¹¹⁸ associé à la chaleur (*heat*), dans *unsurvivable*, le préfixe *un-*¹¹⁹ nie totalement la possibilité de survivre à l'onde de tempête désignée par la tête. Il exprime en ce sens une certitude vis-à-vis de ce qui est en fait une hypothèse (peut-on en effet garantir que personne ne pourrait survivre à l'onde de tempête en question ?), capitalisant sur la fonction d'hypostatisation pour ancrer le référent dans le réel.

Plusieurs des néologismes validés ont en commun de désigner des nouvelles pratiques ou de nouveaux outils, développés pour répondre aux enjeux climatiques : *green bond, sustainable finance, sustainable investment, sustainable investing, impact investing, low-carbon heating, green hydrogen, green recovery, carbon border*, ou encore *carbon neutrality*. On peut également associer les composés *clean economy* et *low-carbon world* à cette catégorie, car ils désignent également des formes de réponse à la problématique climatique, en l'occurrence des systèmes économiques et sociétaux impliquant un impact climatique et environnemental faible voire inexistant. Notons par ailleurs la récurrence des adjectifs *sustainable* et *green* parmi ces composés, adjectifs dont nous faisons l'hypothèse qu'ils expriment une valeur et tendent ainsi à faire des néologismes en question des outils pour guider l'action : nous évaluons cette hypothèse dans la sous-section 2.2.2.4. ci-dessous.

Enfin, un certain nombre de composés évoquent la dangerosité du changement climatique, et peuvent dès lors être considérés comme porteurs de connotations négatives : *climate despair, climate anxiety, eco-distress, climate damn emergency, climate emergency, Climate Collision, climate breakdown, climate chaos*. Parmi ceux-ci, les trois premiers désignent plus spécifiquement les impacts psycho-émotionnels du changement climatique et de la crise écologique, tandis que les cinq derniers semblent correspondre à des variants négatifs de *climate change*, dont nous avons déjà noté l'importance dans le corpus de presse (Chap. 8, section 3.2.). Nous proposons une analyse plus approfondie du sens et des connotations associés à ces deux catégories de néologismes dans les deux prochaines sections.

¹¹⁸ « [L]ikely to cause death » (Cambridge Dictionary [informatisé] s.d.).

¹¹⁹ « [U]sed to add the meaning “not”, “lacking”, or “the opposite of” before adjectives, adverbs, verbs, and nouns » (Cambridge Dictionary s.d.).

2.2.2.2. Néologismes dénotant une situation climatique dangereuse

Dans cette sous-section, nous analysons les caractéristiques sémantiques et prosodiques des néologismes *climate (damn) emergency*, *climate chaos*, *climate breakdown* et *Climate Collision*, qui ont en commun de dénoter une situation climatique dangereuse. Nous nous interrogeons également sur l'actualisation du danger évoqué, ce qui doit nous permettre d'obtenir des premiers éléments de réponse quant à la fonction de ce type d'unités.

Dans ces composés, la source du danger en question est matérialisée par le modifieur *climate*, qui dénote le changement climatique, tandis que le nom tête exprime le danger causé, en témoigne ces définitions :

- *breakdown* : « a mechanical failure, or a failure in a system or a relationship » (Cambridge Dictionary [informatisé] s.d.)
- *chaos* : « a state of total confusion with no order » (ibid.)
- *emergency* : « something dangerous or serious, such as an accident, that happens suddenly or unexpectedly and needs fast action in order to avoid harmful results » (ibid.)
- *collision* : (1) « an accident that happens when two vehicles hit each other with force » , (2) « a strong disagreement » (ibid.)

Ces noms impliquent ainsi des connotations fortement négatives, convoquant les sèmes de l'échec (« failure »), du danger (« dangerous », « harmful », « accident »), de la confusion et du désordre (« total confusion », « no order ») et traduisant une certaine intensité quant à l'actualisation des caractéristiques des référents associés à ces sèmes dans l'extra-linguistique : « total », « serious », « suddently », « fast », « with force », « strong ». Dès lors, ils proposent une représentation relativement sombre de la situation climatique, là où le composé *climate change* seul implique une caractérisation neutre, et ce d'autant plus que la définition terminographique de ce terme ne décrit pas les conséquences négatives de ce phénomène (GIEC 2018 : 76).

On peut ainsi s'interroger sur l'actualisation des référents ainsi dénotés, question en fait soulevée par le climatologue Risbey (2008), qui s'est appuyé sur l'état de la littérature en sciences de la Terre et de l'atmosphère pour déterminer si les concepts de *catastrophe*, *rapidité*, *d'urgence*, *d'irréversibilité* ou encore de *chaos* correspondent à une réalité scientifique et si leur recours est dès lors justifié pour décrire le changement climatique. Si l'on prend l'exemple de *climate emergency* et que l'on s'appuie sur les données scientifiques

mobilisées par Risbey (ibid. : 29, 30), le recours à la lexie « emergency » peut ainsi être justifié dans la mesure où le laps de temps entre le moment présent et le moment où les impacts climatiques seraient irréversibles et inévitables est similaire voire inférieur au laps de temps nécessaire pour agir et empêcher l'inévitabilité des impacts en question. De même, la lexie « chaos » impliquerait un certain degré de véracité dans la mesure où les manifestations physiques du changement climatique (le chercheur donne l'exemple de la montée du niveau des mers) engendreraient des déplacements soudains et importants de population et entraîneraient ainsi un certain niveau de confusion et d'incertitude quant aux lois et aux normes régulant les interactions sociétales (ibid. : 31-32).

En même temps, les noms « chaos » et « emergency » impliquent une certaine ambiguïté sémantique et référentielle qui nous amène à relativiser l'idée qu'ils permettraient une description adéquate des faits. En effet, au-delà de l'acception introduite *supra*, « emergency » peut également désigner un « état d'urgence », c'est-à-dire une mesure politique exceptionnelle prise par les autorités et leur conférant des pouvoirs extraordinaires alors justifiés par le fait de faire face à l'urgence en question (Termium + 2023i). Déclarer l'état d'urgence peut en outre se traduire par la restriction de certaines libertés fondamentales et par certaines contraintes, comme illustré par la crise sanitaire du COVID, où cette mesure s'est traduite par une obligation au confinement dans de nombreux pays. Selon cette acception, *climate emergency* ne désignerait un fait avéré que dans les cas où une autorité publique aurait effectivement déclaré l'état d'urgence, et ce en réponse à une menace climatique. On retrouve une ambiguïté comparable au niveau du nom tête « chaos » qui, au-delà d'une acception reposant sur les sèmes de la confusion et de l'incertitude, a également une acception biblique où il implique une absence de vie et de forme (Fantino 2000 : 300).

Dans le cas précis des *climate*-compounds, cette ambiguïté est également liée au mécanisme même de composition. En effet, ce procédé de formation lexicale implique une opacification de la relation entre l'entité dénotée par la tête (ex. : *emergency*) et celle dénotée par le modifieur (ex. : *climate*) dans la mesure où il synthétise une relation qui aurait pu être exprimée par une structure en OF ou génétivale, plus explicites (Mignot 2018, 2001 : 7-8). Ainsi, *climate emergency* pourrait tout aussi bien être la synthèse d'une proposition sous-jacente telle que « we are in a state of emergency because of climate change » ou « tackling climate change is an emergency », avec à chaque fois des implications différentes. La première peut se traduire par la prise de mesures exceptionnelles par les autorités publiques, lesquelles seraient alors légalement justifiées et de ce fait relativement indiscutables. Dans le second cas, la situation décrite n'a pas une telle dimension performative, dans le sens où elle n'implique pas nécessairement que des mesures soient prises pour faire face à l'urgence en question : il pourrait simplement s'agir de rendre

compte du laps de temps entre le moment présent et celui où les impacts climatiques seraient irréversibles et inévitables.

De même, *climate chaos* pourrait être la synthèse de « climate change will lead to chaos », de « climate change could lead to chaos » ou de « the climate system is in chaos », la seconde proposition impliquant une incertitude absente de la première et pouvant dès lors amener à relativiser la nécessité d'agir, tandis que la dernière présente les conséquences les plus négatives du changement climatique (dénotées par « chaos ») comme étant actualisées. Dans les deux cas, la composition vient masquer d'une part les éventuelles données scientifiques pouvant justifier le fait de parler d'« urgence » ou de « chaos » et qui auraient pu être exprimées par une proposition, et d'autre part le niveau d'incertitude qui permettrait de relativiser la probabilité de voir les référents de ces deux noms s'actualiser. En raison de cette ambiguïté, le lecteur peut être amené à considérer comme vraies chacune des différentes propositions pouvant avoir motivé leur création (ex. : « climate change could lead to chaos », vs. « the climate is in chaos ») et ce même si elles ne sont en réalité pas actualisées. En outre, le cotexte d'occurrence du néologisme et la façon dont le lecteur interprète le discours en question jouent un rôle crucial dans le choix de la proposition qui sera considérée comme vraie, et dès lors dans le type de mesures déployé pour répondre au changement climatique.

2.2.2.3. Néologismes dénotant des expériences psychologiques négatives

Nous relevons également plusieurs unités dénotant des expériences psychologiques et émotionnelles impliquant des connotations négatives (ex. : *climate distress*, *eco-distress*, *climate anxiety*, *climate despair*). Comme pour les variants négatifs de *climate change*, il est difficile de déterminer si ces néologismes correspondent à des référents actualisés ou à des idées hypothétiques, dans la mesure où elles ne sont pas reconnues comme des pathologies dans la dernière édition du *Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux* (en anglais : Diagnostic and Statistical Manual of Mental Disorders (DSM)) (American Psychiatric Association 2022), guide officiel utilisé par les psychiatres et psychologues pour diagnostiquer les maladies mentales. En outre, dans un article où il s'intéresse plus spécifiquement au concept d'*eco-distress*, Hawkins (2022) présente celui-ci comme correspondant à un phénomène touchant particulièrement les jeunes et qui serait exacerbé par la prise de conscience des enjeux climatiques, tout en soulignant que l'UNICEF ne reconnaît pas l'actualisation de cette expérience émotionnelle (ibid. : 73). De même, s'ils expliquent que ces réactions émotionnelles face aux enjeux écologiques commencent à être de plus en plus étudiées par les scientifiques, Ojala *et al.* (2021)

soulignent également que très peu d'études ont véritablement défini ces concepts et qu'il est en fait très difficile d'affirmer qu'il existe une relation de cause à effet entre les changements écologiques et le bien être mental, dans la mesure où la psyché humaine est influencée par une multitude de facteurs.

En fait, ces différents néologismes peuvent être rapprochés de *solastalgia*, qui désigne également une émotion contemporaine et avec lequel ils partagent le fait d'exprimer de manière plus ou moins explicite ce que serait la cause des émotions ainsi décrites : celles-ci sont liées à la crise écologique (« eco- ») ou climatique (« climate »), et sont dès lors en partie anthropiques. Partant, on peut imaginer qu'ils héritent également de la fonction relativement performative de *solastalgia*, dont l'introduction, motivée par la volonté d'Albrecht de « restaurer les [liens vitaux entre les gens et le lieu] par les valeurs et les émotions » (2019 : 322), s'est traduite par le développement d'études pour étudier ce sentiment et ces manifestations. En outre, la requête « eco(-)distress » sur le moteur de recherche de publications scientifiques Google Scholar permet d'obtenir 112 résultats, dont 12 seulement datent d'avant 2015, de même que « climate anxiety » retourne 3 370 résultats, dont 60 seulement datent d'avant 2010. En parallèle, ces études confèrent une certaine légitimité à ces émotions, qui n'en semblent alors que plus réelles. Plus largement, ces nouveaux concepts tendent à mettre en avant des conséquences potentielles du changement climatique qui ne sont pas considérées par l'expertise climatique officielle (aucun des quatre néologismes cités *supra* n'apparaît dans les rapports du GIEC), alors que leur reconnaissance et une étude approfondie de leurs manifestations pourrait permettre une compréhension plus fine des liens entre les êtres humains et leur environnement.

2.2.2.4. Néologismes dénotant des pratiques et systèmes plus vertueux

Parmi les néologismes pour lesquels nous avons émis l'hypothèse qu'ils ne remplissent pas uniquement une fonction référentielle (section 2.2.2.1. *supra*), nous relevons des unités dénotant des pratiques et des systèmes plus vertueux et impliquant des connotations positives : *sustainable finance*, *sustainable investing*, *sustainable investment*, *green finance*, *green bond*, *green taxonomy*, *green recovery*, *green hydrogen*, *regenerative agriculture*, *clean economy* et *climate-friendly refrigerator*. Nous souhaitons démontrer que ceux-ci dépassent la fonction d'indexation des connaissances en intégrant une dimension évaluative, portée en outre par leur modifieur, qui dénote une valeur. Pour la définition de *valeur*, nous nous appuyons sur l'acception suivante, proposée par Larousse (s.d. : 9^e acception) : « ce qui est posé comme vrai, beau, bien, d'un point de vue personnel ou selon

les critères d'une société et qui est donné comme un idéal à atteindre, comme quelque chose à défendre ».

Ainsi, une analyse des définitions des modifieurs *green*, *climate-friendly*, *clean* et *sustainable* nous permet d'identifier la protection de l'environnement comme une valeur centrale :

- *sustainable* : « [C]ausing, or made in a way that **causes, little or no damage to the environment** and therefore able to continue for a long time. » (Cambridge Dictionary [informatisé] s.d.)
- *green* : « [R]elating to **the protection of the environment**. » (ibid. : B2)
- *climate-friendly* : « **[N]ot harmful to the environment**, especially because of not making climate change worse by producing carbon dioxide. » (Cambridge Dictionary [informatisé] s.d.)

Cette valeur est également plus ou moins évoquée dans la définition de *regenerative agriculture*, qui désigne une agriculture qui « rejette les pesticides et les engrais artificiels » et qui vise entre autres à « régénérer la couche terrestre arable, accroître la biodiversité, améliorer les cycles de l'eau »¹²⁰. En outre, la présence du syntagme verbal « aims to [+ complément] » dans la définition de ce composé invite à considérer les différentes formes de régénération ainsi désignées comme des idéaux, vers lesquels ce système agricole devrait tendre. De même, la valeur de protection de l'environnement est dénotée de manière métaphorique par l'adjectif *clean*, où elle est comparée à la valeur de propreté au niveau de la dénomination et est exprimée explicitement dans la définition du composé : « a *clean economy* is one that creates good jobs for Canadians, keeps the emissions that cause climate change low, and **invests to protect the environment** » (Termium + 2023j).

Ainsi, la combinaison des adjectifs exprimant cette valeur avec un nom tête et le composé nominal résultant de cette combinaison permet l'incarnation de la valeur en question au sein d'entités présentées comme concrètes (fonction d'hypostatisation), et vis-à-vis desquelles il est dès lors possible d'agir : puisqu'il existe un réfrigérateur qui est respectueux de l'environnement (*climate-friendly refrigerator*), alors il est possible d'investir dans ce type d'appareil. En même temps, le degré de réification impliqué par le composé est fonction des caractéristiques sémantiques du nom tête, et notamment du fait que celui-ci désigne une entité abstraite ou concrète : si le composé *clean economy*, en intégrant la catégorie qu'il désigne au système conceptuel du domaine, permet de penser un système

¹²⁰ La définition originale proposée sur Termium + (2018) est : « [A]n approach to food and farming systems that rejects pesticides, artificial fertilizers and aims to regenerate topsoil, increase biodiversity, improve water cycles, enhance ecosystem services, increase resilience to climate fluctuation and strengthen the health and vitality of farming and ranching communities ».

économique « propre » et dès lors d'envisager son existence, la dimension abstraite et systémique du référent de « economy » fait qu'il peut être difficile de déterminer si un tel système existe réellement et d'actualiser le système en question. Quoi qu'il en soit, le référent de *clean economy* bénéficie de la fonction d'hypostatisation du néologisme créé pour le désigner, laquelle synthétise certaines idées et valeurs qui seraient plus en phase avec les enjeux écologiques en un système dès lors présenté comme concret. Son actualisation apparaît ainsi comme étant, si ce n'est accessible, au moins possible, et dès lors comme quelque chose qui vaut la peine d'être défendu.

Notons néanmoins que les différents modificateurs mobilisés, parce qu'ils ont chacun un sens qui leur est propre, tendent à différer dans ce qu'ils présentent comme devant être protégé, ou dans la façon dont il convient de défendre l'entité ou le système en question. Par exemple, « sustainable » porte avant tout sur les activités présentes et futures, qui doivent éviter de causer des dommages sur l'environnement (« little or no harm »), sans considérer ceux qui ont déjà été causés. À l'inverse, « regenerative » implique une certaine réparation des dommages en question puisqu'il s'agit non seulement de ne pas endommager davantage l'entité ou le système concerné, mais également de l'améliorer. Quant à « climate-friendly », celui-ci porte avant tout sur le changement climatique, ignorant en ce sens les impacts du référent qu'ils qualifient sur la biodiversité ou encore sur les inégalités sociales, deux paramètres qui sont considérés à travers les concepts de *sustainable development* et de *regenerative agriculture* par exemple. On pourrait tirer une conclusion similaire pour l'adjectif *clean* en considérant que celui-ci porte avant tout sur la pollution, bien que la définition du composé *clean economy* indique que, par métaphore, celui-ci peut plus largement être mobilisé pour qualifier un système qui agit également sur la dimension sociale (« create good jobs »). Ce sème n'étant cependant pas présent dans la définition lexicographique de l'adjectif *clean*, on peut se demander s'il est véritablement perçu par les lecteurs. Dans le cas de l'adjectif *green*, le sème de la couleur verte, qui reste associé à cet adjectif sous forme de connotation dans la mesure où le sens de *green* ici n'est pas de désigner la couleur en question, tend à restreindre sa dénotation à la protection de la nature, désignée par métonymie (Biros 2014 : 48-49). Comme « climate-friendly » et « clean », il n'est en ce sens pas nécessairement adapté dans des contextes où il s'agit de considérer les impacts sociaux de tel ou tel système ou activité. Dès lors, ces différences dans la portée de ces adjectifs soulèvent certaines interrogations quant aux types de valeurs qui seraient les plus en phase avec la complexité des enjeux écologiques et qu'il conviendrait dès lors de cultiver : peut-on simplement arrêter toutes formes de pollution et limiter les dommages écologiques ou bien s'agit-il également de réparer les dommages déjà causés ? Faut-il se contenter d'agir sur le climat ou doit-on conjointement agir sur la biodiversité ?

2.2.3. Bilan

Au terme de cette analyse des caractéristiques morpho-sémantiques des trois catégories de néologismes présentées *supra*, nous concluons que ces dernières illustrent une tension entre la fonction d'indexation des connaissances des termes et la nécessité de répondre aux enjeux climatiques. En outre, nous espérons avoir démontré que cette tension était à la fois nourrie par la fonction d'hypostatisation du nom et par les connotations auxquelles celui-ci peut être associé, et qu'elle pouvait se manifester dans la forme de l'unité, qui combine un morphème ou une unité typique de la terminologie climatique à une autre plus ambiguë et potentiellement connotée. Dans le cas des variants négatifs de *climate change*, cette tension se traduit par le fait de donner une apparence concrète à une situation climatique extrêmement négative et dangereuse, dont l'actualisation n'est pas nécessairement attestée par la science et qui n'est pas observable partout et par tous. Concernant les néologismes dénotant des conséquences psychologiques du changement climatique, ceux-ci indexent des connaissances dans la mesure où les émotions dénotées tendent à faire l'objet de plus en plus d'études scientifiques et ont un domaine scientifique qui leur est dédié, à savoir l'écopsychologie (Zollino 2022). En même temps, les concepts qu'ils dénotent relèvent d'une théorie qui ne fait pas encore consensus au sein de la communauté scientifique (et qui, selon les contextes, relèvent dès lors davantage de l'hypothèse), à savoir l'idée d'un continuum entre la psyché humaine et l'environnement. Dès lors, leur introduction et leur mobilisation accrue dans la presse peut participer à la légitimation de cette théorie, laquelle invite à penser autrement les relations entre l'humain et la nature (Zollino 2022 : 205) et à une évolution de l'action du premier sur la seconde de façon à tenir compte de ce continuum. Quant aux composés dénotant des valeurs, c'est leur mobilisation dans des discours traitant d'un phénomène à l'origine conceptualisé en termes scientifiques qui illustre cette tension, participant d'un alliage entre des concepts permettant de *décrire* l'objet *changement climatique* et d'autres permettant d'orienter l'action de façon à répondre à la menace que constitue ce phénomène.

Dans la prochaine section, nous nous intéressons aux fonctions que ces néologismes peuvent être amenés à remplir en discours, dans la mesure où c'est avant tout en contexte que l'on peut déterminer si les unités en question peuvent effectivement jouer un autre rôle que celui d'indexer des connaissances. Nous proposons pour ce faire d'étudier plus spécifiquement les variants négatifs de *climate change*, nous inscrivant ainsi dans la suite de l'étude de cas proposée dans le chapitre précédent, au cours de laquelle nous avons vu que ce type de variants tendait à être également mobilisé par certains experts. Est-ce que cela signifie qu'ils ont une fonction purement référentielle et qu'ils sont mobilisés

pour décrire le réel ? Leur mobilisation en discours peut-elle avoir une fonction persuasive voire traduire un certain militantisme ? Peuvent-ils être au service de l'action climatique ?

2.3. Le néologisme comme stratégie pour influencer la façon de répondre au CCA et inciter à l'action : étude de cas

À travers cette sous-section, nous procédons à la troisième étape de notre travail de caractérisation des néologismes extraits du corpus de presse au regard de l'objectif d'action climatique : il s'agit d'analyser la fonction des néologismes en discours, afin de voir s'ils peuvent constituer des stratégies visant à influencer sur cet objectif. L'analyse du discours ne pouvant véritablement être mobilisée qu'à l'échelle d'un ou deux termes à la fois, nous proposons de l'appliquer uniquement aux « variants négatifs de *climate change* », tels que *climate (damn) emergency*, *climate breakdown*, *climate chaos* ou encore *Climate Collision*

2.3.1. Désigner le changement climatique autrement

Les « variants négatifs de *climate change* » cités *supra* partagent avec *climate change* le fait de dénoter le changement climatique anthropogénique et s'en distinguent, entre autres, par les connotations négatives portées par leur dénomination. Ainsi, *climate (damn) emergency*, *climate breakdown* et *climate chaos* ont en commun de pouvoir apparaître dans des contextes similaires à *climate change* :

[1] « The *climate emergency* could increase future allergy season severity by up to 60 %, a new pollen forecasting system suggests. » (GUA-2021-77)

[2] « The UK government is stepping up its preparations for Cop26 this week with two ministerial conferences: one on climate and development, bringing together donor governments and countries most vulnerable to *climate breakdown*. » (GUA-2021-68)

[3] « Thus spoke President Kennedy in a 1961 address to the United Nations. The threat he warned of was not *climate chaos* – barely a blip on anybody's radar at the time – but the hydrogen bomb. » (NYT-10-1)

Dans ces trois extraits en effet, nos composés peuvent être remplacés par *climate change*, impliquant néanmoins pour le premier de supprimer l'article défini « the ». Quant à *Climate*

Collision, celui-ci correspond en fait au nom d'une série d'articles créée par le journal américain USA Today afin de rendre compte des impacts du changement climatique :

[4] « The USA Today network's *Climate Collision* series continues its exploration of how climate change is already here and already impacting our everyday lives. » (USA-2020-32)

Il se rapproche en ce sens d'un nom propre, en témoigne le fait que les deux unités qui le composent commencent par une majuscule. En même temps, sa fonction de nom d'une série traitant du changement climatique et de ses impacts amène à le considérer comme une forme de synthèse de cette thématique, laquelle aurait également pu s'intituler *Climate Change*.

Bien qu'ils apparaissent dans des contextes plus ou moins similaires à *climate change* et partagent avec ce composé le fait de désigner un même référent, nous avons vu que nos quatre néologismes diffèrent de ce dernier dans le sens où ils impliquent certaines connotations négatives et proposent ainsi une représentation relativement sombre de la situation climatique. Face à ce constat, il convient de se demander si ces composés correspondent à une représentation adéquate des faits ou bien s'ils en introduisent une représentation biaisée, exagérée, interrogation à laquelle il n'est pas possible de répondre à partir des néologismes seuls dans la mesure où ceux-ci sont relativement ambigus (cf. section 2.2.2.1. *supra*). Dans le premier cas, ils joueraient alors un rôle avant tout référentiel, tandis que le second cas de figure pourrait impliquer une fonction persuasive qui reposerait sur le fait de mettre en exergue les scénarios climatiques les plus négatifs de façon à susciter un sentiment d'alarme et de peur chez le destinataire. En d'autres termes, nous nous demandons si le recours à ces néologismes est motivé par une nécessité de décrire la réalité et d'informer le lecteur ou bien s'il correspond à une stratégie de manipulation des faits et des connaissances, tout en interrogeant les implications de l'un ou l'autre de ces cas de figure.

2.3.2. Distinguer les néologismes « alarmistes » et « alarmants »¹²¹

À partir de ces analyses des concepts de *catastrophe*, *rapidité*, *d'urgence*, *d'irréversibilité* ou encore de *chaos*, Risbey (2008) a proposé de distinguer entre discours « alarmistes » et discours « alarmants » pour rendre compte de leur niveau d'adéquation avec les faits et de la pertinence d'y avoir recours pour décrire le changement climatique.

¹²¹ Notre traduction. Citation originale : « alarmist »/ « alarming » (Risbey 2008 : 34-35, Ereat et Segnit 2007 : 13).

Les premiers se caractérisent par le fait d'ignorer le niveau d'incertitude scientifique et d'avoir recours à des arguments non justifiés et à une rhétorique relativement hyperbolique pour présenter la catastrophe comme étant inévitable (ibid. : 34-35) : ce type de discours serait alors un obstacle à l'action climatique, dans la mesure où il tendrait à inhiber le destinataire (ibid. : 32). Quant aux discours « alarmants », ils rendent compte de la gravité des conséquences potentielles et effectives du changement climatique sans ignorer le niveau d'incertitude scientifique, et ils impliquent de formuler des stratégies possibles de réponse pour se prémunir des conséquences en question (ibid. : 34). De même, Ereaut et Segnit (2007 : 13) distinguent les discours « alarmistes » d'autres qui relèveraient d'un alarmisme « sobre » (« sober alarmism »), ces derniers étant plus modérés dans la mesure où ils proposent « a more concrete, evidence-based construction of climate change » (ibid. : 14). Dès lors, seuls les discours « alarmants » ou relevant de l'« alarmisme sobre » de Ereaut et Segnit (ibid.) seraient au service d'une description adéquate des faits, ce qui invite à s'interroger quant aux cotextes d'occurrence de nos quatre composés : sont-ils au service d'une représentation scientifique du changement climatique ou bien ont-ils une autre fonction ?

2.3.3. Analyser le sens et la fonction des néologismes en discours : l'exemple de *climate emergency* dans le Guardian

L'ambiguïté quant au sens exacte de ces composés connotés ne nous permet pas de déterminer s'ils peuvent avoir une fonction référentielle et indexer des connaissances ou bien s'ils servent une rhétorique purement « alarmiste ». Il convient dès lors de les analyser en cotexte, afin de rendre compte du sens qui leur est donné par les locuteurs et de la fonction qu'ils tendent à y remplir. Nous proposons pour ce faire d'analyser deux extraits d'articles issus du journal The Guardian et mobilisant le néologisme *climate emergency*, lesquels tendent à illustrer la distinction entre un usage alarmiste de ce composé et un usage relevant du discours « alarmant » :

[5] « The *climate emergency* could increase future allergy season severity by up to 60 %, a new pollen forecasting system suggests, while a separate system could predict the severity of grass pollen seasons months in advance. Such tools could help health professionals prepare for an increase in hay fever cases, or hospital admissions for allergy-related asthma. » (GUA-2021-77)

[6] « Yet what made the *climate emergency* and the biodiversity crisis so urgent before Covid-19 guarantees that they will be even more daunting and even more disruptive at the end of this traumatic year (...). Ignore all the over-excited coverage there will no doubt be at the end of this year celebrating a reduction in greenhouse gas emissions of up to 10 %, towns and cities temporarily purged of the horror of toxic air quality (killing far more people, by the way, every year, than Covid-19 will), and nature back in our lives through the magic of birdsong and wild creatures returning to our denatured urban landscapes. Look on all that as a short-lived respite, a beautiful but evanescent manifestation of how things could be, for citizens the world over. All those silver linings will rapidly disappear unless we start doing things very differently. » (Guardian-2020-46)

Nous émettons l'hypothèse que l'extrait [5] relève du discours « alarmant », tandis que l'extrait [6] correspond à une rhétorique « alarmiste ». Dans ce dernier en effet, l'usage du modal « will », qui implique un degré de certitude plus important que « could » ([5]) ou « might », et le recours au verbe « guarantee », constituent une négation de la nécessaire part d'incertitude qui caractérise les énoncés scientifiques sur le changement climatique. En outre, le recours à l'adverbe « rapidly », qui traduit une survenue prochaine des conséquences négatives décrites dans l'énoncé, s'oppose à la description scientifique du changement climatique comme étant un phénomène se manifestant selon une temporalité relativement longue. De plus, la mobilisation conjointe d'unités connotées positivement (« magic », « beautiful », « birdsongs », « respite ») et négativement (« horror », « killing », « crisis », « disruptive », etc.) produit une description presque irréaliste de l'environnement urbain, éloignant ainsi plus encore l'énoncé du discours scientifique. Soulignons enfin le rôle de noms tels que « horror » et « daunting », qui confèrent une dimension à la fois hyperbolique et cinématique à l'énoncé, deux caractéristiques présentées par Ereaut et Segnit (2007 : 6) comme étant récurrentes dans les discours alarmistes sur le changement climatique. En même temps, la subordonnée terminant l'extrait introduit une concession dans la description qui précède : il ne serait pas trop tard pour agir et éviter l'actualisation des sombres conséquences présentées dans le reste de l'extrait. La rhétorique alarmiste apparaît dès lors être une stratégie persuasive visant à inciter à l'action, stratégie à laquelle le néologisme participe à travers sa fonction d'hypostatisation : il présente l'urgence comme étant réelle, et comme nécessitant de ce fait une action immédiate.

Dans l'extrait [5] en revanche, les références à des données quantitatives rapprochent cet énoncé du discours scientifique, de même que le recours au modal « could » et au verbe « suggest » illustrent une forme de *hedging* (Grabe & Kaplan 1997) typique de ce type de discours. De plus, le journaliste met en avant des outils concrets pour,

si ce n'est éviter, au moins prédire les impacts décrits (« Such **tools** could help health professionals prepare (...) »). Il s'agit dès lors d'un énoncé avant tout descriptif et informatif, au sein duquel le néologisme désigne un référent dont les conséquences potentielles ont été mises en avant par la science. Malgré cela, on peut se demander si « climate emergency » a une fonction purement référentielle dans ce contexte. En effet, ce n'est pas l'urgence en elle-même qui cause l'allongement de la saison des allergies mais le changement climatique, l'urgence ne référant pas à un phénomène mais à un rapport temporel à celui-ci. En fait, le recours à ce néologisme peut ici s'expliquer par le récent choix éditorial du Guardian de généraliser le recours à des composés exprimant un plus fort degré d'intensité que *climate change* (Zeldin-O'Neill 2019), choix annoncé dans l'article « It's a crisis not a change: the six Guardian language changes on climate matters » et justifié par le journal par la nécessité d'introduire des termes « that more accurately describe the environmental crises facing the world ». Le néologisme *climate emergency* est ainsi présenté comme ayant une fonction descriptive et référentielle par le journal, bien que la façon dont il est mobilisé en discours peut en fait traduire un certain dépassement des faits décrits.

Aussi, au lieu de nous permettre de conclure à une distinction stricte entre discours alarmiste et discours alarmant et dès lors entre fonction référentielle et fonction persuasive du néologisme, ces deux exemples suggèrent que ce dernier peut impliquer différents degrés de persuasion, l'un plus direct et explicite (extrait [5]), l'autre plus subtil, presque masqué par la fonction référentielle de l'énoncé dans lequel il apparaît ([4]). À travers la fonction persuasive qu'il tend ainsi plus ou moins à assumer, *climate emergency* participe à un dépassement des connaissances indexées par le terme pour penser l'action, que ce dépassement se matérialise en discours par le fait de citer des données scientifiques avant de mettre en avant une forme d'action pour y répondre ([4]), de mobiliser un terme plutôt qu'un autre qui aurait été plus prototypique dans un contexte donné sans justifier ce choix dans le contexte en question ([4]), ou qu'il implique de ne pas du tout se référer à la science ([5]). Ce dépassement de la fonction référentielle du terme peut également se traduire par le fait de mobiliser la valeur performative de « emergency », où le recours au néologisme *climate emergency* par une autorité publique est concomitant avec l'action qu'il dénote, en l'occurrence le fait de déclarer « l'état d'urgence »:

[7] « Ian Barnes, the deputy leader of the council, said it **had already announced a *climate emergency*** and this is one of the steps being taken to make sure the local authority is carbon neutral by 2030. Ensuring Enfield is carbon neutral in 10 years means “taking bold and sometimes unpopular action”, he wrote in the council's climate report. » (TEL-2020-30)

Dans cet extrait issu du Telegraph, *climate emergency* désigne en effet une mesure adoptée par une autorité politique (« the deputy leader of the council ») et qui est justifiée par le fait qu'elle doit permettre d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2030 (« make sure the local authority is carbon neutral by 2030 », « Ensuring Enfield carbon neutral in 10 years »). En outre, la déclaration de cet état d'urgence s'accompagne de mesures décrites comme « impopulaires », en l'occurrence l'interdiction de servir de la viande lors des événements organisés par le conseil municipal (« Enfield council in north-east London will not be serving meat at any of its catered events from this Christmas »), suggérant que l'état d'urgence est ce qui permet à ce types de mesures d'être adoptées.

2.3.4. Une stratégie qui n'est pas propre à la presse

Dans le chapitre précédent, nous avons montré que les experts (à l'exception du GIEC), tendaient également à avoir recours à des variants connotés de *climate change*. En outre, on observe une certaine mobilisation de *climate chaos* et de *climate breakdown* dans le discours des ONG, où ils totalisent respectivement 10 et 39 occurrences (contre 7 et 27 dans la presse), tandis que *climate emergency* en compte respectivement 22 et 12 dans les discours de cette même communauté et dans ceux des OIG (contre 37 dans la presse). Ce constat invite alors à se demander si le recours à ce type de variants par les experts peut également servir une rhétorique *alarmiste* et ainsi remplir une fonction persuasive fondée sur la peur, interrogation à laquelle nous proposons de répondre à travers l'analyse de deux extraits issus des corpus ONG et OIG respectivement :

[8] « These floods signal the arrival of climate disasters in Europe, and represent a glimpse of the future to come without bold mitigation and adaptation action now. Investment in climate action is a cost saving opportunity in Europe and worldwide: without ambition now, countless lives will be lost, communities displaced, and economies disrupted by **climate chaos**. » (EJF-2021-6)

[9] « Yet, this is but a small sample of the damage and human suffering that a full-scale **climate emergency** will inflict unless we take urgent action to rapidly reduce emissions, increase resilience, and ensure a fair and equitable transition to a climate-smart society. Climate change is not pausing because of COVID-19. The global pandemic and the climate change crisis have exposed humanity's weakest vulnerabilities and magnified its most urgent challenges. But they also offer a slim window of global opportunity to build a better future. » (UNCDF-2020-5)

Tout d'abord, on remarque que ces deux extraits partagent avec l'extrait [6] du Guardian le fait de mobiliser un modal exprimant un degré de certitude élevé (« will »), laquelle n'est pas appuyée par des données scientifiques précises mais est inférée de « signes » (« signal », « a glimpse of » ([8]), « a small sample » ([9])), conférant ainsi une dimension presque prophétique à l'énoncé. En l'occurrence, la certitude en question concerne l'actualisation d'évènements décrits à travers des expressions porteuses de fortes connotations négatives (« disrupted », « suffering », « countless of lives will be lost »), que nos deux néologismes tendent en partie à cristalliser et dès lors à réitérer : « disrupted » matérialise ainsi un des traits sémantiques de « chaos » ([8]), tandis que « urgent » et « rapidly » font écho à « emergency » ([9]). Néanmoins, l'actualisation de ces impacts climatiques est en fait immédiatement suspendue par l'introduction d'une concession : ces conséquences peuvent être évitées si des mesures sont prises immédiatement (« without bold mitigation and adaptation action now », « unless we take urgent action to rapidly reduce emissions »). Ces concessions permettent alors l'introduction d'un vocabulaire à connotations positives (« cost saving opportunity » ([8]), « resilience », « fair and equitable », « climate-smart society », « opportunity », « better future » ([9])), qui offre un contrepoids aux conséquences négatives annoncées. En ce sens, chacun de ces deux extraits met en opposition deux futurs possibles, l'un sombre et apocalyptique, l'autre positif et désirable et dont l'actualisation est conditionnée par l'action climatique. Le recours au pronom personnel pluriel « we » dans le second extrait invite alors le lecteur à se sentir concerné par ces deux perspectives et à prendre part à l'effort visant à permettre l'actualisation du scénario positif. Dans le premier extrait, l'anaphore de la structure concessive « without [nom désignant une forme d'action] now » permet à l'ONG d'insister sur la nécessité d'une action immédiate, le déictique temporel « now » ramenant le lecteur au moment présent, et ce peu importe la date à laquelle ce dernier lit le rapport.

Sans verser complètement dans le discours « alarmiste », lequel se traduirait par une rhétorique fataliste qui nierait les possibilités d'action, ces deux extraits se distinguent du discours scientifique dans la mesure où 1/ ils ignorent le *hedging* qui le caractérise, 2/ ils ne s'appuient pas sur des références ou des données précises pour leur argumentation, et, au moins dans le second extrait, 3/ ils tendent à impliquer plus ou moins directement le lecteur. Si le fait de mentionner des impacts climatiques qui sont effectivement mis en avant dans les scénarios du GIEC¹²² confère une dimension en partie informative à ces extraits, la conjonction des caractéristiques présentées *supra* ajoute une dimension persuasive à cette

¹²² Extraits du dernier rapport du GIEC présentant certains des scénarios en question : « Global warming, reaching 1.5°C in the near-term, would cause unavoidable increases in multiple climate hazards and present multiple risks to ecosystems and humans (very high confidence) » (IPCC 2022 : 13-14), « Continued and accelerating sea level rise will encroach on coastal settlements and infrastructure (high confidence) and commit low-lying coastal ecosystems to submergence and loss (medium confidence). » (ibid.)

première fonction. Celle-ci implique à la fois de présenter les conséquences négatives du CCA et de proposer un aperçu d'un futur alternatif désirable, mobilisant ainsi conjointement la peur et le désir pour inciter à l'action.

Sans être représentatifs de tous les emplois des variants négatifs de *climate change* par les experts, les extraits en question invitent néanmoins à répondre par l'affirmative à l'interrogation soulevée *supra* : les variants négatifs de *climate change* peuvent être mobilisés dans des énoncés à valeur persuasive par les experts, où ils participent alors de cette fonction. Ce constat illustre plus avant l'idée d'une tension entre la nécessité d'informer d'une part et celle d'agir d'autre part, laquelle s'exprime jusque dans des genres de discours mobilisant en théorie davantage l'argumentation à des fins démonstratives ou explicatives que persuasives¹²³.

2.3.5. Néologie connotée et imitation de la terminologie experte : peut-on parler de termes ?

Les caractéristiques des unités étudiées *supra*, et notamment le fait qu'elles peuvent porter certaines connotations positives ou négatives et remplir une fonction persuasive ou performative en discours (ex.: *climate emergency*) invitent à s'interroger sur leur statut de terme. En effet, dans son ouvrage *Terminology: Theory, Methods, and Applications*, Cabré associe les fonctions performative ou de persuasion à la langue courante :

« Terms are used to name a specialized reality and are thus different from words in the general language because they have a primarily referential purpose. Other purposes of language, such as performative, expressive, communicative, poetic or metalinguistic uses, which are so pervasive in communication as a whole, are usually quite rare in terminological discourse. » (1998 : 112)

De même, s'intéressant plus spécifiquement à la néologie terminologique, la linguiste explique que, pour avoir une chance d'être accepté comme terme, un néologisme « should not have negative connotations or unfortunate associations » (ibid. : 210).

Néanmoins, le développement postérieur de la Théorie communicative de la terminologie (TCT) (Cabré 2000) tend à introduire une conceptualisation plus flexible du terme, qui vient relativiser cette première définition des fonctions et caractéristiques qui

¹²³ Nous nous appuyons ici sur la distinction proposée par Charaudeau (2005 : 27-30) entre *démonstration*, *explication* et *persuasion*, qui constituent trois types d'argumentation différant dans leurs enjeux communicationnels. La première, typique des écrits scientifiques, vise à établir ou à renforcer une vérité afin de faire évoluer la connaissance. La deuxième vise quant à elle à diffuser la connaissance ainsi établie à un sujet qui ne la possède pas, tandis que la troisième vise à influencer l'opinion ou les croyances du destinataire.

peuvent être associées à cette unité. En démontrant la possibilité d'appréhender le terme selon une perspective socio-communicationnelle et discursive, la TCT permet en effet de mettre en exergue d'autres fonctions possibles de ce dernier. S'intéressant à la néologie terminologique dans les articles de recherche, Pecman (2012) montre ainsi que celle-ci peut être utilisée par les chercheurs comme un outil rhétorique pour nuancer leurs propos, illustrant ce que l'auteure qualifie de fonction *expressive* du néologisme. En ce sens, la fonction du néologisme ne constitue plus un critère discriminatoire pour distinguer entre un néonyme, qui est un terme, et un néologisme, qui relève de la langue courante. Dès lors, où se situe la frontière entre unités lexicales et termes ? Comment déterminer le statut de néologismes identifiés dans des articles de presse traitant du changement climatique et y remplissant des fonctions autres que référentielles ?

Dans *La Néologie terminologique* (2018), Humbley met en avant plusieurs caractéristiques entrant dans la définition du statut de *terme* :

- l'association à un domaine de connaissance ou d'expertise spécialisée
- le degré de spécialisation
- le fait de posséder une définition conventionnelle dans un domaine donné
- le fait d'être le résultat d'une intervention délibérée...
- ... et de la décision d'une autorité
- l'univocité ou la monoréférentialité
- le caractère relativement « artificiel »
- le référent : les termes sont les dénominations d'un référent créé, fabriqué ou conçu, d'une action, d'un procédé, etc.

En même temps, l'auteur rejette l'idée d'une distinction claire entre *terme* et *unité lexicale*, invitant plutôt à parler de *degrés de termicité* que ces différents critères, selon qu'ils sont actualisés ou non, peuvent aider à déterminer (ibid. : 79). Cette conception, qui est en phase avec l'approche socioterminologique adoptée dans cette thèse et avec notre définition scalaire du domaine, nous amène ainsi à nous demander lesquels des différents critères listés *supra* sont satisfaits par les variants négatifs de *climate change*, pour lesquels nous avons démontré qu'ils impliquaient des connotations négatives et, à travers l'exemple de *climate emergency*, qu'ils pouvaient remplir une fonction autre que référentielle.

Si l'on considère tout d'abord le **critère d'association à un domaine spécialisé**, on peut considérer que celui-ci est validé par nos quatre variants dans la mesure où le modifieur *climate* marque de manière explicite une association au changement climatique et

au domaine éponyme, en créant notamment une forme de parallélisme avec le composé spécialisé *climate change*.

Le **degré de spécialisation** constitue quant à lui un critère relativement ambigu : il peut d'une part correspondre au fait qu'une unité est principalement mobilisée dans un discours lui-même très spécialisé (tel qu'un article de recherche), ou au fait que celle-ci a un usage restreint du fait de sa définition, qui la contraint à ne pouvoir être mobilisée que dans une variété relativement limitée de contextes. Si l'on s'appuie sur la première de ces deux acceptions, alors on peut dire que le degré de spécialisation de *climate emergency* est relativement faible : celui-ci tend en effet à apparaître dans les rapports des ONG et de deux OIG à partir des COP 25/ 26, mais il n'est pas utilisé par le GIEC, expert « officiel » du domaine. De même, on ne relève aucune occurrence de *climate breakdown*, *climate chaos* et *climate collision* dans les rapports du groupe d'experts. À l'inverse, selon la seconde acception de ce critère, le degré de spécialisation de ces unités apparaît relativement élevé : la présence du modifieur *climate* au sein de ces composés tend à restreindre leur utilisation à des contextes traitant du changement climatique, ce qui n'est pas le cas d'un composé tel que *sustainable development* par exemple, qui peut être mobilisé pour traiter de la perte de biodiversité, de la pollution de l'air, ou encore des inégalités sociales.

Pour le critère de **lexicalisation de l'unité**, nous proposons d'observer la présence, pour les quatre variants connotés étudiés *supra*, d'une définition spécialisée dans notre corpus de glossaire et sur Termium + :

Tableau 19 : Niveau de lexicalisation des variants négatifs de *climate change*

Néologisme	Lexicalisé (oui : V/ non : X)	Date de lexicalisation	Glossaire/ base de données
climate emergency	V	2023	Termium +
climate breakdown	X		
climate chaos	X		
Climate Collision	X		

Ainsi, on remarque que la majorité de nos composés ne possède pas d'entrée terminographique dans notre corpus de glossaires dédiés au changement climatique ou sur

Termium +. Seul *climate emergency* est lexicalisé, en l'occurrence sur Termium + (2023k), où il est défini comme une « situation où une action urgente est nécessaire pour réduire ou freiner les changements climatiques et éviter les dommages environnementaux potentiellement irréversibles qui en résultent ». Puisque l'absence d'une définition lexicalisée pour les autres composés peut être liée au fait qu'il s'agit de néologismes, nous concluons que ce critère n'est *pour l'instant* pas satisfait par ces derniers, mais qu'ils n'est pas impossible qu'il le soit dans les années à venir, comme ce fut le cas pour *climate emergency*, dont la fiche terminologique n'a été créée qu'en juin 2023.

Le critère suivant, qui correspond au fait que le néologisme est le **résultat d'une intervention délibérée** et de la **décision d'une autorité**, est relativement difficile à évaluer dans la mesure où nous ne connaissons pas la date et le contexte exacts d'introduction de ces néologismes. En même temps, l'éditorial du Guardian (Zeldin-O'Neill 2019) montre que la mobilisation des composés *climate emergency* et *climate breakdown* par ce journal est le résultat d'une décision consciente et délibérée et pouvant être associée à une autorité : celle-ci n'a en effet pas été prise par un journaliste unique mais a été décidée à l'échelle de l'ensemble de la rédaction, de façon à fournir de nouveaux principes pour guider les choix rédactionnels dans tous les articles traitant du changement climatique publiés par le journal.

Les critères d'**univocité et de monoréférentialité**, qui signifient que l'unité conserve le même sens dans ses différents emplois et est utilisée pour désigner un seul type de référent, ne sont également validés que de manière relative par nos quatre unités. L'analyse sémantique des noms têtes « chaos » et « emergency » a en effet montré que celles-ci pouvaient avoir un sens relativement ambigu, voire recouvrir plusieurs acceptions. On peut également tirer une même conclusion de l'analyse du sens de *climate breakdown* et *Climate Collision*, le premier pouvant à la fois référer spécifiquement au système climatique (qui cesserait de « fonctionner ») et à l'ensemble des systèmes sociétaux (ex. : économique, social, naturel), tandis que le second implique une certaine équivocité du fait qu'il correspond à une métaphore : le nom « collision », qui dénote un choc physique violent, est ici mobilisé comme un comparant pour souligner la violence des impacts du changement climatique, sans que la collision en question n'implique véritablement un heurt physique entre deux entités. En même temps, la seconde acception de ce nom dans le Cambridge Dictionary informatisé (s.d.) le définit comme un « fort désaccord », sens qui pourrait également être dénoté par ce composé si l'on admet que le changement climatique se traduit par de nombreux débats et désaccords entre différents groupes sociaux et culturels. En outre, le fait que *Climate Collision* soit exclusivement mobilisé pour désigner une série d'articles publiés dans USA Today ne permet pas véritablement d'identifier un sens précis

derrière ce composé : il semble en ce sens désigner une entité unique plutôt que référer à une catégorie, bien que le fait qu'il soit formé à partir de noms communs invite à en proposer une interprétation.

Le **caractère relativement « artificiel »** de nos quatre composés est quant à lui difficile à évaluer : il conviendrait en fait de mettre en avant des « sous-critères » pour définir ce qui rend une unité « artificielle », ce qui dépasse le cadre de notre étude. Quant au critère selon lequel le **réfèrent dénoté doit avoir été créé, fabriqué ou conçu, ou correspondre à une action ou à un procédé**, etc., il n'est pas validé par les quatre composés à l'étude, qui désignent des phénomènes relativement abstraits, dont l'actualisation fait débat, et n'ayant pas été consciemment et délibérément créés par l'humain.

Ainsi, les variants négatifs de *climate change* étudiés dans cette section s'avèrent présenter un degré de termicité relativement faible dans la mesure où seul le premier critère (« association à un domaine de connaissance ou d'expertise spécialisée ») est véritablement validé par nos quatre composés, tandis que le degré de spécialisation (critère n°2) n'est élevé que s'il désigne le fait que l'unité puisse être mobilisée dans une variété limitée de contextes. Dès lors, nous proposons de considérer ces composés comme illustrant une situation d'interface entre le domaine du CCA et la langue courante (Bureau 2022). Cette interface peut s'illustrer morphologiquement, par la présence conjointe d'un modifieur pouvant être associé au domaine spécialisé (*climate*) et d'une unité ayant un sens plus ambigu et plus général (*chaos, emergency*). Elle peut également s'illustrer dans leur fonction, dans la mesure où ils tendent à la fois à remplir une fonction informative en référant à un phénomène en partie documenté par la science (le changement climatique) et une fonction expressive (*climate damn emergency*), persuasive (*climate emergency*) ou encore performative en fonction du contexte.

En outre, on peut interpréter l'introduction de ces composés dans les discours de presse comme illustrant une forme d'imitation de la terminologie experte autour du changement climatique, et dont la pierre angulaire serait le composé *climate change*, issu de la climatologie et finalement devenu un concept transdisciplinaire. En effet, l'introduction de composés reprenant certaines des caractéristiques formelles et référentielles de ce terme tend à donner à ces derniers une apparence spécialisée et permet de s'appuyer sur la scientificité de *climate change* pour leur garantir une certaine légitimité. En parallèle, le recours à un nom tête relativement ambigu permet d'utiliser les composés ainsi créés pour convoquer un imaginaire plus ou moins apocalyptique selon la façon dont le sens de ce nom tête est interprété, conférant ainsi aux composés en question un pouvoir persuasif reposant sur la peur. En ce sens, cette interface matérialise, à l'échelle du terme et de son cotexte

d'occurrence, une certaine tension dans le domaine entre la nécessité d'informer et la nécessité d'agir, l'une ou l'autre pouvant être plus évidente selon les cotextes d'occurrence de ces composés et les types de discours.

2.4. Synthèse et implications pour la finalité du domaine

À travers la seconde partie de ce chapitre, nous avons identifié des néologismes créés *en réponse* aux enjeux climatiques et mobilisés par la presse. À l'appui d'une distinction entre discours « alarmistes » et « alarmants » (Risbey 2008), nous avons montré que ceux-ci pouvaient avoir une fonction persuasive voire performative en discours.

Pour ce faire, nous nous sommes tout d'abord appuyée sur une analyse des connotations portées par les néologismes en question, ce qui nous a permis d'identifier deux grandes familles de néologismes « connotés » : la première comprend des unités dénotant en partie des valeurs ou des idéaux à atteindre, tandis que les néologismes de la seconde dénotent les conséquences négatives du changement climatique. Nous avons ensuite analysé plus spécifiquement des variants « négatifs » de *climate change* (*climate emergency*, *climate chaos*, *climate breakdown* et *Climate Collision*) afin de caractériser leurs connotations plus en détail, et nous nous sommes appuyée sur une analyse des cotextes d'occurrence de *climate emergency* pour voir si ces composés ont une fonction purement référentielle ou s'ils peuvent également jouer un rôle persuasif en discours. Dans un dernier temps, nous nous sommes interrogée sur le statut de ces composés qui semblent explicitement liés au domaine du changement climatique : nous avons alors déterminé leur *degré de termicité* à partir d'une liste de critères proposée par Humbley (2018), degré qui s'est avéré relativement faible. Face à ce constat, nous avons proposé de considérer ces néologismes comme illustrant une situation d'interface entre le domaine et la langue courante et comme étant en partie motivés par l'impératif d'action climatique qui marque le domaine et amène à un dépassement de l'impératif de neutralité scientifique.

Aussi, le fait que ces néologismes soient mobilisés et véhiculés par la presse fait de cette instance un acteur clé pour la finalité du domaine, dans la mesure où elle tend alors à faire la jonction entre les objectifs de diffusion des connaissances et d'action climatique, en s'appuyant notamment sur le fait qu'elle n'est pas soumise à l'impératif de neutralité scientifique et peut ainsi avoir recours à des stratégies de persuasion pour inviter à l'action. Néanmoins, si les néologismes en question peuvent être au service de stratégies discursives visant à inciter à l'actualisation de ce troisième aspect de la finalité du domaine, le cadre disciplinaire dans lequel nous nous inscrivons pour cette étude ne nous permet pas d'évaluer leur efficacité vis-à-vis de cette aspiration. De plus, la propension de ces néologismes à effectivement inciter à l'action climatique dépend en fait largement du cotexte

dans lequel ils sont mobilisés. En outre, si le cotexte en question mentionne non seulement le risque climatique mais propose également une stratégie possible pour y répondre, la propension que le message véhiculé par l'inscription du néologisme en discours se traduise en action serait plus importante (Moser 2016 : 351, 2006 : 5-6, Jensen 2002). En ce sens, les néologismes (et plus largement les termes) dénotant des outils, des types de comportement, des valeurs, ou des idéaux à atteindre pourraient constituer des outils linguistiques et conceptuels intéressants. Ils seraient un moyen d'accroître la propension de composés désignant les conséquences négatives du CCA et ayant une dimension persuasive à effectivement inciter à l'action. Des travaux futurs pourraient ainsi proposer une analyse plus détaillée du sens, des connotations et de la fonction de ces « néologismes-outils », tandis qu'une collaboration avec des chercheurs en psychologie sociale ou en sciences de l'éducation pourrait permettre d'évaluer l'efficacité (vis-à-vis de l'objectif d'action climatique) de stratégies de communication qui mobiliseraient des néologismes ou des termes connotés. Les néologismes introduits par Albrecht dans son ouvrage *Earth Emotions* (2019), dont la visée explicite est de proposer des mots utiles afin de légitimer des émotions nécessaires pour répondre à la crise écologique, pourraient constituer, en parallèle avec ceux identifiés dans la présente thèse, un premier jeu de données à analyser selon cette approche.

3. SYNTHÈSE CHAPITRE 9

Ce chapitre avait pour objectif d'identifier et de caractériser certaines des fonctions possibles des termes et des néologismes et de l'étude de la façon dont ils varient par rapport à l'objectif ultime du domaine du changement climatique, à savoir l'action climatique. Dans la première section, ce rôle s'est traduit pour les termes par le fait qu'ils tendent à cristalliser, à travers leurs cotextes d'occurrence, certaines représentations vis-à-vis du référent qu'ils dénotent. Ce rôle est en l'occurrence activé par l'appropriation médiatique du terme qui, à travers une dilution *sélective* du contenu conceptuel de ce dernier et de l'ajout de connotations en cotexte, se traduit par des cadrages spécifiques du référent, qui tendent à refléter les représentations en question. En ce sens, la mobilisation du terme dans les discours médiatiques fait du référent qu'il dénote un objet de débat, étape préalable à la prise de décision et à la mise en place de mesures vis-à-vis de ce référent dans un système démocratique. Par extension, l'étude des termes dans ce type de discours et selon une perspective variationniste peut permettre d'identifier les différents points de vue qui alimentent le débat en question, et ainsi de mettre en exergue différents paramètres socio-

culturels et idéologiques qui peuvent constituer des obstacles à la prise de décision et, par extension, à l'action climatique.

Dans la seconde section, ce n'est pas tant des termes que des *simili*-termes dont nous avons évalué la fonction potentielle vis-à-vis de l'action climatique. Ceux-ci correspondent à des néologismes mobilisés par la presse et reprenant certaines caractéristiques formelles et référentielles du terme prototypique mais s'en distinguant du point de vue de leur sens et de la façon dont ils sont mobilisés en discours. En outre, ces *simili*-termes se sont avérés pouvoir remplir des fonctions persuasives et performatives en discours, lesquelles se construisent par la conjonction de paramètres inhérents à l'unité (ex. : connotations encyclopédiques, opacité de la composition, nouveauté) et d'autres portés par le discours (ex. : connotations dans le cotexte du terme, modalité, construction hyperbolique, etc.). Parce que ces fonctions ont respectivement vocation à agir sur le destinataire et sur le réel, nous pensons qu'elles ont une certaine propension à constituer des stratégies pour influencer l'action climatique, dont les néologismes en question seraient

la pierre angulaire.

Conclusion générale

1. RÉSUMÉ

L'objectif principal de cette thèse était de proposer une caractérisation de la variation terminologique et de la néologie dans le domaine du changement climatique d'origine anthropique (CCA) en tenant compte du rôle et des implications de ces deux phénomènes linguistiques vis-à-vis de la finalité de ce domaine. L'enjeu associé à cet objectif était celui du rôle que peut jouer la terminologie en tant que discipline pour contribuer à une meilleure compréhension de l'objet d'étude et de discours « changement climatique ». Le changement climatique n'ayant pas fait l'objet de beaucoup de travaux dans ce champ disciplinaire, il s'agissait de définir ce phénomène, de proposer une définition de ce que serait le *domaine* éponyme, ainsi qu'un cadre théorique et méthodologique qui soit adapté à une étude de la terminologie dans ce dernier, que nous avons présenté comme étant variationniste.

Au chapitre 1, nous avons ainsi défini le concept de *changement climatique*, en adoptant une perspective historique sur la façon dont son référent a été appréhendé. Nous avons montré que, s'il était à l'origine un phénomène physique et environnemental exclusivement étudié en sciences de la Terre et de l'atmosphère, le changement climatique est désormais un objet d'étude transdisciplinaire, une question de gouvernance internationale, et un objet de discours et de débats médiatiques et politiques. En parallèle, la présentation de ces différentes perspectives sur le changement climatique nous a permis de mettre en avant certaines formes de spécialisation ayant émergé autour de ce phénomène.

Au chapitre 2, nous nous sommes appuyée sur ces différentes manifestations du *spécialisé* pour définir un *domaine* et une *expertise* du changement climatique, que nous avons décrits comme étant peu prototypiques en raison de leur caractère transdisciplinaire. Nous avons alors proposé une conception scalaire du domaine et de l'expertise climatique, lesquels impliquent des instances fortement spécialisées telles que le GIEC, tout en mobilisant une multitude d'autres acteurs qui ne sont pas dédiés à la finalité de ce domaine mais qui y participent plus ou moins directement. En parallèle, nous avons défini ce que serait un *anglais du changement climatique*, tout en interrogeant la possibilité que cet anglais théorique se matérialise par une terminologie partagée par toutes les instances impliquées dans le domaine. En outre, nous avons émis l'hypothèse que, du fait du

caractère transdisciplinaire du domaine du CCA, de sa récence, et de la multiplicité d'acteurs qui participent à sa finalité, la terminologie en question aurait une certaine propension à varier.

Au chapitre 3, nous avons présenté des premiers éléments en faveur de cette hypothèse en démontrant le caractère incontournable de la variation en terminologie et en dressant un état de la littérature autour des manifestations de ce phénomène sociolinguistique dans le domaine du CCA. Nous avons également introduit le concept de *néologie*, que nous avons décrit comme constituant une forme et une cause de variation, en l'occurrence diachronique. Au terme de ce chapitre, nous avons formulé quatre questions de recherche visant à orienter notre étude de la variation et de la néologie de façon à ce qu'elle s'inscrive dans la finalité du domaine du CCA et participe à l'effort sociétal pour l'actualiser :

1/ l'apparition de termes nouveaux en diachronie témoigne-t-elle de connaissances nouvelles dans le domaine, et si oui, quel(s) type(s) de connaissances sont ainsi introduits ?

2/ les experts du domaine mobilisent-ils les mêmes termes et leur donnent-ils le même sens ?

3/ les termes des experts se diffusent-ils aux non-spécialistes et si oui, comment ces derniers se les approprient-ils ?

4/ les termes introduits et mobilisés en réponse au changement climatique peuvent-ils constituer des stratégies pour influencer voire instiguer l'action climatique ?

Nous avons alors proposé de répondre à ces quatre questions de recherche en étudiant plus spécifiquement les termes utilisés par des experts emblématiques du domaine (2ème partie), et de comparer cette terminologie à celle mobilisée par la presse anglophone (3ème partie).

Au chapitre 4, nous avons présenté le cadre théorique et méthodologique devant nous permettre d'étudier la variation terminologique au niveau de l'expertise climatique. Celui-ci considère l'étude de la variation comme un moyen de mettre en lumière un certain nombre d'informations sur le domaine et comme une étape nécessaire à l'amélioration des situations langagières motivées par sa finalité. Il mobilise des outils de la terminologie textuelle et implique la constitution de corpus diachroniques et diastratiques. Nous avons alors rassemblé un corpus spécialisé composé des rapports d'expertises publiés par les OIG

et par les ONG entre 2007 et 2019, lequel visait à représenter les discours d'expertise climatique produits dans l'histoire récente du domaine.

Au chapitre 5, nous avons appréhendé la première de nos quatre questions de recherche en identifiant et en caractérisant une *terminologie du changement climatique* à partir du corpus expert, et en s'appuyant sur cette dernière pour rendre compte du type de connaissances mobilisées dans le domaine éponyme : celles-ci se sont avérées être transdisciplinaires et correspondre à deux grands types de concepts, les premiers permettant de décrire le changement climatique et ses conséquences, les seconds permettant de penser les réponses à ce phénomène. À partir d'une étude de la néologie, nous avons montré que cet ensemble de connaissances se renouvelait principalement au niveau de ce second type de concepts, ce qui se traduit par l'apparition de nouveaux outils technologiques, idéologiques et de gouvernance pour répondre au CCA, ou par la réactualisation d'outils déjà existants.

Au chapitre 6, nous avons relativisé l'idée d'une *terminologie du changement climatique* en montrant que celle-ci pouvait en fait varier selon les experts et les organisations, que ce soit au niveau des dénominations et des connaissances mobilisées, ou au niveau de la façon dont les connaissances effectivement partagées par les experts sont conceptualisées. Nous avons alors proposé une réponse nuancée à notre deuxième question de recherche : si les experts partagent un socle de termes et de connaissances communs, ils sont également chacun spécialisés sur des aspects particuliers de la question climatique et peuvent avoir des points de vue différents sur certains concepts, ce qui peut entraîner une certaine inflation voire une instabilité terminologique à l'échelle du domaine.

Au chapitre 7, nous avons présenté la sphère médiatique comme une instance pouvant nous permettre d'étudier la diffusion des termes et des connaissances aux non-spécialistes (question de recherche n°3) d'une part, et comme pouvant insuffler une fonction pragmatique¹²⁴ à la terminologie experte (question de recherche n°4). En outre, nous avons démontré l'intérêt d'étudier la circulation des termes entre les experts et les médias anglophones pour répondre à la 3^{ème} question, et les phénomènes de variation conceptuelle entre ces deux instances ainsi que les néologismes mobilisés par la presse en réponse aux enjeux climatiques pour répondre à la 4^{ème}.

¹²⁴ Le sens donné à cet adjectif ici correspond à l'acception « qui est orienté vers l'action pratique » (Larousse s.d. : 2^{ème} acception).

Au chapitre 8, nous nous sommes appuyée sur une étude de la variation diachronique entre les experts et la presse et de la variation diachronique au sein de ce dernier corpus pour étudier la diffusion des termes et des connaissances aux non-spécialistes. Nous avons entre autres pu montrer que les médias tendent à couvrir les impacts physiques du changement climatique et à souligner l'origine anthropique de ce phénomène, mais que les questions d'adaptation, de résilience, de gestion des ressources et de justice climatique sont moins abordées. En parallèle, nous avons identifié plusieurs dénominations et concepts spécifiques à la presse par rapport aux discours des experts, indiquant que la presse a sa propre conception de ce qui constitue des connaissances pertinentes sur le changement climatique.

Au chapitre 9, nous avons proposé de dépasser la fonction référentielle des termes de façon à voir si ceux-ci peuvent être amenés à remplir d'autres fonctions en discours, davantage tournées vers l'action. Nous avons ainsi démontré que les concepts de capture et de stockage du carbone et de risque climatique tendent à cristalliser différentes représentations dans la presse, et que cette communauté peut avoir recours à des stratégies de persuasion pour orienter l'opinion publique vers l'une ou l'autre de ces représentations, et ainsi influencer l'action vis-à-vis des référents désignés par ces termes. Enfin, nous avons montré que l'objectif d'action climatique peut motiver la création d'unités lexicales connotées et ayant une certaine propension à remplir une fonction persuasive ou performative en discours, unités qui tendent en fait à imiter la terminologie des experts.

2. CONTRIBUTIONS

À travers cette section, nous souhaiterions mettre en exergue différents aspects de cette thèse qui nous semblent constituer des apports originaux en anglais de spécialité et pour le pan des sciences humaines qui s'intéresse au changement climatique.

2.1. Apports théoriques et méthodologiques

Nous avons proposé une conception scalaire du domaine du changement climatique et un cadre théorique et méthodologique variationniste pour l'étudier, ce qui nous a permis d'étudier sa terminologie malgré le fait qu'il s'agit d'un domaine transdisciplinaire et aux frontières floues. Nous pensons que cette approche permet d'étudier d'autres domaines peu prototypiques, dont l'étude serait nécessaire dans la mesure où ils impliqueraient des enjeux

importants, notamment sociétaux : des questions contemporaines relativement contentieuses telles que la perte de la biodiversité (qui est étroitement liée à celle du changement climatique), l'intelligence artificielle, la condition animale, la transidentité ou encore les inégalités raciales et de genre, pourraient bénéficier d'une approche domaniale pour l'étude des unités linguistiques mobilisées pour les appréhender, approche qui serait rendue possible par une conception du domaine comme un continuum transdisciplinaire. Une telle perspective pourrait entre autres permettre d'extraire une terminologie spécifique à chacune de ces thématiques, d'étudier la façon dont les termes et concepts qui la composent varient selon les discours, et ainsi d'identifier d'éventuels points de désaccords ou des représentations sociales nouvelles au sein de ces derniers.

Nous avons proposé une approche combinant différents types de variation (dénominative, conceptuelle, de la substance terminologique) et différentes causes de ce phénomène (diachronie, diastratie, néologie) en comparant différents corpus. Cette démarche s'est avérée utile pour mettre en lumière une diversité importante d'informations sur le domaine spécialisé, et notamment sur les dynamiques qui participent à sa structuration et à son évolution, ou qui font obstacles à sa finalité : différences de points de vue, évolution des connaissances, déterminologisation avec apports de connotation, etc.

Nous avons eu recours au modèle neuronal Word2vec pour mener une analyse distributionnelle et ainsi rendre compte de la variation diastratique conceptuelle entre deux communautés expertes. Si la taille relativement restreinte de notre corpus nous a contrainte à relativiser la précision des vecteurs générés par Word2vec, nous avons montré que cette approche pouvait néanmoins permettre d'orienter l'analyse vers des unités qui auraient une plus grande propension à voir leur sens varier en discours. Elle peut en ce sens constituer la première étape d'une démarche qui viserait à analyser la variation sémantique et conceptuelle au sein d'un corpus de taille restreinte¹²⁵.

2.2. Apports par rapport à la finalité du domaine étudié.

Nous avons documenté différents phénomènes de variation et d'instabilité terminologique au niveau de certains termes clés du domaine, et avons montré que les référents de ces derniers pouvaient être des objets de débat dans la presse. Nous pensons que ces phénomènes peuvent influencer ou constituer des obstacles à la diffusion des connaissances autour du changement climatique et à l'action climatique, deux objectifs définitoires de la finalité du domaine.

¹²⁵ Nous faisons ici référence à des corpus spécialisés qui, en raison de cette caractéristique, ne peuvent atteindre la taille des corpus typiquement utilisés pour mener une analyse vectorielle avec un modèle neuronal, lesquels tendent à dépasser le milliard de mots.

En parallèle, l'extraction et la caractérisation de la terminologie mobilisée par les experts et les médias dans l'histoire récente du domaine nous a permis d'identifier des thématiques qui sont sous-représentées par les spécialistes et par les médias (ex. : adaptation, justice climatique, liens entre le changement climatique et la biodiversité, etc.) par rapport à d'autres qui sont plus centrales dans les discours de ces communautés. Nous pensons que ce type de données pourrait servir d'indicateur pour orienter les travaux des spécialistes du domaine ou les communicants vers des thématiques dont ils jugeraient qu'elles devraient être davantage traitées.

Nous avons proposé une représentation des concepts et des connaissances mobilisés par les experts du CCA sous la forme d'un arbre de catégories *pragmasémantiques*. Nous pensons que celui-ci peut constituer un outil didactique pour illustrer et expliquer le caractère systémique du changement climatique.

Plus largement, nous espérons contribuer à un travail collectif en sciences humaines et sociales qui vise à faire le lien entre les connaissances produites par le GIEC et l'action climatique en rendant compte de la façon dont les membres d'une société s'approprient et répondent aux connaissances en question.

3. LIMITES ET PERSPECTIVES

Notre étude étant exploratoire, une des principales limites de cette dernière est que nous n'avons pas pu répondre de manière exhaustive aux quatre questions de recherche soulevées en introduction.

En effet, nous nous sommes appuyée sur les discours de trois communautés pour rendre compte de la variation terminologique dans un domaine qui en mobilise une multitude. Si les communautés expertes et la sphère médiatique tendent à être des instances pivots entre plusieurs de ces communautés, on ne peut affirmer avoir identifié l'ensemble des termes mobilisés dans ce domaine. Le choix de représenter l'expertise climatique à travers les discours de deux communautés relevant de l'échelle internationale, les institutions et les ONG, implique une perspective spécifique sur la terminologie du changement climatique : les termes identifiés sont avant tout ceux qui concernent et qui sont mobilisés à cette échelle, alors que le changement climatique tend à se manifester et à être perçu différemment selon les localités. Il pourrait en outre être intéressant d'étudier la terminologie utilisée dans des rapports produits à l'échelle d'un pays, afin de voir dans quelle mesure les spécificités socioculturelles, économiques et environnementales de ce

dernier influencent les termes et concepts les plus mobilisés dans les discours produits en son sein et la façon dont le changement climatique y est appréhendé. Une approche possible pour étudier les termes mobilisés à cette échelle pourrait être de constituer un corpus à partir des rapports des principaux think tanks (Gaillard 2019) qui, dans un pays donné, travaillent sur les enjeux climatiques.

De plus, notre corpus « Experts » représente en fait avant tout l'expertise climatique scientifique, alors que d'autres formes d'expertise, et notamment les savoirs écologiques traditionnels (SET) ou autochtones, peuvent jouer un rôle fondamental dans la propension des communautés qui possèdent ces connaissances à répondre aux enjeux climatiques. S'il pourrait alors être tentant de répertorier les termes mobilisés pour désigner les savoirs en question afin de permettre leur reconnaissance et faciliter leur diffusion, il est indispensable de considérer ces derniers comme territorialisés et culturellement situés. En outre, leur étude nécessiterait que le terminologue interroge ses motivations et travaille en collaboration étroite avec les communautés détentrices de ces savoirs, afin de s'assurer de l'accord de ces dernières quant au fait de répertorier les savoirs en question, quant aux termes mobilisés pour les désigner, et surtout, quant à la possibilité que ces savoirs se diffusent en dehors du contexte dans lequel ils ont été produits.

Nous pourrions également envisager de considérer les termes et concepts introduits dans un contexte littéraire, par exemple dans le cadre de récits de science-fiction ou d'anticipation traitant de la problématique climatique, désignés en anglais par les composés « climate-fiction » ou « cli-fi » (Rong 2023). Comme la presse, ces derniers tendent en effet à jouer un rôle vis-à-vis de l'objectif de la conscientisation au changement climatique (ibid.), en suscitant notamment une réponse émotionnelle des lecteurs face à la perspective de ce phénomène. Il pourrait alors être intéressant de voir si cette narrativisation de la question climatique se fait à partir des mêmes termes que les experts, et si elle implique de recourir à de nouvelles unités et à de nouveaux concepts. Le récit de fiction constitue en effet un espace privilégié pour l'introduction de néologismes, dont on pourrait alors interroger la propension à être mobilisés en dehors du cadre fictionnel, ainsi que les implications liées au fait de les diffuser : certains de ces néologismes ne permettraient-ils pas d'enrichir le panel d'outils linguistiques et conceptuels permettant de se représenter le changement climatique ou d'influer sur l'action climatique ? Introduisent-ils des stratégies inédites pour répondre à cette problématique ? Le cas échéant, ces stratégies peuvent-elles (et doivent-elles) se matérialiser dans le réel ? Notons que, pour répondre à cette dernière interrogation, collaborer avec des experts du domaine serait primordial. Quant aux unités et concepts également mobilisés par l'expertise climatique, étudier leur utilisation dans des récits de fiction pourrait être un moyen de mettre en lumière certains aspects de leur référent (ou certaines conséquences de l'actualisation de ce référent) qui n'auraient pas été considérés

par les experts. Comme pour la procédure mobilisée dans le dernier chapitre de notre étude, le terme serait alors une « porte d'entrée » vers des perspectives alternatives sur le référent qu'il désigne, qui se matérialiseraient en discours dans le cotexte linguistique entourant le terme en question. Considérer ce type de genre textuel n'a en fait rien d'inédit en anglais de spécialité depuis l'introduction du concept de Fiction à substrat professionnel par M. Petit en 1999 (Fries & Nallet 2022). Cependant, en raison du caractère peu prototypique du domaine du changement climatique, une telle étude nécessiterait de déterminer si les « climate-fictions » relèvent effectivement de la FASP. Dans le cas contraire, il conviendrait alors de mener un travail de caractérisation et de catégorisation de ce type de récits, à l'image de celui effectué par Biroš (2010) pour le genre de l'écothriller, qui se rapporte plus largement à la crise écologique. Un tel travail permettrait de légitimer l'étude des romans sur le changement climatique en tant que genre textuel pertinent pour l'analyse d'une variété spécialisée d'anglais, l'*anglais du changement climatique*.

Enfin, pour véritablement rendre compte de la diffusion des termes et des connaissances aux non-spécialistes, il serait nécessaire d'étudier la réception des termes en question par le grand public, en s'appuyant par exemple sur des enquêtes socioterminologiques auprès d'un échantillon d'individus. On pourrait également envisager d'étudier l'appropriation et la circulation de cette terminologie sur les réseaux sociaux, qui tendent également à influencer l'opinion publique. Une autre possibilité pourrait être de considérer la section « commentaires » de certains journaux en ligne, ce qui permettrait d'observer une étape supplémentaire dans le processus de diffusion des termes et des connaissances, en l'occurrence leur transmission de l'article de presse au lecteur.

Le changement climatique est un sujet relativement large, impliquant différentes sous-thématiques telles que l'adaptation, l'atténuation, les risques climatiques, le droit climatique, etc.. En raison de notre perspective englobante, qui visait entre autres à permettre de mieux comprendre la « problématique climatique » au sens large et à entamer la caractérisation du *domaine du changement climatique*, nous n'avons pas pu décrire ces différentes sous-thématiques, alors que celles-ci pourraient être déterminées par des dynamiques qui leur sont propres et nécessiter un socle de connaissances plus spécifique que celui que nous avons présenté au chapitre 5. De plus, si le fait de combiner l'étude de différentes formes et causes de variation offre la possibilité de mettre en exergue une grande diversité d'informations sur la terminologie et le domaine à l'étude, la nécessité d'avoir recours à une analyse qualitative pour interpréter les données en question nous contraint à ne pouvoir décrire le fonctionnement que d'un nombre limité de termes. Ainsi, pour pouvoir affiner notre compréhension de ce phénomène et des dynamiques pouvant faire obstacle à son atténuation, il serait nécessaire d'une part d'étendre l'analyse à d'autres

termes, et d'autre part d'appliquer la méthodologie développée dans cette thèse à l'étude de chacune des sous-thématiques englobées par celle plus large du changement climatique. Cette approche « par sous-thématiques » pourrait en outre permettre d'enrichir le référencement des termes dans les bases de données terminologiques, qui pourraient alors être associés à des catégories plus spécifiques que celle du changement climatique. De même, si l'on considère que le sujet de la problématique climatique doit intégrer les programmes d'enseignement et être l'objet de cours spécifiques, l'identification des termes et concepts spécifiques à différentes sous-thématiques climatiques pourraient permettre d'assister la conception de différentes séquences de cours chacune dédiées à l'une ou l'autre de ces thématiques : les termes permettraient en effet de se représenter relativement aisément les concepts qu'il serait nécessaire de connaître à l'issue de chaque séquence. Enfin, nous souhaiterions mettre en lumière une sous-thématique particulière, qui, il nous semble, s'est révélée être relativement peu représentée parmi les termes identifiés à travers cette étude : il s'agit de celle de la conscientisation (associée à la catégorie pragma-sémantique [OUTILS SYSTÉMIQUES] dans nos arbres conceptuels), laquelle engloberait notamment l'éducation et la formation aux enjeux climatiques. Cette sous-représentation, qui pourrait être liée aux caractéristiques des communautés choisies pour notre corpus expert (rappelons par exemple à nos lecteurs que le GIEC est composé de chercheurs relevant des sciences de la terre et de l'atmosphère, d'économistes et de sociologues, et non de didacticiens ou de chercheurs en sciences humaines), invite à s'interroger sur l'existence de termes et de concepts relatifs à cette sous-thématique qui auraient été spécifiquement introduits en réponse au changement climatique. Afin de répondre à cette interrogation, nous pourrions imaginer constituer un corpus composé d'articles scientifiques relevant de la psychologie environnementale, de la communication ou encore de l'éducation à l'environnement et au développement durable (EEDD), et lui appliquer la méthodologie d'identification des termes et des néologismes mobilisée dans la présente étude.

Par ailleurs, nous nous sommes appuyée sur les termes et plus spécifiquement sur les noms pour notre exploration du domaine et des dynamiques qui influencent l'actualisation de sa finalité. Or, l'étude des adjectifs et des verbes présente également un intérêt pour la caractérisation d'un domaine et serait nécessaire pour une description optimale d'une langue spécialisée (L'Homme 2019, 2004, Picton 2009). Plus largement, les termes et les noms ne constituent finalement qu'une façon parmi d'autres d'étudier le domaine et l'anglais du changement climatique : il conviendrait en outre de tenir compte d'autres unités linguistiques (ex. : phraséologie, discours, texte), et d'en compléter la description en s'appuyant sur des travaux qui s'intéressent par exemple plus spécifiquement

à la culture, à l'histoire et aux valeurs des communautés spécialisées impliquées dans ce domaine.

Enfin, bien que nous nous soyons appuyée sur la littérature scientifique autour du CCA et sur des échanges avec certains experts du domaine pour nos analyses qualitatives, nous ne pouvons garantir qu'aucun biais ne se soit glissé dans nos interprétations. En outre, nos analyses sont nécessairement influencées par certains aspects de notre identité, tels que le fait que nous résidons dans un pays développé et dans une région qui n'est pas touchée par des événements climatiques extrêmes, ou encore le fait que nous adhérons à la thèse du changement climatique telle que formulée par le GIEC.

Bibliographie

ALBRECHT, Glenn A. 2005. « “Solastalgia” A New Concept in Health and Identity ». PAN : Philosophy, Activism, Nature [En ligne] 3, 42-55. Consulté le 26 juillet 2023. URL : https://bridges.monash.edu/articles/journal_contribution/Solastalgia_a_new_concept_in_health_and_identity/4311905>

_____. 2019. *Earth Emotions: New Words for a New World*. Ithaca ; Londres : Cornell University Press.

D’ALMEIDA, Nicole & Ana Carolina PELIZ. 2011. « Le Changement climatique en image et en texte ». *Recherches En Communication* [En ligne] 35, 17–36. DOI : <https://doi.org/10.14428/rec.v35i35.51253>.

AMERICAN PSYCHIATRIC ASSOCIATION. 2022. *Diagnostic and Statistical Manual of Mental Disorders*. 5^e édition, texte révisé. Washington DC : American Psychiatric Association. Consulté le 24 juillet 2023. URL : <https://www.migna.ir/images/docs/files/000058/nf00058253-2.pdf>.

ANTHONY, Laurence. 2005. « AntConc: Design and Development of a Freeware Corpus Analysis Toolkit for the Technical Writing Classroom ». *Proceedings of the International Professional Communication Conference (IPCC 2005)* [En ligne]. Limerick, Ireland, 729–37. DOI : <https://doi.org/10.1109/IPCC.2005.1494244>.

ASEKUN-OLARINMOYE, Olusesan, Oriola OLUWAKEMI, Akilla OLUSHEWA, et al. 2018. « Media Systems: A Comparative Analysis of Britain, the United States, Canada and France ». *Research on Humanities and Social Sciences* [En ligne] 8/ 2, 15. Consulté le 21 juillet 2023. URL : <https://www.iiste.org/Journals/index.php/RHSS/article/view/40794>.

AUTHIER-REVUZ, Jacqueline. 2003. « Le fait autonymique : langage, langue, discours - Quelques repères ». In DOURY, Marianne, Jacqueline AUTHIER-REVUZ & Sandrine REBOUL-TOURÉ (dir.), *Parler des mots : Le fait autonymique en discours*. 1^{ère} édition. Paris : Presses Sorbonne Nouvelle, 67–96.

AYKUT, Stefan C. & Amy DAHAN. 2015. *Gouverner le climat ? Vingt ans de négociations internationales*. Paris : Presses de Sciences Po.

AYKUT, Stefan C. 2017. « Governing through Verbs: The Practice of Negotiating and the Making of a New Mode of Governance ». In AYKUT, Stefan C., Jean FOYER & Edouard

MORENA (dir.), *Globalising the Climate: COP21 and the Climatisation of Global Debates*. London ; New York : Routledge, 18-38.

BAKER, Paul. 2004. « Querying Keywords: Questions of Difference, Frequency, and Sense in Keywords Analysis ». *Journal of English Linguistics* [En ligne] 32/ 4, 346–59. DOI : <https://doi.org/10.1177/0075424204269894>.

BAKER, Paul, Costas GABRIELATOS, Majid KHOSRAVINIK, *et al.* 2008. « A Useful Methodological Synergy? Combining Critical Discourse Analysis and Corpus Linguistics to Examine Discourses of Refugees and Asylum Seekers in the UK Press ». *Discourse and Society* [En ligne] 19, 273–306. DOI : <https://doi.org/10.1177/0957926508088962>.

BALLARIN, Sophie. 2009. « Approche sociolinguistique de la production terminologique au Québec : application du modèle glottopolitique ». Thèse de doctorat en traduction, Université de Montréal.

BARONI, Marco, Georgiana DINU & Germán KRUSZEWSKI. 2014. « Don't Count, Predict! A Systematic Comparison of Context-Counting vs. Context-Predicting Semantic Vectors. *Proceedings of the 52nd Annual Meeting of the Association for Computational Linguistics 1: Long Papers* [En ligne]. Baltimore, Maryland : Association for Computational Linguistics, 238–47. DOI : <https://doi.org/10.3115/v1/P14-1023>.

BECK, Silke. 2012. « The Challenges of Building Cosmopolitan Climate Expertise: The Case of Germany ». *WIREs Climate Change* [En ligne] 3/ 1, 1–17. DOI : <https://doi.org/10.1002/wcc.151>.

BECK, Silke, Maud BORIE, Jason CHILVERS, *et al.* 2014. « Towards a Reflexive Turn in the Governance of Global Environmental Expertise. The Cases of the IPCC and the IPBES ». *GAIA - Ecological Perspectives for Science and Society* [En ligne] 23/ 2, 80–87. DOI : <https://doi.org/10.14512/gaia.23.2.4>.

BERNIER-COLBORNE, Gabriel. 2016. « Aide à l'identification de relations lexicales au moyen de la sémantique distributionnelle et son application à un corpus bilingue du domaine de l'environnement ». Thèse de doctorat en traduction, option terminologie, Université de Montréal.

BERTELS, Ann. 2022. « Chapter 14. Terminology and Distributional Analysis of Corpora ». In FABER, Pamela & Marie-Claude L'HOMME, *Theoretical Perspectives on Terminology: Explaining Terms, Concepts and Specialized Knowledge – Terminology and Lexicography Research and Practice* [En ligne] 23. Amsterdam : John Benjamins Publishing Company, 311–28. DOI : <https://doi.org/10.1075/tlrp.23.14ber>.

BERTOLDO, Raquel, Claire MAYS, Gisela BÖHM *et al.* 2019. « Scientific Truth or Debate: On the Link between Perceived Scientific Consensus and Belief in Anthropogenic Climate Change ». *Public Understanding of Science* 28/ 7, 778–96.

BIBER, Douglas. 1993. « Representativeness in Corpus Design ». *Literary and Linguistic Computing* [En ligne] 8/ 4, 15. DOI : <https://doi.org/10.1093/lc/8.4.243>.

_____. 2006. *University Language: A Corpus-based Study*. Amsterdam ; New York : John Benjamins Publishing Company.

BIROS, Camille. 2010. « Premiers éléments de définition d'un type émergent de FASP : l'écothriller ». *ASp. La revue du GERAS* [En ligne] 57, 67-85. DOI : <https://doi.org/10.4000/asp.963>.

_____. 2011. « Contribution à l'étude du discours environnemental : les organisations et leurs discours au Royaume-Uni ». Thèse de doctorat en études anglophones, Université Bordeaux 2.

_____. 2014. « Les couleurs du discours environnemental ». *Mots. Les langages du politique* [En ligne] 105. DOI : <https://doi.org/10.4000/mots.21688>.

BIROS, Camille, Caroline ROSSI & Inesa SAHAKYAN. 2018. « Discourse on Climate and Energy Justice: a Comparative Study of Do It Yourself and Bootstrapped Corpora ». *Corpus* [En ligne] 18. DOI : <https://doi.org/10.4000/corpus.3376>.

BIROS, Camille & Caroline PEYNAUD. 2019. « Disseminating Climate Change Knowledge. Representation of the International Panel on Climate Change in Three Types of Specialized Discourse ». *Lingue e Linguaggio* [En ligne]. Bologna : Il Mulino, 179-204. DOI : <https://doi.org/10.1285/I22390359V29P179>.

BIROS, Camille, Caroline ROSSI & Aurélien TALBOT. 2020. « Translating the International Panel on Climate Change Reports: Standardisation of Terminology in Synthesis Reports from 1990 to 2014 ». *Perspectives* [En ligne] 29/ 2, 231–44. DOI : <https://doi.org/10.1080/0907676X.2020.1800059>.

_____. 2021. « Politiques du multilinguisme et traduction : de la “langue mondiale” à la “langue translative mondiale” ». In XIANGYUN ZHANG, Florence & Nicolas FROELIGER (dir.), *Traduire, un engagement politique ?*. Bruxelles : Peter Lang, 243-261.

BOGETIC, Ksenija. 2013. « Normal Straight Gays: Lexical Collocations and Ideologies of Masculinity in Personal Ads of Serbian Gay Teenagers ». *Gender and Language* [En ligne] 7/ 3, 333-367 . DOI : <https://doi.org/10.1558/genl.v7i3.333>.

BOLINGER, Dwight. 1980. *Language: The Loaded Weapon*. Londres : Longman.

BONNET, Alma-Pierre. 2021. « Le discours climatosceptique des Brexiteurs au Royaume-Uni ». *Mots. Les langages du politique* [En ligne] 127, 65–80. DOI : <https://doi.org/10.4000/mots.28845>.

BORDET, Geneviève. 2013. « Brouillage des frontières, rencontres des domaines : quelles conséquences pour l'enseignement de la terminologie et de la traduction spécialisée ». *ASp. La revue du GERAS* [En ligne] 64, 95–115. DOI : <https://doi.org/10.4000/asp.3851>.

BOULANGER, Jean-Claude. 2010. « Sur l'existence des concepts de “néologie” et de “néologisme”. Propos sur un paradoxe lexical et historique ». *Actes Del I Congrès Internacional de Neologia de Les Llengües Romàniques*, 31–72.

BOURIGAULT, Didier & Monique SLODZIAN (1999). « Pour une terminologie textuelle », *Terminologies nouvelles* 19, 29-32.

BOWKER, Lynne. 2022. « Chapter 6. Multidimensionality ». In FABER, Pamela & Marie-Claude L'HOMME, *Theoretical Perspectives on Terminology: Explaining Terms, Concepts and Specialized Knowledge – Terminology and Lexicography Research and Practice* [En ligne] 23. Amsterdam : John Benjamins Publishing Company, 127–48. DOI : <https://doi.org/10.1075/tlrp.23.06bow>.

BOWKER, Lynne. 1993. « Multidimensional Classification of Concepts for Terminological Purposes ». *Proceedings Of The 4th Asis Sig/Cr Classification Research Workshop* [En ligne], 39–56. DOI : <https://doi.org/10.7152/acro.v4i1.12610>.

BOWMAN, Thomas E., Edward MAIBACH, Michael E. MANN, *et al.* 2009. « Creating a Common Climate Language ». *Science* [En ligne] 324/ 5923, 36–37. DOI : <https://doi.org/10.1126/science.324.5923.36b>.

BOYKOFF, Maxwell T. 2008. « The Cultural Politics of Climate Change Discourse in UK Tabloids ». *Political Geography* [En ligne] 27, 549–69. DOI : <https://doi.org/10.1016/j.polgeo.2008.05.002>.

BOYKOFF, Maxwell T. & Jules M. BOYKOFF. 2007. « Climate Change and Journalistic Norms: A Case Study of US Mass-media Coverage ». *Geoforum* [En ligne] 38/ 6, 1190–1204. DOI : <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2007.01.008>.

BRAND, Alexander & Achim BRUNNENGRÄBER. 2012. « Conflictive Knowledge Constructions on Climate Change through Mainstream and Alternative Media? » *Transcience* 3/ 1, 7-24.

- BRAY, Dennis & Hans VON STORCH. 2009. « “Prediction” or “Projection”?: The Nomenclature of Climate Science ». *Science Communication* [En ligne] 30/ 4, 534–43. DOI : <https://doi.org/10.1177/1075547009333698>.
- BREEZE, Ruth. 2013. « Lexical Bundles across Four Legal Genres ». *International Journal of Corpus Linguistics* [En ligne] 18/ 2, 229–53. DOI : <https://doi.org/10.1075/ijcl.18.2.03bre>.
- BRILEY, Laura, Daniel BROWN & Scott E. KALAFATIS. 2015. « Overcoming Barriers during the Co-Production of Climate Information for Decision-Making ». *Climate Risk Management* [En ligne] 9, 41–49. DOI : <https://doi.org/10.1016/j.crm.2015.04.004>.
- BRÜGGEMANN, Michael & Simone RÖDDER (dir.). 2020. *Global Warming in Local Discourses: How Communities around the World Make Sense of Climate Change* [En ligne]. Cambridge, UK : Open Book Publishers. DOI : <https://doi.org/10.11647/OBP.0212>
<https://doi.org/10.11647/obp.0212>.
- BUDESCU, David V., Han-Hui POR & Stephen B. BROOMELL. 2012. « Effective Communication of Uncertainty in the IPCC Reports ». *Climatic Change* [En ligne] 113/ 2, 181–200. DOI : <https://doi.org/10.1007/s10584-011-0330-3>.
- BUFFET, Christophe & Amy DAHAN. 2015. « Gouverner le climat : le processus onusien et la gestion du changement climatique - Entretien mené par M. Beekmann et I. Roussel ». *Pollution Atmosphérique* 227 [En ligne]. Consulté le 29 avril 2022. URL : <http://odel.irevues.inist.fr/pollution-atmospherique/index.php?id=5289>.
- BUREAU, Pauline. 2022. « Changement climatique, changement linguistique ? Extraction semi-automatique et analyse des néologismes issus du domaine du changement climatique ». In BALNAT, Vincent & Christophe GÉRARD (dir.), *Néologie et Environnement – Neologica* [En ligne] 16, 61–83. DOI : <https://doi.org/10.48611/isbn.978-2-406-13219-6.p.0061>.
- CABRÉ, Maria Teresa. 1998. *Terminology: Theory, Methods and Applications*. ANN DECESARIS, Janet (trad.), SAGER, Juan C. (dir.) – *Terminology and Lexicography Research and Practice* 1. Amsterdam ; Philadelphia : John Benjamins Publishing Company.
- _____. 2000. « Elements for a Theory of Terminology: Towards an Alternative Paradigm ». *Terminology. International Journal of Theoretical and Applied Issues in Specialized Communication* [En ligne] 6/ 1, 35–57. DOI : <https://doi.org/10.1075/term.6.1.03cab>.

CAMBRIDGE DICTIONARY. s.d. « breakdown ». Consulté le 24 juillet 2023. URL : <<https://dictionary.cambridge.org/dictionary/english/breakdown>>.

_____. s.d. « chaos ». Consulté le 24 juillet 2023. URL : <<https://dictionary.cambridge.org/dictionary/english/chaos>>.

_____. s.d. « dis- ». Consulté le 24 juillet 2023. URL : <<https://dictionary.cambridge.org/dictionary/english/dis?q=dis->>>.

_____. s.d. « climate-friendly ». Consulté le 24 juillet 2023. URL : <<https://dictionary.cambridge.org/dictionary/english/climate-friendly>>.

_____. s.d. « collision ». Consulté le 24 juillet 2023. URL : <<https://dictionary.cambridge.org/dictionary/english/collision>>.

_____. s.d. « decarbonization ». Consulté le 21 juillet 2023. URL : <<https://dictionary.cambridge.org/dictionary/english/decarbonization>>.

_____. s.d. « emergency ». Consulté le 12 septembre 2021. URL : <<https://dictionary.cambridge.org/dictionary/english/emergency>>.

_____. s.d. « fleet ». Consulté le 12 septembre 2021. URL : <<https://dictionary.cambridge.org/dictionary/english/fleet>>.

_____. s.d. « green ». Consulté le 24 juillet 2023. URL : <<https://dictionary.cambridge.org/dictionary/english/green>>.

_____. s.d. « mis- ». Consulté le 24 juillet 2023. URL : <<https://dictionary.cambridge.org/dictionary/english/mis?q=mis->>>.

_____. s.d. « non- ». Consulté le 24 juillet 2023. URL : <<https://dictionary.cambridge.org/dictionary/english/non?q=non->>>.

_____. s.d. « renewable ». Consulté le 24 juillet 2023. URL : <<https://dictionary.cambridge.org/dictionary/english/renewable>>.

_____. s.d. « sustainable ». Consulté le 24 juillet 2023. URL : <<https://dictionary.cambridge.org/dictionary/english/sustainable>>.

_____. s.d. « deadly ». Consulté le 31 août 2023. URL : <<https://dictionary.cambridge.org/dictionary/english/deadly>>.

_____. s.d. « un- ». Consulté le 24 juillet 2023. URL : <<https://dictionary.cambridge.org/dictionary/english/un?q=un->>>.

CAMERON, Emilie, Rebecca MEARNS & Janet Tamalik MCGRATH. 2015. « Translating Climate Change: Adaptation, Resilience, and Climate Politics in Nunavut, Canada ». *Annals of the Association of American Geographers* [En ligne] 105, 274–283. DOI : <https://doi.org/10.1080/00045608.2014.973006>.

CARTIER, Emmanuel. 2016. « Neoveille, système de repérage et de suivi des néologismes en sept langues ». In HUMBLEY, John & Jean-François SABLAYROLLES, *Neologica* [En ligne] 10, 101–31. DOI : <https://doi.org/10.1512/ISBN.978-2-406-06279-0.P.0101>.

CARVALHO, Anabela. 2007. « Ideological Cultures and Media Discourses on Scientific Knowledge: Re-Reading News on Climate Change ». *Public Understanding of Science* [En ligne] 16/ 2, 223–43. DOI : <https://doi.org/10.1177/0963662506066775>.

CATELLANI, Andrea. 2021. « Changement climatique : déni, négation et climato-scepticisme ». *Publictionnaire. Dictionnaire encyclopédique et critique des publics* [En ligne]. Consulté le 20 janvier 2022. URL : <<https://publictionnaire.huma-num.fr/notice/changement-climatique-deni-negation-et-climato-scepticisme/>>.

CHARAUDEAU, Patrick. 2005. « Quand l'argumentation n'est que visée persuasive. l'exemple du discours politique'. In BURGER, Marcel & Guylaine MARTEL, *Argumentation et communication dans les médias* [En ligne]. Québec : Nota Bene, 23-43. Consulté le 20 juillet 2023. URL: <<http://www.patrick-charaudeau.com/Quand-l-argumentation-n-est-que.html>>.

_____. 2010. « Une éthique du discours médiatique est-elle possible ? » *Communication. Information médias théories pratiques* [En ligne] 27/ 2, 51–75. DOI : <https://doi.org/10.4000/communication.3066>.

CHARLEBOIS, Julien-Claude. 2019. « Analyse comparative de la terminologie des médias sociaux : contribution des domaines de la communication et de l'informatique à la néologie ». Mémoire de master en traduction, Université de Montréal.

CHARLES, Lionel. 2006. « Perspectives sur l'histoire de la météorologie et de la climatologie ». *Ecologie politique* [En ligne] 33/ 2, 36–52. DOI : <https://doi.org/10.3917/ecopo.033.0036>.

CHATEAURAYNAUD, Francis & Cathy DUBOIS. 2019. « Et si la climatologie devenait une science sociale comme les autres ? À propos du colloque "Entre connaissance et action : regards croisés sur les enjeux climatiques et environnementaux" ». *Natures Sciences Sociétés* [En ligne] 27/ 1, 63–72. DOI : <https://doi.org/10.1051/nss/2019022>.

COHEN-SHACHAM, Emmanuelle, Gretchen Marie WALTERS, C. JANZEN, et al. (dir.). 2016. *Nature-based Solutions to Address Global Societal Challenges* [En ligne]. Gland (Suisse) : IUCN. DOI : <https://doi.org/10.2305/IUCN.CH.2016.13.en>.

COLLINS, Harry & Robert EVANS. 2007. *Rethinking Expertise*. Chicago : The University of Chicago Press.

CONDAMINES, Anne. 2005. « Linguistique de corpus et terminologie ». *Langages* [En ligne] 157/ 1, 36–47. DOI : <https://doi.org/10.3917/lang.157.0036>.

_____. 2018. « Nouvelles perspectives pour la terminologie textuelle ». In ALTMANOVA, Jana, Maria CENTRELLA & Katherine E. RUSSO, *Terminology and Discourse* 241

[En ligne]. Berne : Peter Lang. Consulté le 29 avril 2023. URL : <https://shs.hal.science/halshs-01899150>.

CONDAMINES, Anne & Aurélie PICTON. 2014a. « Des communiqués de presse du Cnes à la presse généraliste Vers un observatoire de la diffusion des termes ». In DURY, Pascaline, José Carlos DE HOYOS, Julie MAKRI-MORE, et al. (dir.), *La néologie en langue de spécialité : détection, implantation et circulation des nouveaux termes*, Travaux du Centre de Recherche en Terminologie et Traduction (CRTT), 165–88.

_____. 2014b. « Étude du fonctionnement des nominalisations déverbiales dans un contexte de déspecialisation ». *Actes du 4^e Congrès Mondial de Linguistique Française - CMLF 2014, SHS Web of Conferences [En ligne]* 8, Berlin (Allemagne), 19-23 juillet 2014, 697-711. DOI : <https://doi.org/10.1051/shsconf/20140801238>.

_____. 2022. « Origins, Principles and New Challenges: Chapter 10. Textual Terminology ». In FABER, Pamela & Marie-Claude L'HOMME, *Theoretical Perspectives on Terminology: Explaining Terms, Concepts and Specialized Knowledge – Terminology and Lexicography Research and Practice [En ligne]* 23. Amsterdam : John Benjamins Publishing Company, 219–36. DOI : <https://doi.org/10.1075/tlrp.23.10con>.

COX, Emily, Elspeth SPENCE & Nick PIDGEON. 2020. « Public Perceptions of Carbon Dioxide Removal in the United States and the United Kingdom ». *Nature Climate Change [En ligne]* 10/ 8, 744–49. DOI : <https://doi.org/10.1038/s41558-020-0823-z>.

DAHAN, Amy & Hélène GUILLEMOT. 2015. « Les relations entre science et politique dans le régime climatique : à la recherche d'un nouveau modèle d'expertise ? » *Natures Sciences Sociétés [En ligne]* 23, S6–18. DOI : <https://doi.org/10.1051/nss/2015014>.

DDP. s.d. « Why this Initiative ». Consulté le 20 juillet 2023. URL : <https://ddpinitiative.org/about/>.

DELAVIGNE, Valérie. 1995. « Approche socioterminologique des discours du nucléaire ». *Meta [En ligne]* 40/ 2, 308–19. DOI : <https://doi.org/10.7202/002506ar>.

_____. 2000. « Le double jeu de l'autonymie ». *Actes du colloque international Le fait autonymique dans les langues et les discours*, Paris (France), 5-7 octobre 2000.

_____. 2001. « Les mots du nucléaire : contribution socioterminologique à une analyse des discours de vulgarisation ». Thèse de doctorat en linguistique, Université de Rouen.

_____. 2003. « Quand le terme entre en vulgarisation ». *Actes de la conférence Terminologie et Intelligence Artificielle*, Strasbourg (France), 31 mars et 1^{er} avril 2003, 80–91.

_____. 2013. « Quand le patient devient expert : usages des termes dans les forums médicaux ». *Actes de la conférence Terminologie et Intelligence Artificielle*, Strasbourg (France), 31 mars et 1^{er} avril 2003, n.a.

_____. 2017. « Chapter 2. Term Usage and Socioterminological Variation: The Impact of Social and Local Issues on the Movement of Terms ». In DROUIN, Patrick, Aline FRANCOEUR, John HUMBLEY, & Aurélie PICTON (dir.), *Multiple Perspectives on Terminological Variation – Terminology and Lexicography Research and Practice* [En ligne] 18. Amsterdam ; Philadelphia : John Benjamins Publishing Company, 31–56. DOI : <https://www.jbe-platform.com/content/books/9789027265432-tlrp.18.02del>.

_____. 2022. « La notion de domaine en question : à propos de l'environnement ». In BALNAT, Vincent & Christophe GÉRARD (dir.), *Néologie et environnement – Neologica* [En ligne] 16, 27–59. DOI : <https://doi.org/10.48611/ISBN.978-2-406-13219-6.P.0027>.

DELAVIGNE, Valérie, Aurélie PICTON & Emma THIBERT. 2022. « Socioterminologie et Terminologie Textuelle : L'expertise En Questions ». *SHS Web of Conferences, 8^e Congrès Mondial de Linguistique Française* [En ligne] 138. DOI : <https://doi.org/10.1051/shsconf/202213804012>.

DELAVIGNE, Valérie & François GAUDIN. 2022. « Founding Principles of Socioterminology ». In FABER, Pamela & Marie-Claude L'HOMME, *Theoretical Perspectives on Terminology: Explaining Terms, Concepts and Specialized Knowledge – Terminology and Lexicography Research and Practice* [En ligne] 23. Amsterdam : John Benjamins Publishing Company, 177–96. DOI : <https://doi.org/10.1075/tlrp.23.08del>.

DELAVIGNE, Valérie & Louis GUESPIN. 1992. « Nucléaire : risque et sécurité. Une recherche en socioterminologie ». *Terminologies Nouvelles* 8, 19–25.

DEMING, David. 2005. « Global warming, the politicization of science, and Michael Crichton's *State of Fear* ». *Journal of Scientific Exploration* 19/ 2, 247–256.

DÉNIGOT, Quentin & Heather BURNETT. 2021. « Using Word Embeddings to Uncover Discourses ». *Proceedings of the Society for Computation in Linguistics* [En ligne] 4/ 28, 298–312. DOI : <https://doi.org/10.7275/T4Y8-Z343>.

DE VECCHI, Dardo. 2016. « Approche pragmateterminologique des termes des entreprises et des organisations ». *Synergies Italie* [En ligne] 12, 125–39. URL : < https://gerflint.fr/Base/Italie12/de_vecchi.pdf>.

DIKI-KIDIRI, Marcel (dir.). 2008. *Le vocabulaire scientifique dans les langues africaines, Pour une approche culturelle de la terminologie*. Paris : Karthala.

DROUIN, Patrick. 2003. « Term Extraction Using Non-Technical Corpora as a Point of Leverage ». *Terminology [En ligne]* 9/ 1, 99–117. DOI : <https://doi.org/10.1075/term.9.1.06dro>.

DROUIN, Patrick, Annie PAQUIN & Nathan MÉNARD. 2006. « Extraction semi-automatique des néologismes dans la terminologie du terrorisme ». *Actes des 8^{es} Journées internationales d'analyse statistique des données textuelles (JADT 2006)* 10, Besançon (France), 19-21 avril 2006.

DROUIN, Patrick, Marie-Claude L'HOMME & Benoît ROBICHAUD. 2018. « Lexical Profiling of Environmental Corpora ». *Proceedings of the Eleventh International Conference on Language Resources and Evaluation (LREC 2018)*, Miyazaki (Japon) : European Language Resources Association (ELRA), 3419–25.

DURY, Pascaline. 2008. « The Rise of Carbon Neutral and Compensation Carbone: A Diachronic Investigation into the Migration of Vocabulary from the Language of Ecology to Newspaper Language and Vice Versa ». In *Terminology. International Journal of Theoretical and Applied Issues in Specialized Communication [En ligne]* 14/ 2, 230–48. DOI : <https://doi.org/10.1075/term.14.2.06dur>.

_____. 2022. « Chapter 19. Diachronic Variation ». In FABER, Pamela & Marie-Claude L'HOMME, *Theoretical Perspectives on Terminology: Explaining Terms, Concepts and Specialized Knowledge – Terminology and Lexicography Research and Practice [En ligne]* 23. Amsterdam : John Benjamins Publishing Company, 421–34. DOI : <https://doi.org/10.1075/tlrp.23.19dur>.

DUSSERRE, Emmanuelle & Muntsa PADRÓ. 2017. « Bigger Does Not Mean Better! We Prefer Specificity ». In *IWCS 2017 – 12th International Conference on Computational Semantics – Short Papers [En ligne]*. Consulté le 29 juin 2023. URL : <<https://aclanthology.org/W17-6908>>.

EDF. 2021. « Les scientifiques de la R&D d'EDF engagés sur la question climatique | EDF FR ». Consulté le 29 mars 2022. URL : <<https://www.edf.fr/groupe-edf/inventer-l-avenir-de-l-energie/r-d-un-savoir-faire-mondial/toutes-les-actualites-de-la-r-d/les-scientifiques-de-la-r-d-edf-engages-sur-la-question-climatique>>.

EREAUT, Gill & Nat SEGNET. 2007. « Warm Words II: How the Climate Story Is Evolving and the Lessons We Can Learn for Encouraging Public ». Londres : Institute for Public Policy Research. Consulté le 24 juillet 2023. URL : <<https://www.ippr.org/research/publications/warm-words-ii-how-the-climate-story-is-evolving-and-the-lessons-we-can-learn-for-encouraging-public-action>>.

FABER, Pamela. 2022. « Chapter 16. Frame-Based Terminology ». In FABER, Pamela & Marie-Claude L'HOMME, *Theoretical Perspectives on Terminology: Explaining Terms, Concepts and Specialized Knowledge – Terminology and Lexicography Research and Practice* [En ligne] 23. Amsterdam : John Benjamins Publishing Company, 353–76. DOI : <https://doi.org/10.1075/tlrp.23.16fab>.

FANTINO, Jacques. 2000. « La notion de chaos en science et dans la Bible ». *Revue des sciences religieuses* [En ligne] 74/ 3, 292–303. DOI : <https://doi.org/10.3406/rscir.2000.3538>.

FERNÁNDEZ-SILVA, Sabela. 2022. « Chapter 20. Cognitive Approaches to the Study of Term Variation ». In FABER, Pamela & Marie-Claude L'HOMME, *Theoretical Perspectives on Terminology: Explaining Terms, Concepts and Specialized Knowledge – Terminology and Lexicography Research and Practice* [En ligne] 23. Amsterdam : John Benjamins Publishing Company, 435–56. DOI : <https://doi.org/10.1075/tlrp.23.20fer>.

FINANCIAL TIMES. s.d. « Climate ». Consulté le 21 juillet 2023. URL : <https://www.ft.com/climate-capital>.

FIRTH, John Rupert. 1957. « A Synopsis of Linguistic Theory, 1930–1955 ». In The Philological Society (dir.), *Studies in Linguistic Analysis*. Oxford : Blackwell, 1–32.

FLØTTUM, Kjersti. 2014. « Linguistic Mediation of Climate Change Discourse ». *ASp. La revue du GERAS* [En ligne] 65, 1–12. DOI : <https://doi.org/10.4000/asp.4182>.

FLØTTUM, Kjersti, Des GASPER & Asuncion LERA ST. CLAIR. 2016. « Synthesizing a Policy-Relevant Perspective from the Three IPCC “Worlds” — A Comparison of Topics and Frames in the SPMs of the Fifth Assessment Report ». *Global Environmental Change* [En ligne] 38, 118–29. DOI : <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2016.03.007>.

FLØTTUM, Kjersti, Øyvind GJERSTAD & Francis Badiang OLOKO. 2019. « Les voix dans le discours climatique : essai d'une combinaison de la polyphonie avec l'analyse de contenu, l'analyse narrative et l'analyse rhétorique ». *Cahiers de praxématique* [En ligne] 73 . DOI : <https://doi.org/10.4000/praxematique.5747>.

FLOWERDEW, Lynne. 2004. « The Argument for Using English Specialized Corpora to Understand Academic and Professional Language ». In CONNOR, Ulla & Thomas A. UPTON, *Studies in Corpus Linguistics* [En ligne] 16. Amsterdam : John Benjamins Publishing Company, 11–33. DOI : <https://doi.org/10.1075/sci.16.02flo>.

FAIRCLOUGH, Norman. 1995. *Critical Discourse Analysis: The Critical Study of Language*. Londres ; New York : Longman.

_____. 2003. *Analysing Discourse: Textual Analysis for Social Research*. Londres ; New York : Routledge.

FORD, James D. & Diana KING. 2015. « Coverage and Framing of Climate Change Adaptation in the Media: A Review of Influential North American Newspapers during 1993–2013 ». *Environmental Science & Policy [En ligne]* 48, 137–46. DOI : <https://doi.org/10.1016/j.envsci.2014.12.003>.

FORSYTH, Tim. 2013. « Community-Based Adaptation: A Review of Past and Future Challenges ». *WIREs Climate Change [En ligne]* 4/ 5, 439–46. DOI : <https://doi.org/10.1002/wcc.231>.

FOWLER, Roger. 1991. *Language in the News*. Londres : Routledge.

FRANCOEUR, Aline. 2022. « Entre climato-alarmistes et climato-dénégateurs : une saga néologique de notre temps'. In BALNAT, Vincent & Christophe GÉRARD, *Néologie et Environnement – Neologica [En ligne]* 16, 151-171. DOI : <https://doi.org/10.48611/isbn.978-2-406-13219-6.p.0151>.

FREIXA, Judith. 2002. « La variació terminològica. Anàlisi de la variació denominativa en textos de diferent grau d'especialització de l'àrea de medi ambient. ». Thèse de doctorat en linguistique, Université Pompeu Fabra.

_____. 2006. « Causes of Denominative Variation in Terminology: A Typology Proposal ». *Terminology. International Journal of Theoretical and Applied Issues in Specialized Communication [En ligne]* 12/ 1, 51–77. DOI : <https://doi.org/10.1075/term.12.1.04fre>.

_____. 2022. « Chapter 18. Causes of Terminological Variation ». In FABER, Pamela & Marie-Claude L'HOMME (dir.), *Theoretical Perspectives on Terminology: Explaining Terms, Concepts and Specialized Knowledge – Terminology and Lexicography Research and Practice [En ligne]* 23, 399–420. Amsterdam : John Benjamins Publishing Company. DOI : <https://doi.org/10.1075/tlrp.23.18fre>.

FREIXA, Judit & Sabela FERNÁNDEZ-SILVA. 2017. « Chapter 7. Terminological Variation and the Unsaturation of Concepts ». In DROUIN, Patrick, Aline FRANCOEUR, John HUMBLEY, & Aurélie PICTON (dir.), *Multiple Perspectives on Terminological Variation – Terminology and Lexicography Research and Practice [En ligne]* 18. Amsterdam ; Philadelphia : John Benjamins Publishing Company, 155–80. DOI : <https://doi.org/10.1075/tlrp.18.07fre>.

FRIES, Marie-Hélène. 2019. « Explicit and Implicit Ethical Issues in the Reports of the Intergovernmental Panel on Climate Change: The Example of the “Tipping Points” Metaphor ». *ASp. La revue du GERAS* [En ligne] 76, 9–27. DOI : <https://doi.org/10.4000/asp.5945>.

FRIES, Marie-Hélène & Thierry NALLET. 2022. « Les différents prismes de la Fiction à substrat professionnel (FASP) — Introduction ». *ILCEA* [En ligne] 47. DOI : <https://doi.org/10.4000/ilcea.15349>.

GAILLARD, Mathilde. 2019. « Contribution à la caractérisation des think tanks américains à travers l'étude de leur discours et de leur culture professionnelle ». Thèse de doctorat en études anglophones, Sorbonne université.

GAMBIER, Yves. 1987. « Problèmes terminologiques des pluies acides : pour une socio-terminologie ». *Meta : Journal des traducteurs* [En ligne] 32/ 3, 314. DOI : <https://doi.org/10.7202/002791ar>.

_____. 1991. « Présupposés de la terminologie : vers une remise en cause ». *Cahiers de linguistique sociale* 18, 31-58.

GARDIN, Bernard, G. LEFÈVRE, Michel TARDY *et al.* 1974. « À propos du “sentiment néologique” ». *Langages* [En ligne] 8/ 36, 45–52. DOI : <https://doi.org/10.3406/lgge.1974.2273>.

GARY-PRIEUR, Marie-Noëlle. 1971. « La notion de connotation(s) ». *Littérature* [En ligne] 4/ 4, 96–107. DOI : <https://doi.org/10.3406/litt.1971.2531>.

GAUDIN, François. 1993. « Pour une socioterminologie : des problèmes sémantiques aux pratiques institutionnelles ». Thèse de doctorat en terminologie, Université de Rouen.

_____. 2005. « La socioterminologie ». *Langages* [En ligne] 39/ 157, 80–92. DOI : <https://doi.org/10.3406/lgge.2005.976>.

GIEC. 2018. « Annexe I : Glossaire ». [Matthews, J.B. ROBIN (dir.)]. In Valérie MASSON-DELMOTTE, Panmao ZHAI, Hans Otto PÖRTNER, *et al.* (dir.), *Réchauffement planétaire de 1,5°C, Rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels et les trajectoires associées d'émissions mondiales de gaz à effet de serre, dans le contexte du renforcement de la parade mondiale au changement climatique, du développement durable et de lutte contre la pauvreté* [En ligne], 73-94. Consulté le 20 octobre 2020. URL : https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/2/2019/10/SR15_Glossary_french.pdf.

GIS CLIMAT-ENVIRONNEMENT-SOCIÉTÉ. s.d. « Accueil ». Consulté le 3 septembre 2021.
URL : <<http://www.gisclimat.fr/>>.

GONZÁLEZ GRANADO, Nicolas. 2021. « A Glimpse into Terminology Research with R: Two Experiments Exploring Diastatic Variation in a Large Specialized Corpus ». Mémoire de master en traduction et technologie, mention terminologie, Université de Genève.

GOTTI, Maurizio. 2014. « Reformulation and Recontextualization in Popularization Discourse ». *Ibérica, Revista de La Asociación Europea de Lenguas Para Fines Específicos* 27, 15–34.

GRABE, William & Robert B. KAPLAN. 1997. « On the Writing of Science and the Science of Writing: Hedging in Science Texts and Elsewhere ». In MARKKANEN, Raija & Hartmut SCHRÖDER, *Hedging and Discourse: Approaches to the Analysis of a Pragmatic Phenomenon in Academic Texts*. Berlin ; New York : Walter de Gruyter, 151–67.

GREIMAS, Algirdas Julien. 1966. « Éléments pour une théorie de l'interprétation du récit mythique ». *Communications* 8/ 8, 28-59.

GUESPIN, Louis. 1985. « Introduction. Matériaux pour une glottopolitique ». In *Cahiers de linguistique sociale* 7. Mont-Saint-Aignan : Presses de l'université de Rouen, 14-32.

_____. 1991. « La circulation terminologique et les rapports entre science, technique et production ». *Cahiers de linguistique sociale* 18, 59-79.

GUILBEAULT, Steven & Jean-Guy VAILLANCOURT. 2018. « Chapitre 9. Les Changements Climatiques et Le Rôle Des Organisations Non Gouvernementales ». In GENDRON, Corinne & Jean-Guy VAILLANCOURT (dir.), *Développement Durable et Participation Publique : De La Contestation Écologiste Aux Défis de La Gouvernance [En ligne]*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 157–72. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.pum.15042>.

GUPTA, Joyeeta. 2016. « Climate Change Governance: History, Future, and Triple-Loop Learning? ». *WIREs Climate Change [En ligne]* 7/ 2, 192–210. DOI : <https://doi.org/10.1002/wcc.388>.

HALLIDAY, Michael Alexander K. 1985. *Spoken and Written Language*. Waurm Ponds : Université de Deakin.

_____. 1998. « Things and Relations: Regrammaticising Experience as Technical Knowledge ». In MARTIN, J.R. & Robert VEEL (dir.), *Reading Science: Critical and Functional Perspectives on Discourse of Science*. London : Routledge, 185–235.

HARCOURT, Rachel, Wändi Bruine DE BRUIN, Suraje DESSAI, *et al.* 2019. « Investing in a Good Pair of Wellies: How Do Non-Experts Interpret the Expert Terminology of Climate Change Impacts and Adaptation? » *Climatic Change* [En ligne] 155/ 2, 257–72. DOI : <https://doi.org/10.1007/s10584-019-02455-0>.

HARRIS, Zellig S. 1954. « Distributional Structure ». *WORD* [En ligne] 10/ 2–3, 146–62. DOI : <https://doi.org/10.1080/00437956.1954.11659520>.

HAWKINS, Rhiannon. 2022. « Debate: Inequalities within Understanding of Eco Distress ». *Child and Adolescent Mental Health* [En ligne] 27/ 1, 73–74. DOI : <https://doi.org/10.1111/camh.12528>.

HEIDEN, Serge, Jean-Philippe MAGUÉ & Bénédicte PINCEMIN. 2010. « TXM : Une plateforme logicielle open-source pour la textométrie – conception et développement ». In BOLASCO, Sergio, Isabella CHIARI & Luca GIULIANO (dir.), *JADT 2010 – Statistical Analysis of Textual Data Proceedings of 10th International Conference*. Rome : LED Edizioni Universitarie, 1021-1032.

HOHENHAUS, Peter. 2007. « How to Do (Even More) Things with Nonce Words (Other than Naming) ». In MUNAT, Judith, *Lexical Creativity, Texts and Contexts*. Amsterdam ; Philadelphia : John Benjamins Publishing Company.

HOPPE, Rob, Anna WESSELINK & Rose CAIRNS. 2013. « Lost in the Problem: The Role of Boundary Organisations in the Governance of Climate Change ». *WIREs Climate Change* [En ligne] 4/ 4, 283–300. DOI : <https://doi.org/10.1002/wcc.225>.

HOURCADE, Renaud & Albin WAGENER. 2021. « Le climatoscepticisme : une approche interdiscursive ». *Mots. Les langages du politique* 127, 9–22.

HULME, Mike. 2009. *Why We Disagree about Climate Change: Understanding Controversy, Inaction and Opportunity*. Cambridge, R-U ; New York: Cambridge University Press.

_____. 2013. *Exploring Climate Change through Science and in Society: An Anthology of Mike Hulme's Essays, Interviews and Speeches*. Abingdon, R-U : Routledge.

_____. 2018. « “Gaps” in Climate Change Knowledge: Do They Exist? Can They Be Filled? ». *Environmental Humanities* [En ligne] 10/ 1, 330–37. DOI : <https://doi.org/10.1215/22011919-4385599>.

HUMBERT-DROZ, Julie. 2021. « Définir la déterminologisation : approche outillée en corpus comparable dans le domaine de la physique des particules ». Thèse de doctorat en

traitement informatique multilingue et en sciences du langage, Université de Genève. DOI : <https://doi.org/10.13097/ARCHIVE-OUVERTE/UNIGE:157351>.

HUMBERT-DROZ, Julie, Aurélie PICTON & Anne CONDAMINES. 2019. « How to Build a Corpus for a Tool-Based Approach to Terminologisation in the Field of Particle Physics ». *Research in Corpus Linguistics [En ligne]* 7, 1-17. DOI : <https://doi.org/10.32714/ricl.07.01>.

HUMBLEY, John. 2006. « La néologie : interface entre ancien et nouveau ». In GREENSTEIN, Rosalind, *Langues et Cultures: Une Histoire d'interface*. Paris : Publications de la Sorbonne, 91–103.

_____. 2012. « Retour aux origines de la terminologie : l'acte de dénomination ». *Langue française* 174/ 2, 111–25.

_____. 2018. *La Néologie terminologique*. La Lexicothèque. Limoges : Lambert-Lucas.

IPCC 2001. *Climate Change 2001: Impacts, Adaptation, and Vulnerability: Contribution of Working Group II to the Third Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*. MCCARTHY, James J., Osvaldo F. CANZIANI, Neil A. LEARY, et al. (dir.). Cambridge, UK ; New York : Cambridge University Press.

_____. 2007a. *Contribution of Working Group II to the Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*. PARRY, Martin, Osvaldo CANZIANI, Jean PALUTIKOF, et al. (dir.). Cambridge, R-U & New York : Cambridge University Press.

_____. 2007b. *Contribution of Working Group III to the Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*. METZ, Bert, Ogunlade DAVIDSON, Peter BOSCH, et al. (dir.). Cambridge, R-U & New York : Cambridge University Press.

_____. 2013a. « Appendix A to the Principles Governing IPCC Work ». Consulté le 31 novembre 2021. URL : <<https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/09/ipcc-principles-appendix-a-final.pdf>>.

_____. 2013b. « IPCC Factsheet: How Does the IPCC Select Its Authors? ». Consulté le 24 mai 2023. URL : <https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/02/FS_select_authors.pdf>.

_____. 2018. « Annex I: Glossary ». [Matthews, J.B. ROBIN (dir.)]. In MASSON-DELMOTTE, Valérie, Zhai PANMAO, Pörter HANS-OTTO, et al., *Global Warming of 1.5°C: IPCC Special Report on Impacts of Global Warming of 1.5°C above Pre-Industrial Levels in Context of Strengthening Response to Climate Change, Sustainable Development, and Efforts to Eradicate Poverty [En ligne]*. 1^{ère} édition. Cambridge, UK ; New York, USA : Cambridge University Press, 541–62. DOI : <https://doi.org/10.1017/9781009157940.008>.

_____. 2021. *Climate Change 2021: The Physical Science Basis. Contribution of Working Group I to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change [En ligne]*. MASSON-DELMOTTE, Valérie, Panmao ZHAI, Anna PIRANI, et al. (dir.). Cambridge, R-U & New York : Cambridge University Press. DOI : <https://doi.org/10.1017/9781009157896>.

_____. 2022. « Summary for Policymakers ». In PÖRTNER, Hans-Otto, Debra C. ROBERTS, Elvira S. POLOCZANSKA, et al. (dir.), *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* [En ligne]. Cambridge, UK ; New York : Cambridge University Press, 3–33. DOI : <https://doi.org/10.1017/9781009325844.001>.

_____. 2023. « Summary for Policymakers ». In LEE, Hoesung & José ROMERO (dir.), *Climate Change 2023: Synthesis Report. A Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change. Contribution of Working Groups I, II and III to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* [En ligne]. Genève (Sous presse). Consulté le 6 juillet 2023. URL : https://www.ipcc.ch/report/ar6/syr/downloads/report/IPCC_AR6_SYR_SPM.pdf

_____. s.d. « Working Groups ». [En ligne]. Consulté le 22 septembre 2021. URL : <https://www.ipcc.ch/working-groups/>

ISLAM, M. Rafiqi & M. M. KHAN. 2019. *The Science of Climate Change*. Beverly, USA : John Wiley & Sons.

IUCN. 2011. *Terminologies Used in Climate Change*. Kathmandu : IUCN Nepal. Consulté le 26 juillet 2023. URL : https://www.researchgate.net/publication/326736627_Terminologies_Used_in_Climate_Change.

_____. 2015. « Issues Brief: Land Degradation and Climate Change ». Consulté le 20 juin 2022. URL : <https://www.iucn.org/resources/issues-brief/land-degradation-and-climate-change>.

JALAM, Radwan & Jean-Hugues CHAUCHAT. 2002. « Pourquoi les n-grammes permettent de classer des textes ? Recherche de mots-clefs pertinents à l'aide des n-grammes caractéristiques ». *Actes des 6^{es} Journées internationales d'analyse statistique des données textuelles (JADT 2002)* [En ligne], Saint-Malo (France). Consulté le 16 mai 2023. URL : <https://www.semanticscholar.org/paper/Pourquoi-les-n-grammes-permettent-de-classer-des-de-Jalam-Chauchat/3b34c6cd637c77486b9478e0a118e4d7d2f2c65a>.

JANIN, Pierre. 2010. « Sécurité alimentaire et changement climatique : une lecture géopolitique des crises africaines et de leurs conséquences ». *Actes des 4^{es} Géopolitiques de Brest : Les enjeux géopolitiques du changement climatique*, Bretagne Télécom, École Navale, ENSIETA, Université de Bretagne Occidentale, Brest (France), 4-5 Février 2010.

JENKINS, Jennifer. 2007. *English as a Lingua Franca: Attitude and Identity*. Oxford ; New York : Oxford University Press.

JENSEN, Bjarne. 2002. « Knowledge, Action and Pro-Environmental Behaviour ». *Environmental Education Research - ENVIRON EDUC RES [En ligne]* 8, 325–34. DOI : <https://doi.org/10.1080/13504620220145474>.

JOTZO, Frank, Leo DOBES & David STERN. 2014. « The Economics of Global Climate Change: A Historical Literature Review ». *Review of Economics [En ligne]* 65, 281–320. DOI : <https://doi.org/10.1515/roe-2014-0305>.

KLEIBER, Georges. 2001. « Remarques sur la dénomination ». *Cahiers de praxématique [En ligne]* 36, 21–41. DOI : <https://doi.org/10.4000/praxematique.292>.

KLENK, Nicole, Anna FIUME, Katie MEEHAN, *et al.* 2017. « Local Knowledge in Climate Adaptation Research: Moving Knowledge Frameworks from Extraction to Co-Production ». *WIREs Climate Change [En ligne]* 8/ 5, e475. DOI : <https://doi.org/10.1002/wcc.475>.

KOESTER, Almut. 2010. « Building Small Specialized Corpora ». In O'KEEFFE, Anne & Michael MCCARTHY, *The Routledge Handbook of Corpus Linguistics*. Abingond ; New York : Routledge.

KOTEYKO, Nelya, Mike THELWALL & Brigitte NERLICH. 2010. « From Carbon Markets to Carbon Morality: Creative Compounds as Framing Devices in Online Discourses on Climate Change Mitigation ». *Science Communication [En ligne]* 32/ 1, 25–54. DOI : <https://doi.org/10.1177/1075547009340421>.

LAIGNELET, Marion. 2009. « Associer analyse syntaxique et analyse discursive pour le repérage automatique d'informations potentiellement obsolètes dans des documents encyclopédiques ». Thèse de doctorat en linguistique et traitement automatique des langues, Université Toulouse - Jean Jaurès.

LAKOFF, George. 1990. *Women, Fire, and Dangerous Things: What Categories Reveal about the Mind*. Chicago London : The University of Chicago Press.

LAROUSSE. s.d. « Lingua franca ». Consulté le 21 juillet 2023. URL : https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/lingua_franca/47264.

_____. s.d. « L'opinion (publique) ». Consulté le 21 juillet 2023. URL : https://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/lopinion_publicue/75042.

_____. s.d. « réponse ». Consulté le 24 juillet 2023. URL : <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/r%C3%A9ponse/68438>.

_____. s.d. « valeur ». Consulté le 24 juillet 2023. URL : <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/valeur/80972>.

_____. s.d. « pramatique ». Consulté le 24 juillet 2023. URL : <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/pragmatique/63223>.

LECOLLE, Michelle, Marie VENIARD & Olivia GUÉRIN. 2018. « Pour une sémantique discursive : propositions et illustrations ». *Langages [En ligne]* 210/ 2, 35–54. DOI : <https://doi.org/10.3917/lang.210.0035>.

LEISEROWITZ, Anthony A., Edward W. MAIBACH, Connie ROSER-RENOUF, *et al.* 2013. « Climategate, Public Opinion, and the Loss of Trust ». *American Behavioral Scientist [En ligne]* 57/ 6, 818–37. DOI : <https://doi.org/10.1177/0002764212458272>.

LENCI, Alessandro. 2018. « Distributional Models of Word Meaning ». *Annual Review of Linguistics [En ligne]* 4/ 1, 151–71. DOI : <https://doi.org/10.1146/annurev-linguistics-030514-125254>.

LEVY, Omer, Yoav GOLDBERG & Ido DAGAN. 2015. « Improving Distributional Similarity with Lessons Learned from Word Embeddings ». *Transactions of the Association for Computational Linguistics [En ligne]* 3, 211–25. DOI : https://doi.org/10.1162/tacl_a_00134.

L'HOMME, Marie-Claude. 2004. « 2. Le Terme dans le texte spécialisé ». In *La Terminologie : Principes et Techniques [En ligne]*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 52-82. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.pum.10705>.

_____, Marie-Claude. 2019. *Lexical Semantics for Terminology: An Introduction – Terminology and Lexicography Research and Practice* 20. Amsterdam ; Philadelphia : John Benjamins Publishing Company.

L'HOMME, Marie-Claude, Claudine BODSON & Renata Stela VALENTE. 1999. « Recherche terminographique semi-automatisée en veille terminologique : expérimentation dans le domaine médical ». *Terminologies nouvelles* 20, 25–36.

LIPKA, Leonhard. 1975. « Re-Discovery Procedures and the Lexicon ». *Lingua [En ligne]* 37/ 2, 197–224. DOI : [https://doi.org/10.1016/0024-3841\(75\)90050-9](https://doi.org/10.1016/0024-3841(75)90050-9).

LIPPERT, Ingmar. 2004. « An Introduction to the Criticism on Sustainable Development ». Mémoire de master en gestion de l'environnement et des ressources (Environmental and resource management), Université de Technologie Cottbus–Senftenberg de Brandenburg (Allemagne).

LONGHI, Julien. 2015. « Stabilité et instabilité dans la production du sens : la nomination en discours ». *Langue française [En ligne]* 188/ 4, 5–14. DOI : <https://doi.org/10.3917/lf.188.0005>.

MARCELLESI, Chr. 1974. « Néologie et fonctions du langage ». *Langages – La néologie lexicale* 8/ 36, 95–102. DOI : <https://doi.org/10.3406/lgge.1974.2278>.

MASLIN, Mark. 2014. *Climate Change: A Very Short Introduction*. Oxford University Press.

MASTRANDREA, Michael D., Christopher B. FIELD, Thomas STOCKER, *et al.* 2010. « 2010: Guidance Note for Lead Authors of the IPCC Fifth Assessment Report on Consistent Treatment of Uncertainties ». Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC). Consulté le 3 juin 2021. URL : <<https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/05/uncertainty-guidance-note.pdf>>.

MATHIEU, Yvette Yannick, Gaston GROSS & Christophe FOUQUERÉ. 1998. « Vers une extraction automatique de néologismes ». *Cahiers de Lexicologie [En ligne]* 1/ 72, 199–208. DOI : <https://doi.org/10.15122/isbn.978-2-8124-4324-4.p.0201>.

MAUGER-PARAT, Marion. 2013. « Les représentations climatiques dans la presse française : analyses sémiologiques et sémiotiques comparées de discours médiatiques, scientifiques et profanes ». Thèse de doctorat en linguistique, Université René Descartes - Paris V.

MAUGER-PARAT, Marion & Ana Carolina PELIZ. 2013. « Controverse, polémique, expertise : trois notions pour aborder le débat sur le changement climatique en France ». *[Vertigo] La revue électronique en sciences de l'environnement [En ligne]* 13/ 2. Consulté le 4 septembre 2020. URL : <<https://www.erudit.org/en/journals/vertigo/2016-v16-n2-vertigo01504/1026429ar/>>.

MEHRYAR, Sara. 2022. « What Is the Difference between Climate Change Adaptation and Resilience? ». Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment. Consulté le 10 juillet 2023. URL : <<https://www.lse.ac.uk/granthaminstitute/explainers/what-is-the-difference-between-climate-change-adaptation-and-resilience/>>.

MEL'ČUK, Igor & Lidija IORDANSKAJA. 2009. « Connotation (in Linguistic Semantics) ». In KEMPGEN, Sebastian *et al.*, *The Slavic Languages. An International Handbook of Their Structure, Their History and Their Investigation*. Berlin ; New York : Mouton de Gruyter, 875–82.

MERVIS, Carolyn B. & Eleanor ROSCH. 1981. « Categorization of Natural Objects ». *Annual Review of Psychology [En ligne]* 32/ 1, 89–115. DOI : <https://doi.org/10.1146/annurev.ps.32.020181.000513>.

MEYER, Ingrid. 2001. « Extracting Knowledge-Rich Contexts for Terminography ». In BOURIGAULT, Didier, Christian JACQUEMIN & Marie-Claude L'HOMME, *Recent Advances in Computational Terminology [En ligne]*. Amsterdam ; Philadelphia : John Benjamins Publishing Company, 279–300. DOI : <https://doi.org/10.1075/nlp.2.15mey>.

MEYER, Ingrid & Kristen MACKINTOSH. 2000. « L' "étirement" du sens terminologique : aperçu du phénomène de la déterminologisation ». In BÉJOINT, Henri & Philippe THOIRON (dir.), *Le sens en terminologie*. Lyon : Les Presses Universitaires de Lyon, 198–217.

MICHEL, Jean-Baptiste, Yuan Kui SHEN, Aviva Presser AIDEN, *et al.* 2011. « Quantitative Analysis of Culture Using Millions of Digitized Books ». *Science [En ligne]* 331/ 6014, 176–82. DOI : <https://doi.org/10.1126/science.1199644>.

MIGNOT, Élise. 2001. « Recherches sur les noms composés de type nom nom en anglais ». Thèse de doctorat en études anglophones, Université Paris-Sorbonne.

_____. 2018. « The Formation of Compound Nouns in English ». *Actes de la Journée d'Étude « Le Nom »*, 2 février 2018. Université Paris 13 Villetaneuse (France) : Viviane Arigne.

MIKOLOV, Tomas, Ilya SUTSKEVER, Kai CHEN, *et al.* 2013. « Distributed Representations of Words and Phrases and Their Compositionality ». In BURGESS, Christopher J.C., Léon BOTTOU, M. WELLING, *et al.* (dir.), *Advances in Neural Information Processing Systems [En ligne]* 26. DOI : <https://doi.org/10.48550/arXiv.1310.4546>.

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES & MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE. 2015. « Comprendre le GIEC ». Consulté le 25 juillet 2023. URL : < <https://www.ecologie.gouv.fr/comprendre-giec>>.

MISHRA, Siba & Arpit SHARMA. 2019. « On the Use of Word Embeddings for Identifying Domain Specific Ambiguities in Requirements ». *Proceedings of the 2019 IEEE 27th International Requirements Engineering Conference Workshops (REW) [En ligne]*, Jeju (South Korea), 23-27 septembre 2019, 234–40. DOI : <https://doi.org/10.1109/REW.2019.00048>.

MOIRAND, Sophie. 1997. « Formes discursives de la diffusion des savoirs dans les médias ». *Hermès [En ligne]* 21/ 1, 33-44. DOI : <https://doi.org/10.4267/2042/15040>.

_____. 2004. « De la médiation à la médiatisation des faits scientifiques et techniques : où en est l'analyse du discours ? ». *Actes du Colloque Sciences, Médias et Société*, Lyon (France), 15-16 juin 2004, 71–99.

MONDADA, Lorenza. 1995. « Construction des objets du discours et catégorisation : une approche des processus de référenciation ». *TRANEL (Travaux Neuchâtelois de Linguistique)* 23, 273–302.

MOSCOVICI, Serge. 1961. *La psychanalyse, son image et son public*. Paris : Presses Universitaires de France.

MOSER, Susanne C. 2006. « Talk of the City: Engaging Urbanites on Climate Change ». *Environmental Research Letters* [En ligne] 1/ 1, 014006. DOI : <https://doi.org/10.1088/1748-9326/1/1/014006>.

_____. 2016. « Reflections on Climate Change Communication Research and Practice in the Second Decade of the 21st Century: What More Is There to Say? ». *WIREs Climate Change* [En ligne] 7/ 3, 345–69. DOI : <https://doi.org/10.1002/wcc.403>.

NATIONS UNIES (dir.). 1973. « Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement - Stockholm 7-16 Juin 1972 ». New York. Consulté le 15 novembre 2021. URL : <<https://undocs.org/pdf?symbol=fr/A/CONF.48/14/Rev.1>>.

_____ (dir.). 1992a. Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. Consulté le 9 septembre 2021. URL : <<https://unfccc.int/resource/docs/convkp/convfr.pdf>>.

_____ (dir.). 1992b. « Report of the United Nations Conference on Environment and Development ». *Proceedings of the Conference 2*, Rio de Janeiro (Brésil), 3-14 juin 1992. Consulté le 21 juillet 2023. URL : <<https://digitallibrary.un.org/record/168679?ln=en>>.

_____ (dir.). 2015. Accord de Paris. Consulté le 10 novembre 2022. URL : <https://unfccc.int/sites/default/files/french_paris_agreement.pdf>.

NÉE, Émilie, Claire OGER & Frédérique SITRI. 2017. « Le rapport : opérativité d'un genre hétérogène ». *Mots. Les langages du politique* [En ligne] 114, 9–24. DOI : <https://doi.org/10.4000/mots.22752>.

NÉE, Émilie & Marie VENIARD. 2012. « Analyse du discours à entrée lexicale (A.D.E.L.) : le renouveau par la sémantique ? ». *Langage et société* [En ligne] 140/ 2, 15–28. Consulté le 3 septembre 2023. URL : <<https://www.cairn.info/revue-langage-et-societe-2012-2-page-15.htm>>.

NIKITINA, Jekaterina. 2020. « Representation of Gene-Editing in British and Italian Newspapers. A Cross-Linguistic Corpus-Assisted Discourse Study ». *Lingue e Linguaggi* [En ligne] 34, 51-75. DOI : <https://doi.org/10.1285/I22390359V34P51>.

NORTON, Bryan G. 1998. « Improving Ecological Communication: The Role of Ecologists in Environmental Policy Formation ». *Ecological Applications* [En ligne] 8/ 2, 350–64. DOI : [https://doi.org/10.1890/1051-0761\(1998\)008\[0350:IECTRO\]2.0.CO;2](https://doi.org/10.1890/1051-0761(1998)008[0350:IECTRO]2.0.CO;2).

OJALA, Maria, Ashlee CUNSOLO, Charles A. OGUNBODE, *et al.* 2021. « Anxiety, Worry, and Grief in a Time of Environmental and Climate Crisis: A Narrative Review ». *Annual Review of Environment and Resources* [En ligne] 46/ 1, 35–58. DOI : <https://doi.org/10.1146/annurev-environ-012220-022716>.

OLIVER, John E. & Rhodes W. FAIRBRIDGE. 2006. *The Encyclopedia of Climatology*. New York : Springer.

OLLITRAULT, Sylvie. 2018. « Les ONG, des outsiders centraux des négociations climatiques ? ». *Revue internationale et stratégique* 109/ 1, 135–43.

PACTEAU, Chantal & Annamaria LAMMEL (dir.). 2015. « *La question climatique : savoirs, représentations, discours.* ». *Actes des ateliers Représentations individuelles et collectives du changement climatique : perspectives interdisciplinaires ; Connaissances, croyances et représentations dans la compréhension des questions climatiques*, Paris (France), novembre et mars 2013.

PECMAN, Mojca. 2012. « Tentativeness in Term Formation: A Study of Neology as a Rhetorical Device in Scientific Papers ». *Terminology* [En ligne] 18/ 1, 27–58. DOI : <https://doi.org/10.1075/term.18.1.03pec>.

PECMAN, Mojca & Natalie KÜBLER. 2022. « Chapter 12. Text Genres and Terminology ». In FABER, Pamela & Marie-Claude L'HOMME (dir.), *Theoretical Perspectives on Terminology: Explaining Terms, Concepts and Specialized Knowledge – Terminology and Lexicography Research and Practice* [En ligne] 23. Amsterdam : John Benjamins Publishing Company, 263–90. DOI : <https://doi.org/10.1075/tlrp.23.12pec>.

PELLETIER, Julie. 2012. « La variation terminologique : un modèle à trois composantes ». Thèse de doctorat en linguistique, Université Laval, Québec.

PERCHOC, Philippe. 2016. « Sécheresse et conflits en Méditerranée orientale ». EPRS: European Parliamentary Research Service (Belgique). Consulté le 20 juillet 2023. URL : <https://policycommons.net/artifacts/1334090/secheresse-et-conflits-en-mediterranee-orientale/1939207/>.

PETIT, Gérard. 2000. « Le statut d'expert dans la presse quotidienne ». *Les Carnets du Cediscor. Publication du Centre de recherches sur la didacticité des discours ordinaires* [En ligne] 6, 63–79. DOI : <https://doi.org/10.4000/cediscor.339>.

_____. 2009. *La Dénomination : approches lexicologique et terminologique*. Paris : Peeters.

PETIT, Michel. 2010. « Le discours spécialisé et le spécialisé du discours : repères pour l'analyse du discours en anglais de spécialité ». *E-rea. Revue électronique d'études sur le monde anglophone [En ligne]* 8.1. DOI : <https://doi.org/10.4000/erea.1400>.

PEYNAUD, Caroline. 2018. « La notion de climat dans le discours de la presse anglophone : le traitement de la question climatique de 2010 à 2017 ». *ASp. La revue du GERAS [En ligne]* 74, 77–93. DOI : <https://doi.org/10.4000/asp.5365>.

PICTON, Aurélie. 2009. « Diachronie en langue de spécialité. Définition d'une méthode linguistique outillée pour repérer l'évolution des connaissances en corpus. Un exemple appliqué au domaine spatial. ». Thèse de doctorat en linguistique, Université Toulouse le Mirail - Toulouse II.

_____. 2018. « Terminologie outillée et diachronie : éléments de réflexion autour d'une réconciliation. » *ASp. La revue du GERAS [En ligne]* 74, 27–52. DOI : <https://doi.org/10.4000/asp.5255>.

PICTON, Aurélie & Pascaline DURY. 2017. « Chapter 3. Diastatic Variation in Language for Specific Purposes: Observations from the Analysis of Two Corpora ». In DROUIN, Patrick, Aline FRANCOEUR, John HUMBLEY & Aurélie PICTON (dir.), *Multiple Perspectives on Terminological Variation – Terminology and Lexicography Research and Practice [En ligne]* 18. Amsterdam ; Philadelphia : John Benjamins Publishing Company, 57–80. DOI : <https://doi.org/10.1075/tlrp.18.03pic>.

PICTON, Aurélie, Anne CONDAMINES & Julie HUMBERT-DROZ. 2021. « Analyse diachronique du processus de détermination. Une réflexion en diachronie courte en physique des particules ». *Cahiers de lexicologie [En ligne]* 118/ 1, 193–225. DOI : <https://dx.doi.org/10.48611/isbn.978-2-406-12006-3.p.0193>.

RAKOTONOELINA, Florimond. 2020. « Biodiversité/ biodiversity : dynamiques discursives des fonctionnements collocationnels dans le discours lexicographique et les discours environnementalistes en français et en anglais ». *Les Carnets du Cediscor. Publication du Centre de recherches sur la didacticité des discours ordinaires [En ligne]* 15, 99–115. DOI : <https://doi.org/10.4000/cediscor.3069>.

RAYSON, Paul, Dawn ARCHER, Scott PIAO *et al.* 2004. « The UCREL Semantic Analysis System ». *Proceedings of LREC-04 Workshop: Beyond Named Entity Recognition Semantic Labeling for NLP Tasks*, Lisbon (Portugal), 7–12.

RESCHE, Catherine. 2013. *Economic Terms and Beyond: Capitalising on the Wealth of Notions*. 1^{ère} édition. Linguistic Insights 176. Bern : Peter Lang AG.

RIBES, Aurélien & Serge PLANTON. 2017. « Détection et attribution des changements climatiques ». In JEANDEL, Catherine & Rémy MOSSERI (dir.), *Le Climat à Découvert [En ligne]*. Paris : CNRS Éditions, 211–13. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.editions-cnrs.11480>.

RISBEY, James S. 2008. « The New Climate Discourse: Alarmist or Alarming? ». *Global Environmental Change [En ligne]* 18/ 1, 26–37. DOI : <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2007.06.003>.

ROBIN, Libby. 2018. « Environmental Humanities and Climate Change: Understanding Humans Geologically and Other Life Forms Ethically ». *WIREs Climate Change [En ligne]* 9/ 1, e499. DOI : <https://doi.org/10.1002/wcc.499>.

RODMAN, Emma. 2020. « A Timely Intervention: Tracking the Changing Meanings of Political Concepts with Word Vectors ». *Political Analysis [En ligne]* 28/ 1, 87–111. <https://doi.org/10.1017/pan.2019.23>.

RONDEAU, Guy. 1981. *Introduction à la terminologie*. Montréal : Gaëtan Morin.

RONG, Mingcan. 2023. « Climate Fiction: A Promising Way of Communicating Climate Change with the General Public ». *Studies in Social Science & Humanities [En ligne]* 2/ 2, 21–27. DOI : <https://doi.org/10.56397/SSSH.2023.02.04>.

ROQUEPLO, Philippe. 1997. *Entre savoir et décision, l'expertise scientifique*. Paris : Editions Quae.

RUDIAK-GOULD, Peter. 2012. « Promiscuous Corroboration and Climate Change Translation: A Case Study from the Marshall Islands. ». *Global Environmental Change [En ligne]* 1/ 22, 46–54. DOI : <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2011.09.011>.

SABLAYROLLES, Jean-François. 2003. « Le Sentiment Néologique ». In Sablayrolles, Jean-François, *L'innovation Lexicale*. Paris : Honoré-Champion, 279–295.

_____. 2006. « La néologie aujourd'hui ». In GRUAZ, Claude, *À la recherche du mot : De la langue au discours*. Limoge : Lambert-Lucas, 141-157.

_____. 2007. « Nomination, dénomination et néologie : intersection et différences symétriques ». In HUMBLEY, John & Jean-François SABLAYROLLES (dir.), *Neologica [En ligne]* 1, 87–99. DOI : <https://doi.org/10.15122/isbn.978-2-8124-4227-8.p.0091>.

SAGER, Juan C. 1990. *A Practical Course in Terminology Processing*. Amsterdam ; Philadelphia : John Benjamins Publishing Company.

SALWAY, Andrew, Dag ELGESEM, Knut HOFLAND, *et al.* 2018. « Topically-Focused Blog Corpora for Multiple Languages ». *Proceedings of the 10th Web as Corpus Workshop [En ligne]*, Berlin (Allemagne), 7-12 août 2018, 17-26. DOI : <https://doi.org/10.18653/v1/W16-2603>.

SCHLOSBERG, David & Lisette B. COLLINS. 2014. « From Environmental to Climate Justice: Climate Change and the Discourse of Environmental Justice ». *WIREs Climate Change [En ligne]* 5/ 3, 359–74. DOI : <https://doi.org/10.1002/wcc.275>.

SCHMID, Hans-Jörg. 2008. « New Words in the Mind: Concept-Formation and Entrenchment of Neologisms ». *Anglia - Zeitschrift Für Englische Philologie [En ligne]* 126, 1–36. DOI : <https://doi.org/10.1515/angl.2008.002>.

SCHMIDT, Andreas, Ana IVANOVA & Mike S. SCHÄFER. 2013. « Media Attention for Climate Change around the World: A Comparative Analysis of Newspaper Coverage in 27 Countries ». *Global Environmental Change [En ligne]* 23/ 5, 1233–48. DOI : <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2013.07.020>.

SCOTT, Mike. 1999. « WordSmith Tools Help Manual ». Oxford, UK : Mike Scott and Oxford University Press. Consulté le 3 mars 2021. URL : <http://korpus.uib.no/icame/manuals/WSMANUAL.PDF>.

SEI, IISD, ODI, *et al.* 2019. *The Production Gap: The discrepancy between countries' planned fossil fuel production and global production levels consistent with limiting warming to 1.5°C or 2°C*. Consulté le 20 juillet 2023. URL : <http://productiongap.org/>.

SHANAHAN, Mike. 2007. « Talking about a Revolution: Climate Change and the Media ». International Institute for Environment and Development. Consulté le 21 juillet 2023. URL : <https://www.jstor.org/stable/resrep01410>.

SIMONET, Guillaume. 2009. « Le concept d'adaptation : polysémie interdisciplinaire et implication pour les changements climatiques ». *Natures Sciences Sociétés [En ligne]* 17/ 4, 392–401. DOI : <https://doi.org/10.1051/nss/2009061>.

SINCLAIR, John. 1986. « Fictional Worlds ». In COULTHARD, Malcolm, *Talking about Text*. Birmingham : Université de Birmingham ELR, 43–47.

_____. 1991. *Corpus, Concordance, Collocation*. Oxford : Oxford University Press.

SONG, Yunya, Zeping HUANG, Jonathon P. SCHULDT, *et al.* 2022. « National Prisms of a Global Phenomenon: A Comparative Study of Press Coverage of Climate Change in the US, UK and China ». *Journalism* [En ligne] 23/ 10, 2208–29. DOI : <https://doi.org/10.1177/1464884921989124>.

STEVENS, Paul. 2012. « The “Shale Gas Revolution”: Developments and Changes ». *Energy, Environment and Resources*. Chatham House. Consulté le 21 juillet 2023. URL : <https://www.chathamhouse.org/sites/default/files/public/Research/Energy,%20Environment%20and%20Development/bp0812_stevens.pdf>.

STEVENSON, Angus & Maurice WAITE (dir.). 2011. *Concise Oxford English Dictionary*. 12^e édition. Oxford ; New York : Oxford University Press.

SUGATHADASA, Keet, Buddhi AYESHA, Nisansa DE SILVA, *et al.* 2017. « Synergistic Union of Word2Vec and Lexicon for Domain Specific Semantic Similarity ». *Proceedings of the 2017 IEEE International Conference on Industrial and Information Systems (ICIIS)* [En ligne]. Peradeniya (Sri Lanka), 15-16 décembre 2017, 1–6. DOI : <https://doi.org/10.1109/ICIINFS.2017.8300343>.

SWALES, John. 1990. *Genre Analysis: English in Academic and Research Settings*. Cambridge : Cambridge University Press.

TCFD. s.d. « About | Task Force on Climate-Related Financial Disclosures (TCFD) ». *Task Force on Climate-Related Financial Disclosures*. Consulté le 21 juillet 2023. URL : <<https://www.fsb-tcfd.org/about/>>.

_____. 2017. « Recommendations of the Task Force on Climate-Related Financial Disclosures ». Consulté le 21 juillet 2023. URL : <<https://assets.bbhub.io/company/sites/60/2021/10/FINAL-2017-TCFD-Report.pdf>>.

TEMMERMAN, Rita. 2000. « Une théorie réaliste de la terminologie : le sociocognitivism ». *Terminologies Nouvelles* 21, 58–64.

TERMIUM+. 1997. « natural system ». Consulté le 20 juillet 2023. URL : <https://www.btb.termiumpius.gc.ca/tpv2alpha/alpha-fra.html?lang=fra&i=1&srchtxt=natural+system&codom2nd_wet=1#resultrecs>.

_____. 1999. « natural system ». Consulté le 20 juillet 2023. URL : <https://www.btb.termiumpius.gc.ca/tpv2alpha/alpha-fra.html?lang=fra&i=1&srchtxt=natural+system&codom2nd_wet=1#resultrecs>.

_____. 2013. « divestment ». Consulté le 20 juillet 2023. URL : https://www.btb.termiuplus.gc.ca/tpv2alpha/alpha-fra.html?lang=fra&i=1&srchtxt=DIVESTMENT&codom2nd_wet=1#resultrecs.

_____. 2017. « corresponding adjustment ». Consulté le 20 juillet 2023. URL : https://www.btb.termiuplus.gc.ca/tpv2alpha/alpha-fra.html?lang=fra&i=1&srchtxt=CORRESPONDING+ADJUSTMENT&codom2nd_wet=1#resultrecs.

_____. 2018. « regenerative agriculture ». Consulté le 24 juillet 2023. URL : https://www.btb.termiuplus.gc.ca/tpv2alpha/alpha-fra.html?lang=fra&i=1&srchtxt=REGENERATIVE+AGRICULTURE&codom2nd_wet=1#resultrecs.

_____. 2023a. « short-lived climate forcer ». Consulté le 20 juillet 2023. URL : https://www.btb.termiuplus.gc.ca/tpv2alpha/alpha-fra.html?lang=fra&i=1&srchtxt=SHORT-LIVED+CLIMATE+FORCER&codom2nd_wet=1#resultrecs.

_____. 2023b. « extreme weather event ». Consulté le 20 juillet 2023. URL : https://www.btb.termiuplus.gc.ca/tpv2alpha/alpha-fra.html?lang=fra&i=1&srchtxt=EXTREME+WEATHER+EVENT&codom2nd_wet=1#resultrecs.

_____. 2023c. « net-zero carbon dioxide emission ». Consulté le 20 juillet 2023. URL : https://www.btb.termiuplus.gc.ca/tpv2alpha/alpha-fra.html?lang=fra&i=1&srchtxt=NET+ZERO+CARBON+DIOXIDE+EMISSIONS&codom2nd_wet=1#resultrecs.

_____. 2023d. « carbon sequestration ». Consulté le 20 juillet 2023. URL : https://www.btb.termiuplus.gc.ca/tpv2alpha/alpha-fra.html?lang=fra&i=1&srchtxt=carbon+sequestration&codom2nd_wet=1#resultrecs.

_____. 2023e. « carbon capture and storage ». Consulté le 20 juillet 2023. URL : https://www.btb.termiuplus.gc.ca/tpv2alpha/alpha-fra.html?lang=fra&i=1&srchtxt=CARBON+CAPTURE+STORAGE&codom2nd_wet=1#resultrecs.

_____. 2023f. « carbon storage ». Consulté le 20 juillet 2023. URL : https://www.btb.termiuplus.gc.ca/tpv2alpha/alpha-fra.html?lang=fra&i=1&srchtxt=carbon+storage&codom2nd_wet=1#resultrecs.

_____. 2023g. « carbon sink ». Consulté le 20 juillet 2023. URL : https://www.btb.termiuplus.gc.ca/tpv2alpha/alpha-fra.html?lang=fra&i=1&srchtxt=CARBON+sink&codom2nd_wet=1#resultrecs.

_____. 2023h. « decarbonization ». Consulté le 20 juillet 2023. URL : https://www.btb.termiuplus.gc.ca/tpv2alpha/alpha-fra.html?lang=fra&i=1&srchtxt=decarbonization&codom2nd_wet=1#resultrecs.

_____. 2023i. « état d'urgence ». Consulté le 24 juillet 2023. URL : <https://www.btb.termiuplus.gc.ca/tpv2alpha/alpha-fra.html?lang=fra&i=1&srchtxt=ETAT+URGENCE&codom2nd_wet=1#resultrecs>.

_____. 2023j. « clean economy ». Consulté le 24 juillet 2023. URL : <https://www.btb.termiuplus.gc.ca/tpv2alpha/alpha-fra.html?lang=fra&i=1&srchtxt=CLEAN+ECONOMY&codom2nd_wet=1#resultrecs>.

_____. 2023k. « climate emergency ». Consulté le 24 juillet 2023. URL : <https://www.btb.termiuplus.gc.ca/tpv2alpha/alpha-fra.html?lang=fra&i=1&srchtxt=CLIMATE+EMERGENCY&codom2nd_wet=1#resultrecs>.

THE BUREAU OF LINGUISTICAL REALITY. s.d. « Mission Statement ». Consulté le 26 juillet 2023. URL : <https://bureauoflinguisticalreality.com/mission-statement/>>.

THE BUSINESS AVIATION COALITION FOR SUSTAINABLE AVIATION. 2020. *Fueling the Future: Sustainable Aviation Fuel Guide* [En ligne]. 2^e édition. Consulté le 1^{er} février 2023. URL : <https://www.futureofsustainablefuel.com/wp-content/uploads/2022/06/Fueling-the-Future_SAF-Guide_SAF-Coalition.pdf>.

THE GUARDIAN. s.d. « News | Climate Crisis ». Consulté le 21 juillet 2023. URL : <<https://www.theguardian.com/environment/climate-crisis>>.

THE NEW YORK TIMES. s.d. « Science | Climate and Environment ». Consulté le 21 juillet 2023. URL : <<https://www.nytimes.com/international/section/climate>>.

THE WASHINGTON POST. s.d. « Climate ». Consulté le 21 juillet 2023. URL : <https://www.washingtonpost.com/climate-environment/?itid=nb_climate>.

THOIRON, Philippe & Henri BÉJOINT. 2010. « La terminologie, une question de termes ? ». *Meta : journal des traducteurs / Meta: Translators' Journal* [En ligne] 55/ 1, 105–18. DOI : <https://doi.org/10.7202/039605ar>.

TRANter, Bruce & Kate BOOTH. 2015. « Scepticism in a Changing Climate: A Cross-National Study ». *Global Environmental Change* [En ligne] 33, 154–64. DOI : <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2015.05.003>.

TREUT, Le Hervé, Richard SOMERVILLE, Ulrich CUBASCH, *et al.* 2007. « Historical Overview of Climate Change Science ». In SOLOMON, Susan, Dahe QIN, Martin MANNING, *et al.*, *Climate Change 2007: The Physical Science Basis. Contribution of Working Group I to the Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* 36. Cambridge, R-U ; New York : Cambridge University Press.

UNFCCC. s.d. « Introduction: Adaptation and Resilience ». Consulté le 20 juin 2023. URL : <<https://unfccc.int/topics/adaptation-and-resilience/the-big-picture/introduction>>.

USA TODAY. s.d. « Weather ». Consulté le 21 juillet 2023. URL : <<https://eu.usatoday.com/weather/>>.

VAN DER BLES, Anne Marthe, Sander VAN DER LINDEN, Alexandra L. J. FREEMAN, *et al.* 2019. « Communicating Uncertainty about Facts, Numbers and Science ». *Royal Society Open Science* [En ligne] 6/ 5 : 181870. DOI : <https://doi.org/10.1098/rsos.181870>.

VAN DER YEUGHT, Michel. 2016a. « A Proposal to Establish Epistemological Foundations for the Study of Specialised Languages ». *ASp. La revue du GERAS* [En ligne] 69, 41–63. DOI : <https://doi.org/10.4000/asp.4788>.

_____. 2016b. « Protocole de description des langues de spécialité ». *Recherche et pratiques pédagogiques en langues de spécialité. Cahiers de l'Aplut* [En ligne] 35/ 1. DOI : <https://doi.org/10.4000/apliut.5549>.

VARANASI, Anuradha. 2019. « You Asked: Does Carbon Capture Technology Actually Work? ». *State of the Planet* (blog). 27 September 2019. Consulté le 21 juillet 2023. URL : <<https://news.climate.columbia.edu/2019/09/27/carbon-capture-technology/>>.

VENIARD, Marie. 2019. « Du profil lexico-discursif du mot « crise » à la construction du sens social d'un événement ». In LONDEI, Danielle, Sophie MOIRAND, Sandrine REBOUL-TOURÉ, *et al.* (dir.), *Dire l'événement : langage, mémoire, société* [En ligne]. Paris : Presses Sorbonne Nouvelle, 222–32. Consulté le 21 juillet 2023. URL : <<http://books.openedition.org/psn/3222>>.

VON STORCH, Hans & Nico STEHR. 2006. « Anthropogenic Climate Change: A Reason for Concern since the 18th Century and Earlier ». *Geografiska Annaler: Series A, Physical Geography* [En ligne] 88/ 2, 107–13. DOI : <https://doi.org/10.1111/j.0435-3676.2006.00288.x>.

WIERZBICKA, Anna. 1985. *Lexicography and Conceptual Analysis*. Ann Arbor : Karoma.

WMO. 1979. *Proceedings of the World Climate Conference: A Conference of Experts on Climate and Mankind*. WMO 537, Genève (Suisse), 12-13 février 1979. Consulté le 24 juillet 2023. URL : <https://library.wmo.int/doc_num.php?explnum_id=8346>.

YAMIN, Farhana & Joanna DEPLEDGE. 2004. *The International Climate Change Regime: A Guide to Rules, Institutions and Procedures* [En ligne]. 1^{ère} édition. Cambridge, UK : Cambridge University Press. DOI : <https://doi.org/10.1017/CBO9780511494659>.

YAPOMO, Manuela & Gaël LEJEUNE. 2022. « Les innovations lexicales dans le domaine des énergies renouvelables : exploitation du contraste de corpus comme moyen de repérage ». In BALNAT, Vincent & Christophe GÉRARD (dir.), *Néologie et Environnement – Neologica [En ligne]* 16, 223-245. DOI : <https://doi.org/10.48611/isbn.978-2-406-13219-6.p.0223>.

ZELDIN-O'NEILL, Sophie. 2019. « “It’s a Crisis, Not a Change”: The Six Guardian Language Changes on Climate Matters ». *The Guardian*, 16 October 2019, section Environment. Consulté le 24 juillet 2023. URL : <https://www.theguardian.com/environment/2019/oct/16/guardian-language-changes-climate-environment>.

ZILLMAN, John W. 2009. « Historique des activités climatologiques ». *Bulletin de l’OMM* 58/3, 141-150.

ZOLLO, Silvia Domenica. 2022. « Les néologismes de Glenn Albrecht face au changement écologique : entre créativité lexicale et bouleversement émotionnel ». In BALNAT, Vincent & Christophe GÉRARD (dir.), *Néologie et Environnement – Neologica [En ligne]* 16, 203–21. DOI : <https://doi.org/10.48611/ISBN.978-2-406-13219-6.P.0203>.

Index des notions

A

Accord de Paris, 1, 98, 161, 162, 198, 199, 203, 263, 271
action climatique, 1, 3, 6, 13, **77-79**, 161-162, 218-219, 227-228, 230-231, 274-322
analyse cooccurentielle, 123, 183, 228
analyse du discours, 2, 48, 65, 85, 108, 116, **123-125**, 187, 196, 208, **230-231**, **235-239**, 274, 284, 305
anglais du changement climatique, 2, 4, 5, 25, 31, **38**, 54, 320, 327, 328
arbre conceptuel, **140-152**, 161, 169, 170, 241, 242, 244, 246-262, 266, 328

B

banalisation lexicale, *Voir* déterminologisation

C

cadrage, 52, 53, 157, 227, **229**, 276-292
catégorie pragmasémantique, **139-141**, 146-149, 170, 172, 241-242, 325
catégorisation, 5, 28, 29, 31, 125, 131, 137, 138, 139, 148, 149, 239, 249, 327, 351
changement climatique, *Voir* changement climatique d'origine anthropique
changement climatique d'origine anthropique, **9**
changements climatiques, **9**, 10, 99, 105, 314
circulation des termes, 75, 91, 211, 218-221, 237, 244, 322
climate-compound, 295-296, 299
Climategate, 21, 32, 218
climatologie, 10, 14, 27, 44, 114, 117, 136
climato-scepticisme, 20-21, 47, 66, 218, 234
communauté spécialisée, **40-43**
Conférence des Parties, **17**, 135
connaissance, **71-72**, 125
connotation, 66, 76, 79, 158, **230-232**, 235-238, 269-270, 280-281, 296-298, 300-308, 316
Contextes riches en connaissances, **181**
Contributions déterminées au niveau national, **99**
Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, 17

cooccurent, 120, **124**
corpus, 94-110, 222-227
corpus d'exclusion, 114-117
corpus de référence, 110-111, 128, 168-169
couche terminologique, **132-137**, 164, 170, 171, 236, 237, 242, 243, 248, 249, 255, 261, 296, 299, 365

D

degré de termicité, 35, 66, 79, 89, 276, 321
dénomination, **59**
densité terminologique, 171
déspécialisation, *Voir* déterminologisation
déterminologisation, 62, 65, 69, 90, 221, 224, **228-231**, 275-322
diachronie courte, **98**, 223
dilution, *Voir* déterminologisation
dilution sélective, 295, 322
discours alarmant, 310-316
discours alarmiste, 310-316
domaine du CCA, **28**, 25-39
domaine du changement climatique, *Voir* domaine du CCA
domaine spécialisé, **27**, 25-39

E

écopsychologie, 68, 308
empreinte de fréquence, 111-116, 233, 243, 256
empreinte de rupture, **112**, 115, 150, 236
expert, 40-43, **42**
expertise climatique, 5, 7, 25, 32, 39-40, 41, **44-53**, 61, 128-210, 314-316

F

finalité, *Voir* intentionnalité spécialisée
finalité pragmatique, 214-216, 219
finalité symbolique, 215-216
fonction d'hypostatisation, *Voir* hypostatisation
fonction performative, 276
fonction persuasive, **235-236**, 309-310, 313-316, 321, 326
fonction référentielle, 276, 300, 305, 311, 313, 322
Fréquence inverse de document, **119-120**, 168, 241

G

GIEC, 9, 17, 39, 44–47, 99, 101
glottonomie, 84
gouvernance climatique, **12-19**, 33, 44, 46, 99, 100, 115, 155, 161, 164-165, 190, 225, 254
Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, *Voir* GIEC

H

hypostatisation, 71, **233-234**, 238, 300-301, 306, 307, 308, 312
Hypothèse distributionnelle, *Voir* sémantique distributionnelle

I

implications, **81**
incertitude (scientifique), 23, 46, 49, 71, 92, 142, 218, **250-252**, 311
indice de spécificité, **110**, 120, 129, 132, 186, 200, 202, 236, 241, 258
instabilité (terminologique), 76-77, 92, 123, 160, 177, 184, 188-191, 211, 240, 265-266, 277, 292
intentionnalité spécialisée, **27**
interdisciplinaire, 10, 14, 26, 27, 62, 190
interface, 44, 65, 88, 89, 102, 105, 116, 135, 320, 321
Inverse Document Frequency, *Voir* Fréquence inverse de document

K

keyword, *Voir* mot-clé

L

lingua franca, 108, 225
linguistique de corpus, 2, 86, 89, 94, 109, 110, 125, 231

M

marque d'autonymie, **180**, 247
marqueur d'évolution, **157**, 159, 247
médias, *Voir* presse
médiatisation scientifique, *Voir* popularisation des connaissances
modèle climatique, 10, 11
modèle d'analyse distributionnelle, 120-121
modèle linéaire de l'expertise, 54
modèle vectoriel, 121, 192, 193
mot-clé, 104, **110**, 226-227
multidimensionnalité, **58**, 140

N

néologie, **59**, 77–78, 230–35, 291–312
néologie conceptuelle, **59**, 73, 113, 156, 158
néologie d'actualité, **59**, 156, 160
néologie dénominative, **59**, 113
néologie militante, 228-232
néologie sémantique, **59**, 73, 98, 113, 156-157, 161
néologie terminologique, 59, 85, **87-90**, 316-317
néologie totale, 73, 156
néonymie, *Voir* néologie terminologique
nom, **93**
nomination, **59**, 72
non-comparabilité spatiale, **194**
normaison, **61**
normalisation, **57**

O

opinion publique, 15, 20-23, 32, 51, 79, 87, 99, 213-214, 220, **224-226**, 276, 291, 295, 327
Organisation non gouvernementale, 16-19, 47-52, 100-102, 167-212

P

persuasion, 230-236, **231**, 238, 313, 316, 321, 327
plongement de mots, 118-120, **121**
popularisation des connaissances, 19-22, 213, 216, 220
pragmaterminologie, 57
presse, 19–23, 216–17, 271–319
presse généraliste, **216-217**, 222, 225, 228
presse spécialisée, **216**
Protocole de Kyoto, 17, 18, 99
prototype, 28-29, 39, 40, 42, 46, 281

R

rapport, 102-105
rapport d'expertise scientifique, **102**, 107
recontextualisation, **218**
régime climatique, *Voir* gouvernance climatique
représentation sociale, **230**, 231 276-277, 288, 296, 328
représentativité, 29, **94-96**, 101, 107, 108, 123, 215, 224, 226, 246
Résumé à l'intention des décideurs, 45, 49, 103-104

S

savoirs écologiques traditionnels, 72, 75, 166, 330
scénario climatique, 12, 65, 310
sciences humaines environnementales, 13
sémantique discursive, **123-125**, 211, 231, 232, 238, 278
sémantique distributionnelle, **120**, 211
sens, 121
sentiment néologique, **113**, 234
similarité cosinus, 192, **194-195**, 209
socioterminologie, 56, **85-86**, 89, 93, 109
Sommet de la Terre de Rio de Janeiro, 16
(critère de) spécialisation, **94-95**, 225
spécialiste, 39, **40**, 43, 49, 66, 152
sphère médiatique, 5, 6, 22, 64, 81, 209, 210, **213-218**, 225, 238, 281, 326, 329
stratégie prédicative, 232
Subsidiary Body for Implementation, 50
Subsidiary Body for Scientific and Technical Advice, 50
substance terminologique, **118**, 167-175, 211, 222, 242, 244

T

tabloïds, **216**, 225
terme, 54, 316-317
terme complexe, **129**
terme simple, **129**
terminologie cognitive, 57
terminologie culturelle, 57
terminologie textuelle, 5, 56, 88, **89-90**, 92-93, 96-97, 102, 109-110, 120, 123, 125, 223, 325
terminologisation, 65, 69
TermoStat, 36, 110, 111, 118, 168, 169
Théorie communicative de la terminologie, **86**, 312
Théorie générale de la terminologie, 85, 221
think tank, 19, 27, 32, 34, 41, 44, 47, 48, 101, 330
transdisciplinaire, 2, 6, **14**, 23, 33-34, 41, 44-45, 54, 56, 62-63, 65-66, 74-75, 114, 127, 131, 133, 160, 164, 238
transition énergétique, 64, 140, 146-147, 149, 151, 160, 164-165, 173, 175, 202, 252-253, 258, 282-283, 292

V

valeur, **304**
variation, **56-68**, 84-90

variation conceptuelle, 6, **57-59**, 122-123, 158, 179-184, 191, 199, 210-214, 228-231, 238-239, 272-279
variation de la substance terminologique, 167-174, 222
variation dénomminative, **57-59**, 63-64, 80, 119, 167-175, 179, 190-191, 197, 211, 222, 240
variation diachronique, 5, 67-68, 75, 78, 80-81, 90, 94-97, 169-170, 220, 222, 239, 246-248
variation diastratique, 61, **63-66**, 69, 75, 80, 90-97, 100-102, 105, 108, 111, 118-122, 168, 171, 175, 220-222, 239, 277
variation diatopique, **63**, 66
variation interlinguistique, **63**
variation polysémique, **58-59**, 64, 191, 211
variation référentielle, **183**, 209
variation sémantique, **58-59**, 65, 76, 81, 120-121, 123, 167, 180, 190-192, 194-196, 198, 209-210, 222, 269
vecteur, **121**
vulgarisation, 85, 97, 218, 221-222, 252, 272

W

Word2vec, **122-123**, 192-193, 211

X

χ^2 d'ajustement, **24**

Index des termes analysés

Cet index répertorie les termes anglophones du domaine du changement climatique pour lesquels nous avons proposé une analyse dans le corps de notre thèse.

A

adaptation, 58, 65, 72-73, 135, 146-148, 172, 229, 252, 262
agreement, 142, 226, 253, 256, 259, 291
alternative energy, 251, 252
anthropogenic climate change, 145
carbon (capture and) storage, 129, 136, 175-183, 264-268, 277-281, 284
carbon dioxide removal, 180-181, 264, 279
carbon footprint, 67, 150-151, 197
carbon sequestration, 175-183, 264-268, 276
carbon sink, 175-182, 264-268, 276
clean coal, 251
clean economy, 300, 304-306
climate anxiety, 300, 303-304
climate breakdown, 261, 268, 272, 300-301, 308, 313, 317-320
climate chaos, 3, 300-303, 308, 313, 317-320
Climate Collision, 300-301, 308-309, 317-320
climate despair, 298, 300, 303
climate distress, 303
climate emergency, 155-157, 261, 268-270, 300-302, 308, 310-320
climate finance, 150, 259
climate justice, 1, 64, 148, 175, 226, 258
climate risk, 174-175, 183-188, 286, 292
climate-friendly refrigerator, 298, 304-305
climate-related risk, 174-175, 183-188, 286, 288
confidence, 142, 173, 249, 251, 314
corresponding adjustment, 158, 160, 164

D

deadly heat, 300
decarbonization, 192-202, 208, 262, 338
deep decarbonization, 155, 158, 161-162, 164, 202, 209
divestment, 259

E

eco-distress, 297, 300, 303
economic growth, 144-145, 174

environmental justice, 148, 175
equitable transition, 148, 157, 313
erosion, 255
evidence, 142, 173
extinction, 255, 288-289

F

fiscal rescue and recovery, 162
fleet electrification, 157-158
fracking, 257, 272, 297

G

green bond, 300, 304
green finance, 304
green hydrogen, 300, 304
green recovery, 155, 162, 165, 300, 304
green taxonomy, 304
grid modernization, 155, 158-159

H

human system, 203-209

J

just transition, 148, 157

L

land-use degradation, 145
livestock, 254-255
Low Demand scenario, 162, 165
low-carbon recovery, 162

M

migration, 256

N

natural climate solution, 158-160
natural system, 193-195, 203-210
NDCs (Nationally Determined Contributions)
99, 158, 160-161, 164
nelectricity, 297-298

net-zero, 155-158, 160-161, 181, 280, 284, 300

P

population growth, 144-145
production gap, 158, 161

R

recovery scenario, 162
renewable energy, 93, 103, 132-133, 140, 174, 194, 251-252, 258, 284
resilience, 3, 35, 146-148, 150, 160, 172, 186, 189, 206, 226, 252, 255, 258, 262, 272, 288, 305, 313-314, 326

S

shale, 257, 272
solastalgia, 3, 68, 70, 78-79, 116, 233, 304
sustainable alternative jet fuel, 158-159, 164
sustainable development, 133, 150, 306, 317
sustainable finance, 300, 304
sustainable investment, 300, 304
sustainable recovery, 162, 202
symbiocene, 233

U

uncertainty, 249, 250, 271, 288
unsurvivable storm surge, 300

Index des auteurs

A

Albrecht, Glenn A., 3, 68, 116, 233, 304, 321
American Psychiatric Association, 303
Anthony, Laurence, 118
Asekun-Olarinmoye, Olusesan, 214
Authier-Revuz, Jacqueline, 179, 246
Aykut, Stefan C., 3, 10, 11, 16, 17, 18, 48, 49, 50, 99, 108

B

Baker, Paul, 110, 124
Ballarin, Sophie, 85, 86
Baroni, Marco, 121
Beck, Silke, 46, 47, 50, 51
Béjoint, Henri, 57, 64
Bernier-Colborne, Gabriel, 121, 122, 191, 192
Bertels, Ann, 120, 121, 123
Bertoldo, Raquel, 4, 8
Biber, Douglas, 94, 108, 141
Biros, Camille, vii, 1, 2, 3, 33, 48, 49, 63, 64, 98, 99, 103, 107, 108, 135, 179, 216, 224, 226, 306, 330
Bogetic, Ksenija, 230
Bolinger, Dwight, 232
Bonnet, Alma-Pierre, 21
Booth, Kate, 21
Bordet, Geneviève, 30, 31, 33, 34, 38, 61
Boulanger, Jean-Claude, 114
Bourigault, Didier, 89
Bowker, Lynne, 58, 141
Bowman, Thomas E., 64
Boykoff, Jules M., 215, 219
Boykoff, Maxwell T., 215, 219, 224
Brand, Alexander, 21
Bray, Dennis, 3, 65
Breeze, Ruth, 141
Briley, Laura, 65
Brüggemann, Michael, 13, 38
Brunnengräber, Achim, 21
Budescu, David V., 250
Buffet, Christophe, 48, 108
Bureau, Pauline, iv, 68, 70, 79, 298, 319
Burnett, Heather, 122

C

Cabré, Maria Teresa, 3, 86, 88, 173, 275

Cameron, Emilie, 63
Cartier, Emmanuel, 114
Carvalho, Anabela, 217, 218, 219
Catellani, Andrea, 8, 21
Charaudeau, Patrick, 5, 22, 212, 213, 214, 215, 233, 315
Charlebois, Julien-Claude, 115, 116
Charles, Lionel, 10
Chateauraynaud, Francis, 13, 14
Chauchat, Jean-Hugues, 116
Cohen-Shacham, Emmanuelle, 159
Collins, Harry, 42, 43, 175
Collins, Lisette B., 42, 43, 175
Condamines, Anne, 57, 75, 89, 90, 120, 221, 222
Cox, Emily, 284

D

Dahan, Amy, 3, 10, 11, 12, 14, 16, 17, 18, 40, 48, 49, 50, 51, 99, 108
De Vecchi, Dardo, 57
Delavigne, Valérie, 30, 31, 39, 70, 85, 86, 179, 195, 220, 221
Deming, David, 19
Dénigot, Quentin, 122
Depledge, Joanna, 17
Diki-Kidiri, Marcel, 57
Drouin, Patrick, vii, 36, 37, 98, 110, 111, 118, 119, 120, 129, 135, 167, 168, 235
Dubois, Cathy, 13, 14
Dury, Pascaline, vii, 61, 63, 65, 69, 76, 90, 97, 118, 119, 222, 246
Dusserre, Emmanuelle, 122

E

Ereaut, Gill, 309, 310, 311
Evans, Robert, 42, 43

F

Faber, Pamela, 140
Fairbridge, Rhodes W., 115
Fairclough, Norman, 215, 217
Fantino, Jacques, 302
Fernández-Silva, Sabela, 58, 87
Financial Times, 216
Firth, John Rupert, 121
Fløttum, Kjersti, 1, 64, 105, 253, 263

Flowerdew, Lynne, 95, 107, 108
Ford, James D., 229
Forsyth, Tim, 74
Fowler, Roger, 215
Francoeur, Aline, 67, 79, 235
Freixa, Judith, 57, 58, 60, 61, 63, 87, 175
Fries, Marie-Hélène, 1, 2, 330

G

Gaillard, Mathilde, 32, 48, 329
Gambier, Yves, 31, 57, 85, 220
Gardin, Bernard, 113,
Gary-Prieur, Marie-Noëlle, 231
Gaudin, François, 57, 85, 86, 220
GIS Climat-Environnement-Société, 14
González Granado, Nicolas, 118, 121, 122,
192, 193
Gotti, Maurizio, 34, 214, 215
Grabe, William, 311
Greimas, Algirdas Julien, 263
Guespin, Louis, 57, 85, 86, 220
Guilbeault, Steven, 48
Guillemot, Hélène, 12, 14, 18, 40, 49, 50, 51,
108
Gupta, Joyeeta, 17, 18

H

Halliday, Michael Alexander K., 88
Harcourt, Rachel, 65
Harris, Zellig S., 121
Hawkins, Rhiannon, 303
Heiden, Serge, 110, 278
Hohenhaus, Peter, 232
Hoppe, Rob, 18, 47
Hourcade, Renaud, 21
Hulme, Mike, 1, 2, 8, 9, 10, 12, 13, 20, 25, 46,
51, 72, 77, 164, 218, 274, 275, 292
Humbert-Droz, Julie, 62, 89, 90, 96, 97, 220,
228
Humbley, John, 35, 59, 85, 88, 89, 236, 275,
298, 316, 320

I

Iordanskaja, Lidija, 231
Islam, M. Rafiqi, 10

J

Jalam, Radwan, 116
Janin, Pierre, 143
Jenkins, Jennifer, 108
Jensen, Bjarne, 272, 274, 321

Jotzo, Frank, 12, 13

K

Kaplan, Robert B., 311
Khan, M. M., 10
King, Diana, 229
Kleiber, Georges, 59
Klenk, Nicole, 51
Koester, Almut, 107
Koteyko, Nelya, 67, 74
Kübler, Natalie, 95, 102

L

Laignelet, Marion, 156
Lakoff, George, 31
Lammel, Annamaria, 229
Lecolle, Michelle, 123, 124
Leiserowitz, Anthony A., 21
Lejeune, Gaël, 67, 116
Lenci, Alessandro, 121
Levy, Omer, 121
Lipka, Leonhard, 232
Lippert, Ingmar, 150
Longhi, Julien, 59

M

Mackintosh, Kristen, 62, 220, 223, 228, 229
Marcellesi, Chr., 233, 234
Maslin, Mark, 9
Mastrandrea, Michael D., 142, 250
Mathieu, Yvette Yannick, 114
Mauger-Parat, Marion, 20, 21, 22, 40, 44, 45,
214, 271
Mehryar, Sara, 147
Mervis, Carolyn B., 28
Meyer, Ingrid, 62, 180, 220, 223, 228, 229
Michel, Jean-Baptiste, 116, 236
Mignot, Élise, 203, 302
Mikolov, Tomas, 122
Ministère de la Transition écologique et de la
Cohésion des territoires, 49
Ministère de la Transition énergétique, 49
Mishra, Siba, 122
Moirand, Sophie, 5, 20, 212, 213, 214, 224
Mondada, Lorenza, 57
Moscovici, Serge, 229
Moser, Susanne C., 272, 274, 321

N

Nallet, Thierry, 330
Née, Émilie, 2, 45, 48, 102, 103, 124, 293

Nikitina, Jekaterina, 141, 229, 231, 280
Norton, Bryan G., 218

O

Ojala, Maria, 303
Oliver, John E., 115
Ollitrault, Sylvie, 48

P

Pacteau, Chantal, 229
Padró, Muntsa, 122
Pecman, Mojca, 89, 90, 95, 102, 316
Peliz, Ana Carolina, 20, 22, 40, 44, 45, 271
Pelletier, Julie, 57, 58, 59, 60, 154
Perchoc, Philippe, 143
Petit, Gérard, 42, 43, 58
Petit, Michel, 25, 26, 27, 28, 29
Peynaud, Caroline, 1, 5, 20, 22, 98, 99, 107,
214, 216, 217, 219, 224, 226, 253, 261, 262
Picton, Aurélie, vii, 30, 57, 58, 60, 61, 63, 69,
75, 76, 89, 90, 92, 96, 97, 98, 107, 112,
113, 114, 118, 119, 121, 152, 154, 156,
180, 220, 221, 222, 245, 246, 258
Planton, Serge, 144

R

Rakotonoelina, Florimond, 124
Rayson, Paul, 138, 139, 243, 288
Resche, Catherine, 2, 14, 34, 73, 86, 88, 90
Ribes, Aurélien, 144
Risbey, James S., 301, 302, 309, 320
Robin, Libby, 13
Rödder, Simone, 38
Rodman, Emma, 123, 193
Rondeau, Guy, 59
Rong, Mingcan, 329
Roqueplo, Philippe, 49
Rosch, Eleanor, 28, 29
Rudiak-Gould, Peter, 63

S

Sablayrolles, Jean-François, 59, 113, 232, 233
Sager, Juan C., 86, 337
Salway, Andrew, 226
Schlosberg, David, 175
Schmid, Hans-Jörg, 72, 232
Schmidt, Andreas, 226
Scott, Mike, 110
Segnit, Nat, 309, 310, 311
Shanahan, Mike, 292
Sharma, Arpit, 122

Simonet, Guillaume, 58
Sinclair, John, 94, 280, 294
Slodzian, Monique, 89
Song, Yunya, 66
Stehr, Nico, 8
Stevens, Paul, 257
Stevenson, Angus, 115, 236
Sugathadasa, Keet, 122
Swales, John, 102

T

Temmerman, Rita, 57
The Bureau of Linguistical Reality, 68, 70, 79
The Business Aviation Coalition for
Sustainable Aviation, 158, 159
The Guardian, 216
The New York Times, 216
The Washington Post, 216
Thoiron, Philippe, 57, 64
Tranter, Bruce, 21
Treut, Le Hervé, 10, 11, 71

U

USA Today, 216

V

Vaillancourt, Jean-Guy, 48
Van der Bles, Anne Marthe, 251
Van der Yeught, Michel, 25, 27, 29, 31, 34, 38,
39, 41, 58, 124
Varanasi, Anuradha, 280
Veniard, Marie, 2, 124, 293
Von Storch, Hans, 3, 8, 65

W

Wagener, Albin, 21
Waite, Maurice, 115, 236
Wierzbicka, Anna, 65, 209, 258

Y

Yamin, Farhana, 17
Yapomo, Manuela, 67, 116

Z

Zeldin-O'Neill, Sophie, 312, 318
Zillman, John W., 16, 17
Zollo, Silvia Domenica, 68

ANNEXES

ANNEXE 1 – EXTRAIT DU TABLEAU REPRÉSENTANT LES UNITÉS COMPLEXES (UC) VALIDÉES ET LEUR FRÉQUENCE (FR) DANS CHAQUE SOUS-CORPUS

UC	Couche terminologique	FR_15	FR_21	FR_25_26
climate change	1	886	2773	1948
high confidence	2	23	238	615
fossil fuel	2	69	368	605
medium confidence	2	6	153	356
Energy [R]evolution scenario	1	184	273	
fuel production	2		6	279
renewable energy	2	289	812	259
clean energy	2	18	94	232
sea level	2	84	155	205
reference scenario	1	7	224	21
energy efficiency	2	125	320	152
climate action	1	8	193	218
global warming	1	77	146	454
advanced scenario	1	4	123	
renewable electricity	1	48	122	26
(mean average) surface temperature	2	22	55	149
climate justice	1	4	117	12
gas production	2		9	146

Note : les cellules vides correspondent à un seuil de spécificité inférieur au seuil retenu (3,09) dans le sous-corpus concerné.

ANNEXE 2 – CANDIDATS-NÉOLOGISMES VALIDÉS

Notes : les unités en bleu sont celles qui ont été validées par filtres, en gras, celles qui ont également été validées par les experts, en vert, celles qui ont uniquement été validées par les experts.

Apparition COP 21	Apparition COP 25/ 26
net zero (carbon) (emissions)	carbon removal
adaptation planning	climate emergency
climate risk	renewable revolution
adaptation finance	net-zero carbon
carbon pricing	green recovery
renewable generation	climate change risk
climate pollution	green infrastructure
temperature goal	low-carbon transition
ice loss	climate change framework (legislation law)
short-lived climate (forcer pollutant)	carbon neutrality
climate movement	climate ambition
water security	dioxide removal
NDCs	resilience strategy
	sustainable alternative jet fuel
	direct air (carbon) capture
	physical climate (hazards change system)
	adaptation financing
	climate benefit
	deep decarbonization
	vehicle electrification
	climate plan

	permafrost thaw
	plastic pollution
	warming level
	grid modernization
	mitigation hierarchy
	corresponding adjustment
	equitable transition
	fiscal rescue and recovery (measure spending package)
	fleet electrification
	Low Demand scenario
	low-carbon recovery
	natural climate solution
	net-zero target
	production gap
	recovery scenario

**ANNEXE 3 – EXTRAIT DU GLOSSAIRE DU GIEC DE 2018 (IPCC 2018 : 544),
ILLUSTRANT UNE INFLATION TERMINOLOGIQUE AUTOUR DU DOUBLE CONCEPT
DE CAPTURE ET DE STOCKAGE DU CARBONE**

Carbon dioxide capture and storage (CCS) : A process in which a relatively pure stream of carbon dioxide (CO₂) from industrial and energy-related sources is separated (captured), conditioned, compressed and transported to a storage location for long-term isolation from the atmosphere. Sometimes referred to as Carbon capture and storage. See also Carbon dioxide capture and utilisation (CCU), Bioenergy with carbon dioxide capture and storage (BECCS) and Uptake.

Carbon dioxide capture and utilisation (CCU) : A process in which CO₂ is captured and then used to produce a new product. If the CO₂ is stored in a product for a climate-relevant time horizon, this is referred to as **carbon dioxide capture, utilisation and storage (CCUS)**. Only then, and only combined with CO₂ recently removed from the atmosphere, can CCUS lead to carbon dioxide removal. CCU is sometimes referred to as carbon dioxide capture and use. See also Carbon dioxide capture and storage (CCS).

Carbon dioxide capture, utilisation and storage (CCUS) : See Carbon dioxide capture and utilisation (CCU).

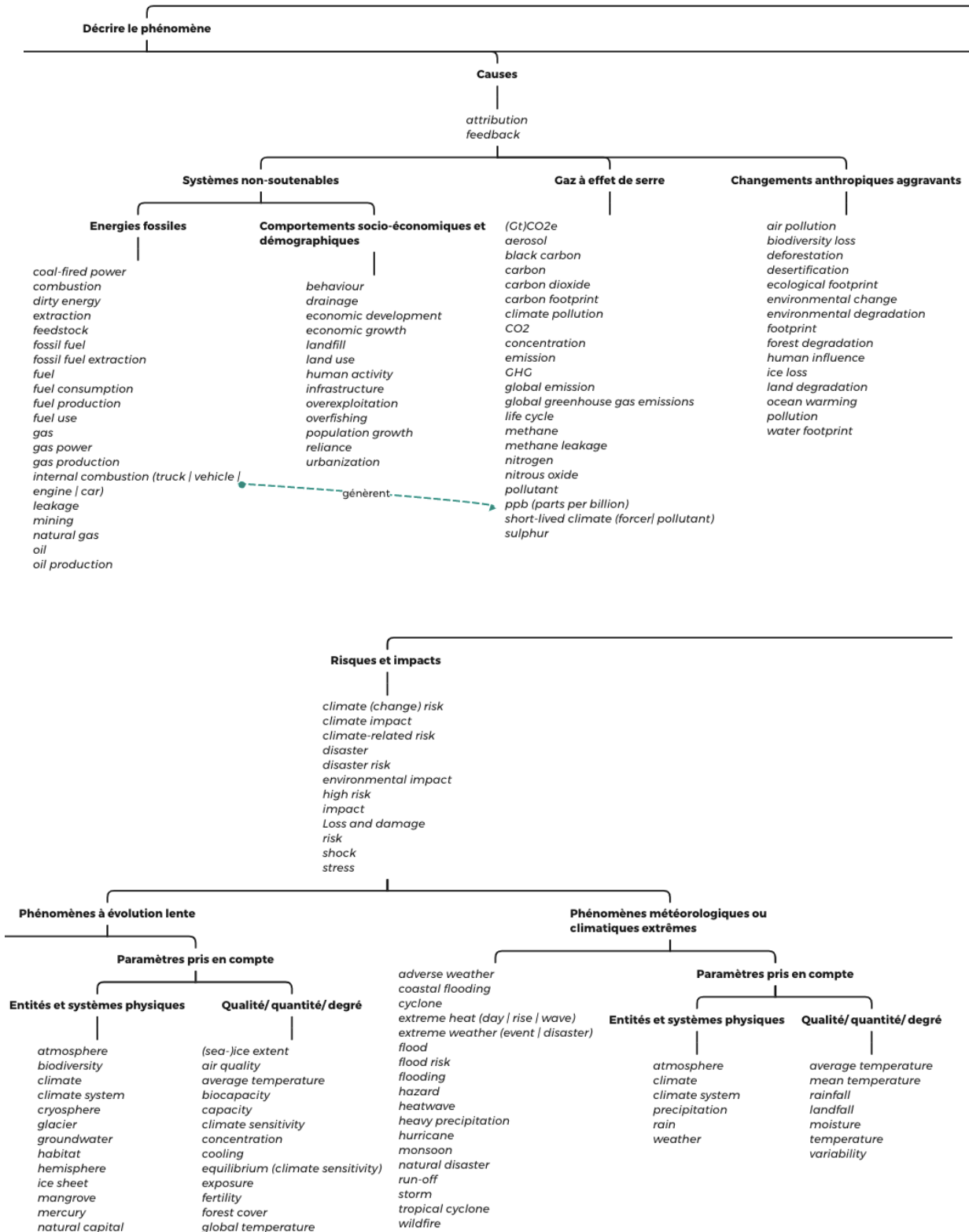
Carbon dioxide removal (CDR) : Anthropogenic activities removing CO₂ from the atmosphere and durably storing it in geological, terrestrial, or ocean reservoirs, or in products. It includes existing and potential anthropogenic enhancement of biological or geochemical sinks and direct air capture and storage, but excludes natural CO₂ uptake not directly caused by human activities. See also Mitigation (of climate change), Greenhouse gas removal (GGR), Negative emissions, Direct air carbon dioxide capture and storage (DACCS) and Sink.

ANNEXE 4 – NÉOLOGISMES EXTRAITS DU CORPUS DE PRESSE ET VALIDÉS PAR FILTRES

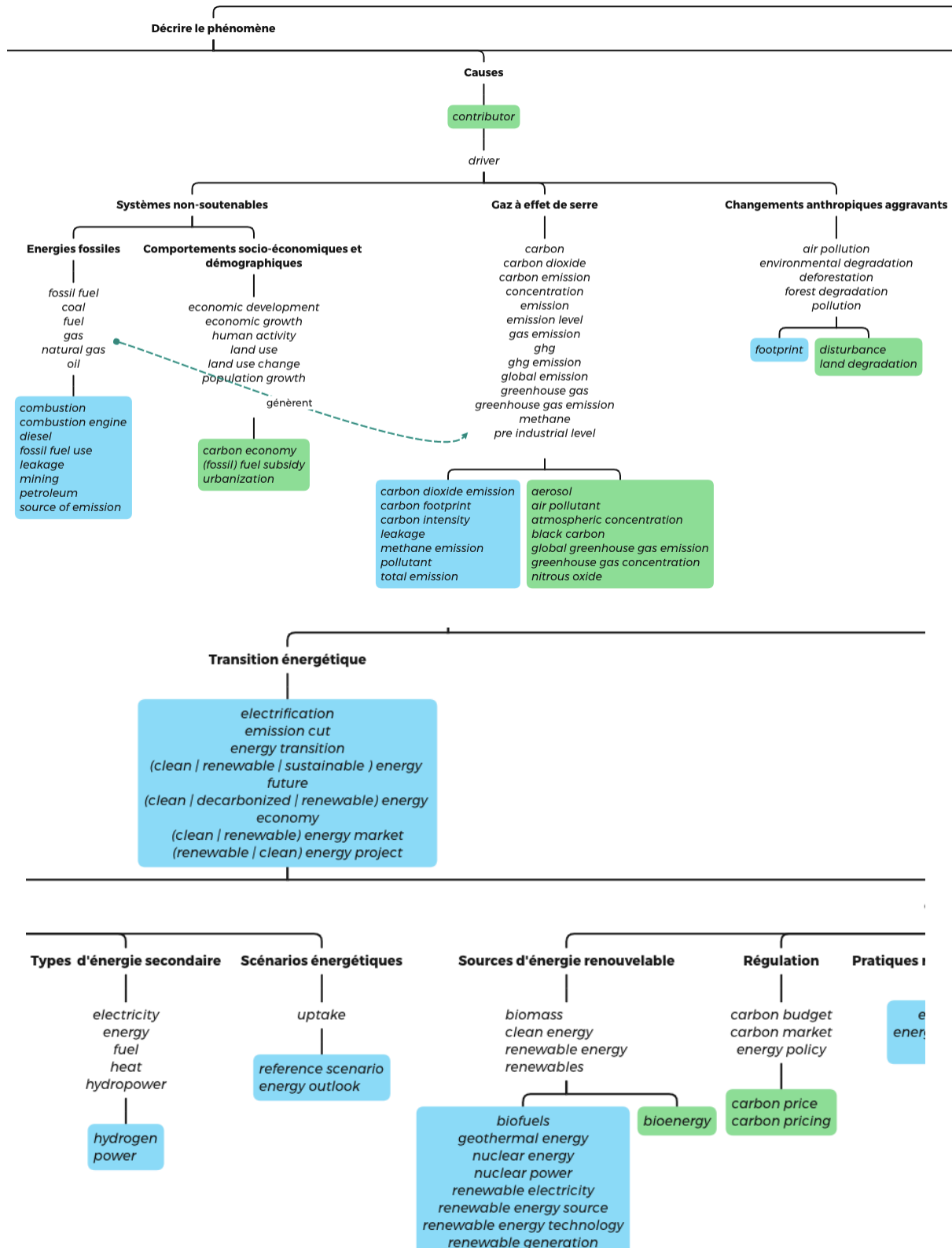
Apparition COP 21		Apparition COP 25/ 26	
Corpus presse	Corpus presse + expert	Corpus presse	Corpus presse + expert
human-caused climate change	green finance	warming atmosphere	net-zero greenhouse gas emission
climate pledge	green bond	unsurvivable storm surge	low-carbon heating
	fossil fuel pollution	sustainable investment	green recovery
	clean economy	sustainable investing	green hydrogen
	fracking	sustainable finance	environmental footprint
		regenerative agriculture	climate solution
		low-carbon world	climate protest
		kelp farming	climate minister
		kelp farm	climate impact
		impact investing	climate goal
		grey infrastructure	climate denialism
		green taxonomy	climate chaos
		flood disclosure	climate breakdown
		deadly heat	climate activist
		climate damn emergency	carbon neutrality
		climate oversight	carbon border
		climate fight	
		climate emergency	
		climate distress	
		climate disclosure	
		climate despair	
		climate denial	

		climate collision	
		climate anxiety	
		climate alliance	
		climate adviser	
		climate change activist	
		climate-aware therapist	
		nelectricity	
		eco-distress	
		climate-vulnerable country	
		climate-friendly refrigerator	
		climate crusade	
		planetary warming	
		oil supermajor	

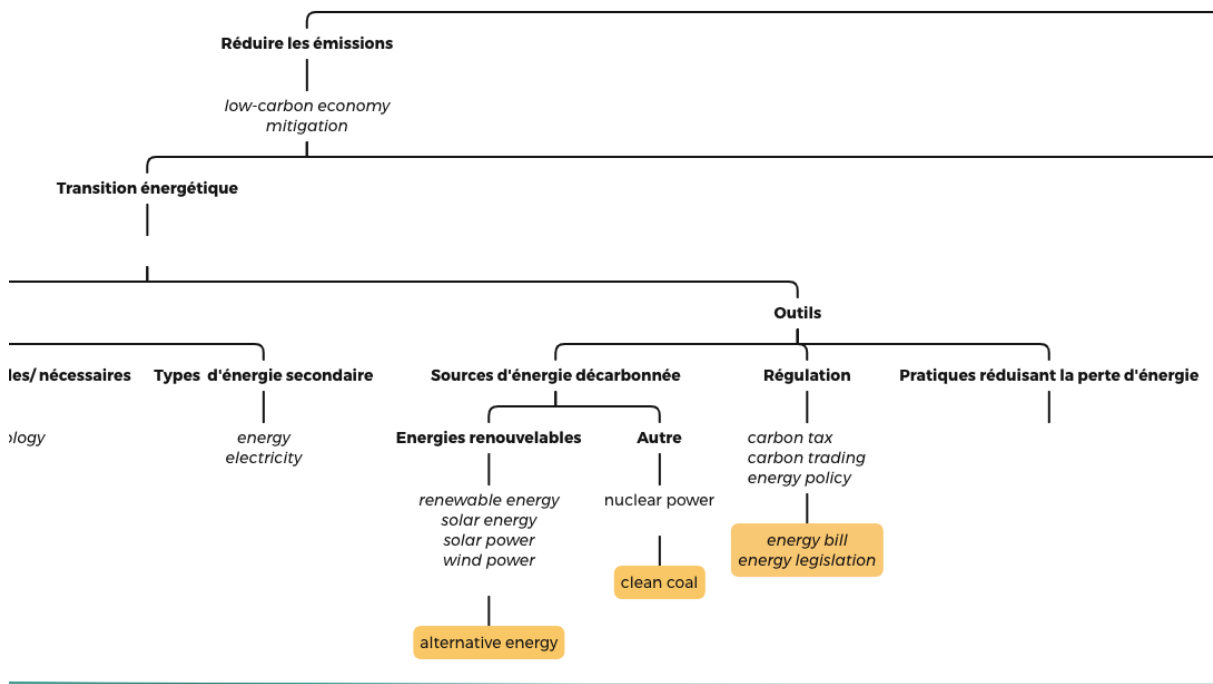
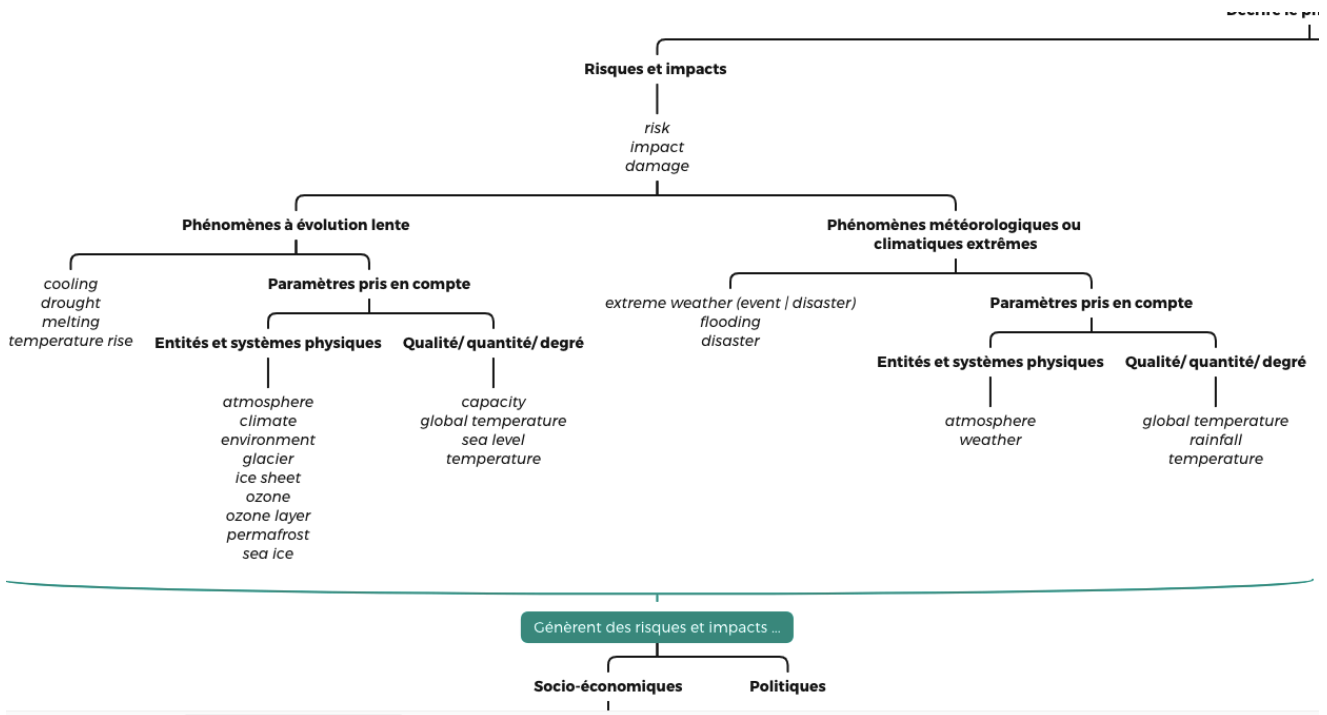
ANNEXE 5 – EXTRAITS DE L'ARBRE CONCEPTUEL REPRÉSENTANT LES PRINCIPAUX TERMES ET CONNAISSANCES MOBILISÉS PAR L'EXPERTISE CLIMATIQUE INTERNATIONALE



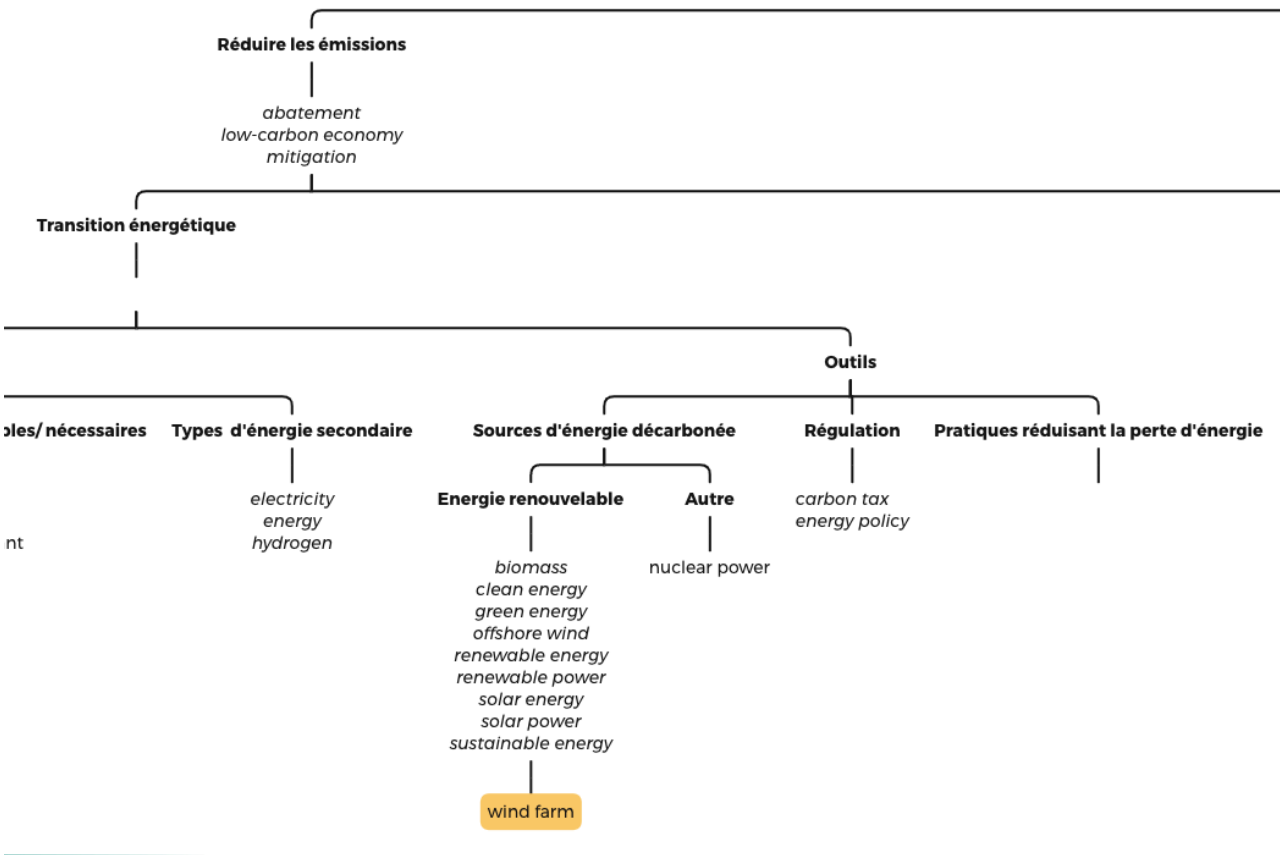
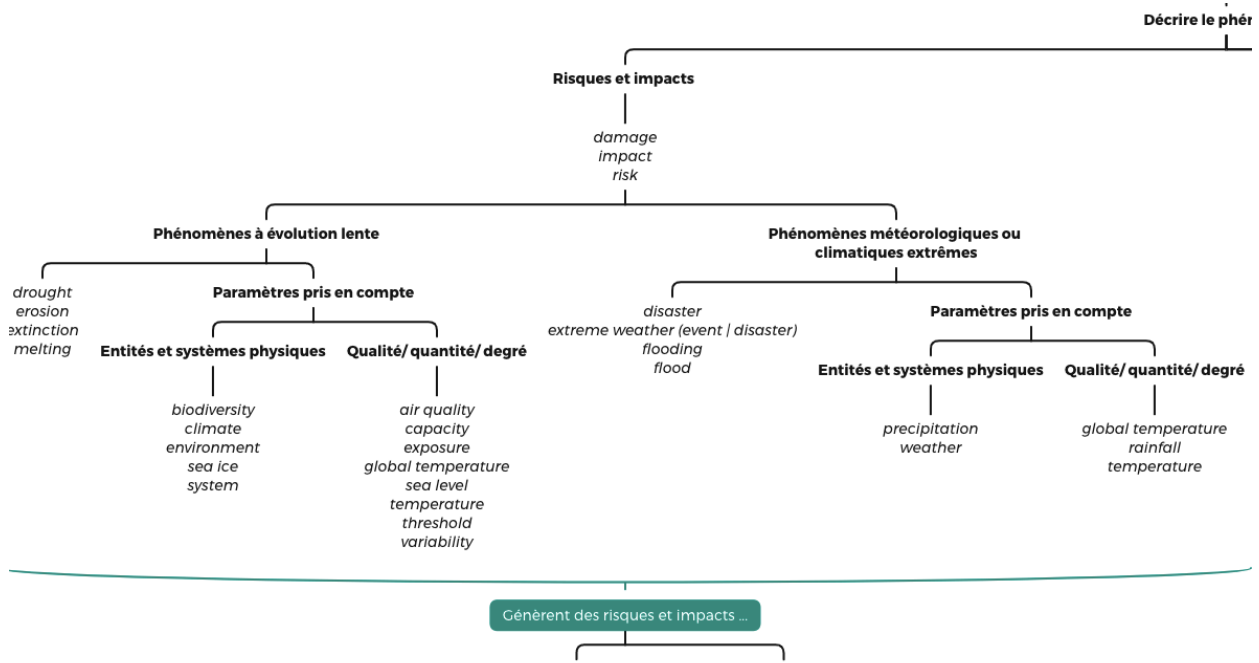
ANNEXE 6 – EXTRAITS DE L'ARBRE CONCEPTUEL REPRÉSENTANT LES PRINCIPAUX TERMES ET CONNAISSANCES MOBILISÉS PAR LES OIG ET PAR LES ONG (PERSPECTIVE DIASTRATIQUE)



ANNEXE 7 – EXTRAITS DE L'ARBRE CONCEPTUEL REPRÉSENTANT LES PRINCIPAUX TERMES ET CONNAISSANCES MOBILISÉS PAR LA PRESSE AUTOUR DE LA COP 15



ANNEXE 8 – EXTRAITS DE L'ARBRE CONCEPTUEL REPRÉSENTANT LES PRINCIPAUX TERMES ET CONNAISSANCES MOBILISÉS PAR LA PRESSE AUTOUR DE LA COP 21



ANNEXE 9 – EXTRAITS DE L'ARBRE CONCEPTUEL REPRÉSENTANT LES PRINCIPAUX TERMES ET CONNAISSANCES MOBILISÉS PAR LA PRESSE AUTOUR DES COP 25 ET 26

